(λ)

(N° 143.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 AVRIL 1909.

Enquête parlementaire à l'effet de rechercher les résultats de la loi du 21 mars 1902 (modifications aux lois sur la milice et sur la rémunération des miliciens) (1).

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE (2), PAR M. POULLET

MESSIEURS,

Les investigations de la Commission d'enquête chargée par la Chambre de rechercher les résultats de la loi du 21 mars 1902 ont nécessité, tant dans les bureaux du Ministère de la Guerre que dans les divers corps de l'armée, un surcroît de travail considérable et des recherches aussi laborieuses que variées.

A plusieurs reprises, notre Président a tenu à rendre hommage au chef du Département de la Guerre pour le concours si loyal, si empressé et si précieux qu'il a apporté, ainsi que l'administration placée sous ses ordres, à l'accomplissement de la mission de la Commission. Celle-ci, au début de ce rapport, tient à s'associer à cet hommage et à féliciter le personnel du Département du zèle et du dévouement infatigables dont il a fait preuve dans ces circonstances.

* * *

Chargée de vérifier « si les effectifs de paix atteignent 42,800 hommes, et les effectifs de guerre 180,000 hommes », la Commission avait à s'enquérir d'une question préalable d'une portée tout à fait générale.

Elle devait tout d'abord se rendre compte du degré d'exactitude que présentent les documents militaires qui servent de base aux renseignements statistiques sur la consistance numérique de nos effectifs.

En réponse à une question posée à ce sujet au Département de la Guerre, celui-ci a fait parvenir à la Commission un exposé général des bases de calcul

(1) Voir *Doc. Parl.*, n°s 36, 106, 109, 115; *Ann. Parl.* des 3, 4, 5 et 10 mars 1909.

(2) La Commission était composée de MM. de Sadeleer, *président*, Bertrand, du Bus de Warnaffe, Hoyois, Hymans, Levie, Lorand (remplacé à partir du 27 avril par M. Mechelynck), Mansart, Mélot, Persoons, Poullet, Segers, Standaert, Van Cauwenbergh et Vandervelde.

Les Annexes seront distribuées ultérieurement.

adoptées pour établir la situation des effectifs. — On trouvera cet exposé aux annexes de ce rapport (1). Il suffira ici d'en mettre en lumière les traits essentiels.

Les renseignements statistiques fournis par le Ministre de la Guerre à la Chambre ont pour base les *situations d'effectifs* que les chefs de corps transmettent le 10 de chaque mois au Département, conformément à l'instruction générale du 10 septembre 1902, qui règle aujourd'hui cette matière (2). Entre autres renseignements, ces situations indiquent, pour chaque corps, sa consistance numérique exacte au dernier jour du mois précédent. Dans les tableaux relatifs à cette consistance, les hommes sont groupés en deux grandes catégories, celle des « présents » et celle des « absents », subdivisées l'une et l'autre en un certain nombre de sous-catégories.

Comme il se produit pour ainsi dire tous les jours dans les corps de troupes des mutations variées, par suite de décès, de réformes, de volontaires qui s'engagent, de classes envoyées en congé illimité, de classes rappelées, d'hommes qui partent en congé ou qui en reviennent, la consistance numérique d'un corps *à un jour déterminé d'un mois* n'est généralement pas la même que celle du même corps *à un autre jour du même mois.* De même, le nombre d'hommes qualifiés de *présents*, comme le nombre de ceux qualifiés d'*absents* varie de jour à jour.

Il résulte aussi de ces mutations incessantes que la consistance numérique totale d'un corps, au *dernier jour d'un mois,* ou celle des hommes qualifiés de présents ou d'absents à ce même jour, ne saurait pas, en règle générale, correspondre à la consistance numérique *journalière moyenne* de ce corps et de ses diverses catégories pendant le mois.

Comme le Gouvernement désirait cependant être tenu au courant de la consistance moyenne exacte, et tout spécialement du nombre journalier moyen des hommes rangés dans la catégorie dite : *présents*, l'instruction générale du 10 septembre 1902 a prescrit d'introduire dans les tableaux des situations d'effectifs deux colonnes nouvelles : dans l'une, on totalise le nombre des présences constatées à chacun des jours du mois; dans l'autre, on indique la moyenne journalière des présences pendant le même mois. Cette moyenne s'obtient en divisant, par le nombre de jours du mois : 31, 30, etc., le nombre total des présences constatées aux divers jours du mois.

Quelles garanties d'exactitude offrent ces documents?

On peut dire que les situations d'effectifs présentent les plus grandes garanties d'exactitude.

Les renseignements qu'elles contiennent sont, en effet, puisés dans un document capital qui est à la base de toute administration d'une unité de troupe, *le rapport journalier,*

Le rapport journalier de chaque unité — compagnie, batterie, escadron —

---

(1) Voir aux annexes, pp. (72) et suivantes.

(2) Voir cette instruction dans le *Journal militaire officiel*, 1902, p. 301.

mentionne, en effet, nominativement, toutes les mutations survenues, jour par jour, dans le personnel de l'unité, et indique sous forme de tableaux l'effectif journellement présent et absent. Comme le rapport journalier sert à établir ou à vérifier une série d'autres documents qui ont pour objet la constatation des droits de chacun à la solde, au pain, à la viande, à la rémunération en matière de milice, les autorités militaires, aux divers degrés de la hiérarchie, ont pour devoir de veiller avec le plus grand soin à ce qu'il soit dressé avec une rigoureuse exactitude (1).

* * *

Cette question préalable vidée, la Commission s'est occupée séparément et successivement de la vérification des effectifs de paix et de la vérification des effectifs de guerre.

* * *

I. LA VÉRIFICATION DES EFFECTIFS DE PAIX.

1. Le mode de calcul.

Au cours des discussions de la loi du 21 mars 1902, le Gouvernement a itérativement déclaré que cette loi devait assurer le maintien de l'effectif de paix moyen de l'année 1900, soit 42,898 hommes. « Nous vous avons indiqué, disait à la Chambre, le 8 novembre 1901, M. de Smet de Naeyer (2), l'effectif réel supputé d'après la moyenne des hommes qui se sont trouvés pendant l'année 1900 à la disposition du Département de la Guerre, et c'est ce même effectif, calculé de la même façon, que nous entendons conserver... Nos vues sont, je dois l'affirmer à nouveau, d'une loyauté absolue. L'effectif de paix sera calculé demain, comme il l'est aujourd'hui, non pas sur des données purement théoriques, mais d'après des faits constatés et des statistiques indiquant des situations réelles. »

Avant de procéder à la vérification proprement dite des chiffres des effectifs de paix, la Commission se préoccupa en conséquence de l'examen d'une triple question :

1° Celle de savoir si le Gouvernement, dans les statistiques produites à la Chambre, a maintenu à la notion de l'effectif de paix le sens qu'il lui donnait lors de la discussion de la loi du 21 mars 1902. En d'autres termes, le Département de la Guerre englobe-t-il aujourd'hui dans l'effectif de paix, d'après la situation où les hommes se trouvent à l'armée, les mêmes catégories de militaires que jadis?

2° Ces situations occupées par les hommes, et identiquement qualifiées, n'ont-elles pas, par suite de changements dans la loi ou dans les règlements, subi des modifications de nature à exercer une influence sur la consistance des effectifs?

---

(1) Voir quelques témoignages à cet égard dans l'enquête orale: *Annexes*, pp. (1), (2), (8), (9), (10), (11), et (12).

(2) *Annales parlementaires*, 1900-1901, *Chambre*, p. 2712

5° Compte-t-on mathématiquement de la même façon que jadis les hommes qui se trouvent dans l'une ou l'autre de ces situations?

*
* *

Avant d'indiquer le résultat des investigations de la Commission dans ce triple ordre d'idées, une observation préalable doit, pour éviter toute équivoque, être ici soulignée, c'est que l'honorable ministre de la guerre actuel n'a introduit dans la manière d'établir les situations d'effectifs ou de calculer les effectifs de paix, *aucune innovation quelconque.*

La Commission se fait un devoir de constater que l'instruction adressée aux chefs de corps, le 10 septembre 1902, par le général Cousebant d'Alkemade, a été intégralement maintenue et continue à être appliquée sans changement aucun pour l'établissement des situations d'effectifs servant de base aux calculs de l'effectif de paix.

C'est cette instruction qu'elle a en conséquence comparée à la manière de procéder antérieure, pour résoudre la question de savoir si, au triple point de vue susindiqué, des changements avaient été apportés depuis la loi du 21 mars 1902 à la manière d'établir les effectifs de paix.

*
* *

A. — *Catégories d'hommes englobées dans l'effectif de paix.*

Le tableau ci-après montre quelles catégories d'hommes ont été comprises dans les effectifs de paix, lors des discussions de la loi du 21 mars 1902, et quelles catégories d'hommes y sont comprises depuis l'instruction du 10 septembre 1902 (1).

Catégories d'hommes comprises dans les effectifs de paix lors des discussions de la loi du 21 mars 1902 (2).	Catégories d'hommes comprises dans les effectifs de paix depuis l'instruction du 10 septembre 1902.
1. Les hommes réellement présents sous les armes ou aux devoirs du temps de paix.	1. Les hommes réellement présents sous les armes ou aux devoirs du temps de paix (y compris les civils militarisés).
2. Les hommes jouissant du congé prévu par l'article 85, § 1, de la loi de milice (aujourd'hui art. 85, litt. C et D).	2. Les hommes jouissant du congé prévu par l'article 85 C et D (antérieurement art. 85, § 1) de la loi de milice.
3. Les correctionnaires et les disciplinaires.	3. Les correctionnaires et les disciplinaires.
4. Les hommes à l'hôpital.	4. Les hommes à l'hôpital.
5. Les pupilles.	5. Les pupilles.
6. Les manquants.	6.
7. Les hommes en jugement.	7.

(1) Cf. aux *Annexes* de ce rapport, les pages (75) et suivantes.

(2) Voir aux *Annales parlementaires*, *Chambre*, 1900-1901, séance du 30 octobre 1901, les explications données par le général Cousebant d'Alkemade. Elles ont été reproduites dans le rapport de la Section centrale, chargée de l'examen de la proposition de M. Snoy, page 4, en note.

Sauf en ce qui concerne les manquants et les hommes en jugement, la notion de l'effectif de paix englobe, depuis le 10 septembre 1902, comme avant cette date, les mêmes catégories d'hommes d'après la position où ils se trouvent en temps de paix.

La Commission s'est enquis du point de savoir de combien les effectifs de paix de 1900 avaient pu être grossis par l'inscription des *manquants* et des *hommes en jugement*, et de combien les effectifs de la dernière année de milice avaient pu être diminués par suite de la circonstance que ces deux catégories d'hommes n'y avaient pas été englobées.

Voici un tableau qui répond à la question (1) :

Année 1900.		Exercice 1907-08.	
Manquants	72	Manquants	61
En jugement	51	En jugement	31
Total. . .	123	Total. . .	92

* * *

B. *Modifications survenues dans la situation des hommes en congé.*

Ce point tranché, il y avait à élucider le suivant : la situation de certaines catégories d'hommes comprises dans l'effectif de paix, notamment celle des hommes en congé, n'a-t-elle pas subi, depuis la loi du 21 mars 1902, certaines modifications de nature à influer sur la consistance, soit simplement numérique, soit autre des effectifs?

C'est qu'en effet les congés de faveur auxquels les miliciens avaient droit sous l'ancienne législation (art. 85, § 1 ancien de la loi de milice) ont été diminués par la loi du 21 mars 1902 (art. 85 C et D actuel).

D'autre part, tandis que jadis les hommes étaient envoyés en *congé limité* pendant l'interruption de leur temps de service prévue aux § 3 et § 4 de l'article 85 (actuellement article 85, A), ils reçoivent aujourd'hui, pendant cette même interruption, des congés dits par interruption de service, dont l'organisation pratique diffère notablement des congés limités de jadis.

La Commission s'est préoccupée de l'influence que ces innovations légales ou réglementaires ont pu exercer sur la consistance, soit numérique, soit autre des effectifs de paix, et une bonne partie de l'enquête orale à laquelle ont été appelés les fonctionnaires du Département de la Guerre a roulé sur ce point (2).

Il convient d'examiner séparément la question des congés de faveur (article 85, § 1 ancien; article 85, C et D actuel) et la question des congés résultant des dispositions de l'article 85, A (anciennement art. 85, § 3 et § 4)

Un trait essentiel les distingue. Le temps que les hommes passent en congé en vertu de l'art. 85 Litt. C et D (anciennement art. 85 § 1) compte dans la

(1) Voir aux *Annexes*, p. (76) en note.

(2) Voir aux *Annexes*, les pp. (1) à (12).

durée de leur temps de service. Voici, par exemple, un fantassin de l'infanterie de ligne auquel la loi impose 20 mois de service actif à prester dans un espace total de 24 mois. Supposé qu'il obtienne, après six mois de présence sous les drapeaux, un congé de quinze jours, par application de l'art. 85 Litt. C. Au moment où il a quitté la caserne pour jouir de ce congé, il lui restait 14 mois de présence effective à accomplir. Lorsqu'il rentrera sous les drapeaux, après les 15 jours de congé qu'il a obtenus, il ne lui restera plus que 13 1/2 mois de service à fournir. Le temps passé en congé a donc compté dans la durée totale du service qu'il avait à accomplir.

Au contraire, le temps que les hommes passent chez eux en vertu d'un congé accordé par application de l'art. 85 Litt. A (anciennement 85 § 3 et § 4) ne compte pas dans leur temps de service. Le fantassin qui rentre à la caserne après avoir joui d'un congé de l'espèce doit encore accomplir exactement le même nombre de mois de service actif qu'il devait accomplir le jour de son départ en congé.

Notons aussi qu'en vertu de l'art. 3 de l'arrêté royal du 12 septembre 1902 sur la rémunération de milice, le militaire qui bénéficie du congé prévu à l'art. 85 Litt. C (anciennement art. 85 § 1) jouit de la rémunération pendant les 8 premiers jours de son absence, tandis que celui qui jouit d'un congé par application de l'art. 85 A (anciennement art. 85 § 3 et § 4) ne peut prétendre à la rémunération.

Voyons maintenant les rapports qu'il y a entre ces deux sortes de congés et le mode d'établir les effectifs de paix.

*
* *

LES CONGÉS DE FAVEUR OU PETITES PERMISSIONS
(art. 85 Litt. C et D. (1)

Avant l'instruction du 10 septembre 1902, comme depuis cette instruction, l'autorité militaire, dans ses situations d'effectifs, a toujours *qualifié* de « *présents* » ou en *solde*, et compris dès lors dans les effectifs de paix, les hommes jouissant du congé prévu par l'art. 85 Litt. C et D (anciennement

---

(1) *Art.* 85, *C. et D. actuel.*

C.—Toutefois, les miliciens, les volontaires avec prime et les remplaçants ont droit chacun à quinze jours de congé en moyenne par année de service actif normal.

D. — Ce terme sera porté à un mois lorsque le total des volontaires et des rengagés des différentes catégories aura atteint 18,500 hommes.

Notons aussi l'article 100, litt. F. actuel : « A partir de l'âge de 18 ans, les volontaires de carrière sont assimilés aux miliciens au point de vue... et des congés. »

Art. 85, § 1, *ancien.*

Art. 85, § 1. — Les miliciens et les remplaçants ont droit chacun à six semaines de congé, en moyenne, par année de service actif.

N. B. Les volontaires de toutes catégories n'avaient pas droit à ces congés. Mais on leur en accordait cependant en fait.

art. 85 § 1), au même titre que ceux qui se trouvent *réellement présents* à la caserne ou aux exercices du temps de paix. En d'autres termes, le chiffre total des effectifs de paix se compose, aujourd'hui comme jadis, de la totalisation de deux groupes de militaires : 1° les soldats *effectivement présents* à leurs occupations militaires; 2° un certain nombre de soldats *fictivement présents*, savoir ceux qui jouissent du congé prévu à l'art. 85 C et D (jadis 85 § 1). C'est que les uns et les autres accomplissent, pendant leur temps de présence *réelle* ou *fictive*, le service actif qui leur est prescrit par la loi en temps de paix. (1)

Il résulte de cette manière d'entendre l'effectif de paix, que l'extension ou la diminution de la durée des congés prévus par l'article 85 Litt. C et D [anc. art. 85 § 1] ne saurait exercer aucune influence sur la consistance numérique globale d'un effectif de paix déterminé, cette consistance numérique globale se formant précisément par la totalisation des hommes *réellement présents* et des hommes *en congé* par application de la disposition légale indiquée.

Mais l'extension ou la diminution de la durée des congés peut exercer une influence notable sur le caractère plus ou moins étoffé des effectifs en hommes réellement présents à leurs devoirs militaires. Ainsi s'explique que la loi du 21 mars 1902 ayant diminué la durée du congé prévu à l'article 85 § 1 de la loi sur la milice, il y ait dans les effectifs de paix de l'exercice 1907-1908 moins d'hommes en congé qu'il n'y en avait jadis.

En voici le tableau comparé (2) :

Effectifs de paix de 1900.		Effectifs de paix de 1907-1908.	
1. Hommes réellement présents	39,329	1. Hommes réellement présents	35,543
2. Hommes fictivement présents (art. 85 § 1).	3.569	2. Hommes fictivement présents art. 85 Litt. C et D	1,264
Total. . .	42.898	Total. . .	36,807

En d'autres termes, toute loi qui diminue la durée des congés prévus à l'article 85 Litt. C et D (art. 85 § 1 de jadis) a pour effet d'augmenter le nombre d'hommes réellement présents à la caserne et aux devoirs du temps de paix, et de diminuer d'un chiffre égal le nombre moyen de ceux qui sont en congé; mais le total des deux groupes réunis reste toujours le même.

Prenons, par exemple, l'effectif moyen total de l'année 1907-1908. En vertu de l'article 85, litt. C, les hommes avaient droit à un congé moyen de quinze jours. Comme il y en a toujours un certain nombre qui renoncent aux congés, la moyenne de la durée des congés n'a été que de treize jours. L'effectif de 36.807 s'est donc réparti, ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessus, de la manière suivante entre le groupe des hommes réellement présents

(1) Voir plus haut, pp. 5 et 6.

(2) Cf. aux *Annexes*, le tableau mentionné p. (91).

et celui des hommes *qualifiés* de *présents* par le bénéfice d'une fiction :

Réellement présents . . .	35,543 (1)
Fictivement présents . . .	1,264
Total. . .	36,807

Supposons une loi qui vienne doubler ou tripler la durée des congés prévus à l'article 85 Litt. C. Quel effet cette loi aura-t-elle sur la consistance de l'effectif de paix ?

Elle sera sans influence sur le chiffre total, qui restera 36,807 ; mais elle modifiera sensiblement la répartition des hommes entre les deux groupes dont l'addition constitue l'effectif de paix total.

Avec un congé de six semaines (c'est-à-dire triplé, et en supposant qu'il y ait toujours un certain nombre d'hommes qui renoncent aux congés), le tableau prendra l'aspect suivant :

	Durée légale des congés	
	15 jours.	6 semaines.
Réellement présents . . .	35,543	33,015
Fictivement présents . .	1,264	3,792
Total. . .	36,807	36,807

Avec un congé d'un mois, le tableau prendrait l'aspect suivant :

	Durée légale des congés.		
	Un mois.	15 jours.	6 semaines.
Réellement présents . .	34,279	35,543	33,015
Fictivement présents . .	2,528	1,264	3,792
Total. . .	36,807	36,807	36,807

On sait que le jour où les effectifs de 42,800 hommes, escomptés en 1902, seront réalisés, la durée des congés de faveur doit, de plein droit, en vertu de l'article 85 D (2), passer de 15 jours à un mois.

Le tableau comparé des hommes réellement présents et des hommes fictivement présents en 1900 et sous l'empire de la loi du 21 mars 1902 aurait alors approximativement l'aspect suivant :

	Effectifs de 1900.	Hypothèse où les effectifs escomptés seraient réalisés.
Présents	39,529	40,370
Fictivement présents.	3,569	2,528
Total. . .	42,898	42,898

En d'autres termes, à effectifs globaux identiques, il y aurait, sous la loi du 21 mars 1902, si elle donnait les résultats escomptés, 1,000 hommes de plus environ à la caserne et aux devoirs du temps de paix que jadis, et cela

(1) Y compris les civils militarisés. Cf. aux *Annexes* le tableau reproduit, p. (91).

(2) Voir le texte plus haut, p. 6.

par l'effet normal du jeu des congés de faveur, ceux-ci étant jadis fixés à six semaines, par l'article 85, § 1, et aujourd'hui fixés à un mois par l'article 85, Litt. D (pour l'hypothèse, bien entendu, où les effectifs escomptés seraient atteints) (1).

*
* *

Il arrive que l'autorité militaire, dans des cas exceptionnels, accorde aux soldats des congés d'une durée supérieure à celle prévue par l'article 85 C et D, c'est-à-dire d'une durée supérieure à un mois. Les hommes qui en jouissent ne sont pas comptés à l'effectif de paix, pas plus que jadis n'étaient comptés à l'effectif de paix les hommes jouissant d'un congé dépassant la durée normale des congés prévus par l'article 85, § 1, de l'ancienne loi.

Seulement, la durée normale pouvait atteindre jadis six semaines; il résulte de ce changement que les hommes qui, autrefois, jouissaient d'un congé de plus d'un mois sans dépasser six semaines, étaient comptés dans l'effectif, tandis qu'aujourd'hui ils n'y sont pas comptés.

La Commission a cherché à se rendre compte de combien d'hommes les effectifs actuels se trouvent, par rapport aux effectifs de 1900, diminués par suite de la circonstance que les hommes en congé de cinq ou six semaines ne sont plus comptés aujourd'hui dans l'effectif de paix. Elle a demandé au Gouvernement combien d'hommes avaient reçu, au cours de l'année 1907-08, un congé de plus d'un mois sans dépasser six semaines.

Il a été répondu que *dix-neuf* hommes en tout ont reçu un congé supérieur à un mois (2). Ces congés n'ont donc pu exercer aucune influence appréciable sur la consistance numérique des effectifs actuels.

Se plaçant toujours au même point de vue, la Commission a cherché à se rendre compte de combien les effectifs de 1900 avaient pu être grossis, comparativement aux effectifs actuels, par la circonstance que les hommes en congé de plus d'un mois, sans dépasser six semaines, étaient jadis comptés dans l'effectif de paix, tandis qu'aujourd'hui ils n'y sont plus compris.

Le Gouvernement n'a pu la renseigner à cet égard, les documents transmis par les corps au Département indiquant bien le nombre d'hommes en congé à une date déterminée, mais non la durée de ces congés.

---

(1) S'il n'y a pas, entre les chiffres des hommes en congé (3,569, d'une part, 2,528 de l'autre) la même proportion qu'entre la durée des congés (six semaines, d'un côté, quatre semaines de l'autre) cela provient de ce que, sous l'ancien régime, la durée légale de six semaines n'était pas atteinte dans la pratique (la moyenne réelle n'était que d'un mois); en portant de 1,264 à 2,528, c'est à-dire en nous bornant à doubler le nombre d'hommes qui seraient en congé, si les effectifs actuels étaient au complet, nous avons également supposé que la durée moyenne des congés sous le nouveau régime n'atteindrait pas dans la pratique le mois prévu par l'art. 85 D, pas plus qu'il n'atteint aujourd'hui, en fait, les 15 jours prévus par l'art. 85 C.

Si l'on devait, l'effectif de 42,800 étant atteint, donner réellement à 41,000 hommes (les civils militarisés n'ont pas droit aux congés) 30 jours de congé de faveur, il y aurait, en fait, à peu près autant d'hommes en congé sous le nouveau régime qu'il y en avait sous l'ancien : $\frac{41{,}000 \times 30}{365}$ donne, en effet, le chiffre moyen de 3,369.

(2) Voir aux *Annexes*, p. (96).

Il résulte toutefois d'une déclaration faite au Sénat par M. de Trooz, lors des discussions de la loi du 21 mars 1902, que les effectifs de paix de l'année 1900 comptaient approximativement une moyenne de 3,569 hommes en congé. Dans ce chiffre étaient compris les hommes jouissant d'un congé d'un mois et moins [qui sont aussi comptés dans l'effectif d'aujourd'hui] et les hommes en congé de plus d'un mois sans dépasser six semaines [qui, aujourd'hui, ne sont plus compris dans l'effectif de paix].

Il semble que les hommes jouissant d'un congé de plus d'un mois sans dépasser six semaines ne devaient pas entrer pour une large part dans le chiffre total de 3,569 hommes en congé, car les congés d'une durée de six semaines étaient rarement octroyés.

*
* *

LES CONGÉS PAR INTERRUPTION DE SERVICE (art. 85. A.).

L'art. 85 Litt. A de la loi de milice admet que dans la plupart des armes, les miliciens, les V. A. P. et les remplaçants (1) puissent être astreints à accomplir leur service actif normal en plusieurs périodes interrompues par des congés. C'est ainsi que le service de vingt mois auquel sont astreints les hommes de l'infanterie peut n'être pas accompli d'affilée, mais espacé en plusieurs périodes, coupées par des congés. La durée de ces périodes, comme celle de ces congés, est d'ailleurs abandonnée à la discrétion du Département de la Guerre, sous la double réserve que voici : les périodes de présence sous les drapeaux réunies ne peuvent aboutir à imposer à l'homme un service effectif supérieur à 20 mois ; l'espace total dans lequel ces 20 mois peut être réparti ne peut dépasser 24 mois. Des dispositions analogues régissent le service des autres armes, sauf le bataillon d'administration, où il doit s'accomplir d'une façon continue.

Il convient qu'à certaines époques de l'année, notamment aux périodes de tir, de manœuvres, etc., l'effectif présent des régiments soit renforcé. La répartition du service actif en un certain nombre de périodes a pour objet de réaliser ce desideratum, sans astreindre les hommes à une prolongation de la durée de leur présence réelle à la caserne. Il permet, en effet, de les renvoyer chez eux à une époque où leur présence est moins nécessaire, et de les rappeler quand les effectifs doivent être renforcés.

Aussi, ce système a-t-il toujours existé, du moins pour l'infanterie. Réglé aujourd'hui par l'article 85, Litt. A, il l'était jadis par l'article 85, § 3 et § 4 (2).

---

(1) Voir, en ce qui concerne les volontaires de carrière, l'observation faite plus bas, p. 12.

(2) ART. 85, LITT. A actuel.

Les miliciens, les volontaires avec prime et les remplaçants sont envoyés en congé illimité lorsqu'ils ont passé effectivement

ART. 85 § 3 et § 4 ancien.

Ils (les miliciens et remplaçants) sont envoyés en congé illimité lorsqu'ils ont passé au service actif, à partir du jour de

Mais si le système a toujours existé, l'application qu'en a fait le Département de la Guerre a été notablement modifiée dans ces dernières années. Jadis les hommes accomplissaient leur temps de présence réelle en deux périodes seulement, de longueur fort inégales d'ailleurs (1). Les miliciens de l'infanterie de ligne, par exemple, astreints à 28 mois de service effectif, à accomplir dans un espace total de 36 mois, accomplissaient d'affilée 26 mois et demi à 27 mois, et recevaient ensuite un congé limité de plusieurs mois jusqu'à la plus prochaine période de tir ou de manœuvres. Ils étaient alors rappelés pour six semaines ou pour un mois, afin d'achever leur service actif normal (2). Ces congés limités se donnaient en général à une classe entière.

L'importante diminution du temps de service, consacrée par la loi du 21 mars 1902, a amené le Département de la Guerre à régler différemment les périodes d'accomplissement du service normal actif des hommes. Au lieu de s'effectuer en deux périodes coupées par un long congé, le service s'effectue désormais en trois ou quatre périodes, coupées par des congés d'une durée variable, généralement courte, dits congés par interruption de service, et correspondant aux congés limités d'autrefois. D'autre part, tandis que les congés limités de jadis se donnaient généralement à une classe tout entière, au même moment, les congés par interruption de service peuvent se donner aujourd'hui individuellement.

Comment la réduction du temps de service a-t-elle entraîné cette modification?

C'est que jadis, pour les régiments de ligne, par exemple, le Gouvernement disposait chaque année, dans une certaine mesure (3), de trois classes

---

au service actif, à partir du jour de l'appel sous les armes de leur contingent, le temps déterminé ci-après :

Infanterie : vingt mois, à accomplir pendant les vingt-quatre mois qui suivent l'appel sous les armes ; cavalerie et artillerie à cheval : trente-six mois, à accomplir pendant les trente-neuf mois qui suivent l'appel sous les armes ; artillerie montée et train : vingt-huit mois, à accomplir pendant les trente mois qui suivent l'appel sous les armes; artillerie de forteresse et compagnies spéciales d'artillerie : vingt-deux mois à accomplir pendant les vingt-quatre mois qui suivent l'appel sous les armes; génie : vingt-deux mois, à accomplir pendant les trente-quatre mois qui suivent l'appel sous les armes; bataillon d'administration : vingt-quatre mois, à accomplir d'une façon continue.

l'appel sous les armes de leur contingent, le temps ci-après déterminé :

Vingt-huit mois, dans le cours des trois premières années, s'ils appartiennent à l'infanterie de ligne, aux chasseurs à pied ou au train ; trente-six mois pendant les quatre premières années, s'ils appartiennent au régiment des grenadiers ou au régiment des carabiniers ; trois ans, s'ils appartiennent à l'artillerie de siège, au régiment du génie, à la compagnie des pontonniers, à celle des artificiers ou au bataillon d'administration; quatre ans, s'ils appartiennent aux batteries à cheval, aux batteries montées et aux escadrons de cavalerie.

(1) Voir aux *Annexes*, p. (82), les explications données à cet égard par le Gouvernement.

(2) Voir de nombreux détails à cet égard aux *Annexes*, p. (82), (84), (87), (92) etsuiv.

(3) Les hommes dans la ligne servaient en effet 28 mois, à répartir dans un espace de 36 mois, soit trois ans.

de milice. Il pouvait donc, à certaines époques de l'année, renvoyer en congé limité une classe entière sans vider les casernes. Aujourd'hui, par la réduction du temps de service, le Gouvernement ne dispose plus, chaque année, que de deux classes de milice (1). Renvoyer toute une classe de milice pour plusieurs mois comme jadis, ce serait vider les casernes, pendant ces mêmes mois, de tous les soldats exercés, en n'y laissant que les recrues. On s'est donc décidé à éparpiller individuellement, et durant une bonne partie de l'année (2), les renvois d'hommes en congé pendant la période de l'interruption de leur temps de service.

Ces modifications sont d'ailleurs sans importance aucune au point de vue de la consistance numérique des effectifs de paix, car les hommes en congé pendant l'interruption de leur temps de service n'ont *jamais* été compris dans le chiffre de ces effectifs.

Cela résulte, tant des explications fournies à la section centrale, en 1902, par le général Cousebant d'Alkemade, que des renseignements fournis par les réponses du Département de la Guerre aux questions de la Commission d'enquête. Le capitaine Féron, spécialement interrogé sur ce point au cours de l'enquête orale, a été absolument catégorique à cet égard (3).

En avertissant les chefs de corps, par une circulaire du 24 juin 1903, destinée à interpréter l'instruction du 10 septembre 1902 sur les situations d'effectifs, que les hommes en congé par interruption de service ne devaient pas être rangés, dans ces situations, au nombre des «*présents*», et, par suite, comptés dans l'effectif de paix, le général Cousebant d'Alkemade n'a fait que maintenir le système antérieur à ce point de vue. (4)

Il ne sera peut-être pas inutile de rappeler ici qu'en vertu de l'article 100 de la loi sur la milice, les volontaires de carrière et les rengagés accomplissent leur service d'une façon continue (sauf les congés de faveur de l'article 85, C et D). Ils ne reçoivent donc pas les congés par interruption de service, admis pour les miliciens, les volontaires de contingent, les volontaires avec prime et les remplaçants, par application de l'article 85, litt. A (jadis, 85, §§ 3 et 4).

*
* *

Au cours de l'enquête orale, dont on trouvera les témoignages en annexe au rapport, les chefs de corps ont été unanimes à signaler que les congés par interruption de service ont été l'une des causes de l'insuffisance des effectifs dont ils se plaignaient, insuffisance qui leur rend difficile ou impossible de

---

(1) Les 20 mois de service effectif que doit accomplir le milicien de l'infanterie doivent, en effet, s'effectuer dans l'espace de 24 mois, soit deux ans.

(2) Cf les dépositions des chefs de corps, aux *Annexes*, pp. (15) et suiv., et pp. (68) et suiv.

(3) Voir aux *Annexes*, p. (3).

(4) Voici un extrait de cette circulaire en date du 24 juin 1903 (2e direction générale. Personnel et recrutement, 1re direction, 2e bureau, n° 81) : « J'ai l'honneur de vous mander, pour gouverne, que les militaires auxquels il sera délivré des congés *par interruption de service d'une durée d'un mois et moins*, devront figurer, dans les situations d'effectifs, non point comme « en petite permission », mais bien comme « en congé limité », au même titre que ceux qui obtiendront des congés de cette nature d'une durée plus longue... »

faire faire aux corps placés sous leurs ordres l'école de régiment ou l'école de bataillon (1).

* * *

C. — *Procédé suivi pour compter les hommes à englober dans l'effectif de paix, à raison de la situation où ils se trouvent pendant leur service actif.*

Comment, pour l'établissement des situations d'effectifs, compte-t-on les hommes appelés, en vertu de la situation où ils se trouvent à l'armée, à être comptés dans l'effectif de paix?

Avant l'instruction du 10 septembre 1902, les situations mensuelles d'effectifs renseignaient le total des hommes faisant partie de l'effectif de paix au *premier jour* de chaque mois. On obtenait la situation moyenne annuelle en totalisant les effectifs constatés au premier jour de chacun des douze mois de l'année et en divisant ce total par douze. On s'est même contenté, certaines années, de totaliser les hommes accusés par les situations, au premier de chaque trimestre, et à diviser le total par 4 (2).

Depuis l'instruction du 10 septembre 1902, une double innovation a été introduite à cet égard : d'abord, les situations d'effectifs renseignent les hommes présents au *dernier jour* de chaque mois; ensuite, dans les deux colonnes réservées dont il a déjà été parlé, les chefs de corps indiquent : dans l'une, le chiffre qui résulte *de la totalisation* des présents à chacun des jours du mois; dans l'autre, *la moyenne journalière du mois*, qui résulte de la division de ce total par le nombre de jours du mois. En additionnant les douze moyennes mensuelles et en divisant le total par 12, on obtient la moyenne journalière de l'année.

Au point de vue de son exactitude mathématique, le mode nouveau de compter les hommes englobés dans l'effectif de paix est évidemment supérieur à l'ancien. Il donne vraiment la moyenne mathématiquement exacte des présences pendant l'année, car cette moyenne est déduite de la totalisation des présences constatées à *chacun* des 365 jours de l'année.

La moyenne qui était déduite jadis de la totalisation des présences constatées à quelques jours seulement (12 ou 4) de l'année *pouvait* être dans la réalité très inexacte. Le danger d'inexactitude était grand surtout quand on tablait sur les présences constatées au 1er de chaque trimestre. Supposons une classe entière appelée sous les armes le deuxième jour d'un trimestre (parce que le 1er, par exemple, est un dimanche) (3), et renvoyée en congé avant la fin du trimestre, sa présence, bien réelle cependant, dans les casernes, n'entrait pas en ligne de compte dans le calcul de l'effectif de paix moyen annuel. Supposons de même une classe tout entière envoyée en congé le lendemain ou le surlendemain d'un des quatre jours en question, le vide, très réel, que son départ occasionnait dans les casernes, pendant tout

(1) Voir leurs témoignages aux *Annexes*, pp. (13) et suiv., (68) et suiv.

(2) Voir des explications détaillées à ce sujet aux *Annexes*, p. (2).

(3) Le cas s'est présenté en 1899. Voir des explications détaillées à égard aux *Annexes*, p. (197).

le trimestre, ne se refléterait pas dans la moyenne déduite des présences constatées aux quatre jours indiqués.

C'est précisément pour atténuer les inexactitudes possibles du mode ancien que, lors de la supputation des effectifs de paix de 1900, dont le Gouvernement demandait le maintien, il a défalqué des situations mensuelles ou trimestrielles les hommes appartenant à des classes rappelées, et les a portés à l'effectif de paix dans une catégorie à part, d'après un calcul basé sur une moyenne exacte. L'arrivée ou le départ de classes entières de milice est, en effet, la cause qui peut le plus contribuer à rendre inexactes les moyennes mensuelles déduites des situations d'effectifs à douze ou à quatre jours déterminés de l'année.

*
* *

Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, du perfectionnement apporté par l'instruction du 10 septembre au mode de compter les hommes, la Commission a cherché à se rendre compte, en fait, de la différence que pouvaient produire, au point de vue du chiffre total des effectifs, le recours à l'un ou à l'autre de ces modes.

Elle a, en conséquence, demandé au Département de la Guerre de lui présenter le tableau des effectifs de 1900, calculé d'après le mode de calcul prescrit par l'instruction du 10 septembre 1902, c'est-à-dire en tablant sur les présences constatées, non plus à 12 jours de l'année, mais sur les présences constatées aux 365 jours de l'année.

Le Département n'était pas à même de fournir ce renseignement (1), les situations d'effectifs antérieures à l'instruction du 10 septembre 1902 ne le renseignant pas, comme il a déjà été dit (2), sur la moyenne mensuelle des présences journalières.

Dans l'hypothèse où les corps auraient conservé dans leurs archives les rapports journaliers de 1900, on aurait peut-être pu se procurer le renseignement en s'adressant à eux. Mais la réorganisation de l'armée, notamment au point de vue de l'artillerie de forteresse (3), ayant dispersé les archives de certains corps, le travail n'aurait pu aboutir pour l'armée entière et dès lors offrait peu d'intérêt.

La Commission pouvait d'ailleurs s'éclairer sur la portée pratique de la différence des calculs d'une autre manière. Elle a successivement demandé au Département de lui fournir le tableau des effectifs le paix actuels (c'est-à-dire postérieurs à la loi de 1902) calculés d'après le mode de calcul ancien, c'est-à-dire d'après les situations constatées à 12 ou à 4 jours déterminés de l'année.

Ce tableau lui a été fourni (4).

Il en résulte, lorsqu'on compare la moyenne journalière déduite des présences constatées à tous les jours de l'année (système actuel), à celle déduite

---

(1) Cf. aux *Annexes*, pp. (91), l'explication du fait.

(2) Voir plus haut, p. 2.

(3) Voir aux *Annexes*, p. (166).

(4) Voir aux *Annexes*, p. (90).

des présences constatées à douze jours seulement (système ancien), un écart qui varie, selon les années, de 17 à 340 unités, tantôt en faveur de l'un des modes, tantôt en faveur de l'autre.

Ainsi, le mode de calcul actuel donne aux effectifs de l'année 1908 une consistance numérique moyenne de 37,023 hommes, soit 17 hommes de plus que le mode de calcul ancien, qui donne, pour ces mêmes effectifs, le chiffre de 37,006. De même, le procédé actuel donne pour les effectifs de 1905 un total de 39,686 hommes, soit 340 hommes de plus que le procédé ancien. Par contre, pour les effectifs de 1904, c'est le procédé ancien qui aboutit a accuser 127 hommes en plus (41,510 contre 41,383).

L'écart est plus grand lorsqu'on compare les résultats donnés par le procédé actuel à ceux que donnent les calculs basés sur les effectifs constatés à un jour du trimestre. Il varie de 244 à 892 unités.

Ainsi qu'il a déjà été dit, les effectifs de 1900 ont été supputés sur la base des effectifs constatés à un jour de chaque mois, et non à un jour de chaque trimestre.

*
* *

Ces points élucidés, un membre proposa à la Commission un projet de résolution constatant, en termes formels, les changements que le général Cousebant d'Alkemade, par son instruction du 10 septembre 1902, avait apportés au mode d'établir les effectifs de paix. Ce projet de résolution débutait comme suit :

« La Commission constate que depuis la loi de 1902, des changements » importants ont été apportés par le département de la guerre à la manière » de calculer l'effectif moyen de l'armée sur le pied de paix. » Il exposait ensuite ces changements et se terminait par la conclusion suivante : « Il » résulte de ces constatations que les renseignements fournis par le Départ- » tement de la Guerre ne permettent pas d'établir une comparaison exacte » entre l'effectif moyen de l'armée en 1900 et l'effectif moyen de l'armée après » la loi de 1902. »

Divers membres combattirent l'idée de constater dans une résolution formelle de la Commission les innovations introduites dans le mode d'établir l'effectif de paix par l'instruction du 10 septembre 1902. Ils estimaient qu'il suffirait que le rapport éclairât à cet égard la Chambre. Ils ne pouvaient d'ailleurs pas souscrire aux conclusions que l'auteur de la résolution prétendait tirer des différences constatées.

L'auteur de la proposition fit valoir à son appui les considérations suivantes. Une partie de la discussion qui s'était produite à la Chambre, lors de l'interpellation de M. Snoy, sur les résultats de la loi de 1902 avait porté sur les innovations introduites dans la manière de calculer les effectifs, et le rapport de la section centrale avait formellement indiqué que la Commission d'enquête aurait à éclaircir la question. Ne l'eût-il pas fait que la comparaison restait éminemment utile. La Commission est chargée de déterminer les résultats de la loi de 1902 ; le meilleur procédé ne consiste-t-il pas à mettre en regard la situation de l'armée avant et après la loi ? Et, puisqu'il

est impossible de faire cette comparaison avec une certitude rigoureuse, la Commission doit constater cette impossibilité. Enfin, si l'on peut contester l'importance des changements en ce qui concerne la détermination de l'effectif moyen, il est, à son avis, difficile de la contester quand il s'agit de déterminer le nombre des hommes réellement présents à la caserne. La réponse du Département de la Guerre, que la résolution vise, est caractéristique à ce sujet. Si, en 1900, on n'avait compté, pour établir l'effectif, que les hommes présents à la caserne — décomptant donc les hommes envoyés chez eux en congé de faveur, — le chiffre eût été de 39,329 et non de 42,898. Si, d'autre part, en 1907-08, on n'avait compté que les hommes présents à la caserne, le chiffre eût été de 35,543, et non de 36,807. La différence entre ces deux années eût donc été non de 6,091, mais de 3,786 hommes. Il convient de s'en expliquer et de renseigner la Chambre d'une façon précise.

Un membre se déclara en principe d'accord avec l'auteur de la proposition sur les constatations de fait formulées dans son projet et se montra, en conséquence, disposé à le voter, sauf à amender certaines expressions en vue d'éviter toute équivoque. A ses yeux, cependant, les changements constatés ne pouvaient avoir, au point de vue de la comparaison des chiffres des effectifs en 1900 et en 1907-08, qu'une importance minime. Les manquants, les hommes en jugement, les moyennes journalières exactes ou les moyennes journalières déduites des situations mensuelles, tout cela n'entraînait, au point de vue des chiffres, que des écarts minimes. Il ne pouvait, dès lors, admettre que ces changements rendent une comparaison exacte impossible entre les effectifs actuels et les effectifs dont la loi devait assurer le maintien. Il demanda, en conséquence, pour éviter toute équivoque, que si le projet de résolution constatant les innovations introduites par l'instruction du 10 septembre 1902 était voté, le projet de résolution, qu'il avait déposé lui-même, relativement à la comparaison des effectifs escomptés de la loi du 21 mars 1902 et des effectifs réalisés par cette même loi, mentionnât formellement, que le mode d'établir les effectifs décrété par l'instruction du 10 septembre 1902 était, en tout cas, celui qui, *mutatis mutandis*, se rapprochait le plus du mode antérieurement suivi. De cette manière, la Commission abandonnait à chacun de ses membres l'appréciation du point de savoir quel degré d'importance les changements introduits pouvaient avoir, se bornant, quant à elle, à constater d'abord le fait matériel de ces changements, et, ensuite, cet autre fait, que, *mutatis mutandis*, le mode nouveau était celui qui se rapprochait le plus du mode ancien.

La question préalable ayant été opposée à la mise aux voix du projet de résolution, elle fut rejetée par 8 voix contre 7, et la résolution fut votée dans les termes suivants, amendés ainsi qu'il est justifié ci-contre.

Résolution telle qu'elle a été votée.	Justification des amendements y introduits.
La Commission constate que depuis la loi de 1902, des changements ont été apportés par le Département de	Le projet de résolution débutait, ainsi qu'il a été dit, comme suit : « La Commission constate que de-

la Guerre à la manière de calculer l'effectif moyen de l'armée sur pied de paix.

Ces changements portent notamment sur les points suivants :

1° *Pour établir l'effectif moyen de* 1900, *on a, conformément aux instructions alors en vigueur, divisé par* 12 *ou par* 4 *le total des présents au premier jour de chacun des douze mois ou de chacun des quatre trimestres de l'année.*

Toutefois, quant aux rappelés, on a compté la moyenne des rappelés de toute l'année et on n'a défalqué le chiffre réel qu'à la seule des situations trimestrielles où il y a eu des rappelés, soit au 1er *juillet :* 4,739.

Depuis le 10 *septembre* 1902, *pour établir l'effectif moyen, on divise par* 365 *le total des présents à chaque jour de l'année.*

2° *Pour établir l'effectif moyen de* 1900, *on a, conformément à la législation de l'époque, compté comme présents les hommes jouissant d'un congé n'excédant pas six semaines.*

Depuis la loi de 1902, *on ne compte plus comme présents les hommes jouissant d'un congé de plus d'un mois.*

3° *Pour établir l'effectif moyen de* 1900, *on a compté comme présents les manquants et les hommes en jugement.*

Depuis la loi de 1902, *on ne les compte plus comme présents, mais comme absents.*

La Commission n'a pu obtenir du Département de la Guerre des renseignements qui lui auraient permis de reconstituer l'effectif moyen de l'armée pour 1900, *conformément aux procédés de calculs adoptés après la loi de* 1902.

Elle n'a pu que reconstituer le puis la loi de 1902, des changements *importants* ont été apportés. »

L'auteur de la proposition consentit à l'abandon du qualificatif *important*, sur l'observation que la Commission avait à constater des faits plutôt qu'à émettre des appréciations proprement dites.

Le projet portait : « Toutefois, quant aux rappelés, on a compté la moyenne des rappelés de toute l'année, et on n'a défalqué le chiffre réel *qu'à une seule* des situations trimestrielles, soit au 1er juillet : 4,739. » Ce texte pouvait faire croire qu'il y avait eu, à d'autres situations trimestrielles, des rappelés qu'on aurait négligé de défalquer. Il fut donc proposé par un membre, et admis par l'auteur du projet de résolution, que celle-ci mentionnerait expressément que la situation de juillet était la seule où il y avait eu des rappelés, et par conséquent la seule où il fallait en défalquer. Les témoignages recueillis au cours de l'enquête orale avaient en effet été aussi unanimes que catégoriques pour signaler que les situations trimestrielles de 1900 ne contenaient de rappelés qu'au 1er juillet (1).

(1) Voir aux *Annexes*, pp. (1), (4), etc.

chiffre de 72 hommes manquants et de 51 hommes en jugement qui ont été comptés comme présents en 1900 et qui ne seraient plus comptés d'après les nouveaux procédés.

A ces deux questions : 1° Quel aurait été l'effectif de paix de 1900 si la moyenne avait été calculée sur la situation à chaque jour du mois, et non pas sur la situation au premier jour de chaque mois? et 2° Combien d'hommes en congé de plus d'un mois et de moins de six semaines ont été comptés comme présents dans l'effectif de 1900? Le Département a répondu : que de profondes modifications avaient été apportées en 1902 dans l'organisation de l'armée; que les archives des corps anciens fusionnés en corps nouveaux avaient été disloquées; que pour les corpsdont la constitution est restée intacte, la réponse à cette question exigerait un travail considérable dont l'on ne pourrait fixer la durée.

Un renseignement précis relatif aux congés dont les bénéficiaires figurent comme présents à l'effectif a été fourni en réponse à une question posée par M. le Rapporteur. Le Département de la Guerre a déclaré qu'en 1900, 3.569 hommes avaient été envoyés en congé de petite permission et comptés comme présents; qu'en 1908, il n'y en avait que 1,264 dans ce cas.

Le projet portait : « Le seul renseignement précis relatif aux congés dont les bénéficiaires figurent comme présents à l'effectif, a été fourni par le témoin Féron, capitaine détaché au Ministère de la Guerre : il a déclaré qu'en 1900, 3569 hommes avaient été envoyés en congé de petite permission et comptés comme présents; qu'en 1908 il n'y en avait que 1,264 dans ce cas. »

Le Département de la Guerre, en réponse à une question posée par le rapporteur, ayant fait connaître le chiffre des hommes en congé en 1900 et en 1907-1908, il a paru préférable de viser cette réponse dans le texte de la résolution. Le renseignement relatif aux congés de petite permis-

sion en 1900 avait déjà été donné au Sénat par M. de Trooz, à la séance du 19 mars 1902.

Le projet de résolution se terminait par une conclusion ainsi conçue : « Il résulte de ces constatations que les renseignements fournis par le Département de la Guerre ne permettent pas d'établir une comparaison exacte entre l'effectif moyen de l'armée en 1900 et l'effectif moyen de l'armée après la loi de 1902. »

Cette finale fut retirée pour les mêmes raisons qui avaient motivé la suppression du qualificatif d'important au 1er alinéa du projet de résolution.

* * *

2. La fixation des chiffres de l'effectif de paix.

A. *Projets de résolutions soumis à la Commission.*

Ces questions réglées, la Commission se trouvait en mesure de comparer les rendements escomptés de la loi du 21 mars 1902 avec les rendements réalisés sous son égide.

Le projet de résolution suivant lui fut à cet égard soumis :

La Commission, considérant que pour vérifier si les effectifs de paix atteignent 42,800 *hommes et les effectifs de guerre* 180,000 *hommes, il y a lieu de déterminer d'après le mode de calcul employé par le Ministre de la Guerre, qui est celui qui se rapproche le plus, «mutatis mutandis», du procédé adopté en* 1902, *la consistance numérique des divers éléments qui entrent dans la composition de l'armée :*

A. — En ce qui concerne les effectifs de paix, décide de déterminer successivement pour les années 1907 *et* 1908 : 1° *le nombre des volontaires de carrière en service normal;* 2° *le nombre des volontaires de carrière rengagés;* 3° *le nombre des rengagés des autres catégories;* 4° *le nombre des pupilles;* 5° *le rendement des contingents (miliciens, volontaires avec prime, volontaires du contingent, remplaçants);* 6° *le nombre des rappelés;* 7° *le nombre des civils militarisés.*

Considérant que ces divers éléments ont donné le rendement suivant :

CATÉGORIES.	Rendement réalisé. Année civile 1907.	Année civile 1908.	Année de milice 1907-1908.	Rendement escompté.
1. Volontaires de carrière en service normal .	7,745	7,002	7,145	7,200
2. Volontaires de carrière rengagés	3,901	4,011	3,977	6,900
3. Rengagés des autres catégories.	1,261	1,259	1,251	2,000
4. Pupilles	426	449	445	400
5-6. Contingents (miliciens, volontaires avec prime, volontaires du contingent, remplaçants, rappelés)	22,780	25,009	22,701	24,500
7. Civils militarisés	1,290	1,315	1,308	1,800

Considérant qu'il y a dans le rendement escompté des catégories suivantes les déchets indiqués ci-après :

CATÉGORIES.	Déchets. Année civile 1907.	Année civile 1908.	Année de milice 1907-1908.
1. Volontaires de carrière	+ 545	— 198	— 55
2. Volontaires de carrière rengagés	— 2,999	— 2,889	— 2,923
3. Rengagés des autres catégories.	— 739	— 761	— 769
4. Pupilles	+ 26	+ 49	+ 45
5-6. Contingents	— 1,720	— 1,491	— 1,799
7. Civils militarisés	— 510	— 487	— 492
Total (à réserver).	5,397	5,777	5,993

Décide de rechercher les causes de ces déchets.

Un membre, tout en admettant que la comparaison entre les effectifs de paix réalisés et les effectifs escomptés se fît sur la base indiquée dans ce projet, toutes réserves faites au sujet du considérant initial qu'il ne pouvait admettre, soumit à la Commission deux projets de résolutions supplémentaires, l'un relatif à l'effectif de paix absolu, l'autre à l'effectif de paix relatif

Ces projets étaient ainsi conçus :

1° Proposition relative à l'effectif de paix absolu :

La Commission estime que l'effectif de paix absolu atteint le chiffre d'au moins 42,800 hommes.

Par effectif absolu, la Commission entend désigner la totalité des hommes dont le Département peut disposer en temps de paix, sans rappeler les hommes envoyé en congé illimité.

2° Proposition concernant l'effectif de paix relatif :

La Commission estime que l'effectif de paix relatif, c'est-à-dire les hommes effectivement présents à la caserne ou aux exercices du temps de paix n'atteint, pas plus qu'en 1900, *le chiffre de* 42,800 *hommes.*

*
* *

B. *Fixation de l'effectif de paix absolu et de l'effectif de paix relatif.*

L'examen de ces projets souleva une longue discussion. Divers membres estimaient que la Commission n'avait pas à entrer dans la voie de définitions théoriques ; qu'elle n'avait à s'occuper des effectifs de paix que sous le point de vue qui avait dominé les travaux préparatoires de la loi du 21 mars ; que le vote de ces résolutions, loin de faire la lumière sur la question à résoudre, allait y répandre l'équivoque et dérouterait l'opinion.

L'auteur de ces projets se défendit vivement de vouloir compliquer l'examen du problème soumis à la Commission et dérouter l'opinion. A son avis, il était nécessaire, pour éclairer les membres du Parlement, de leur signaler qu'à côté de la notion de l'effectif de paix, d'après les discussions de la loi du 21 mars 1902, il en existait d'autres, dans la terminologie courante, et qu'il convenait, pour faire œuvre complète, que la Commission ne parût pas les ignorer et les passer sous silence.

L'auteur du projet de résolution relatif à la comparaison des effectifs escomptés, en 1902, avec ceux réalisés en 1907-08, estimant que les constatations faites dans les projets complémentaires sur l'effectif de paix *absolu* et sur l'effectif de paix *relatif* étaient exactes en elles-mêmes, se déclara prêt à les voter. Il ne croyait pas que le vote pût dérouter l'opinion et jeter la confusion dans l'état de la question.

La circonstance que le projet de résolution qu'il avait soumis à la Commission faisait la comparaison détaillée des effectifs escomptés et des effectifs réalisés, était de nature précisément à empêcher toute équivoque possible. Il ne voyait aucun inconvénient à ce que la Commission s'expliquât sur l'effectif de paix absolu et sur l'effectif de paix relatif, en même temps que sur l'effectif de paix proprement dit, tel qu'il a été défini par le Gouvernement lors des discussions de la loi du 21 mars 1902.

Pour écarter toute possibilité d'équivoque, ce membre proposa d'introduire dans la résolution relative à l'effectif absolu, les mots : *aujourd'hui comme en 1900.*

Les projets relatifs à l'effectif absolu, et à l'effectif relatif, ainsi amendés furent adoptés par 8 voix contre 6, dans les termes suivants :

1. Résolution relative à l'effectif absolu :

La Commission estime que l'effectif de paix absolu atteint aujourd'hui, comme en 1900, le chiffre d'au moins 42,800 hommes.

Par effectif absolu, la Commission entend désigner la totalité des hommes dont le Département de la Guerre peut disposer en temps de paix sans rappeler les hommes envoyés en congé illimité.

2. Résolution concernant l'effectif de paix relatif:

La Commission estime que l'effectif de paix relatif, c'est-à-dire les hommes effectivement présents à la caserne et aux exercices du temps de paix, n'atteint, pas plus qu'en 1900, le chiffre de 42,800 hommes.

Pour saisir la portée précise de ces résolutions, il y a lieu de dresser les tableaux suivants, dont les éléments sont empruntés aux renseignements fournis par le Département, à une demande de la Commission (1). Ces tableaux précisent en effet tout à la fois les chiffres de l'effectif de paix relatif et de l'effectif de paix absolu, tant en 1900 qu'actuellement.

A. — Tableau de l'effectif de paix relatif.

Position des hommes.	Année 1900.	Année 1907-1908
Hommes réellement présents (à la caserne et aux devoirs du temps de paix)	39,329	35,543

B. — Tableau de l'effectif de paix absolu.

Position des hommes.	Année 1900.	Année 1907-1908.
1° Hommes réellement présents	39,329	35,543
2° En congé de petite permission	3,569	1,264
3° En congé limité pendant l'interruption de leur temps de service	6,061	2,147
4° En congé illimité, mais encore soumis au rappel d'un mois prévu par l'article 85, alinéa dernier	8,072	11,494
Total. . .	57,031	50,448

* * *

C. — *Fixation de l'effectif de paix proprement dit. Constatation des déchets.*

Enfin, le projet de résolution relatif aux effectifs de paix proprement dits, projet qui compare les rendements escomptés et les rendements réalisés, fut à son tour adopté, savoir, son considérant par 10 voix contre 3, et son dispositif par 12 voix et 1 abstention, ce dernier amendé par l'introduction des mots : « sous la réserve de fixer le chiffre exact du déchet total ultérieurement ».

L'examen des causes des déchets particuliers pouvait, en effet, conduire à la conclusion que certains d'entre eux sont étrangers à la loi du 21 mars 1902. Chargée de vérifier les résultats de cette loi, la Commission n'avait pas à tenir compte des déchets qui seraient attribués à d'autres causes que celles se rattachant à l'application ou au mécanisme de cette loi.

Voici le texte de la résolution votée :

La Commission, considérant que, pour vérifier si les effectifs de paix atteignent 42,800 hommes et les effectifs de guerre 180,000 hommes, il y a

(1) Voir aux *Annexes*, p. (91).

lieu de déterminer, d'après le mode de calcul employé par le Ministre de la Guerre, qui est celui qui se rapproche le plus, mutatis mutandis, *du procédé adopté en* 1902, *la consistance numérique des divers éléments qui entrent dans la composition de l'armée;*

A. — *En ce qui concerne les effectifs de paix, décide de déterminer successivement pour les années* 1907 *et* 1908 :

1° *Le nombre des volontaires de carrière en service normal;*

2° *Le nombre des volontaires de carrière rengagés;*

3° *Le nombre des rengagés des autres catégories;*

4° *Le nombre des pupilles;*

5° *Le rendement des contingents (miliciens, volontaires avec prime, volontaires du contingent, remplaçants);*

6° *Le nombre des rappelés;*

7° *Le nombre des civils militarisés.*

Considérant que ces divers éléments ont donné le rendement suivant :

CATÉGORIES.	RENDEMENT RÉALISÉ.			RENDEMENT escompté.
	Année civile 1907.	Année civile 1908.	Année de milice 1907-1908.	
1. Volontaires de carrière en service normal	7,745	7,002	7,145	7,200
2. Volontaires de carrière rengagés. .	3,901	4,011	3,977	6,900
3. Rengagés des autres catégories . .	1,261	1,239	1,231	2,000
4. Pupilles	426	449	445	400
5-6. Contingents (miliciens V.A.P., volontaires du contingent, remplaçants, rappelés)	22,780	23,009	22,701	24,500
7. Civils militarisés	1,290	1,313	1,308	1,800

Considérant qu'il y a dans le rendement escompté des catégories suivantes, les déchets indiqués ci-après, sous la réserve de fixer le chiffre exact du total des déchets ultérieurement.

CATÉGORIES.	DÉCHETS.		
	Année civile 1907.	Année civile 1908.	Année de milice 1907-1908.
1. Volontaires de carrière	»	198	55
2. Volontaires de carrière rengagés	2,999	2,889	2,923
3. Rengagés des autres catégories	739	761	769
4-5. Contingents	1,720	1,491	1,799
6. Civils militarisés	510	487	492

Décide de rechercher les causes de ces déchets.

II. — LA VÉRIFICATION DES EFFECTIFS DE GUERRE.

1. Progrès des effectifs de guerre depuis 1902.

Tandis que le législateur se bornait à réclamer de l'application de la loi du 21 mars 1902 le maintien de l'effectif de paix traditionnel, il espérait, par contre, en obtenir une notable augmentation des effectifs de guerre (1).

Dès que la Commission eut pris connaissance des renseignements détaillés qui lui furent fournis par le Département de la Guerre, relativement aux effectifs de guerre (2), elle put constater qu'à cet égard les espérances des auteurs de la loi du 21 mars 1902 s'étaient en partie réalisées. Sous réserve de vérifier ultérieurement le point de savoir si les effectifs de guerre atteignent actuellement 180,000 hommes, elle chargea son rapporteur de mettre en pleine lumière le progrès réalisé au point de vue des effectifs de guerre dans les dernières années.

Ce progrès ressort du tableau suivant. Depuis 1900, l'effectif administratif de guerre annuel moyen a successivement atteint pour *les seules troupes* y compris, à partir de 1902, les civils militarisés) (3), les chiffres suivants :

1900	160,943
1901	160,972
1902	164,213
1903	166,594
1904	169,033
1905	170,979
1906	171,471
1907	170,826
1908	171,265

---

(1) Voir, aux *Annexes*, divers renseignements à ce sujet, pp. (108) et suivantes.

(2) Voir notamment les statistiques reproduites aux *Annexes*, pp. (110) et suivantes.

(3) Sans les civils, les chiffres sont :

1900	160,943
1901	160,972
1902	164,081
1903	166,272
1904	168,429
1905	170,211
1906	170,665
1907	169,984
1908	170,365

Si l'on comprend dans l'effectif administratif de guerre les *officiers*, la *gendarmerie*, les *troupes* et les *civils militarisés*, les chiffres annuels moyens deviennent (1) :

1900	167,299
1901	167,360
1902	170,682
1903	175,279
1904	175,766
1905	177,735
1906	178,326
1907	177,730
1908	178,269

Plusieurs membres auraient voulu que la Commission actât dans une résolution formelle les progrès constatés dans l'effectif administratif de guerre (2).

---

(1) Cf. aux *Annexes*, le tableau de la p. (126).

(2) L'un d'eux avait à cet effet déposé le projet de résolution suivant :

I.

L'effectif de guerre administratif, tel qu'il figure et a toujours figuré précédemment à l'Annuaire statistique, était : en 1889, de 163,834 hommes; en 1900, de 163,751; en 1901, de 163,840 hommes, ces effectifs comprenant, comme toujours précédemment, les gendarmes et la classe de milice de l'année de juin à octobre, bien qu'elle ne se soit pas trouvée sous les armes à ce moment.

II.

Des tableaux fournis par M. le Ministre de la Guerre aux questions posées par M. Poullet, il résulte ;

a) *Que l'effectif de guerre n'a cessé de s'accroître depuis 1900 à 1906 inclusivement et qu'il est actuellement aussi élevé, à quelques unités près, qu'en 1906;*

b) *Qu'il était respectivement, officiers et gendarmes compris :*

En 1900, de.	*167,299*	*hommes.*
— 1901, de.	*167,360*	*—*
— 1902, de.	*170,682*	*—*
— 1903, de.	*173,279*	*—*
— 1904, de.	*175,766*	*—*
— 1905, de.	*177,735*	*—*
— 1906, de.	*178,326*	*—*
— 1907, de.	*177,730*	*—*
— 1908, de.	*178,269*	*—*

c) *Qu'il en est, comme il est dit sub littera* a, *même si l'on se place au seul point de vue du chiffre des « troupes », abstraction faite des officiers et de la gendarmerie, ce chiffre étant respectivement :*

Pour 1900, de. . .	*160,943*	*hommes.*			
— 1901, de. . .	*160,972*	*—*			
— 1902, de. . .	*164,081*	*—*	*, plus, seulement, 132 civils militarisés ayant accompli toutes leurs obligations de milice.*		
— 1903, de. . .	*166,272*	*—*	*, plus, seulement, 332 civils militarisés, etc...*		
— 1904, de. . .	*168,429*	*—*	*—*	*604*	*—*
— 1905, de. . .	*170,211*	*—*	*—*	*768*	*—*
— 1906, de. . .	*170,665*	*—*	*—*	*806*	*—*
— 1907, de. . .	*169,984*	*—*	*—*	*842*	*—*
— 1908, de. . .	*170,365*	*—*	*—*	*900*	*—*

D'autres soulevèrent la question préalable en invoquant des motifs de méthode. Lorsque la Commission avait statué sur les effectifs de paix, elle n'avait pas cru devoir faire de la marche descendante de ces effectifs l'objet d'une résolution formelle. Pourquoi agir différemment pour les effectifs de guerre et faire de leurs progrès constants l'objet d'une résolution? Il suffisait que le rapport mît ces progrès en pleine lumière. D'autre part, il semble préférable, en matière d'effectifs de guerre, de s'en tenir aux effectifs constatés à des dates déterminées, et non pas à des effectifs moyens. Le projet de résolution tablait sur des effectifs moyens. Les projets relatifs à la vérification du chiffre de 180,000 hommes tablaient, au contraire, sur les effectifs à des dates déterminées. En combinant les deux méthodes, on risquait de jeter le trouble dans les esprits.

La question préalable fut en conséquence opposée aux deux paragraphes du projet de résolution constatant ces progrès. Elle fut votée, en ce qui concerne le premier paragraphe, par 8 voix contre 6 et une abstention, et, en ce qui concerne le second, par 10 voix contre 2 et 3 abstentions.

* * *

Les dispositions de la loi du 21 mars 1902, qui ont eu pour effet d'augmenter les effectifs de guerre, sont principalement: 1° celles qui favorisant le volontariat ont augmenté le nombre de cette catégorie de militaires; 2° celles qui ont porté à la durée d'un terme de milice (13 ans) la durée du service des volontaires, jadis fixé à 8 ans; celles qui ont soumis au rappel en cas de mobilisation, les mariés des 11e, 12e et 13e classes.

* * *

2. La vérification du chiffre de 180,000 hommes.

Chargée de vérifier si l'effectif de guerre atteint 180,000 hommes, la Commission avait une question préalable à résoudre: tablerait-elle sur les effectifs moyens annuels ou sur les effectifs à une date déterminée? La généralité des membres opinait pour la dernière méthode. L'un d'eux soumit en consé-

---

d) *Qu'il en est, comme il est dit sub. litt. a et c, même si l'on se place au point de vue « troupes », « civils militarisés » et « gendarmes » réunis, abstraction faite des officiers, les chiffres étant dans ce cas :*

						Total.
pour 1900	160,943 hommes			plus	2,808 gendarmes	= 163,751
— 1901	160,972	—		+	2,838 —	= 163,810
— 1902	164,081	— plus seulem[t]	132 civils	+	2,991 —	= 167,204
— 1903	166,272	— +	522	+	3,020 —	= 169,614
— 1904	168.429	— +	604	+	3,079 —	= 172,112
— 1905	170,211	— +	768	+	3,111 —	= 174,090
— 1906	170,665	— +	806	+	3,175 —	= 174,646
— 1907	169,984	— +	842	+	3,218 —	= 174,044
— 1908	170,365	— +	900	+	3,316 —	= 174,581

quence à la Commission un projet de résolution qui vérifiait l'existence du chiffre de 180,000 hommes à la date du 31 janvier dernier.

Ce projet était ainsi conçu :

B. — **En ce qui concerne les effectifs de guerre.**

Considérant que l'effectif administratif de guerre au 31 *janvier* 1909 *comprend :*

A. *Troupes, y compris les civils militarisés :* 169,637 *hommes,*

B. *Troupes, civils, gendarmes et officiers réunis :* 176,674 *hommes,*

La Commission estime que l'effectif de guerre de 180,000 *hommes, déchets de mobilisation déduits* (1)*, ne pourrait être actuellement atteint qu'en rappelant les* 14e *et* 15e *classes de milice.*

(1) *Sur la base d'un déchet de mobilisation de 5 p. c., il faudrait déduire 8,484 hommes du chiffre de 169,637 (troupes) et 8,833 hommes du chiffre de 176,674 (troupes, gendarmes, officiers, civils réunis).*

Autant l'effectif de paix annuel moyen est une notion qui répond à son objet, autant celle de l'effectif de guerre annuel moyen soulève des objections. Lorsque le Gouvernement dispose de l'effectif de paix moyen jugé nécessaire, il dispose d'une réalité. Il est en état de pourvoir à l'instruction des troupes et des cadres. Il lui suffit de régler le service de manière à réaliser à chaque moment de l'année le nombre des présences effectives jugées nécessaires. Il en est tout autrement de l'effectif de guerre moyen. Dans notre pays, l'effectif administratif de guerre comprend, pendant quatre mois de l'année (juin à septembre), 14 classes de milice. Il en résulte que pendant ces mois l'effectif de guerre est plus élevé que pendant la période qui précède ces mois ou qui les suit. C'est ainsi qu'en janvier 1908 l'effectif administratif des troupes comprenait 167,349 hommes ; en août, 178,325 hommes ; en décembre 169,433 hommes. La moyenne annuelle résulte de la totalisation des effectifs inscrits au dernier jour de chacun des douze mois, divisée par 12. Elle représente pour 1908 : 170,365 hommes. Comme la mobilisation de l'armée sur pied de guerre se ferait nécessairement à une époque déterminée, il en résulte que cette moyenne ne correspond à rien de tangible, de réel. Au jour de la mobilisation, l'effectif administratif serait, dans la réalité des faits, ou supérieur à ce chiffre (de mai en septembre, avec une classe non exercée) ou inférieur à ce chiffre : mais il ne l'atteindrait jamais réellement.

Il paraît dès lors préférable de tabler sur l'effectif à une date déterminée. Quelle date choisir ? L'auteur du projet avait pris la date du 31 janvier 1909, comme étant la plus rapprochée de l'époque de l'année où, par le mécanisme des revues (novembre-décembre) (1), les hommes viennent d'être contrôlés individuellement. C'est, d'autre part, l'époque de l'année où l'effectif administratif ne comprend que le nombre normal de 13 classes, ayant toutes, dans une large mesure, reçu l'instruction militaire.

(1) Voir sur ces revues, *Annexes*, *p.* (122).

L'effectif *administratif* de guerre ne se confond pas avec l'*effectif réellement mobilisable*. De là, dans le projet de résolution, la mention du déchet de mobilisation, évalué par la Commission militaire à 5 p. c.

Un membre déclara adhérer aux idées générales qui avaient inspiré le projet de résolution, tout en regrettant qu'il ne fût pas plus complet. A son avis, le projet aurait dû trancher le point de savoir s'il faut compter dans les effectifs de guerre les gendarmes et les officiers. Dans la pensée de la Commission militaire — ce membre se réserve d'en faire la démonstration à la Chambre — les effectifs de 180,000 hommes devaient se composer uniquement de soldats combattants. Un déchet de mobilisation de 5 p. c., appliqué à une armée dans la composition de laquelle entrent les classes de milice 13e et 14e, lui paraît calculé avec optimisme. Sous le bénéfice de ces réserves, il votera le projet.

D'autres membres, tout en acceptant l'idée de ne pas tabler sur des effectifs moyens, ne pouvaient admettre que la résolution visât les effectifs à un seul mois de l'année. Il leur paraissait préférable de viser les chiffres à chacun des douze mois de l'année, sauf à expliquer comment il se fait qu'à certains mois le chiffre grossit notablement. L'un d'eux déposa une série d'amendements dans cet ordre d'idées. Ils furent acceptés par l'auteur du projet.

Ces amendements avaient pour objet, d'abord, d'introduire dans le texte même de la résolution les chiffres de l'effectif administratif de guerre à chacun des mois de l'année; ensuite, de modifier la finale du projet, en remplaçant les mots : *l'effectif de guerre de 180,000 hommes, déchets de mobilisation déduits, ne pourrait être actuellement atteint qu'en rappelant les 14e et 15e classes de milice*, par les mots : *l'effectif de guerre de 180,000 hommes, etc., ne pourrait être actuellement atteint qu'en rappelant des hommes appartenant aux classes antérieures à la 13e*. C'est que de juin à octobre, il suffirait, d'après l'auteur de l'amendement, de rappeler la 14e classe pour atteindre le chiffre de 180,000 hommes.

Ainsi amendé, le projet de résolution fut adopté dans les termes suivants, par 12 voix contre 3 abstentions :

La Commission considérant que l'effectif administratif de guerre a été au dernier jour de chacun des mois de 1908 *et de* 1909 :

Troupes, y compris les civils militarisés :

Janvier 1908	167,349	*hommes.*
Février.	167,513	—
Mars	167,487	—
Avril	167,955	—
Mai.	168,235	—
Juin.	173,465	—
Juillet	177,346	—
Août.	178,325	—
Septembre.	179,150	—
Octobre.	169,557	—

Novembre	169,473	*hommes.*
Décembre	169,433	—
Janvier 1909	169,637	—
Février.	169,750	—

Si l'on y comprend les gendarmes et les officiers, ces chiffres doivent augmenter de :

1° *Officiers en activité* . .	3,468	*hommes.*
Officiers de réserve . .	220	—
2° *Gendarmerie*	3,316	—
Total .	7,004	*hommes*

environ, chiffre moyen de 1908.

Dans ces totaux sont compris, pendant les mois de juin, juillet, août et septembre, la classe de l'année qui n'est appelée sous les drapeaux qu'au 1er *octobre suivant et qui, dans son ensemble, n'a reçu aucune instruction militaire.*

Dans ces totaux sont compris les 2,000 à 2,250 *hommes dispensés du service en temps de paix (art.* 28 *de la loi de milice) et qui, en cas de mobilisation, seraient employés à des offices utiles à l'armée.*

La Commission estime que l'effectif de guerre de 180,000 *hommes, déchets de mobilisation déduits* (1), *ne pourrait être actuellement atteint qu'en rappelant des hommes appartenant aux classes antérieures à la* 13e. »

(1) *Sur la base d'un déchet de mobilisation de 5 p. c., il faudrait, par exemple, au 31 janvier 1909, déduire 8,481 hommes du chiffre de 169,637 (troupes) et 8,833 hommes du chiffre de 176,674 (troupes gendarmes, officiers, civils réunis).*

* * *

III. — LES CAUSES DES DÉCHETS CONSTATÉS.

Les déchets constatés, tant dans l'effectif de paix que de guerre, la mission de la Commission lui imposait d'en rechercher les causes.

Elle y procéda d'abord pour les effectifs de guerre, puis pour les effectifs de paix.

* * *

A. Causes des déchets dans les effectifs de guerre.

Un membre proposa d'attribuer comme causes aux déchets constatés dans l'effectif de guerre, les trois causes suivantes, qui furent successivement discutées et mises aux voix, après avoir été amendées, comme il sera expliqué ci-après.

Projet de résolution :

Les causes du déchet sont :

1° *L'importance de l'usure que subissent les* 13 *classes de milice, au fur et à mesure qu'on s'éloigne de l'époque de leur premier appel sous les armes.*

2° *La perte provenant de ce que le nombre des volontaires de carrière n'a pas toujours atteint le minimum escompté de* 1,800, *et, en outre, la perte provenant de ce que, chaque année, des volontaires de carrière en âge de milice ont été numériquement comptés dans le contingent annuel, qui s'est trouvé réduit alors d'autant de miliciens* (*art.* 5 *de la loi de milice*).

3° *L'appoint quasi nul à l'heure actuelle du volontariat de réserve, qui ne pourra donner les* 10,000 *hommes escomptés que postérieurement à l'année* 1920.

*
* *

La première cause indiquée, savoir l'usure des contingents, ne souleva guère de discussions. Plusieurs membres opposèrent cependant à la mention de cette cause la question préalable, comme étant sans rapport direct avec l'application de la loi du 21 mars 1902. La Commission n'avait, en fait de causes de déchet, qu'à s'occuper de celles se rapportant à des déchets imprévus. L'usure normale des contingents a été prévue par les auteurs de la loi du 21 mars 1902. Il n'y avait pas à s'en occuper. D'autres estimaient, au contraire, qu'il était utile d'en faire mention, ne fût-ce que pour éviter de voir attribuer aux deux autres causes la totalité des déchets constatés.

La question préalable fut repoussée par 11 voix contre 4 et le projet voté dans les termes suivants :

« ***Les causes du déchet sont :***

1° *L'usure normale que subissent les treize classes de milice au fur et à mesure qu'on s'éloigne de l'époque de leur premier appel sous les armes* ».

*
* *

La seconde cause ne souleva pas de discussions non plus. Il fut simplement proposé de modifier la formule qui l'exprimait et de la compléter par l'indication de l'importance des déchets qui lui sont attribuables. Elle fut votée dans les termes suivants :

2° *La perte provenant de ce que le nombre de volontaires de carrière n'a pas toujours atteint le minimum escompté de* 1800 *et, en outre, la perte provenant de ce que dans divers cantons de milice un certain nombre de volontaires de carrière en âge de milice ont été numériquement comptés dans le contingent annuel, qui s'est trouvé réduit alors d'autant de miliciens* (*art.* 5 *de la loi de milice*)

Ces pertes ont eu pour effet de réduire les effectifs de guerre à la fin de 1908, *de* 4,184 *hommes; soit, en tenant compte d'un déchet d'usure évalué approximativement à* 10 *p. c*, *de* 3,766 *hommes; elles auraient pour effet de réduire l'effectif de guerre sur* 13 *exercices, de* 8,073 *hommes, soit, en tenant compte d'un déchet d'usure de* 18 *p. c., de* 6,620 *hommes* (1).

La portée de l'article 5 de la loi sur la milice et son effet sur la consis-

(1) Cf. aux *Annexes*, les tableaux de la page (131) et (132).

tance numérique des effectifs seront expliqués plus bas, à l'occasion de l'examen des causes du déchet de l'effectif de paix.

*
* *

L'examen de la troisième cause, *l'insuffisance de l'appoint escompté du volontariat de réserve,* souleva de plus longues discussions.

Un membre attribua l'insuffisance de cet appoint à la circonstance que le Département de la Guerre limite par année et par régiment le nombre des volontaires de réserve qui peuvent être recrutés. Il proposa de le constater expressément en complétant le projet comme suit : « 3° L'insuffisance à l'heure actuelle de l'appoint du volontariat de réserve *dont le nombre a été limité par le Département de la Guerre* ».

Un autre membre demanda de compléter à un autre point de vue le projet, en y insérant le tableau des volontaires de réserve recrutés à ce jour (1).

Plusieurs membres se montrèrent disposés à compléter le projet primitif par le tableau des volontaires de réserve qui viendront, avec le temps, s'ajouter à l'effectif de guerre. Mais ils ne pouvaient se rallier à l'opinion que la cause de l'insuffisance de cet appoint fut attribuable, tout au moins exclusivement, à la limitation maxima établie par le Département de la Guerre. Plusieurs chefs de corps ont déclaré formellement qu'ils n'atteignaient pas le nombre assigné à leur régiment parce que leurs soldats répugnaient à prolonger au delà de treize ans le terme de leur service (2). Il convient, en outre, d'observer que la limite maxima établie par le Département de la Guerre a été calculée de telle manière que, si chaque régiment fait le recrutement lui assigné, on doit obtenir en quatre ans 11,968 volontaires de

---

(1) Ce membre proposait de libeller comme suit la résolution relative au volontariat de réserve :

Alors que la loi de milice ne limite à aucun chiffre maximum le nombre des volontaires de réserve pouvant être recrutés (voir art. 100 de cette loi), ni pour l'ensemble de l'armée, ni par régiment, il résulte des dépositions de témoins entendus par la Commission : 1°) que le recrutement de plus nombreux volontaires de cette catégorie serait très aisé, à cause des avantages relativement considérables qui leur sont faits; 2°) que, dans les régiments où il est autorisé par le Département de la Guerre, il est subordonné à un chiffre maximum que le Département de la Guerre ne permet pas de dépasser; 3°) que, pour les autres régiments, aucun recrutement de volontaires de réserve n'est autorisé et ne se fait.

Il résulte des réponses faites par M. le Ministre de la Guerre aux questions qui lui furent posées par la Commission, après que celle-ci eut fait ces constatations : 1°) que « le nombre des volontaires de réserve à recruter est fixé annuellement par le Département de la Guerre »; 2°) « que ces volontaires touchent, au moment de leur engagement, les trois huitièmes de leur rémunération totale ».

Il résulte des mêmes réponses de M. le Ministre de la guerre que : « les chiffres maxima ont été fixés de manière que, progressivement, le total de 10,000 volontaires de réserve, soit régulièrement et annuellement atteint » — ce qui ne peut pas être encore actuellement, parce

(2) Voir aux *Annexes*, pp. (14), (70).

réserve, ce qui procurera, treize ans après, pendant quatre exercices, déchets déduits, aux effectifs de guerre l'appoint des 10,000 volontaires de réserve escompté.

Le Département de la Guerre aurait-il dû essayer de combler le déchet du recrutement des volontaires de réserve dans certains régiments, en permettant à d'autres régiments de la même arme de dépasser la limite maxima leur assignée? A première vue, ces membres veulent bien l'admettre; mais faute de renseignements complets, ils préfèrent s'abstenir au vote comme insuffisamment éclairés.

L'amendement tendant à ajouter au projet de résolution, à propos du volontariat de réserve, la mention : « *dont le nombre a été limité par le Département de la Guerre* », fut repoussé par huit voix contre quatre et deux abstentions.

L'insertion du tableau est votée à l'unanimité.

La *troisième cause* des déchets est conséquemment formulée comme suit:

3° *L'insuffisance de l'appoint à l'heure actuelle du volontariat de réserve. Cet appoint atteint* :

Au 1er octobre	1908. . . .	11	*hommes.*
—	1909. . . .	27	—
—	1910. . . .	75	—
—	1911. . . .	158	—
—	1912. . . .	341	—
—	1913. . . .	1,562	—
—	1914. . . .	3,302	—
—	1915. . . .	4,783	—
—	1916. . . .	6,792	—
—	1917. . . .	7,793	—
—	1918. . . .	7,840	—

---

que « les volontaires de réserve, créés en 1902, doivent, avant de servir comme tels, avoir accompli un terme de milice de treize années ».

Il résulte également des réponses de M. le Ministre que, ces maxima sont actuellement :

Régiment d'infanterie, sauf carabiniers .	*77 volont. de 4 ans et*	*39 volont. de 2 ans.*		
Carabiniers	*108*	—	*45*	—
Artillerie de forteresse d'Anvers	*296*	—	*148*	—
— *de Liége*	*150*	—	*75*	—
— *de Namur* . . .	*112*	—	*57*	—
Régiment du génie	*224*	—	*55*	—
Compagnies de pontonniers, télégraphistes, ouvriers aérostiers, chacune	*25*	—	6	—
Compagnies de chemins de fer, de torpilleurs et artificiers, chacune	*19*	—	*5*	—
Bataillon d'administration	*9*	—	*5*	—
Total. . .	*2,592*	—	*1,115*	—

Soit un total annuel de 3,507 volontaires de réserve.

Il résulte enfin des réponses faites par M. le Ministre que « si l'on tient compte des engagements reçus » — dans les conditions où ils le sont actuellement et spécialement avec les limites maxima de recrutement imposées par le Département de la Guerre — « et si l'on ne déduit aucun déchet, l'effectif administratif de guerre sera augmenté, du chef des volontaires de réserve » : Suit le tableau reproduit ci-dessus.

On trouvera aux ***Annexes***, pp. (109), (110), (133) et (204) les réponses visées dans ce projet de résolution.

*
* *

L'ensemble du projet de résolution relatif aux causes du déchet constaté dans les effectifs de guerre est voté par 12 voix contre 3 abstentions.

*
* *

B. — Causes des déchets constatés dans les effectifs de paix.

La consistance numérique globale des effectifs de paix dépend du rendement particulier de chacun de ses éléments constitutifs, qui sont : le *contingent* (qui comprend les miliciens, les volontaires du contingent, les volontaires avec prime et les remplaçants), les *volontaires de carrière*, les *volontaires de carrière rengagés*, les miliciens, volontaires du contingent, V. A. P., et remplaçants *rengagés*, les *pupilles* et les *rappelés*.

Dans la vérification des chiffres de l'effectif de paix, la Commission avait cru devoir procéder par catégories. Elle avait comparé le rendement réalisé sur chacun des éléments constitutifs de l'effectif de paix avec le rendement escompté sur chacun d'eux. Cette comparaison avait abouti, ainsi qu'il a été indiqué plus haut, à constater un déchet dans le rendement de *tous les éléments constitutifs de l'effectif de paix*, sauf d'un seul : les pupilles. Il a paru rationnel à la Commission de s'en tenir, pour la détermination des causes des déchets, à la même méthode, c'est-à-dire de rechercher, par catégories, les causes qui avaient pu provoquer ce déchet.

Deux membres de la Commission soumirent en conséquence à ses délibérations un projet de résolution où les causes des déchets étaient indiquées par catégories. Leur projet, auquel des amendements divers furent proposés, servit de base aux discussions de la Commission.

Ce projet débutait par l'indication des causes du rendement insuffisant du contingent.

*
* *

1. Causes des déchets dans le rendement du contingent.

Le rendement du contingent dépend principalement du rendement des volontaires avec prime et du rendement des miliciens.

La Commission a constaté sur le contingent : en 1907, un déchet de 1,720 hommes; en 1908, un déchet de 1,491 hommes, et pour l'exercice 1907-1908 : 1,799 hommes.

Le projet de résolution s'exprimait, au sujet des causes de ce déchet, comme suit :

« Les déchets constatés, la Commission leur attribue les causes suivantes :

» En ce qui concerne le contingent : 1° le Gouvernement n'a fait procéder » qu'en 1908 au tirage de priorité prévu par l'article 64 (6) de la loi. Jusqu'en » 1909, il y a eu de ce chef un déficit résultant du nombre insuffisant des » volontaires avec prime. »

Un membre proposa de remplacer la dernière phrase du projet, depuis les

mots *jusqu'en 1909*, par le texte suivant : « En 1908, en effet, il y a eu un » déficit résultant du nombre insuffisant des volontaires avec prime. Ce » déficit provenait de ce que le Département de la Guerre, contrairement à » ce qui s'était fait l'année dernière, avait arrêté le recrutement de cette » catégorie de volontaires. Dès que le recrutement a été à nouveau autorisé, » le Département de la Guerre a été pourvu en nombre suffisant de volon- » taires avec prime et de remplaçants. Il ne restait plus de déchet de ce chef » au 31 décembre 1908. »

D'après les renseignements fournis par le Département de la Guerre, ce déchet causé par le recrutement incomplet de volontaires avec prime, s'est élevé, pour 1907, à 153 hommes ; pour 1908, à 118 hommes, et pour l'année de milice 1907-08, à 236 hommes (1).

La loi de milice pourvoit cependant à ce que la faculté de remplacement et l'institution du volontariat avec prime ne puissent jamais être une cause de déchet dans les effectifs.

Lorsque le nombre de volontaires avec prime recrutés par le Département de la Guerre est insuffisant pour satisfaire aux demandes de remplacement qui lui sont adressées par les miliciens, l'article 64, n° 6. prescrit qu'un tirage au sort aura lieu entre les intéressés : les remplacements se font, en ce cas, dans l'ordre de priorité établi par ce tirage. Les miliciens qui n'obtiennent pas un remplaçant du Département de la Guerre avant le 1er octobre sont, d'ailleurs, admis à le chercher directement et à présenter, avant le 1er janvier suivant, un homme qui consent à marcher à leur place. S'ils n'en trouvent pas, ils doivent servir personnellement.

L'application pure et simple de ces dispositions empêcherait, dès lors, tout déchet dans l'effectif. Au 30 septembre 1906, il manquait 593 volontaires à prime ; au 30 septembre 1907, il en manquait 670. Le Département de la Guerre était donc en droit de faire procéder, dès 1906, au tirage de priorité prévu par l'article 64, n° 6. Mais ce tirage ne va pas sans heurter les convenances des familles. Il hésite donc à y recourir lorsqu'il a l'espoir de combler, par un supplément de recrutement ultérieur, le déficit existant à un moment donné. C'est ainsi qu'il n'a recouru au tirage en question qu'en septembre 1908, alors qu'il eût été en droit d'y recourir dès septembre 1906.

Le projet de résolution constate que si l'on y avait recouru plutôt, le déchet dans le rendement du volontariat avec prime n'aurait pas existé.

L'amendement proposé au projet de résolution attribue à une seconde cause le déficit constaté dans le rendement du volontariat avec prime. Le Département de la Guerre aurait, à un moment donné, arrêté le recrutement de cette catégorie de militaires.

Un membre fait observer à ce propos qu'il ne croit pas le fait exact. D'après les errements traditionnels du Département, sans doute, on ne recrute plus, après le 30 septembre, de volontaires avec prime destinés au remplacement de miliciens de l'année. Ceux qui sont recrutés après cette date, sont destinés à remplacer les miliciens de l'année suivante.

---

(1) Voir aux *Annexes*, p. (94).

Il n'est pas, en règle générale, permis d'en recruter pour remplacer des miliciens de l'année courante. Mais le Ministre de la Guerre actuel, loin d'avoir créé cette jurisprudence, a rompu avec elle. Il a prescrit en 1907, de continuer après le 30 septembre et jusqu'à la fin de l'année, l'enrôlement de volontaires avec prime destiné à remplacer les miliciens de la levée de 1907. C'est ce qui lui a permis d'éviter de procéder dès cette année au tirage de priorité. En 1908, il a également prescrit de continuer après le 30 septembre l'enrôlement de volontaires avec prime, destinés à remplacer des miliciens de la levée de 1908. Combiné avec la mesure du tirage de priorité, le Département est arrivé ainsi à combler avant le 31 décembre 1908 le déchet antérieur du volontariat avec prime.

Dans ces conditions, ce membre ne peut adhérer à l'amendement proposé.

Mis aux voix, le projet de résolution est adopté par 9 voix et 5 abstentions. L'amendement vient donc à tomber.

*
* *

La Commission passe à l'examen de la seconde cause du déchet constaté dans le rendement du contingent. Le projet de résolution la libellait comme suit :

« 2° En vertu de l'article 5 de la loi, des volontaires de carrière ont été » comptés numériquement dans le contingent avant que l'effectif eût été » accru des 1,800 volontaires escomptés en 1902. »

Un membre propose de compléter la disposition comme suit :

« Ce déchet est dû au fait que tous les cantons de milice ne donnent pas » un nombre de volontaires en âge de milice équivalent à leur part proportionnelle dans le total des 1,800 volontaires prévus à l'article 5, et à ce que » les volontaires fournis en trop par certains cantons sont déduits du contingent. »

Le projet de résolution, ainsi amendé, est adopté par 9 voix et 5 abstentions.

L'article 5 de la loi de milice s'exprime comme suit :

« Art. 5. — *A*. Le contingent est réparti par le Roi entre les provinces et » par le gouverneur de la province entre les cantons de milice...

» *B*. La répartition est faite proportionnellement au nombre d'inscrits de » la levée.

. . . . . .

» *C*. Les volontaires de carrière fournis par le canton sont portés en tête » de la liste du tirage quand la loi les astreint à l'inscription pour la milice.

» *D*. Si leur nombre dépasse la part à fournir par le canton dans un total » de 1,800 volontaires, l'excédent est compté numériquement dans le contingent. »

L'application de l'article 5 *D* a fait compter numériquement dans le contingent (1) :

---

(1) Voir aux *Annexes*, p. (131) et (132).

En 1902-1903.	167	volontaires de carrière
— 1903-1904.	392	—
— 1904-1905.	609	—
— 1905-1906.	685	—
— 1906-1907.	671	—
— 1907-1908.	429	—

Il a donc été, à chacune de ces années, incorporé autant de miliciens de moins (1).

Lorsque en 1902, on a escompté le rendement futur du contingent, on a tablé sur l'hypothèse que les 13,300 hommes du contingent annuel ne seraient que diminués d'une moyenne de 188 dispensés, en vertu de l'article 28 (ministres des cultes et instituteurs), et d'un déchet d'usure après l'appel à l'activité de 3.80 p. c. On n'a pas pensé qu'il serait, en outre, diminué chaque année de quelques centaines d'hommes par application de l'article 5 D.

Or, le contingent a été, en outre, par application de cet article 5D, diminué du nombre des miliciens indiqués dans le tableau ci-dessus.

Il n'a pu, dès lors, donner le rendement escompté.

*
* *

La troisième cause du déchet constaté dans le contingent était libellée comme suit :

« 3. La loi n'a pas prévu toutes les mesures possibles en vue de réduire le » déchet d'incorporation. »

D'après l'article 6 de la loi de milice, tout Belge est tenu, dans l'année où il a 19 ans accomplis, de se faire inscrire à l'effet de concourir au tirage au sort pour la levée du contingent de l'année suivante. D'après l'article 9, l'inscription peut toujours être faite d'office par le bourgmestre.

Il se fait que chaque année on inscrit ainsi d'office des jeunes gens qui ont quitté la Belgique depuis longtemps et sans esprit de retour. Si le numéro qui leur est échu lors du tirage au sort les appelle à faire partie du contingent, c'est une perte nette pour celui-ci.

Un membre fait observer qu'en 1902 cette question a été discutée. Il ne semble pas admissible dès lors qu'on dise que la loi n'a pas prévu cette cause de déchet.

Un autre répond que la perte subie par le contingent du chef de jeunes gens résidant en Amérique notamment, et qui s'abstiennent de revenir lorsque leur numéro les appelle au service, a été signalée expressément par l'un des témoins de l'enquête (2) et qu'il y a lieu d'attirer l'attention de la Chambre sur cette cause de déchet.

---

(1) Voir aux *Annales parlementaires*, séance du 24 novembre 1908, la liste des cantons qui ont eu un excédent sur leur part proportionnelle dans le chiffre de 1,800 volontaires.

(2) Voir la déposition de M. Raes, fonctionnaire au gouvernement provincial de la Flandre orientale. *Annexes*, p. (56).

D'autres membres signalent le caractère vague, imprécis de la formule du projet.

Il est proposé de la rédiger comme suit :

« 3° L'application de la loi a donné lieu à des déchets d'incorporation » résultant de l'inscription sur les listes du tirage d'un certain nombre de » jeunes gens ayant quitté le pays. »

Ce texte est voté par 7 voix contre 1 et 6 abstentions.

En 1905, le contingent a perdu, du chef des retardataires, 157 hommes; en 1906, 173 hommes, et en 1907, 202 hommes. Il y a lieu d'observer qu'il ne s'agit pas là exclusivement de jeunes gens ayant quitté pour toujours le pays.

La Commission passe à l'examen des causes du déchet dans le rendement du volontariat de carrière.

*
* *

2. Causes du déchet dans le rendement du volontariat de carrière.

D'après les prévisions de 1902, les volontaires de carrière devaient assurer aux effectifs de paix une présence moyenne globale de 7,200 hommes. Au début, le rendement a dépassé les prévisions. Ainsi, en 1904-05, le volontariat de carrière a fourni aux effectifs de paix une moyenne de 8,464 hommes; en 1905-06, une moyenne de 8,802; en 1906-07, une moyenne de 8,016 hommes. Depuis cette époque, les prévisions n'ont plus été atteintes. La Commission a constaté un déchet de 198 hommes pour l'année civile 1908, et un déchet de 55 hommes pour l'année de milice 1907-08 (1).

Le projet de résolution soumis aux délibérations de la Commission libellait comme suit la cause de ce déchet :

En ce qui concerne le rendement de la catégorie des volontaires de carrière :

« Les autorités militaires se sont montrées plus difficiles pour l'admission » que les conseils de milice.

» Sans incriminer en quoi ce soit les intentions des autorités militaires » chargées de l'admission des volontaires, la Commission constate qu'en » règle générale, elles ont continué à considérer le volontariat comme un » mode de recrutement des cadres plus que comme un mode de recrute- » ment de simples soldats; elle constate que le médecin militaire est plus » disposé à refuser qu'à accorder l'admission, parce que, seul chargé du pre- » mier examen du candidat volontaire, il n'a jamais à répondre du refus d'ad- » mission, tandis qu'en cas d'acceptation, il doit répondre de la décision vis-à- » vis de son supérieur hiérarchique, et qu'en cas d'incapacité subséquente du » volontaire admis, il est obligé de se justifier; elle constate, enfin, qu'il existe » parfois dans l'armée, comme dans beaucoup d'administrations, un forma- » lisme excessif, qui rend parfois difficile la confection correcte des pièces » exigées pour l'admission des volontaires. »

Un membre déclare adhérer en principe à l'idée générale qui a inspiré la première partie du projet de résolution. Il croit aussi que l'admission des volon-

(1) Voir plus haut, p. 20.

taires a été, certaines fois, en fait, soumise à des conditions plus difficiles que celle des miliciens. L'enquête a mis en pleine lumière la cause de ce fait. C'est la procédure suivie avant l'arrêté royal du 8 novembre 1908, ouvrant aux candidats volontaires refusés un droit d'appel auprès des conseils de revision. Puisque c'est la procédure suivie antérieurement à cet arrêté qui a provoqué certaines difficultés d'admission, il paraît préférable à ce membre que la résolution visât expressément cette procédure au lieu de mettre, comme semble le faire le projet, directement en cause les autorités militaires. A côté de témoignages peu pertinents, comme ceux relatifs à des volontaires refusés d'abord, et admis, un an, deux ans, trois ans après, comme miliciens, l'enquête a fourni à la Commission des renseignements qui méritent davantage de fixer l'attention. Quand on voit refuser tel candidat volontaire dans un régiment et quand on le voit peu de jours après admis dans un autre régiment de la même arme, il faut évidemment conclure qu'il n'y a pas eu toujours d'unité dans l'application de l'arrêté royal du 28 janvier 1893, relatif aux infirmités qui empêchent l'admission au service militaire. En ouvrant un droit d'appel au conseil de revision, l'arrêté royal assure désormais cette unité de jurisprudence. D'autre part, quand on voit de jeunes gens refusés comme candidats volontaires, qui sont admis, peu de semaines après, comme miliciens, on doit conclure que l'aptitude des candidats volontaires et des miliciens n'a pas toujours été appréciée d'après la même norme de fait. Ici, aussi, l'arrêté royal du 8 novembre a apporté le remède opportun. Les médecins militaires et civils des conseils de revision ont d'ailleurs expliqué comment la procédure ancienne pouvait quelquefois (1) aboutir à des errements manquant d'unité. Le médecin militaire de bataillon ou de régiment qui examine un candidat volontaire est seul; au conseil de revision, il y a deux médecins. Le médecin de bataillon ou de régiment n'a pas le droit d'ordonner la mise en observation : en cas de doute, il doit déclarer inapte au service. Le conseil de revision a le droit de mettre en observation pour trancher le doute. Pour toute une série d'infirmités la mise en observation est nécessaire; enfin, certains cas sont très délicats à trancher en eux-mêmes, et dès lors des décisions contradictoires s'expliquent, sans qu'il faille les attribuer à des mobiles tendancieux. Ce membre proposait en conséquence de libeller le projet comme suit :

« En ce qui concerne le rendement de la catégorie : volontaires de carrière.
» la Commission constate que la procédure d'admission des volontaires telle
» qu'elle était réglée avant l'arrêté du 8 novembre 1908 n'était pas de
» nature à garantir les principes d'unité et d'assimilation des volontaires aux
» miliciens qu'il est désirable de voir régner en cette matière. »

Un membre déclare adhérer à cet amendement, sauf à le compléter par l'ajoute suivante :

« C'est ainsi que lors du premier examen du candidat, le médecin mili-
» taire, agissant sans l'assistance d'un autre médecin, doit porter à lui seul
» la responsabilité de l'admission; qu'il n'a pas, en outre, à sa disposition
» tous les moyens d'investigation, et la mise en observation dont disposent

(1) *Car jadis* il existait un droit d'appel auprès des *Commissions provinciales*.

» les deux médecins près du conseil de revision ; qu'en cas de refus du can-
» didat, le médecin sachant que ce refus est susceptible d'appel, sa respon-
» sabilité n'est pas engagée vis-à-vis des autorités, tandis que, en cas
» d'admission et de réforme pour incapacités subséquentes constatées au
» service, il peut avoir des justifications à fournir à ses chefs hiérarchiques. »

On ne peut, à aucun prix, observa l'auteur de l'amendement, blâmer les médecins militaires ; on commettrait à leur égard une injustice, étant donné que les médecins n'ont pas à leur disposition les moyens de soumettre les jeunes gens à un examen complet.

Les auteurs du projet de résolution primitif insistèrent pour sa mise aux voix. L'arrêté royal du 8 novembre 1908, observèrent-ils, n'avait consacré l'assimilation des volontaires et des miliciens qu'au seul point de vue de la juridiction d'appel. En disant : « Les autorités militaires se sont montrées
» plus difficiles pour l'admission que les conseils de milice, » on vise l'exa-
» men en première instance.

Mis au voix, ce texte est rejeté par 9 voix contre 6.

La Commission vote ensuite les deux amendements proposés à ce texte : savoir, par 4 voix contre 2 et 9 abstentions, l'amendement suivant :

En ce qui concerne le rendement de la catégorie « volontaires de carrière »,
« la Commission constate que la procédure d'admission des volontaires,
» telle qu'elle était réglée antérieurement à l'arrêté royal du 8 novembre
» 1908, n'était pas de nature à garantir les principes d'unité et d'assimilation
» des volontaires aux miliciens, qu'il est désirable de voir régner en cette
» matière. »

Et à l'unanimité, l'amendement suivant :

« C'est ainsi que lors du premier examen du candidat, le médecin militaire,
» agissant sans assistance d'un autre médecin, doit porter à lui seul la respon-
» sabilité de l'admission ; qu'il n'a pas en outre à sa disposition tous les
» moyens d'investigation et la mise en observation dont disposent les deux
» médecins près du conseil de revision ; qu'en cas de refus du candidat, le
» médecin sachant que ce refus est susceptible d'appel, sa responsabilité
» n'est pas engagée vis-à-vis des autorités, tandis qu'en cas d'admission et
» de réforme pour incapacités subséquentes constatées au service, il peut
» avoir des justifications à fournir à ses chefs hiérarchiques. »

Un membre demande qu'à propos de l'examen médical des candidats volontaires et des miliciens, le rapport signale spécialement à la Chambre la déposition d'un médecin, entendu dans l'enquête, qui a exprimé l'avis que l'arrêté royal du 28 janvier 1893, relatif aux infirmités qui empêchent l'admission au service militaire (1), était trop rigoureux.

*
* *

Elle discuta ensuite les deux paragraphes suivants du projet de résolution primitif :

« Sans incriminer en quoi que ce soit les intentions des autorités militaires

---

(1) Voir aux *Annexes*, p. (67), la déposition du Dr Vervaeck, médecin civil.

» chargées de l'admission des volontaires, la Commission constate qu'en règle » générale, elles ont continué à considérer le volontariat comme un mode de » recrutement de cadres plus que comme un mode de recrutement de simples » soldats.

» Elle constate aussi qu'il existe parfois dans l'armée, comme dans » beaucoup d'administrations, un formalisme excessif qui peut rendre diffi- » cile la confection correcte des pièces exigées pour l'admission des volon- » taires. »

Un membre déclare ne pouvoir se rallier à ces constatations. A son avis, l'enquête n'a pas établi ces points. Il n'est pas démontré, qu'envisagées en elles-mêmes, les formalités imposées aux aspirants volontaires soient excessives. D'autre part, si les volontaires se sont vu rebuter parce que leurs pièces n'étaient pas en règle, certains chefs de corps ont déclaré s'être montrés très larges à ce point de vue (1). Ce membre ne voit pas non plus quel rapport il peut y avoir entre le nombre plus ou moins grand de volontaires et l'opinion que se feraient les autorités militaires que le volontariat de carrière est destiné à former le cadre. A quoi les auteurs de la proposition répondirent de la manière suivante : Qu'en fait, des autorités militaires chargées de l'admission des volontaires aient continué à considérer le volontariat comme un mode de recrutement des cadres, cela n'est pas contestable après la déclaration de certains chefs de corps. Les colonels Malevé, Ruwet, notamment, ont déclaré qu'ils envoyaient directement à l'école régimentaire — chargée de former les cadres — tous les volontaires de carrière (2); qu'ils prenaient même des mesures pour que ces volontaires ne fussent pas obligés de passer une nuit à la caserne, entre le moment de l'incorporation et le moment de l'entrée à l'ecole régimentaire. De cette manière de considérer le volontariat doit résulter que les autorités militaires sont portées à exiger, même inconsciemment, d'un candidat volontaire plus de qualités que le conseil de milice n'en exige d'un milicien. Et comme, en réalité, les autorités militaires se sont montrées plus difficiles pour l'admission que les conseils de milice, il est assez logique, en rapprochant ces deux constatations, de conclure à une relation de cause à effet.

La première partie du projet de résolution est rejetée.

La seconde est admise, par 8 voix contre 6 et une abstention, dans les termes suivants :

« La Commission constate aussi qu'il existe parfois dans l'armée un forma- » lisme excessif, qui peut rendre difficile la confection correcte des pièces » exigées pour l'admission des volontaires. »

*
* *

Un membre propose de compléter l'indication des causes du déchet constaté dans la catégorie des volontaires de carrière par la mention suivante :

« La Commission est d'avis qu'il se présenterait un plus grand nombre de

---

(1) Cfr. aux *Annexes*, les pp (69), (71).

(2) Voir aux *Annexes*, pp. (69) et (70).

» volontaires de carrière si, après un terme de service, des emplois leur » étaient assurés par droit de préférence dans les administrations publi- » ques. »

Un membre fait observer que ce desideratum est déjà réalisé. L'article 100 de la loi de milice, tel qu'il est libellé depuis la loi du 21 mars 1902, s'exprime comme suit :

« Dans chaque Département ministériel, un arrêté royal détermine la » nature des emplois qui sont accordés de préférence :

» *a*) Aux sous-officiers, brigadiers et caporaux ayant au moins huit années » de service actif ;

» *b*) Aux volontaires et anciens volontaires.

» A mérite égal, dans une même catégorie, la préférence est accordée au » candidat qui a fourni le service actif le plus long dans l'armée. »

Depuis la promulgation de ce texte, tous les départements ministériels ont pris l'arrêté royal prévu par la loi de milice (1).

Dans les départements ministériels, qui paraissent appelés surtout à fournir un débouché aux anciens volontaires, ces dispositions ont déjà eu une réelle efficacité. C'est ainsi qu'aux Finances, sur un total de 2,606 emplois de préposés temporaires des douanes, conférés depuis 1902, 2,266 ont été confiés à d'anciens militaires, savoir 1,262 à d'anciens volontaires ou à d'anciens rengagés et 998 à d'anciens miliciens.

L'administration des chemins de fer, d'autre part, organise, depuis 1898, des concours exclusivement réservés aux volontaires et anciens volontaires pour l'admission aux emplois de commis auxiliaires (actuellement commis d'ordre), gardes, etc. Ce membre ajoute qu'il lui paraît à craindre que si l'on garantit des emplois aux *simples volontaires*, on n'aura plus de rengagés. Une amélioration lui paraît cependant pouvoir être apportée au régime actuel, tout au moins en ce qui concerne les rengagés. Il serait à désirer que les intéressés puissent directement passer de l'armée à l'emploi dont l'accès leur est ouvert. Plusieurs volontaires, dans l'enquête orale, se sont plaints de ce qu'ayant quitté l'armée depuis un certain temps déjà, ils n'aient pas encore obtenu les emplois dont l'accès leur est ouvert de préférence (2).

Un membre fait observer qu'il n'y a pas contradiction à promettre tout à la fois des emplois aux simples volontaires et des emplois aux rengagés. Cela se

---

(1) Voici pour chaque département ministériel la date de l'arrêté royal qui règle aujourd'hui la matière : Affaires étrangères, 24 décembre 1903 ; Agriculture : Recrutement des préposés forestiers, 6 septembre 1902 ; recrutement du personnel en général, 5 janvier 1904 ; Chemins de fer, postes et télégraphes, 23 juillet 1908 ; Finances, 5 novembre 1908 ; Guerre, 30 septembre 1902 ; Industrie et du travail, 15 février 1904 ; Intérieur et Instruction publique, 27 janvier 1903 ; Justice, 5 décembre 1903 ; Travaux publics, 31 mars 1908.

Tous ces arrêtés royaux, avec les tableaux annexés, ont été réunis en une brochure dont chacun des membres de la Commission a reçu un exemplaire. Un exemplaire de cette brochure est déposé au Greffe.

Voir aussi aux *Annexes*, p. (148), les réponses fournies par différents départements ministériels aux questions que la Commission d'enquête leur a posées à ce sujet.

(2) Voir les *Annexes*, pp. (22), (23), (25), (27) et (28).

fait en France. Les emplois réservés aux rengagés sont plus avantageux que ceux réservés aux militaires qui comptent un nombre moindre d'années de service.

Un membre tient à expliquer le vote négatif qu'il émettra sur la proposition. Les faveurs dont il est question pourraient sans doute, au bout d'un certain temps, activer le recrutement des volontaires. Mais il estime que le régime serait détestable au point de vue du recrutement normal des fonctionnaires. Il admet que, à mérite égal, les volontaires puissent se voir attribuer une fonction civile, mais il ne peut accepter de privilèges.

Un membre propose d'intercaler dans le projet de résolution le mot « mieux » et de dire : « si des emplois leur avaient été mieux assurés, etc. », et cela, afin de ne pas méconnaître ce qui a déjà été fait dans cet ordre d'idées.

Ainsi amendée, la résolution est adoptée par 8 voix contre 1 et 3 abstentions.

*
* *

Un membre propose de compléter la résolution par l'adjonction suivante : « et si les indemnités allouées aux volontaires de carrière leur étaient » payées aussitôt après le service actif ». Certains témoins, dans l'enquête, ont signalé ce point.

Un membre observe que les règles relatives au paiement de la rémunération militaire des volontaires de carrière lui paraissent largement conçues. Il ne saurait admettre le paiement intégral à la sortie du service. Ce serait provoquer un gaspillage regrettable. Peut-être pourrait-on souhaiter, quand une avance est justifiée, que sa liquidation fût plus rapide.

L'amendement est voté par 8 voix contre 2 et 4 abstentions, dans les termes suivants : « Et si le mode de paiement des indemnités dues aux » volontaires de carrière était plus avantageusement réglé. »

*
* *

3. Causes de déchet dans le rendement des rengagés.

Le législateur avait escompté en 1902 que les volontaires rengagés fourniraient aux effectifs de paix un appoint de 6,900 hommes, et les rengagés des autres catégories un appoint de 2,000 hommes. Les résultats escomptés ont été loin d'être obtenus. C'est ici que la Commission a eu à constater le déchet le plus considérable (1).

Le déchet s'est élevé pour l'année 1907 à 2,999 + 739 = 3,738 hommes.
— — 1908 à 2,889 + 761 = 3,650 —
— — 1907-08 à 2,923 + 769 = 3,692 —

La détermination de la cause du déchet n'a pas donné lieu à de longues discussions. Les chefs de corps entendus au cours de l'enquête orale ont été unanimes à attribuer la crise du rengagement à la circonstance que les grades inférieurs, spécialement convoités par les militaires, comme ceux de pre-

(1) Voir plus haut, p. 23.

mier sergent-major, de sergent-major, premier sergent, maréchal des logis-chef, premier maréchal des logis, etc., sont trop peu nombreux et trop longtemps occupés par les mêmes titulaires pour provoquer de nombreux rengagements (1).

Les arrêtés royaux, pris en exécution de l'article 100 de la loi sur la milice, accordent, il est vrai, au point de vue de l'octroi de certains emplois, un droit de préférence aux sous-officiers, brigadiers et caporaux ayant au moins huit années de service actif. Mais quand ces militaires n'ont pas d'espoir d'arriver aux grades convoités de sergent-major, etc., ils quittent l'armée avant de compter huit années de service actif.

Les volontaires de carrière — non rengagés — entendus dans l'enquête orale ont, pour la plupart, confirmé ce renseignement. Quelques-uns, sans doute, n'ont pas souscrit de rengagement pour des motifs purement personnels. Mais d'autres ont quitté l'armée parce qu'ils n'avaient pas l'espoir d'arriver aux grades convoités.

La Commission a déterminé en conséquence comme suit la cause du déchet : « *En ce qui concerne le rendement de la catégorie rengagés*, la Com-» mission estime que ceux-ci auraient été plus nombreux si, à défaut des » grades organiques longtemps occupés par les mêmes hommes, les rengagés » avaient pu être assurés d'un emploi civil après un certain temps de » service. »

Cette disposition est votée par 8 voix contre 5 et 1 abstention.

* * *

4. Les rappelés.

L'article 85E de la loi sur la milice astreint à un rappel d'un mois pendant la 3me année de leur terme de service les miliciens (2), V. A. P. et remplaçants de l'infanterie dont le service normal est de 20 mois. Les hommes rappelés en vertu de cette disposition devraient assurer aux effectifs de paix un rendement annuel moyen de 900 hommes (3). En fait, le rendement n'a été, en 1907, que de 653 hommes, et, en 1908, que de 604 hommes (4).

Ce déchet s'explique facilement. Le nombre des rappelés dépend de la part attribuée à l'infanterie dans le contingent total, puisque seuls les hommes de l'infanterie appartenant au contingent proprement dit (5) sont astreints au rappel prévu par l'article 85 E. Le contingent total n'ayant plus été atteint ces dernières années, la part de l'infanterie s'est trouvée proportionnellement réduite, et le rendement des rappelés a été nécessairement moindre. Si les volontaires s'enrôlaient davantage de préférence dans les autres armes, la

---

(1) Voir aux *Annexes*, pp. (15) et suiv., (68) et suiv.

(2) Les volontaires de carrière ne sont pas soumis à ce rappel. Cf. les *Annexes*, pp. (85) et (93).

(3) Voir aux *Annexes*, pp. (85) et suivantes.

(4) Voir aux *Annexes*, p. (93).

(5) Voir la note ci-dessus, note (2).

part du contingent attribuée à l'infanterie pourrait être majorée et le nombre des rappelés augmenterait.

La Commission a en conséquence arrêté comme suit la cause du déchet :

« *En ce qui concerne le rendement de la categorie rappelés*, les volontaires » ne s'étant pas engagés assez nombreux dans les armes autres que l'infan- » terie, la part du contingent attribuée à cette arme n'a pas été suffisante » pour donner le chiffre de 900 rappelés. »

Cette proposition est votée par 9 voix contre 1 et 4 abstentions.

*
* *

5. Civils militarisés.

L'article 100 (N) (O) (P) et (Q) de la loi sur la milice stipule comme suit :

« (N) Les emplois divers dans les corps de troupes sont, à mesure des » vacances produites par le départ des titulaires actuels, confiés à des mili- » taires ayant accompli la durée de service prescrite par l'article 85, ou à » d'anciens militaires ayant accompli leurs obligations de milice.

» (O) La nature de ces emplois et le nombre de leurs titulaires sont déter- » minés par un arrêté royal (1).

» (P) Un arrêté royal détermine également les services des établissements » militaires et les emplois, autres que ceux visés ci-dessus, qui seront con- » fiés à d'anciens militaires ayant accompli leurs obligations de milice et, à » leur défaut, à des préposés n'ayant pas servi dans les corps de troupe de » l'armée.

» Le nombre d'anciens militaires et de préposés n'ayant pas servi dans les » corps de troupes de l'armée appelés aux emplois dont il est question dans » les trois paragraphes précédents, ne dépassera pas dix-huit cents. »

Autorisé à recruter éventuellement 1,800 civils militarisés, le Département n'en a jusqu'à ce jour recruté qu'un nombre moindre. Le déchet était de 510 hommes pour 1907 et de 487 pour 1908.

La Commission a, en conséquence, déterminé comme suit la cause du déchet :

« *En ce qui concerne le rendement de la catégorie civils militarisés*, le chiffre » de 1,800 n'est pas atteint parce que le Gouvernement a jugé opportun » d'en recruter un nombre moindre. »

*
* *

6. Vote sur l'ensemble des résolutions relatives aux canses de déchet dans les effectifs de paix.

Le président met ensuite aux voix l'ensemble de la résolution relative aux causes des déchets constatés dans les effectifs de paix.

---

(1) Il s'agit des emplois dont il est question aux *Annexes*, p .(181).

Un membre, au nom du groupe libéral, demande à pouvoir motiver son abstention. Il le fait dans les termes suivants :

« Nous ne pouvons nous rallier à l'ensemble des propositions qui viennent d'être successivement adoptées, parce qu'elles n'indiquent que les causes secondaires, et non les causes réelles et profondes des déchets constatés.

D'après nous, ceux-ci doivent être attribués au système de la loi de 1902 et ont pour cause les principes mêmes de cette loi.

Nous considérons, en outre, qu'en dehors des déchets constatés dans le rendement du volontariat et du contingent, il importe de dénoncer à la Chambre le fait non moins grave, établi par tous les chefs de corps, de la désorganisation et de la décimation des effectifs déjà insuffisants par l'application du système de congé par interruption de service. L'enquête, à notre avis, démontre que notre organisation militaire n'atteint pas son but essentiel : assurer la défense nationale, et qu'elle exige une réfection totale sur la base des principes développés devant la Chambre par M. le Ministre de la Guerre. »

Au nom du groupe socialiste, un autre membre motive également le vote d'abstention que ses amis et lui émettront : « Mes amis et moi, nous nous abstiendrons sur les propositions relatives aux causes des déchets dans les effectifs de paix. En se bornant à indiquer les causes secondaires des déchets constatés, ces propositions tendent à faire croire qu'il suffirait de modifier quelque peu les conditions d'admission des volontaires et d'assurer aux rengagés, quant à l'obtention des emplois civils, un droit de préférence, au sujet duquel nous faisons toutes réserves, pour faire disparaître ce déchet et pour remédier aux vices fondamentaux de notre organisation de la défense nationale. Or, tel n'est pas notre avis.

L'enquête à laquelle il vient d'être procédé, en constatant l'échec de la loi de 1902, nous a affermis dans la conviction que, pour alléger le fardeau des charges militaires qui pèse sur le pays, il faut les égaliser en réduisant la durée du service, et non les concentrer sur un nombre restreint d'individus recrutés à prix d'argent.

Les propositions qui viennent d'être votées manifestent évidemment une tout autre tendance, c'est pourquoi nous ne les voterons pas. »

Un membre observe, en réponse à l'une des déclarations qui viennent d'être faites, que les chefs de corps n'ont pas tant fait le procès à la loi de 1902 qu'à l'organisation de l'armée belge telle qu'elle a été conçue par les autorités militaires, et non par le législateur.

L'ensemble est voté par 9 voix et 6 abstentions.

*
* *

IV. FIXATION DU CHIFFRE TOTAL DES DÉCHETS CONSTATÉS DANS LES EFFECTIFS DE PAIX.

Les causes des divers déchets arrêtées, la Commission se trouvait en mesure de totaliser ceux de ces déchets qui sont en rapport avec l'application de la loi du 21 mars 1902.

Le projet de résolution suivant fut soumis à ses délibérations.

« La Commission, considérant que les déchets résultant du volontariat avec » prime ont été comblés; qu'il dépend du Département de la Guerre de com- » bler celui relatif aux civils militarisés; qu'il n'y a pas lieu de retenir le déchet » sur la catégorie des rappelés dont la cause a été indiquée dans une précé- » dente résolution;

» Considérant que ces déchets se chiffraient respectivement :

	1907	1908	1907-1908
	—	—	—
Volontaires avec prime (1) . . .	153	118	236
Civils (2)	510	487	492
Rappelés (3)	247	296	296
Total. . .	910	901	1,024

» La Commission arrête le chiffre total des déchets comme suit (4) :

1907	1908	1907-1908
—	—	—
4,487 (4)	4,876 (5)	4,969 (6)

Un membre se montre disposé à voter le projet de résolution si la Commission acceptait d'y joindre une constatation relative à l'importance des déchets, qui serait ainsi conçue :

« La Commission estime, quant à l'importance des déchets, que si, au lieu » de compter dans l'effectif moyen de 1908 les absents pendant deux » semaines et moins, on les comptait, comme en 1900, pendant six semaines » et moins, et si l'on y comprenait les manquants et les hommes en juge- » ment, les déchets ci dessus constatés seraient comblés à concurrence de » (2,305 + 72 + 51 hommes) 2,428 hommes. »

On ne peut pas perdre de vue, disait ce membre à l'appui de son projet, que les effectifs de paix de l'année 1900 comptaient une moyenne de 3,569 hommes en congé de petite permission, tandis que les effectifs actuels ne comptent que 1,264 hommes de l'espèce. Le déchet total de 4,969 hommes que le projet de résolution propose d'arrêter définitivement ne correspond pas à un déchet réel, à un déchet effectif dans les casernes. Il faut déduire de ce déchet les 2,305 hommes en congé, que les effectifs de paix de 1900 comptaient en plus que ceux d'aujourd'hui.

Divers membres font observer que le rôle des congés de quinze jours et de six semaines sur la consistance des effectifs a déjà longuement occupé la Commission, qu'il n'est pas possible d'y revenir. Au surplus, en votant une

---

(1) Pour la justification de ces chiffres, voir plus haut, p 34.
(2) Id., voir plus haut, p. 44.
(3) Id., voir plus haut, p. 43.
(4) 5397 (voir plus haut, p. 20.) — 910 = 4487.
(5) 5777 (voir plus haut, p. 20) — 901 = 4876.
(6) 5993 (voir plus haut, p. 20.) — 1024 = 4969.

résolution relative à l'effectif de paix relatif, c'est-à-dire à l'effectif des hommes réellement présents à leurs occupations militaires, la Commission a déjà tranché la question soulevée par le projet de résolution complémentaire.

Un membre fait, en outre, observer que, le jour où les effectifs actuels seraient complets, c'est-à-dire comprendraient les 42,800 hommes escomptés par le législateur de 1902, le nombre des hommes en congé doublerait, en vertu de l'article 85D, longuement expliqué plus haut : au lieu de 1,264 hommes, il y aurait alors 2,528 hommes au moins (1) en congé. La différence de 2,305 signalée entre le nombre d'hommes en congé en 1900 et celui qui serait en congé dans les effectifs actuels, en les supposant complets, se réduirait à un millier d'hommes (2,305 — 1,264), exactement 1,041 hommes.

La résolution relative au déchet total est votée par 12 voix et 3 abstentions.

*
* *

La Commission ayant terminé sa mission, nous croyons de notre devoir de résumer ici un extrait des procès-verbaux de nos réunions : « Au moment de se séparer, M. le Président a remercié ses collègues de l'activité et du zèle dont ils n'ont cessé de faire preuve dans l'accomplissement du mandat que la Chambre leur a confié. C'est grâce au concours dévoué de tous, a-t-il ajouté, que la Commission a pu terminer ses travaux dans les délais fixés par la Chambre. Au nom de tous ses collègues un membre a rendu hommage à la haute impartialité et à la direction éclairée de son Président. »

Le Rapporteur, P. POULLET.

Le Président, L. De SADELEER.

TEXTE DES RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION.

I.

Mode de calculer les effectifs.

La Commission constate que depuis la loi de 1902, des changements ont été apportés par le Département de la Guerre à la manière de calculer l'effectif moyen de l'armée sur pied de paix.

Ces changements portent notamment sur les points suivants :

1°. — Pour établir l'effectif moyen de 1900, on a, conformément aux instructions alors en vigueur, divisé par 12 ou par 4 le total des présents au 1r jour de chacun des douze mois ou de chacun des quatre trimestres de l'année.

Toutefois, quant aux rappelés, on a compté la moyenne des rappelés de toute l'année et on n'a défalqué le chiffre réel qu'à la seule des situations trimestrielles où il y a eu des rappelés, soit au 1er juillet : 4,739.

---

(1) Voir plus haut, p. 9, note (1).

Depuis le 10 septembre 1902, pour établir l'effectif moyen, on divise par 365 le total des présents à chaque jour de l'année.

2°. — Pour établir l'effectif moyen de 1900, on a, conformément à la législation de l'époque, compté comme présents les hommes jouissant d'un congé n'excédant pas six semaines.

Depuis la loi de 1902, on ne compte plus comme présents les hommes jouissant d'un congé de plus d'un mois.

3° — Pour établir l'effectif moyen de 1900, on a compté comme présents les manquants et les hommes en jugement.

Depuis la loi de 1902, on ne les compte plus comme présents, mais comme absents.

La Commission n'a pu obtenir du Département de la Guerre des renseignements qui lui auraient permis de reconstituer l'effectif moyen de l'armée pour 1900, conformément aux procédés de calcul adoptés après la loi de 1902.

Elle n'a pu que reconstituer le chiffre de 72 hommes manquants et de 51 hommes en jugement, qui ont été comptés comme présents en 1900 et qui ne seraient plus comptés d'après les nouveaux procédés.

A ces deux questions :

« 1°Quel aurait été l'effectif de paix de 1900, si la moyenne avait été calculée sur la situation à chaque jour du mois et non pas sur la situation au premier jour de chaque mois?

2° Combien d'hommes en congé de plus d'un mois et de moins de six semaines, ont été comptés comme présents dans l'effectif de 1900 ? »

Le Département a répondu :

que de profondes modifications avaient été apportées en 1902 dans l'organisation de l'armée ; que les archives des corps anciens fusionnés en corps nouveaux avaient été disloquées; que pour les corps dont la constitution est restée intacte, la réponse à cette question exigerait un travail considérable dont l'on ne pourrait fixer la durée.

Un renseignement précis relatif aux congés dont les bénéficiaires figurent comme présents à l'effectif a été fourni en réponse à une question posée par M. le Rapporteur. Le Département de la Guerre a déclaré qu'en 1900, 3,569 hommes avaient été envoyés en congé de petite permission et comptés comme présents ; qu'en 1908, il n'y en avait que 1,264 dans ce cas.

II.

FIXATION DES CHIFFRES DES EFFECTIFS. CONSTATATION DES DÉCHETS.

A. — Effectif de paix absolu.

La commission estime que l'effectif de paix absolu atteint aujourd'hui, comme en 1900, le chiffre d'au moins 42,800 hommes.

Par effectif absolu, la commission entend désigner la totalité des hommes

dont le Département de la Guerre peut disposer en temps de paix, sans rappeler les hommes envoyés en congé illimité.

B. — **Effectif de paix relatif.**

La commission estime que l'effectif de paix relatif, c'est-à-dire les hommes effectivement présents à la caserne ou aux exercices du temps de paix, n'atteint, pas plus qu'en 1902, le chiffre de 42,800 hommes.

C. — **Effectif de paix moyen. — Effectif de guerre.**

La commission, considérant que, pour vérifier si les effectifs de paix atteignent 42,800 hommes et les effectifs de guerre 180,000 hommes, il y a lieu de déterminer, d'après le mode de calcul employé par le Ministre de la Guerre, qui est celui qui se rapproche le plus, *mutatis mutandis*, du procédé adopté en 1902, la consistance numérique des divers éléments qui entrent dans la composition de l'armée :

En ce qui concerne les effectifs de paix,

Décide de déterminer successivement pour les années 1907 et 1908 :

1° Le nombre des volontaires de carrière en service normal ;

2° Le nombre des volontaires de carrière rengagés ;

3° Le nombre des rengagés des autres catégories ;

4° Le nombre des pupilles ;

5° Le rendement des contingents (miliciens, volontaires avec prime, volontaires du contingent, remplaçants) ;

6° Le nombre des rappelés ;

7° Le nombre des civils militarisés.

Considérant que ces divers éléments ont donné le rendement suivant :

CATÉGORIES.	Rendement réalisé.			Rendement escompté.
	Année civile 1907.	Année civile 1908.	Année de milice 1907-1908.	
1. Volontaires de carrière en service normal	7,745	7,002	7,145	7,200
2. Volontaires de carrière rengagés. .	3,901	4,011	3,977	6,900
3. Rengagés des autres catégories . .	1,261	1,239	1,231	2,000
4. Pupilles	426	449	445	400
5-6. Contingents (miliciens, volontaires avec prime, volontaires du contingent, remplaçants, rappelés) . .	22,780	23,009	22,701	24,500
7. Civils militarisés	1,290	1,313	1,308	1,800

Considérant qu'il y a, dans le rendement escompté des catégories sui-

vantes, les déchets indiqués ci-après sous la réserve de fixer le chiffre exact du total des déchets ultérieurement :

CATÉGORIES.	Déchets.		
	Année civile 1907.	Année civile 1908.	Année de milice 1907-1908.
1. Volontaires de carrière	Pas de déchet.	198	55
2. Volontaires de carrière rengagés	2,999	2,889	2,923
3. Rengagés des autres catégories	739	761	769
5-6. Contingents	1,720	1,491	1,799
7. Civils militarisés	510	487	492

décide de rechercher les causes de ces déchets.

En ce qui concerne l'effectif de guerre,

Considérant que l'effectif administratif de guerre a été au dernier jour de chacun des mois de 1908 et de 1909 :

Troupes y compris les civils militarisés :

Janvier 1908	167,349
Février —	167,513
Mars —	167,487
Avril —	167,955
Mai —	168,235
Juin —	173,465
Juillet —	177,346
Août —	178,325
Septemb. —	179,150
Octobre —	169,557
Novemb. —	169,473
Décemb. —	169,433
Janvier 1909	169,637
Février —	169,750

Si l'on y comprend les gendarmes et les officiers, ces chiffres doivent augmenter de :

1° Officiers en activité . .	3,468	hommes.
Officiers de réserve . .	220	—
2° Gendarmerie	3,316	—
Total . . .	7,004	hommes environ, chiffre moyen de 1908.

Dans ces totaux sont compris, pendant les mois de juin, juillet, août et septembre, la classe de l'année qui n'est appelée sous les drapeaux qu'au 1er octobre suivant et qui, dans son ensemble, n'a reçu aucune instruction militaire.

Dans ces totaux sont compris les 2,000 à 2,230 hommes dispensés du service en temps de paix (art. 28 de la loi de milice) et qui, en cas de mobilisation, seraient employés à des offices utiles à l'armée.

La Commission estime que l'effectif de guerre de 180,000 hommes, déchets de mobilisation déduits (1), ne pourrait être actuellement atteint qu'en rappelant des hommes appartenant aux classes antérieures à la 13e.

(1) Sur la base d'un déchet de mobilisation de 5 p. c., il faudrait, par exemple, au 31 janvier 1909, déduire 8,481 hommes du chiffre de 169,637 (troupes) et 8,833 hommes du chiffre de 176,674 (troupes, gendarmes, officiers, civils réunis).

III.

CAUSES DES DÉCHETS CONSTATÉS.

A. Effectifs de guerre.

Les causes du déchet sont :

1° L'usure normale que subissent les treize classes de milice au fur et à mesure qu'on s'éloigne de l'époque de leur premier appel sous les armes ».

2° La perte provenant de ce que le nombre de volontaires de carrière n'a pas toujours atteint le minimum escompté de 1880 et, en outre, la perte provenant de ce que dans divers cantons de milice un certain nombre de volontaires de carrière en âge de milice ont été numériquement comptés dans le contingent annuel, qui s'est trouvé réduit alors d'autant de miliciens. (Art. 5 de la loi de milice).

Ces pertes ont eu pour effet de réduire les effectifs de guerre, à la fin de 1908, de 4,184 hommes; soit, en tenant compte d'un déchet d'usure évalué approximativement à 10 pour cent, de 3,766 hommes; elles auraient pour effet de réduire l'effectif de guerre sur 13 exercices, de 8,073 hommes; soit, en tenant compte d'un déchet d'usure de 18 pour cent, de 6,620 hommes.

3° L'insuffisance de l'appoint à l'heure actuelle du volontariat de réserve.

Cet appoint a atteint :

Au 1er octobre	1908.	11 hommes.
—	1909.	27 —
—	1910.	75 —
—	1911.	158 —
—	1912.	341 —
—	1913.	1,562 —
—	1914.	3,302 —
—	1915.	4,783 —
—	1916.	6,792 —
—	1917.	7,793 —
—	1918.	7,840 —

B. Effectifs de paix.

Les déchets constatés, la Commission leur attribue les causes suivantes :

a. En ce qui concerne le rendement du *contingent :*

1° Le Gouvernement n'a fait procéder qu'en 1908 au tirage de priorité prévu par l'article 64 (6) de la loi; jusqu'en 1909, il y eu de ce chef un déficit résultant du nombre insuffisant des volontaires avec prime;

2° En vertu de l'article 5 de la loi, des volontaires de carrière ont été comptés numériquement dans le contingent avant que l'effectif ait été accru des 1,800 volontaires escomptés en 1902.

Ce déchet est dû au fait que tous les cantons de milice ne donnent pas un nombre de volontaires en âge de milice équivalent à leur part proportionnelle dans le total de 1,800 volontaires prévus à l'article 5, et à ce que les volontaires fournis en trop par certains cantons sont déduits du contingent;

3° L'application de la loi a donné lieu à des déchets d'incorporation résultant de l'inscription d'office sur les listes du tirage d'un certain nombre de jeunes gens ayant quitté le pays.

b. En ce qui concerne le rendement de la catégorie *volontaires de carrière :*

La Commission constate que la procédure d'admission des volontaires, telle qu'elle était réglée antérieurement à l'arrêté royal du 8 novembre 1908, n'était pas de nature à garantir les principes d'unité et d'assimilation des volontaires aux miliciens, qu'il est désirable de voir régner en cette matière.

C'est ainsi que, lors du premier examen du candidat, le médecin militaire agissant sans assistance d'un autre médecin, doit porter à lui seul la responsabilité de l'admission; qu'il n'a pas, en outre, à sa disposition tous les moyens d'investigation et la mise en observation dont disposent les deux médecins près du conseil de revision; qu'en cas de refus du candidat, le médecin sachant que ce refus est susceptible d'appel, sa responsabilité n'est pas engagée vis-à-vis des autorités, tandis qu'en cas d'admission et de réforme, pour incapacités subséquentes constatées au service, il peut avoir des justifications à fournir à ses chefs hiérarchiques.

La Commission constate aussi qu'il existe parfois dans l'armée un formalisme excessif qui peut rendre difficile la confection correcte des pièces exigées pour l'admission des volontaires.

La Commission est d'avis qu'il se serait présenté un plus grand nombre de volontaires de carrière si, après un terme de service, des emplois leur avaient été mieux assurés, par droit de préférence, dans les administrations publiques de l'État et si le mode de payement des indemnités dues aux volontaires de carrière était plus avantageusement réglé.

c. En ce qui concerne le rendement de la catégorie *rengagés,* la Commission estime que ceux-ci auraient été plus nombreux si, à défaut des grades

organiques longtemps occupés par les mêmes hommes, les rengagés avaient pu être assurés d'un emploi civil après un certain temps de service..

d. En ce qui concerne le rendement de la catégorie *rappelés*, les volontaires ne s'étant pas engagés assez nombreux dans les armes autres que l'infanterie, la part du contingent attribuée à cette arme n'a pas été suffisante pour donner le chiffre de 900 rappelés.

e. En ce qui concerne le rendement de la catégorie *civils militarisés*, le chiffre de 1,800 n'est pas atteint parce que le Gouvernement a jugé opportun d'en recruter un nombre moindre.

IV

FIXATION DU CHIFFRE TOTAL DU DÉCHET CONSTATÉ DANS L'EFFECTIF DE PAIX MOYEN.

La Commission, considérant que les déchets résultant du volontariat avec prime ont été comblés ; qu'il dépend du Département de la Guerre de combler celui relatif aux civils militarisés ; qu'il n'y a pas lieu de retenir le déchet sur la catégorie des rappelés dont la cause a été indiquée dans une précédente résolution.

Considérant que ces déchets se chiffraient respectivement :

	1907.	1908.	1907-1908.
V. A. P.	153	118	236
Civils.	610	487	492
Rappelés.	247	296	296
Total. . .	910	901	1,024

La Commission arrête le chiffre total des déchets comme suit :

1907.	1908.	1907-1908.
4,487	4,876	4,969

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Question préliminaire	1
I. La vérification des effectifs de paix	3
1. Le mode de calcul	3
A. Catégories d'hommes englobées dans l'effectif de paix	4
B. Modifications survenues dans la situation des hommes en congé	5
Les congés de faveur ou petites permissions (art. 85 C et D)	6
Les congés par interruption de service (art. 85 A)	10
C. Procédé suivi pour compter les hommes à englober dans l'effectif de paix	13
Résolution votée quant au mode de calcul	16
2. La fixation des chiffres de l'effectif de paix	19
A. Projets de résolution soumis à la Commission	19
B. Fixation de l'effectif de paix absolu et de l'effectif de paix relatif	21
C. Fixation de l'effectif de paix proprement dit. Constatation des déchets	22
II. La vérification des effectifs de guerre	24
1. Progrès des effectifs de guerre depuis 1902	24
2. La vérification du chiffre de 180,000 hommes	26
III. Les causes des déchets constatés	29
A. Effectifs de guerre	29
B. Effectifs de paix	32
1. Déchets dans le rendement des contingents	33
2. Déchets dans le rendement du volontariat de carrière	37
3. Déchets dans le rendement des rengagés	41
4. Déchets dans le rendement des rappelés	42
5. Déchets dans le rendement des civils militarisés	43
IV. Fixation du chiffre total des déchets constatés dans les effectifs de paix	44
V. Résolutions votées par la Commission	47

(1)

(Annexe au N° 143.)

Chambre des Représentants.

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

A L'EFFET DE RECHERCHER LES

Résultats de la loi du 21 mars 1902

(modifications aux lois sur la milice
et sur la rémunération des miliciens).

ANNEXES I ET II

AU

RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE.

ANNEXE I.

PROCÈS-VERBAUX D'ENQUÊTE

AUDITION DES TÉMOINS

SÉANCE DU 26 MARS 1909.

L'an mil neuf cent et neuf, le 26 mars, à 10 heures du matin, nous soussignés, président et secrétaire de la commission d'enquête parlementaire avons procédé en présence de MM. Bertrand, du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Lorand, Mansart, Melot, Persoons, Poullet, Segers, Standaert et Van Cauwenbergh, membres de la Chambre des Représentants et de la commission d'enquête instituée par elle, au local de la Présidence de la Chambre, en audience non publique, à l'audition des témoins convoqués par M. le Président pour être entendus dans leur déposition, ainsi qu'il suit :

Chaque témoin, à l'appel de son nom, décline ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure, et est invité à prêter, conformément à l'article 317 du Code d'instruction criminelle et à l'arrêté du 4 novembre 1814, le serment suivant : « Je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Déposition de M. WISSOCQ.

Le premier témoin entendu déclare se nommer Wissocq, Alfred, âgé de 51 ans, chef de division au Ministère de la Guerre, demeurant à Saint-Josse-ten-Noode.

Le témoin prête le serment requis et fait la déposition suivante :

Les rappelés de 1900 pour la période de tir et de manœuvres n'ont pu être portés dans une situation trimestrielle autre que celle établie à la date du 1er juillet. Pour calculer l'effectif de 1900, on a compté tous les hommes en permission pour une durée n'excédant pas six semaines. Le témoin ajoute que des soubresauts considérables se manifestaient. Ainsi, une classe étant appelée au service actif le 2 au lieu du 1er, elle n'était point portée dans les situations trimestrielles établies à la date du 1er octobre — ce qui pouvait constituer des différences d'un millier d'hommes en moins dans la moyenne générale. Un autre fait. Des classes rappelées à la date du 2 juillet — le cas s'est présenté — pour une durée d'un mois, et renvoyées en congé illimité le 31 juillet, n'étaient point comprises dans les effectifs établis trimestriellement et mensuellement, parce que ces troupes n'étaient pas présentes au premier jour du mois ou du trimestre.

Aujourd'hui, le calcul est d'une précision absolue.

Sur interpellation, le témoin déclare : Les hommes qui n'étaient pas présents au premier jour du mois ou du trimestre ne figuraient point dans les relevés trimestriels ou mensuels ; lorsqu'un contingent de milice était présent le premier jour du mois, il était compté pour la totalité, pour tout le mois, même s'il partait en congé le 2 ou le 3 du mois. Mais, cette situation se présentait très rarement ; elle a pu se présenter, dit le témoin, mais je ne puis l'affirmer.

Le chiffre de 42,800 hommes a été pris d'après les états existants au ministère de la guerre et établis suivant les règles antérieures à 1902, sauf en ce qui concerne les rappelés de 1900, pour lesquels on a pris une moyenne, en vue de déterminer plus exactement l'effectif moyen de cette année.

A la demande de divers membres, le témoin fournit des explications précises sur les tableaux hebdomadaires et journaliers du régime actuel. La moyenne journalière est établie par l'addition du total des présences par jour, et la division du total général par 30 ou 31, suivant le mois. Dans la situation ancienne, c'est-à-dire antérieurement à 1902, le total des présences indiquées pour le mois était celui des présences des rapports journaliers des premiers du mois. Ce chiffre pouvait ne pas être le chiffre moyen des présences de la totalité du mois. Les calculs de 1900 ont été basés sur les documents existants au département de la Guerre et suivant la note figurant à la page 15 des réponses du ministre à la commission. Le chiffre des présents au 1er janvier, 1er avril et 1er octobre est celui qui figure à cette page, c'est le chiffre des hommes présents au premier jour de chacun des trimestres. Le système actuel de calcul est en vigueur depuis le 10 septembre 1902 ; mais, les calculs de 1900, c'est-à-dire le chiffre de 42,800 hommes, ont été basés également sur un calcul des situations mensuelles figurant à la page 14 et sur le calcul des situations trimestrielles figurant à la page 15, d'après les documents existants au ministère de la guerre. Il n'y aurait pas d'autre moyen de calculer. La moyenne journalière n'était pas faite à cette époque. Il n'y aurait donc pas moyen d'établir les calculs sur les bases actuelles. Au reste, ces explications ont été fournies le 19 mars 1902 au Sénat, par M. de Trooz, parlant au nom du Ministre de la Guerre.

En somme, on a substitué, en 1902, à un système défectueux, un système donnant des effectifs moyens, mathématiquement exacts, tandis qu'en 1900 ils ne pouvaient pas être mathématiquement exacts.

Il y a eu trois procédés : le procédé trimestriel antérieur à 1900 ; celui de 1900, basé sur la situation mensuelle et trimestrielle au premier de chaque mois ; enfin, le système actuel, basé sur les présences journalières. En ce qui concerne les congés, sous le régime de l'ancienne loi, le règlement disait que pour les congés n'excédant pas six semaines, les hommes étaient comptés comme étant en petite permission et figuraient dans les effectifs. Présentement, les hommes ayant plus d'un mois de congé sont considérés comme étant en congé limité. Tous les hommes en congé de moins d'un mois, figurent donc dans les effectifs.

Le témoin déclare qu'il ne peut pas dire que l'effectif de 1900 se soit trouvé, vis-à-vis de la situation actuelle, grossi des hommes qui ont un congé

supérieur à un mois et n'excédant pas six semaines, car le temps de congé a été réduit en proportion de la diminution du temps de service. Jadis, pour 28 mois de service, les hommes avaient droit à 84 jours de congé; aujourd'hui, ils ont 20 mois de service et 60 jours de congé. Cette situation résulte de la loi et ces congés sont considérés comme vacances. Si nous avons aujourd'hui moins de présences à la caserne, c'est parce que les effectifs sont de beaucoup moindres et ne sont pas tels que les législateurs les ont prévus. La loi n'a pas donné le rendement qu'on en espérait. Puisque les hommes ne font aujourd'hui que 20 mois de présence réelle et que jadis ils effectuaient 28 mois, il y avait fatalement plus d'hommes sous les armes alors qu'aujourd'hui. Jadis, au génie, on exigeait 36 mois de service avec six semaines de congé par an. Actuellement, les hommes font 22 mois dans les 34. Il n'est donc pas possible d'avoir autant d'hommes présents à la caserne sous le régime actuel que sous l'ancien. L'année 1900 a été l'une des plus normales, parce qu'il n'y a pas eu la moindre fluctuation; ni grève, ni rappel, aucun événement n'est venu rompre la normalité des rappels.

Le témoin ne pourrait dire si, en prenant pour base de calcul des effectifs de 1900 le système actuel, il y aurait des différences. Ce serait difficile, si pas impossible.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le témoin, Wissocq; le secrétaire, Edmond Patris.

Déposition du capitaine FÉRON.

Le deuxième témoin entendu est M. Féron, Henri, 42 ans, capitaine d'infanterie, détaché au Ministère de la Guerre, domicilié à Bruxelles.

Le témoin prête le serment requis et fait la déposition suivante :

Le capitaine a un travail personnel au Ministère de la Guerre; il revise aussi les états qui sont remis par les régiments sur les présences à la caserne. Les hommes ayant des congés de quinze jours, sont portés comme étant en petite permission. Le témoin ignore le nombre d'hommes en congé limité — les feuilles qui lui sont soumises ne fournissent pas de détails à cet égard; il ne saurait dire si l'application du système actuel au régime antérieur à 1902 aurait donné des différences d'effectif. Les régimes sont dissemblables; une comparaison n'est pas possible; il ajoute qu'il n'est pas à sa connaissance qu'on accorde encore aujourd'hui des congés de six semaines, comme sous le régime antérieur à 1902. Les hommes convalescents, ou en état de maladie involontaire notamment, peuvent avoir des congés de plus d'un mois, qui ne comptent pas comme congés par interruption de service.

Sous le régime de 1900, tous les hommes ayant des congés de moins de six semaines étaient considérés comme étant en petite permission, c'est-à-dire qu'ils comptaient comme présents; actuellement, si la permission excède un mois, ils sont considérés comme absents. En 1900, il y avait des hommes

en congé pour six semaines ou moins, ils étaient comptés dans les effectifs. Actuellement, ils ne peuvent avoir plus de quinze jours, et ils sont comptés également. Il y en avait 1,264 dans ce cas cette année-ci; en 1900, il y a eu 3,569 hommes en congé dans ces conditions, d'après la déclaration faite le 19 mars 1902, au Sénat, par M. de Trooz. Il n'est pas possible d'établir des comparaisons sur ces différences, les deux systèmes étant dissemblables. Sur demande de M. Segers, la commission décide d'insérer dans le procès-verbal la question suivante du député d'Anvers :

« Supposons un contingent de 12,000 hommes astreints à un an de service » avec six semaines de congé. L'effectif absolu, c'est-à-dire la totalité des » hommes disponibles à un moment donné, est de 12,000 hommes. L'effectif » moyen, réellement présent, que nous appellerons effectif relatif, est d'envi- » ron, en comptant six semaines pour un mois et demi, 12,000 multiplié par » 10.5, égal 10,500 hommes.

» Supposons, d'autre part — c'est la situation actuelle —, que, l'année sui- » vante, la loi fixe le service à 11 mois à accomplir dans l'année d'appel avec » 15 jours de congé. L'effectif absolu sera le même : 12,000. L'effectif relatif » aussi, 10,500, puisqu'il y aura exactement le même nombre d'hommes à la » caserne. Or, pour la première année, la statistique du Département de la » Guerre accusera 12,000 hommes, les congés légaux étant comptés comme » présence. Pour la seconde année, elle accusera 11,000 hommes seulement, » le mois de congé par interruption de service étant compté comme absence. » Voilà donc 1000 hommes en moins sur le papier, alors que le nombre véri- » table est absolument identique. Cela est-il logique, à votre avis ? »

Le témoin déclare, en réponse à cette question, qu'en accordant six semaines de congé à un même nombre d'hommes sous le régime ancien, et quinze jours sous le régime actuel, il y aura fatalement plus d'hommes dans les rangs, sous le régime actuel, à la condition que les deux systèmes soient identiques.

Le témoin expose que pour établir le chiffre de 42,800 hommes fourni à la commission, on s'est servi des relevés trimestriels, les rappelés étant défalqués du chiffre des présences au premier juillet. Le témoin ignore si, en 1900, les premier janvier, avril, juillet et octobre, il y a eu des rappels. Dans les documents sur lesquels on s'est basé pour répondre à la Commission, on a défalqué les rappelés à la date du premier juillet. Nous nous sommes servis des documents déposés au Département de la Guerre et qui sont relatifs à la situation de 1900. D'après la situation consultée, il n'y avait pas de rappelés au 1er janvier, au 1er avril et au 1er octobre 1900.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président : de Sadeleer; le secrétaire, Patris, le témoin, Féron.

SÉANCE DU 31 MARS 1909.

L'an mil neuf cent et neuf, le 31 mars, à 1 1/2 heure de l'après-midi, nous soussignés, président et secrétaire de la Commission d'enquête, avons procédé, en présence de MM. du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Lorand, Mansart, Méfot, Persoons, Poullet, Segers, Standaert, Van Cauwenbergh et Vandervelde, membres de la Chambre des Représentants et de la Commission d'enquête instituée par elle, au local de la 4e section de la Chambre, en audience non publique, à l'audition des témoins convoqués par M. le Président pour être entendus dans leur déposition, ainsi qu'il suit :

Chaque témoin, à l'appel de son nom, décline ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure, et est invité à prêter, conformément à l'article 317 du Code d'instruction criminelle et à l'arrêté du 4 novembre 1814, le serment suivant : « je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Déposition de M. DE FRAITEUR.

Le premier témoin entendu est M. De Fraiteur, Jules, 50 ans, chef de bureau au Département de la Guerre, domicilié à Bruxelles; il prête le serment requis et fait la déposition suivante :

Le déchet provoqué par le remplacement des miliciens de 1906 a été de 593 hommes. Ce chiffre a été fourni par le Ministre de la Guerre à la Chambre, et il est exact. Ce déchet n'est qu'apparent; il existe pour les effectifs de paix et non pour les effectifs de guerre. Il y avait, en effet, un excédent antérieur.

En 1907, il y a eu un « dérangement » dans les effectifs de paix; mais les hommes sont entrés en 1908 et ils se sont trouvés encore présents lorsque la classe de milice était déjà en congé. Ils avaient affaibli l'effectif de paix lors de l'entrée de la classe, ils sont venus le renforcer au moment du départ de la classe. Ces volontaires ont manqué aux effectifs pendant le dernier trimestre de l'année civile 1907 et le premier trimestre 1908. Il en est qui faisaient encore défaut pendant le deuxième trimestre de 1908. Par le fait, on a eu trop d'hommes à certains moments, et à d'autres, il en manquait. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1909 l'effectif de paix pourra se trouver renforcé et qu'il pourra en être de même en 1910. Cet excédent ne peut être déterminé sans un calcul assez long. En tout cas, il est certainement de moins de 593 hommes. Il est à remarquer, toutefois, que le manquement est, en partie, compensé; la durée du service des volontaires étant de un à douze mois environ supérieur à celui des miliciens. Le déchet de 1906 n'a pas eu d'influence sur les effectifs de guerre. Les excédents dont j'ai parlé provenaient d'un excès de volontaires avec prime, étant donné que l'on ne refuse jamais les volontaires de l'espèce qui se présentent. Si tous les hommes avaient été au complet au 1er janvier 1908, on aurait eu 667 hommes de plus; ce déchet provenait de la seule classe 1907. Pour totaliser le déchet constaté au 1er janvier 1908, il faut ajouter le déchet de 593 hommes dont j'ai parlé à propos de la classe de 1906.

Le témoin estime que l'insuffisance des volontaires avec prime au 1er octobre ne peut nuire à l'effectif de paix lorsque ces hommes sont présents par la suite. Le déchet de 1906 n'a pas été comblé par la suite; il y avait, en effet, un excédent antérieur. Ce déchet s'est élevé pour l'effectif de paix à 593 hommes; les constatations, au point de vue des déchets, diffèrent selon la date à laquelle on se place.

Ma besogne consiste à m'occuper de l'admission des volontaires avec prime et des remplaçants; le calcul des effectifs de paix ne rentre pas dans mes attributions. Toutefois, si l'on calcule d'après les présences journalières les effectifs, au point de vue de l'année de milice le manquement se fera sentir; mais je ne pourrais, sans me livrer à des calculs, préciser dans quelles proportions le manquement aurait lieu.

Lecture étant faite, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*): Le président, de Sadeleer; le témoin, De Fraiteur; le secrétaire, Patris.

Déposition de M. Pierre VAN DEN DAELEN.

Le deuxième témoin entendu est M. Pierre Van den Daelen, 38 ans, demeurant à Ixelles, sous-chef de bureau au Ministère de la Guerre.

Le témoin, ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Je m'occupe au Ministère de la Guerre de la loi de milice et des instructions, sauf en ce qui concerne les volontaires avec prime.

Le congé par interruption de service est celui qui est en dehors du service actif normal. Ce terme est actuellement de vingt mois pour l'infanterie; les congés par interruption de service sont compris entre les vingt-quatre et les vingt mois; les autres congés ne sont pas interruptifs du temps de service. Si, au lieu de dire que les hommes font vingt mois dans le cours des vingt-quatre, avec quinze jours de congé par an, la loi disait qu'ils doivent en faire vingt-quatre, au cours desquels ils auraient cinq mois de congé, l'effet serait le même au point de vue de la présence requise, mais non pas au point de vue de la rémunération et de la qualification du service, ni du congé. En réalité, la loi astreint l'homme à dix-neuf mois de présence, à peu près, parce qu'il y a deux congés de quinze jours qui ne sont pas interruptifs du temps de service. Puisque le Département de la Guerre tient compte des congés de faveur n'excédant pas un mois pour le calcul de ces effectifs, ceux-ci se trouveraient plus élevés dans l'hypothèse précitée, mais dans une proportion que je ne pourrais préciser.

M. Helleputte avait, en 1902, calculé ce que donnait l'effectif sous la loi ancienne, et, ayant fait un tableau complet pour chaque arme, les congés étant déduits, il avait, en regard, fait un calcul du système nouveau avec le temps de service diminué sans congé. Mais M. Helleputte tenait compte du contingent nouveau, sans congé, comparé au contingent ancien, tout

congé déduit. M. Helleputte tablait sur un contingent — mes souvenirs sont assez confus, tout cela est assez ancien — avec six semaines de congé, alors que, pour le régime nouveau, il n'y avait aucun congé dans sa pensée. Si l'on avait tenu compte de ce fait qu'un contingent doit être basé sur un élément réel au lieu de l'être sur un élément théorique, ce débat n'aurait pu se produire. Là a été, selon moi, le malentendu initial.

Le témoin déclare, sur interpellation, que les questions relatives aux effectifs de guerre ne rentrent pas dans ses attributions. Si l'on calculait aujourd'hui comme avant 1902, on n'aurait pas les 42,800 hommes visés sous la loi antérieure. Cela supposerait une différence de calcul de 6,000 hommes, alors qu'elle pourrait être de 2,500 dans le système de M. Helleputte rectifié, en tenant compte des quinze jours de congé. La Commission décide, sur motion de M. Melot, d'inscrire au procès-verbal la question suivante de ce membre :

« Est-ce que la différence entre l'opinion de M. Helleputte et celle du » Ministre de la Guerre ne provenait pas d'une différence entre l'interpré- » tation des mots « effectif de paix »?

» M. Helleputte entendait par effectif de paix le nombre des hommes » réellement présents à la caserne et aux services du temps de paix.

» M. le Ministre de la Guerre entendait par effectif de paix la moyenne » des hommes qualifiés présents, même s'ils étaient en permission dans » leur famille, et non à la caserne.

» M. Helleputte visait une réalité; M. le Ministre, une fiction. »

Le témoin répond qu'il croit en effet qu'il en est ainsi, mais ces questions ne dépendent pas de son service; il ajoute : Toutefois, je pense que c'est bien l'opinion qui fut émise par le Ministre de la Guerre.

L'amendement de M. Helleputte, faisant déduire les volontaires par canton, a amené un gros déchet, qu'on peut évaluer à 1,200 hommes environ, dans l'effectif de paix. Mais cela n'a rien de commun avec la différence de 4,000 hommes provenant d'un déchet de statistiques, d'écritures.

Sur interpellation, le témoin déclare qu'en 1900 il y avait également des hommes en interruption de service et que, dans aucun des deux cas, on ne peut les compter dans l'effectif de paix.

Anciennement, ce congé par interruption de service portait sur tous les hommes d'une classe; actuellement, il est réglé individuellement, de manière à concilier les intérêts de l'armée et les convenances des miliciens. Mais le témoin ne voit pas grande importance dans ces distinctions.

Les hommes n'ont pas un droit individuel, mais un droit éventuel aux congés interruptifs; le département de la guerre a le droit de les faire servir pendant vingt mois sans interruption, sauf celle des quinze jours de congé qui sont également de droit.

Les miliciens qui prolongent leur temps de service sont des « miliciens rengagés » pour autant qu'ils signent une prorogation de service de deux années. Ceux qui devancent leur temps de service ou restent volontairement sous les armes un temps plus long, sont des « miliciens » qui renoncent au congé.

Il existe des congés par interruption de service de 15 jours, de huit jours, voire même de un jour; mais je pense que jamais l'homme en congé par

interruption de service n'a été considéré comme présent sous les armes. Il est possible que cela ait été fait pour relever des erreurs commises dans certain régiment, mais je ne puis l'affirmer de façon précise.

L'homme qui renonce aux congés par interruption de service est toujours compté dans les effectifs ; la différence est qu'il n'est pas rémunéré. Les hommes qui renoncent aux petits congés sont toujours considérés comme présents.

Sur interpellation, le témoin déclare que diverses questions ne concernent pas son service.

Il ajoute : Si un contingent de 12,000 hommes reste un an sous les armes en comptant six semaines de petite permission, le total des hommes réellement présents à la caserne sera de 10,500 environ. Si un contingent de 12,000 hommes reste onze mois sous les armes, avec quinze jours de petite permission, ces hommes seront dix mois et demi sous les armes. Dans le premier cas, la statistique du département portera 12,000 hommes; dans le second, 11,000 hommes. Le ministre l'a établi.

Sur interpellation nouvelle, le témoin déclare que cette différence provient de la façon de calculer. Selon que la loi dira qu'il y a quinze jours ou six semaines de congé, les effectifs à la caserne seront les mêmes et les effectifs attestés par la statistique seront différents. Pour que la statistique actuelle accusât 42,000 hommes, il faudrait qu'il y eût plus d'hommes présents à la caserne qu'avant 1902; puisque la moyenne des congés est de treize jours et qu'elle était de trente-cinq jours auparavant.

Le témoin déclare que diverses questions qui lui sont posées ne concernent pas son service.

En dehors des congés de quinze jours, le Ministre peut toujours accorder des congés de faveur; mais ceux qui en sont l'objet ne peuvent jouir de leur solde, sauf des cas exceptionnels déterminés par des instructions. Mais ces congés ne sont qu'une exception, puisque la moyenne attestée pour 1908 les fixe à treize jours.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le témoin, P. Van den Daele; le secrétaire, Patris.

Déposition de M. ALFRED BAUDOUIN.

Le troisième témoin entendu est M. Baudouin, Alfred, 38 ans, adjudant, secrétaire-archiviste au Ministère de la Guerre, demeurant à Etterbeek.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

Il déclare être chargé au Ministère de vérifier et de centraliser les situations mensuelles des régiments. Il ne croit pas que les régiments aient pu conserver les rapports trimestriels et mensuels antérieurs à 1902; il ne pourrait dire que des erreurs de calculs aient été commises à cette époque. Il déclare qu'au 1er janvier, 1er avril et 1er octobre 1900 il n'y avait pas de rappelés. Les chiffres de la page 14 des premières réponses du Ministère de la Guerre

aux premières questions de la Commission n'ont pas été établis par lui ; il ne peut donc répondre aux diverses questions qui lui sont posées à cet égard. Par contre, il a collaboré à l'élaboration des chiffres figurant à la page 15 des mêmes réponses.

Les hommes envoyés en congé limité pour 1908 entrent dans la statistique dressée pour ladite année, à concurrence de 2,142 hommes, ce qui constitue une moyenne approximative. Si on prend aujourd'hui la situation au dernier jour du mois, au lieu du premier, c'est afin d'établir l'effectif moyen pendant le mois. Les documents originaux restent au corps. Des doubles en sont fournis au Département de la Guerre, qui les revise et les renvoie éventuellement au corps pour revision. C'est seulement après rectification par les régiments que la centralisation peut s'opérer au Ministère; mais nous ne nous transportons pas dans les régiments pour vérifier les pièces originales.

Sur interpellation le témoin déclare que les hommes du contingent de 1898 et ceux du contingent de 1897, renvoyés en congé limité en 1900, comportaient environ 7,000 hommes; mais je ne suis pas très certain du chiffre, dit-il.

Au point de l'effectif de paix qui comportait 42,800 hommes, cela aurait pu produire un déchet de 1/24 de 7,000, si, bien entendu, on a porté ces 7,000 hommes dans la situation mensuelle au 1er du mois, et je ne pourrais dire que les calculs aient été faits ainsi. En tout cas, ils se sont pas compris dans les 42,800 hommes portés à la page 15. Par contre, il était des hommes qui entraient après le 1er du mois et n'étaient pas compris dans la statistique du mois, ce qui pouvait établir des compensations.

Après lecture le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le témoin, Baudouin; le secrétaire, Patris.

SÉANCE DU 1er AVRIL 1909.

L'an mil neuf cent et neuf, le 1er avril, à 10 1/2 heures du matin, nous soussignés, président et secrétaire de la Commission d'enquête parlementaire, avons procédé, en présence de MM. de Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Lorand, Mélot, Persoons, Poullet, Segers, Van Cauwenbergh et Vandervelde, membres de la Chambre des Représentants et de la Commission d'enquête instituée par elle, au local de la 4e section de la Chambre, en audience non publique, à l'audition des témoins convoqués par M. le président pour être entendus dans leur déposition, ainsi qu'il suit :

(Chaque témoin, à l'appel de son nom, décline ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure, et est invité à prêter, conformément à l'article 317 du Code d'instruction criminelle et à l'arrêté du 4 novembre 1814, le serment suivant : « je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».)

Déposition de M. WOUTERS.

Le témoin entendu est M. Wouters, Jean, 39 ans, adjudant secrétaire, archiviste au Département de la Guerre, à Bruxelles.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

« Je suis attaché au 2e bureau, 2e direction générale du Département de la Guerre, où je m'occupe des relevés statistiques. N'étant au ministère que depuis 1903, je ne puis dire si des erreurs ont été commises dans le relevé des effectifs antérieur à 1902. Il est exact qu'avant 1902 on comprenait comme présents les hommes ayant six semaines de congé. Depuis, on compte seulement les hommes n'ayant pas plus d'un mois de congé.

Le témoin ne peut fournir de renseignements en ce qui concerne les effectifs de guerre, dont le bureau auquel il est attaché ne s'occupe pas. Il expose les conditions dans lesquelles il est procédé aux vérifications des états A et B fournis par les régiments ; si les calculs de ceux-ci s'écartent trop de la réalité, on les renvoie aux corps, qui les vérifient et, à leur tour, les renvoient modifiés, s'il y a lieu, au Département de la Guerre.

Sur interpellation, le témoin déclare que le modèle A — statistiques trimestrielles — et le modèle B — statistiques mensuelles — sont conservés dans les archives du Département de la Guerre.

Les pièces originales, c'est-à-dire les rapports journaliers, restent aux archives des régiments. Nous ne nous transportons pas dans les régiments pour faire les vérifications.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) Le Président : de Sadeleer. Le témoin : Wouters. Le Secrétaire : Patris.

SÉANCE DU 6 AVRIL 1909.

L'an mil neuf cent et neuf, le 6 avril, à 2 heures de l'après-midi, nous soussignés, président et secrétaire de la Commission d'enquête parlementaire, avons procédé, en présence de MM. Bertrand, du Bus de Warnaffe, Hoyois, Hymans, Levie, Lorand, Mansart, Persoons, Poullet, Segers, Standaert, Van Cauwenbergh et Vandervelde, membres de la Chambre des Représentants et de la Commission d'enquête instituée par elle, au local de la quatrième section de la Chambre, en audience non publique, à l'audition du témoin convoqué par M. le président pour être entendu dans sa déposition, ainsi qu'il suit :

Audition de M. WISSOCQ.

Le témoin, déjà entendu en audience du 26 mars, déclare, sur interpellation, sous la foi du serment prêté à cette date, que les compagnies établissent chaque jour un rapport journalier. Le régiment du train fait un relevé des rapports journaliers comprenant toutes les unités des détachements; c'est-à-dire pour le détachement d'Anvers, le rapport journalier comprend la première compagnie, la deuxième, la cinquième, la sixième et la compagnie de dépôt ; pour le détachement de Bruxelles, il comprend la quatrième et la septième compagnie ; je dois faire remarquer à ce propos que deux compagnies du deuxième bataillon, c'est-à-dire la cinquième et la sixième, donc à Anvers, font partie du même bataillon que celui stationné à Bruxelles; enfin, le troisième détachement, qui comporte la troisième compagnie détachée au camp de Beverloo. Chacun de ces deux derniers détachements envoie hebdomadairement le relevé des rapports journaliers de la semaine. Seulement l'on ne porte au verso du rapport journalier que la force du dernier jour pour chacune des unités. C'est ainsi que dans les rapports hebdomadaires fournis pour le détachement de Bruxelles on ne trouvera que la force des quatrième et septième compagnies au samedi de chaque semaine. On procède ainsi parce que tous les jours, indépendamment du rapport hebdomadaire, les détachements adressent à leurs chefs de corps, en conformité de l'article premier du règlement sur les services intérieurs, un tableau plus succinct donnant la force des unités des différents détachements. Le chef de corps a donc la force de l'effectif tous les jours ; mais pour établir les situations mensuelles et trimestrielles, les compagnies se basent sur leurs états journaliers tels qu'ils ont été fournis à la Commission pour la quatrième et la septième compagnie. Le chiffre du rapport hebdomadaire n'est pas une moyenne, c'est le chiffre du dernier jour de la semaine.

Sur interpellation, le témoin affirme que la moyenne de l'effectif de l'année doit être réellement la moyenne des présences journalières con-

statées dans les rapports journaliers. Il n'est pas possible de faire une moyenne au hasard.

Le Département de la Guerre vérifie minutieusement tous les chiffres qui lui sont fournis. Les relevés hebdomadaires des rapports journaliers sont destinés aux chefs de corps. Le chiffre porté au rapport mensuel est le chiffre moyen des présences journalières pendant tout le mois. S'il y avait un écart trop grand, le Ministère de la Guerre s'en apercevrait d'ailleurs et réclamerait des explications. Je ne crois pas que des erreurs se commettent, car elles sont matériellement impossibles, pour la raison que pour le relevé des bons de pain ou de viande, par exemple, il faut qu'à la fin du mois ce relevé soit mis en rapport avec la force portée au rapport journalier. Si une compagnie a reçu trois cents rations de viande, il faut évidemment trois cents présences; de même pour l'établissement des feuilles de prêt, c'est-à-dire pour établir le droit à la solde, il faut encore que les chiffres portés dans les feuilles soient en concordance avec la force portée au rapport journalier. Il en est de même encore pour la force donnée journellement aux ménages des sous-officiers et des soldats, qui doit être également en concordance avec celle portée au rapport journalier. D'après le règlement sur le service intérieur, les officiers comptables retiennent aux compagnies le montant des sommes dues au ménage. La différence du montant de la feuille de prêt doit cadrer exactement avec la solde proprement dite remise entre les mains des hommes, si non on s'aperçoit immédiatement que des erreurs ont été commises de part et d'autre. C'est une comptabilité. Pour obtenir les rapports journaliers des compagnies du régiment du train tout entier, il faudrait les réclamer à Anvers et à Beverloo. Ce régiment est dans une situation spéciale. Les documents envoyés à la Commission ne permettaient pas de contrôler si les chiffres des rapports mensuels correspondaient aux moyennes des présences journalières, parce qu'on nous a demandé les rapports du régiment du train. Si l'on avait précisé le but de la documentation réclamée, nous aurions fait savoir que, pour procéder à cette vérification, il fallait demander les rapports journaliers des sept compagnies et du dépôt du régiment du train. Ces documents sont aujourd'hui en possession de la Commission.

Le témoin fournit ensuite, sur des tableaux journaliers, hebdomadaires et mensuels, des détails précis sur la façon dont il procédé au calcul des présences des hommes au régiment. Ces documents provenant, en effet, du régiment du train.

Après lecture le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le témoin, Wissocq; le secrétaire, Patris.

SÉANCE DU 15 AVRIL 1909.

L'an mil neuf cent et neuf, le 15 avril, à 2 heures de l'après-midi, nous soussignés, président et secrétaire de la Commission d'enquête parlementaire, avons procédé, en présence de MM. Bertrand, du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Mansart, Persoons, Poullet, Segers, Standaert, Van Cauwenbergh et Vandervelde, membres de la Chambre des Représentants et de la Commission d'enquête instituée par elle, au local de la 4e section de la Chambre, en audience publique, à l'audition des témoins convoqués par M. le président pour être entendus dans leur déposition, ainsi qu'il suit :

Chaque témoin, à l'appel de son nom, décline ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure, et est invité à prêter, conformément à l'article 317 du Code d'instruction criminelle et à l'arrêté du 4 novembre 1814, le serment suivant : « je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Déposition du colonel NENQUIN.

Le premier témoin entendu est le colonel Alfred-Joseph Nenquin, 57 ans, colonel adjoint d'état-major, commandant le 2me régiment de ligne à Gand.

Le témoin prête le serment requis et fait la déclaration suivante :

Au cours de l'année 1908, 68 volontaires ont refusé de contracter des réengagements. Ce fait a pour cause essentielle l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent d'obtenir encore les épaulettes de premier sergent-major, de sergent-major et de premier sergent; tous ces grades étant occupés, ils préfèrent se chercher une situation dans le civil.

Sur 15 premiers sergents-majors, j'en ai 13 mariés; sur 21 sergents-majors, j'en ai 13 mariés également; sur 6 premiers sergents, 5 sont mariés.

Le 2me de ligne est peut-être le régiment qui possède le plus de volontaires. La plupart des caporaux, sauf trois, sont des volontaires. Indépendamment des cadres, j'ai, à l'école régimentaire, 110 à 115 volontaires. Cette situation est d'autant plus pénible que j'ai poussé mes jeunes gens à travailler; que, l'an dernier, j'en ai présenté 31 à l'épreuve préparatoire à la première sous-lieutenance pour le cadre et 8 à l'école militaire. Cette année-ci, j'en présente 33 à l'épreuve préparatoire pour la sous-lieutenance pour le cadre et 11 à l'école militaire.

Pour l'instant, j'ai 9 candidats sous-lieutenants au régiment; aucun d'eux n'a été nommé l'an dernier, de sorte que, cette année, je dois représenter les mêmes sous-officiers comme candidats sous-lieutenants, et je ne puis rien offrir aux nouveaux.

Dans chacune de mes compagnies j'ai une moyenne de 8 soldats volontaires de carrière littéralement « bloqués », auxquels je ne puis accorder aucun avancement.

Le nombre des sergents n'a pas été diminué, le cadre est toujours complet,

mais tous les sergents ne font pas leur service aux compagnies; il y en a détachés à l'école des cadets, à l'école régimentaire, au ministère de la guerre, à l'école militaire.

L'élément volontaire est traité sur le même pied que l'élément conscrit, j'y tiens spécialement la main.

Sur interpellation, le témoin déclare qu'il n'existe aucun état d'esprit hostile aux volontaires dans son régiment, pas même envers les volontaires avec prime. Pour ma part, dit-il, je tiens à réagir contre cet état de choses, à telle enseigne que le planton que j'occupe dans mes bureaux est un volontaire avec prime. Des sergents quittent l'armée aussi; ne pouvant devenir premiers sergents, sergents-majors ou sergents-comptables, ils préfèrent aller se caser dans la vie civile ou bien s'engagent pour le Congo; j'en ai eu beaucoup dans ce cas.

Le colonel a autorisé les sous-officiers mariés à sortir en bourgeois en dehors des heures de service, — faculté dont ils usent tous. Il a accordé aux sous-officiers la permission de minuit; les commandants de compagnie sont autorisés à accorder la permission de nuit. Certains sous-officiers, logés dans les bâtiments militaires, ont le bénéfice du logement; les autres, logeant ailleurs, n'ont pas d'indemnité de logement. Quant à la question de la pension, tous les officiers la désirent évidemment, comme tous aussi désireraient une indemnité de logement.

En ce qui concerne les remèdes à apporter à la situation critique du réengagement, le témoin estime qu'il devrait y avoir un avancement plus rapide pour les sous-officiers candidats à la sous-lieutenance.

D'autre part, il faudrait faciliter l'écoulement des sous-officiers en leur accordant des situations dans les administrations civiles; jusqu'ici, on n'a guère accordé de faveurs aux sous-officiers. Ils doivent passer des examens à l'égal des civils qui se présentent, et généralement ils sont éliminés. Il faudrait en tout état de cause, pouvoir rajeunir les cadres. Dès que les hommes passent à la deuxième classe de milice, des théories sont faites en faveur des réengagements pour le volontariat de réserve. Mais cela ne produit guère d'effet. Il n'y a pas d'obligation imposée aux hommes, et néanmoins ils refusent de signer.

Sur interpellation, le colonel déclare avoir à l'heure actuelle 400 hommes sous les armes; à la revue du 8 avril, il en avait 800; des hommes de la classe de 1908 sont partis en congé de Pâques. Dès leur rentrée, les hommes de la classe de 1907 partiront en congé par interruption de service.

Si l'on pouvait donner aux hommes d'un même bataillon les congés interruptifs en même temps, nous aurions les hommes voulus pour l'instruction de ce bataillon; mais comme les hommes peuvent obtenir les congés quand ils le demandent, il y a toujours pénurie d'effectifs. C'est précisément à l'époque où les hommes devraient être à l'école du régiment et être instruits dans les manœuvres d'ensemble qu'on doit les envoyer en congé. Les hommes s'en vont en congé interruptif quand ils le veulent, et ainsi les effectifs sont très souvent insuffisants. C'est ainsi qu'en été, alors qu'on devrait pouvoir faire l'école de régiment, on en est réduit à faire l'école de bataillon.

Sur interpellation, le témoin déclare qu'il ne croit pas qu'il y aurait plus de réengagés si la période du réengagement était moins longue. Pendant 24 mois, l'homme ne fournit en réalité que 20 mois de service ; il serait préférable, au point de vue de l'instruction militaire, de les avoir pendant 20 mois consécutifs sous les armes.

Sur interpellation, le témoin déclare que lorsque la première partie de l'instruction est terminée, les hommes passent à l'école de bataillon. Avec nos effectifs réduits, nous ne pouvons organiser l'instruction que par bataillon. Il y a trois bataillons dans mon régiment et un seul peut être formé, de sorte que le chef de bataillon qui va à l'exercice est obligé de prendre les hommes de tout le régiment; cela n'a aucune influence pour l'instruction des hommes, mais cela est très important pour l'instruction des cadres.

En 1907, je n'ai jamais eu les effectifs suffisants pour faire l'école de régiment. En 1908, grâce à la période de tir et de manœuvre qui s'est faite plus tôt, j'ai pu faire l'école de régiment pendant un mois et demi.

Sur interpellation, le témoin ajoute que le cadre est excellent, mais il serait meilleur encore s'il pouvait être davantage instruit « pratiquement ».

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Nenquin.

Déposition du colonel Léon SCHEERE.

Le deuxième témoin entendu déclare se nommer Léon Scheere, 55 ans, colonel commandant le 5e régiment de chasseurs à pied, à Tournai.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Si les hommes refusent de signer de nouveaux engagements, c'est en raison de ce fait que les postes de premier sergent-major, de sergent-major et premier sergent sont tous tenus par des mariés.

Sur 42, j'en ai 34 dans ce cas. Il en résulte que nos caporaux ne peuvent aspirer à ces grades. Le manque d'avancement est la seule cause de leur départ.

Le colonel ne peut dire que l'on ait écarté les volontaires qui se présentent aux emplois civils, au profit de civils.

Il ne sait pas que des sous-officiers se soient plaints du port obligatoire de l'uniforme.

Le témoin déclare qu'en vertu du règlement édicté par la loi de 1902, on fait connaître aux miliciens les avantages des engagements de réserve. Pour ma part, dit-il, j'ai épuisé le chiffre maximum des réengagements de quatre ans, indiqué par le Département de la Guerre ; il reste encore quelques réengagements de deux ans à souscrire.

Sur interpellation, le colonel déclare, qu'en vertu des termes mêmes de la loi, on ne peut souscrire d'engagement de trois ans en qualité de volontaire de réserve. Il déclare, d'autre part, que les effectifs qu'il a sous ses ordres

sont insuffisants, parce qu'il a dû accorder de nombreux congés interruptifs de service. Il lui restera les premiers jours de juin pour avoir — pendant une quinzaine de jours au plus — son régiment au complet. Cette période est notablement insuffisante. En déduisant les dimanches, les samedis, les jours réservés au tir, il ne reste guère de temps pour l'instruction générale. Cette situation est spéciale à cette année, car je me trouve dans ce cas de devoir fournir un mois de détachement à Anvers. De façon générale, le régiment n'est au complet qu'au moment de l'arrivée de la nouvelle classe, c'est-à-dire pendant la première période d'instruction préparatoire. Il faudrait que le temps de service pût s'effectuer « d'affilée ».

Pour l'école de bataillon, à raison de notre départ pour le camp, je n'aurai cette année à Tournai qu'un seul bataillon, au lieu de deux bataillons au complet — mon troisième bataillon étant détaché à Bruxelles. Cette situation ne présente aucun inconvénient pour les hommes, mais bien pour les cadres. Ceux-ci sont bons, excellents même; ils pourraient être meilleurs encore si les bataillons étaient au complet. Cela est évident, puisque nous ne pouvons mettre à l'instruction tout notre cadre. Nous nous trouvons obligés de fusionner deux bataillons en un seul; ce qui présente des inconvénients, au point de vue de l'instruction pratique des cadres.

Sur interpellation, le témoin déclare que si l'on parvenait à écouler les occupants des grades supérieurs des sous-officiers, l'avancement serait plus normal qu'aujourd'hui et l'on aurait plus de réengagés.

En fait, les sous-officiers entrent peu dans les administrations publiques, parce qu'ils n'ont, en général, pas les huit années de service requises. Il est exceptionnel qu'ils y entrent. Le témoin ne peut dire si la diminution du temps de réengagement donnerait plus de réengagés. Le changement plus fréquent des sous-officiers ne diminuerait en rien la valeur de l'instruction des soldats.

Les caporaux et les sous-officiers sont, à l'heure actuelle, « bloqués » par les premiers sergents et les sergents-majors mariés. C'est dans la catégorie des caporaux et des soldats qu'on constate le moins de réengagements. J'ai eu, l'an dernier, 10 sous-officiers, 11 caporaux et 22 volontaires de carrière qui ne se sont pas réengagés.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Scheere.

Déposition du colonel Edmond COQUILHAT.

Le troisième témoin entendu est le colonel Edmond Coquilhat, 56 ans, commandant le 2e régiment d'artillerie, à Malines.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

N'ayant pris le commandement de son régiment que depuis trois mois, le colonel ne peut donner que des raisons d'ordre général quant aux non-réengagements. Les maréchaux des logis chefs et les adjudants sous-officiers

sont mariés. Ils s'estiment heureux dans la situation qu'ils occupent et ne la quittent pas. Les brigadiers et maréchaux de logis étant bloqués, quittent l'armée.

D'autre part, une des raisons qui incitent les premiers à garder leur poste, gît dans le bon marché des loyers particulier à Malines.

Le témoin estime que si certains emplois étaient réservés aux maréchaux des logis chefs dans les administrations publiques, il y aurait plus de places qui s'ouvriraient. Pour l'instant, ils restent à l'armée, refusant souvent des emplois dans la vie civile, de crainte de lâcher le certain pour l'incertain.

D'autre part, il y aurait peut-être avantage à voir avancer l'âge de la mise à la pension des sous-officiers. Certains de jouir du traitement complet jusqu'à 60 ans, ils conservent naturellement leur situation.

Le changement apporté à la quotité de la solde n'a donné lieu à aucune plainte, puisque la décision n'a pas eu d'effet rétroactif, les anciens ayant conservé la solde antérieure.

Le témoin déclare ne pas être tenu de s'occuper du recrutement des réengagés. Il croit pouvoir dire qu'il ne doit pas y avoir de volontaires de réserve dans l'artillerie de campagne.

Sur interpellation, le témoin ajoute qu'à l'heure actuelle, en raison de la période d'exercice, le régiment est au complet. L'insuffisance d'hommes nuit non pas à l'instruction du soldat, mais à celle de l'unité, c'est-à-dire de la batterie ou du groupe. Dans l'artillerie de campagne, il y a les conducteurs et les canonniers; ils peuvent donc toujours s'exercer. Mais la batterie est l'unité pour l'artillerie; faute d'hommes, on va donc à l'exercice avec deux ou trois pièces au lieu de six, ce qui constitue une batterie. Le capitaine n'a donc plus un commandement ayant un front de 100 mètres, mais un front de 20 à 30 mètres seulement; il en est de même pour le groupe de batteries qui se trouvant incomplet, empêche que les exercices d'ensemble aient lieu. A un certain point de vue, l'influence du manque d'effectifs est plus considérable sur l'instruction des officiers, des sous-officiers, des unités, que sur le soldat lui-même; mais, incontestablement, ce manquement a une influence relative aussi sur l'instruction des hommes. Cette situation se présente pendant presque toute l'année, sauf à l'époque des tirs de polygone et des manœuvres en terrains variés. Si les hommes servaient « d'affilée », c'est-à-dire consécutivement, ces inconvénients pourraient ne pas se produire, mais pour autant qu'on augmentât le temps de service des hommes; ainsi, en ce moment, il y a assez d'hommes au régiment; si j'avais le même nombre de présences pendant toute l'année, il en serait toujours ainsi. Mais pour cela, il faudrait augmenter le temps de service des hommes ou augmenter le contingent.

Sur interpellation, le témoin déclare que la question des congés se règle suivant les nécessités.

Il y a, pendant l'année, des périodes où les effectifs sont tout à fait insuffisants. Les cadres des sous-officiers sont bons, excellents; mais s'il y avait plus d'hommes, ils seraient meilleurs encore.

Le colonel croit devoir ajouter que l'artillerie de campagne est, à Anvers, tout à fait détournée de sa mission. On l'emploie à un véritable service de

train ; il y aurait lieu d'employer des civils, notamment pour le transport de l'eau de Zwijndrecht au fort de Calloo.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Coquilhat.

Déposition du colonel KEUCKER.

Le quatrième témoin entendu est le colonel Albert Keucker, 57 ans, commandant le régiment des grenadiers, à Bruxelles.

Le témoin, ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Les non-réengagements proviennent de causes générales. L'avancement est très lent dans certaines catégories des cadres subalternes. Les premiers sergents-majors spécialement et les premiers sergents ne quittent pas leur poste, et l'avancement est tout à fait stationnaire dans le cadre des sergents. Les volontaires, les caporaux et spécialement les sergents, ne trouvant pas d'avenir dans l'armée, cherchent une situation dans la vie civile. Les anciens sont mariés pour la plupart; ils sont bien payés, se trouvent heureux et ne quittent pas leur poste. Même ayant accès dans les situations civiles, ils préfèrent rester à l'armée. Nombre d'entre eux logent en ville et, n'ayant pas d'indemnité de logement, ils restent néanmoins à l'armée. J'ai, à la caserne, six on sept ménages de sous-officiers, les autres logent en ville.

Le colonel atteint régulièrement le nombre de volontaires de réserve fixé par les décisions ministérielles.

Mon régiment, dit-il, se trouve dans une situation désastreuse au point de vue des effectifs ; spécialement, à raison du détachement de Laeken, qui doit, obligatoirement, se trouver toujours au complet. Il est des époques de l'année où j'ai à peine 60 à 70 hommes pour tout le régiment en garnison à Bruxelles; à Laeken le détachement a régulièrement 230 hommes approximativement. A partir du 15 septembre, date de l'envoi en congé illimité d'une classe, jusqu'au 15 mars, je n'ai qu'une classe présente pour faire le service et j'ai alors en tout 60 à 70 hommes à Bruxelles, disponibles pour les services et les exercices de classe.

A partir du 15 novembre j'ai une classe de recrues qui, n'étant pas formée, ne peut participer à aucun service jusqu'au 15 mars.

L'école de bataillon et de régiment varie suivant les années; ainsi, cette année, depuis Pâques jusqu'à fin mai, je pourrai faire les deux écoles, avec les effectifs même complets. J'ai en ce moment un effectif de 420 hommes disponibles pour l'exercice à Bruxelles; je puis ainsi former des bataillons de 200 hommes et des compagnies de 50 hommes. C'est un fort effectif, car je ne pourrais en aucun temps avoir un effectif supérieur.

Il serait préférable, évidemment, d'avoir les hommes pendant vingt mois consécutifs sous les armes; mais, dans ces conditions, je serais pendant quatre mois sans hommes à la caserne, à Bruxelles, et à Laeken.

Les congés de cinq jours que j'ai accordés cette année sont des congés

par interruption de service; devant donner deux mois de congé par interruption de service, je les accorde suivant le meilleur intérêt du service, cela sans tenir compte des petites permissions accordées dans le courant de l'année.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Keucker.

Déposition du colonel Léon de WITTE.

Le 5e témoin entendu déclare se nommer Léon de Witte, 52 ans, commandant le premier régiment des guides, à Bruxelles.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Tous ceux qui occupent une situation « définitive » dans la cavalerie — je parle de mon régiment — les maréchaux des logis chefs, les ordonnances des officiers, les maréchaux ferrants, les musiciens, sont des réengagés. Les maréchaux des logis, les brigadiers, les simples cavaliers, ne trouvant pas la situation suffisamment stable, ne signent guère de réengagement.

Sur interpellation, le témoin déclare qu'il n'y a pas de volontaires de réserve dans la cavalerie.

La diminution de la solde n'a pas empêché mes soldats d'accepter leur nomination de cavalier de 1re classe; ils ont fait abstraction de leur intérêt pour gagner leurs galons de 1re classe, ce dont je les ai félicités. Cette période ne fut d'ailleurs que transitoire; elle remonte à la date de la mise en application de la loi de 1902.

Au point de vue des effectifs, le colonel regrette de devoir dire qu'il n'a pas les hommes suffisants pour les exercices de l'école de régiment. Pour faire honneur à mon régiment, dit-il, j'ai dû, à l'occasion de la revue du 8 avril, tout désorganiser, prendre mes hommes de service de garde de police, jusqu'à mes cuisiniers, pour faire un régiment présentable. J'avais ainsi, tous mes hommes étant présents, aucun en congé, 345 hommes à cheval dans le rang. Pour que l'école de régiment soit possible, il faut un minimum de 72 hommes à cheval par escadron. Ce nombre, je ne l'ai pas, même lorsque je forme 4 escadrons au lieu de 5. Je n'arrive alors qu'à 66 hommes. Cela provient surtout de ce que, au lieu de 165 miliciens, je n'en ai reçus en tout que 70 pour l'année 1907.

On comprend, en effet, dans mes effectifs mes 60 musiciens et mes « indisponibles », c'est-à-dire ceux dont l'instruction première n'est pas suffisamment avancée pour qu'on puisse les faire monter à cheval; j'en ai une trentaine dans ce cas; ils ont dû assurer le service intérieur de la caserne pendant la revue, malgré le danger que présentait cette situation. Il y a deux ans encore, on m'accordait 40 hommes de plus à raison de la musique.

Sur interpellation, le témoin déclare que, de 15 en 15 jours, il doit fournir un détachement de 25 hommes pour Laeken, alternant ainsi avec le 2e guides.

Pendant les mois d'avril à septembre, la situation présente une insuffisance de service; en octobre, novembre et décembre, j'ai quatre classes;

mais je dois, à ce moment, donner mes congés par interruption de service; autant que possible, je les donne d'octobre à mars; je suis obligé d'agir ainsi pour avoir un nombre d'hommes suffisant pendant l'été. Pendant janvier, février et mars, je n'ai presque pas d'anciens soldats, les escadrons travaillent isolément à 25 hommes; les hommes présents doivent successivement sortir les chevaux.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, de Witte.

Déposition du colonel HENRI.

Le 6e témoin entendu déclare se nommer Jules Henri, 58 ans, colonel d'artillerie de forteresse de la position fortifiée de Liége, à Liége.

Ayant prêté le serment requis, le témoin fait la déposition suivante :

Le motif du non-réengagement de nombre de volontaires est dû à des causes diverses; les uns ont trouvé l'avancement insuffisant et ont préféré une place dans la vie civile; d'autres en ont assez de la vie militaire. Mais, de façon générale, c'est le manque d'avancement qui les fait s'en aller. L'artillerie, particulièrement, possède un cadre de sous-officiers mariés ayant une belle situation, et il en résulte que l'avancement des sous-officiers est encore plus lent que celui des officiers. On sait qu'en ce qui concerne ceux-ci, l'artillerie bat le record.

Sur 1000 hommes que je commande, 121 sont mariés. J'ai 74 sous-officiers mariés, dont 25 maréchaux de logis, 12 brigadiers mariés et 35 canonniers mariés. Tous ces hommes conservent leur situation. Celle-ci est d'ailleurs très belle. Un adjudant de matériel de 1re classe touche fr. 199.50 par mois, plus le logement. Un adjudant de 2e classe a fr. 182.50; l'adjudant de batterie et le chef ont fr. 146.50 et fr. 143.80 respectivement, mais ils ne sont pas logés. Les places dans la vie civile, si tentantes fussent-elles, n'auraient pas d'intérêt pour ceux-là; mais il faudrait donner des places civiles aux jeunes sous-officiers. Dans l'artillerie de forteresse, tous les hommes signent l'engagement de volontaire de réserve — je les recrute pour Anvers et non pour Liége. — Tous les ans, on atteint le chiffre fixé par le ministère de la guerre. Cela n'engage les hommes que pour un lointain avenir et cela leur donne 50 francs.

L'insuffisance d'hommes ne cause pas grand ennui dans l'artillerie de forteresse; aussi, le témoin n'a-t-il pas à se plaindre en ce qui concerne les effectifs; les vacances ne s'offrant guère dans l'artillerie, il n'y a pas de nominations à faire, et c'est ce qui explique que nous avons moins de volontaires qu'au début. En cas de mobilisation ou de rappel, il nous manquerait un très grand nombre de sous-officiers.

En 1904, nous avons eu 62 volontaires de carrière;

En 1905, 51;

En 1906, 33;
En 1907, 27;
En 1908, 36.

La diminution de ces chiffres est loin d'être compensée par la valeur des volontaires; ils sont, en effet, de moins en moins instruits; ils viennent s'engager pour avoir le vivre et le couvert; et je me trouve obligé de chercher mes brigadiers parmi les miliciens.

Les volontaires de carrière sont des enfants gâtés dans l'armée; quant aux volontaires avec prime, on les traite sur le même pied que tous les autres soldats.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*): Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Henri.

SÉANCE DU 16 AVRIL 1909.

L'an mil neuf cent et neuf, le 16 avril, à 10 1/2 heures du matin, nous soussignés, président et secrétaire de la Commission d'enquête parlementaire, avons procédé en présence de MM. du Bus de Warnelfe, Hoyois, Hymans, Mausart, Persoons, Segers, Van Cauwenbergh et Vandervelde, membres de la Chambre des Représentants et de la Commission d'enquête instituée par elle, au local de la 4e section de la Chambre, en audience publique, à l'audition des témoins convoqués par M. le président pour être entendus dans leur déposition, ainsi qu'il suit :

Chaque témoin, à l'appel de son nom, décline ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure, et est invité à prêter, conformément à l'article 317 du Code d'instruction criminelle et à l'arrêté du 4 novembre 1814, le serment suivant : « Je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Déposition de M. Oscar WILMET.

Le premier témoin entendu est M. Oscar Wilmet, 21 ans, ex-caporal au 2e de ligne, en garnison à Gand, ouvrier en meubles, demeurant à Malines.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait en flamand la déposition suivante :

J'ai quitté l'armée parce qu'il n'y avait pas d'avancement. Je suis encore sans emploi, tout comme d'anciens camarades de l'armée qui sont cochers ou aides-maçons. La cause de ces retards dans l'avancement est due au trop grand nombre de sous-officiers mariés qui ne veulent pas quitter le service. Je serais resté à l'armée si j'avais pu espérer de l'avancement. J'ai été très content de mes chefs. Les volontaires étaient aussi bien traités que les miliciens. Si j'avais été certain de pouvoir obtenir une place, je serais resté à l'armée. J'ai servi trois ans, je n'ai jamais été puni, et je me serais engagé pour un nouveau terme de deux ans si j'avais pu espérer une fonction dans l'administration. J'ai été à l'école régimentaire pendant neuf mois. Je n'ai pas passé l'examen de sous-officier parce qu'il n'y avait pas d'espoir de le devenir. J'ai été désenchanté. J'ai toujours été bien payé et n'ai pas eu à me plaindre.

Sur interpellation, le témoin déclare avoir sollicité une place aux magasins centraux d'habillement, un ou deux mois avant de quitter le service. On lui a répondu qu'il était inscrit ; il n'a rien obtenu.

J'ai demandé aussi, dit-il, un emploi au Timbre. J'ai renouvelé cette demande deux mois après avoir quitté l'armée; on m'a répondu de rechef que j'étais toujours inscrit. Le témoin déclare ignorer qu'on n'accorde ces places qu'aux volontaires ayant servi plus d'un terme. Il sait que des places de l'espèce ont été données à des personnes n'ayant jamais été à l'armée; par conséquent, les anciens militaires ont été dépassés.

Sur interpellation, le témoin déclare qu'il croyait avoir un droit de préférence en l'espèce. Deux mois après son congé illimité, il a fait une demande d'emploi de manœuvre à l'arsenal de Malines, mais il n'a pas reçu de réponse. Personne ne l'a engagé à devenir volontaire, il a souscrit un engagement de son propre mouvement.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer ; le secrétaire, du Catillon ; le témoin, Oscar Wilmet.

Déposition de M. ALPHONSE CASIER.

Le deuxième témoin entendu est M. Alphonse Casier, 22 ans, ex-caporal au 3e de ligne, en garnison à Ostende, releveur au service d'électricité de la ville de Bruxelles, demeurant à Bruxelles.

Le témoin ayant prêté le serment requis, déclare :

Je me suis engagé en qualité de volontaire de carrière. Ayant fait du bon service, j'aurais pu signer un nouvel engagement ; mais j'ai estimé que les avantages existant à l'armée ne valaient pas ceux que je pouvais trouver dans la vie civile. Dès le début, j'étais décidé à ne faire qu'un terme de service, espérant pouvoir, à la suite de ce terme, obtenir un emploi. J'ai eu de nombreux camarades dans mon cas ; mais j'ignore les raisons pour lesquelles ils n'ont pas signé de rengagement.

Pour ma part, je savais que le fait d'avoir été soldat me ferait accorder un droit de préférence dans les places conférées par les administrations publiques. J'en ai obtenu une dans le service d'électricité de la ville de Bruxelles. Je n'ai pas sollicité d'emploi dans une administration de l'État.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer ; le secrétaire, Patris ; le témoin, Casier.

Déposition de M. Louis LUYCKX.

Le troisième témoin entendu est M. Louis Luyckx, 22 ans, ex-caporal au 6e de ligne, emballeur, demeurant à Schaerbeek.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

Je me suis engagé en qualité de volontaire de carrière. J'ai fait un bon service. Si je n'ai pas signé de réengagement, c'est parce que je n'ai pu me voir accorder une place au dépôt ou celle de caporal-docteur que j'avais sollicitée.

Pour pouvoir être nommé caporal-docteur, j'avais renoncé à l'avancement.

J'ai également sollicité un emploi dans l'administration des chemins de fer. On m'a répondu que ma requête serait soumise à un « examen bienveillant ».

Il s'agissait d'une place de nettoyeur de locomotives.

Je connais trois anciens volontaires qui n'ont rien obtenu à l'État.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Luyckx.

Déposition de M. Eugène HENRARD.

Le quatrième témoin entendu est M. Eugène Henrard, 28 ans, ex-premier sergent au 5e de ligne, négociant à Saint-Josse-ten-Noode.

Ayant prêté le serment requis, le témoin déclare :

J'ai été à l'armée pendant neuf ans et trois mois. J'y suis entré en qualité de volontaire et ai signé deux réengagements. J'ai quitté l'armée à l'effet de reprendre le magasin que je tiens actuellement.

Ayant été à l'école régimentaire, j'y ai fait, comme la plupart des sous-officiers de l'école, « une carrière ». En entrant dans l'armée, j'espérais y faire ma carrière définitive, mais je n'ai pas travaillé comme je l'aurais dû.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Henrard.

Déposition de M. Jean LEEMANS.

Le cinquième témoin entendu est M. Jean Leemans, 22 ans, ex-caporal au 7e de ligne, receveur aux Tramways bruxellois, demeurant à Etterbeek.

Ayant prêté le serment requis, le témoin fait la déclaration suivante :

Je me suis engagé en qualité de volontaire de carrière et ai fait du bon service. J'ai quitté l'armée parce que je ne m'y plaisais guère. La cuisine ne valait pas grand'chose. Étant encore au service, j'ai fait ma demande d'emploi aux Tramways. Quatre mois plus tard j'ai été nommé.

Sur interpellation, le témoin déclare qu'il a fait « une bêtise » en s'engageant et il n'a eu qu'un souci : celui de s'en aller.

Il ajoute : les volontaires de carrière n'étaient pas bien vus des officiers au 7e ligne. Dès qu'un incident surgissait, on tombait à dos des volontaires. « C'est encore une fois un volontaire, disait-on, qui a fait cela. Ils feraient beaucoup mieux de rester chez eux. »

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Leemans.

Déposition de M. Pierre SWERTS.

Le sixième témoin entendu est M. Pierre Swerts, 21 ans, ex-caporal au 7e de ligne, cordonnier, demeurant à Louvain.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

J'ai accompli un engagement de volontaire de carrière. J'avais fait du bon service et j'avais cru pouvoir obtenir une place au magasin central d'habillement. Voici cinq mois que j'attends. J'ai aussi sollicité un emploi de gendarme. J'ai passé l'examen il y a quatre mois et j'attends.

J'ai été très satisfait à l'armée. Les officiers nous traitaient bien. Souvent, toutefois, la cuisine laissait à désirer. En entrant dans l'armée, j'avais l'espoir d'y trouver, après mon premier engagement, une place dans l'administration. Je croyais avoir droit à une préférence.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Swerts.

Déposition de M. Guillaume Dewit.

Le septième témoin entendu déclare se nommer Guillaume Dewit, ex-caporal au 9e de ligne, 22 ans, cocher à Etterbeek.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

J'ai souscrit un engagement de volontaire dans le but d'obtenir le grade de premier sergent ou de sergent-major. Comme la place ne s'est pas ouverte, j'ai préféré quitter l'armée. C'est à peine si d'anciens sous-officiers trouvaient de temps à autre de l'avancement. Les volontaires en général étaient moins bien vus que les miliciens. Pour un rien, on nous punissait. Les punitions que j'avais encourues à l'école régimentaire de Bouillon m'ont fait attendre pendant quatre ans le grade de caporal. Je ne l'ai obtenu qu'un an avant de quitter l'armée. Le premier sergent-major et des sergents nous disaient souvent : « Vous feriez mieux de rester chez vous que de venir vous engager comme volontaires. » Jamais aucun officier ne nous a tenu pareils propos.

J'ai sollicité une place au chemin de fer ; j'ai aussi demandé une place de gardien à la prison de Saint-Gilles. On m'a accusé réception de ces demandes et j'attends toujours. J'ai sollicité également une place à l'hôtel de ville de Bruxelles et je ne l'ai pas obtenue.

Je n'ai pas eu à me plaindre de la nourriture, qui était généralement bonne.

Sur interpellation, le témoin déclare qu'à son avis, on punissait plus sévèrement les volontaires de carrière que les miliciens.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Dewit.

Déposition de M. BRANDELAER.

Le huitième témoin entendu est M. Maurice Brandelaer, 26 ans, ex-sergent-major aux grenadiers, comptable à Bruxelles.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Je me suis engagé en qualité de volontaire de carrière et j'ai signé un réengagement. M'étant marié un an avant de quitter le régiment, ma solde ne pouvait suffire à mon ménage et j'ai cherché un emploi plus lucratif dans la vie civile.

J'ai été très satisfait de mon service à l'armée; les officiers étaient bons; la cuisine, convenable. J'ai d'abord fait 4 ans et demi au 1er chasseurs à pied; j'y ai rempli les fonctions de sergent et j'ai été très heureux. Entré aux grenadiers, je suis devenu secrétaire du colonel.

Je n'ai jamais pu constater qu'on n'eut pas d'égards pour les volontaires de carrière; au contraire, j'ai vu toujours que l'on avait beaucoup plus d'estime pour les volontaires que pour les miliciens.

J'ai entendu dire à ceux d'entre eux qui ne se conduisaient pas bien que, en vertu de la loi nouvelle, ils étaient payés, et que, par le fait, ils avaient à faire convenablement leur service.

Il y avait plus d'hommes avant la loi de 1902, les congés par interruption de service enlevant beaucoup d'hommes aux unités. De manière générale, je crois que les hommes préféraient l'ancien régime; aujourd'hui on les renvoie obligatoirement dans leur foyer; il n'est pas douteux, à mon sens, qu'ils préféreraient faire leurs 20 mois d'affilée; quant aux cultivateurs, on leur donne des congés à des moments où ils n'ont rien à faire chez eux, alors qu'aux époques où ils sont nécessaires aux travaux de la campagne ils ne peuvent s'en aller.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Brandelaer.

Déposition de M. PILLOY.

Le neuvième témoin entendu est M. Richard Pilloy, 22 ans, ex-caporal aux carabiniers, employé aux Tramways bruxellois, demeurant à Ixelles.

Le témoin ayant prêté le serment requis, déclare :

J'ai fait un service de volontaire de carrière aux carabiniers; je n'ai pas signé de réengagement parce que, ne sachant pas suffisamment le français, et ayant une première fois échoué à l'examen, j'avais crainte de ne pas obtenir d'avancement. J'espérais par la suite obtenir une place dans une administration. J'ai été très satisfait à l'armée. La cuisine n'était pas toujours bonne, les pommes de terre particulièrement. A midi cela allait encore, mais le soir elles ne valaient guère; aussi une moitié des hommes au moins allaient manger en ville le soir. A la caserne, les anciens soldats disent aux volontaires qui entrent qu'ils feraient mieux de déserter que d'embrasser la carrière militaire. Les officiers et les sous-officiers n'avaient pas semblable attitude.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Pilloy.

SÉANCE DU 16 AVRIL 1909 (après-midi).

L'an mil huit cent neuf, le 16 avril, à 2 heures de l'après-midi, nous soussignés, président et secrétaire de la Commission d'enquête parlementaire, avons procédé, en présence de MM. Bertrand, Hoyois, Mansart, Persoons, Poullet, Van Cauwenbergh et Vandervelde, membres de la Chambre des Représentants et de la Commission d'enquête instituée par elle, au local de la 4e section de la Chambre, en audience publique, à l'audition des témoins convoqués par M. le président pour être entendus dans leur déposition, ainsi qu'il suit :

Chaque témoin, à l'appel de son nom, décline ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure, et est invité à prêter, conformément à l'article 317 du Code d'instruction criminelle et à l'arrêté du 4 novembre 1814, le serment suivant : « je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Audition de M. JEAN DE WIT.

Le premier témoin entendu est M. Jean De Wit, 22 ans, ex-maréchal des logis au 2e chasseurs à cheval, employé à Bruxelles.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

Je me suis engagé en qualité de volontaire au 2me chasseurs à cheval ; j'y ai fait du bon service, mais je n'ai pas été sollicité à signer un nouvel engagement. Un de mes camarades ayant fait du bon service — il était maréchal des logis aussi — a quitté l'armée dans les mêmes conditions. Il en a même écrit à un député. Il m'a semblé qu'au début, à mon entrée dans l'armée, les chefs étaient beaucoup plus bienveillants à mon égard que par la suite. Au fur et à mesure que je suis monté en grade, j'ai éprouvé plus de difficultés de la part de mes chefs ; c'est ainsi que, de plus en plus, les punitions qui m'ont été infligées étaient plus fortes. La nourriture était bonne pour les brigadiers et les cavaliers, celle des sous-officiers ne l'était pas moins. Quand j'ai signé mon engagement, j'avais l'espoir de me faire une situation dans l'armée. J'ai sollicité une place d'encaisseur à la Banque Nationale. On m'a déclaré qu'on ne pouvait donner suite à ma demande.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition, et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, De Wit.

Audition de M. LÉON BERTENS.

Le deuxième témoin entendu est M. Léon Bertens, ex-brigadier au 1er lanciers, 22 ans, receveur aux Tramways économiques de Bruxelles.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

J'ai signé un premier engagement de volontaire de carrière; si je n'ai pas signé un réengagement, c'est parce que j'ai pu me placer au tramway. J'ai été très satisfait de mon séjour à l'armée. L'avancement des volontaires de carrière était très lent. J'ai fait cinq ans de service, j'ai passé mes examens de sous-officier, et j'aurais peut-être été nommé dès 1905 si je n'avais pas eu quelques punitions. Il en est, en effet, qui, entrés après moi, ont été nommés; en m'engageant, j'avais l'espoir de devenir officier. La nourriture était bonne à l'armée et les volontaires étaient aussi bien traités que les miliciens.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Léon Bertens.

Audition de M. Jean WEILAND.

Le troisième témoin entendu est M. Jean Weiland, ex-brigadier au 2e lanciers, 23 ans, chauffeur à Bruxelles.

Le témoin, ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

J'ai souscrit à l'âge de 17 ans un engagement de volontaire de carrière; si je n'ai pas signé de réengagement, c'est parce que je ne me sentais plus de goût pour la carrière des armes, et puis, j'avais trouvé une situation dans la vie civile. A ma connaissance, je ne sache pas que d'autres aient quitté l'armée à raison de la lenteur de l'avancement. La nourriture était bonne et je n'ai pas constaté que l'on traitât moins bien les volontaires de carrière que les miliciens.

Sur interpellation, le témoin déclare s'être engagé dans le seul désir de devenir soldat, sans but bien spécial.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Jean Weilant.

Audition de M. Hubert DEMETS.

Le quatrième témoin entendu est M. Hubert Demets, 22 ans, ancien maréchal des logis fourrier au 3e lanciers, employé à Molenbeek. Ayant prêté le serment requis, le témoin fait la déclaration suivante :

Je me suis engagé à l'âge de 18 ans en qualité de volontaire de carrière. J'ai quitté l'armée sans signer de réengagement, à raison de la lenteur, si pas de l'absence absolue d'avancement, et aussi parce qu'on ne me l'a pas demandé. Je n'avais eu qu'une punition, peu grave. En m'engageant, j'avais cependant l'espoir de me faire une situation dans l'armée. Tous les camarades que je connais ont quitté l'armée dans les mêmes conditions. A mon régiment il y avait plus de miliciens que de volontaires parmi les sous-officiers, ceux-ci ayant, cependant, subi avec succès l'examen, aussi bien que ceux-là.

Volontaires de carrière et miliciens étaient traités sur un même pied d'égalité. La nourriture était bonne, mais coûtait cher. J'ai sollicité, au mois d'août dernier, un emploi d'éclusier aux ponts et chaussées, et je suis toujours sans réponse.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, H. Demets.

Audition de M. Augustin DECHAMPS.

Le cinquième témoin entendu est M. Augustin Dechamps, 24 ans, ex-brigadier au 1er guides, tourneur en fer, demeurant Lille. Ayant prêté le serment requis, le témoin fait la déposition suivante :

J'ai souscrit à 20 ans un engagement de volontaire de carrière. J'ai renoncé à la carrière militaire à raison de la lenteur de l'avancement. Je n'avais aucune punition et je ne pouvais espérer les galons de sous-officier. D'autre part, il m'a paru que les carrières civiles offraient plus d'avantages que celles offertes aux sous-officiers. Nombre de mes camarades ont quitté l'armée dans les mêmes conditions. J'ai été très heureux de mon séjour à l'armée. Les volontaires de carrière étaient aussi bien traités que les miliciens. La nourriture était bonne. Les candidats au poste d'employé au chemin de fer étaient si nombreux que j'ai renoncé à en solliciter un pour ma part. Mon but, en m'engageant dans l'armée, était d'y faire ma carrière. On ne m'a pas invité à signer un réengagement; mais l'eût-on fait, que je n'eusse pas signé, puisque l'avancement faisait défaut.

Après lecture. le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, A. Deschamps.

Audition de M. Joseph BROGNEAUX.

Le sixième témoin entendu est M. Joseph Brogneaux, ex-maréchal des logis au 2e guides, 24 ans, employé à Ixelles. Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

J'ai signé à l'âge de 20 ans un engagement de volontaire de carrière. J'avais l'espoir de rester dans l'armée. Des raisons de famille m'ont fait retourner au foyer paternel. J'étais très heureux dans l'armée. Je n'ai eu à me plaindre à aucun point de vue, et je ne sache pas qu'on eût à se plaindre de la lenteur de l'avancement. La nourriture était fort bonne à la caserne.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, J. Brogneaux.

Audition de M. Léon BRIERS.

Le septième témoin entendu est M. Léon Briers, 22 ans, ex-canonnier de 1re classe au 3e d'artillerie, cocher à Schaerbeek. Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

J'ai signé à l'âge de 16 ans un engagement de volontaire de carrière. J'ai quitté l'armée après cinq ans de service, voyant bien que je n'y aurais pas d'avenir. La nourriture était bonne à la caserne. Les volontaires de carrière y étaient aussi bien traités que les miliciens. Les officiers étaient bons pour les hommes. J'ai cherché à entrer aux Tramways Bruxellois, mais je n'avais pas l'âge requis. Je n'ai pas fait de requête pour une place dans une administration de l'État. On ne m'a pas demandé de signer un réengagement et, à ma connaissance, on ne l'a pas demandé à d'autres ; et si on me l'avait demandé, au surplus, je n'aurais pas signé pour tout l'or du monde.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, le président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, L. Briers.

Audition de M. Elie ROLANT.

Le huitième témoin entendu est M. Elie Rolant, ex-brigadier au 4e d'artillerie, 22 ans, tailleur pour dames, à Schaerbeek.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante : J'ai signé par un coup de tête un engagement de volontaire de carrière à l'âge de 17 ans et demi. Si j'ai quitté l'armée c'est à raison de l'absence de l'avancement. Il n'y a aucun avenir pour les volontaires de carrière. La plupart de mes camarades, volontaires de carrière également, ont quitté l'armée dans les mêmes conditions, bien qu'ayant de très bons services.

Le témoin ayant entendu lecture de sa déclaration, persiste et signe avec nous.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, E. Rolant.

Audition de M. DEPRETTERE.

Le neuvième témoin entendu est M. Georges Deprettere, 24 ans, menuisier à Saint-Gilles, ex-canonnier au 1er secteur de l'enceinte fortifiée d'Anvers.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait en flamand la déposition suivante :

J'avais tiré au sort lorsque je m'engageai à l'armée, j'avais donc 19 ans; j'y étais content, mais je n'avais pas les capacités nécessaires pour devenir sous-officier. Je connais certains de mes camarades qui ont quitté l'armée parce qu'ils ne pouvaient espérer d'avancement. Je n'ai eu à me plaindre ni de la nourriture, ni des officiers. Ceux-ci ne faisaient pas de distinction entre volontaires et miliciens. Je suis charpentier-menuisier dans la vie civile.

Sur interpellation, le témoin déclare s'être engagé pour échapper à la garde civique. Il a servi trois ans à l'armée.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, du Catillon ; le témoin, Deprettere.

Audition de M. Eugène SOVET.

Le dixième témoin entendu est M. Georges-Eugène Sovet, 24 ans, ex-maréchal des logis d'artillerie de forteresse, comptable à Bruxelles.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

J'ai signé à 20 ans un engagement de volontaire de carrière. N'ayant pas d'avancement à espérer, j'ai préféré entrer jeune dans une carrière civile. Les sous-officiers mariés encombrent tous les postes et l'avancement n'existe pas dans l'artillerie de forteresse.

La plupart de mes camarades se sont trouvés dans mon cas.

On ne fait pas de distinction entre les volontaires de carrière et les miliciens; de plus, tous ceux qui savaient lire et écrire entraient à l'école en vue de l'examen de sous-officier.

Mon colonel a fait auprès de moi de pressantes démarches pour que je signasse un réengagement. En entrant dans l'armée, j'ai eu surtout pour but de faciliter mon admission dans quelque poste civil. Je n'ai fait aucune démarche pour obtenir un emploi dans une administration de l'État.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris ; le témoin, Sovet.

SÉANCE DU 20 AVRIL 1909.

L'an mil neuf cent et neuf, le 20 avril, à 2 heures de l'après-midi, nous soussignés, président et secrétaire de la Commission d'enquête parlementaire, avons procédé, en présence de MM. Bertrand, du Bus de Warneffe, Hymans, Mansart, Melot, Poullet, Segers, Standaert et Van Cauwenbergh, membres de la Chambre des Représentants et de la Commission d'enquête instituée par elle, au local de la 4e section de la Chambre, en audience publique, à l'audition des témoins convoqués par M. le Président pour être entendus dans leur déposition, ainsi qu'il suit :

Chaque témoin, à l'appel de son nom, décline ses nom, prénoms, âge, état profession et demeure, et est invité à prêter, conformément à l'article 317 du Code d'instruction criminelle et à l'arrêté du 4 novembre 1814, le serment suivant : « je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Déposition de M. VANDERSTRAETEN.

Le premier témoin entendu est M. Ernest Vanderstraeten, 58 ans, chef de division au gouvernement provincial, délégué aux affaires de milice, demeurant à Ixelles.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Je suis chargé par le gouverneur de diriger le service de la milice du Brabant. Il y a plus de vingt-cinq ans que j'exerce ces fonctions; celles-ci comportent l'ensemble des opérations diverses ressortissant à la milice. Je ne suis pas à même de fournir des renseignements sur les entraves qu'auraient eu à subir les aspirants volontaires. Je sais que, depuis l'arrêté pris le 8 novembre de l'année écoulée, les volontaires réfusés peuvent en appeler au conseil de revision. Celui-ci a eu à réformer des décisions dans une proportion de 50 p. c. des refusés. Une centaine d'entre eux se sont notamment présentés, jusque hier, devant le Conseil et des réformations se sont élevées à peu près exactement à la proportion de 50 p. c. Je dois constater qu'il n'y a jamais de conflits entre médecins civils et militaires faisant partie du conseil; ces divergences n'existent même pas entre les médecins et les autres membres faisant partie de la Commission. Lorsqu'il y a avis divergent sur l'état de santé d'un intéressé, les membres sont toujours d'accord pour l'envoyer en observation à l'hôpital militaire. Jamais les opérations relatives aux miliciens n'ont pris un temps tel qu'elles aient pu amener un déchet dans le chiffre des incorporés. Jamais il n'a manqué un homme dans le Brabant; le contingent a toujours été livré à la date fixée, sauf l'an dernier, où, exceptionnellement, et pour la première fois à ma connaissance, à raison des difficultés rencontrées dans le recrutement des volontaires avec prime, il y a eu un léger déchet; mais cela n'a guère duré, la cause n'ayant été que passagère.

Sur interpellation, le témoin déclare ne pouvoir dire si les appels

émanent de la place. Les actes d'appel sont transmis par l'autorité militaire, sans qu'il soit fait mention de l'origine de l'appel.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Vanderstraeten.

Déposition de M. Henri PRIEM.

Le deuxième témoin entendu est M. Henri Priem, 40 ans, chef de division à l'administration provinciale à Bruges, demeurant à Bruges.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Je m'occupe spécialement des affaires de milice : l'incorporation des miliciens, la préparation des dossiers pour les séances du conseil de revision, etc. Je ne sache pas qu'il ait été apporté des entraves à l'engagement des volontaires par l'autorité militaire. A ma connaissance, l'exécution de l'arrêté du 8 novembre 1908 a amené 70 volontaires environ devant le conseil de revision; il en comparaît donc à peu près chaque semaine devant le conseil. En moyenne, sur 70 refusés, une quarantaine ont été admis ; pour les volontaires avec prime, il y a eu environ 20 admis sur 40 réclamants; sur une trentaine de volontaires de carrière, une vingtaine environ ont été déclarés aptes au service. Je n'ai jamais pu constater qu'il y ait eu des conflits entre médecins; je crois pouvoir dire qu'en général, et d'après ce que j'entends, les médecins sont d'accord et les autres membres se rallient à leur avis.

Sauf l'an dernier, il n'y a jamais eu de déchets dans le contingent à fournir par la Flandre occidentale; deux ou trois miliciens ayant été trouvés inaptes après le 1er octobre, n'avaient pu être remplacés dans le contingent et ainsi un déchet s'est produit. Pour éviter le retour de ces déchets, l'incorporation sera probablement avancée d'un mois dans l'avenir ; mais il pourrait se produire un nouveau déchet si les hommes tombaient malades ou devenaient entretemps inaptes au service. Les jeunes gens résidant en France ne peuvent être admis en qualité de volontaires en Belgique, même s'ils sont porteurs d'un certificat délivré par le consul de la localité où ils résident. Il est possible que cela amène un déchet dans le nombre des engagés volontaires, mais je ne saurais émettre à cet égard un chiffre précis. Le cas s'est présenté, cependant, et nous avons eu, à diverses reprises, l'occasion de le signaler au Ministre. Je ne pourrais dire si, antérieurement à l'arrêté du 8 novembre 1908, des miliciens refusés ont fait appel devant la Commission d'appel, exclusivement militaire, qui fonctionnait alors en vertu de l'arrêté royal du 20 décembre 1889. Je considère la mesure prise le 8 novembre 1908 comme excellente, pour la raison qu'il y aura probablement plus d'unité dans la jurisprudence établie vis-à-vis des miliciens et des volontaires. Depuis 1902, le nombre des volontaires en âge de milice s'est notablement accru dans la proportion approximative de 50 à 250. Les volontaires du contingent sont peu nombreux; il y en a eu 15 la première

année; depuis, leur nombre s'est réduit successivement à 6, 3, 2 même. La raison gît dans ce fait que la situation assurée aux volontaires de carrière est de loin supérieure à celle des volontaires du contingent.

Je ne pourrais dire que des volontaires de carrière se soient plaints d'avoir dû servir, à raison de la date de l'appel sous les armes, pendant un mois sans rémunération. Mais les difficultés opposées dans la liquidation de la rémunération donnent lieu à de fréquentes réclamations.

Sur interpellation, le témoin déclare qu'à sa connaissance, des volontaires avec prime ont dû, jusqu'en ces derniers temps, rentrer au service au moment de la signature de l'engagement, alors que le temps de service actif ne commençait qu'au 1er octobre. C'est depuis un an ou deux seulement qu'ils sont rémunérés pour ce service.

A ma connaissance, il n'existe pas de comité de recrutement de volontaires dans la Flandre occidentale. Je crois que nombre d'intéressés sont dans l'ignorance de la loi sur le volontariat. C'est seulement à la veille du tirage au sort que des brochures, spécialement destinées à recruter des volontaires du contingent, sont distribuées aux conscrits; seulement, comme ce volontariat n'a pas les faveurs de la population, ces brochures, qui sont les seules distribuées, ne produisent guère d'effet.

C'est surtout dans les villes de garnison que se présentent le plus grand nombre de volontaires de carrière. Et je crois qu'il y aurait moyen d'obtenir plus de volontaires de carrière si une publicité plus intense était faite. Si les indemnités allouées aux volontaires de carrière leur étaient payées aussitôt après leur service actif, le nombre de ces volontaires s'accroîtrait certainement.

Les instructions codifiées à l'usage des autorités militaires sur la loi de 1902 ont été envoyées aux provinces en juin dernier. Il s'agit des nouvelles instructions générales modifiant celles de 1874 et justifiées par la loi nouvelle de 1902. Mais ces instructions avaient déjà paru séparément et avaient été transmises au fur et à mesure aux autorités provinciales.

Il y a eu dans la Flandre occidentale, un nombre considérable de miliciens ayant versé les 200 francs, en vue de trouver un remplaçant. Ce nombre va augmentant; il y en a eu, pour le tirage au sort de cette année, 875 pour notre province. Ce sont particulièrement les agriculteurs — dans une proportion de 40 à 50 p. c. — qui font remplacer leurs fils dans la Flandre occidentale. Il y a aussi des ouvriers et des employés qui agissent ainsi.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Priem.

Déposition de M. BOGAERTS.

Le troisième témoin entendu déclare se nommer Arthur Bogaerts, 35 ans, premier commis au Gouvernement provincial, délégué aux affaires de milice à Anvers, demeurant à Borgerhout.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Je suis attaché au bureau de la milice de la province d'Anvers. Depuis la mise à exécution de l'arrêté royal du 8 novembre dernier, 39 appels ont été présentés par des volontaires de carrière, dont 9 ont été admis; pour les volontaires avec prime, 27 pourvois, dont 2 admis. Il n'y a pas eu d'appel pour les volontaires du contingent.

Lorsqu'un conflit surgit entre médecins et qu'il y a doute sur l'infirmité, on renvoie l'homme en observation à l'hôpital militaire.

Pour la province d'Anvers, il n'y a pas eu de déchet dans le contingent à fournir par la province, sauf l'an dernier, et, à raison de ce fait, que nous recevons toujours trop tard (dans la seconde moitié de septembre, alors qu'il faut faire rentrer les sommes au 1er octobre) les feuilles pour les versements complémentaires à opérer par ceux qui demandent un remplaçant. Ce déchet ne s'est élevé qu'à un homme l'an dernier. Parfois, il nous est arrivé à Anvers, d'avoir jusque trois hommes manquants au maximum. J'assiste aux opérations du conseil de revision, et, à mon avis, les médecins militaires se montreraient plus tolérants pour les admissions depuis l'arrêté royal du 8 novembre 1908.

L'an dernier, un jeune homme étant allé résider en Hollande, a eu de grandes difficultés pour obtenir le modèle 32. Finalement, après de longues correspondances, il est parvenu à l'avoir.

Le témoin déclare qu'à l'incorporation, les médecins militaires affirment qu'ils préfèrent voir réformer par la suite leurs décisions en ce qui concerne les miliciens, plutôt que d'admettre un homme qu'ils jugent physiquement inapte au service. Et ce, afin de dégager leur responsabilité pour l'avenir.

Généralement, au conseil, le médecin civil qui est jeune s'incline devant l'autorité du médecin militaire plus âgé que lui.

Au moment où j'étais à l'armée, j'ai entendu dire qu'au 5me de ligne on refusait des volontaires parce qu'ils étaient Anversois.

Sur interpellation, le témoin déclare que ces propos datent d'il y a dix ans, qu'il ne pourrait se rappeler de qui il les tient, mais cela était notoirement connu dans la garnison d'Anvers. Il ajoute que, d'après ce qu'il a entendu dire, les sous-officiers conseillent aux jeunes gens de ne pas signer d'engagement; et cela provient de ce fait que les sous-officiers sont mal vus à Anvers par la population, et, qu'étant dégoûtés, ils font une propagande plus que négative en faveur du volontariat.

Les officiers, d'autre part, découragent les sous-officiers et leur disent qu'étant bien rémunérés sous la loi actuelle, ils ont à faire du bon service.

Sur interpellation, le témoin déclare que le certificat, modèle 32, n'est délivré qu'une fois par an aux aspirants volontaires; c'est d'ailleurs la loi.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le Président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Bogaerts.

Déposition de M. Joseph RAES.

Le quatrième temoin entendu est M. Joseph Raes, docteur en droit, 47 ans, chef de division au Gouvernement provincial, délégué aux affaires de milice à Gand, demeurant à Gand.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

Je suis chargé de la direction des affaires de milice au Gouvernement provincial, et j'ai assisté à toutes les réunions, sauf en février dernier, tenues par le Conseil de revision en vertu de l'arrêté royal du 8 novembre 1908.

Il y a eu en tout, au 15 avril écoulé, 103 appels, dont 44 par des volontaires de carrière, pour lesquels il y a eu 24 réformations, et 59 par les volontaires avec prime, dont 25 appels ont été accueillis. Il n'y a pas eu d'appels de la part de volontaires du contingent cette année, pour la raison qu'il n'y a pas eu de volontaires du contingent. L'an dernier, il y en avait eu un. Toutes les décisions ont été prises en accord complet entre médecins civils et militaires, sauf pour un seul cas, où il y avait, au contraire, désaccord complet entre eux.

La Flandre orientale n'a jamais eu de déchet dans le contingent qu'elle a à livrer, sauf l'an dernier, où il y a eu un déchet de quatre hommes, survenu à raison du retard avec lequel nous avons été avertis d'avoir à faire incorporer les hommes non remplacés par le Département de la Guerre. A ma connaissance, il n'y a pas eu pour notre province de jeunes gens résidant à l'étranger qui aient éprouvé des difficultés pour s'engager. Et je n'ai pas été témoin personnellement de faits de propagande contre le volontariat.

Je ne puis dire de mémoire le nombre de miliciens qui, pour la province, ne se présenteraient pas au mois d'octobre. Je ne vois pas le moyen de remédier à ces déchets. Cela arrive généralement pour des gens qui résident en Amérique. Ils demandent leur inscription ; mais quand ils savent qu'un mauvais numéro leur est échu, ils ont généralement soin de rester là-bas. L'an dernier, deux d'entre eux ont sollicité des frais de voyage pour venir faire leur service, mais on leur a opposé un refus formel.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer ; le secrétaire, Patris ; le témoin, Raes.

Déposition de M. TOUBEAU.

Le cinquième témoin entendu est M. Gustave Toubeau, 49 ans, chef de bureau au Gouvernement provincial à Mons, demeurant à Mons.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

J'ai dans mes attributions certaines affaires de milice de la province. Je n'assiste pas aux délibérations du Conseil de revision. A la suite de l'arrêté royal du 8 novembre 1908, nous avons reçu sept appels pour les volontaires

de carrière, dont deux ont été admis. Douze volontaires avec prime ont fait appel; il y a eu six réformations. Que je sache, il n'y a jamais eu de conflits entre médecins civils et militaires. Le Hainaut a eu, l'an dernier, un déchet de douze hommes dans le contingent que la province a à fournir. Le Hainaut ayant à lui seul à fournir environ le cinquième du contingent du pays entier, il y a toujours eu de légers déchets. En 1902 il était d'un homme; en 1903, de 3; en 1904, de 3; en 1905, de 5; en 1906, de 8; en 1907, de 13; en 1908, de 12. J'ignore si des jeunes gens belges résidant à l'étranger ont eu des difficultés à obtenir le certificat 32. Je ne sais pas si des jeunes gens voulant s'engager ont vu mettre des entraves à leur décision.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Toubeau.

SÉANCE DU 21 AVRIL 1909 (après-midi).

L'an mil neuf cent et neuf, le 21 avril, à 2 heures de l'après-midi, nous soussignés, président et secrétaire de la Commission d'enquête parlementaire, avons procédé, en présence de MM. du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Mansart, Melot, Persoons, Van Cauwenbergh et Vandervelde, membres de la Chambre des Représentants et de la Commission d'enquête instituée par elle, au local de la quatrième section de la Chambre, en audience publique, à l'audition des témoins convoqués par M. le président pour être entendus dans leur déposition, ainsi qu'il suit :

Chaque témoin, à l'appel de son nom, décline ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure, et est invité à prêter, conformément à l'article 317 du Code d'instruction criminelle et à l'arrêté du 4 novembre 1814, le serment suivant : « je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Déposition de M. François GUELFF.

Le premier témoin entendu est M. François Guelff, 38 ans, docteur en médecine, à Meix-devant-Virton.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

Je tiens tout d'abord à avoir l'assurance que les noms que je vais citer ne seront pas livrés à la publicité. J'ajoute que les renseignements que je vais livrer à la Commission devant laquelle j'ai demandé à comparaître, m'ont été confiés verbalement, et que j'ai tout lieu de les croire exacts.

Deux jeunes gens auxquels je donne des soins depuis 1902 se sont présentés en qualité de volontaires; l'un d'eux a été refusé pour cause de varices. Or, le développement des veines n'atteignait pas un degré pathologique. L'autre, atteint de strabisme unilatéral, prétend qu'il voit très bien; mais je n'ai pu le mettre en observation, je ne puis me prononcer sur ce point.

Un autre jeune homme a été refusé une première fois au 2e de ligne, où il se présentait en qualité de volontaire de carrière, pour malformation du petit doigt de la main droite. Puis il a été accepté à Arlon. Il a été pendant deux ans au 12e de ligne; de là, il a été transféré au 2e chasseurs à cheval, où il est encore actuellement; entretemps il avait tiré un bon numéro.

Un autre a été refusé pour cause de transpiration des pieds; peu de temps après, en 1906, il a été accepté, mais je ne sais si ce fut en qualité de volontaire de carrière ou de milicien.

En décembre 1908, plusieurs jeunes gens se sont présentés, en qualité de volontaires de carrière, je crois, à Arlon, où on les a trouvés aptes au service. Ils ont été envoyés à Namur, d'où on les a renvoyés, après trois jours, en leur disant qu'on avait assez de soldats. Comme il ne s'agit pas ici d'infirmité corporelle, je puis dire qu'un de ces jeunes gens est le sieur Nicolas

Octave, de Houdregnies, canton de Virton ; je ne possède pas les noms des autres jeunes gens.

En août 1908, un jeune homme s'est présenté à l'autorité militaire d'Arlon, où il a été admis, puis envoyé au 14e de ligne, à Liége. Après quinze jours il s'est vu réformé pour une malformation du petit doigt de pied et aussi pour varices. On lui a dit cependant — d'après ce qu'il m'a déclaré — qu'il pouvait se présenter en qualité de volontaire avec prime, et qu'il serait accepté.

Quant à moi, j'ai visité le jeune homme et je ne lui ai trouvé qu'une malformation insignifiante du doigt de pied et n'ai pas découvert de varices. Vers la même époque, plusieurs autres volontaires — je ne pourrais pas dire s'ils étaient 9 — ont été renvoyés du 14e de ligne, en garnison à Liége — au moins me l'ont-ils dit —, pour le motif que « les cadres étaient remplis». L'un de ces jeunes gens était de ma région et de ma clientèle médicale.

Je ne pourrais dire s'ils s'étaient présentés à Liége d'abord ou à Arlon.

Un jeune homme d'Ethe s'est présenté en 1903 muni d'un certificat d'aptitude délivré par le Dr Gracia. Il a été refusé pour transpiration des pieds. Et, en 1906, il a été accepté comme milicien et a fait son terme aux carabiniers, à Bruxelles.

Je connais également des jeunes gens de Gérouville que j'ai soignés — plusieurs d'entre eux ont demandé à être entendus — et qui se sont présentés en qualité de volontaires. Ils ont été refusés ; puis, par la suite, trois d'entre eux ont été admis en qualité de miliciens. J'en ai examiné plusieurs, je leur avais même délivré des certificats d'aptitude au service.

Ces nombreux refus de volontaires ont jeté le découragement parmi nos jeunes gens. J'en connais personnellement trois qui sont désireux d'entrer au service militaire en qualité de volontaires et n'osent se risquer à comparaître devant les médecins militaires.

De 1897 à 1902 j'ai fait partie du conseil de revision à Arlon et j'ai pu constater que les jeunes médecins se laissent facilement influencer par les médecins militaires.

Sur interpellation, le témoin déclare que les médecins civils étaient sept ou huit, appelés par roulement, à faire successivement partie du conseil de revision de la province.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer ; le secrétaire, Patris ; le témoin, Guelff.

Déposition de M. Édouard DEGRELLE.

Le deuxième témoin entendu déclare se nommer Édouard Degrelle, 37 ans, brasseur, conseiller provincial à Bouillon.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

Je puis faire part à la Commission de faits que je connais au sujet de refus opposés à divers aspirants volontaires.

En 1904, l'un d'eux, natif de Belvaux, s'étant vainement présenté successivement au 10e, au 13e, au 14e et au 9e de ligne, je me suis décidé, à la demande de ses parents, à l'accompagner à Arlon, au 10e de ligne. Comme je connaissais le colonel Duflot, j'allai le voir. Il m'envoya, avec sa recommandation, au sergent-major, qui me déclara que les pièces n'étaient pas en règle; le cachet apposé par l'administration communale de Belvaux n'était pas dans la case réglementaire. Je voulus alors retourner à Belvaux faire réapposer le cachet, mais le colonel insista pour que les pièces fussent admises et je pus accompagner le candidat chez le médecin militaire. Celui-ci était, je crois, le Dr Marchal ou le Dr Dubois — auprès duquel je m'étais fait recommander par un officier ami. Le docteur me déclara tout d'abord qu'il ne pouvait admettre le jeune homme, parce qu'il avait une blessure à l'œil, il s'agissait, en réalité, d'une petite blessure superficielle à la paupière. J'ai expliqué alors que ce jeune homme avait cassé des cailloux la semaine précédente et qu'il se pouvait qu'un léger éclat l'eût atteint au rebord de l'œil; (il est aujourd'hui un excellent tireur et porte même le chevron réservé aux tireurs.)

Arrivé à la caserne, on me dit à nouveau : nous ne pouvons l'admettre, il a une mauvaise dent. Je n'eus pas de peine à démontrer que le candidat avait une mâchoire excellente. Et, finalement, grâce à l'officier qui m'accompagnait, le médecin, pour m'obliger, signa l'admission. Il me fallut un temps énorme et des peines très grandes pour trouver ensuite le médecin du régiment. Enfin, après des difficultés nouvelles, je pus obtenir, à la fin de la journée, les papiers nécessaires au jeune homme pour l'envoi à l'école régimentaire de Philippeville.

Quinze jours plus tard on voulut, pour insuffisance d'instruction, le renvoyer au régiment. Heureusement, je connaissais là un sous-officier, fils de douanier, à qui j'écrivis. Il intervint et, finalement, mon jeune homme resta. Il est assimilé au grade de sergent aujourd'hui.

Un autre fait :

Le sieur R... (1) s'est présenté en 1906 au 11e de ligne à Hasselt. On lui a dit de se faire opérer de polypes dans le nez. Il s'est représenté au 11e après l'opération et a été refusé. Il s'est alors présenté au 5e de ligne à Anvers. On lui a dit de se faire opérer à nouveau. Il s'est alors présenté, avec certificat du Dr Lenoir, attestant sa guérison complète. Il a été refusé au 11e et au 5e; il s'est alors présenté au 10e de ligne, où un médecin l'a déclaré apte et un autre inapte. Il a de nouveau été refusé. Il m'a dit qu'à chacune de ces présentations, ils étaient 5, 6 candidats, qui tous, ou à peu près, ont été également refusés.

Un autre jeune homme de Bouillon, dont je ne veux pas citer le nom (2), a été refusé quatre fois avant d'être admis.

---

(1) Conformément à une décision prise par la Commission, les personnes citées au cours des enquêtes ne sont désignées que par leurs initiales, dans les pièces imprimées, lorsqu'il est question de leur état physiologique ou de leur moralité.

(2) Le nom de ce jeune homme a été communiqué par écrit à M. le président de la Commission.

Un jeune homme s'est présenté au 10e de ligne à Arlon, chef-lieu de province, pour subir la visite et être incorporé dans un autre régiment. Il a été refusé parce que ce n'était pas au 10e qu'il voulait être incorporé.

On m'a dit hier qu'un autre Bouillonais a été refusé parce qu'il pesait 3 livres de moins que le poids requis.

Un sieur C..., fils d'un brigadier de douane de Bouillon, a été refusé deux fois, puis accepté à sa troisième présentation.

A... P... a été refusé une fois, puis admis ensuite. La première fois, le médecin de bataillon l'avait admis et le médecin de régiment l'a refusé.

Même cas pour le sieur F..., actuellement dans l'armée.

Même cas pour G..., de Rochehaut, qui, le même jour, a été refusé au 9e de ligne et accepté aux carabiniers.

M. P..., de Sugny, a été refusé en qualité de volontaire et accepté la même année en qualité de milicien.

D..., de Vrigne-au-Bois, a été refusé comme volontaire et accepté comme milicien également dans la même année; il est actuellement au 1er lanciers, 3e escadron.

Tout à l'heure j'ai rencontré dans le train un homme qui était venu pour engager son fils et devait s'en retourner parce que sur deux des pièces qu'il présentait, le nom de la mère n'était pas orthographié exactement : il était écrit deux fois en un mot et la troisième fois en deux mots. (De Vigne.)

On constate d'ailleurs souvent que les secrétaires communaux sont peu au courant de la façon dont il faut libeller les pièces; c'est à ce point que le commandant de Bouillon a signalé le fait à l'administration de Corbion. Quatre jeunes gens ont dû se représenter à quatre reprises successives, à raison d'inexactitudes dans les pièces.

Je connais personnellement plusieurs jeunes gens de Bouillon, prêts à entrer dans l'armée et qui redoutent la tare qui résulte toujours d'un refus.

J'ajoute une observation d'ordre général :

Beaucoup de jeunes gens sont désireux de passer par l'armée à l'effet de conquérir l'une ou l'autre des nombreuses places qui s'offrent par la suite, telle celle de douanier, de gendarme, de garde-forestier, de garde-convoi, tous emplois auxquels les Luxembourgeois tiennent beaucoup.

Sur interpellation, le témoin déclare qu'il constate cet état de choses sans vouloir rechercher quelles en sont les causes.

Il déclare, sur une seconde interpellation, qu'il ne peut croire que ce soit à raison d'un excès de candidatures d'aspirants volontaires luxembourgeois que l'autorité militaire se montrerait plus exigeante.

En tout cas, dans le Luxembourg, où les trajets sont longs et difficiles, les jeunes gens hésitent à se déplacer successivement sans chance de succès.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Degrelle.

Déposition de M. STRENS.

Le troisième témoin entendu est M. François Strens, 49 ans, maître d'armes à Florennes. Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Mon fils s'est présenté, en ma compagnie, en janvier 1906 au 13e de ligne à Namur. Tout d'abord, on le refusa parce que sur les pièces qu'il présentait, le nom de ma femme était mal orthographié. Ma femme, morte maintenant, s'appelait Meraux. On avait commis une faute légère dans le nom. Il se représenta le lendemain et le médecin le refusa parce qu'il avait une narine plus petite que l'autre. On l'a envoyé en observation et au bout de deux jours on l'a refusé définitivement, bien qu'il eût prouvé au médecin, en soufflant sur le dos de la main de la poudre par les deux narines, qu'elles fonctionnaient toutes deux parfaitement. Au lendemain de ce fait, j'ai soumis mon fils à l'examen d'un médecin civil, qui m'a déclaré ne rien découvrir d'anormal dans son cas. Ayant été sous-officier au premier chasseurs, j'ai été le présenter à ce régiment, après m'être fait recommander par un des majors. Le médecin auquel il a été soumis l'a fait déshabiller et il a découvert de suite qu'il avait une narine de travers. Il a demandé s'il ronflait la nuit, et j'ai répondu que non, mais qu'il rêvait. Mon fils a alors été admis et a été incorporé. Il y avait trois semaines de distance environ entre ma démarche au treizième de ligne et celle au premier chasseurs. Il a fait trois ans de service, faisant notamment les grandes manœuvres, sans jamais être à l'arrière, ni avoir dû rester à l'hôpital. Il a été nommé caporal, et s'il n'avait dû venir me suppléer dans ma salle d'armes, il aurait signé un réengagement. Pendant tout son séjour à l'armée, mon fils n'a jamais dû aller à l'hôpital.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition, et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer ; le secrétaire, Patris ; le témoin, Strens.

Déposition de M. SEL.

Le quatrième témoin entendu est M. Gustave Sel, 57 ans, employé, domicilié à Manage.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante en flamand :

Mon fils a été refusé. Il était étudiant à Carlsbourg, où il est resté plus de trois ans. Pendant les grandes vacances, il m'a demandé de pouvoir être soldat. Il n'avait pas encore 18 ans. Je lui ai donné mon consentement à la fin de septembre 1905. Mon fils s'est donc présenté à Liége comme volontaire de carrière au 2e régiment de lanciers. Il s'est présenté seul et il a été refusé. Il est revenu le même jour chez nous de Liége en pleurant, et en disant qu'on l'avait déclaré impropre au service. On ne lui a pas dit pourquoi, mais le médecin militaire avait ajouté qu'il ne pouvait plus se

présenter dans d'autres régiments. Deux jours après son retour de Liége où il avait été refusé, je lui ai conseillé de se présenter à Louvain. Il me répondit qu'il était inutile d'encore faire des démarches, puisque le médecin militaire lui avait déclaré qu'il ne pouvait plus se présenter nulle part. Je lui ai dit alors : « Déchire tes papiers de Liége, car tu as le droit de te présenter dans un autre régiment. » Je possède une certaine expérience, car j'ai été moi-même soldat. Mon fils s'est, par conséquent, rendu le lundi suivant, donc deux jours après, à Louvain, où il a été examiné et déclaré apte au service par deux médecins militaires. Il a donc été admis. Seulement il était trop petit pour le quatrième régiment d'artillerie à Louvain (artillerie montée); il a été quinze jours en subsistance à la caserne de Louvain. Est arrivé alors un ordre ministériel lui laissant le choix entre un régiment d'infanterie ou le 2e régiment de chasseurs à cheval, à Mons. Mon fils a donné la préférence à ce dernier régiment. Il y est encore, en qualité de brigadier. Il en est maintenant à sa 4me année de service. Il ne s'engagera probablement plus. Mon fils a eu, en effet, des difficultés avec son premier maréchal des logis chef, à cause d'une affaire de service qui avait commencé à l'occasion d'un nettoyage d'une cour de la caserne. Ce premier maréchal des logis chef l'avait menacé du conseil de guerre. Alors mon fils, pris de peur, s'est enfui à Maubeuge. Je l'ai ramené à son régiment, à Mons; il n'a point dû passer devant le conseil de guerre, mais il a subi quatre jours de cachot. Après avoir purgé cette peine, mon fils a continué son service comme brigadier. Neuf mois après il a été envoyé au dépôt du régiment, à Beveren-Waes, pour y faire des écritures, parce qu'il a une bonne instruction. Après un an passé au dépôt, il se trouve encore au régiment; il y est employé aux écritures, dans le bureau du capitaine-commandant Plumat. Il est bien vu de ses supérieurs et fait du bon service. Je connais encore un autre jeune homme, É... D..., de Calcken, je pense, qui, il y a environ deux ans, s'est présenté comme volontaire de carrière à l'artillerie. Le médecin du régiment l'a refusé à cause de ses yeux; environ un an après, il a tiré un mauvais numéro et il a été alors admis et incorporé au 3e régiment d'artillerie à cheval, 25me batterie. Il est encore toujours au service. Il est tailleur du régiment; donc ses yeux doivent être bons, me semble-t-il.

Lecture étant faite de sa déposition, le témoin déclare persister dans les termes de celle-ci, et signe avec nous.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, du Catillon; le témoin, G. Sel.

Déposition de M. VERSTRAETEN.

Le cinquième témoin entendu est M. Adrien Verstraeten, 20 ans, terrassier à Strombeek-Bever. Après avoir prêté le serment requis, le témoin déclare en flamand : Le 23 mars 1909, je me suis rendu au bureau de la place de Bruxelles, rue Royale, pour m'engager en qualité de volontaire avec

prime. On m'a examiné à Bruxelles et l'on ne m'a pas trouvé de défauts. J'ai alors été envoyé à Liége, où l'on m'a examiné à nouveau. On m'a dit à Bruxelles que j'étais admis en qualité de soldat au 8e régiment d'artillerie à Liége. Là, j'ai été examiné de rechef par un médecin connaissant le flamand. Il parlait passablement bien cette langue ; je l'ai bien compris. Le médecin ne m'a rien dit, ni oui ni non, concernant mon admission ; alors j'ai été appelé par le « chef ». (j'ignore son grade) et celui-ci m'a dit qu'il ne m'avait pas trouvé apte. Ensuite, j'ai été appelé auprès du colonel. Celui-ci me déclara que le médecin avait trouvé mon ouïe trop faible. J'ajoute que j'ai été très étonné d'entendre que mon ouïe laissait à désirer, d'autant plus que j'avais pu répondre à toutes les questions qui m'avaient été posées, sauf une, que j'ai dû faire poser une seconde fois en disant : « s'il vous plaît? », car je n'avais pas compris cette question. On m'a répété la question et j'ai pu répondre.

Sur interpellation, le témoin déclare que le médecin de Liége l'avait examiné à l'aide d'un instrument qu'on lui mit dans l'oreille et aussi à l'aide d'un spéculum. Cela ne s'est pas présenté à Bruxelles. Le médecin de Bruxelles s'est entretenu avec moi et j'ai pu répondre à toutes ses questions.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer ; le secrétaire, du Catillon ; le témoin, Verstraeten.

SÉANCE DU 22 AVRIL 1909.

L'an mil neuf cent et neuf, le 22 avril, à 10 1/2 heures du matin, nous soussignés, président et secrétaire de la Commission d'enquête parlementaire, avons procédé, en présence de MM. du Bus de Warnaffe, Hoyois, Levie, Lorant, Melot, Poullet et Van Cauwenbergh, membres de la Chambre des Représentants et de la Commission d'enquête instituée par elle, au local de la 4e section de la Chambre, en audience publique, à l'audition des témoins convoqués par M. le Président pour être entendus dans leur déposition, ainsi qu'il suit :

Chaque témoin, à l'appel de son nom, décline ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure, et est invité à prêter, conformément à l'article 317 du Code d'instruction criminelle et à l'arrêté du 4 novembre 1814, le serment suivant : « je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Audition de M. Jules VERMEULEN.

Le premier témoin entendu est M. Jules Vermeulen, 44 ans, voyageur de commerce, sergent-major pensionné, demeurant à Renaix. Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

J'ai émis le désir de fournir quelques renseignements à la Commisssion sur ce que j'ai pu constater pendant mon séjour à l'armée. J'ai été pensionné en septembre 1908, après avoir été sergent-major au dépôt, puis à l'école régimentaire du 3me de ligne. Au dépôt, j'ai eu l'occassion d'assister assez fréquemment à la visite des candidats volontaires. J'ai pu constater qu'au lendemain de la nouvelle loi les médecins militaires se sont montrés très méticuleux, plus en tout cas qu'antérieurement. Je sais que deux candidats refusés au 3e ont été admis deux mois après dans un autre régiment. J'ai vu un jeune homme refusé, qui en apparence paraissait devoir être un bon soldat. Il avait une belle carrure, un excellent périmètre thoracique. Tous mes collègues sous-officiers ont été impressionnés de la sévérité montrée par les médecins militaires, à partir de l'application de la loi de 1902, et il est incontestable que cela a dû décourager beaucoup de jeunes gens désireux de s'engager. Je crois que l'on aurait eu beaucoup plus d'hommes si on avait été moins méticuleux, car la loi de 1902 est une belle loi, qui fait une situation magnifique à nos volontaires et à nos sous officiers. La meilleure preuve c'est que ceux-ci restent. Les ex-sous-officiers font aujourd'hui de la propagande contre le volontariat parce qu'ils sont jaloux de la belle situation faite aux volontaires de carrière.

Après lecture, le témoin délare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le Président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Vermeulen.

Déposition de M. François VAN OFFEL.

Le deuxième témoin entendu est M. François Van Offel, 30 ans, ancien brigadier docteur à Stabroeck. Après avoir prêté serment, le témoin fait en flamand la déposition suivante :

J'ai été attaché au dépôt du 7me régiment d'artillerie comme brigadier-docteur pendant trois ans. J'ai servi 5 ans et 6 mois à l'armée. Après avoir quitté le dépôt je suis entré comme maréchal des logis au fort de Rupelmonde. L'admission des volontaires par le médecin de régiment différait d'après les jours, selon qu'il était de bonne ou de mauvaise humeur; il avait des instants de sévérité, des instants de condescendance. Je me suis surtout engagé pour apprendre les deux langues. J'ai donc fait mon examen à l'école régimentaire; je ne sais si mon examen a plu aux membres du jury, mais en tout cas, j'ai constaté que à l'école régimentaire les miliciens étaient avantagés au détriment des volontaires. L'école comptait de mon temps 60 miliciens et seulement 20 volontaires, bien qu'une centaine de volontaires aient voulu se présenter à l'école. Les miliciens étaient aussi avantagés pour les grades, je l'ai constaté personnellement. L'autorité compétente se montrait plus sympathique aux miliciens qu'aux volontaires. Je me rappelle que le plus grand nombre de volontaires n'était pas les bienvenus au régiment. Moi même j'ai dû entendre l'épithète de « crève-de-faim » et encore d'autres mots désagréables. Cela s'est passé lorsque j'ai été incorporé. J'ai également constaté que lorsque je voulais retourner à l'école régimentaire, j'étais obligé de nettoyer la cour de la caserne; on voulait ainsi me décourager. Après un an j'ai été admis à l'école en devenant brigadier. Je suis entré à l'armée le 23 octobre 1896; j'ai donc quitté l'armée avant la loi de 1902.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, du Catillon; le temoin, Van Offel.

Déposition de M. Théophile MUYLAERT.

Le troisième témoin entendu est M. Muylaert, Théophile, 23 ans, candidat facteur à Ninove, domicilié à Oultre.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait en flamand la déposition suivante :

Je me suis présenté comme volontaire de carrière en 1902 au 2e régiment de ligne. Je n'ai pas été accepté. J'étais alors âgé de 17 ans. Deux ans plus tard j'ai tiré un mauvais numéro et j'ai été incorporé au 10e régiment de ligne. Je connais un de mes camarades qui s'est présenté avec moi au 2e de ligne. Il a été refusé également. Actuellement il est facteur des postes à Aspelaer. Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition, et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, dé Sadeleer; le secrétaire, du Catillon; le témoin, Muylaert.

Déposition de M. BENOIT VAN AUDENHOVE.

Le quatrième témoin entendu est M. Van Audenhove Benoît, 26 ans, ouvrier à la gare de Tour et Taxis, à Bruxelles, domicilié à Erembodegem.

Le témoin ayant fait le serment requis, fait en flamand la déposition dont voici la traduction :

J'ai été engagé comme volontaire avec prime au 4e régiment de lanciers, premier escadron. J'ai constaté que, lorsqu'un volontaire entre au régiment avant le mois d'octobre, il est obligé de servir depuis le moment de son entrée au corps jusqu'au mois d'octobre, sans que ce laps de temps soit déduit du service effectif. Alors qu'un volontaire avec prime n'est tenu qu'à trente-neuf mois de service, il se produit ainsi qu'on le retienne quarante-six mois sous les drapeaux. Ce fut mon cas. Je me suis marié le 3 juin 1908, et j'ai demandé 200 francs au Département de la Guerre comme avance de fonds sur ma prime, mais je n'ai rien obtenu parce que je ne me trouvais pas dans un des cas prévus par le règlement pour pouvoir toucher cette somme. J'ai donc dû contracter une dette de 200 francs. Selon moi, et conformément au désir général, il serait de beaucoup préférable que les volontaires pussent toucher leur argent quand ils en auraient besoin.

Quand nous, volontaires avec prime, entrons à l'armée, on nous remet un livret de la Caisse d'épargne, où figure une somme de 300 francs. Une somme de 100 francs y est annuellement ajoutée, mais cette somme ne produit aucun intérêt. C'est le contraire de ce qui est fait pour les autres soldats, volontaires, miliciens et autres.

Une somme de 100 francs doit être payée le 1er octobre, aux volontaires avec prime, mais ces fonds ne nous parviennent qu'en novembre ou en décembre. Au lieu de 100 francs, nous ne touchons que fr. 99.70, déduction faite de fr. 0.30 pour le mandat-poste. Si l'on donnait plus de facilité pour toucher l'argent, le nombre des volontaires avec prime s'élèverait sensiblement. Je n'ai pas eu à me plaindre de mes supérieurs. J'ai servi sous les ordres de trois majors et de trois commandants; j'ai toujours obtenu les congés que j'ai désirés. J'ai obtenu au total 246 jours de congé pendant mon service effectif. On ne m'a jamais obligé à prendre un congé. J'ai demandé congé lorsque je devais me rendre dans ma famille. Je suis entré au service le 6 mars 1903.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, du Catillon; le témoin, B. Van Audenhove.

Déposition de M. ALEXANDRE DEDEKKER.

Le cinquième témoin entendu est M. Alexandre Dedekker, employé à Ter Bank, Louvain, âgé de 25 ans.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

J'ai demandé à être entendu par la Commission pour lui faire part des faits suivants :

Vers l'âge de 18 ans, je me suis présenté à Louvain pour être admis en qualité de volontaire aux chasseurs à cheval. J'ai été refusé; j'ignore pour quel motif. Deux ans plus tard j'ai tiré au sort, j'ai amené un mauvais numéro et j'ai été incorporé aux lanciers à Namur. J'ai quitté l'armée en décembre 1907; on n'avait fait aucune difficulté pour m'accepter aux lanciers.

Après lecture le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Dedekker.

Déposition de M. Quirin JACQUES.

Le sixième témoin entendu est M. Quirin Jacques, 23 ans, employé à Tirlemont.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

J'ai demandé à être entendu par la Commission pour lui exposer qu'ayant sollicité mon entrée au régiment d'artillerie à Tirlemont, à l'effetd'être admis aux guides, j'ai été refusé pour faiblesse de la vue. Quelques mois plus tard j'ai tiré au sort et j'ai amené un mauvais numéro. On m'a incorporé alors dans la Compagnie du chemin de fer du génie, et ma vue fut alors trouvée fort bonne. Je n'avais d'ailleurs jamais souffert de la vue; le médecin traitant m'avait toujours déclaré que ma vue était excellente, et je n'en ai jamais souffert pendant toute la période de mon séjour à l'armée. Si j'ai été réformé à Tirlemont, c'est peut-être bien à cause des carrés visuels qui m'ont été soumis. Or, ces carrés, au lieu d'être bien noirs et blancs, étaient des carrés vaguement crayonnés avec des lignes courbes. Il en résultait que les carrés étaient fort mal détachés. Au contraire, les carrés qu'on m'a présentés à Bruxelles étaient nettement tracés, et je n'ai pas eu la moindre peine à les distinguer à la distance réglementaire. Si je ne me suis pas présenté directement aux guides, après avoir été éconduit à Tirlemont, c'est sur le conseil du médecin, mort aujourd'hui, qui me l'a déconseillé, jugeant l'épreuve superflue.

Après lecture le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Quirin Jacques.

Déposition de M. Arthur DE BLOCK.

Le septième témoin entendu est M. De Block, Arthur, 22 ans, cavalier au 2e régiment de chasseurs à Mons, domicilié à Moorsel-lez-Alost. Le témoin ayant prêté le serment requis, fait en flamand la déposition suivante :

En 1908, je me suis présenté à l'officier de milice à Alost pour être volontaire avec prime. J'ai été obligé de revenir trois fois, parce que l'officier ne pouvait m'admettre. Nous étions trois. J'étais accompagné du recruteur de l'armée. Je suis donc retourné trois fois parce que les pièces n'étaient pas en règle, c'est du moins ce que prétendait l'officier de milice, un vieillard. Je n'avais pas indiqué de régiment. Cette année, le 17 février, je me suis à nouveau présenté chez le même recruteur. J'ai été accepté sans difficulté, après deux jours, au 2e chasseurs à pied à Mons. En 1908, je m'étais aussi présenté au 2e de ligne à Gand. On m'a refusé parce que j'avais à ce moment un peu d'inflammation sur le corps. Cette éruption passagère a disparu plus tard.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le Président, de Sadeleer ; le secrétaire, du Catillon ; le témoin, De Block.

SÉANCE DU 22 AVRIL 1909 (après midi).

L'an mil neuf cent et neuf, le 22 avril, à 2 heures de l'après-midi, nous soussignés, président et secrétaire de la Commission d'enquête parlementaire, avons procédé, en présence de MM. Bertrand, du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Lorand, Mansart, Melot, Persoons, Poullet, Segers, Standaert et Van Cauwenbergh, membres de la Chambre des Représentants et de la Commission d'enquête instituée par elle, au local de la 4me section de la Chambre, en audience publique, à l'audition des témoins convoqués par M. le président pour être entendus dans leur déposition, ainsi qu'il suit :

Chaque témoin, à l'appel de son nom, décline ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure, et est invité à prêter, conformément à l'article 317 du Code d'instruction criminelle et à l'arrêté du 4 novembre 1814, le serment suivant : « je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Déposition de M. ARMAND DUPONT.

Le premier témoin entendu le jeudi 22, après-midi, est M. Armand Dupont, 27 ans, négociant à Gérouville.

Après avoir prêté le serment requis, le témoin fait la déposition suivante :

J'ai demandé à être entendu par la Commission pour lui signaler que, depuis la mise en vigueur de la loi de 1902, sept jeunes gens de Gérouville se sont présentés en qualité de volontaires de carrière et que tous les sept successivement ont été refusés. Par la suite, trois d'entre eux ont été acceptés comme miliciens.

Ces jeunes gens étaient A. B., refusé pour cause physique en 1903, T. L., en 1904, C. H., en 1905, L. J., en 1906, L. G., en 1904, L. F., en 1905, E. A., la même année. L. G., L. F. et E. A., après avoir été refusés, ont été admis en qualité de miliciens. Le premier est entré au 13e de ligne, où il était encore en service en juillet 1907; L. F. est au 3e d'artillerie depuis octobre 1908; enfin, E. A., refusé le 12 juillet 1905, pour difformité de la colonne vertébrale, a été incorporé en 1905, le 18 juillet, six jours plus tard, et déclaré apte au service par le même médecin. Tous ces jeunes gens habitaient Gérouville et Limes. Il est incontestable que ces refus successifs ont découragé les jeunes gens qui eussent voulu prendre un engagement et les ont détournés de la carrière militaire.

Ainsi, A. B., le premier nommé, accepterait volontiers de passer une nouvelle visite.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, A. Dupont.

Déposition de M. Oscar POLLART.

Le deuxième témoin entendu le jeudi 22 avril après-midi est M. Oscar Pollart, médecin civil, 51 ans, domicilié à Saint-Gilles lez-Bruxelles.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Je fais partie du conseil de revision du Brabant depuis une vingtaine d'années à peu près. Un médecin militaire assiste en même temps qu'un médecin civil à ces opérations. Il est très rare que des divergences de vues se produisent entre eux. En ce qui me concerne, cela s'est produit une fois.

J'avais déclaré un homme inapte, le médecin militaire le jugeait apte, et il a été envoyé en observation à l'hôpital militaire. Le conseil se rallie presque toujours à l'avis des médecins. Je n'ai pu constater aucune tendance, les examens se font toujours de façon très consciencieuse; et, pour ma part, je n'ai jamais constaté que le médecin civil subit l'ascendant de son collègue militaire; la réciproque, à ma connaissance, n'a jamais été vraie non plus. L'examen des réclamants, qu'ils soient miliciens ou volontaires, est toujours le même. Pour ma part, j'ignore même si j'ai en ma présence des candidats volontaires, depuis l'arrêté royal de novembre dernier.

J'estime que les avis différents des médecins, qui font qu'un candidat refusé le matin dans un régiment est admis l'après-midi dans un autre régiment, s'expliquent par la difficulté que présentent parfois les examens. Ainsi, dans un cas d'affection du cœur, un médecin peut constater un faux pas et un autre peut très bien ne pas le percevoir. D'autre part, on examine les hommes au point de vue de la taille en proportion avec le périmètre de l'homme. Tel médecin applique les règlements dans leur sens absolu, tel autre est plus large. Pareil fait ne se renouvellerait pas, à mon sens, si deux médecins étaient commis à l'examen des candidats, au lieu d'un seul. Je dois ajouter que le médecin militaire a, à un très haut point, dans l'acceptation des candidats volontaires, le souci de sa responsabilité et hésite à faire déclarer apte au service un volontaire sur l'état physique duquel il y a doute pour lui. Aussi, si un homme paraît douteux, le médecin refuse, d'autant plus que sa responsabilité se trouve ainsi absolument à couvert.

Je n'ai constaté aucune différence quelconque dans l'attitude des médecins militaires au conseil de revision du Brabant depuis l'arrêté du 8 novembre 1908. L'examen des hommes se fait avec la même conscience qu'auparavant de la part des praticiens à qui ils sont soumis.

Sur interpellation, le témoin dit qu'il croit que les médecins militaires ayant examiné un candidat volontaire, se contentent de le déclarer « apte » ou « inapte » sans indiquer les raisons de leurs décisions. C'est du moins ce que je crois savoir, ajoute-t-il.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, O. Pollart.

Déposition de M. Basile BAERT.

Le troisième témoin entendu le jeudi 22 après-midi est M. Basile Baert, 73 ans, bourgmestre et conseiller provincial à Dixmude.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante.

J'estime que la propagande faite en faveur du volontariat est insuffisante et les jeunes gens désireux de s'engager n'osent le faire, car on leur reproche — du moins est-ce ce que l'on dit — d'avoir vendu leur peau. Bref, ils ne se présentent pas.

En ma qualité de président du conseil de milice, je connais des jeunes gens qui, ayant été refusés en qualité de volontaire, ont été, par la suite, admis comme miliciens, et incorporés. J'en ai connu deux dans ce cas à Furnes, et il y en a chaque année. L'un d'eux m'a déclaré il y a quelques jours (un sieur C., de Kaeskerke) qu'il avait été réfusé pour condamnation du chef de contravention à la loi sur l'ivresse.

Dans mon canton il y a en réalité peu de gens qui se montrent désireux de s'engager ; mais je crois que si l'on faisait un peu plus de propagande, il y en aurait certes beaucoup plus.

A ma connaissance, il n'y a pas de comité de recrutement dans ma contrée.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*): Le Président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Baert.

Déposition de M. BAEKELANDT.

Le 4e témoin entendu le jeudi 22, après-midi, est M. Henri Baekelandt, 38 ans, docteur en médecine, à Aertrijcke.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

J'ai eu l'occasion d'examiner deux candidats volontaires de carrière que j'estimais parfaitement propres au service. L'un a été accepté; l'autre a été refusé en 1907, et, en octobre dernier, on l'a accepté comme milicien.

Je ne pourrais fournir de renseignements à la Commission sur les conditions faites aux volontaires et dans lesquelles s'applique la loi depuis 1902. Il n'y a eu que deux candidats dans ma commune.

Sur interpellation, le témoin déclare que l'autorité militaire aurait dit au jeune homme, refusé d'abord comme volontaire, puis admis en qualité de conscrit, qu'il ne devait pas aller à l'armée, qu'on rirait de lui. Il tient ce fait du père du milicien, qui croyait qu'on l'avait refusé parce qu'il avait une orbite plus bas que l'autre. Le père m'a déclaré que son fils était devenu un excellent tireur et avait eu un prix de tir de compagnie.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer ; le secrétaire, Patris ; le témoin, Backelandt.

Déposition de M. THÉODORE VAN HOUTTE.

Le 5me témoin entendu le jeudi 22, après-midi, est M. Théodore Van Houtte, 55 ans, docteur en médecine à Dixmude.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

J'ai eu l'occasion d'examiner des aspirants volontaires, qui, par la suite, ont été refusés par l'autorité militaire et que j'avais trouvés aptes au service. Il y en a eu beaucoup, je crois; mais je ne les revoyais pas tous. Je me souviens en tout cas, avoir examiné, en 1905, deux forts gaillards, solidement bâtis, que je trouvais parfaitement aptes; ils ont cependant été refusés. L'un d'eux, nommé B..., d'Oostkerke-lez-Dixmude, a été, l'année suivante, incorporé en qualité de milicien aux carabiniers. J'en ai connu un autre encore, refusé par une autorité pour transpiration des pieds, et, depuis, devant une autre autorité, pour faiblesse de la vue. Quant à moi, je n'avais pas constaté qu'il transpirât des pieds, et le jeune homme ajoutait qu'il n'en souffrait pas; et j'ai quelque expérience, puisque voici trente ans que je fais partie du conseil de milice de Dixmude, en qualité de médecin.

En présence de ces faits, j'ai, par la suite, déconseillé à des jeunes gens que je ne considérais pas comme absolument parfaits de se présenter encore. Au début, il y en a eu beaucoup; mais le nombre a décru petit à petit dans des proportions considérables; les refusés, toujours plus nombreux, décourageant l'initiative des autres. J'estime qu'il faudrait plus d'un médecin pour l'examen des aspirants volontaires, d'autant plus que à ma connaissance, il y a de l'arbitraire.

J'ai connu un jeune homme auquel j'avais déconseillé d'aller se présenter parce que je ne le considérais pas comme parfait; il m'a répondu : j'ai un moyen, je connais une démarche à faire et je réussirai; et, en effet, il fut admis.

Il est certain qu'une sorte de tare s'attache aux jeunes gens qui ont été refusés.

Sur interpellation, le témoin déclare que quatre médecins sont appelés à faire partie chaque année, par roulement, du conseil de milice de Dixmude.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Th. Van Houtte.

Audition de M. EMILE VAN HOUTTE.

Le sixième témoin entendu est M. Emile Van Houtte, 48 ans, garde-champêtre et agent recruteur à Slype.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

En 1902, le nommé R..., candidat volontaire avec prime, a été refusé par l'autorité militaire d'Ostende pour cette raison « qu'il n'était pas encore homme ». (Il était dans sa vingtième année.) Huit jours après, il a été

refusé, pour le même motif, par l'autorité militaire provinciale; cependant c'était un gaillard bien bâti; il est aujourd'hui marié et père de famille.

En 1904, le nommé Maes, Jules, de mon village, a été engagé par mes soins à l'artillerie. Il a été admis, il a été incorporé ultérieurement en qualité de milicien et j'ai dû restituer les 200 francs que j'avais touchés pour lui en qualité de volontaire avec prime. Il avait escompté un bon numéro et en avait amené un mauvais. J'ai, à deux reprises, été frappé d'une retenue de 100 francs par le Ministère de la Guerre.

Nombre de jeunes gens volontaires avec prime se plaignent de ce que le service fait par eux avant le mois d'octobre ne soit pas rémunéré, et il en résulte que plusieurs jeunes gens, désireux de s'engager en qualité de volontaires avec prime, ne le font pas. D'autres, âgés de moins de 18 ans, ne veulent pas s'engager parce que leurs parents ne touchent pas la rémunération avant cet âge. Je suis agent recruteur depuis une vingtaine d'années, et je m'occupe autant des volontaires de carrière que des volontaires avec prime.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, E. Van Houtte.

Audition de M. Séraphin LINGIER.

Le septième témoin entendu est M. Lingier, Séraphin, 46 ans, employé à l'administration communale de Ghistelles (Flandre occidentale).

Le témoin déclare en flamand, après avoir prêté le serment requis :

V... E..., de Zande, dont le père habite Zevecote, voulait s'engager comme volontaire; je le fis d'abord examiner par un médecin civil, qui le déclara apte au service et l'envoya à Ostende. E... V... y fut examiné par un médecin militaire et déclaré apte au service. On l'incorpora dans l'artillerie. Après quelque temps, il fut renvoyé. Cependant, V. était un beau et fort garçon; j'ignore pourquoi il a été renvoyé.

Je connais encore deux jeunes gens qui furent refusés.

La crainte d'être refusés arrête beaucoup de jeunes gens; ils n'essayent pas de prendre du service à l'armée, parce que le refus suscite à la campagne certaines railleries.

Sur interpellation, le témoin déclare avoir été nommé agent recruteur, depuis environ vingt ans, par dépêche ministérielle.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, du Catillon; le témoin, Lingier.

Audition de M. PIERRE-JEAN TOPFF.

Le huitième témoin entendu est M. Topff, Pierre-Jean, 60 ans, maçon à Overpelt (Limbourg).

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait en flamand la déposition suivante :

J'ai un neveu, H. T., qui a été refusé comme volontaire; en 1905, je crois, il a tiré un mauvais numéro et alors il a été incorporé comme milicien ; je ne sais pour quel motif il avait été refusé la première fois. Je ne sais pas exactement combien de temps s'est écoulé entre le moment où il a été refusé et celui où il a été accepté. Je pense que c'est environ après un délai d'un an.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer ; le secrétaire, du Catillon ; le témoin, Topff.

Audition de M. FRANÇOIS CRABBÉ.

Le neuvième témoin entendu est M. Crabbé, François, 20 ans, cultivateur, demeurant à Vieux-Heverlé.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait en flamand cette déposition :

Je me suis présenté en avril 1908, comme volontaire de carrière à Louvain, chez le commandant de place, et j'ai été refusé; mais quand j'ai tiré au sort cette année, j'ai été accepté. La première fois, on m'a dit que mes pièces n'étaient pas en règle.

Sur interpellation, le témoin déclare qu'il n'est pas allé en appel.

J'ai été accepté le 27 mars par le conseil de milice ; d'autres jeunes gens étaient dans le même cas. Un jeune homme de ma commune s'est présenté il y quatre ans comme volontaire de carrière et a été refusé deux fois.

En 1906, je pense, il a tiré un mauvais numéro et il a fait jusqu'à l'année dernière son service à l'armée. Alors il a quitté le régiment.

Sur interpellation, le témoin déclare qu'il s'est rendu deux fois à la place de Louvain ; la première fois, ses pièces n'étaient pas en règle; une deuxième fois, on l'y a renvoyé avec les mêmes pièces, croit-il.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, du Catillon ; le témoin, Crabbé.

Audition de M. CHARLES TIMMERMAN.

Le dixième témoin entendu est M. Charles Timmerman, 57 ans, garde-champêtre à Moere, près d'Ostende.

Après avoir prêté le serment requis, il déclare en flamand :

Je suis agent recruteur depuis plus de 25 ans; en 1903 ou 1904, s'est

présenté devant moi un jeune homme qui voulait devenir volontaire avec prime ; je l'ai envoyé à Ostende. Le jeune homme ne fut pas accepté, à raison de sa vue. Il a été refusé en appel également, quoiqu'un médecin civil eut exprimé avis que le candidat était apte.

En 1906, un autre jeune homme fut déclaré bon pour le service à Ostende ; le médecin militaire lui dit même : Vous êtes un bon soldat. Le jeune homme se rendit à Charleroi pour rejoindre son régiment, où il ne fut pas admis.

Il y a deux ou trois ans, un solide et fort garçon s'était présenté comme volontaire avec prime, mais il fut refusé. Plus tard il fut admis comme milicien, et il est encore à l'armée. Je ne sais pas quel temps s'est écoulé entre ces deux faits.

Sur interpellation, le témoin déclare que des jeunes gens qui ont été refusés craignent de se présenter à nouveau, et que d'autres jeunes gens éprouvent souvent la même crainte, ne voulant pas être l'objet de la risée et des plaisanteries de leurs concitoyens.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, du Catillon ; le témoin, Timmermans.

Déposition de M. VAN TILBORG.

Le onzième témoin entendu est M. Jacques Van Tilborg, 32 ans, agent principal en bières, à Anvers.

Le témoin prête le serment requis et fait en flamand la déposition suivante :

J'ai servi dans l'armée comme volontaire de carrière et j'ai été maréchal des logis fourrier à l'artillerie de forteresse à Anvers. J'ai quitté l'armée le 3 décembre 1908 et j'ai encore à toucher sur ma rémunération une somme de 1,300 francs. J'ai été environ quinze ans à l'armée. Le milicien peut toucher sa rémunération cinq ans après son service actif et le volontaire de carrière qui a contracté un nouvel engagement ne peut la toucher que deux ans après la fin du dernier engagement, soit, pour moi, en 1912. Au plus longtemps on reste à l'armée, et donc au plus vieux on est, au plus longtemps doit-on attendre.

Quand j'ai quitté l'armée, j'ai demandé à contracter un engagement comme volontaire de réserve, et on me l'a refusé. Le colonel dit que j'avais treize ans de service (terme de milice) et que je n'avais conséquemment pas le droit de servir encore et de signer cet engagement. Il me paraît certain cependant qu'il y a des volontaires de réserve plus âgés. Quand j'étais encore en service, j'ai demandé qu'une partie de mon argent fut mise en ma possession ; après une longue correspondance avec les Ministères des Finances et de la Guerre, le Ministère des Finances m'a demandé de soumettre le contrat relatif à ma nouvelle profession (après que j'aurais quitté l'armée). Cependant, les règlements nous défendent d'exercer un commerce. J'étais donc pris entre deux feux.

Sur interpellation, le témoin déclare s'être soumis au règlement militaire et avoir adressé une demande à son colonel avant de quitter l'armée.

Sur interpellation, le témoin, à qui l'on demande si tout cela est en concordance avec les règlements militaires, répond qu'il ne le pense pas. D'après le témoin, ses chefs militaires auraient dû le soutenir auprès du Ministère des Finances.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, du Catillon; le témoin Van Tilborg.

SÉANCE DU 23 AVRIL 1909 (matin).

L'an mil neuf cent et neuf, le 23 avril, à 10 1/2 heures du matin, nous soussignés, président et secrétaire de la Commission d'enquête parlementaire, avons procédé, en présence de MM. du Bus de Warnaffe, Hoyois, Lorand, Mansart, Mélot, Persoons, Poullet et Segers, membres de la Chambre des Représentants et de la Commission d'enquête instituée par elle, au local de la 4e section de la Chambre, en audience publique, à l'audition des témoins convoqués par M. le président pour être entendus dans leur déposition, ainsi qu'il suit :

Chaque témoin, à l'appel de son nom, décline ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure, et est invité à prêter, conformément à l'article 319 du Code d'instruction criminelle et à l'arrêté du 4 novembre 1814, le serment suivant : « je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Déposition de M. Nicolas POLIS.

Le premier témoin entendu est M. Nicolas Polis, 56 ans, comptable à Borgherhout.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

J'ai un fils qui s'est présenté en qualité de candidat volontaire de carrière au mois de septembre 1906. Avant de se présenter au bureau de la Place, à Anvers, il avait été examiné par le docteur Van Aerschot, qui avait constaté qu'il réunissait toutes les conditions requises pour être admis. A la Place, il fut refusé pour faiblesse de vue. A la suite de cette décision, je l'ai fait examiner par le médecin oculiste Demets, d'Anvers, qui déclara qu'il avait la vue bonne; on lui avait proposé à la Place d'Anvers de le faire mettre en observation à l'hôpital militaire, mais je n'ai pas voulu y consentir. Le docteur Van Aerschot, informé de ce fait, n'a manifesté aucune surprise. Il m'a déclaré qu'à sa connaissance un jeune homme, refusé d'abord, avait été admis et incorporé par la suite. M. le docteur Van Aerschot est médecin agréé des chemins de fer; c'est un homme d'âge et d'expérience.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition, et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Polis.

Déposition de M. Jean VAN DEN BLIECK.

Le deuxième témoin entendu est M. Jean Van den Blieck, 19 ans et demi, orfèvre-horloger, à Turnhout.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante (en flamand) :

Je me suis présenté comme volontaire de carrière en 1906. J'ai été exa-

miné par un médecin. Ce médecin militaire me dit que je me fatiguerais si je devais participer à des exercices militaires.

Un autre médecin m'examina, et lorsqu'il eut vu ma jambe, il me demanda si le premier médecin avait vu cette jambe. J'ai été mis en observation pendant trois jours et j'ai été examiné une fois. Le médecin traça un signe sur ma jambe, et alors je pus rentrer chez moi.

J'ai pris part au tirage au sort et plus tard j'ai été reconnu apte au service par le conseil de milice de Turnhout.

J'ai été examiné par deux médecins, qui m'ont déclaré apte au service.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer ; le secrétaire, du Catillon ; le témoin, Van den Blieck.

Déposition de M. FRONVILLE.

Le troisième témoin entendu est M. Adelin Fronville, 41 ans, médecin civil à Namur.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Je suis appelé régulièrement à faire partie, depuis seize ans déjà, du conseil de milice de Namur. Dans ma clientèle privée j'ai examiné vers 1903-1904 un jeune homme de 18 ans, chauffeur aux chemins de fer, qui avait l'intention de s'engager en qualité de volontaire. Il m'a demandé si, à mon avis, il était apte au service. Je lui répondis affirmativement. Il présentait bien une cicatrice assez étendue dans le dos provenant d'une vieille brûlure. Comme elle était libre et ne pouvait gêner le port de l'équipement et qu'on est beaucoup plus sévère pour l'admission aux chemins de fer qu'à l'armée, je le considérais comme absolument apte au service. Je suis d'ailleurs médecin aux chemins de fer et j'examine des centaines de candidats. Je puis dire qu'on y est beaucoup plus sévère que pour l'entrée à l'armée. La moindre varice, la plus légère prédisposition à la hernie, suffisent pour qu'on écarte définitivement le candidat. Mon jeune homme alla se présenter à l'armée. Il fut refusé pour la cicatrice, m'a-t-il assuré. Et il a ajouté qu'on lui aurait dit en le refusant : Si vous tirez un mauvais numéro, vous serez cependant accepté en qualité de milicien. Sur interpellation, le témoin déclare que, même la hernie opérée, le moindre rétrécissement au canal inguinal suffit depuis quelques mois, pour faire écarter l'ouvrier aux chemins de fer.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer ; le secrétaire, Patris ; le témoin, Fronville.

Déposition de M. COCHEZ.

Le quatrième témoin entendu est M. Cochez, François-Stanislas, 51 ans, médecin de régiment de première classe, domicilié à Bruxelles.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

Je suis médecin militaire depuis 1883 et j'ai été attaché successivement aux hôpitaux militaires de Bruges et de Louvain, puis médecin de bataillon à Mons, puis au 2e guides, à Bruxelles ; médecin de régiment à Anvers, puis aux guides à Bruxelles; enfin, depuis le 26 mars dernier, je suis attaché au corps de la gendarmerie. Depuis une vingtaine d'années, j'ai assisté aux séances des conseils de révision d'Anvers, Mons, Bruges et Bruxelles. J'ai notamment assisté aux délibérations du conseil de Bruxelles depuis l'arrêté royal du 8 novembre dernier. Je ne crois pas, quant à moi, que si cet arrêté avait été pris plus tôt, il y aurait eu plus de volontaires admis dans l'armée. Médecins civils et militaires sont généralement d'accord. Depuis vingt ans, je n'ai jamais eu le moindre conflit avec le médecin civil. Lorsqu'il y a le moindre doute, nous renvoyons l'intéressé en observation à l'hôpital militaire et il est extraordinaire que la décision du conseil soit en opposition avec l'avis donné par les médecins qui ont examiné le milicien ou le volontaire.

Le médecin militaire qui fait la première visite d'un aspirant volontaire est le médecin de bataillon. Si l'homme est déclaré « apte » au service, le jeune homme doit passer la visite du médecin du régiment. Lorsqu'il est déclaré « inapte » par le médecin de bataillon ou le médecin de régiment, il peut se pourvoir devant le conseil de revision.

Il ne paraît pas possible qu'un candidat ait été visité le même jour par les médecins de deux régiments différents; cela semble difficile, en tout cas.

Sur interpellation, le témoin déclare que la cause physique pour laquelle un aspirant volontaire est déclaré « inapte » est inscrite au procès-verbal d'examen médical, que signe le médecin. Au point de vue des conditions de la visite et des qualités physiques, l'examen du jeune homme, qu'il soit milicien ou aspirant volontaire, est absolument identique. La façon de statuer des médecins militaires n'a jamais varié. Ils ont des tableaux très précis et se renferment dans les termes absolus de ces tableaux. Nous n'avons qu'un seul but, c'est de ne prendre que des soldats capables d'entrer en campagne.

Le médecin militaire qui visite une première fois n'est pas à même souvent d'éclaircir de façon positive certains détails d'aptitude physique qui exigent un examen approfondi à l'hôpital militaire. C'est pourquoi le médecin de bataillon renvoie beaucoup d'hommes, et c'est ce qui explique de nombreuses réformations. Puis nos médecins de bataillon sont de jeunes médecins n'ayant pas la hardiesse de prendre la responsabilité de décisions trop absolues; puis il peut arriver que le médecin de bataillon, lorsqu'il accepte des hommes qui doivent être réformés par la suite, est appelé à fournir des explications sur sa décision, et cela n'est pas de nature à lui être agréable. Pour l'examen des yeux, du larynx, des oreilles, il n'est pas documenté, il n'a pas les instruments nécessaires pour pousser ses expériences à fond ; et les vieux médecins eux-mêmes quand ils hésitent, déclarent « inaptes », — le terme n'est pas absolument le mot propre, mais il fait partie de la terminologie officiellement admise, — afin que le conseil de revision statue. Il y avait d'ailleurs, antérieurement à l'arrêté du 8 novembre 1908, une commission provinciale militaire d'appel. Je ne pourrais garantir la chose de façon précise, mais je crois pouvoir dire que la moyenne des réformations était à peu près

pareille sous l'ancien régime. La raison en est d'ailleurs que c'est toujours le médecin militaire qui, ayant l'habitude de l'examen, dicte au médecin civil les raisons pour lesquelles il y a lieu d'exempter un homme. Le médecin civil garde d'ailleurs toute sa liberté de prendre la décision qui lui paraît bonne. Pour le surplus, le médecin militaire, lorsqu'il examine un volontaire, ne perd pas de vue la dissimulation possible du candidat qui tient à soustraire à l'examen du médecin les conditions qui pourraient le faire écarter; comme, à l'inverse, le milicien, lui, étale avec complaisance ces conditions. Le médecin militaire connaît évidemment et tient compte de ces états d'âme différents, dans les examens auxquels il se livre.

Sur interpellation, le témoin déclare que ni le médecin de bataillon ni le médecin de régiment ne peuvent placer directement un homme en observation à l'hôpital. C'était jadis, en ce qui concerne les volontaires, la Commission provinciale qui, seule, avait ce droit, et c'est aujourd'hui le conseil de révision. Lorsqu'un volontaire de carrière a été accepté par le médecin de bataillon et le médecin de régiment, il est définitivement admis.

Il arrive que par la suite un homme doive être réformé. Ainsi j'ai accepté, il y a deux mois, un jeune homme ayant été opéré de la hernie, et la cicatrice présentait tous les caractères de netteté voulus, pour me permettre de l'accepter; quinze jours après il déserte. On lui demande pourquoi; il déclare que la cicatrice provoquait une douleur lorsqu'il devait monter à cheval; il n'avait pu le dire au médecin, puisqu'avant son arrivée au régiment il n'avait jamais monté à cheval.

Après lecture, le témoin déclare persister dans les termes de déposition, signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Cochez.

Déposition de M. WIBIN.

Le cinquième témoin entendu est M. Jean Wibin, 48 ans, médecin de régiment à Bruxelles.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Je suis médecin militaire depuis 1883; j'ai fait les 5me, 7me, 8me de ligne, le régiment du génie, les carabiniers, le 4me d'artillerie, l'artillerie de forteresse et le 9me de ligne.

J'ai assisté depuis longtemps aux séances des conseils de revision, et je puis dire que je n'ai jamais eu le moindre conflit avec les médecins civils. Depuis l'application de l'arrêté royal du 8 novembre, j'ai assisté à une séance du conseil de revision; si mes souvenirs sont bons, on nous a soumis quatre ou cinq cas, et nous avons eu à réformer une ou deux décisions prises. Je ne pense pas qu'il y aurait eu plus de volontaires admis si cet arrêté royal avait été pris plus tôt. J'ai assisté à de fréquentes réunions de commissions provinciales militaires, antérieurement au 8 novembre 1908. J'ai pu constater que souvent les décisions prises par les médecins militaires, en ce qui concerne les volontaires, ont été réformées. La Commission provinciale réfor-

mait les décisions, dans un sens comme dans l'autre, lorsque c'était justifié par les tableaux. Le médecin de régiment constate une inaptitude quand un homme est à la limite de l'aptitude et de l'inaptitude, c'est-à-dire quand nous doutons. Nous déclarons alors l'homme « inapte », afin qu'il puisse comparaître devant le conseil de revision. J'ai soin, d'ailleurs, de le faire savoir catégoriquement aux volontaires qui se présentent, que ce soient des volontaires avec prime ou des volontaires de carrière. Si l'homme présente des caractères qui nous paraissent suspects, et pourrait être atteint de maladies par la suite, nous le déclarons « inapte » parce que nous doutons et que nous voulons faire bénéficier le volontaire du doute. C'est dans son intérêt. Bien que très jeune, le volontaire doit aller aux manœuvres et peut être, à un moment donné, incapable d'en supporter les fatigues; et, cela se produit, car au camp, pour les manœuvres, nous devons toujours faire une sélection parmi les volontaires, et en cas de mobilisation nous devrions faire la même chose; il m'est arrivé d'en exempter jusqu'à 20 sur 70 environ. Ces jeunes gens sont en pleine évolution organique; pour peu qu'ils se fatiguent, c'est le surmenage, ce sont les affections du cœur, le rhumatisme, etc., qui peuvent laisser des traces pendant toute la vie. Nous ne sommes pas systématiquement adversaires de l'admission de volontaires; c'est ainsi que depuis 1906 nous avons visité, les médecins de bataillon et moi, 153 hommes volontaires avec prime, dont 112 ont été admis. Pour ma part, quand je trouve des hommes inaptes, je leur fais remarquer qu'en vertu de la loi ils ont le droit d'appel. La même procédure est exactement suivie, soit que l'homme se présente à la Place, soit qu'il se présente au régiment, et dans les deux cas on soumet à l'homme une formule introduisant l'appel. Les médecins militaires ne font pas de différence entre les miliciens et les aspirants volontaires; ils ont des tableaux, qu'ils appliquent également aux uns et aux autres. Lorsqu'un candidat tombe sous l'application du troisième tableau, prescrivant l'ajournement, l'aspirant volontaire est déclaré inapte. Ce système est en vigueur depuis la mise en application de la loi de 1902. Depuis 1902 l'homme a le droit de se pourvoir en appel. Ce n'est pas une obligation pour le médecin d'y inciter le candidat; mais la plupart de mes collègues, et moi-même, nous avons l'habitude de le faire.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Wibin.

SÉANCE DU 23 AVRIL (après-midi).

L'an mil neuf cent et neuf, le 23 avril, à 2 heures de l'après-midi, nous soussignés, président et secrétaire de la Commission d'enquête parlementaire, avons procédé, en présence de MM. Bertrand, du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Lorand, Mansart, Melot, Persoons, Poullet, Segers et Van Cauwenbergh, membres de la Chambre des Représentants et de la Commission d'enquête instituée par elle, au local de la 4e section de la Chambre, en audience publique, à l'audition des témoins convoqués par M. le président pour être entendus dans leur déposition, ainsi qu'il suit :

Chaque témoin, à l'appel de son nom, décline ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure, et est invité à prêter, conformément à l'article 317 du Code d'instruction criminelle et à l'arrêté du 4 novembre 1814, le serment suivant : « je jure de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité, ainsi m'aide Dieu ».

Audition de M. VERBEEREN.

Le premier témoin entendu est M. Verbeeren, Hyppolite, 53 ans, agent-recruteur à Alost.

Ayant prêté le serment requis, il fait la déposition suivante en flamand :

J'ai proposé depuis vingt-quatre ans de nombreux volontaires avec prime ; en 1908 j'ai présenté 16 jeunes gens qui, après avoir été déclarés aptes au service par un médecin civil et aussi par le médecin militaire de l'école des pupilles, ont été renvoyés du régiment. Autrefois il était très difficile de faire recevoir des volontaires avec prime par l'ancien officier de milice à Alost. Un nouvel officier de milice a été nommé au mois d'octobre 1908. C'est un lieutenant de l'école des pupilles. Maintenant nous n'éprouvons plus de difficultés. Tout le monde est aussi très content du docteur militaire.

Interpellé sur le point de savoir pourquoi des difficultés se produisaient naguère, le témoin déclare que ces difficultés étaient surtout relatives à la production des pièces. L'ancien officier de milice n'acceptait qu'un seul homme par agent recruteur. Les jeunes gens devaient revenir trois jours de suite pour remplir les formalités. Aujourd'hui l'admission se fait le jour même ; même tout est terminé à trois heures de l'après-midi.

Sur interpellation, le témoin déclare que les jeunes gens se lassaient de devoir ainsi se présenter plusieurs fois devant l'ancien officier de milice, et souvent ils ne donnaient plus aucune suite à leur demande d'engagement.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition, et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer ; le secrétaire, du Catillon ; le témoin, Verbeeren.

Déposition de M. DE MEESTER.

Le deuxième témoin entendu est M. Joseph De Meester, 42 ans, négociant et échevin à Roulers.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Plusieurs faits concernant des refus de volontaires de carrière sont à ma connaissance : il s'agit tout d'abord d'un certain G. D..., âgé de 19 ans, qui, examiné par M. le docteur Gits, de Roulers, qui l'a trouvé absolument apte au service, a été refusé néanmoins par les médecins militaires. Le jeune homme ne connaissait pas les raisons de ce refus. Il n'a pu dire qu'une chose, c'est que les médecins militaires lui ont examiné la poitrine longuement en disant : c'est tout à fait typique. Cependant, trois mois plus tard, en mars écoulé, je crois, D... s'est représenté et a été admis au 3me de ligne. Le nommé P. D..., né à Roulers, le 22 avril 1888, a été refusé en 1908 en qualité de volontaire de carrière et a été incorporé la même année aux chasseurs à pied en qualité de milicien. Sur interpellation, le témoin déclare qu'il ne sait pas si D... avait interjeté appel de la décision première des médecins militaires. Il ajoute : le nommé E. P..., de Roulers, a été refusé en 1907 en qualité de volontaire de carrière et accepté cette année-ci par le conseil de milice de Bruges. Je ne sais pas non plus s'il a été en appel contre la décision qui l'a déclaré inapte comme aspirant volontaire.

D..., A., né à Ingelmunster, le 16 avril 1890, a été examiné par un médecin de Roulers qui l'avait trouvé tout à fait apte au service. Il avait de légères varices tout à fait insignifiantes. Le docteur m'a dit hier encore que c'était là un cas tout à fait scandaleux. Il ne s'est pas représenté ailleurs, et n'a pas été en appel parce que lorsqu'on a été refusé une fois, « on en a assez ».

Je tiens à ajouter deux mots en ce qui concerne les volontaires avec prime. Un certain D..., né à Roulers, le 6 novembre 1886, a été refusé en 1907, le 31 décembre; il avait de légères traces de brûlures aux reins, brûlures datant de plus de douze ans. Il avait travaillé dans des charbonnages, ce qui est un métier plutôt rude. Le nommé S..., A., né à Roulers, le 18 septembre 1884, a été admis à Bruges. Lorsqu'il est arrivé au dépôt il a été refusé pour mauvaise vue; il prétend cependant avoir une très bonne vue. Le nommé R..., C., né à Roulers, le 4 mai 1885, avait d'abord été examiné et trouvé apte au service par un médecin de Roulers. Il a été refusé pour battements de cœur ; il faut observer que lorsque ces jeunes gens sont appelés à se déshabiller devant le conseil, ils sont souvent émus, et cela explique les battements de cœur. Le médecin civil qui l'avait examiné a déclaré : Si l'on refuse celui-là, il faut les refuser tous, il est beaucoup plus fort que nous tous.

Le nommé De C , O., né à Beveren-lez-Roulers, le 4 octobre 1887, a été refusé pour condamnation. Il avait été condamné conditionnellement à 30 francs du chef de coups et blessures et à 15 francs pour bris de clôtures,

peines de police. L. J. a été refusé pour faiblesse de constitution ; depuis il a été admis en qualité d'ouvrier au chemin de fer, où, on le sait, on ne prend pas les gens jugés faibles de constitution.

A. D., né à Roulers, le 16 novembre 1886, a été d'abord admis à Bruges par les médecins militaires; quinze jours plus tard on l'a refusé au dépôt.

L. H., né à Roulers, le 14 janvier 1882, a été refusé; il avait des varices à peine perceptibles, pour ainsi dire invisibles.

V. C., né à Roulers, le 29 mars 1881, a été admis à Bruges et refusé au dépôt de la même ville.

M. A. a été refusé également pour varices après avoir été jugé apte par un médecin civil de Roulers.

J'ajoute que j'ai questionné quatre médecins de la ville, et tous sont d'accord pour dire qu'on est beaucoup plus difficile pour les volontaires que pour les miliciens. Trois d'entre ces médecins siègent habituellement au conseil de milice; l'un d'eux m'a dit qu'on refusait les volontaires même lorsque les varices étaient microscopiques; cependant la loi dit que « les varices doivent être très étendues, former une véritable tumeur, être rompues ou disposées à se rompre ». Les jeunes gens dont je parle auraient, d'après moi et l'appréciation des docteurs qui siègent au conseil de milice, certainement été admis en qualité de miliciens. D'après ce que m'a dit le docteur Gits, les médecins d'Iseghem sont tous du même avis. Pendant le cours des années 1907 et 1908 le nombre de ceux atteints de varices légères dont j'ai parlé étaient cinq, dont quatre avaient été déclarés aptes au service par les médecins de Roulers. Pendant ces années, pour Roulers cinq volontaires avec prime ont été admis et dix-huit refusés.

Sur interpellation, le témoin déclare que ces refus ont pour effet de diminuer le nombre des volontaires. De ce train là, dit-il, il n'y en aura bientôt plus.

Dix volontaires de carrière ont été admis pendant les années 1907, 1908 et 1909; quatre ont été refusés. C'est en sa qualité d'échevin de Roulers que le témoin connaît les faits dont il a parlé ; en partie, les renseignements qu'il possède émanent de médecins. Les autres renseignements, je les ai appris de source sérieuse, dit-il, et je les considère comme sincères et véritables.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, de Meester-Manlin.

Déposition de M. Triphon-Théophile HUYGHE.

Le troisième témoin entendu est M. Huyghe, Triphon-Théophile, 26 ans, marchand de lin à Oost-Nieuwkerke, près Roulers. Le témoin ayant prêté le serment requis, fait en flamand la déposition suivante :

Je me suis présenté au commencement de 1903 comme volontaire du

contingent ; je ne fus pas admis à cause de mes varices; quinze jours plus tard, comme j'avais pris un mauvais numéro, on m'admit à Roulers et à Bruges comme milicien. Des deux côtés, j'ai dit que j'avais été déclaré impropre au service en qualité de volontaire. Les membres du conseil de milice se sont moqués de moi. J'ai fait un terme complet au 6me de ligne sans avoir été malade.

Sur interpellation, le témoin déclare qu'il n'est pas allé en appel lorsqu'il fut refusé à Bruges, comme volontaire du contingent.

Je ne savais pas qu'on pouvait interjeter appel, personne ne me l'avait dit.

Après lecture, le témoin persiste dans les termes de celle-ci, et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer ; le secrétaire, du Catillon ; le témoin Huyghe.

Déposition de M. BEUSSÉ.

Le quatrième témoin entendu est M. Beussé, Florent, 24 ans, receveur de tram à Anvers.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait en flamand la déclaration suivante :

J'ai servi à l'armée comme volontaire ; je suis entré dans l'armée comme volontaire de carrière le 19 mai 1903. J'y suis resté pendant trois ans; mon service a pris fin en 1906. J'ai demandé alors de pouvoir passer l'examen de garde-convoi, mais cette demande ne fut pas admise. On m'a répondu que ma manière de servir à l'armée ne le permettait pas. Or, je n'avais jamais eu de punitions sauf pour des peccadilles. Avant d'entrer à l'armée j'avais été facteur à la Société Malines-Terneuzen. J'avais aussi demandé une place de douanier, on m'a fait la même réponse qu'au Ministère des Chemins de fer. Plus tard j'ai été accepté comme receveur à la Compagnie des Tramways d'Anvers, et on n'a pas fait de difficultés pour m'y admettre ; il y a un an et deux mois que j'ai été nommé receveur.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition, et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le Président, de Sadeleer ; le secrétaire, Fischer ; le témoin Beussé.

Déposition de M. BLUECKENS.

Le cinquième témoin entendu déclare être M. Blueckens, Corneille, 51 ans, employé de café à Anvers.

Le témoin, après avoir prêté le serment requis, dépose en flamand :

J'ai un fils à l'armée, il est télégraphiste au génie, son terme finit en octobre prochain ; il a demandé un congé de huit mois consécutifs. Ce congé lui a été accordé. Mon fils est milicien.

Lecture étant faite de la déposition, le témoin persiste dans sa déclaration et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le Président, de Sadeleer ; le secrétaire, du Catillon ; le témoin, Bluckens.

Déposition de M. VERVAECK.

Le 6me témoin entendu est M. Louis Vervaeck, 37 ans, docteur en médecine à Bruxelles.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Je fais partie depuis une dizaine d'années déjà du conseil de revision du Brabant. J'ai eu l'occasion d'y siéger notamment en avril dernier. Je ne sache pas avoir eu à examiner des miliciens ou des aspirants volontaires, nous ignorons leur qualité ; il y a rarement divergence entre médecins civils et militaires; la mise en observation à l'hôpital militaire est de règle pour les cas douteux ; environ 6 ou 7 hommes sur soixante sont envoyés en observation. Il n'y avait pas plus de sévérité jadis qu'aujourd'hui, la situation est restée identique.

Sur interpellation, le témoin émet l'avis qu'il serait utile de voir placer un médecin civil, qui représenterait le candidat, à côté du médecin militaire, qui représente, lui, l'intérêt de l'armée au moment de l'incorporation. J'estime que les séances des conseils de milice sont beaucoup trop longues ; il n'est pas possible à un médecin, si consciencieux soit-il, de prêter pendant trois heures consécutives une attention suffisante ; il y a là une tension d'esprit physiquement excessive ; ainsi, il y a une dizaine d'années, le conseil a eu a examiner jusqu'à 100 hommes endéans les trois heures.

Sur interpellation, le témoin déclare qu'à son avis il y aurait tout intérêt à voir atténuer la responsabilité du médecin militaire en lui adjoignant un médecin civil. Il n'a jamais entendu dire que les médecins militaires, ayant déclaré aptes des hommes qui devaient être réformés par la suite, aient été l'objet d'ennuis de la part de leurs chefs. Si je puis émettre une observation personnelle, j'ajouterai que les exigences formulées par les médecins militaires au moment du premier examen sont parfois excessives. C'est ainsi que bon nombre d'hommes refusés par les médecins militaires sont déclarés aptes par la suite. Nous avons eu la proportion de 12 p. c. environ l'an dernier. Je parle des miliciens refusés au moment de l'incorporation ; c'est ainsi que l'autorité militaire refuse environ 45 à 50 p. c. des hommes déjà déclarés aptes par le conseil de milice. En 1907, sur 15,277 miliciens, un peu plus de la moitié aptes, soit 58 p. c., 42 p. c. inaptes ; sur 6,437 déclarés impropres au moment de l'incorporation, 1,962 ont été maintenus par le conseil de revision, ce qui porte la proportion des conscrits déclarés aptes de 52 à 70 p. c. Il est vrai que parmi ces hommes il en est qui ne se sont pas présentés devant le conseil. Ceux qui sont refusés à l'incorporation ne le sont pas définitivement, d'ailleurs. Ils doivent encore être examinés.

Sur interpellation le témoin déclare qu'à son avis le tableau du Département de la Guerre est excessif au point de vue de la faiblesse de la complexion et de la taille. C'est ainsi que pour la taille, en Allemagne on est beaucoup moins exigeant. En France, on est moins rigoureux pour la complexion ; mais il faut ajouter qu'il y a des services atténués ; le périmètre thoracique et la proportion de la taille sont des éléments intéressants, mais on devrait tenir compte aussi de la force musculaire. C'est ainsi qu'on ne fait pas l'examen de

celle-ci au moyen des instruments appropriés. Le détermination de la faiblesse de complexion n'est, au reste, qu'une question d'appréciation personnelle basée sur la taille, le développement musculaire et le périmètre thoracique. Il faudrait y ajouter le poids; mais nous n'avons pas, à cet égard, les appareils nécessaires.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition, et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Vervaeck.

Déposition de M. VAN LOO.

Le septième témoin entendu est M. Richard Van Loo, 55 ans, lieutenant-colonel, commandant le 7e de ligne à Anvers.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

Il y a sept ans que j'appartiens au 7e de ligne; je connais donc les officiers et bien les sous-officiers. Je puis donc assurer que l'affirmation qu'on m'oppose constitue une inexactitude et une calomnie. Jamais il n'y a eu, à ma connaissance, d'esprit d'hostilité vis-à-vis des volontaires. Le témoin qui a dit que les volontaires n'étaient pas bien vus au régiment a formulé une accusation absolument non fondée. Quant à la nourriture, je puis dire que les « intermédiaires », c'est-à-dire un caporal et un soldat par bataillon, choisis dans des compagnies différentes, et qui sont donc les représentants du bataillon, sont invités tous les huit jours à formuler leur avis sur la qualité de la cuisine et, généralement, toujours je puis dire, car j'ai présidé aux opérations du ménage, dans la mesure du possible, on cherche à donner satisfaction aux hommes.

Sur interpellation, le colonel déclare ignorer que des sous-officiers cherchent à décourager des aspirants volontaires en leur donnant de mauvais renseignements sur le service; je ne crois pas que cela puisse être. En tout cas, à mon régiment les sous-officiers demandent à rentrer au régiment, à telle enseigne que trois d'entre eux ont encore récemment demandé à y revenir. Il y a de nombreuses années, les sous-officiers n'étaient pas bien vus à Anvers, mais en ces dernières années cet état d'esprit s'est modifié, et je puis dire qu'aujourd'hui, au contraire, les sous-officiers sont très bien vus à Anvers.

Sur interpellation, le témoin ajoute : Je n'ai jamais pu faire l'école de régiment dans de bonnes conditions, c'est-à-dire avec trois bataillons de quatre compagnies formées chacune de trois pelotons. Sauf au camp, à raison du rappel de classes pendant un mois, six semaines, je n'ai pu faire mon école de régiment qu'avec des squelettes de bataillons, et je suis obligé, pour y arriver, de permettre aux chefs de bataillon de former, à tour de rôle, un bataillon avec tous les hommes du régiment. La cause tient à ce qu'on doit envoyer les hommes en congé interruptif.

Actuellement beaucoup d'hommes de 1907 sont en congé et nous n'avons avec les autres, sous les armes, que la classe de 1908. Je ne rencontre aucune

difficulté dans le recrutement des volontaires de réserve, les hommes ne font guère de difficultés pour signer l'engagement. Les non-réengagements des volontaires de carrière doivent être attribués à diverses causes. Il en est d'abord qui se considérant mal, ne tiennent pas à rester au régiment; d'autres, ayant l'avenir barré par les sous-officiers mariés — j'en ai cinquante à peu près, sur cent vingt — s'en vont; d'autres, enfin, s'en vont pour raisons personnelles.

Sur interpellation, le témoin déclare que les sous-officiers mariés sont souvent encore au régiment à l'âge de 30 ans; cet âge atteint, nombre de places leur sont fermées dans les administrations civiles et, ayant charge d'âme, ils restent à la caserne. Il est vraisemblable que si les places qu'ils occupent s'ouvraient, il y aurait plus d'engagés volontaires; puis certains d'entre eux ayant jusqu'à 2,000 francs de traitement, accessoires, etc., trouveraient difficilement une situation équivalente dans la vie civile et restent à la caserne.

Le cadre des sous-officiers est excellent; lorsqu'un sous-officier ne rend plus les services qu'on est en droit d'attendre de lui, on ne l'admet plus à proroger. Mais on accorde assez facilement l'autorisation de mariage aux sous-officiers. Une fois mariés, ils se cantonnent dans leur place, et il en pourra résulter plus tard que le cadre se trouve composé d'hommes un peu plus âgés qu'il ne le faudrait.

Sur interpellation, le colonel ajoute que les chefs de corps se montrent très bienveillants pour les engagés volontaires; c'est ainsi qu'ils envoient à l'école régimentaire tous ceux qui le désirent. Au cours des sept dernières années, 400 volontaires se sont présentés au 7me de ligne, 311 ont été admis; depuis octobre dernier, 40 volontaires se sont présentés: 28 admis; sur les 12 refusés, 6 ont été en appel et une seule décision a été réformée.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition, et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Van Loo.

Déposition de M. MALEVÉ.

Le huitième témoin entendu est M. Charles Malevé, 58 ans, colonel commandant le 14e de ligne, à Liége.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déposition suivante :

Jamais les volontaires se présentant à mon régiment n'ont été l'objet de difficultés, ainsi que l'aurait déclaré un témoin. Je ne puis qu'opposer un démenti formel à cette autre partie de sa déclaration, tendant à faire croire qu'on aurait refusé plusieurs aspirants volontaires, sous prétexte que « les cadres étaient complets ». Seul, j'aurais pu faire pareille déclaration, et je ne l'ai pas faite. Je suis de ceux qui n'ont cessé d'encourager le volontariat, à telle enseigne que, depuis le 1er octobre 1905, j'ai eu, parmi les candidats volontaires, 23 jeunes gens n'ayant pas les papiers nécessaires ou dont les

papiers étaient mal établis; et, néanmoins, j'ai réussi à obtenir leurs papiers et à les faire admettre. Quand les volontaires se présentent assez tôt le matin, je veille à ce qu'ils soient aussi, autant que possible, visités, équipés et expédiés sur l'école le jour même. Autre fait : un jeune homme n'ayant pu passer le jour même de son arrivée la visite médicale et ayant été l'objet de méchantes suggestions de la part d'un mauvais soldat, ne s'est pas représenté. Le lendemain, j'ai fait procéder à une enquête et ayant appris les faits, j'ai fait arranger une chambre où depuis les aspirants volontaires passent la nuit; de plus, j'ai désigné un sous-officier chargé de les surveiller.

Jamais je n'ai pu faire l'école de régiment depuis que je commande le 14e. Je dispose actuellement de 583 hommes. Chacun de mes majors n'en a pas même 200, alors qu'il lui en faudrait à peu près 400. Mes majors ne sont pas en état de faire l'école de bataillon. Les effectifs sont tronqués; et, quant à moi, je ne pourrais songer à faire l'école de régiment. A fin mai prochain, j'aurai 220 hommes sous les armes pour tout le régiment, de quoi former deux compagnies, au lieu de douze. Cette situation est due aux congés interruptifs et à l'insuffisance d'effectifs. Quant aux sous-officiers, les mariés ne bougent pas. J'en ai 75 sur 100, et de ces 75 mariés, 63 logent en ville. Si j'ai un exercice de nuit à faire, il faut que 63 soldats courent après mes 63 sous-officiers. J'ai un jour fait sonner l'alarme à titre d'expérience, à 2 heures du matin : les premiers arrivés ont mis 30 à 40 minutes! Or, dans des garnisons comme Liége, il faut pouvoir être prêt au premier signal. Quant à l'âge, je dois conserver les sous-officiers jusqu'à épuisement complet. On conçoit que c'est excessif et qu'on ne peut attendre les services voulus de gens aussi âgés.

Sur interpellation, le colonel déclare que jusqu'au 20 juin, il aura 220 hommes sous les armes; du 20 juin au 8 juillet, j'aurai 600 hommes, et dans ces dix-huit jours j'aurai cinq à six jours pour faire l'exercice, s'il ne pleut pas trop. Il faut, en effet, défalquer de ces dix-huit jours, trois dimanches, trois samedis d'inspection, trois lundis de tir, le service de campagne d'avant-poste, etc. Encore pourrai-je former tout au plus un bataillon. A partir du 3 août jusqu'au 15 septembre, la classe de 1907 partira en congé; mais il y aura alors à accorder un congé aux cuisiniers, aux ordonnances, à ceux qui pour diverses raisons n'ont pu en obtenir de l'année, et encore une fois mes effectifs ne seront pas complets.

Sur interpellation, le colonel déclare qu'il trouve plus ou moins de volontaires de réserve. Les malins savent que cela rapporte 30 ou 40 francs, suivant que le réengagement est de 2 ou de 4 ans.

Après lecture, le témoin déclare persister dans sa déposition, et signe avec nous, président et secrétaire.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Malevé.

Déposition de M. RUWET.

Le neuvième témoin entendu est M. Georges Ruwet 57 ans, anciennement colonel commandant le 10me de ligne à Arlon, actuellement commis-

sionné en qualité de commandant de la 2me brigade d'infanterie à Bruges.

Le témoin ayant prêté le serment requis, fait la déclaration suivante :

J'ai commandé le 10me de ligne à Arlon jusqu'à fin décembre dernier; je ne sache pas que jamais des difficultés se soient présentées qui aient pu rebuter les aspirants volontaires. Tous mes officiers et sous-officiers y tenaient la main. J'avais donné des ordres pour que ces jeunes gens fussent logés à part et expédiés au plus tôt vers l'école. Jusqu'au 8 novembre dernier, tous les candidats, qu'ils fussent déclarés « aptes » ou « inaptes » par le médecin de bataillon, étaient soumis à l'examen du médecin de régiment. Peu de volontaires se présentaient à Arlon, par le fait que ce régiment est à Arlon et l'école à Philippeville. Les volontaires préféraient un régiment mieux situé; n'ayant pas de volontaires, j'ai même cherché à en recruter, et j'en ai obtenu quelques-uns. Mais des jeunes gens se présentent aussi à la Place. Aussi lorsque je la commandais, je crois avoir souvenir que nombre d'entre eux s'y sont présentés et beaucoup ont été admis. J'ai assisté, en ma qualité de commandant de province, à quatre incorporations à Arlon et à deux à Bruges. Ces incorporations se font de façon très méticuleuse. L'homme se présente nu jusqu'à la ceinture et est examiné, en détail, minutieusement, par le médecin de bataillon, et par le médecin de régiment si l'homme est déclaré inapte. A chaque séance de nouveaux médecins sont de service.

Sur interpellation, le témoin déclare que les cadres se forment à l'école régimentaire.

Il ajoute : ni comme lieutenant-colonel ni comme colonel, je n'ai jamais pu faire l'école de régiment. Ainsi hier j'ai été faire une inspection à Ostende, je n'ai pu former qu'un bataillon. Cette situation est due aux congés interruptifs.

Le témoin déclare, sur interpellation, que le régiment d'Ostende a un bataillon détaché à Ypres; par contre, le 10e de ligne avait un bataillon en garnison à Louvain. Quant à l'école de bataillon, ajoute-t-il, je n'ai pu la faire que bien maigrement, en formant avec deux bataillons un bataillon de trois compagnies.

J'obtenais au 10e de ligne autant de volontaires de réserve que j'en voulais avoir.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition, et signe avec nous, président et sécrétaré.

(*Signé*) : Le président, de Sadeleer; le secrétaire, Patris; le témoin, Ruwet.

ANNEXE II.

Questions adressées au Gouvernement et réponses de celui ci, classées par ordre de matières.

I.

La question des effectifs.

1. — EXPOSÉ GÉNÉRAL DES BASES DE CALCUL ADOPTÉES POUR ÉTABLIR LA SITUATION DES EFFECTIFS.

QUESTION DE MM. HYMANS, SEGERS ET MELOT.

La Commission demande tous les éléments utiles à l'accomplissement de sa mission et un exposé général de la situation des effectifs de l'armée et des bases de calcul adoptées pour établir cette situation, tant actuellement qu'avant la mise en vigueur de la loi de 1902.

La Commission demande aussi communication des instructions suivant lesquelles les chefs de corps calculent les situations moyennes chaque mois. (Instructions d'avant le 10 *septembre* 1902 *et celles de septembre* 1902.)

RÉPONSE.

La base de l'administration d'une unité de troupe est le rapport journalier; celui-ci comporte, d'une part, nominativement, toutes les mutations survenues, jour par jour, dans le personnel, et, d'autre part, sous forme de tableaux, l'effectif journellement présent et absent: ce total des présents et des absents doit être égal au nombre de feuillets matricules existant dans l'unité. (Ci-joint modèle du rapport journalier annexe I) (1).

(1) Ce modèle ainsi que les autres documents transmis en même temps que cette réponse sont déposés au greffe de la Chambre.

Les tableaux se vérifient, non seulement au moyen des feuillets-contrôles individuels (1) et de la matricule, mais encore par les mutations nominatives mentionnées, au recto de ce rapport, dès qu'elles se produisent.

Les rapports de toutes les unités sont centralisés, journellement, par bataillon ou groupe. (Ci-joint annexe II.)

Les rapports de bataillon ou groupe servent à l'établissement de la situation journalière du régiment.

Les rapports journaliers des bataillons sont remis chaque semaine à l'officier comptable chef de service (article 8 du règlement sur le service intérieur de l'infanterie), qui contrôle, ainsi, les mutations portées sur les états fournis hebdomadairement par les compagnies, pour la justification des prestations de toutes natures.

Toute erreur serait donc relevée au cours de ce contrôle sur pièces d'origines différentes, car elle entraînerait un préjudice pécuniaire pour le commandant d'unité qui l'aurait commise.

On peut donc dire que les rapports journaliers sont strictement exacts, certaines données se contrôlant les unes les autres, l'officier comptable chef de service vérifiant les inscriptions qui y figurent; de plus, l'administration, en général, est vérifiée périodiquement par les majors, les lieutenants-colonels, les chefs de corps et les généraux.

Les corps puisent dans ces rapports journaliers les éléments nécessaires

---

(1) Question de M. Segers.

Pour que la Commission se rende compte par elle-même de la situation de présence au regard des inscriptions aux feuillets matricules, M. le Ministre voudrait-il, à titre d'exemple, lui remettre à l'examen les rapports journaliers de 1908 *d'un même corps (par exemple régiment du train) et les feuillets matricules du corps ?*

Réponse.

« Les rapports journaliers ainsi que les feuillets matricules de tous les hommes qui ont fait partie du régiment du train en 1908 ont été réclamés d'urgence à ce corps qui comporte des détachements à Bruxelles, à Anvers et au camp de Beverloo. Ces documents doivent donc être réunis par le chef de corps, qui doit faire rechercher également les feuillets individuels des hommes qui ont cessé d'appartenir à l'armée en 1908, feuillets déposés dans les archives du dépôt.

Ils seront transmis aussitôt que possible à la Commission. »

La transmission des documents en question à la Commission fut accompagnée de la note suivante :

« Ci-joint les rapports journaliers établis par le régiment du train au cours de l'année 1908, ainsi que les feuillets matricules de tous les hommes qui ont fait partie du corps pendant cette année.

A remarquer, ainsi qu'il est expliqué dans la réponse à une autre question de M. Segers, page 116, que le nombre des feuillets varie avec les entrées et les sorties.

Pour faire une comparaison utile au 1er avril, par exemple, il faudrait éliminer :

1° Les feuillets des hommes qui, ayant fait partie du corps dans la période comprise entre le 1er janvier et le 1er avril, n'y appartenaient plus à ce dernier jour;

2° les feuillets des hommes entrés au corps après le 1er avril et qui ne comptaient évidemment pas à son effectif à cette date. »

à l'établissement des situations d'effectifs transmises périodiquement au Département de la Guerre, où elles sont centralisées après vérification.

La centralisation permet d'établir les moyennes qui figurent dans l'annuaire statistique, et c'est dans ce même travail qu'ont été puisés tous les renseignements statistiques fournis au Parlement par le Ministre de la Guerre.

Avant 1902, les corps transmettaient au Département de la Guerre une situation d'effectifs *mensuelle* et *trimestrielle* [instruction ministérielle du 20 mars 1887, n° 81, modifiée par celles du 29 mars 1889, 2e Don, n° 81, et du 16 novembre 1891, 2e Don, n° 81 (ci-joint le texte de cette instruction avec ses modifications (annexe III), ainsi qu'un modèle de la situation mensuelle (annexe IV) et de la situation trimestrielle (annexe V) de l'époque)].

L'examen des modèles permettra de constater que ces situations donnaient les *effectifs en solde et hors solde au premier jour du mois et du trimestre*.

Le Département de la Guerre, après vérification et centralisation, divisait par 12 ou par 4 les totaux obtenus, pour déterminer les effectifs moyens annuels.

Depuis lors, le Ministre de la Guerre, voulant se rendre compte du rendement des divers facteurs constitutifs des effectifs de paix, donna, le 10 septembre 1902, 2e Don Gle, n° 81, une *instruction nouvelle, relative à l'établissement de statistiques mensuelles et trimestrielles* (instruction : annexe VI ; situation mensuelle : annexe VII ; situation trimestrielle : annexe VIII).

La comparaison des modèles anciens et nouveaux permet de constater que rien n'est changé *quant au principe* de l'établissement des statistiques.

Sous les deux régimes, les mêmes catégories de militaires sont comptées comme « présents » ou en « solde » et comme « absents et en congé » ou « hors solde ».

Toutefois, les correctionnaires et les disciplinaires, qui jadis ne comptaient pas dans l'effectif en solde, figurent aujourd'hui parmi les « présents » dans les situations ; les hommes manquants et en jugement, qui anciennement étaient compris parmi les hommes en solde, figurent aujourd'hui parmi les absents.

Cependant, le général Cousebant d'Alkemade remarqua, à juste titre, qu'en tablant sur les effectifs présents ou absents à un jour déterminé du mois (premier jour, en l'espèce, sous l'ancien régime), on ne donnait pas une idée suffisamment exacte des effectifs.

Un contingent de milice partait-il en congé limité ou illimité le 3 du mois, par exemple, il intervenait pour tout le mois dans le calcul des moyennes ; rentrait-il au cours d'un mois, sa présence était négligée dans le calcul susvisé.

Pour obtenir plus d'exactitude, une exactitude rigoureuse, peut-on dire, le chef du Département décréta que les situations nouvelles comporteraient une colonne mentionnant la moyenne des présents pendant le courant du mois.

Ces effectifs moyens s'obtiennent très aisément, car il suffit, pour chaque

unité, d'additionner les chiffres des présents portés journellement dans le rapport journalier et de diviser le total obtenu par le nombre de jours du mois.

Le même travail est fait par bataillon, puis par corps.

Le Département de la Guerre s'assure de l'identité des chiffres, qui doivent concorder, procède à la récapitulation pour l'armée entière et établit une moyenne en divisant par 12 les totaux obtenus.

2. — LES EFFECTIFS DE PAIX.

A. — EXPOSÉ GÉNÉRAL DES RÈGLES SUIVIES POUR ÉTABLIR LA SITUATION DES EFFECTIFS DE PAIX DE L'ANNÉE 1900 ET POUR ESCOMPTER LES RENDEMENTS FUTURS DE LA LOI DU 21 MARS 1902.

QUESTION DE M. SEGERS.

Comment le Gouvernement a-t-il établi le chiffre des effectifs de paix et de guerre lors de la discussion de la loi de 1902? A-t-il compris dans ses calculs les officiers? A-t-il établi ses calculs en ayant égard aux congés et aux petites permissions et dans quelle mesure?

RÉPONSE.

Effectif de paix (1).

Pour déterminer l'effectif de paix que devait maintenir la loi de 1902, on prit pour chaque arme et service de l'année 1900 l'effectif en solde au 1er de chaque mois dans les situations mensuelles établies à cette date; on fit ensuite la moyenne arithmétique de ces résultats et l'on obtint ainsi le tableau ci-après :

Service administratif	1,025
Infanterie (régiments)	23,578
Corps de discipline et de correction	497
Cadets	74
Pupilles	400
Cavalerie	5,197
État-major particulier de l'artillerie	116
Régiments d'artillerie	7,991
Compagnies spéciales	512
Train	407
Génie (régiment)	1,181
Compagnies spéciales	485
École militaire	85
Total	41,548
A ce nombre on ajouta	1,350 (2)
Total	42,898

(1) Pour les effectifs de guerre, voir plus bas la suite de la réponse p. 108.

(2) En 1900, en effet, 6,905 hommes furent rappelés pour six semaines et 7,358 hommes

Furent compris dans ces 42,898 hommes, les hommes manquants et en jugement (2), c'est-à-dire un personnel fort peu nombreux (3).

Ne furent pas compris dans ces 42,898 hommes :

Les hommes en congé limité, c'est-à-dire :

a) Les militaires en congé de convalescence ou de faveur pour plus de six semaines ;

b) Les volontaires avec prime qui avaient accompli, à partir du premier jour du trimestre qui suivait leur admission, le temps de service déterminé ci-après :

28 mois pour l'infanterie de ligne, les chasseurs à pied et le train ;

36 mois pour les grenadiers, les carabiniers, l'artillerie de forteresse et les compagnies spéciales, le génie et les compagnies spéciales, le bataillon d'administration ;

---

pour quatre semaines, soit une moyenne journalière de 1,360 hommes ou de 1,350 en chiffre rond. (Note jointe à la réponse du Département de la Guerre.) Voir sur les rappelés d'autres renseignements, pp. 84, 85, 92, 93 et 94.

(2) Question de M. Segers.

Combien, dans le tableau de 42,898 hommes constituant, d'après le Ministre, l'effectif de paix de 1900, y a-t-il d'hommes « manquants » et « en jugement » ?

Réponse.

Manquants : 72.

En jugement : 51.

(3) Question de M. Hoyois.

Pourquoi les chiffres cités par M. le Ministre de la Guerre à la Chambre, le 24 novembre 1908, et reproduits dans sa première réponse à la Commission (page 75), ne comprennent-ils pas les civils ressortissant aux services du génie et de l'artillerie, alors que ceux-ci figurent au tableau récapitulatif de l'effectif porté au budget ?

Réponse.

Les civils ressortissant aux services du génie et de l'artillerie ne figurent pas dans les chiffres produits à la Chambre le 24 novembre 1908 parce que les intéressés n'entrèrent pas en ligne de compte en 1900 dans la détermination de l'effectif de paix de 42,800 hommes.

Seuls, les 1,800 civils militarisés, remplaçant des militaires occupant certains emplois, doivent compter dans les effectifs de paix, ainsi qu'il résulte des déclarations faites par le Ministre de la Guerre dans les séances du 16 octobre 1901 (*Annales parlementaires*, p. 2495) et du 16 décembre de la même année (*Annales parlementaires*, p. 240).

Question de M. Segers.

Combien compte-t-on de civils ressortissant aux services de l'artillerie et du génie? Combien en comptait-on en 1900?

Réponse.

Au 1er mars 1909.		En 1900.	
Employés civils de l'artillerie . .	10	Employés civils de l'artillerie . .	11
— du génie . . .	192	— du génie . . .	192
	202		203

48 mois pour la cavalerie et les chasseurs à cheval ;

c) les miliciens de l'infanterie qui n'avaient pas entièrement accompli le terme de service actif prescrit par l'article 85 de la loi sur la milice, ou qui pouvaient être tenus à un rappel d'un mois et qui étaient renvoyés dans leurs foyers jusqu'à la prochaine période de tir et de manœuvres.

En prenant pour bases les situations trimestrielles de l'année 1900, ce chiffre de 42,898 hommes peut encore être établi de la manière suivante. En effet, ces situations accusent :

	Contingents actifs 8 premières classes.	Contingents de réserve (9e et classes suivantes.)	Cadets.	Totaux.
Au 1er janvier 1900. .	42.256	468	76	42,800
Au 1er avril 1900. .	41,883	465	74	42,422
Au 1er juillet 1900. .	46,173	437	77	46,687
Au 1er octobre 1900. .	47,565	456	77	48.098
			Total. . .	180,007

Les rappelés figurant dans les relevés du 1er juillet étaient au nombre de 4,739. Défalquons-les, comme étant un facteur instable, pour les remplacer par la moyenne des rappelés pour toute l'année, soit 1,350 hommes.

Défalquons aussi 75 hommes de la classe de 1897 de certains régiments, maintenus pour divers motifs et quelques jours seulement après l'envoi en congé illimité de leur classe, le 29 septembre ; ils figuraient accidentellement dans les situations au 1er octobre.

Il reste ainsi 180,007—4,739—75 =		175,193 hommes.
Moyenne		$\frac{175,193}{4}$ = 43,798
A déduire les gendarmes (moyenne).		2,808
	Reste. . .	40,990
A ajouter :		
Rappelés (moyenne). . .	1,350	
Correctionnaires » . . .	376	
Disciplinaires » . . .	110	
Manquants » . . .	72	1,908
	Totaux généraux. . .	42,898

Ce total de 42,898 hommes, dont 32,319 miliciens, volontaires avec prime, volontaires du contingent et remplaçants, amena ainsi mon prédécesseur à arrêter comme suit, par catégories, la composition nouvelle de l'effectif de paix :

1° Contingents (miliciens, volontaires avec prime, volontaires du contingent, remplaçants)	23,600
2° Volontaires de carrière en service normal.	7,200
3° Volontaires de carrière rengagés	6,900
4° Rengagés des autres catégories	2,000
5° Pupilles	400
6° Rappelés	900
7° Civils	1,800
Total général. . .	42,800

Le chiffre de 23,600 hommes, c'est-à-dire le rendement du contingent, a été calculé comme suit :

De la levée annuelle de 13.300 hommes on déduisit 188 hommes, dispensés en vertu de l'article 28 de la loi sur la milice. Il resta donc 13,300 — 188 = 13,112 hommes. De ces 13,112 hommes on déduisit ensuite 3.80 p. c. du chef du déchet ordinaire d'usure après l'appel à l'activité, soit donc $13{,}112 - \frac{38}{100}\,13{,}112 = 12{,}614$ hommes.

La durée moyenne du service sous le nouveau régime étant de 23 mois 035, l'effectif réel fourni par le contingent devait être donc de $\frac{12{,}614 \times 23{,}035}{12} = 24{,}214$.

Mon prédécesseur porta ce chiffre à 24,500 (séance du 30 octobre 1901) en tenant compte d'un rendement accessoire du contingent constitué par la présence dans les rangs de quelques catégories spéciales, telles que des hommes devançant l'appel de leur classe, d'autres rappelés par mesure disciplinaire, correctionnaires appartenant à de plus anciennes classes.

En défalquant de ces 24,500 hommes les rappelés escomptés au nombre de 900 et qui figurent spécialement sous la rubrique 6°, on arriva enfin aux 23,600 hommes ci-dessus.

Le chiffre de 7,200 volontaires de carrière en service normal a été déterminé en escomptant 1,800 enrôlements annuels d'une durée de service moyenne de quatre années $(1{,}800 \times 4) = 7{,}200$.

Le chiffre de 6,900 volontaires de carrière rengagés a été déterminé en tablant sur la moyenne 835 des volontaires de carrière des années 1897, 1898, 1899, 1900, lesquels ont donné en 1900 :

7,829 volontaires comptant à l'effectif, dont 3,237 ont été renseignés comme servant au delà de l'époque normale de leur envoi en congé illimité.

A 1,800 volontaires enrôlés annuellement s'applique donc la proportion :

$835 : 1{,}800 = 3{,}237 : x. \qquad x = \frac{1{,}800 \times 3{,}237}{835} = 6{,}900.$

Le nombre des miliciens rengagés a été estimé à 2,000; celui des civils à affecter à divers emplois remplis auparavant par des militaires, à 1,800; celui des rappelés, à 900. Le nombre des pupilles resta le même.

Le Gouvernement a-t-il compris dans ses calculs les officiers?

Les officiers n'ont pas été compris dans ces effectifs.

Le Gouvernement a-t-il établi ses calculs en ayant égard aux congés et aux petites permissions, et dans quelle mesure ?

Les hommes en permission pour 42 jours et moins étaient comptés dans les effectifs, mais les hommes en congé limité et illimité en étaient défalqués.

La permission de 42 jours était une faveur prévue par la loi, mais non un congé *interrompant* le service actif.

En cas de besoin, les hommes en permission légale pouvaient être rappelés

sans que le rappel eût de l'influence sur l'accomplissement du terme restant à courir, n'est pas le cas *pour les congés par interruption de service*, que le mécanisme de la loi de 1902 a fait instituer et qui correspondent, en fait, aux congés limités d'autrefois.

C'est la réduction du temps de service qui a amené le législateur à réduire de 6 semaines à 15 jours (ou à un mois. si le nombre de volontaires et de rengagés des différentes catégories atteint 18,300) les permissions accordées à nos miliciens à titre de vacances, pour aller se retremper au sein de leur famille.

De part et d'autre, donc, on doit considérer l'homme en vacances comme présent, et c'est ce que le Département de la Guerre a fait de tout temps.

B. EXPOSÉ DES RÈGLES SUIVIES POUR ÉTABLIR L'EFFECTIF DE PAIX ACTUEL.

1. GÉNÉRALITÉS.

QUESTION DE M. SEGERS.

Comment le Gouvernement établit-il le chiffre actuel de l'effectif de paix et de l'effectif de guerre ? (1)

Dans quelle mesure tient-il compte dans ses calculs de la présence des officiers sous les drapeaux et des congés ou permissions ?

RÉPONSE.

Pour déterminer les effectifs moyens de paix, il est fait usage actuellement, comme avant 1902, des situations établies mensuellement par les corps et centralisées au département de la Guerre.

Autrefois on se servait, pour cette détermination, des effectifs au premier jour du mois ou du trimestre. Actuellement — nous en avons justifié les motifs dans l'exposé général — on prend dans chaque corps et pour chaque mois la moyenne des présences journalières pendant le mois.

Le quotient par 12 de la somme des moyennes mensuelles donnera la moyenne annuelle.

Les moyennes ainsi obtenues sont incontestablement plus exactes. Sont compris dans les effectifs, les hommes présents à leur unité, en petite permission n'excédant pas un mois, à l'hôpital, détachés, disciplinaires et correctionnaires.

N'y sont pas compris : les hommes manquants, en jugement, détenus dans les prisons civiles, en congé de convalescence, en congé excédant un mois (permissions accordées rarement (2)) ou en congé par interruption de service actif (congé correspondant aux congés limités de jadis).

De ce que sous l'ancien régime on comprenait dans les effectifs de paix,

---

(1) Pour l'effectif de guerre, voir page 109.

(2) Voir, pour chiffres précis à cet égard, plus bas, p. 96.

les hommes jouissant d'un congé n'excédant pas six semaines, et qu'actuellement on n'y compte plus que ceux jouissant d'un congé n'excédant pas un mois, on en a inféré que la manière de calculer les effectifs depuis 1902 a varié dans son essence.

Les congés dont il s'agit étant des permissions de faveur — que l'autorité militaire a la faculté de suspendre, en cas de besoin —, il est incontestable que les bénéficiaires doivent être comptés dans les effectifs du pied de paix, c'est-à-dire parmi les hommes dont le Ministre a la libre disposition, en toute éventualité, sans devoir recourir à un arrêté royal suspendant l'exécution de l'article 85 de la loi de milice.

Il n'en peut être de même des congés interruptifs visés par la loi actuelle, c'est-à-dire des congés qui font que le service actif n'est pas accompli d'une façon continue. C'est ainsi que l'infanterie ne fait que 20 mois dans les 24 qui suivent l'appel sous les armes ; la cavalerie, 36 dans les 39 ; etc.

Des absences de cette nature ne peuvent évidemment être considérées comme des permissions ou des congés ordinaires, car, dès que l'homme a fourni le nombre de mois de service actif prévu par l'article 85, c'est-à-dire dès le jour où il a compté à l'effectif pour ce nombre de mois, il ne peut plus être maintenu sous les armes et doit forcément être envoyé en congé illimité.

En considérant les congés interruptifs comme congés de faveur, on en arriverait à compter que les hommes passent effectivement sous les armes un nombre de mois supérieur à ceux que leur impose la loi. D'ailleurs, anciennement, le service n'était pas continu dans toutes les armes : l'infanterie de ligne, notamment, devait servir 28 mois dans les 36 mois. Les hommes de cette arme n'accomplissaient que 26 ou 27 mois d'une traite et un mois de rappel *indépendant du rappel prévu par la loi, en dehors du terme de service actif*.

A l'expiration du 26e ou du 27e mois ils étaient envoyés en congé *limité* pour une durée équivalente à l'*interruption* de leur service actif et, dès ce moment, ne comptaient plus dans les effectifs de paix.

Ces congés *limités*, qui, eu égard à la durée du service actif de l'époque, pouvaient, sans inconvénient pour le service et l'instruction générale de l'armée, être délivrés à une classe de milice tout entière, étaient les congés interruptifs d'aujourd'hui ; il y a donc lieu de considérer de même ces derniers dans le calcul des effectifs.

A noter, au surplus, que pour en arriver à la détermination de l'effectif moyen de 42,800, on a pris pour base, dans la discussion, la durée réelle du service actif, et non la période durant laquelle ce service doit s'accomplir.

On peut donc affirmer que, sous l'ancien régime, les effectifs de paix étaient supputés comme actuellement ; s'il y a confusion, c'est que l'on considère les congés interruptifs comme des permissions ordinaires, alors que, en réalité, ce sont les congés *limités* de jadis.

Les officiers n'ont jamais été compris dans aucun des tableaux d'effectifs de paix publiés dans l'annuaire statistique ou cités au Parlement.

2. QUESTIONS SPÉCIALES.

1° Les congés.

a) Les congés dits de « petite permission ».

QUESTION DE M. SEGERS.

M. le Ministre de la Guerre a répondu à l'une de mes questions : « Ne furent pas compris dans ces 42,898 hommes (effectif de paix prétendu de 1900), les hommes en congé limité, c'est-à-dire : A) les militaires en congé de convalescence ou de faveur pour plus de six semaines ».

Ces congés de convalescence ou de faveur, de moins de six semaines, sont-ils des congés connus sous le nom de « petites permissions », ou sont-ce d'autres congés, et de quelle nature?

RÉPONSE.

Sous l'empire de la loi de milice antérieure à 1902, les miliciens et les remplaçants pouvaient obtenir six semaines de congé, en moyenne, par année de service.

Ces congés — à proprement parler ces vacances — étaient comptés comme service actif, c'est-à-dire que la date d'envoi en congé illimité d'un homme n'était pas influencée par le fait qu'il avait ou n'avait pas joui de congés de cette durée.

L'arrêté royal du 1er avril 1898, en son article premier, renvoi, disposait à cet égard :

« Selon la nature de la permission ou du congé dont ils jouissent, les » militaires en permission ou en congé sont qualifiés :

» 1° *Militaires en petite permission*, quand ils obtiennent une permission » de six semaines et moins, quelle que soit la nature de cette permission. »

La loi de milice de 1902 a réduit de six semaines à quinze jours la durée du congé annuel, sous réserve que ce terme sera porté à un mois lorsque le total des volontaires et des rengagés des différentes catégories aura atteint 18,300 hommes.

Cette disposition a amené l'autorité militaire à réduire à un mois la durée du congé qualifié « petite permission » et comptant comme présence au corps au point de vue de l'accomplissement du service actif normal,

L'article 1er de l'arrêté royal du 1er avril 1903 (règlement pour les militaires en congé) dispose, comme suit en son renvoi : « Selon la nature du » congé dont ils jouissent, les militaires de rang inférieur à celui d'officier » qui ne se trouvent pas en congé illimité sont qualifiés :

1° *Militaires en petite permission*,

» quand ils ont obtenu un congé n'excédant pas un mois ;

2° *Militaires en congé limité*,

» quand la durée du congé excède un mois. »

Il s'agit des hommes non en congé illimité, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas encore accompli le service actif normal déterminé par l'article 85 de la loi sur la milice.

Il convient de bien distinguer la petite permission (vacances), qui n'influe pas sur l'accomplissement du service actif normal, du congé *limité*, — appelé aujourd'hui congé par interruption de service, — qui ne compte pas comme service actif et qui influence l'accomplissement de celui-ci.

Rien n'est donc changé à cet égard, sauf le quantum du congé qualifié « petite permission », lequel a été fixé par le législateur lui-même.

b) Les congés par interruption de service.

QUESTION DE M. SEGERS.

M. le Ministre de la Guerre a répondu à une de mes questions : « La durée » moyenne du service sous le nouveau régime étant de 23 mois 035, l'effectif » réel fourni par le contingent devrait être donc de

$$\text{» } \frac{12614 \times 23{,}035}{12} = 24{,}214.$$

» *Cette réponse suppose que, conformément à ce qui semble avoir été la » règle avant 1900, le service devait, autant que possible, se faire sans inter- » ruption.*

» *Or, combien de ces 23,600 hommes (soit 24,214 diminués des rappelés qui » figurent sous une rubrique spéciale du tableau du Ministre) en a-t-on en- » voyés en congé limité par interruption de service pendant l'année de milice » 1906-1907 et pendant l'année de milice 1907-1908 ? »*

RÉPONSE.

C'est une erreur de croire qu'antérieurement à la loi de 1902, le service actif déterminé par l'article 85 s'accomplissait sans discontinuité.

Les hommes de l'infanterie de ligne et des chasseurs accomplissaient 28 mois dans les 36; ceux des grenadiers et des carabiniers, 36 mois dans les 48.

En fait, les premiers servaient *sans interruption* — les permissions légales n'étant pas prises en considération — 26 ou 27 mois; les autres, 35 mois. Puis ils étaient envoyés en congé limité jusqu'à l'époque des périodes de tir et des manœuvres de l'année suivante.

Ce congé limité *interrompait leur service actif.*

Aujourd'hui tous les fantassins sont tenus à servir 20 mois dans les 24 mois qui suivent leur appel sous les drapeaux.

L'autorité militaire qui fixe la date de l'appel à l'activité et celle de l'envoi en congé illimité du contingent eût pu prescrire, par analogie avec l'ancien système, que ces hommes feraient 19 mois, d'affilée, obtiendraient un congé limité de 4 mois, puis rentreraient pour un mois; c'eût été légal et

il y eût eu identité des deux régimes, sans soulever la moindre discussion possible.

Mais ce système devant porter préjudice à l'instruction et mettre entrave à la marche des services, il fut décidé que les chefs de corps resteraient juges de fixer les époques où le service actif serait interrompu, et de la durée de cette interruption, pourvu que le terme normal s'accomplît dans les délais légaux. Telle est l'origine des congés par interruption de service, qui ne sont autres que les congés *limités* de jadis, sauf qu'ils sont de durée variable et qu'ils peuvent être accordés individuellement ou par groupes.

D'ailleurs, le congé interruptif n'est pas *obligatoirement* d'une durée inférieure à un mois; si l'on admettait qu'il doit être considéré comme petite permission s'il est de moins d'un mois, comme congé limité s'il est de plus d'un mois, on tomberait dans l'absurde.

Il résulte de ce qui précède que *tous* les miliciens, volontaires du contingent et volontaires avec prime, constituant les effectifs de 1906-1907 et de 1907-1908, avaient droit aux congés interruptifs.

Ceux qui n'en ont pas joui y ont renoncé ou bien en ont été privés pour mauvaise conduite, soit totalement, soit partiellement (art. 87 de la loi de milice).

Nos situations d'effectifs ne nous donnent que le nombre d'hommes en congé limité (par interruption de service) au 1er de chaque mois et n'indiquent pas la durée de ces congés.

Il ne peut donc être répondu explicitement à la question de *quant aux chiffres ;* mais ce point devient, semble-t-il, sans importance en présence des explications qui précèdent.

Question de M. Hymans.

Le Ministre de la Guerre pourrait-il nous dire d'après quelle régle se fait la distribution des congés par interruption de service ?

Sont-ils accordés sur la seule demande des hommes, à l'époque qu'il plaît à ceux-ci de désigner et avec la durée qu'ils indiquent ?

Réponse.

Afin de ne pas porter préjudice a l'instruction et mettre entrave à la marche des services, l'octroi des congés par interruption de service est réglé par les chefs de corps, sous le contrôle des Généraux. Les miliciens peuvent selon les circonstances, en bénéficier, soit individuellement, soit par groupes (voir réponse à la question précédente posée par M. Segers).

Cette façon de procéder est la seule qui permette aux chefs de régler l'échelonnement des dates d'envoi en congé, en tenant compte, pour chaque corps, des services qu'il importe d'assurer dans les différentes garnisons et des exercices ou manœuvres auxquels doivent prendre part les diverses unités.

Ces congés ne sont donnés aux nouvelles levées qu'après l'achèvement de leur première période d'instruction.

D'autre part, une circulaire annuelle rappelle aux chefs de corps une instruction de 1903 prescrivant d'accorder les congés dont il s'agit aux époques les plus spécialement favorables à l'exercice de la profession des hommes appelés à en bénéficier, *pour autant que les exigences du service et de l'instruction des troupes le permettent.*

Question de M. Poullet.

Les volontaires de carrière et les rengagés des diverses catégories reçoivent-ils des congés dits par interruption de service?

Combien de temps un volontaire de carrière âgé de plus de 18 ans qui s'engage dans un régiment de ligne, passe-t-il effectivement sous les drapeaux?

Réponse.

Les volontaires de carrière et les rengagés des diverses catégories ne reçoivent pas de congés dits par interruption de service; ces militaires effectuent leurs obligations d'une façon continue.

Le volontaire de carrière engagé après l'âge de 18 ans n'est, aux termes de l'article 100 (F), envoyé en congé illimité qu'après avoir passé trois ans au service actif, quelle que soit l'arme à laquelle il appartient.

Il passe donc effectivement 36 mois sous les drapeaux, y compris, bien entendu, les congés visés à l'article 85 (C et D).

2° Les rappelés (1).

Question de M. Segers.

Le chiffre de 42,898 hommes cité par M. le Ministre de la Guerre comme constituant l'effectif de paix de 1900 ne comptait-il pas d'autres rappelés que les 1,350 hommes cités dans le relevé?

Réponse.

Au point de vue des rappels de classes de milice, l'année 1900 fut normale; aucun contingent ne fut rappelé pour des périodes autres que celles prévues par l'article 85 de la loi de milice.

Indépendamment des 1,350 hommes rappelés (chiffre moyen), il y eut en 1900, comme en toutes autres années, un certain nombre de militaires rappelés sous les drapeaux, par mesure disciplinaire, pour avoir enfreint les prescriptions de l'instruction sur les permissionnaires et les réservistes (aujourd'hui appelée « règlement pour les militaires en congé »).

Ce chiffre ne varie guère d'un exercice à un autre et, partant, n'influe pas sur la comparaison à faire.

A cause de la réorganisation de 1902, on ne pourrait, sans grandes difficultés, établir le nombre de ces rappelés en 1900, non plus que la durée du maintien sous les armes.

(1) Voir aussi page 92.

QUESTION DE M. POULLET.

Les volontaires de carrière sont-ils soumis aux rappels d'un mois prévus par le paragraphe dernier de l'article 85 de la loi sur la milice, quand ils appartiennent à des corps dont les miliciens sont soumis à ce rappel?

Quand font-ils ce mois de rappel?

RÉPONSE.

Le rappel prévu par l'article 85 (E) de la loi de milice concerne les seuls hommes dont le service actif est de 20 mois; il ne s'applique donc pas aux volontaires dont le terme minimum de service actif est de 36 mois.

Les rappels applicables aux volontaires, et dont il est question à l'article 100 (F) de la loi, sont des rappels nécessités, éventuellement, par des événements extraordinaires.

C. STATISTIQUES RELATIVES AUX EFFECTIFS DE PAIX.

A — EFFECTIFS DE PAIX MOYENS

a) **Rendements escomptés. — Rendements obtenus.**

QUESTION DE M. MELOT.

Quel chiffre annuel minimum le Gouvernement espérait-il obtenir par la loi de 1902 :

1° *du contingent, volontaires avec prime, miliciens, volontaires de carrière, remplaçants?*

2° *de la catégorie « volontaires de carrière »?*

3° *de rengagements de toutes catégories?*

4° *de la catégorie « pupilles »?*

5° *de la catégorie « rappelés » et pendant combien de semaines?*

6° *de la catégorie « civils militarisés »?*

Quel chiffre réel a-t-il obtenu de ces diverses catégories pendant les années civiles 1903, 1904, 1905, 1906, 1907 *et* 1908?

RÉPONSE.

Ci-joint un tableau donnant par catégories l'effectif moyen de paix, prévu par le Gouvernement, lors de la discussion de la loi de milice de 1902, ainsi que l'effectif moyen de paix extrait des situations d'effectifs des corps pendant les années 1903, 1904, 1905, 1906, 1907 et 1908.

Au tableau est joint une annexe relative aux militaires rappelés pendant les mêmes années, avec indication du nombre de jours de rappel.

Toutefois, il importe de remarquer que durant la période transitoire, c'est-à-dire pendant les années 1903, 1904 et 1905, il y avait des hommes qui, la même année, étaient rappelés, les uns généralement pour six semaines environ, afin de parfaire leur terme de service actif normal, les autres pour un mois, en vertu de l'article 85, paragraphe dernier de la loi de milice. (Voir réponse faite à M. Hoyois, relativement à une question posée au sujet des rappelés en 1900 et en 1906-1907 et 1907-1908, page 94, et réponse à une question de M. Poullet, page 93 et 94.

Tableau donnant, par catégories, l'effectif moyen de l'armée pendant les ANNÉES CIVILES 1903, 1904, 1905, 1906, 1907 et 1908.

CATÉGORIES.	EFFECTIF prévu par le GOUVERNEMENT.	EFFECTIF MOYEN DE PAIX DURANT LES ANNÉES						*Observations.*
		1903	1904	1905	1906	1907	1908	
1° Contingent	23,600	29,914	26,545	23,820	22,606	22,127	22,405	(1) Voir annexe jointe au présent tableau.
2° Volontaires de carrière en service normal	7,200	6,075	7,499	8,706	8,680	7,745	7,002	
3° Volontaires de carrière rengagés	6,900	3,298	3,615	3,683	3,803	3,901	4,011	
3° Rengagés des autres catégories	2,000	621	996	1,241	1,320	1,261	1,239	
4° Pupilles	400	437	445	489	444	426	449	
5° Rappelés (1)	900	1,300	1,282	526	932	653	604	
Totaux	41,000	41,645	40,382	38,425	37,785	36,113	35,710	
6° Civils militarisés	1,800	552	1,001	1,261	1,270	1,290	1,313	
Totaux généraux	42,800	42,197	41,383	39,686	39,055	37,403	37,023	

ANNEXE AU TABLEAU.

Nombre d'hommes rappelés pendant les années 1903, 1904, 1905, 1906, 1907 *et* 1908.

1903.

7,516 hommes de la classe de 1899, rappelés sous les armes pour 1 mois, en vertu de l'article 85, § dernier, de l'ancienne loi de milice.

5,961 hommes de la classe de 1900, rappelés sous les armes pour 6 semaines pour achever le terme de service actif normal déterminé par l'article 85 de l'ancienne loi de milice.

1904.

6,326 hommes de la classe de 1901, rappelés sous les armes pour 6 semaines pour achever le terme de service actif normal déterminé par l'article 85 de l'ancienne loi de milice.

470 hommes de la classe de 1900 des carabiniers ont été rappelés sous les armes pour 18 jours pour parfaire le terme de service actif normal (36 mois) déterminé par l'article 85 de l'ancienne loi de milice, ces militaires ayant accompli sans discontinuité 35 mois et 11 jours de service actif.

6,469 hommes de la classe de 1900 des autres régiments d'infanterie, rappelés sous les armes pour 1 mois en vertu de l'article 85, § dernier, de l'ancienne loi de milice.

1905.

6,461 hommes de la classe de 1901 rappelés sous les armes pour 1 mois en vertu de l'article 85, § dernier, de l'ancienne loi de milice.

1906.

7,732 hommes de la classe de 1902 et
3,742 hommes de la classe de 1903, } rappelés pour 1 mois en vertu de l'article 87, § L, de la nouvelle loi de milice.

1907.

3,945 hommes de la classe de 1903 et
4,081 hommes de la classe de 1904 } Idem.

1908.

3,461 hommes de la classe de 1904 et
4,037 hommes de la classe de 1905 } Idem.

b) **Effectifs de paix actuels calculés d'après le mode usité avant l'instruction du 10 septembre 1902.**

QUESTION DE M. MÉLOT.

Il résulte de la réponse faite par le Département de la Guerre aux questions de la Commission, qu'entre la manière de calculer l'effectif de paix avant le 10 *septembre* 1902 *et après cette date, il existe plusieurs différences. Le Département voudrait-il faire connaître à la Commission :*

Quel aurait été l'effectif de paix de chacune des années 1906-1907 *et* 1907-1908, *si la moyenne avait été calculée sur la situation au premier de chaque mois, et non sur la situation de chaque jour du mois?*

RÉPONSE.

Ci-joint les moyennes obtenues pour les effectifs de paix pour les années de milice 1906-1907 et 1907-1908, en tablant sur les situations au dernier jour de chaque mois, et non sur la situation à chaque jour du mois. Les situations mensuelles nouvelles donnent les chiffres au *dernier* jour du mois.

MOIS.	Année 1906-1907.	Année 1907-1908.
31 octobre	32,709	30,958
30 novembre	40,021	38,205
31 décembre	39,422	37,788
31 janvier	38,292	37,225
28 février	37,691	36,993
31 mars	36,943	36,281
30 avril	38,487	36,155
31 mai	37,951	34,530
30 juin	36,286	37,284
31 juillet	37,338	36,089
31 août	36,864	36,023
30 septembre	29,010	28,642
Totaux	441,014	426,173
Moyennes	36,751	35,514
Civils	1,285	1,308
	38,036	36,822

QUESTION DE M. SEGERS.

Quel serait le chiffre des effectifs de paix de 1908 si on les calculait ainsi qu'on le faisait avant les instructions du 10 septembre 1902?

RÉPONSE.

Ci-joint un tableau donnant les effectifs de paix de 1908 (année civile) en tablant, d'une part sur les situations mensuelles, d'autre part sur les situations trimestrielles.

A remarquer que le tableau similaire, fourni en réponse à une question de M. Mélot, voir page précédente, porte sur l'année de *milice*, et non sur l'année civile.

	Par mois. Effectifs présents.		Par trimestre. Effectifs présents.	Civils	
1er janv. 1908 (situation au 31 déc. 1907)	37,788		37,788	1,298	
1er févr. — (» 31 janv. 1908)	37,225				
1er mars — (» 29 févr. —)	36,993				
1er avril — (» 31 mars —)	36,281		36,281	1,306	
1er mai — (» 30 avril —)	36,155				
1er juin — (» 31 mai —)	34,530				
1er juillet — (» 30 juin —)	37,284		37,284	1,317	
1er août — (» 31 juillet —)	36,089				
1er sept. — (» 31 août —)	36,023				
1er octob. — (» 30 sept. —)	28,642		28,642	1,320	
1er nov. — (» 31 octob. —)	31,805				
1er déc. — (» 30 nov. —)	38,953				
Totaux . . .	427,768		139,995	5,241	
		à déduire . . .	2,318		Les rappelés compris dans l'effectif au 30 juin 1908.
Moyenne	35,649				
Civils	1,312		137,677		
Moyenne	36,961	Moyennes	34,419	1,310	
(1) A déduire les rappelés compris dans les effectifs au dernier jour du mois	559	à ajouter	604		Moyenne des rappelés en 1908.
	36,402		1,310		Moyenne des civils.
Moyenne des rappelés en 1908	604				
Moyenne générale (2) . .	37,006	Moyenne générale (3)	36,333		

(1) 30 avril 1,543 ; 30 juin 2,318 ; 31 juillet 1,594 ; 31 août 1,251 = 6,706 : 12 = 559 rappelés.

(2) Non compris : 61 manquants,
35 en jugement,
87 détenus,
256 en congé de convalescence,
2,142 en congé limité.
Total 2,581 hommes.

(3) Non compris : 74 manquants,
34 en jugement,
85 détenus,
247 en congé de convalescence,
1,658 en congé limité.
Total 2,098 hommes.

Question de M. Hymans.

Prière de faire connaître l'effectif moyen global de l'armée sur pied de paix pour la période quinquennale 1904-1908 *en prenant pour base :*

1° *le système de calcul actuel ;*

2° *le système de calcul antérieur, en prenant les effectifs à un jour du mois ;*

3° *le système antérieur en prenant les effectifs à un jour de chacun des trimestres, comme cela a été fait notamment pour* 1900.

Prière d'indiquer les différences éventuelles par année.

Réponse.

ANNÉES.	EFFECTIFS MOYENS DE PAIX. I. Système de calcul actuel. Moyenne journalière.	II. Calculs basés sur les effectifs à un jour du mois.	III. Calculs basés sur les effectifs à un jour du trimestre.	DIFFÉRENCES par rapport à III.
1904	41,383	41,510	40,936	447 en faveur de I. 574 en faveur de II.
1905	39,686	39,346	38,794	892 en faveur de I. 552 en faveur de II.
1906	39,055	39,149	38,755	300 en faveur de I. 394 en faveur de II.
1907	37,403	37,726	37,159	244 en faveur de I. 567 en faveur de II.
1908	37,023	37,006	36,333	690 en faveur de I. 673 en faveur de II.

c) **Effectifs de paix moyens par catégories.**

Question de M. Poullet.

Indiquer par catégories l'effectif de paix moyen des années 1907 *et* 1908.

CATÉGORIES.	Année civile 1907 1er janvier au 31 décembre.	Année de milice 1906-1907 1er octobre 1906 au 30 septembre 1907.	Année civile 1908 1er janvier au 31 décembre.	Année de milice 1907-1908 1er octobre 1907 au 30 septembre 1908.
Volontaires de carrière en service normal . . .	7,745	8,016	7,002	7,145
id. rengagés	3,901	3,878	4,011	3,977
Rengagés des autres catégories	1,261	1,271	1,239	1,231
Pupilles	426	427	449	445
Contingents (1) volontaires du contingent . .	18	18	15	16
Contingents (1) volontaires avec prime . . .	2,680	2,779	2,839	2,617
Contingents (1) miliciens.	20,036	20,154	20,107	20,020
Contingents (1) remplaçants	46	47	48	48
Civils militarisés (pour mémoire)	36,113 1,290	36,590 1,285	35,710 1,313	35,499 1,308

(1) Les rappelés sont compris dans les différentes rubriques de la catégorie contingents.

d) **Effectifs de paix de 1900 et effectifs de paix actuels comparés.**

QUESTION DE M. POULLET.

On demande un tableau comparé des effectifs de paix de 1900 *et de* 1907-1908, *dressé sur les bases suivantes :*

RÉPONSE.

I. — **Hommes compris ou à comprendre dans les effectifs.**

POSITION DES HOMMES.	Année 1900.	Année 1907-1908.
1. *Réellement présents* . . . . (à l'unité, détachés, à l'hôpital, à la discipline, etc.).	39,329	35,543 (1)
2. *Fictivement présents* . . . . (permissionnaires).	3,569	1,264 (2)
Total. . .	42,898	36,807

(1) Y compris les civils militarisés.

(2) Si l'effectif normal de 42,800 hommes était atteint, les hommes auraient droit à un mois de congé en moyenne, et ce nombre pourrait être plus que doublé.

II. — **Hommes non compris ou à ne pas comprendre dans les effectifs.**

POSITION DES HOMMES.	Année 1900.	Année 1907-1908.
1. En congé limité pendant l'interruption de leur temps de service	6,061	2,147
2. En congé illimité, mais encore soumis à un rappel	8,072	11,494
Total. . .	14,133	13,641

QUESTION DE M. MÉLOT.

A. *Quel aurait été l'effectif de paix de* 1900, *si la moyenne avait été calculée sur la situation de chaque jour du mois et non pas sur la situation au premier jour de chaque mois ?*

B. *Combien d'hommes en congé de plus d'un mois et de moins de six semaines ont été comptés comme présents dans l'effectif de* 1900 *?*

RÉPONSE.

A et *B*. — Conformément aux instructions ci-jointes en copie (1), de profondes modifications ont été apportées en 1902 dans l'organisation de l'ar-

(1) Voir la note de la page 166.

mée ; c'est ainsi que notamment les 5e, 6e, 7e, 8e et 9e régiments d'artillerie ont été fusionnés en corps nouveaux : l'artillerie de forteresse d'Anvers, l'artillerie de forteresse de Liége et l'artillerie de forteresse de Namur. Les compagnies spéciales de l'artillerie et du génie ont été également réorganisées, certaines d'entre elles absorbant totalement ou partiellement le personnel d'autres unités.

Tous les hommes d'un même corps ancien n'ayant pas été versés dans un même corps nouveau, les archives ont été disloquées et il ne serait pas possible de fournir les renseignements demandés sans reconstituer *administrativement* l'armée telle qu'elle existait avant la transformation, ce qui nécessiterait un travail considérable, dont on ne pourrait *a priori* fixer la durée, sans avoir même l'assurance d'aboutir à un résultat absolument exact.

L'on pourrait, il est vrai, fournir les renseignements désirés pour les corps dont la constitution est restée intacte ; ce travail laborieux, qui devrait être fait dans les régiments, ne serait pas, semble-t-il, d'une grande utilité, puisque la comparaison ne porterait que sur une partie des effectifs.

Question de M. Segers.

Quel était le nombre exact des présents en solde en 1900?

Réponse.

Pour les raisons déjà exposées (réorganisation de l'armée en 1902) il serait difficile, sinon impossible, de fournir ce renseignement en tablant sur des moyennes journalières.

Il faudrait reconstituer *administrativement* l'armée, telle qu'elle existait à l'époque, ce qui nécessiterait des échanges et des répartitions d'archives innombrables.

e) De quelques éléments de l'effectif de paix en particulier.

1. Les rappelés

Question de M. Segers.

Pour quel chiffre les rappelés figurent-ils dans le total de l'effectif de paix de 1907 *et dans celui de* 1908 ?

Réponse.

La moyenne des hommes rappelés fut de 722 en 1906-1907 et de 604 en 1907-1908.

Question de M. Poullet.

Pourquoi le nombre des rappelés évalué en moyenne pour 1900 *à* 1350 *hommes, n'a-t-il plus été évalué pour l'avenir qu'à* 900 *hommes ? En d'autres termes, quelle est la disposition de la loi du* 26 *mars* 1902, *qui devait avoir pour conséquence une diminution du nombre moyen des rappelés ?*

Le rappel s'étendant aujourd'hui aux volontaires de carrière (art. 100 litt. F), *aux grenadiers et aux carabiniers, il semble que le nombre de rappelés devrait être plus considérable que jadis.*

Réponse.

Les rappelés n'ont pas été évalués à 1,350 en 1902, comme en 1900 parce que, sous le nouveau régime, tous les hommes de l'infanterie font 20 mois de service actif dans les 24 qui suivent l'appel sous les armes, et rentrent postérieurement pour leur seul mois de rappel (art. 85 E).

Sous l'ancien régime, au contraire, les militaires de l'infanterie de ligne et des chasseurs à pied faisaient 26 à 26 1/2 mois de service actif d'une traite, puis étaient envoyés en congé *limité* — pour interrompre leur service actif — jusqu'à la période de tir et de manœuvres de l'année suivante. A cette époque, ils rentraient sous les armes pour parfaire les 28 mois de service actif fixés par la loi. Ils avaient encore par la suite à fournir leur mois de rappel (art. 85).

Il y avait donc, sous l'ancienne législation, des hommes qui, la même année, étaient rappelés, les uns pour 6 semaines afin de parfaire leur terme de service actif légal, les autres pour un mois en vertu de l'art. 85 § dernier de la loi de milice.

Quant aux volontaires de carrière, dont le terme de service actif est de 3, 4 ou 5 ans, suivant l'âge de leur enrôlement, ils ne sont pas susceptibles de rappel, en vertu de l'art. 85 de la nouvelle loi de milice : seuls les hommes astreints à 20 mois de service sont assujettis à un rappel d'un mois. Mais, en conformité de l'art. 100, F, en cas d'événements extraordinaires (troubles, grèves, etc.), les volontaires peuvent être rappelés sous les armes, comme les miliciens en congé illimité de la classe à laquelle leur engagement les rattache.

Question de M. Poullet.

a) *Comment se fait-il que, les rappelés ayant été escomptés à 900 hommes, il n'y en a eu que 604 en 1907-1908 et 722 en 1906-1907?*

b) *Peut-on, sans de longues recherches, fournir le chiffre des rappelés pour l'année civile 1907 et pour l'année civile 1908?*

c) *Serait-il possible d'avoir 900 rappelés?*

Réponse.

a) Le nombre des rappelés dépend de la part attribuée à l'infanterie (seule visée dans l'article 85 E de la loi) dans le contingent total.

Ce dernier n'ayant plus été atteint les années précédentes, le nombre des rappelés s'est trouvé proportionnellement réduit.

b) Le nombre des rappelés a été de :

Année civile 1907 : 653 rappelés.
— 1908 : 604 —

c) Actuellement la part du contingent attribuée à l'infanterie est d'environ 9,000 hommes, correspondant à un maximum de 750 rappelés $\left(\frac{9,000}{12}\right)$.

Si, selon des prévisions, les volontaires s'enrôlaient davantage de préférence dans les autres armes, la part du contingent attribuée à l'infanterie pourrait devoir être majorée et, conséquemment, le nombre des rappelés se rapprocherait de 900.

N. B. — Le rendement du contingent, rappelés compris, a été évalué globalement en 1901 à 24,500 hommes (séance du 10 octobre 1901, pp. 2495 et 2496).

Question de M. Hoyois.

Pourquoi, alors que (cela résulte d'une réponse faite à M. Segers) le nombre de rappelés (moyenne) aurait été en 1900 *(année indiquée comme normale) de* 1350 *n'a-il été en* 1906-1907 *que de* 722 *et en* 1907-1908 *de* 604 *(ainsi que cela résulte de la réponse faite à une autre question de M. Segers)* ?

Réponse

Voir la réponse faite à une semblable question posée par M. le représentant Poullet (question précédente).

2. Les volontaires avec prime.

Question de M. Poullet.

a) *Est-il possible de déterminer plus ou moins approximativement le déchet qu'a occasionné, pour les années civiles* 1907 *et* 1908 *et pour l'année de milice* 1907-1908, *le dérangement qui s'est produit dans le recrutement des volontaires avec prime?*

De ce que au 30 *septembre* 1907 *il manquait* 670 *volontaires avec prime, il n'en résulte pas, semble-t-il, que le déchet moyen pour l'effectif de paix* 1907-1908 *ait été d'un import égal.*

b) *L'incorporation tardive de ces* 670 *volontaires avec prime n'a-t-elle pas été compensée, pour l'année de milice* 1907-1908, *par l'incorporation anticipée de volontaires avec prime enrôlés en lieu et place de miliciens de* 1908?

c) *De ce que au* 30 *septembre* 1908 *il manquait* 900 *volontaires avec prime, il ne résulte pas, semble-t-il, que l'effectif de paix de l'année civile* 1908 *ait subi un déchet de pareil import.*

Peut-on chiffrer approximativement le déchet subi de ce chef?

Réponse.

a) Le déchet de 670 volontaires avec prime qui existait au 30 septembre 1907 a diminué graduellement jusqu'au 8 avril 1908, date à laquelle 670 engagements nouveaux avaient été reçus.

Le déchet était de :

612 volontaires avec prime au 1er novembre 1907;
544 — au 1er décembre 1907;
429 — au 1er janvier 1908;
341 — au 1er février 1908;
232 — au 1er mars 1908;
28 — au 1er avril 1908;
0 — au 8 avril 1908.

Le nombre des journées de présence, qui a manqué par suite de l'incorporation tardive de ces 670 volontaires avec prime, s'élève approximativement à 86,250, ce qui correspond à un déchet de 236 hommes pour l'effectif de paix moyen de l'année de milice 1907-1908, soit 153 pour l'effectif de l'année civile 1907 et 83 pour l'effectif de l'année 1908.

b) Par contre, l'incorporation anticipée de 1070 volontaires avec prime, enrôlés du 8 avril au 30 septembre 1908 (période commune aux années civiles et de milice) en lieu et place des miliciens de 1908, a renforcé de 85,125 journées de présence, soit 235 hommes en moyenne journellement, l'effectif de l'année de milice 1907-1908 et de l'année civile 1908.

Par suite de ces deux circonstances (670 volontaires avec prime pour 1907, recrutés après le 1er octobre 1907, et 1070 volontaires avec prime pour 1908, recrutés avant le 1er octobre 1908), il est résulté une perte journalière de 236 — 235 = 1 homme pour l'effectif de paix de milice 1907-1908.

A remarquer que si le poste contingent en 1907-1908 (22,097 au lieu de 23,600) n'avait pas tenu compte de ces incorporations anticipatives, le nombre 22,097 aurait diminué de 235.

c) C'est dans l'hypothèse où les 1,970 miliciens admis au tirage au sort de priorité du 15 septembre 1908 persisteraient dans leur demande de remplacement que le Ministre a pu déclarer qu'il existait, le 30 septembre 1908, un déchet de 900 volontaires avec prime.

Question de M. Mélot.

Combien d'individus désignés pour la milice ont versé le prix du remplacement au cours de chacune des années 1906 *à* 1908, *inclusivement* ?

Réponse.

Classe de milice.	Nombre de miliciens remplacés.
1900.	1,860
1901.	1,844
1902.	1,632
1903.	1,713
1904.	1,853
1905.	1,541
1906.	1,541
1907.	1,590
1908.	1,393

3. Volontariat et gradés.

QUESTION DE MM. VANDERVELDE ET HYMANS.

Combien y a-t-il, parmi les volontaires de carrière et les rengagés, d'hommes occupant des grades subalternes, et combien servant comme simples soldats?

RÉPONSE.

Le tableau suivant, dressé d'après les relevés des corps au 30 septembre 1908, répond à la question :

CATÉGORIES.	VOLONTAIRES DE CARRIÈRE (1).			RENGAGÉS DES AUTRES CATÉGORIES.					Totaux généraux.	Observations.
	En service normal.	Rengagés.	Totaux.	Volontaires du contingent	Volontaires avec prime.	Miliciens.	Remplaçants.	Totaux.		
Sous-officiers. . . .	1,157	3,406	4,563	14	16	512	3	545	5,108	(1) Non compris 474 pupilles et 77 élèves de l'école militaire, mais y compris 84 cadets militaires, dont 44 caporaux et 40 soldats.
Caporaux ou brigadiers.	2,587	244	2,831	3	71	149	2	225	3,056	
Clairons, trompettes ou soldats	2,998	383	3,381	1	143	377	4	525	3,906	
Totaux . . .	6,742	4,033	10,775	18	230	1,038	9	1,295	12,070	

4. Les congés de six semaines.

QUESTION DE M. HYMANS.

Sous le régime antérieur à la loi de 1902, *les militaires jouissant d'une permission excédant* six semaines *n'étaient pas compris dans les effectifs présents; sous le régime actuel, cette durée est réduite à un mois.*

Combien de congés excédant un mois a-t-on accordés pendant l'année 1908?

Quelle a été l'influence de ces absences sur le rendement des effectifs?

RÉPONSE.

Au cours de l'année de milice 1907-1908, 19 militaires seulement ont obtenu une permission excédant un mois.

Ce nombre n'a pu avoir aucune influence appréciable sur le rendement des effectifs pendant le dit exercice.

B. — AUTRES STATISTIQUES RELATIVES A L'EFFECTIF DE L'ARMÉE EN TEMPS DE PAIX.

QUESTION DE M. DU BUS DE WARNAFFE.

On demande le tableau de récapitulation générale par corps, par armes et par catégories, pour l'année de milice en cours, des effectifs de paix inscrits sur les

contrôles, dont le Gouvernement pourrait théoriquement disposer sans rappeler de classes en congé illimité.

RÉPONSE.

Ci-joint le tableau demandé. Il est à remarquer, toutefois, que parmi les hommes en congé *limité* figurent ceux qui se trouvent en congé par interruption de service actif. Si, pour une raison quelconque, ces hommes devaient être inopinément rappelés, le terme de service actif qui leur reste à parfaire, serait réduit d'une durée égale à celle du rappel exceptionnel sous les armes c'est-à-dire qu'ils devraient être envoyés en congé *illimité* avant la date fixée par le Ministre de la Guerre.

A partir de leur renvoi en congé illimité, l'effectif de paix, dont le Gouvernement pourrait théoriquement disposer sans rappeler les contingents en congé illimité, serait ainsi réduit d'un nombre d'hommes équivalent à celui qui aurait été envoyé en congé illimité *avant la date prévue en tenant compte des congés interruptifs.*

Moyennes pour les mois d'octobre, novembre, décembre 1908 à janvier 1909.

CORPS.	EFFECTIF MOYEN DES PRÉSENTS.						MOMENTANÉMENT ABSENTS.						TOTAUX GÉNÉRAUX.
	Volontaires de carrière.	Volontaires du contingent.	V. A. P.	Miliciens.	Remplaçants.	TOTAUX.	Manquants.	En jugement.	Détenus dans les prisons civiles.	En congé de convalescence.	En congé limité.	TOTAUX.	
1er régiment de ligne	313	1	105	590	3	1,012	1	1	1	9	14	26	1,038
2e —	412	3	133	581	4	1,133	1	»	3	4	8	16	1,149
3e —	310	»	104	557	2	973	1	1	3	7	32	44	1,017
4e —	349	1	132	572	»	1,054	1	1	2	6	20	30	1,084
5e —	309	1	111	590	»	1,011	3	1	3	7	13	27	1,038
6e —	268	»	67	609	»	944	1	»	3	5	12	21	965
7e —	287	»	89	559	1	936	1	1	3	8	9	22	958
8e —	299	»	64	579	2	944	1	1	3	7	5	17	961
9e —	323	»	90	606	2	1,021	2	»	3	9	77	91	1,112
10e —	248	1	19	682	1	951	1	3	2	8	4	18	969
11e —	307	1	156	591	1	1,056	1	1	3	8	12	25	1,081
12e —	291	»	43	598	3	935	1	3	3	4	21	32	967
13e —	325	»	42	607	2	976	1	»	4	10	13	28	1,004
14e —	259	1	69	694	»	1,023	»	1	3	4	4	12	1,035
1er chasseurs à pied	338	»	131	632	3	1,104	3	1	7	9	5	25	1,129
2e —	307	»	142	594	1	1,044	4	»	3	8	13	28	1,072
3e —	371	2	155	580	3	1,111	1	1	6	4	8	20	1,131
Grenadiers	313	»	108	689	1	1,111	1	»	1	9	2	13	1,124
Carabiniers	401	1	69	886	7	1,364	2	»	4	6	38	50	1,414
Totaux	6,030	12	1,829	11,796	36	19,703	27	16	60	132	310	545	20,248
École des cadets	78	»	»	»	»	78	»	»	»	»	»	»	78
École des pupilles	463	»	»	»	»	463	»	»	»	»	»	»	463
Discipline et correction	106	1	2	17	»	126	»	»	»	»	»	»	126
Totaux de l'infanterie	6,677	13	1,831	11,813	36	20,370	27	16	60	132	310	545	20,915
1er chasseurs à cheval	224	1	99	361	1	686	3	3	»	2	20	28	714
2e —	302	2	90	275	1	670	3	3	1	4	23	34	704
1er guides	266	1	54	364	3	688	1	1	1	2	29	34	722
2e —	196	»	49	477	1	723	1	»	4	2	22	29	752
1er lanciers	163	»	62	410	2	637	2	1	5	11	24	43	680

2e lanciers	194	»	93	415	»	702	2	»	3	4	18	27	729
3e —	175	1	85	404	1	666	4	2	2	7	32	47	713
4e —	220	»	106	375	»	701	1	3	2	2	29	37	738
Totaux de la cavalerie	1,740	5	638	3,081	9	5,473	17	13	18	34	197	279	5,752
État-major particulier de l'artillerie	59	»	5	46	»	110	»	»	»	»	»	»	110
Artillerie de campagne. 1er d'artillerie	255	»	44	655	2	956	1	2	2	8	23	36	992
Artillerie de campagne. 2e —	201	1	124	756	1	1,083	2	1	3	6	29	41	1,124
Artillerie de campagne. 3e —	187	1	47	693	2	930	1	4	2	2	14	23	953
Artillerie de campagne. 4e —	127	1	62	797	2	989	1	3	1	11	21	37	1,026
Totaux	770	3	277	2,901	7	3,958	5	10	8	27	87	137	4,095
Position fortifiée d'Anvers :													
1er secteur à Anvers	131	»	40	172	1	344	»	»	»	1	2	3	347
2e — à Anvers	136	3	99	334	1	573	1	»	1	1	2	5	578
3e — à Anvers	91	»	38	182	2	313	»	»	»	»	2	2	315
4e — à Anvers	91	»	28	136	2	257	»	»	1	2	5	8	265
5e — à Anvers	95	1	31	128	»	255	»	1	2	»	5	8	263
Artillerie de forteresse à Termonde (28e, 29e et 50e batteries)	40	1	16	75	1	133	»	»	»	»	»	»	133
Dépôt	21	»	1	11	»	33	»	»	1	1	»	2	35
Position fortifiée de Liége	217	1	109	639	3	969	2	1	»	13	13	29	998
— de Namur	148	2	88	461	»	699	»	1	2	3	7	13	712
Totaux	970	8	450	2,138	10	3,576	3	3	7	21	36	70	3,646
Compagnie d'artificiers	10	»	»	33	»	43	»	»	»	»	»	»	43
— d'ouvriers	31	»	»	26	»	57	»	»	»	»	»	»	57
— d'armuriers	30	»	»	13	»	43	»	»	»	»	»	»	43
Totaux	71	»	»	72	»	143	»	»	»	»	»	»	143
Totaux de l'artillerie	1,870	11	732	5,157	17	7,787	8	13	15	48	123	207	7,994
Train	130	»	109	140	»	379	»	1	1	1	6	9	388
Régiment du génie	305	2	74	347	1	729	2	1	1	2	423	429	1,158
Compagnie de télégraphistes	17	»	»	86	»	103	»	»	»	1	37	38	141
— de torpilleurs et d'artificiers	10	»	»	50	»	60	»	»	»	»	25	25	85
— de chemin de fer	10	»	»	71	»	81	»	»	»	1	14	15	96
— de pontonniers	15	»	4	73	»	92	»	»	1	1	44	46	138
— d'ouvriers et d'aérostiers	10	»	»	67	»	77	»	»	»	1	35	36	113
Totaux du génie	367	2	78	694	1	1,142	2	1	2	6	578	589	1,731
École militaire	77	»	»	»	»	77	»	»	»	»	»	»	77
Bataillon d'administration	478	»	4	352	3	837	»	»	»	8	3	11	848
Totaux de l'armée	11,339	31	3,392	21,237	66	36,065	54	44	96	229	1,217	1,640	37,705

(1) Ce tableau comporte la moyenne pour les mois d'octobre, novembre, décembre 1908 et janvier 1909, la statistique de janvier étant la dernière vérifiée au Département de la Guerre.

QUESTION DE M. SEGERS.

Combien y avait-il d'hommes de l'effectif de paix inscrits en 1902 *aux feuillets matricules et dont on pouvait donc disposer?*

Combien y en avait-il d'inscrits aux mêmes feuillets en 1908?

RÉPONSE.

Ci-joint un état donnant les renseignements demandés, en prenant pour base les situations au 31 décembre 1902 et au 31 décembre 1908. Ici s'adapte, en ce qui concerne les hommes en congé limité (congés interruptifs sous le nouveau régime) la remarque faite en réponse à la question de M. du Bus de Warnaffe (voir p. 97), à savoir que si, pour une raison quelconque, les hommes en congé par interruption de service (limité) étaient inopinément rappelés, le terme de service actif qui leur reste à parfaire serait réduit d'une durée égale à celle du rappel exceptionnel sous les armes.

DATES.	Présents										Absents ou en congé						Totaux généraux.
	à leur unité.	en petite permission.	à l'hôpital.	Détachés				Disciplinaires.	Correctionnaires.	Totaux.	Manquants.	En jugement.	Détenus dans les prisons civiles.	En congé		Totaux.	
				dans le corps.	au dépôt.	à l'école.	hors du corps.							de convalescence.	limité.		
31 décembre 1902. (1)	21,374	12,625	696	1,250	938	2,201	1,249	103	289	40,725	49	49	122	336	7,398 (1)	7,954	48,679
31 décembre 1908. (2)	19,215	13,237	638	1,334	797	2,424	810	55	255	38,765	32	40	94	259	990	1,415	40,180

(1) Au 31 décembre 1902, on vivait encore sous l'ancienne législation : toutes les classes de milice (sauf la classe entrée en 1902) faisaient un temps de service plus long que celui imposé actuellement.

D'autre part, la colonne congé limité comprenait non seulement les hommes de l'infanterie soumis à rappel, mais encore les volontaires avec prime de toutes armes, dont le contingent, auquel ils étaient rattachés, n'avait pas encore été envoyé en congé *illimité*.

(2) Non compris 1,314 civils militarisés.

QUESTION DE M. HOYOIS.

Prière à M. le Ministre de fournir le tableau de l'effectif moyen par catégories, des « présents » pendant tout le mois de mars 1908 et de l'effectif des « momentanément absents ou en congé « au dernier jour du même mois (31 mars 1908).

RÉPONSE.

Ci-joint le tableau :

CORPS.	Effectif moyen des présents pendant tout le mois de mars 1908.						Momentanément absents ou en congé au 31 mars 1908.						
	Volontaires de carrière.	Volontaires du contingent.	Volontaires avec prime.	Miliciens.	Remplaçants.	Totaux.	Manquants.	En jugement.	Détenus.	En congé de convalescence.	En congé limité.	Totaux.	Totaux généraux.
1er régiment de ligne . . .	339	»	93	670	1	1,103	»	»	5	7	21	33	1,136
2e —	416	6	114	660	»	1,136	6	»	4	5	103	118	1,254
3e —	319	»	49	656	1	1,025	11	»	2	9	93	115	1,140
4e —	364	»	72	697	»	1,133	6	»	5	5	42	58	1,191
5e —	310	»	74	694	»	1,078	2	1	3	3	12	21	1,099
6e —	268	»	55	695	»	1,018	2	»	1	11	24	38	1,056
7e —	302	»	53	672	»	1,027	12	»	7	15	23	57	1,084
8e —	286	»	27	707	3	1,023	2	»	1	11	»	14	1,037
9e —	321	»	60	820	1	1,202	2	»	2	9	3	16	1,218
10e —	247	»	14	797	»	1,058	2	3	3	13	20	41	1,099
11e —	308	1	77	699	»	1,085	»	2	2	13	47	64	1,149
12e —	293	»	33	699	2	1,027	1	1	1	9	68	80	1,107
13e —	331	»	26	718	3	1,078	»	»	3	23	18	44	1,122
14e —	271	3	61	836	»	1,171	1	»	3	7	»	11	1,182
1er chasseurs à pied . . .	342	»	123	722	4	1,191	8	1	6	7	22	44	1,235
2e —	318	»	137	679	1	1,135	9	»	7	6	33	55	1,190
3e —	379	2	146	672	3	1,202	13	2	2	5	6	28	1,230
Grenadiers.	308	1	49	827	4	1,189	1	»	3	8	5	17	1,206
Carabiniers.	393	»	55	1,088	4	1,540	1	»	3	10	24	38	1,578
Totaux. . .	6,115	13	1,318	13,948	27	21,421	79	10	63	176	564	892	22,313
École des cadets	75	»	»	»	»	75	»	»	»	»	»	»	75
École des pupilles	424	»	»	»	»	424	»	»	»	3	»	3	427
Discipline et correction . . .	97	2	1	24	»	124	»	»	»	»	1	1	125
Totaux de l'infanterie. . .	6,711	15	1,319	13,972	27	22,044	79	10	63	179	565	896	22,940
1er chasseurs à cheval . . .	233	»	88	296	3	620	2	5	1	»	19	27	647
2e — . . .	316	2	77	213	1	609	4	3	1	6	10	24	633
1er guides.	252	1	44	310	3	610	1	»	4	3	16	24	634

CORPS.	Effectif moyen des présents pendant tout le mois de mars 1908.						Momentanément absents ou en congé au 31 mars 1908.						
	Volontaires de carrière.	Volontaires du contingent.	Volontaires avec prime.	Miliciens.	Remplaçants.	Totaux.	Manquants.	En jugement.	Détenus.	En congé de convalescence	En congé limité.	Totaux.	Totaux généraux.
2e guides.	187	»	43	386	1	617	2	»	3	3	13	21	638
1er lanciers	176	3	64	339	4	586	»	»	1	11	12	24	610
2e —	196	»	76	312	»	584	»	»	6	1	26	33	617
3e —	181	1	73	349	»	604	4	1	3	4	25	37	641
4e —	244	1	103	326	»	674	1	1	3	1	20	26	700
Totaux de la cavalerie . .	1,785	8	568	2,531	12	4,904	14	10	22	29	141	216	5,120
État-major particulier de l'artillerie.	108	»	»	»	»	108	»	»	»	»	»	»	108
Artillerie de campagne. 1er d'artillerie .	240	»	56	538	2	836	2	»	»	2	6	10	846
Artillerie de campagne. 2e —	217	1	119	590	»	927	»	3	1	6	25	35	962
Artillerie de campagne. 3e —	201	1	47	572	3	824	1	1	1	4	2	9	833
Artillerie de campagne. 4e —	125	1	58	720	3	907	»	»	4	11	2	17	924
Totaux. . .	783	3	280	2,420	8	3,494	3	4	6	23	35	71	3,565
Position fortifiée d'Anvers.													
1er secteur. à Anvers.	131	»	37	162	»	330	3	»	»	2	7	12	342
2e — à Anvers.	197	3	101	330	1	632	4	1	»	3	12	20	652
3e — à Anvers.	85	1	39	182	3	310	»	»	»	3	4	7	317
4e — à Anvers.	91	»	27	129	2	249	»	»	2	1	10	13	262
5e — à Anvers.	99	1	34	125	»	259	1	»	»	2	9	12	271
Artillerie de forteresse à Termonde (28e, 29e et 30e batteries).	37	1	16	65	»	119	2	»	»	1	4	7	126
Dépôt	25	»	1	8	»	34	»	»	1	»	1	2	36
Position fortifiée de Liége . .	235	1	116	602	3	957	»	»	»	8	32	40	997
— de Namur. .	159	2	82	434	»	677	1	»	»	3	40	44	721
Totaux. . .	1,059	9	453	2,037	9	3,567	11	1	3	23	119	157	3,724

CORPS.	Effectif moyen des présents pendant tout le mois de mars 1908.						Momentanément absents ou en congé au 31 mars 1908.						
	Volontaires de carrière.	Volontaires du contingent.	Volontaires avec prime.	Miliciens.	Remplaçants.	Totaux.	Manquants.	En jugement.	Détenus.	En congé de convalescence.	En congé limité.	Totaux.	Totaux généraux.
Compagnie d'artificiers. . .	11	»	»	33	»	44	»	»	»	»	»	»	44
Compagnie d'ouvriers . . .	31	»	»	24	»	55	»	»	»	»	»	»	55
Compagnie d'armuriers. . .	29	»	»	16	»	45	»	»	»	»	»	»	45
Totaux. . .	71	»	»	73	»	144	»	»	»	»	»	»	144
Totaux de l'artillerie. . .	2,021	12	733	4,530	17	7,313	14	5	9	46	154	228	7,541
Train	105	»	82	118	»	305	13	»	1	»	5	19	324
Régiment du génie	308	2	51	495	1	857	2	2	2	9	399	414	1,271
Compagnie de télégraphistes .	20	»	1	81	»	102	»	»	»	1	53	54	156
Compagnie de torpilleurs et d'artificiers	10	»	»	48	»	58	»	»	»	1	37	38	96
Compagnie de chemin de fer .	11	»	»	66	»	77	»	»	»	»	37	37	114
Compagnie de pontonniers. .	12	»	1	78	»	91	»	»	»	»	59	59	150
— d'ouvriers et d'aérostiers.	9	»	1	63	»	73	1	»	»	1	55	57	130
Totaux du génie. . .	370	2	54	831	1	1,258	3	2	2	12	640	659	1,917
École militaire	77	»	»	»	»	77	»	»	»	»	»	»	77
Bataillon d'administration. .	464	1	3	356	3	827	»	»	»	5	2	7	834
Totaux de l'armée. . .	11,533	38	2,759	22,338	60	36,728	123	27	97	271	1,507	2,025	38,753

Question de M. Hoyois.

Prière à Monsieur le Ministre d'indiquer par régiment, sous forme de tableau :

1° *Le nombre des volontaires de chaque catégorie ;* 2° *le total des volontaires de toutes les catégories, en mars* 1908 (*en ce compris les hommes momentanément absents*) *le tout comme au tableau fourni en réponse à la question de M. du Bus de Warnaffe* (p. 98).

Relevé, par catégories, des militaires présents et momentanément absents au 31 mars 1908.

CORPS.	Volontaires de carrière.		Volontaires du contingent.		Miliciens rengagés.		Volontaires avec prime rengagés.		Remplaçants rengagés		TOTAL.		Miliciens non rengagés.		Volontaires avec prime non rengagés.		Remplaçants non rengagés.		TOTAL.		TOTAL GÉNÉRAL.	
	Présents.	Momentanément absents.	Présents.	Momentanément absents.	Présents.	Momentanément absents.	Présents.	Momentanément absents.	Présents.	Momentanément absents.	Présents.	Momentanément absents.	Présents.	Momentanément absents.	Présents.	Momentanément absents.	Présents.	Momentanément absents.	Présents.	Momentanément absents.	Présents.	Momentanément absents.
1er régiment de ligne	336	4	»	»	22	»	10	»	»	»	368	4	660	28	84	1	1	»	745	29	1,113	33
2e —	413	1	4	»	4	»	7	»	»	»	428	1	575	103	110	14	»	»	685	117	1,113	118
3e —	319	»	»	»	9	»	4	»	»	»	332	»	636	111	47	4	1	»	684	115	1,016	115
4e —	364	4	»	»	17	»	3	»	»	»	384	4	679	52	71	2	»	»	750	54	1,134	58
5e —	311	5	»	»	23	»	4	1	»	»	338	6	684	14	68	1	»	»	752	15	1,090	21
6e —	268	5	»	»	11	»	7	»	»	»	286	5	680	32	50	1	»	»	730	33	1,016	38
7e —	300	12	»	»	14	»	1	»	»	»	315	12	657	40	53	5	»	»	710	45	1,025	57
8e —	285	7	»	»	4	»	1	»	»	»	290	7	710	7	28	»	3	»	741	7	1,031	14
9e —	321	3	»	»	14	»	2	»	»	»	337	3	801	13	57	»	1	»	859	13	1,196	16
10e —	248	1	»	»	27	1	2	»	»	»	277	2	793	39	14	»	»	»	807	39	1,084	41
11e —	307	6	1	1	25	»	8	1	»	»	341	8	676	53	71	3	»	»	747	56	1,088	64
12e —	293	6	»	»	9	»	1	»	1	»	304	6	710	70	30	4	1	»	741	74	1,045	80
13e —	331	5	»	»	21	»	10	»	»	»	362	5	719	37	17	2	3	»	739	39	1,101	44
14e —	271	3	3	»	24	»	4	»	»	»	302	3	842	7	61	1	»	»	903	8	1,205	11
1er chasseurs à pied	342	8	»	»	20	»	1	»	2	»	365	8	675	33	126	3	2	»	803	36	1,168	44
2e —	319	6	»	»	20	»	7	»	1	»	347	6	686	37	132	11	»	1	818	49	1,165	55
3e —	375	5	2	»	29	»	9	»	»	»	415	5	653	19	143	4	2	»	798	23	1,213	28
Grenadiers	313	10	1	»	33	»	2	»	»	»	349	10	798	6	52	1	4	»	854	7	1,203	17
Carabiniers	392	2	»	»	37	1	4	»	»	»	433	3	1,075	33	50	2	4	»	1,129	35	1,562	38
Totaux	6,108	93	11	1	363	2	87	2	4	»	6,573	98	13,709	734	1,264	59	22	1	14,995	794	21,568	892
École des cadets	78	»	»	»	»	»	»	»	»	»	78	»	»	»	»	»	»	»	»	»	78	»
— pupilles	437	3	»	»	»	»	»	»	»	»	437	3	»	»	»	»	»	»	»	»	437	3
Discipline et correction	97	»	2	»	15	»	»	»	»	»	114	»	9	»	1	1	»	»	10	1	124	1
Totaux de l'infanterie	6,720	96	13	1	378	2	87	2	4	»	7,202	101	13,718	734	1,265	60	22	1	15,005	795	22,207	896
1er chasseurs à cheval	233	5	»	»	14	»	8	»	»	»	255	5	279	21	80	1	3	»	362	22	617	27
2e —	314	8	2	»	14	»	8	»	1	»	339	8	202	13	67	3	»	»	269	16	608	24
1er guides	253	2	1	»	29	»	8	»	»	»	291	2	286	20	36	2	3	»	325	22	616	24
2e —	187	3	»	»	32	»	14	»	»	»	233	3	362	18	30	»	1	»	393	18	626	21
1er lanciers	176	4	3	»	14	1	14	»	1	»	208	5	328	16	50	3	3	»	376	19	584	24
2e —	202	4	»	»	16	»	8	»	»	»	226	4	300	26	72	3	»	»	372	29	598	33
3e —	177	4	1	»	11	»	14	»	»	»	203	4	322	30	58	3	»	»	380	33	583	37
4e —	243	4	1	»	20	»	12	»	»	»	276	4	306	19	91	3	»	»	397	22	673	26
Totaux de la cavalerie	1,785	34	8	»	150	1	86	»	2	»	2,031	35	2,380	163	484	18	10	»	2,874	181	4,905	216
État-major particulier de l'artillerie	57	»	»	»	46	»	5	»	»	»	108	»	»	»	»	»	»	»	»	»	108	»
Artillerie de campagne. 1er d'artillerie	239	»	»	»	21	»	4	»	»	»	264	»	390	10	27	»	1	»	418	10	682	10
Artillerie de campagne. 2e —	219	5	1	»	36	»	7	»	»	»	263	5	443	27	93	3	»	»	536	30	799	35
Artillerie de campagne. 3e —	201	3	1	»	28	»	8	»	»	»	238	3	402	5	34	1	3	»	439	6	677	9
Artillerie de campagne. 4e —	125	1	1	»	37	»	6	»	»	»	169	1	546	»	43	16	2	»	591	16	760	17
Totaux	784	9	3	»	122	»	25	»	»	»	934	9	1,781	42	197	20	6	»	1,984	62	2,918	71
Position fortifiée d'Anvers.																						
1er secteur à Anvers	129	»	»	»	12	»	1	»	»	»	142	»	154	10	33	2	»	»	187	12	329	12
2e — à Anvers	198	1	3	»	26	»	2	»	»	»	229	1	305	15	103	4	1	»	409	19	638	20
3e — à Anvers	85	»	1	»	14	»	4	»	»	»	104	»	165	7	37	»	3	»	205	7	309	7
4e — à Anvers	91	1	»	»	9	»	3	»	»	»	103	1	117	10	27	2	2	»	146	12	249	13
5e — à Anvers	99	»	1	»	5	»	1	»	»	»	106	»	119	11	33	1	»	»	152	12	258	12
Artillerie de forteresse de Termonde (28e, 29e et 30e batteries)	37	»	1	»	7	»	»	»	»	»	45	»	58	5	16	2	»	»	74	7	119	7
Dépôt	24	1	»	»	3	»	»	»	»	»	27	1	5	1	1	»	»	»	6	1	33	2
Position fortifiée de Liége	234	1	1	»	73	»	4	»	1	»	313	1	521	34	111	5	3	»	635	40	948	40
— Namur	159	1	2	»	64	»	3	»	»	»	228	1	358	35	75	8	»	»	433	43	661	44
Totaux	1,056	5	9	»	213	»	18	»	1	»	1,297	5	1,802	128	436	24	9	»	2,247	153	3,544	157
Compagnie d'artificiers	11	»	»	»	4	»	»	»	»	»	15	»	32	»	»	»	»	»	32	»	47	»
— d'ouvriers	31	»	»	»	5	»	»	»	»	»	36	»	19	»	»	»	»	»	19	»	55	»
— d'armuriers	29	»	»	»	5	»	»	»	»	»	34	»	11	»	»	»	»	»	11	»	45	»
Totaux	71	»	»	»	14	»	»	»	»	»	85	»	62	»	»	»	»	»	62	»	147	»
Totaux de l'artillerie	1,968	14	12	»	395	»	48	»	1	»	2,424	14	3,645	170	633	44	15	»	4,293	215	6,717	228
Train	104	2	»	1	12	»	5	»	»	»	121	3	83	11	73	5	»	»	156	16	277	19
Régiment du génie	307	7	2	»	16	»	3	»	»	»	328	7	491	368	51	39	1	»	543	407	871	414
Compagnie de télégraphistes	20	»	»	»	1	»	»	»	»	»	21	»	80	54	1	»	»	»	81	54	102	54
— de torpilleurs et d'artificiers	9	»	»	»	1	»	»	»	»	»	10	»	47	38	»	»	»	»	47	38	57	38
— de chemin de fer	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	»	65	37	»	»	»	»	65	37	76	37
— de pontonniers	12	»	»	»	1	»	»	»	»	»	13	»	77	57	1	2	»	»	78	59	91	59
— d'ouvriers et d'aérostiers	9	»	»	»	2	»	»	»	»	»	11	»	61	57	1	»	»	»	62	57	73	57
Totaux du génie	368	7	2	»	21	»	3	»	»	»	394	7	821	610	54	41	1	»	876	652	1,270	658
École militaire	77	»	»	»	»	»	»	»	»	»	77	»	»	»	»	»	»	»	»	»	77	»
Bataillon d'administration	464	2	1	»	61	»	3	»	1	»	530	2	296	5	»	»	2	»	298	5	828	7
Totaux de l'armée	11,486	155	36	2	1,017	3	232	2	8	»	12,779	162	20,943	1,694	2,509	168	50	1	23,502	1,864	36,281	2,025

3. — LES EFFECTIFS DE GUERRE.

A. — MODE DE CALCUL. — RÈGLES GÉNÉRALES.

Question de M. Segers.

Comment le Gouvernement a-t-il établi les chiffres des effectifs de guerre lors de la discussion de la loi de 1902, etc. ? (1)

Réponse.

L'effectif *administratif* de guerre, tel qu'il figure dans l'Annuaire statistique, a toujours été calculé en prenant l'effectif général accusé dans les statistiques fournies par les corps, en totalisant ces données pour l'année et en divisant le résultat par 12.

B. — EFFECTIFS DE GUERRE ESCOMPTÉS LORS DE LA DISCUSSION DE LA LOI DE 1902

Question de M. Segers.

Quel est le chiffre de l'effectif de guerre que le Gouvernement escomptait en 1902? Comment escomptait-il ce chiffre? Celui-ci ne correspondait-il pas au chiffre fixé dans son rapport par le rapporteur au Sénat?

Réponse.

A une question posée le 24 octobre 1901 par M. Colfs, désirant être fixé sur le chiffre de l'effectif de guerre qui résulterait du projet, le lieutenant général Cousebant d'Alkemade a répondu : « L'effectif de guerre du projet du Gouvernement dépend de deux éléments : le rendement des contingents et celui du volontariat. Si l'on applique aux contingents annuels de 13,300 hommes un déchet d'usure de 18 p. c. et un déchet de mobilisation de 5 p. c., leur rendement sera d'environ 133,000 hommes. Quant au rendement du volontariat, on ne peut l'estimer d'une façon précise. »

D'autre part, à la séance du 25 novembre 1901, le lieutenant général Cousebant d'Alkemade déclara que du chef de l'extension du volontariat « qui produirait environ 13,000 hommes et de celui du rappel des mariés et veufs avec enfants des anciennes classes, l'augmentation des effectifs de guerre serait approximativement de 33,000 hommes. Mais il y a en outre également les volontaires de réserve. Que nous donnera cet élément? Ici je ne puis faire qu'une hypothèse. »

Toutefois, à diverses reprises, au Parlement, le lieutenant général Cousebant a cité les chiffres de 180,000 hommes, notamment le 25 octobre 1905, lorsqu'il disait : « Il nous faut 180,000 hommes d'effectif réel. »

Les calculs de M. Hubert sont des calculs de prévision, en vue de mettre en regard le chiffre que l'on pouvait atteindre, selon lui, avec le chiffre de 180,000 hommes réclamés par la Commission mixte de 1900-1901.

---

(1) Voir la question reproduite plus haut, p. (75).

C. — LES EFFECTIFS DE GUERRE ACTUELS.

Question de M. Segers.

Comment le Gouvernement établit-il le chiffre actuel de l'effectif de paix et de l'effectif de guerre, etc.? (1)

Réponse.

L'effectif administratif de guerre tel qu'il figure dans l'annuaire statistique a toujours été calculé en prenant l'effectif général accusé dans les statistiques fournies par les corps, en totalisant ces données, pour l'année, et en divisant le résultat par 12.

Une autre statistique, établie immédiatement après les revues qui ont lieu en novembre-décembre, permet également de se rendre compte des effectifs inscrits sur les contrôles et, partant, en diminuant ceux-ci de 5 p. c., des effectifs mobilisables.

D. — LE VOLONTARIAT DE RÉSERVE.

Question de M. Hoyois

Pourquoi ne se fait-il pas de recrutement de volontaires de réserve dans l'artillerie de campagne?

Réponse.

Le volontariat de réserve doit procurer le complément d'hommes au rendement du volontariat de carrière et du contingent, en ce qui concerne les effectifs de guerre.

L'artillerie de campagne pouvant constituer ses différentes formations de guerre avec ses treize classes de milice, il n'a pas été nécessaire de lui attribuer des volontaires de réserve.

Question de M. Hoyois.

Est-il exact que le Département de la Guerre fixe par régiment le chiffre maximum de volontaires de réserve, tant pour quatre ans que pour deux ans?

Quels sont les chiffres maxima pour chacun des régiments?

Réponse.

Le recueil des instructions sur la loi de milice, dont un exemplaire a été remis à chacun des membres de la Commission, renseigne les corps dans lesquels la réserve recrute ses volontaires et stipule que le nombre des volontaires de réserve à recruter est fixé annuellement par le Département de la Guerre.

---

(1) Voir la question posée plus haut, page 79.

Depuis 1902, le budget comporte un crédit en vue du recrutement des volontaires de cette catégorie, qui touchent, au moment de leur engagement, les 3/8 de leur rémunération totale.

Les chiffres maxima pour chacun des régiments ou unités ont été fixés, depuis 1902, comme ci-dessous, de telle façon que, progressivement, le total des 10,000 volontaires de réserve escomptés soit régulièrement et annuellement atteint. (Les volontaires de réserve, créés en 1902, doivent, avant de servir comme tels, avoir accompli un terme de milice de treize années.)

Régiment d'inf^te^, sauf carabiniers	77	vol. de 4 ans et	39	vol. de 2 ans.
Carabiniers	108	—	45	—
Artillerie de forteresse d'Anvers .	296	—	148	—
— de Liége .	150	—	75	—
— de Namur.	112	—	57	—
Régiment du génie	224	—	53	—
Compagnies de pontonniers, de télégraphistes, d'ouvriers et aérostiers, chacune	23	—	6	—
Compagnies de chemins de fer, de torpilleurs et artificiers, chacune	19	—	5	—
Bataillon d'administration . . .	9	—	5	—
Total . . .	2.392	vol. de 4 ans et	1.115	vol. de 2 ans,

soit un total annuel de 3.507 volontaires de réserve.

En 1907-1908, les corps en ont recruté 2.813. Si la plupart n'ont pas atteint le nombre limité, quelques-uns l'ont dépassé, compensant ainsi des déchets antérieurs.

Il a manqué, en 1907-1908, 377 volontaires de réserve de quatre ans et 317 volontaires de réserve de deux ans.

Question de M. Hoyois.

Pourquoi ne recrute-t-on pas ou ne peut-on pas recruter de volontaires de réserve pour des périodes de temps autres que deux ans ou quatre ans?

Réponse.

Le volontariat de réserve a été institué par l'article 100 de la loi de milice, qui ne prévoit que des enrôlements de volontaires de réserve pour deux et pour quatre ans.

E. — STATISTIQUES RELATIVES AUX EFFECTIFS DE GUERRE.

1. — Effectif global à une date déterminée.

Question de M. Segers.

Combien a-t-on en ce moment d'effectifs inscrits aux registres matricules?

RÉPONSE.

D'après les situations des corps établies au 31 janvier 1909, les dernières qui ont pu être vérifiées au Département de la Guerre, 168,711 hommes (officiers et gendarmes non compris) figurent, à cette date, sur les contrôles de l'armée et, partant, dans les registres matricules.

QUESTIONS DE M. POULLET.

Les 168,711 hommes qui figurent sur les contrôles de l'armée se confondent-les avec l'effectif de guerre administratif?

RÉPONSE.

Oui, à la date du 31 janvier 1909. Mais annuellement on en fait la moyenne, pour l'année, pour la publication à l'Annuaire statistique.

Comprennent-ils les volontaires de réserve?

Oui, mais le chiffre en est insignifiant : 8 actuellement.

Comprennent-ils les pupilles, les volontaires de 16 et de 17 ans, les civils militarisés?

Oui, pour les pupilles et les volontaires de 16 et 17 ans.

En ce qui concerne les civils militarisés, il y en avait 386 n'ayant pas achevé leurs obligations de milice (13 ans) et admis à titre provisoire.

Ils figurent dans leur contingent au même titre que tout autre militaire susceptible de rappel en cas de guerre.

QUESTION DE M. MÉLOT.

Quel a été l'effectif de l'armée sur pied de guerre au dernier jour de chacun des mois de 1907, 1908 et 1909?

RÉPONSE.

Ci-dessous un tableau donnant ces effectifs.

MOIS.	ANNÉE 1907.			ANNÉE 1908.			ANNÉE 1909.			*Observations.*
	Troupes.	Civils militarisés ayant satisfait à toutes leurs obligations militaires.	Totaux.	Troupes.	Civils militarisés ayant satisfait à toutes leurs obligations militaires.	Totaux.	Troupes.	Civils militarisés ayant satisfait à toutes leurs obligations militaires.	Totaux.	
Janvier . . .	167,141	826	167,967	166,466	883	167,349	168,711	926	169,637	Les situations établies à la date du 31 mars 1909, n'ont pas encore été vérifiées.
Février . . .	167,173	826	167,999	166,631	882	167,513	168,829	921	169,750	
Mars	167,042	827	167,869	166,603	884	167,487	»	»	»	
Avril	167,527	830	168,357	166,969	886	167,855	»	»	»	
Mai	167,552	826	168,308	167,338	897	168,235	»	»	»	
Juin	172,814	831	173,645	172,570	895	173,465	»	»	»	
Juillet. . . .	176,297	829	177,126	176,453	893	177,346	»	»	»	
Août	177,250	844	178,094	177,431	894	178,325	»	»	»	
Septembre . .	177,794	845	178,639	178,250	900	179,150	»	»	»	
Octobre . . .	166,491	870	167,361	168,628	929	169,557	»	»	»	
Novembre. . .	166,397	876	167,273	168,545	928	169,473	»	»	»	
Décembre. . .	166,374	876	167,250	168,505	928	169,433	»	»	»	
Totaux. . .	2,039,782	10,106	2,049,888	2,044,389	10,799	2,055,188	»	»	»	
Moyennes. . .	169,984	842	170,826	170,365	900	171,265	»	»	»	

QUESTION DE M. MELOT.

Indépendamment des miliciens dénombrés aux rapports sur les revues (1) *passées en* 1908, *quel aurait été, s'il y avait eu mobilisation, en novembre-décembre* 1908 :

Le nombre d'hommes de troupe sous les armes. (*Prière de compter dans ce total : les hommes de la classe de* 1906 *appartenant à l'artillerie à cheval, à la cavalerie, à l'artillerie montée et au train, de même que ceux des classes de* 1907 *et* 1908 *de toutes armes, ainsi que les militaires en congé limité par interruption de service ou en convalescence. Prière de les sérier comme à l'Annuaire statistique, en y comprenant les gendarmes.*)

RÉPONSE.

Les situations, au 30 novembre 1908, ne permettent pas de dénombrer par catégories (volontaires, miliciens, etc., comme dans l'Annuaire statistique) les hommes non en congé illimité, présents ou momentanément absents à cette date, attendu, d'une part, que l'effectif au dernier jour du mois diffère sensiblement de l'effectif moyen, à cause de l'appel au service actif de la classe d'infanterie au 16 novembre ; que, d'autre part, les hommes des dites catégories, momentanément absents, se confondent dans l'effectif général des « absents ou en congé ».

On ne peut donc donner les effectifs demandés que simplement par armes, sans les sérier (tableau ci-joint).

Pour le mois de décembre, les situations sont trimestrielles (plus détaillées), et il a été possible de sérier les effectifs par armes et par catégories, sauf pour les catégories des « momentanément absents », qui sont également confondues dans l'effectif général des « absents ou en congé. »

---

(1) Voir plus bas, p. (124)

Relevé au dernier jour du

CORPS.	OFFICIERS						PRÉSENTS										ABSENTS OU EN CONGÉ						
	présents.	détachés hors du corps.	en congé pour plus de 15 jours.	absents pour d'autres motifs.	TOTAUX.	Chevaux.	à leur unité.	petite permission.	à l'hôpital.	détachés dans le corps.	détachés au dépôt.	détachés à l'école.	détachés hors du corps.	disciplinaires.	correctionnaires.	TOTAUX.	Manquants.	En jugement.	Détenus dans les prisons civiles.	En congé de convalescence.	En congé limité.	En congé illimité. contingents actifs.	En congé illimité. contingents de réserve.
Infanterie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	22,457	42	16	72	104	204	»	»
Cavalerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5,654	24	15	18	33	267	»	»
Artillerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7,934	8	15	13	49	81	»	»
Génie et compagnies spéciales	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	928	2	»	1	5	590	423 (1)	»
Gendarmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3,362	»	»	1	16	»	»	»
Autres corps	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,980	»	1	»	8	9	»	»
TOTAUX	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	42,315	76	47	105	215	1,151	423	»
																						Civils	

Mois de décembre 1908

Infanterie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	22,448	22	15	60	158	266	»	»
Cavalerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5,076	5	18	18	35	68	829 (2)	»
Artillerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7,901	4	7	14	54	82	75 (3)	»
Génie et compagnies spéciales	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,375	1	»	1	3	570	»	»
Gendarmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3,342	»	»	»	14	»	»	»
Autres corps	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,965	»	»	1	9	4	»	»
TOTAUX	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	42,107 (4)	32	40	94	273	990	994	»
																						Civils	

mois de novembre 1908.

TROUPES.

Volontaires de réserve.	Totaux.	Totaux généraux.	Nombre de journées de présence pour le mois entier.	Effectif moyen journalier des « présents ».	Effectif moyen journalier des présents en : volontaires de carrière.	volontaires du contingent.	volontaires avec prime.	miliciens.	remplaçants.	Employés civils.	Chevaux : au corps. Chevaux de selle.	Chevaux de trait.	détachés hors du corps. Chevaux de selle.	Chevaux de trait.	Totaux. Chevaux de selle.	Chevaux de trait.
»	438	22,895														
»	357	6,011														
»	466	8,100														
»	1,021	1,949														
»	17	3,379														
»	18	1,998														
»	2.017	44,332														
»	»	1,314														
»	»	45,646														

(1) Militaires de la nouvelle levée non encore appeles à l'activité.

(dernier jour du mois).

»	521	22,969														
»	973	6,049														
»	236	8,137														
»	575	1,950														
»	14	3,356														
»	14	1,979														
»	2,333	44,440														
»	»	1,314														
»	»	45,754														

(2) Militaires de la classe de 1905 en congé illimité le 31 décembre 1908 (d'après les relevés mod. JJ).

(3) — — — — — — (artillerie à cheval).

(4) Catégories.

Le nombre de 42,107 se décompose comme suit :

Armée. . .	10,380	29	3,604	23,683	69	38,765
	1,477	30	349	1,464	22	3,342
Totaux. . .	11,857	59	3,953	25,147	91	42,107

Questions de M. Mélot.

M. le Ministre ne pourrait-il faire connaître à la Commission :

1° *Le nombre d'officiers en activité, en non-activité ou de réserve?*

Réponse.

En activité : 3,483, dont 68 appartenant au corps de la gendarmerie.
En non-activité : 48, dont 4 — — —
En congé sans solde : 4.
De réserve : 220.

2° *Le nombre des élèves de l'école d'application?*

66.

3° *Le nombre des civils militarisés?*

Admis à titre définitif au 1er décembre 1908	928
Engagés à titre provisoire comme, n'ayant pas satisfait à toutes leurs obligations de milice	386
Total. . . .	1,314

Question de M. Segers.

Combien y a-t-il eu, en 1908, *et combien y a-t-il en ce moment d'effectifs inscrits aux feuillets-matricules des divers corps, abstraction faite des rapports des unités et, dès lors, des effectifs journellement présents et absents dans l'unité?*

Il y a lieu, dans la réponse, de faire la distinction entre les effectifs de paix inscrits aux dits feuillets de matricule et les effectifs de guerre?

Combien y en a-t-il en 1908, *parmi ces inscrits de l'effectif de paix, qui, d'après les tableaux des présents et absents, ont été :*

1° *Envoyés en congé limité (par interruption de service) ;*

2° *Volontaires avec prime manquants et non remplacés ;*

3° *Absents pour d'autres raisons?*

Réponse.

La question est imprécise.

Dès qu'un homme entre à l'armée, il est immatriculé et un feuillet-matricule mobile est établi pour l'unité qui le reçoit.

Dès qu'il quitte définitivement l'armée (congédié, réformé, déserteur), son feuillet mobile est envoyé aux archives.

Le nombre de feuillets mobiles existant, dans la farde qui doit les contenir, égale donc l'effectif général de l'unité accusé *journellement.*

Si, à un jour déterminé, l'unité accuse un effectif général de 250 hommes,

il y aura 250 feuillets mobiles ; si, le lendemain, cet effectif se réduit à 248, il n'y aura plus que 248 feuillets dans la farde ad hoc.

Il y a donc *journellement* concordance entre le nombre de feuillets mobiles et celui d'hommes à l'effectif.

Les feuillets ne sont pas groupés séparément, pour les hommes en service actif et pour ceux en congé illimité ; ils sont classés par numéro d'ordre d'immatriculation.

De ce qui précède il résulte que les effectifs demandés par M. Segers ne peuvent être extraits que des situations des corps.

Les renseignements ci-dessous ont paru le mieux répondre à la demande peu explicite de M. Segers :

1° Les effectifs moyens pour l'année 1908 qui figureront dans l'annuaire statistique sont ;

Officiers en activité.	3,468
— de réserve.	220
	3,688, non compris 66 élèves

sous-lieutenants de l'école d'application, 4 officiers en congé sans solde, 48 officiers en non-activité, 15 chefs de musique assimilés aux officiers.

Troupes. Effectif général moyen	173,681
Civils militarisés ayant achevé leurs obligations de milice	900
	174,581, y compris 3,316 gendarmes.

Ce nombre de 174,581 se décompose comme suit :

Présents (à leur unité, en petite permission, à l'hôpital, détachés, disciplinaires, correctionnaires)	35,710
Absents momentanément et en congé (manquants, en jugement, détenus, en congé de convalescence, en congé limité).	2,576
En congé illimité :	
Contingents actifs	75,841
Contingents de réserve.	56,238
Total de l'armée. . .	170,365
Gendarmerie	3,316
Militarisés.	900
Total général. . . .	174,581

2° L'effectif général au 31 janvier 1909 était :

Officiers en activité	3,468
Officiers de réserve	220
	3,688, non

compris 66 élèves sous-lieutenants de l'école d'application, 4 officiers en congé sans solde, 48 en non-activité, 15 chefs de musique assimilés aux sous-lieutenants.

Troupes. Effectif général	172,060
Civils militarisés ayant achevé leurs obligations de milice.	926
	172,986, y compris 3,349 gendarmes.

Ce nombre de 172,986 se décompose comme suit :

Présents	38,495
Absents momentanément	1,672
En congé illimité :	
Contingents actifs	72,553
Contingents de réserve , ...	55,991
	168,711
Gendarmerie	3,349
Civils militarisés	926
Total général. . .	172,986

Les hommes en congé par interruption de service figurent parmi les « momentanément absents ou en congé ».

89 volontaires avec prime sont venus à manquer et devaient être suppléés en vertu de l'article 75ter de la loi sur la milice. Ils l'ont été, et le Département de la Guerre en possède encore un certain nombre (une trentaine) pour suppléer aux vides qui se produiraient encore.

Question de M. Mélot.

Donner la récapitulation générale par corps, par armes et par catégories des effectifs de l'armée (officiers non compris) inscrits sur les contrôles à la date du 30 septembre 1908.

Réponse.

Le Département a fourni cette récapitulation. On la trouvera au greffe. Nous en donnons ici le résumé par armes.

La classe de 1895 ayant accompli les treize années de service exigées par l'article 2 de la loi sur la milice, a été congédiée le lendemain, 1er octobre 1908.

Récapitulation générale par armes et par catégories des effectifs de l'armée à la date du 30 septembre 1908.

CLASSES	INFANTERIE y compris l'école des cadets. Discipline et correction.						CAVALERIE.						ARTILLERIE de campagne et de forteresse. Compagnies spéciales.					
	Volontaires de carrière.	Volontaires du contingent.	V. A. P.	Miliciens.	Remplaçants.	Total.	Volontaires de carrière.	Volontaires du contingent.	V. A. P.	Miliciens.	Remplaçants.	Total.	Volontaires de carrière.	Volontaires du contingent	V. A. P.	Miliciens.	Remplaçants.	Total.
antérieures à 1895 . .	740	»	22	93	1	865	260	»	8	9	»	277	411	1	11	72	»	495
de 1895	58	»	977	6,249	6	7,290	4	»	10	5	»	19	19	»	278	1,828	»	2,125
— 1896	131	»	842	6,377	7	7,357	15	»	9	4	»	26	31	»	209	1,735	6	1,973
— 1897	264	1	1,053	6,441	16	7,755	14	»	3	8	»	25	65	1	234	1,772	5	2,007
— 1898	366	1	1,095	6,323	8	7,791	20	»	9	14	»	43	76	6	245	1,761	4	2,092
— 1899	417	17	1,067	6,505	3	8,009	23	1	10	16	1	55	106	15	245	1,788	2	2,151
— 1900	447	7	657	6,372	6	7,489	56	1	22	133	»	212	110	6	282	1,663	6	2,057
— 1901	441	15	886	6,486	11	7,837	98	4	91	809	3	1,005	79	5	289	1,487	3	1,863
— 1902	661	23	1,085	6,788	14	8,571	144	3	125	987	3	1,262	156	16	325	1,645	13	2,151
— 1903	1,074	28	1,028	6,844	12	8,986	334	1	130	999	4	1,468	419	15	332	1,680	9	2,455
— 1904	1,194	4	826	6,976	7	9,007	351	2	166	861	2	1,382	403	»	353	1,744	5	2,507
— 1905	1,171	1	782	6,985	13	8,950	372	»	161	863	5	1,401	379	2	298	1,725	7	2,411
— 1906	997	4	497	6,895	9	8,402	340	2	138	865	1	1,352	298	1	275	1,786	8	2,368
— 1907	899	1	903	7,061	11	8,875	270	»	105	701	3	1,145	282	»	290	1,759	7	2,338
— 1908	850	1	346	7,044	9	8,250	274	»	108	972	1	1,355	252	1	252	2,325	1	2,811
— 1909	479	»	»	»	»	479	85	»	»	»	»	85	69	»	»	»	»	69
— 1910	190	»	»	»	»	190	23	»	»	»	»	23	27	»	»	»	»	27
Volontaires ancien régime	»	»	»	»	»	12	5	»	»	»	»	5	5	»	»	»	»	5
Volontaires de réserve .	»	»	»	(a) 3	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ecole des pupilles . .	»	»	»	»	»	474	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Ecole militaire (b) 77.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Total (b) 77.	10,874	101	12,044	93,440	133	116,592	2,680	14	1,155	7,266	23	11,138	3,187	67	3,866	24,766	76	31,962

(a) Issus de la catégorie des miliciens.

(b) Élèves de l'École militaire entrés comme civils et n'appartenant à aucun corps de troupe.

TRAIN, GÉNIE COMPAGNIES DIVERSES.						BATAILLON D'ADMINISTRATION.						TOTAL GÉNÉRAL de l'armée proprement dite.	GENDARMERIE.						TOTAL GÉNÉRAL.
Volontaires de carrière.	Volontaires du contingent.	V. A. P.	Miliciens.	Remplaçants.	Total.	Volontaires de carrière.	Volontaires du contingent.	V. A. P.	Miliciens.	Remplaçants	Total.		Volontaires de carrière.	Volontaires du contingent.	V. A. P.	Miliciens.	Remplaçants.	Total.	
42	»	6	21	»	69	197	»	2	17	1	217	»	1,011	»	125	727	11	1,874	»
7	»	142	1,142	»	1,291	8	»	»	393	2	403	»	»	»	4	32	3	39	»
8	»	130	1,115	3	1,265	8	»	1	420	1	430	»	»	»	16	60	»	76	»
28	1	142	1,092	4	1,267	14	»	»	397	2	413	»	»	»	17	73	»	90	»
31	»	155	1,095	3	1,304	9	»	2	417	1	429	»	»	1	18	53	»	72	»
57	4	151	1,082	»	1,297	14	»	1	401	»	416	»	5	2	22	75	»	104	»
68	4	115	1,079	4	1,270	6	»	1	412	1	420	»	10	8	36	87	»	141	»
34	3	78	523	3	641	8	1	»	412	1	422	»	11	8	28	88	»	135	»
61	4	101	471	1	638	16	»	1	275	1	293	»	24	6	21	74	2	127	»
162	3	90	493	»	748	36	»	2	264	4	306	»	97	3	20	72	1	193	»
151	»	70	476	»	697	44	1	»	284	»	329	»	96	1	23	66	1	187	»
92	»	62	478	1	633	32	»	»	277	»	309	»	54	»	20	42	1	117	»
93	»	45	499	»	635	56	»	»	289	1	316	»	14	»	»	10	»	24	»
56	»	61	544	»	661	61	»	1	298	»	360	»	4	»	»	»	»	4	»
73	1	61	504	»	641	72	»	»	167	»	239	»	4	»	»	»	»	4	»
37	»	»	»	»	37	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
17	»	»	»	»	17	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2	»	»	»	»	2	33	»	»	»	»	33	»	148	»	»	»	»	148	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1,041	20	1,419	10,614	19	13,113	617	2	11	4,723	15	5,368	178,250	1,478	29	330	1,459	19	3,335	181,585

2. — Les revues annuelles et les effectifs de guerre.

Question de M. Mélot.

Quels sont les chiffres résultant des revues annuelles par lesquelles est contrôlé l'effectif des classes congédiées de 1895-1896 *à* 1907-1908 ?

Réponse.

Ci-joint deux états indiquant les chiffres résultant des revues passées en 1907 et 1908, par lesquelles a été contrôlé l'effectif des classes congédiées de 1895-1896 à 1907-1908.

Le dispositif de ces états est conforme au modèle W prescrit par le § 151 de l'Instruction annexée au règlement pour les militaires en congé.

Ci-joint un exemplaire de ce règlement. Le modèle W est à la page 143.

Le § 151 de l'Instruction est à la page 79.

Les états modèle W, fournis par les commandants de district en 1907 et 1908, et qui ont servi de base à l'établissement des deux états ci-joints sont déposés au 2e bureau (mobilisation) de la 1re Direction générale.

Les chiffres portés sur les deux états ci-joints ne donnent que dans une faible mesure des indications quand au déchet de mobilisation.

En effet :

a) Ceux d'entre les militaires compris sous la rubrique : résidant à l'étranger (1), qui ne rentreraient pas à leurs corps dans les premiers jours de la mise sur pied de guerre de l'année seraient comptés dans le déchet de mobilisation; or, les deux états ci-joints renseignent chacun plus de 6,000 hommes à l'étranger;

b) D'autre part, toutes les catégories d' « empêchés », sauf les empêchés qui sont dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge (voir § 158 de l'Instruction annexée au règlement pour les militaires en congé), sont à comprendre en grande partie dans le déchet de mobilisation ;

c) Il en est de même de la plupart des hommes compris dans toutes les catégories des « manquants ».

En 1870, suivant le rapport du général Guillaume, Ministre de la Guerre, le déchet de mobilisation fut de 12.5 p. c. (p. 258 des procès-verbaux de la Commission de 1900-1901, chargée de l'étude des questions relatives à la situation militaire), mais grâce aux mesures prises depuis 1870, pour assurer un fonctionnement plus régulier dans les opérations de la mobilisation, la Sous-Commission a estimé le déchet de mobilisation à 5 p. c. (Voir p. 258 des mêmes documents.)

Tel était aussi l'avis du Ministre de la Guerre Cousebant d'Alkemade. (Séance du 22 octobre 1901, p. 2540 des *Annales parlementaires*.)

---

(1) Dispensés d'assister aux revues, en vertu de l'article 17 du règlement pour les militaires en congé.

MODÈLE W.

§ 151 de l'Instruction annexée au règlement pour les militaires en congé.

Rapport sur les revues passées en 1907.

Les classes en congé illimité de 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905 — cette dernière partiellement — ont assisté aux revues de 1907. Les hommes de la classe de 1905 appartenant à l'artillerie à cheval, à la cavalerie, à l'artillerie montée et au train, de même que ceux des classes de 1906 et de 1907, de toutes les armes, étaient considérés comme présents à leur corps en novembre-décembre 1907. Les militaires en congé limité ou en congé de convalescence ne sont pas convoqués à la revue.

DÉTAILS.				NOMBRE.
Militaires	ayant assisté aux revues			112,931
	n'ayant pas asssisté aux revues.	dispensés d'assister aux revues.	Article 17 du règlement pour les militaires en congé (résidant à l'étranger).	6,309
			Article 28, 3e alinéa du même règlement (occupant des emplois de l'État, des provinces ou des communes).	1,348
			Article 29 du même règlement (ouvriers s'absentant du lundi au samedi).	1,425
			Article 30 du même règlement (militaires changeant de résidence après que la date de la revue a été fixée dans leur commune et obligés de quitter la commune avant cette date).	135
		Exemptés	par ordre supérieur	191
			article 28 de la loi sur la milice (dispensés du service en temps de paix)	1,982
		Empêchés	à l'hôpital ou dans une maison de santé	112
			en détention	175
			malades dans leurs foyers	459
			dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge.	64
		Manquants	à l'étranger, n'ayant pas envoyé le certificat exigé	151
			sans motif connu valable	280
			par suite de négligence dans les inscriptions ou dans les convocations.	12
	Total (1)			125,574

(1) Total égal au nombre d'hommes en congé illimité et inscrits dans les registres de mobilisation au moment des revues.

MODÈLE W.

§ 151 de l'Instruction annexée au règlement pour les militaires en congé.

Rapport sur les revues passées en 1908.

Les classes en congé illimité de 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905 et 1906 — cette dernière partiellement — ont assisté aux revues de 1908. Les hommes de la classe de 1906, appartenant à l'artillerie à cheval, à la cavalerie, à l'artillerie montée et au train, de même que ceux des classes de 1907 et de 1908, de toutes les armes, étaient considérés comme présents à leur corps en novembre-décembre 1908. Les militaires en congé limité ou en congé de convalescence ne sont pas convoqués à la revue.

DÉTAILS.				NOMBRE.
Militaires	ayant assisté aux revues.			113,686
	dispensés d'assister aux revues.	Article 17 du règlement pour les militaires en congé (résidant à l'étranger).		6,253
		Article 28	1er alinéa du même règlement (cas de force majeure)	9
			3e alinéa du même règlement (occupant des emplois de l'État, des provinces ou des communes)	1,746
		Article 29 du même règlement (ouvriers s'absentant du lundi au samedi).		1,576
		Article 30 du même règlement (militaires changeant de résidence après que la date de la revue a été fixée dans leur commune et obligés de quitter la commune avant cette date)		119
	n'ayant pas assisté aux revues.	Exemptés	par ordre supérieur	133
			Article 28 de la loi sur la milice (dispensés du service en temps de paix)	2,045
		Empêchés	à l'hôpital ou dans une maison de santé	135
			en détention	167
			malades dans leurs foyers	495
			dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge	84
		Manquants	à l'étranger, n'ayant pas envoyé le certificat exigé	127
			sans motif connu valable	232
			par suite de négligence dans les inscriptions ou dans les convocations	7
			Total (1)	126,814

(1) Total égal au nombre d'hommes en congé illimité et inscrits dans les registres de mobilisation au moment des revues.

QUESTION DE M. POULLET.

Compléter le tableau de la page 12 *des premières réponses* (voir p. 124) *en y ajoutant aux* 126,814 *hommes sur lesquels ont porté les revues de* 1908, *les hommes faisant partie de l'effectif global de l'armée et qui n'avaient pas à y être dénombrés. En d'autres termes, on demande la décomposition de l'effectif global sur les bases suivantes :*

Présents . . . . . .
Manquants . . . . . .
En jugement . . . . . .
Détenus dans les prisons civiles . . .
En congé de convalescence. . . . . .
En congé illimité (par interruption de service). . . . . . .

Total . .

. . . . .

En congé illimité (contingents actifs) . .
id. (*id. de réserve*) .
Volontaires de réserve . . . . . .

Total . .

RÉPONSE.

Le chiffre 126,814 est le nombre absolu de militaires en congé illimité susceptibles d'être passés en revue durant la période comprise entre le 3 novembre et le 15 décembre 1908; ce n'est donc ni une moyenne des hommes en congé illimité, ni le nombre d'hommes se trouvant dans cette position *à une date déterminée.*

Il est à remarquer que dans la période du 3 novembre au 15 décembre il se produit des mutations de passage du service actif à la position de congé illimité.

Si l'on ajoutait au chiffre 126,814 le nombre d'hommes présents et absents momentanément — non compris donc ceux en congé illimité — *à une date déterminée* entre le 3 novembre et le 15 décembre, ou bien la moyenne des présents et des absents momentanément durant cette période, on ne peut pas obtenir le chiffre *réel* de l'effectif global de l'armée.

En complétant le tableau au moyen de ces données on arriverait à un total qui ne pourrait que jeter la confusion dans les esprits.

D'ailleurs un tableau annexé à la réponse à la question de M. Mélot (voir page 113) donne les effectifs présents et absents momentanément — c'est-à-dire non compris les hommes en congé illimité — au dernier jour de chacun des mois de novembre et décembre 1908.

3. — Effectifs moyens.

QUESTION DE M. POULLET.

Pourrait-on avoir le tableau, pour les années 1900 *à* 1908 *inclus, de l'effectif administratif de guerre (rien que le chiffre global total des troupes, officiers et gendarmes exclus)?*

RÉPONSE.

L'annuaire statistique pour l'année 1908 n'a pas encore paru et, partant, l'effectif administratif moyen de guerre pour 1908, n'a pas encore été donné publiquement.

Voici, pour les années désirées (officiers, gendarmes et militarisés ayant accompli toutes leurs obligations de milice, non compris), les effectifs administratifs :

1900	160,943
1901	160,972
1902	164,081
1903	166,272
1904	168,429
1905	170,211
1906	170,665
1907	169,984
1908	170,365

QUESTION DE M. POULLET.

On demande le tableau pour les années 1900 *à* 1908 *inclusivement de l'effectif administratif de guerre (rien que le chiffre global total des troupes, officiers et gendarmes inclus).*

RÉPONSE.

L'annuaire statistique pour 1908 n'a pas encore paru, et, partant, l'effectif administratif de guerre pour cette année n'a pas encore été donné publiquement.

Ci-dessous, pour les années 1900 à 1908, les effectifs administratifs de guerre :

1900 (1).		**1901** (1).	
Officiers	3,548	Officiers	3,550
Troupes	160,943	Troupes	160,972
Gendarmerie	2,808	Gendarmerie	2,838
Total. . .	167,299	Total. . .	167,360

(1) Avant 1902, il n'existait ni officiers de réserve ni civils militarisés.

1902.	
Officiers	3,478
Troupes	164,081
Gendarmerie	2,991
Civils militarisés ayant accompli toutes leurs obligations de milice . .	132
Total. . .	170,682

1903.	
Officiers en activité . .	3,476
Officiers de réserve . .	179
Troupes	166,272
Gendarmerie	3,020
Civils militarisés ayant accompli toutes leurs obligations de milice . .	332
Total. . .	173,279

1904.	
Officiers en activité . .	3,473
Officiers de réserve . .	181
Troupes	168,429
Gendarmerie	3,079
Civils militarisés ayant accompli toutes leurs obligations de milice . .	604
Total. . .	175,766

1905.	
Officiers en activité . .	3,470
Officiers de réserve . .	175
Troupes	170,211
Gendarmerie	3,111
Civils militarisés ayant accompli toutes leurs obligations de milice. . .	768
Total. . .	177,735

1906.	
Officiers en activité . .	3,491
Officiers de réserve . .	189
Troupes	170,665
Gendarmerie	3,175
Civils militarisés ayant accompli toutes leurs obligations de milice. . .	806
Total. . .	178,326

1907.	
Officiers en activité . .	3,482
Officiers de réserve . .	204
Troupes	169,984
Gendarmerie	3,218
Civils militarisés ayant accompli toutes leurs obligations de milice . . .	842
Total. . .	177,730

1908.	
Officiers en activité . .	3,468
Officiers de réserve . .	220
Troupes	170,365
Gendarmerie	3,316
Civils militarisés ayant accompli toutes leurs obligations de milice. . .	900
Total. . .	178,269

QUESTION DE M. POULLET.

Les 170,365 hommes qui composent l'effectif de guerre administratif moyen pour 1908 (troupes), comprennent-ils les volontaires de réserve, les pupilles, les volontaires de 16 et de 17 ans, les civils militarisés?

Réponse.

Les 170,365 hommes qui composent l'effectif de guerre administratif comprennent les volontaires de réserve, les pupilles et les volontaires de 16 et de 17 ans.

Ils ne comprennent pas les civils militarisés, qui figurent sous une rubrique spéciale dans le tableau fourni à la demande de M. Segers. (Voir p. 116.)

Question de Mélot.

Les 2,243 dispensés en temps de paix conformément à l'article 28 de la loi de milice, figurent-ils parmi les 178,269 hommes renseignés en réponse à une précédente question comme constituant pour 1908 l'effectif administratif de guerre?

Réponse.

Oui, les 2,243 dispensés du service en temps de paix figurent parmi les 178,269 hommes de l'effectif de guerre.

Question de M. Segers.

Les recrues du contingent de l'armée incorporées de mai en octobre sont-elles portées dans l'effectif de guerre depuis l'incorporation, ou seulement depuis le 1er octobre?

Réponse.

Les hommes de la nouvelle levée interviennent, dès leur incorporation, c'est-à-dire aussitôt qu'ils sont remis à l'autorité militaire, dans les calculs servant à établir l'effectif administratif de guerre, qui est publié annuellement dans l'annuaire statistique. (Voir réponse aux premières questions posées par la Commission d'enquête, p. 196.)

Question de M. Hymans.

Au moment de la mobilisation, combien de jeunes gens ayant encore des obligations de milice et se trouvant au service de la douane et au service des chemins de fer, resteraient-ils affectés à ces services ?

Compte-t-on dans les contrôles administratifs des services de guerre les jeunes gens renvoyés des corps pour inaptitude physique et qui n'ont pas fait de service actif ?

Et, dans l'affirmative, à combien s'élève en moyenne le nombre de ces jeunes gens par régiment et par classe ?

Réponse.

Au moment de la mobilisation, aucun militaire de l'administration de la douane ne restera à la disposition de cette administration.

Par contre, il y a actuellement 58 militaires en congé illimité et employés à l'administration des télégraphes, qui, afin de pouvoir coopérer au service intense des télégraphes pendant les premiers jours de la mise de l'armée sur pied de guerre (art. 48 du règlement pour les militaires en congé), ne rentreraient (munis d'un sauf conduit) que le 4e jour de la mobilisation.

Les hommes renvoyés des corps par réforme ne comptent plus dans les contrôles administratifs des effectifs à partir du jour où ils sont licenciés.

Question de M. Hymans.

J'ai antérieurement demandé si l'on compte dans les contrôles administratifs des effectifs de guerre les jeunes gens renvoyés du corps pour inaptitude physique et qui n'ont pas fait de service actif et à combien s'élève le nombre de ces jeunes gens. Le département de la guerre m'a répondu : « Les hommes » renvoyés des corps par réforme ne comptent plus dans les contrôles administratifs des effectifs à partir du jour où ils sont licenciés. »

Pour préciser je désirerais savoir à combien s'élève :

1° Le nombre d'hommes pour les 13 dernières classes de milice, qui, après examen médical lors de leur entrée au service actif, ont été envoyés en congé pour maladie involontaire et n'ont reçu ni équipement ni instruction militaire.

2° Le nombre d'hommes qui, pour les mêmes causes ont été utilisés dans un service sédentaire pendant leur temps d'activité (§ 126 et suivants de l'instruction générale pour l'application de la loi sur la milice.

Réponse.

Voir état ci-contre.

ÉTAT INDIQUANT POUR LES TREIZE DERNIÈRES CLASSES DE MILICE :

1° Le nombre d'hommes qui, après examen spécial lors de leur entrée au service actif, ont été envoyés en congé pour maladie involontaire et n'ont reçu ni équipement, ni instruction militaire.

2° Le nombre d'hommes qui, pour les mêmes causes, ont été utilisés dans un service sédentaire pendant leur temps d'activité.

	CLASSES DE MILICE.													
	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	Totaux généraux.
1° Nombre d'hommes envoyés en congé d'un an pour maladie involontaire	32	29	30	66	88	105	97	86	73	96	75	77	86	940
2° Nombre d'hommes utilisés dans un service sédentaire	22	11	24	16	17	15	35	16	6	8	4	6	6	186
Totaux.	54	40	54	82	105	120	132	102	79	104	79	83	92	1,126

Question de M. Mansart.

A combien s'élèveraient, en cas de mobilisation, les déchets qui se sont produits durant les treize dernières années pour inaptitude physique et qui sont néanmoins maintenus sur les contrôles de l'armée ?

Réponse.

Le nombre de militaires des treize dernières classes de milice (1896 à 1908), qui ont été envoyés en congé pour inaptitude physique ou employés dans les dépôts à un service sédentaire pour le même motif et qui ont été néanmoins maintenus dans les contrôles, se décompose comme suit :

Militaires en congé d'un an pour maladie involontaire . . .	1565
Militaires employés dans un service sédentaire pour inaptitude physique	309
Militaires actuellement en congé pour tuberculose	23
Soit au total (1)	1897

Le total 1897 hommes ci-dessus comprend un certain nombre de décédés, réformés, etc.... On peut, dans une certaine mesure, le corriger en tenant compte du déchet d'usure évalué à 18 p. c. pour 13 contingents. Le déchet se réduit alors à 1556.

Ce dernier calcul n'est qu'approximatif.

Question de M. Poullet.

Peut-on chiffrer approximativement le déchet subi par les effectifs de guerre, à la fin de l'année civile 1908, *ou au* 31 *janvier* 1909 :

1° *Par suite de la circonstance qu'un certain nombre de volontaires de carrière en âge de milice ont été, depuis l'exercice* 1902-1903, *numériquement comptés dans le contingent* (*art. 5 de la loi de milice*) ?

2° *Par suite de ce que le nombre de volontaires de carrière n'a pas atteint, au cours de certains exercices, à partir de* 1902-1903, *la moyenne escomptée de* 1,800?

Réponse.

1° La perte provenant de ce qu'un certain nombre de volontaires de carrière en âge de milice ont été comptés numériquement dans le contingent (art. 5 de la loi sur la milice), s'élève à 167 en 1902-1903, à 392 en 1903-1904, à 609 en 1904-1905, à 685 en 1905-1906, à 671 en 1906-1907, à 429 en 1907-1908, soit au total à 2,953 hommes.

---

(1) Ce nombre diffère de celui (2052) fourni en réponse à une question posée par M. Hymans (voir p. 155). En effet, dans les 1897 ne sont pas compris :

1° Les volontaires antérieurs à 1901 et qui, aux termes de la loi de l'époque, ne faisaient que 8 ans de service;

2° Les miliciens appartenant à des classes antérieures à 1896.

Si l'on en déduit le déchet d'usure évalué approximativement à 10 p. c. pour ces six classes, la perte envisagée se réduit à 2,658 hommes;

2° Les déchets ou excédents des volontaires de carrière sur le chiffre de 1,800 ont été de :

1902-1903.	— 781	
1903-1904.	— 352	
1904-1905.	— 45	
1905-1906.		+ 89
1906-1907.		+ 126
1907-1908.	— 268	
Soit au total. . .	— 1,446	+ 126

Donc en réalité, le déficit produit est de 1,446 — 215 = 1,231 hommes.

Si l'on tient compte, comme tantôt, du déchet d'usure évalué à 10 p. c. pour six classes, on en déduit que le déchet envisagé s'élève approximativement à 1,108 hommes.

Question de M. Poullet.

Peut-on chiffrer approximativement quel serait le déchet si la situation signalée ci-dessus devait se produire pendant treize exercices successifs?

Prière de tabler sur la moyenne des déchets subis, au double point de vue signalé, au cours des exercices 1906-1907 *et* 1907-1908.

Prière de tenir compte dans la réponse du déchet d'usure (indiquer lequel) et non du déchet spécial de mobilisation.

Réponse.

Il a manqué 545 (— 671 + 126) hommes en âge de milice en 1906-1907 et 697 (— 429 — 268) hommes en 1907-1908, soit un manquement moyen annuel de 621 hommes.

Sur cette base, la perte totale sur treize exercices serait de 621 × 13 = 8,073 hommes. Si l'on en déduit le déchet d'usure, évalué à 18 p. c., cette perte se réduit à 8,073 × 0.82 = 6,620 hommes.

4. Statistiques relatives à certains éléments des effectifs de guerre en particulier.

Question de M. Mélot.

Quel était, au 30 *septembre* 1908 :

1° *Le nombre des officiers en activité, en non-activité et de réserve?*

2° *Des assimilés aux officiers?*

3° *Des miliciens que la loi dispense du service en temps de paix et qui, en cas de mobilisation, seraient employés à des offices utiles à l'armée, conformément à l'article* 28 *de la loi de milice?*

4° *Des élèves de l'école d'application?*

RÉPONSE.

1° Officiers en activité 3,111, dont 68 appartenant au corps de la gendarmerie.
— en non-activité 44, dont 4 —
— en congé sans solde 5,
— de réserve 220,
2° Assimilés aux officiers, 383 en activité et 1 en non-activité,
3° 2,243 dispensés en temps de paix,
4° Elèves de l'Ecole d'application, 40.

QUESTION DE M. POULLET.

D'après les engagements souscrits à ce jour, combien faut-il ajouter de volontaires de réserve à l'effectif de guerre des années 1908, 1909, 1910, 1911, *etc.?*

RÉPONSE.

Si l'on tient compte des engagements reçus et si l'on ne déduit aucun déchet, l'effectif administratif de guerre serait augmenté, du chef des volontaires de réserve :

Au 1er octobre	1908, de. . . .	11 hommes.
—	1909, de. . . .	27 —
—	1910, de. . . .	75 —
—	1911, de. . . .	158 —
—	1912, de. . . .	341 —
—	1913, de. . . .	1,562 —
—	1914, de. . . .	3,302 —
—	1915, de. . . .	4,783 —
—	1916, de. . . .	6,792 —
—	1917, de. . . .	7,793 —
—	1918, de. . . .	7,840 —

II.

L'admission des aspirants volontaires.

A. — DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES.

QUESTION DE M. HOŸOIS.

M. le Ministre voudrait-il communiquer à la Commission le tableau des infirmités et des maladies donnant droit à l'exemption tel qu'il est remis avec instructions et commentaires aux médecins militaires? Est-ce d'après ce tableau que les volontaires sont refusés?

RÉPONSE.

Ci-joint le tableau (1).

QUESTION DE M. VAN CAUWENBERGH.

Existe-t-il ou a-t-il existé des instructions aux officiers faisant partie des conseils de milice ou de revision, et aux médecins militaires, sur la manière d'apprécier l'aptitude physique des miliciens, et spécialement le motif d'exemption qualifié faiblesse de complexion?

Si oui, quelles sont ces instructions?

Existe-t-il ou a-t-il existé des instructions spéciales et différentes pour l'admission des volontaires?

Si oui, quelles sont ces instructions?

RÉPONSE.

Les infirmités et maladies donnant droit à l'exemption sont déterminées dans les tableaux annexés à l'arrêté royal du 28 janvier 1893. (Voir réponse question précédente.)

La faiblesse de complexion fait l'objet du 63°, page 39, du tableau dont il est question à la page précédente.

L'instruction adressée annuellement aux officiers membres des conseils de milice se borne à des prescriptions sommaires (2). (Voir réponse à la question précédente.)

Il n'existe pas d'instructions spéciales en ce qui concerne les volontaires, les dispositions des tableaux visés plus haut étant générales.

---

(1) Les tableaux des infirmités et des maladies qui donnent droit à l'exemption, soit définitive, soit temporaire, du service militaire, ont été, en exécution de l'article 23 § 3 de la loi sur la milice, approuvés par l'arrêté royal du 28 janvier 1893 et publiés en annexe à cet arrêté.

Le § 2 de l'article 1er de cet arrêté stipule : « Seront considérés comme n'étant pas aptes au service, les remplaçants, ainsi que les volontaires, avec ou sans prime, atteints de l'une ou l'autre de ces infirmités ou maladies. »

Au tableau fourni par le Département de la Guerre était joint un exemplaire de l'*Instruction relative au conseil de milice.* Indépendamment d'instructions relatives au remplacement éventuel du membre militaire des conseils de milice, etc., cette instruction porte :

« 6° Les membres militaires des dits conseils veilleront avec soin à ce qu'on ne désigne point pour le service des miliciens trop faibles ou qui seraient affligés d'infirmités ou de défauts de nature à les rendre impropres au service. Il importe surtout d'écarter de l'armée les hommes qui sembleraient atteints de tuberculose pulmonaire ou de faiblesse de complexion, ainsi que les individus frêles et rachitiques chez qui les fatigues du service développeraient plus tard des germes de maladies ou d'infirmités.

7° Si, malgré l'avis du membre militaire, le conseil désigne pour le service des miliciens n'y paraissant pas aptes, cet officier signalera immédiatement ces hommes au commandant de province, qui en prendra note, afin de les renvoyer à l'examen du conseil de revision, lorsqu'ils lui seront remis par l'autorité civile. »

Un exemplaire de ce tableau est déposé au greffe.

(2) Voir la note précédente.

Question de M. Standaert.

N'existe-t-il pas, dans chaque régiment, un registre où les médecins militaires inscrivent le nom de chaque volontaire qu'ils refusent et la maladie pour laquelle il est refusé?

Réponse.

Aucune instruction n'a jamais prescrit la tenue d'un registre de cette espèce.

Question de M. Hoyois.

Est-il exact que M. le Ministre de la Guerre a le droit de résilier l'engagement du volontaire quand celui-ci en formule la demande dans les trois mois qui suivent son enrôlement?

Dans l'affirmative, combien de volontaires ont, chaque année, depuis la mise en vigueur de la loi de 1902, formulé pareille demande de résiliation et quels motifs ont-ils allégués?

Est-il vrai que, en cas de semblable résiliation, les parents du volontaire sont tenus de rembourser à l'État les frais d'entretien faits pour lui, durant le temps de sa présence à l'armée?

Réponse.

Au cours de la discussion de la loi de 1902, M. le lieutenant général Cousebant d'Alkemade fit la déclaration suivante (séance du 16 octobre 1901, annales, page 2497) :

« ... Nous n'avons pas intérêt à conserver dans nos cadres ceux qui se » sont trompés sur leur vocation, c'est pourquoi je suis disposé à consentir, » sous certaines conditions, à des résiliations d'engagement en faveur des » volontaires de moins de 18 ans. Cela vaudra mieux que de relever l'âge de » l'enrôlement; ce relèvement aurait pour effet de priver l'armée d'un » grand nombre de bons volontaires. »

C'est en exécution de cette promesse que fut conçu l'article 9 de l'A. R. du 12 septembre 1902, portant :

« Notre Ministre de la Guerre détermine les conditions auxquelles le » volontaire engagé avant l'âge de 18 ans peut obtenir la résiliation de son » engagement, s'il en formule la demande dans le cours des trois mois qui » suivent l'enrôlement. »

Ces conditions, déterminées par les instructions, et dont les intéressés reçoivent connaissance en s'engageant, sont :

1° Le remboursement des allocations perçues à charge de l'État;

2° Une conduite qui ne rende pas le volontaire indigne de la faveur qu'il solliciterait.

En ce qui concerne la première de ces conditions, le Département de la Guerre, par des raisons d'humanité a pris pour règle de dispenser du remboursement les jeunes gens dont les parents produisent un certificat d'indigence.

Le nombre de résiliations effectuées a été :

Du 1er octobre	1902	au 30 septembre 1903	72.
—	1903	— 1904	100.
—	1904	— 1905	112.
—	1905	— 1906	102.
—	1906	— 1907	88.
—	1907	— 1908	89.

Les motifs invoqués par les intéressés peuvent être groupés sous une rubrique unique : Manque de dispositions pour la carrière militaire.

B. — RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES.

1. — Renseignements relatifs à la période antérieure à la loi du 21 mars 1902

Question de M. Persoons.

Quelle est la moyenne des miliciens exemptés pour causes physiques pendant les dix années qui ont précédé l'application de la loi du 21 mars 1902?

Réponse.

Le tableau ci-dessous donne les renseignements demandés.

ANNÉES.	Miliciens exemptés définitivement.		Miliciens exemptés pour une année.	
	Infirmités incurables.	Défaut de taille.	Infirmités curables.	Défaut de taille.
1893	2,234	8	3,695	632
1894	2,473	13	3,092	481
1895	2,408	19	3,042	563
1896	2,794	15	3,514	512
1897	2,768	12	3,228	489
1898	3,175	17	3,629	493
1899	2.809	9	3,127	412
1900	3,335	9	3,374	430
1901	3,049	10	3,373	515
1902	2,813	9	3,147	432
Totaux	27,858	121	33,221	4,959
Moyennes . . .	2,785	12	3,322	495
Moyenne générale.	6,615			

QUESTION DE M. PERSOONS.

Quelle est, pendant la même période, la moyenne des volontaires refusés pour les mêmes causes physiques?

RÉPONSE.

Ce n'est qu'après la mise en vigueur de la loi de 1902 que le Département de la Guerre s'est fait rendre compte du mouvement des engagements volontaires. Il ne peut donc satisfaire à la présente question.

QUESTION DE M. PERSOONS.

A la suite de quelles infirmités, lésions, affections ou maladies ont-ils été respectivement exemptés ou refusés?

Le Département de la Guerre ne possède à ce sujet que la classification dressée ci-dessus.

2. — **Renseignements relatifs à la période qui a suivi la mise en vigueur de la loi du 21 mars 1902.**

QUESTION DE M. PERSOONS.

Quelle est la moyenne des miliciens exemptés pour causes physiques pendant les exercices 1902-1903, 1903-1904, 1904-1905, 1905-1906, 1906-1907, 1907-1908?

RÉPONSE.

EXERCICES.	Miliciens exemptés définitivement.		Miliciens exemptés pour une année.	
	Infirmités incurables.	Défaut de taille.	Infirmités curables.	Défaut de taille.
1902-1903 . . . Levée de 1903.	2,825	12	3,084	420
1903-1904 . . .	2,890	8	3,214	488
1904-1905 . . .	2,452	9	2,771	402
1905-1906 . . .	2,788	9	2,654	416
1906-1907 . . .	2,930	7	3,024	382
1907-1908 . . .	3,326	6	3,581	403
Totaux. . .	17,211	51	18,328	2,511
Moyennes. . .	2,868	8	3,055	418
Moyenne générale .	6,350			

QUESTION DE M. PERSOONS.

Quelle est, pendant les mêmes exercices, la moyenne des volontaires refusés pour causes physiques?

RÉPONSE.

Le tableau ci-dessous satisfait à la demande.

EXERCICES.	Inaptitude physique.	Défaut de taille.	*Observations.*
1903-1904	1,529	137	Le Département de la Guerre ne possède pas ces éléments en ce qui concerne l'exercice 1902-1903.
1904-1905	1,197	103	
1905-1906	868	42	
1906-1907	636	21	
1907-1908	714	34	
Totaux. . .	4,944	337	
Moyennes. . .	988	67	
Moyenne générale . . .	1,056		

QUESTION DE M. PERSOONS.

Comment sont libellés les motifs d'exemption ou de refus des volontaires de carrière pendant les exercices 1902-1903, 1903-1904, 1904-1905, 1905-1906, 1906-1907 *et* 1907-1908?

RÉPONSE.

Le tableau ci-dessous mentionne les affections ou infirmités qui ont fait refuser les candidats volontaires de carrière.

Toutefois, ainsi qu'il a été répondu déjà, le Département de la Guerre ne possède les renseignements nécessaires qu'à dater du 1er avril 1905.

LIBELLÉ DES AFFECTIONS ou INFIRMITÉS.	Du 1er avril 1905 au 30 septembre 1905.	Du 1er octobre 1905 au 30 septembre 1906.	Du 1er octobre 1906 au 30 septembre 1907.	Du 1er octobre 1907 au 30 septembre 1908.	*Observations.*
Faiblesse de complexion . .	219	337	247	278	
Faiblesse de la vue et affections des yeux.	89	161	137	145	
Faiblesse de l'ouïe et affections des oreilles	10	32	24	30	
Affections du nez (ozène, polypes, tumeurs). . . .	6	12	7	19	
Carie dentaire étendue . .	8	5	5	4	
Affections de la gorge. . .	»	1	1	2	
Affections graves des organes contenus dans la poitrine .	21	48	20	35	
Affections des organes génitaux ou urinaires . . .	27	57	38	44	
Affections cutanées rebelles ou contagieuses.	8	15	12	9	
Cicatrices étendues et fragiles.	14	16	14	20	
Goître volumineux. . . .	»	3	4	5	
Hernie bien caractérisée . .	16	16	14	14	
Varices volumineuses. . .	13	24	21	23	
Transpiration abondante des pieds avec érythème . .	22	50	48	22	
Difformité ou déformation du thorax	17	15	9	17	
Difformité des membres supérieurs	2	4	7	4	
Difformité des membres inférieurs	22	36	18	38	
Infirmités diverses. . . .	7	36 (1)	10	5	(1) dont 30 non libellées d'une manière expresse.
Totaux. . .	501	868	636	714	

Question de M. Persoons.

Quelle est la moyenne des miliciens exemptés une ou plusieurs fois et qui furent ensuite déclarés aptes au service :

a) *pendant la période antérieure à 1902 ;*

b) *pendant chacun des exercices 1902-1903, 1903-1904, 1904-1905, 1905-1906, 1906-1907, 1907-1908?*

Réponse.

Ci-dessous la réponse.

Antérieurement à la loi de 1902.		Postérieurement à cette loi.	
Levées.	Nombre.	Levées.	Nombre.
1893	2,438	1903	1,403
1894	1,899	1904	1,153
1895	1,533	1905	1,518
1896	1,367	1906	1,267
1897	1,656	1907	1,089
1898	1,386	1908	998
1899	1,601		
1900	1,375		
1901	1,406		
1902	1,527		

Il n'est pas possible d'indiquer spécialement quels sont les ajournés pour causes physiques qui ont postérieurement été désignés pour le service ; les chiffres ci-dessus indiquent ceux qui pour toutes causes, morales ou physiques, ont été désignés après avoir eu un ou plusieurs ajournements.

Question de M. Persoons.

Quelle est la moyenne des volontaires qui, ajournés ou refusés une première fois, furent ensuite reconnus aptes au service :

a) *pendant la période antérieure à 1902 ;*

b) *pendant chacun des exercices indiqués à la question précédente?*

Réponse.

De même qu'il est dit ci-dessus (page 138), le Département de la Guerre pour satisfaire à cette demande, commence le dépouillement et le classement des dossiers des volontaires de carrière, mais à partir du 1er avril 1905 seulement.

Réponse ultérieure.

EXERCICES.	Volontaires de carrière admis après avoir été refusés :					*Observations.*
	une fois.	deux fois.	trois fois.	quatre fois.	onze fois.	
Du 1er avril au 30 septembre 1905 . . .	64	5	1	1	»	
Du 1er octobre 1905 au 30 septembre 1906.	134	19	3	»	»	
Du 1er octobre 1906 au 30 septembre 1907.	101	10	1	1	»	
Du 1er octobre 1907 au 30 septembre 1908.	110	6	1	»	1	

QUESTION DE M. SEGERS.

La Commission prie Monsieur le Ministre de la Guerre de lui remettre le relevé des candidats volontairs de carrière, par canton de milice, qui ont été refusés en 1906, 1907 et 1098, *et le relevé de ceux d'entre eux qui ont été incorporés plus tard comme miliciens.*

REPONSE.

Les éléments dont le Département de la Guerre dispose, ne permettent pas de classer par canton de milice les candidats volontaires de carrière refusés.

En ce qui concerne le second point de cette question, un travail semblable a été élaboré pour l'année 1906.

Il en résulte que 159 jeunes gens pouvant par leur âge concourir à la formation du contingent de la levée de 1906, se sont présentés pour s'enrôler comme volontaires de carrière, mais n'ont pu être admis parce qu'ils ne réunissaient pas les conditions physiques exigées.

Sept d'entre eux ont été quelques mois après leur refus, incorporés comme miliciens et 12 autres ont été imposés dans le contingent par les conseils de revision.

QUESTION DE M. HOYOIS.

A une question précédemment posée par la Commission, (1) *M. le Ministre a répondu* : a) 159 *jeunes gens pouvant, par leur âge, concourir à la formation du contingent de la levée de* 1906 *se sont présentés pour s'enrôler comme volontaires de carrière, mais n'ont pu être admis parce qu'ils ne réunissaient pas les conditions physiques ;* b) 7 *sept d'entre eux ont été, quelques mois après leur refus, incorporés comme miliciens et* 12 *autres ont été imposés dans le contingent par les conseils de revision.*

Prière à Monsieur le Ministre de dire : a) *combien parmi ces* 159 *jeunes gens avaient pris un numéro les appelant au service, et* b) *combien parmi eux ont été exemptés du service définitivement ou pour un an, du chef de causes autres que les causes d'ordre physique.*

RÉPONSE.

Des 159 jeunes gens dont il s'agit, *a*) 83 ont pris un numéro appelé pour la formation du contingent ; 19 (7 plus 12 comme il a été dit) ont été incorporés comme miliciens ; *b*) 40 ont été ajournés et 24 ont été ajournés définitivement. Mais le Département de la Guerre ne peut indiquer les causes d'exemption ou d'ajournement.

Il réclame des renseignements aux gouverneurs de province.

---

(1) Voir question précédente.

3. — Le droit d'appel devant le conseil de revision.

QUESTION DE M. DU BUS DE WARNAFFE.

Depuis la mise en vigueur de l'arrêté royal du 8 novembre 1908, quel a été par province, le nombre des appels formés devant les conseils de revision par des candidats volontaires refusés pour inaptitude physique? Combien y a-t-il eu d'appels reconnus fondés? Sans que soient cités les noms des appelants, quelles étaient les causes d'inaptitude physique qui avaient motivé la non-agréation de ces candidats volontaires?

RÉPONSE.

Le tableau ci-joint satisfait à la demande.

CAUSES DES REFUS.	Anvers.	Brabant.	Flandre Occidentale.	Flandre Orientale.	Hainaut.	Liége.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
Appels reconnus fondés.									
Faiblesse de complexion	2	3	3	3	1	»	»	»	3
— — et faiblesse de la vue	»	1	»	»	»	»	»	1	»
— de la vue	»	5	»	2	1	1	»	»	»
— — et affection grave du cœur	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Affection grave du cœur	1	2	1	»	»	»	»	»	»
Hernie inguinale	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Déformation du thorax	»	»	»	1	»	»	»	»	»
— — et bouchons de cérumen	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Difformité de la colonne vertébrale	»	»	»	1	»	»	»	»	»
— de la main gauche	»	1	»	»	»	»	»	»	»
— de la mâchoire	»	1	»	»	»	»	»	»	»
Varices	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Bégaiement	»	»	»	»	»	1	»	»	»
État cagneux et cicatrice à la jambe	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Pieds plats	1	»	»	»	»	»	»	»	1
Varicocèle	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Otite chronique	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Bouchons cérumineux	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Affection cutanée rebelle	»	1	»	»	»	»	»	»	»
Cicatrices fragiles et douloureuses	»	3	»	1	»	»	»	»	»
Transpiration abondante des pieds	»	»	»	»	»	1	»	»	»
Totaux des appels reconnus fondés	5	17	7	12	2	3	»	1	4
Refus maintenus.									
Faiblesse de complexion	5	5	3	7	2	6	»	1	1
— de la vue	3	2	3	3	»	1	»	1	3
Affection grave du cœur	3	3	1	»	»	1	»	»	»
Hernie	1	»	»	»	»	»	1	»	»
Déformation du thorax	»	1	1	»	»	2	»	»	»
Varicocèle	2	1	»	»	»	»	»	»	»
Otite	2	»	»	2	»	»	»	»	»
Perte des mouvements de l'index	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Difformité de la poitrine	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Polypes	»	2	»	»	»	»	»	»	»
Varices	»	1	»	»	»	1	»	»	»
Difformité des membres inférieurs	»	2	»	»	»	1	1	»	»
Cicatrices fragiles et douloureuses	»	»	2	»	»	»	»	»	1
Blépharite chronique	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Affection cutanée	»	»	1	»	»	»	1	»	»
Tumeur du pied droit	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Affection grave du cordon spermatique	»	»	2	»	»	»	»	»	»
Strabisme	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Superposition des orteils	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Difformité du nez	»	»	»	»	2	»	»	»	»
Totaux des refus maintenus	18	17	15	14	4	12	3	2	5
Totaux généraux des appels formés	23	34	22	26	6	15	3	3	9

Question de M. Mélot.

Quelle était la proportion des appels interjetés par les volontaires lorsque la juridiction d'appel était la Commission provinciale militaire?

Quelle est-elle aujourd'hui?

Réponse.

Le tableau ci-dessous satisfait à la demande.

MOIS.	Volontaires de carrière refusés.	Qui en ont appelé		P. c. des appels.	*Observations.*
		aux commissions provinciales	aux conseils de revision.		
1908.					
Septembre	134	62	»	46.26	
Octobre	126	72	»	57.14	
Novembre	108	62	»	57.40	
Décembre	68	13	24	»	
1909.					
Janvier.	136	»	65	47.79	
Février.	105	»	51	48.57	
Mars	116	»	59	50.86	

Ce tableau permet de comparer les mois de septembre, octobre et novembre 1908 — les derniers pendant lesquels ont fonctionné exclusivement les commissions provinciales — aux trois premiers mois, janvier, février et mars 1909, pendant lesquels ont fonctionné exclusivement les conseils de revision.

Question de M. Hoyois.

Jusqu'à la date où les conseils de revision ont commencé à connaître des appels des jeunes gens refusés comme volontaires, le Département de la Guerre ne demandait-il pas des explications et justifications aux médecins militaires qui avaient trouvé les volontaires aptes au service?

Réponse.

Le Département de la Guerre n'a demandé aux médecins des justifications ou des explications, relativement aux appréciations qu'ils avaient émises sur l'aptitude des volontaires, que lorsqu'il avait besoin de ces renseignements pour se prononcer en connaissance de cause au sujet d'une décision à prendre. (Notamment, réforme d'un volontaire pour une affection paraissant avoir été contractée avant l'entrée au service.)

4 — Listes nominatives.

QUESTION DE M. HOŸOIS.

Prière à Monsieur le Ministre de fournir à la Commission, par année, la liste nominative des volontaires refusés depuis la mise en vigueur de la loi de 1902, les causes précisées du refus d'agréation, les régiments où ils se sont produits, et l'autorité (chefs de corps ou médecins) qui a été appelée à se prononcer.

RÉPONSE.

Le Département de la Guerre ne possède, pour répondre à cette question, que des éléments postérieurs au 1er avril 1903. Encore faudra-t-il en faire un long dépouillement, auquel il procède en ce moment.

QUESTION DE M. HOŸOIS.

Si le Département de la Guerre ne peut fournir à la Commission tous les renseignements possibles touchant les jeunes gens qui se sont présentés pour souscrire un engagement volontaire depuis la mise en vigueur de la loi de 1902 jusqu'en 1903 (inclusivement ou exclusivement) et qui ont été refusés, qui peut fournir à la Commission ces renseignements, et, plus spécialement, les listes nominatives de ces jeunes gens ?

RÉPONSE.

Seuls, les chefs de corps et les commandants de place pourraient *peut-être* dresser la liste nominative des candidats volontaires de carrière refusés avant l'établissement de la feuille signalétique (1er avril 1903.)

Encore faut-il ajouter que rien n'obligeait ces officiers à conserver les renseignements nécessaires à la confection de ces listes, qui, n'ayant pas été demandées avant 1903, ne présentaient pour eux aucune utilité.

QUESTION DE M. HOŸOIS.

Lesquels, parmi les jeunes gens refusés comme volontaires depuis la mise en vigueur de la loi de 1902, ont été admis ultérieurement à l'armée, soit comme volontaires, soit comme miliciens ou à la gendarmerie?

Quelle est la date du ou des refus qu'ils avaient essuyés? et quelle fut la date de leur admission ultérieure à l'armée, soit comme volontaires, soit comme miliciens ou à la gendarmerie?

Quelle autorité (désignée nominativement) les a admis à l'armée ou dans la gendarmerie?

S'ils ont fini par être admis comme volontaires, prière d'indiquer dans quel régiment.

RÉPONSE.

Ci-joint les listes nominatives des volontaires de carrière admis, du 1er avril 1903 au 30 septembre 1908, après avoir été refusés.

A remarquer que les conditions légales d'admission varient d'après les armes et les corps.

Quant à la liste des jeunes gens incorporés comme miliciens après avoir été refusés comme volontaires, le Département de la Guerre, ainsi qu'il a eu l'honneur de le répondre déjà à une question posée par M. Segers (1), ne possède le travail que pour l'année 1906 seulement. Encore a-t-il fallu, pour y satisfaire, entreprendre avec les autorités civiles et militaires une volumineuse correspondance, qui a duré plusieurs mois.

Ci-joint cette liste (2).

J'ajouterai que, des jeunes gens admis directement à la gendarmerie du 1er avril 1905 au 30 septembre 1908, aucun n'avait été refusé comme volontaire de carrière pendant la même période.

En ce qui concerne quelques commandants de dépôts ou de place, il serait difficile de les désigner nominativement à des dates aussi précises. Il est à remarquer du reste que les enrôlements qui n'ont pas été reçus par les chefs de corps sont subordonnés à l'approbation de ceux-ci.

Question de M. Segers.

a) *Veuillez communiquer pour* 1907 *et* 1908 *la liste des candidats volontaires qui ont été refusés comme volontaires et incorporés la même année ou l'année suivante comme miliciens.*

b) *N'existe-t-il pas, à cet égard, des listes déposées aux bureaux militaires de chaque province?*

Réponse.

a) Voir la réponse à une question identique posée le 20 avril par M. Hoyois (3).

b) Les commandants de province ne possèdent aucun renseignement à ce sujet.

Question de M. Hoyois.

M. le Ministre a bien voulu, en réponse à l'une de mes questions, fournir à la commission une liste nominative de jeunes gens qui se sont présentés comme volontaires et qui ont été refusés. Pourquoi cette liste ne contient-elle que la mention d'un seul refus pour chacun de ces jeunes gens, alors que des dépositions des témoins entendus par la Commission il résulte que beaucoup de jeunes gens refusés l'ont été plusieurs fois.

Réponse.

La question à laquelle il est fait allusion était libellée comme suit :

« Prière de fournir, par année, la liste nominative des volontaires refusés depuis la mise en vigueur de la loi de 1902. »

Il s'agissait donc des noms des volontaires refusés, et pas du nombre des refus de volontaires.

---

(1) Voir plus haut, p. 141.

(2) Elle est déposée au greffe.

(3) Voir note plus bas, p. (147).

Pour compléter les listes dans ce sens, il faudrait compulser à nouveau 3,000 dossiers environ.

QUESTION DE M. HOYOIS.

Prière à M. le Ministre de compléter la liste nominative (1) *des volontaires de carrière d'abord refusés, puis admis, soit comme volontaires, soit comme miliciens, et fournie par lui en réponse à une question de M. Hoyois, en y ajoutant, dans des colonnes complémentaires :*

a) *L'indication nominative de l'autorité qui, dans chaque cas, a refusé;*

b) *Le motif nettement précisé du refus.*

RÉPONSE.

Un exemplaire de la liste complétée a été remise au chef des services administratifs de la Commission (2). En ce qui concerne quelques commandements, il sera difficile de les désigner nominativement à des dates aussi précises. Il est à remarquer, du reste, que les enrôlements qui n'ont pas été reçus par les chefs de corps sont subordonnés à l'approbation de ceux-ci.

QUESTION.

M. le Ministre a indiqué par erreur au tableau complémentaire qu'il vient de fournir à la Commission, en réponse à ma question concernant les jeunes gens admis définitivement comme volontaires après avoir été d'abord refusés comme tels, le nom du colonel au lieu de celui du médecin qui a refusé ces jeunes gens.

Prière à lui de bien vouloir rectifier ses indications à ce sujet.

RÉPONSE.

La question était posée comme suit :

Prière de compléter la liste nominative en y ajoutant dans des colonnes complémentaires :

a) l'indication nominative de l'*autorité* qui, dans chaque cas, a refusé;

b) le motif nettement précisé du refus.

Les autorités qui ont qualité pour recevoir les engagements volontaires sont spécifiées au § 256 de l'instruction sur la loi de milice. Les médecins militaires se bornent à éclairer ces autorités au seul point de vue des aptitudes physiques des candidats. La réponse était donc bien adéquate.

Quoi qu'il en soit, pour satisfaire à cette nouvelle demande, le Département de la Guerre, après avoir extrait des feuilles signalétiques celles des volontaires visés dans la question (500 environ), doit les classer par régiment et par place.

Il devra ensuite demander en communication aux corps et aux places les procès-verbaux médicaux correspondants.

La réunion de ces renseignements demandera 15 jours environ.

---

(1) Voir plus haut, p. (144).

(2) Cette liste est déposée au Greffe.

QUESTION DE M. HOŸOIS.

Monsieur le Ministre ayant, d'une part, dressé depuis avril 1905, la liste des jeunes gens qui se sont présentés pour contracter un engagement volontaire et, d'autre part, celle des jeunes gens incorporés depuis cette même époque comme miliciens :

1° *Comment se fait-il qu'il n'ait fourni à la Commission que pour 1906 la liste des jeunes gens refusés d'abord comme volontaires et incorporés ensuite comme miliciens ?*

2° *A quel autre département ministériel ou à quelle autorité la Commission doit-elle s'adresser pour avoir, pour chacune des années 1905, 1907, 1908 et 1909, la liste des jeunes gens refusés d'abord comme volontaires de carrière et incorporés ensuite comme miliciens ou dans la gendarmerie ?*

RÉPONSE.

1° Le Département de la Guerre a pu fournir ces renseignements pour 1906, parce qu'ils avaient été donnés antérieurement à un membre de la Législature.

Le travail a nécessité d'abord au Département de la Guerre la recherche, dans les feuillets signalétiques, des volontaires susceptibles, par leur âge, de participer aux opérations de la milice ; puis une correspondance de plusieurs mois avec les autorités civiles (Gouverneurs) et militaires (corps), afin d'obtenir la situation de ces jeunes gens au point de vue de la milice ;

2° Ces mêmes autorités devraient fournir les renseignements permettant d'indiquer pour 1907 et 1908 les jeunes gens refusés comme volontaires de carrière et incorporés dans la suite comme miliciens ou dans la gendarmerie.

QUESTION POSÉE PAR M. LORAND.

Le Département de la Guerre ne pourrait-il faire vérifier par le Gouverneur du Luxembourg s'il est exact que, depuis la mise en vigueur de la loi de 1902, sept jeunes gens de la commune de Gérouville ont été refusés comme volontaires, à savoir : A. R., en 1903 ; T. L., en 1904 ; C. H., en 1905 ; L. J., en 1906 ; L. G., en 1904 ; L. V., en 1905 ; E. A., en 1905 ?

L. G. n'a-t-il pas été admis ensuite comme milicien au 13e de ligne ; L. V. au 3e d'artillerie ; enfin, A., refusé en juillet 1905 pour difformité de la colonne vertébrale, n'a-t-il pas été incorporé six jours plus tard et déclaré apte par le même médecin ?

D'autre part, six jeunes gens de la même commune Jacquemin, Louis ; Lecomte, Ferdinand-Joseph ; Braffort, Jean-Baptiste ; Bray, Oscar ; Bray, Maximilien-René ; Dossogne, Remy-Nicolas, n'ont-ils pas été admis comme volonaires de carrière ?

RÉPONSE.

Les gouverneurs de province ne sont pas avisés du refus d'admission des candidats volontaires de carrière.

En ce qui concerne les sept premiers jeunes gens, le Département de la Guerre n'a pu trouver leur nom parmi les candidats volontaires refusés depuis avril 1905 (date d'établissement de la feuille signalétique).

Le nomme G., L.-L. sert en qualité de milicien de 1907 au 13e de ligne; le nom de V., L. n'a pu être découvert à la matricule du 3e d'artillerie; quant à A. E., il faudrait connaître le corps dans lequel il est incorporé.

D'autre part, des six jeunes gens signalés dans le dernier paragraphe de la question, seul le nommé Bray, Oscar, figure en cette qualité aux feuilles signalétiques. Ce jeune homme s'est enrôlé le 29 septembre 1906 dans l'artillerie de forteresse de la position fortifiée de Namur.

Question de M. Persoons.

Il résulte du témoignage de M. De Grelle, conseiller provincial, à Bouillon, que le nommé C... a été accepté comme volontaire après avoir été refusé deux fois.

Qu'A. P... a été refusé par le médecin de bataillon et accepté par le médecin de régiment.

Qu'il en est de même du nommé F...

Que le nommé G... a été refusé le même jour au 9e de ligne et accepté aux carabiniers.

Que P..., de Sugny, a été refusé comme volontaire et accepté comme milicien la même année.

Que D..., de Vrigny-au-Bois, a été refusé comme volontaire, puis accepté comme milicien.

Monsieur le Ministre pourrait-il faire connaître les motifs de ces divers refus?

Réponse.

Aucune trace de l'un des noms de ces jeunes gens n'a pu être découverte, soit aux feuillets signalétiques, soit à la matricule.

Un nommé P... A.-E., né à Charleville (France), le 21 décembre 1890, s'est enrôlé le 29 janvier 1907, au 2e de ligne, mais a sollicité peu après la résiliation de son engagement. Il a été admis ensuite, le 17 septembre 1907, au 5e de ligne et a été déclaré apte par les deux médecins qui l'ont examiné.

III.

Droit de préférence réservé aux volontaires dans les administrations publiques.

Question de M. Segers a M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

a) *Quelles sont les mesures de publicité prises de* 1902 *à* 1909 *par le Département :*

1° *pour faire connaître la loi de milice de* 1902;

2° *pour faire connaître les avantages réservés aux volontaires et aux rengagés?*

b) *Quel est le nombre d'emplois devenus vacants, par catégories et par année, dans chacune des administrations dépendant du Département, depuis* 1902?

c) *Quel est le nombre d'emplois attribués, par catégories et par année, depuis* 1902 :

1° *aux anciens volontaires;*

2° *aux anciens rengagés;*

3° *aux anciens miliciens;*

4° *à d'autres candidats?*

RÉPONSE.

Bruxelles, le 26 avril 1909.

A Monsieur de Sadeleer, Président de la Commission d'enquête parlementaire(1).

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que mon Département a devancé les intentions de la Législature en ce qui concerne l'octroi par préférence de certains emplois aux militaires et anciens militaires, en organisant, à partir de 1898, des concours exclusivement réservés aux volontaires et anciens volontaires pour l'admission aux emplois de commis-auxiliaire (actuellement commis d'ordre), garde, etc. (Voir avis A ci-joint, inséré au *Moniteur* du 1er juillet 1898 et affiché dans les stations, bureaux des postes et des télégraphes et les établissements dépendant du Département de la Guerre.)

De plus, à l'occasion de l'organisation de chaque concours, notamment pour les emplois de commis d'ordre et de garde, des avis qui reçoivent la même publicité font appel aux volontaires et anciens volontaires (voir annexe B et C), et des communiqués sont adressés aux principaux journaux locaux par les soins des percepteurs des postes. Des ordres spéciaux complémentaires ont en outre été publiés le 11 juin 1906 pour ce qui concerne le personnel en général, et le 21 décembre 1908 pour ce qui concerne le personnel ouvrier.

La loi sur la milice a été publiée en extrait dans le règlement d'administration générale (voir annexe D, chapitre 99).

Les tableaux ci-joints répondent aux autres questions posées par la Commission d'enquête.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,
(*signé*) HELLEPUTTE.

(1) Les pièces dont il est fait mention dans cette réponse sont déposées au greffe.

QUESTION DE M. SEGERS A M. LE MINISTRE DES SCIENCES ET DES ARTS.

Quelles sont les mesures de publicité prises de 1902 *à* 1909 *par le Département des Sciences et des Arts, notamment dans les établissements d'enseignement :*

1° *pour faire connaître la loi de milice de* 1902 ;

2° *pour faire connaître les avantages réservés aux volontaires et aux rengagés?*

RÉPONSE.

Bruxelles, le 29 avril 1909

A Monsieur de Sadeleer, président de la Commission d'enquête parlementaire.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les arrêtés royaux des 27 janvier 1903 et 5 janvier 1904 constituent les mesures de publicité prises par mes honorables prédécesseurs dans l'ordre indiqué par la Commission parlementaire au Ministre des Sciences et des Arts. Il a été donné connaissance de ces arrêtés aux administrateurs-inspecteurs, conservateurs et chefs d'établissements scientifiques.

Le Ministre des Sciences et des Arts,
(*Signé*) DESCAMPS.

QUESTION DE M. SEGERS A M. LE MINISTRE DES FINANCES.

I. — *Quelles sont les mesures de publicité prises de* 1902 *à* 1909 *par le Département des Finances*: 1° *pour faire connaître la loi de milice de* 1902 ; 2° *pour faire connaître les avantages réservés aux volontaires ou aux rengagés?*

II. — *Quel est le nombre d'emplois devenus vacants, par catégories et par année, dans le Département des Finances et spécialement dans la douane, depuis* 1902?

III. — *Quel est le nombre de ces emplois attribués, par catégories et par année, depuis* 1902 : 1° *aux anciens volontaires ;* 2° *aux anciens rengagés ;* 3° *aux anciens miliciens ;* 4° *à d'autres candidats?*

RÉPONSE.

Bruxelles, le 28 avril 1906.

A Monsieur de Sadeleer, Président de la Commission d'enquête parlementaire.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous transmettre la réponse à la question qui m'a été posée par la Commission d'enquête parlementaire sur l'application de la loi de milice du 21 mars 1902.

Agréez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

(*Signé*) JUL. LIEBAERT.

RÉPONSE.

I. Il n'incombait point à mon Département de donner une publicité spéciale à la loi du 21 mars 1902.

L'exécution de cette loi n'appartient particulièrement au Département des Finances qu'en ce qui concerne le paiement de la rémunération de milice dont la liquidation a lieu par l'autorité militaire ; les intéressés sont mis au courant, pendant leur séjour à l'armée, des dispositions légales et administratives concernant la rémunération.

Pour le surplus, la loi de 1902 n'intéresse le Département des Finances, à l'égal des autres départements ministériels, qu'au point de vue de l'application du titre de préférence accordé aux anciens militaires pour l'obtention d'un emploi civil. Le Département de la Guerre se charge d'éclairer également les intéressés à ce sujet par les instructions générales données aux corps de troupes.

II. — Le tableau ci-joint donne les renseignements demandés en ce qui concerne les emplois *de début :*

1° Dans le personnel de service de l'administration centrale ;

2° Dans le service spécial du timbre ;

3° Dans le service actif des douanes.

Les effectifs des services désignés sous les nos 1 et 2 sont fort restreints et les vacances d'emplois qui s'y produisent sont rares ; ce sont donc des quantités presque négligeables au point de vue du placement des anciens militaires.

Le corps de la douane, particulièrement visé dans la question, est très nombreux (actuellement 5,800 à 5,900 hommes) et tend sans cesse à s'élargir. Il comporte les grades de lieutenant, sous-lieutenant, brigadier, sous-brigadier, préposé et préposé temporaire ; il y a en outre un personnel maritime composé de 80 à 90 hommes et comportant les grades de patron, sous-patron, machiniste, machiniste-chauffeur, matelot et mousse.

L'admission à l'emploi de préposé est subordonnée à un examen élémentaire.

Les préposés effectifs des douanes sont admissibles, moyennant un examen spécial, à l'emploi de commis des accises.

De tous temps une large part a été faite aux anciens militaires dans le recrutement du personnel douanier; les règles établies à cet égard ont été mises en rapport avec l'ordre de préférence indiqué à l'article 4 de la loi de 1902.

En dehors des groupes dont il vient d'être parlé, l'organisation des diverses administrations ressortissant au Département des Finances exclut l'application du titre de préférence en question. Il n'existe dans ces administrations aucun emploi inférieur de bureau, tel que ceux d'expéditionnaire, de commis d'ordre, de classeur, etc., ne nécessitant qu'une instruction élémentaire.

Tous les emplois administratifs proprement dits, tant à l'administration centrale que dans les services extérieurs, sont des emplois « de carrière »; ceux de début sont conférés en vertu d'examens, de concours à programme relevé, organisés périodiquement en raison des besoins du service. Les programmes des matières varient selon la nature des attributions de chaque administration.

Les anciens militaires ne peuvent être dispensés de la condition essentielle du concours, et ils n'y sont admissibles que sous la condition du stage préalable là où elle est stipulée par les règlements (art. 4, dernier alinéa, de la loi de 1902).

Le stage est exigé pour l'admission au concours en vue de l'emploi de surnuméraire dans l'administration des contributions directes, douanes et accises, et dans l'administration de l'enregistrement et des domaines. Il consiste à travailler en qualité de commis particulier, moyennant agréation par l'autorité administrative, auprès d'un fonctionnaire de l'administration à laquelle le candidat se destine. L'emploi de commis agréé n'est pas un emploi officiel et ne comporte point de rémunération à charge du Trésor public.

Bruxelles, le 28 avril 1909.

Le Ministre des Finances,

(*Signé*) : Jules Liebaert.

Emplois conférés par préférence à d'anciens militaires.

ANNÉES.	Nombre des emplois conférés					*Observations.*
	Nombre total.	à d'anciens volontaires.	à d'anciens rengagés.	à d'anciens miliciens.	à d'anciens candidats.	
1°) Administration centrale.						
Personnel de service.						
a) **Emploi de messager.**						
1902. . .	5	»	»	3	2	Le personnel de service (masculin) se compose d'huissiers, de messagers et de garçons de bureau (ci-devant boute-feux). Les emplois d'huissier sont accordés à titre d'avancement aux messagers.
1903. . .	1	»	»	1	»	
1904. . .	6	»	»	3	3	
1905. . .	1	»	»	»	1	
1906. . .	»	»	»	»	»	
1907. . .	»	»	»	»	»	
1908. . .	»	»	»	»	»	
Totaux .	13	»	»	7	6	
b) **Emploi de garçon de bureau.**						
1902. . .	»	»	»	»	»	
1903. . .	1	»	»	»	1	
1904. . .	1	»	»	»	1	
1905. . .	1	»	»	»	1	
1906. . .	»	»	»	»	»	
1907. . .	1	»	»	»	1	
1908. . .	»	»	»	»	»	
Totaux. .	4	»	»	»	4	

ANNÉES.	Nombre des emplois conférés					*Observations.*
	Nombre total.	à d'anciens volontaires.	à d'anciens rengagés.	à d'anciens miliciens.	à d'autres candidats.	

2° Administration de l'enregistrement et des domaines.

Service spécial du timbre.

a. **Emploi de tournefeuille.**

1902 . .	»	»	»	»	»	La composition hiérarchique du service est la suivante :
1903 . .	»	»	»	»	»	I. Chef-timbreur et chef-compteur ;
1904 . .	4	»	1	»	3	II. Compteur et timbreur.
1905 . .	2	»	1	»	1	III. Tournefeuille.
1906 . .	1	»	»	»	1	*N. B.* Trois anciens sous-officiers ont refusé l'emploi de tournefeuille qui leur était offert : 1 en 1903 et 2 en 1904.
1907 . .	10	»	1	1	8	
1908 . .	2	»	»	»	2	
Total. .	19	»	3	1	15	

3° Administration des contributions directes, douanes et accises.

Service actif des douanes.

b. **Emploi de préposé temporaire.**

1902 . .	311	112	»	129	70	Composition hiérarchique du corps.
1903 . .	321	98	1	172	50	Lieutenant.
1904 . .	291	127	9	93	62	Sous-lieutenant.
1905 . .	519	178	13	269	59	Brigadier.
1906 . .	309	214	19	63	13	Sous-brigadier.
1907 . .	613	290	30	221	72	Préposé sous-brigadier.
1908 . .	242	139	32	51	20	Préposé temporaire.
Total. .	2,606	1,158	104	998	346	

IV.

La santé des volontaires et des miliciens pendant leur présence sous les armes.

QUESTION DE M. HYMANS.

1° *Quel est le nombre des militaires de toutes catégories envoyés en congé d'un an pour inaptitude physique ou employés dans les dépôts à un service sédentaire et maintenus sur les contrôles depuis* 1896 *jusqu'en* 1908.

2° *Combien y a-t-il en ce moment de militaires de toutes catégories :*

a) *en congé pour tuberculose;*

b) *pensionnés provisoirement ?*

Ces derniers sont-ils maintenus sur les contrôles et en vertu de quelles dispositions?

RÉPONSE.

Le tableau ci-dessous répond à ces deux questions.

	ANNÉES.													Totaux	*Observations.*
	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908		
I. Militaires en congé d'un an pour maladie involontaire. .	93	92	73	101	169	243	165	149	127	133	121	131	124		(1) Les militaires pensionnés provisoirement sont maintenus sur les contrôles des corps, conformément à une disposition de l'article 17 de l'arrêté royal du 20 décembre 1889, n° 9448, réglant l'exécution de la loi du 24 mai 1838, sur les pensions militaires. Ci-dessous cet article *in extenso*.
II. Militaires employés dans un service sédentaire à cause d'inaptitude physique	31	28	20	34	33	30	37	27	12	15	11	16	14		
	124	120	95	135	202	273	202	176	139	148	132	147	158	2,029	Les militaires de cette catégorie n'ont jamais été compris dans les effectifs.
a) Militaires actuellement en congé pour tuberculose														23	
														2,052	
b) Militaires actuellement pensionnés provisoirement. . .														(1) 552	

Arrêté royal du 20 décembre 1889, n° 9448, réglant l'exécution de la loi du 24 mai 1838 sur les pensions militaires.

Art. 17. — Les militaires au-dessous du grade d'officier, atteints d'infirmités susceptibles d'amélioration, mais donnant momentanément droit à une pension, reçoivent une pension provisoire d'un an, qui peut être renouvelée lorsque les titres à cette rémunération ont été constatés par une visite médicale.

Pendant la durée de la pension, ces militaires sont maintenus sur les contrôles du corps, à moins qu'ils ne soient licenciés de l'armée.

QUESTION DE M. PERSOONS.

Quel a été annuellement, depuis la mise en vigueur de la loi de 1902, le nombre de miliciens qui, lors de leur incorporation, ont été exemptés de service ou admis presque immédiatement dans les hôpitaux?

RÉPONSE.

L'état ci-joint répond à la question.

ÉTAT indiquant par année, depuis 1902, le nombre de miliciens qui, lors de leur incorporation, ont été exemptés de service ou admis presque immédiatement dans les hopitaux.

CATÉGORIES	CLASSES DE MILICE							TOTAL GÉNÉRAL	OBSERVATIONS
	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908		
1° Miliciens envoyés en congé d'un an pour maladie involontaire	97	86	73	96	75	77	86	590	Tous ces miliciens ont été admis dans les hôpitaux dès leur arrivée au régiment.
2° Miliciens employés dans un service sédentaire à cause d'inaptitude physique	35	16	6	8	4	6	6	81	
3° Miliciens réformés . .	103	104	68	106	100	101	62	644	
Totaux. . .	235	206	147	210	179	184	154	1315	

QUESTION DE M. PERSOONS.

Quel a été annuellement, depuis la mise en vigueur de la loi de 1902, le nombre des volontaires et le nombre des miliciens admis dans les hôpitaux militaires?

RÉPONSE.

ANNÉES.	Volontaires.	Miliciens.
1902 du 1er octobre au 31 décembre.	1,143	3,470
1903	5,475	11,573
1904	6,674	11,817
1905	6,453	10,422
1906	6,716	14,049
1907	5,805	12,815
1908	5,251	13,156

V.

La conduite des miliciens et des volontaires pendant leur présence sous les drapeaux.

QUESTION DE MM. PERSOONS, LORAND ET HYMANS.

Le Département de la Guerre ne pourrait-il nous fournir, d'après les rapports des chefs de corps, des renseignements, et éventuellement des statistiques, sur la qualité, au point de vue intellectuel et moral, des volontaires de carrière recrutés sous le régime de la loi de 1902 et sur l'influence que cet élément a sur la valeur et la durée de l'instruction et sur la discipline ?

RÉPONSE.

Aucune instruction ne prescrit de fournir des rapports spéciaux sur la qualité, au point de vue intellectuel et moral, des volontaires de carrière recrutés sous le régime de la loi de 1902, ni sur l'influence qu'a cet élément sur la valeur et la durée de l'instruction et sur la discipline.

Ci-joint, à titre d'indication, des tableaux mentionnant le nombre des volontaires de carrière qui ont déserté, ont été condamnés ou incorporés dans la compagnie de discipline du 6 avril au 31 octobre 1903, ainsi qu'au cours de chacune des années de milice suivantes, jusqu'à celle de 1907-1908 inclusivement.

Compte de moralité et de conduite des volontaires de carrière ayant été présents depuis le 6 avril 1902 jusqu'au 31 octobre 1903.

ARMES.	Nombre de volontaires de carrière « présents ».	ont déserté.	sont rentrés de désertion.	ont été incorporés dans une compagnie de discipline.	ont été incorporés dans une compagnie de correction.	ont été condamnés à une peine disciplinaire.	ont été condamnés à une peine d'emprisonnement.	ont été condamnés à une peine criminelle.	ont été condamnés à toutes autres peines.	ont été renvoyés de l'armée.	TOTAUX.	Proportion pour cent volontaires.	*Observations.*
Infanterie (1)	2,253	21	8	3	3	9	12	»	2	1	59	2.62	(1) Dans ce nombre sont compris les cadets militaires.
Cavalerie	623	19	8	»	5	8	7	»	6	»	53	8.50	
Artillerie	833	4	4	1	3	6	10	1	2	»	31	3.72	*Remarque.* — Ce tableau existait tel quel dans les archives du département de la Guerre.
Génie	141	1	»	»	»	»	1	»	»	»	2	1.41	
Bataillon d'administration .	21	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Train	157	3	3	»	»	1	5	»	1	»	13	8.28	
Totaux. . .	4,028	48	23	4	11	24	35	1	11	1	158	3.92	

Compte de moralité et de conduite des volontaires de carrière ayant été présents depuis le 1er octobre 1903 au 30 septembre 1904.

ARMES.	Nombre de volontaires de carrière « présents »	ont déserté.	ont été renvoyés de l'armée.	ont été incorporés dans une compagnie de discipline.	ont été incorporés dans une compagnie de correction.	ont été condamnés à une peine disciplinaire.	ont été condamnés à une peine d'emprisonnement.	ont été condamnés à une peine criminelle.	ont été condamnés à toutes autres peines.	TOTAUX.	Proportion pour cent volontaires.	*Observations.*
Infanterie (1). . . .	6,183	115	6	14	31	29	61	3	23	282	4.56	(1) Y compris les cadets militaires
Cavalerie	1,559	71	6	5	11	26	29	»	9	157	10.07	
Artillerie	1,946	35	1	8	11	16	23	1	15	110	5.65	
Train	238	5	»	1	4	»	5	»	»	15	6.30	
Génie	321	2	»	»	1	»	7	»	2	12	3.73	
Bataillon d'administ. .	423	»	1	»	»	»	»	»	2	3	0.70	
Totaux. . .	10,670	228	14	28	58	71	125	4	51	579	5.42	

Compte de moralité et de conduite des volontaires de carrière ayant été présents du 1er octobre 1904 au 30 septembre 1905.

ARMES.	Nombre de volontaires de carrière « présents ».	ont déserté.	ont été renvoyés de l'armée.	ont été incorporés dans une compagnie de discipline.	ont été incorporés dans une compagnie de correction.	ont été condamnés à une peine disciplinaire.	ont été condamnés à une peine d'emprisonnement.	ont été condamnés à une peine criminelle.	ont été condamnés à toutes autres peines.	Totaux.	Proportion pour cent volontaires.	*Observations.*
Infanterie (1). . . .	6,857	122	10	12	53	30	89	4	19	339	4.94	(1) Y compris les cadets militaires.
Cavalerie	1,877	84	4	7	29	28	42	1	10	205	10.92	
Artillerie	2,268	35	2	5	14	16	20	»	15	107	4.72	
Train	247	7	»	4	4	4	8	»	1	28	11.33	
Génie	389	7	»	1	3	5	5	»	1	22	5.66	
Bataillon d'administ. .	424	1	»	»	»	»	1	2	1	5	1.18	
Totaux. . .	12,062	256	16	29	103	83	165	7	47	706	5.85	

Compte de moralité et de conduite des volontaires de carrière ayant été présents du 1er octobre 1905 au 30 septembre 1906.

ARMES.	Nombre de volontaires de carrière « présents ».	ont déserté.	ont été renvoyés de l'armée.	ont été incorporés dans une compagnie de discipline.	Ont été incorporés dans une compagnie de correction.	ont été condamnés à une peine disciplinaire.	ont été condamnés à une peine d'emprisonnement.	ont été condamnés à une peine criminelle.	ont été condamnés à toutes autres peines.	Totaux.	Proportion pour cent volontaires.	*Observations.*
Infanterie (1) . . .	7,057	124	5	19	56	43	148	5	44	444	6.29	(1) Y compris les cadets militaires.
Cavalerie	1,998	83	5	9	39	38	77	»	35	286	14.31	
Artillerie	2,386	47	»	8	9	18	51	»	21	154	6.45	
Train	206	10	2	2	3	3	27	1	9	57	27.67	
Génie	416	4	1	3	1	3	2	»	6	20	4.80	
Bataillon d'administration.	438	2	»	»	2	»	2	»	1	7	1.60	
TOTAUX . . .	12,501	270	13	41	110	105	307	6	116	968	7.74	

Compte de moralité et de conduite des volontaires de carrière ayant été présents du 1er octobre 1906 au 30 septembre 1907.

ARMES.	Nombre de volontaires de carrière « présents ».	ont déserté.	ont été renvoyés de l'armée.	ont été incorporés dans une compagnie de discipline.	ont été incorporés dans une compagnie de correction.	ont été condamnés à une peine disciplinaire.	ont été condamnés à une peine d'emprisonnement.	ont été condamnés à une peine criminelle.	ont été condamnés à toutes autres peines.	TOTAUX.	Proportion pour cent volontaires.	*Observations*
Infanterie (1) . . .	6,771	128	10	21	46	35	86	1	26	353	5.21	(1) Y compris les cadets militaires.
Cavalerie	1,884	86	4	15	27	27	49	1	18	227	12.05	
Artillerie	2,194	33	4	4	17	24	36	»	13	131	5.97	
Train	146	3	»	1	1	2	5	»	2	14	9.59	
Génie	389	4	»	1	1	»	5	»	2	13	3.34	
Bataillon d'administration.	444	1	»	»	1	»	»	»	»	2	0.45	
TOTAUX . . .	11,828	255	18	42	93	88	181	2	61	740	6.26	

Compte de moralité et de conduite des volontaires de carrière ayant été présents du 1er octobre 1907 au 30 septembre 1908.

ARMES.	Nombre de volontaires de carrière « présents ».	ont déserté.	ont été renvoyés de l'armée.	ont été incorporés dans une compagnie de discipline.	ont été incorporés dans une compagnie de correction.	ont été condamnés à une peine disciplinaire.	ont été condamnés à une peine d'emprisonnement.	ont été condamnés à une peine criminelle.	Ont été condamnés à toutes autres peines.	Totaux.	Proportion pour cent volontaires.	*Observations.*
Infanterie (1). . . .	6,323	111	5	15	33	48	73	2	24	311	4.92	(1) Y compris les cadets militaires
Cavalerie	1,772	93	10	21	24	38	59	3	9	257	14.50	
Artillerie	2,009	25	4	3	12	25	29	»	16	114	5.67	
Train	108	»	2	1	2	1	2	»	»	8	7.41	
Génie	371	10	»	»	4	6	5	»	1	26	7.00	
Bataillon d'administr. .	462	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Totaux. . .	11,045	239	21	40	75	118	168	5	51	716	6.48	

QUESTION DE MM. LORAND, HYMANS ET PERSOONS.

Le département de la guerre pourrait-il nous fournir une statistique de la population de la correction et de la discipline, par catégories (volontaires de carrière, volontaires du contingent, volontaires avec prime, miliciens, remplaçants) à la fin de l'année 1908?

RÉPONSE.

Ci-joint un tableau indiquant par catégories, le nombre de disciplinaires et de correctionnaires existant au 31 décembre 1908.

Annexe à la Situation mensuelle du corps de discipline et de correction.

CORPS DE DISCIPLINE ET DE CORRECTION.

Situation catégorique des disciplinaires et des correctionnaires au 31 décembre 1908.

COMPAGNIES.	CATÉGORIES.	V. D. C. ancien régime.	CLASSES DE 1909	1908	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900	1899	1898	1897	1896	Classes antérieures.	TOTAUX.	Récidivistes.	Non récidivistes.
Disciplinaires. Compagnie de discipline.	Volontaires de carrière	»	1	4	8	5	5	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	25	7	18
	— du contingent	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	V. A. P.	»	»	»	3	6	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	5	6
	Miliciens	»	»	»	2	1	4	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	6	4
	Remplaçants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Totaux	»	1	4	13	12	9	6	1	»	»	»	»	»	»	»	»	46	18	28
Correctionnaires. 1re compagnie.	Volontaires de carrière	2	»	2	3	5	11	4	3	1	»	»	»	»	»	»	»	31	12	19
	— du contingent	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	1	»
	V. A. P.	»	»	1	3	2	7	1	»	»	2	1	»	»	»	»	»	17	6	11
	Miliciens	»	»	»	4	5	5	4	1	1	3	1	2	»	»	1	2	29	11	18
	Remplaçants	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Totaux	2	»	3	10	12	23	9	4	2	5	2	3	»	»	1	2	78	30	48
2e compagnie.	Volontaires de carrière	2	»	4	2	13	3	3	5	2	»	»	»	»	»	»	»	34	21	13
	— du contingent	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	V. A. P.	»	»	»	2	3	5	3	»	»	»	1	1	2	1	1	»	19	11	8
	Miliciens	»	»	»	5	8	13	5	7	2	2	4	4	»	»	1	-	51	34	17
	Remplaçants	»	»	»	»	-	1	»	-	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	-
	Totaux	2	»	4	9	24	22	11	12	4	2	5	5	2	1	2	»	105	67	38
3e compagnie.	Volontaires de carrière	2	»	»	»	2	6	4	8	1	1	»	-	»	»	»	»	24	24	»
	— du contingent	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	V. A. P.	»	»	»	1	3	2	»	1	6	2	»	1	»	»	»	1	17	16	1
	Miliciens	»	»	»	1	»	3	1	3	2	4	6	2	1	1	2	2	28	27	1
	Remplaçants	»	»	»	-	»	»	»	»	»	»	-	»	»	»	»	-	»	»	-
	Totaux	2	»	»	2	5	11	5	12	9	7	6	2	2	1	2	3	69	67	2
	Totaux généraux	6	1	11	34	53	65	31	29	15	14	13	10	4	2	5	5	298	182	116

Observations.

	A la compagnie de discipline.	A la correction.	Totaux.
Volontaires de carrière	25	89	114
— du contingent	»	1	1
— avec prime	11	53	64
Miliciens	10	108	118
Remplaçants	»	1	1
Totaux	46	252	298

Totaux par catégories.

VI.

Questions relatives à l'organisation de l'armée.

A. — ORGANISATION DE L'ARMÉE SUR LE PIED DE PAIX.

Question de M. Hoyois.

Prière à Monsieur le Ministre d'indiquer de façon précise et détaillée quelles modifications ont éventuellement subies, spécialement au point de vue de leur nombre et de leur importance numérique, les unités entre lesquelles se répartissent les effectifs de paix.

A laquelle de ces unités s'applique la dénomination d' « unité tactique » ?

Réponse.

Variations qu'a subies l'organisation de l'armée sur le pied de paix :

1° *Au point de vue du nombre des unités.*

A la suite de la nouvelle loi de milice du 21 mars 1902 et en exécution de cette loi, l'organisation de l'armée sur le pied de paix a subi les variations suivantes, qui ont été consacrées par l'arrêté royal du 24 novembre 1902, n° 14353 (1).

---

(1) L'arrêté royal du 24 novembre 1902 a été communiqué aux autorités militaires par circulaire du 28 novembre 1902, ainsi conçue :

Bruxelles, le 28 novembre 1902.

A toutes les autorités militaires et aux commandants de compagnie et de district de gendarmerie.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous faire savoir qu'un arrêté royal en date du 24 novembre courant, n° 14353, apporte des modifications à l'organisation de l'armée sur le pied de paix.

En attendant l'achèvement de l'impression des tableaux annexés à cet arrêté, vous trouverez, ci-après, dans leurs grandes lignes, les bases de l'organisation nouvelle.

Infanterie. Le régiment des carabiniers se composera de : 1 état-major, 4 bataillons actifs, 1 bataillon de réserve (5e) et 3 bataillons de forteresse (6e, 7e et 8e).

Les autres régiments auront : 1 état-major, 3 bataillons actifs, 1 bataillon de réserve (4e) et deux bataillons de forteresse (5e et 6e).

Les bataillons seront composés de l'état-major et 4 compagnies (dont une de cyclistes aux bataillons actifs du régiment des carabiniers).

Chaque régiment comprendra en outre, 1 dépôt composé de 1 état-major et de 1 compagnie.

L'infanterie comptera en plus : 1 corps de discipline et de correction de 4 compagnies à 4 pelotons ;

1 École des cadets ;

1 École des pupilles ;

Un second adjudant-major, du grade de capitaine en second et non monté, sera affecté

a) *Bataillon d'administration.* — Création d'une section de secrétaires-archivistes;

à l'état-major de chaque régiment.

Les capitaines en second adjudants-majors des bataillons actifs seront remplacés par des lieutenants adjudants-majors ; ceux des bataillons de réserve seront supprimés. Il y aura un capitaine commandant ou un capitaine en second à la tête de chacune des compagnies de réserve ou de forteresse.

LA CAVALERIE conservera son organisation actuelle.

L'ARTILLERIE DE CAMPAGNE, dont le contingent annuel est augmenté en vue de sa réorganisation, restera temporairement constituée comme elle l'est.

L'ARTILLERIE DE FORTERESSE sera organisée, sur le pied de paix, comme au moment de la mobilisation, par position fortifiée.

Dans chacune de celles-ci, elle sera groupée par secteur.

Chaque secteur comprendra un ou plusieurs bataillons, selon son importance.

L'artillerie de forteresse de la position d'Anvers, y compris celle affectée à la place de Termonde, comprendra 30 batteries actives et 20 batteries de réserve, réunies en 8 bataillons.

Celle de la position de Liége comportera 12 batteries actives et 4 de réserve, groupées en 4 bataillons.

Celle de la position de Namur aura 9 batteries actives et 3 de réserve, réparties en 3 bataillons.

L'artillerie de forteresse de chacune de ces trois positions comprendra, en outre, 1 dépôt.

L'artillerie comprendra de plus un état-major (services spéciaux) et 3 compagnies spéciales, savoir :

1 d'artificiers;
1 d'ouvriers;
1 d'armuriers.

Le régiment du GÉNIE sera composé de : 1 état-major, 6 bataillons et 1 dépôt.

Le 1er bataillon (de campagne) et le 2e bataillon (de forteresse) seront formés de 1 état-major et 4 compagnies actives

Les 3e et 4e bataillons (de forteresse — Namur et Liége) comprendront chacun 1 état-major, 2 compagnies actives et 2 compagnies de réserve.

Les 5e et 6e bataillons (de forteresse) auront chacun 1 état-major et 4 compagnies de réserve.

Le dépôt conservera son organisation actuelle.

Les capitaines en second adjudants-majors de bataillon seront remplacés par des lieutenants adjudants-majors.

Il n'y aura plus de capitaine en second aux compagnies actives ; un capitaine commandant ou un capitaine en second sera mis à la tête de chacune des compagnies de réserve.

Le génie comprendra en plus 1 état-major (service spécial) et 5 compagnies spéciales, savoir ;

1 de chemin de fer;
1 de télégraphistes;
1 de pontonniers ;
1 d'ouvriers et d'aérostiers;
1 de torpilleurs et d'artificiers.

Les 2 compagnies actuelles de télégraphistes seront fusionnées en une seule unité.

Les officiers de pontonniers et de télégraphistes seront montés en temps de paix.

Le service des artificiers passera à la compagnie de torpilleurs.

Le RÉGIMENT DU TRAIN conservera son organisation actuelle.

Enfin, le BATAILLON D'ADMINISTRATION s'accroîtra d'une section de secrétaires-archi-

b) *Infanterie.* — Création d'un bataillon *non actif* par régiment ;

c) *Artillerie de forteresse.* — Suppression des 5 régiments existants et organisation de l'artillerie par position fortifiée (Anvers, Liége, Namur).

Conséquence : suppression de 7 batteries actives et de 2 dépôts, création de 20 batteries *non actives;*

d) *Compagnies spéciales de l'artillerie.* — Suppression des pontonniers (service assuré par la compagnie des pontonniers du génie) ;

e) *Génie.* — Création de deux bataillons *non actifs.*

Depuis l'arrêté royal du 24 novembre 1902, l'organisation de l'armée sur le pied de paix *n'a subi aucune* modification au point de *vue du nombre* des unités organiques ;

2° *Au point de vue de l'importance numérique des unités.*

L'effectif général organique de l'armée sur le pied de paix, qui s'élevait avant 1902 à 44.902 hommes (non compris les 188 civils ressortissant aux services de l'artillerie et du génie), a été abaissé par l'arrêté royal du 24 novembre 1902 précité, à 41,042 hommes (non compris les 1.800 civils militarisés et les 188 civils ressortissant aux services de l'artillerie et du génie (effectif général 43,030). Cet effectif général organique est actuellement de 43,003 (soit 27 hommes en moins).

Cette différence provient des fluctuations résultant des arrêtés royaux organiques subséquents modifiant le détail de la composition organique des corps de troupe.

Les voici énumérés :

	En plus.	En moins.
1° Arrêté royal du 4 juin 1904 créant des commis et surveillants du génie	13	»
2° Arrêté royal du 5 janvier 1905 créant des premiers ouvriers tailleurs et cordonniers dans la cavalerie (16), l'artillerie de campagne (8), le train (2), le génie (2), le corps de discipline et de correction (2), le bataillon d'administration (2), l'artillerie de forteresse d'Anvers (2), de Liége (2) et de Namur (2).	38	»
Suppression des maîtres cordonniers et tailleurs dans l'infanterie (38), la cavalerie (16), le corps de discipline et de correction (2), artillerie de campagne (8), artillerie de forteresse (6), génie (2), train (2), bataillon d'administration (2).	»	76
3° Arrêté royal du 2 août 1905 réduisant de 4 à 3 le nombre des reviseurs d'armes.	»	1
4° Circulaire ministérielle du 8 janvier 1908 modifiant la composition de la compagnie de chemin de fer et du régiment du génie.	»	1
	51	78

vistes, au nombre de 78, du rang d'adjudant sous-officier, de sergent-major, de premier sergent et de sergent.

La date à laquelle la nouvelle organisation entrera en vigueur sera fixée ultérieurement.

Le Ministre de la Guerre,

(*Signé*) : A. Cousebant d'Alkemade.

Soit 78 — 51 = 27 hommes en moins.

Depuis 1902, l'effectif des unités entre lesquelles se répartissent les effectifs de paix *n'a plus subi* d'autres modifications.

Au point de vue essentiellement organique, la *compagnie*, pour l'infanterie, l'*escadron*, pour la cavalerie, et la *batterie*, pour l'artillerie constituent les *unités organiques* fondamentales de ces armes.

D'une façon générale, l'*unité tactique* inférieure est la *compagnie*, l'*escadron* ou la *batterie*.

Question de M. Mélot.

Le nombre des officiers a-t-il augmenté depuis 1900 *et de combien?*

Réponse.

Depuis 1900, seul le nombre des officiers du génie a été augmenté (par suite de la mise du casernement de la gendarmerie à charge de l'État, loi du 28 juin 1899).

En 1900, ce nombre était fixé comme suit :

	État-Major.		Troupes (Régiment et compagnies spéciales.)	
Colonels	4	52	1	94
Lieutenants-colonels .	7		1	
Majors	7		4	
Officiers subalternes .	34		88	

Total général. . . 146.

La loi du 11 mai 1904 (*Moniteur* du 12 mai 1904, p. 2324) a fixé ces chiffres comme suit :

	État-Major.		Troupes (Régiment et compagnies spéciales).	
Colonels	4	65	1	99
Lieutenants-colonels .	8		1	
Majors.	9		5	
Officiers subalternes .	44		92	

Total général. . . 164

D'où une augmentation de *18* officiers.

A ces 18 officiers, il y a lieu d'ajouter le capitaine en premier quartier-maître et le capitaine en second administrateur d'habillement de la gendarmerie, qui figurent actuellement dans les tableaux organiques de l'armée sur le pied de paix. (Arrêté royal du 24 novembre 1902, n° 14353.)

Avant 1902, ces deux officiers étaient portés au budget de la gendarmerie.

Le nombre total d'officiers de l'armée qui, en 1900, s'élevait à 3,407, est donc actuellement de 3,427.

B. — RÉPARTITION DES CLASSES DE MILICE DANS L'ARMÉE ACTIVE ET LA RÉSERVE.

Question de M. Hymans.

De combien de classes de milice se composent :
1° Les bataillons actifs ;
2° Les bataillons de réserve de l'armée de campagne ;
3° Les bataillons de forteresse ?
Quel serait l'effectif restant en hommes valides dans les dépôts ?

Réponse.

En 1902, le Département de la Guerre a escompté pouvoir constituer, *en principe,* les bataillons de la manière suivante :

Bataillons actifs. — Six plus jeunes classes de milice, y compris les volontaires de carrière en congé illimité, rattachés à ces classes.

Bataillons de réserve. — 7e et 8e classes, y compris les volontaires de carrière en congé illimité, rattachés à ces classes.

Bataillons de forteresse. — 9e, 10e, 11e, 12e et 13e classes, y compris les volontaires de carrière en congé illimité, rattachés à ces classes.

Pour les cas où ce desideratum n'aurait pas été réalisé, le Département de la Guerre a prescrit de compléter les unités actives d'abord, les unités de réserve ensuite, enfin, les unités de forteresse.

A la date du 1er octobre 1908, les bataillons complétés à l'effectif de guerre (1046 hommes) étaient composés comme suit (*déchets de mobilisation non déduits*) :

Bataillons actifs. — Les sept premières classes de milice, dont les recrues de 1908.

En chiffres ronds, la classe de 1908 comportait, pour chacun des régiments de ligne, de chasseurs à pied et de grenadiers, environ 400 à 460 hommes, dont 37 à 70, ayant devancé l'appel de leur classe, avaient terminé leur première période d'instruction, et auraient, au besoin, pu prendre place dans les unités mobilisées. Quant aux autres militaires de cette classe, en cas de mise sur pied de guerre de l'armée, survenant entre octobre et mai, ils auraient été versés aux dépôts pour y recevoir un complément d'instruction. De ce fait, les bataillons actifs auraient éprouvé un déchet correspondant, soit pour l'ensemble des bataillons actifs une perte de 7,182 hommes.

Bataillons de réserve. — Les 8e, 9e et 10e classes (1).

---

(1) D'après l'article 2 de la loi sur la milice, les 11e, 12e et 13e classes de milice ne peuvent être utilisées que dans les forteresses et dans les services auxiliaires.

Bataillons de forteresse. — Les 11e, 12e et 13e classes.

Ainsi formés, ces bataillons n'eussent présenté qu'un effectif moyen de 680 hommes environ.

Dans ces conditions, pour rendre possible le fonctionnement régulier des dépôts en cas de guerre, il faudrait prélever sur les bataillons des trois catégories un certain nombre d'hommes valides.

C. — SOLDE ET TRAITEMENTS. — RÉMUNÉRATION.

I. - Solde et traitements.

Question de M. Hoÿois.

Prière à M. le Ministre d'indiquer par régiment :

a) *Quels changements — chiffres — ont été apportés, depuis* 1902, *respectivement aux soldes et traitements des cadres et des officiers ;*

b) *En vertu de quelles décisions de la Législature ;*

c) *Et quels changements aux postes des budgets ont été apportés, en suite de ces changements apportés aux dits traitements et soldes ?*

Réponse.

a) Les changements apportés depuis 1902 aux soldes des troupes et des officiers sont renseignés pour les diverses armes dans les tableaux ci-joints.

Tableau n° 1 pour la solde journalière.

Tableau n° 2 pour le traitement.

N. B. — Il y a lieu de rappeler :

1° Que l'unification n'a pas été complète, en ce sens que les *soldats* des armes où le service est le plus long ont conservé une solde plus forte ;

2° Que tous les militaires qui étaient sous les drapeaux au moment où l'arrêté royal d'unification a paru conservent l'ancienne solde tant qu'ils restent dans la même situation.

De plus, on a supprimé toutes les retenues auxquelles les militaires étaient très souvent soumis autrefois, pour les motifs suivants : dette trop forte à la masse d'habillement; dégradations aux literies, à l'armement ; dégradations au casernement, comme conséquence de certaines punitions graves.

b) Ces modifications dans les traitements et les soldes ont été réglées par les arrêtés royaux du 24 et du 25 août 1906, du 9 août 1907 et du 26 septembre 1907.

Ces mesures ont reçu l'approbation de la Législature, qui a notamment voté les amendements présentés à ce sujet par le Gouvernement.

Consulter à ce sujet :

1° Le rapport de la section centrale pour le projet de budget de 1907. (Document parlementaire n° 178, séance du 27 juin 1907), pp. 18, 19, 20 ;

2° L'amendement au budget de l'exercice 1907, présenté par le Gouvernement. (Document parlementaire n° 200, séance du 17 juillet 1907) ;

3° Le rapport de la Commission chargée d'examiner le projet de loi contenant le budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1907. (Document parlementaire n° 83, séance du 30 juillet 1907);

4° La note préliminaire du projet de budget pour l'exercice 1908, pages 4 et 5.

c) 1° La reprise par l'État de l'habillement de la troupe a permis l'unification des soldes selon la durée du temps de service. De ce fait, notamment les postes du budget relatifs à la solde des sous-officiers, caporaux et soldats ont été diminués de fr. 550,827.20.

2° Les postes du budget relatifs au traitement des officiers ont été augmentés de fr. 662,525.

Solde journalière allouée aux sous-officiers, caporaux et soldats. (Arrêté royal du 25 août 1906, n° 15527. Idem du 9 août 1907, n° 15953.)

GRADES.	Montant de la solde journalière due aux militaires		OBSERVATIONS.
	continuant à bénéficier de l'ancien régime.	placés sous le nouveau régime	
Adjudant sous-officier	2 70		
Trompette-major de cavalerie			
Premier sergent-major ou premier maréchal des logis chef (adjudant de batterie) et militaires de ce grade. — Infanterie, génie, artillerie de forteresse et compagnie d'armuriers et d'artificiers	2 16	2 16	
Premier sergent-major ou premier maréchal des logis chef (adjudant de batterie) et militaires de ce grade. — Compagnie d'ouvriers	2 72		
Premier sergent-major ou premier maréchal des logis chef (adjudant de batterie) et militaires de ce grade. — Cavalerie, train et artillerie de campagne	2 45		
Premier sergent-major ou premier maréchal des logis chef (adjudant de batterie) et militaires de ce grade. — Bataillon d'administration (sergent-major de 1re classe)	1 98		
Sergent-major ou maréchal des logis chef et militaires de ce grade.			
Infanterie, service judiciaire, secrétaire archiviste	1 93	1.93	
Cavalerie et artillerie de campagne	2 35		
Train	2 33		
Génie, artillerie de forteresse et compagnie d'armuriers et d'artificiers	2 06		
Compagnie d'ouvriers	2.62		
Bataillon d'administration (sergent-major de 2e classe)	1.75	1.75	
Artificier — 2e et 4e régiments d'artillerie	2.35	1.93	
Artificier — 1er et 3e régiments d'artillerie et artillerie de forteresse	2.29		
Trompette-major d'artillerie	1.93		
Maître-armurier — Infanterie	1.93		
Maître-armurier — Génie	2.06		
Maître-armurier — Cavalerie	2.35		
Premier-sergent, premier maréchal-des-logis et militaires de ce grade.			
Infanterie, service judiciaire et secrétaires archivistes	1.57	1.57	
Génie	1.86		
Cavalerie	1.85		
Train	1.83		
Bataillon d'administration (sergent de 1re classe; portier, cuisinier et tisanier de 1re classe). — Section des subsistances	1.83 / 1.70 (1)		(1) Solde fixée par arrêté royal du 11 janvier 1850.
Bataillon d'administration (sergent de 1re classe; portier, cuisinier et tisanier de 1re classe). — Section des hôpitaux	1.39		

GRADES.	Montant de la solde journalière due aux militaires		OBSERVATIONS.
	continuant à bénéficier de l'ancien régime.	placés sous le nouveau régime	
Premier sergent-clairon. Infanterie	1.70	1.57	
Premier sergent-clairon. Génie	1.99		
Sergent ou maréchal des logis fourrier et militaires de ce grade.			
Infanterie, service judiciaire et secrétaire-archiviste	1.42		
Génie	1.71		
Cavalerie et artillerie de campagne	1.70	1.24	
Artillerie de forteresse et compagnie d'armuriers et d'artificiers	1.54		
Compagnies d'ouvriers	1.95		
Train	1.68		
Bataillon d'administration (sergent de 2me classe; portier, cuisinier et tisanier de 2me classe. Section des subsistances	1.42	1.42	
Bataillon d'administration (sergent de 2me classe; portier, cuisinier et tisanier de 2me classe. Section des hôpitaux	1.24		
Sergent-clairon. Infanterie	1.70		
Sergent-clairon. Génie	1.99		
Maître-armurier. Infanterie	1.42		
Maître-armurier. Génie	1.71		
Maître-armurier. Artillerie de campagne et de forteresse et train	1.54	1.24	
Maître-armurier. Cavalerie	1.70		
Maître-ouvrier tailleur, bottier ou cordonnier	1.42		
Garde-magasin de l'artillerie de campagne et du train	1.54		
Sergent du génie ff. d'adjoint du génie	1.71		
Élève à l'école militaire	1.42		
Auxiliaire du service des secours	1.42		Pendant les manœuvres seulement.
Maréchal-ferrant	0.75		
Caporal ou brigadier et militaires de ce grade.			
Génie, artillerie de forteresse et compagnie d'armuriers et d'artificiers	0.65		
Cavalerie	0.64		
Compagnie d'ouvriers	0.75		
Train et artillerie de campagne	0.66	0.52	
Régiment des grenadiers; corps de discipline et de correction; école des pupilles	0.54		
Autres régiments d'infanterie	0.52		
Bataillon d'administration. Section des subsistances	0.92		
Bataillon d'administration. Id. hôpitaux	0.67	0.34	

GRADES.	Montant de la solde journalière due aux militaires		OBSERVATIONS.
	continuant à bénéficier de l'ancien régime.	placés sous le nouveau régime.	
Élève à l'école militaire ou à l'école des cadets	0.52		
Caporal clairon. Infanterie	0.70		
Caporal clairon. Génie	0.85	0.52	
Brigadier à pied de l'artillerie	0.65		
Aspirant du service des secours	0.52		Pendant les manœuvres seulement.
Maréchal-ferrant	0.55		
Trompette-brigadier. Artillerie	1.25	0.68	
Trompette-brigadier. Cavalerie		1.08	
Trompette-brigadier. Train		0.68	
Premier ouvrier tailleur, bottier ou cordonnier	0.40		
Soldat de 1re classe.			
Régiment des grenadiers	0.33		
Autres régiments d'infanterie	0.31		
Génie, artillerie de forteresse et compagnie d'armuriers et d'artificiers	0.45	0.31	
Compagnie d'ouvriers	0.65		
Bataillon d'administration. Section des subsistances	0.67		
Bataillon d'administration. Id. hôpitaux.	0.47	0.13	
Train et batteries à cheval	0.49		
Batteries montées. Canonnier	0.45	0.36	
Batteries montées. Conducteur	0.49		
Cavalerie	0.45		
Soldat de 2e classe.			
Grenadier, école des pupilles, génie, artillerie de forteresse et compagnie d'armuriers et d'artificiers	0.33		
Autres régiments d'infanterie et fusilier du régiment des grenadiers	0.28	0.28	
Compagnie d'ouvriers	0.45		
Bataillon d'administration. Section des subsistances.	0.62		
Bataillon d'administration. Id. hôpitaux.	0.42	0.10	
Élève à l'école militaire ou à l'école des cadets	0.28	0.28	
Train et batteries à cheval	0.44		
Batteries montées. Canonnier	0.33	0.33	
Batteries montées. Conducteur	0.44		
Cavalerie	0.42		
Maréchal-ferrant	0.50		

GRADES.		Montant de la solde journalière due aux militaires continuant à bénéficier de l'ancien régime.	Montant de la solde journalière due aux militaires placés sous le nouveau régime.	OBSERVATIONS.
Clairon	Grenadiers, pupilles (école), discipline et correction, autres régiments d'infanterie	0.43		
	Génie	0.52		
Trompette	Cavalerie	1.05	0,90	
	Artillerie de campagne	1.05	0.50	
	Artillerie de forteresse et compagnie d'armuriers et d'artificiers.	1.00		
	Train	1.03		
Ouvrier : sellier, ajusteur, charron, forgeron et charpentier.	Batteries à cheval	0.60	0,50	
	Train, artillerie de campagne et de forteresse	0.54		
Pupille de l'armée		0.36		
Correctionnaire et disciplinaire	employé aux travaux	0.26	0.28	
	non —	0.21	0.23	
Milicien de la nouvelle levée ou remplaçant renvoyé à l'examen du conseil de revision : candidat volontaire avec prime		0.28		

Augmentation de traitement des officiers subalternes.

Conséquences des arrêtés royaux du 24 août 1906 et du 26 septembre 1907.

GRADES			Traitement ancien.	Traitement unifié.	Supplément de traitement aux officiers montés.	Nouveau traitement intégral.
Capne comt	monté		5100	4600	600	5200
	non monté		4300			4600
Capne en s-cond	monté	de 1re classe	4400	3700	600	4300
		de 2e classe	4000			
	non monté	de 1re classe	3650			3700
		de 2e classe	3350			
Lieutenant	monté		3250	2900	600	3300
	non monté		2650			2900
Sous-lieut	monté		2950	2500	600	3100
	non monté		2500			2500

N. B. — Il est alloué un supplément de traitement de 200 francs par an aux officiers subalternes de l'artillerie et du génie, ainsi qu'aux élèves sous-lieutenants de l'école militaire qui font le service dans l'artillerie de forteresse et le génie, en attendant leur admission définitive dans ces armes.

II. — Rémunération des miliciens et des volontaires.

Question de M. Segers.

Prière de bien vouloir dresser le tableau comparatif des montants de la rémunération et des modes de paiement de cette rémunération :

a) *Pour les miliciens ;*

b) *Pour les volontaires de chaque catégorie, avant l'application de la loi de* 1902 *et depuis l'application de cette loi.*

1. Tableau comparatif des montants de la rémunération

Avant la loi du 21 mars 1902

Application de la loi sur la rémunération en matière de milice avant la loi de 1902.

A. Miliciens. — D'après la loi du 26 juin 1896, l'indemnité était fixée uniformément pour toutes les armes à 30 francs par mois. Cette indemnité se divisait en deux parts : une moitié attribuée au milicien et versée en son nom à la Caisse générale d'épargne, et l'autre moitié aux personnes désignées à l'article 2 de la loi du 5 avril 1875 (père, mère ou au survivant ; à défaut des père et mère, aux ascendants ou au survivant ; à la femme du milicien s'il est marié). En cas de non-existence des ayants droits cette susdite partie de l'indemnité n'était pas liquidée.

L'indemnité était également allouée à raison des services accomplis dans les cas prévus par l'article 87 de la loi sur la milice. Si l'homme rappelé était père de famille, l'indemnité était augmentée de cinquante centimes par jour et par enfant, sans que l'augmentation pût dépasser un franc par jour.

Les sommes revenant au militaire et versées en son nom à la Caisse générale d'épargne ne pouvaient être retirées que cinq ans après la durée de leur service actif normal, sauf les exceptions autorisées par le Gouvernement (mariage, entreprise de commerce, maladie et indigence).

B. Volontaires. — Les volontaires du contingent et les volontaires comptés numériquement dans le contingent avaient l'indemnité prévue pour les miliciens et dans les mêmes conditions.

Les volontaires de carrière et les militaires rengagés ne recevaient aucune rémunération.

et des modes de payement de cette rémunération.

Depuis la loi du 21 mars 1902.

Application de la loi sur la rémunération en matière de milice après la loi de 1902.

A. Miliciens. — Depuis la loi de 1902, l'indemnité de rémunération est fixée comme suit :
25 francs pour les troupes à pied ;
30 francs pour les troupes montées.

Sur cette indemnité il est fait un prélèvement de 15 francs par mois, lequel est payé aux personnes visées à l'article 2 de la loi du 5 avril 1875.

A défaut des personnes désignées par l'article 2 de la loi du 5 avril 1875, le prélèvement prévu par le paragraphe 3 du présent article pourra, à la demande écrite du militaire, être opéré au profit de ses frères ou sœurs âgés de moins de 18 ans ou au profit de la personne désignée dans cette demande, qui aurait recueilli le militaire ou aurait pris soin de lui pendant cinq ans au moins.

L'indemnité est également allouée à raison des services accomplis dans les cas prévus par l'article 87 de la loi sur la milice. Si l'homme rappelé est père de famille, l'indemnité est augmentée de cinquante centimes par jour et par enfant, sans que l'augmentation puisse dépasser un franc par jour.

N. B. — Les volontaires comptés numériquement dans le contingent n'existent plus depuis la mise en vigueur de la loi du 21 mars 1902.

B. Volontaires. — La loi de 1902 accorde la rémunération aux volontaires du contingent au taux de 30 francs par mois quelle que soit l'arme à laquelle ils appartiennent; elle est liquidée de la même manière que celle des miliciens.

Les volontaires de carrière ont droit, à partir de l'âge de 18 ans à l'indemnité de rémunération de 35 francs par mois, sur laquelle il est fait un prélèvement de 15 francs au profit des personnes désignées à l'article 2 de la loi du 5 avril 1875; 5 francs sont payés mensuellement en mains des volontaires ; le restant soit 15 francs est versé à la Caisse générale d'épargne.

Les rengagés non gradés sont rémunérés au taux de 35 francs par mois.
— caporaux ou brigadiers — 40 —
— sous-officiers — 50 —

Cette indemnité revient tout entière aux intéressés et elle se subdivise en deux parts; voir tableau ci-après :

SUBDIVISION DE L'INDEMNITÉ	Soldats célibataires.	Soldats mariés.	Caporaux ou brigadiers célibataires.	Caporaux ou brigadiers mariés.	Sous-officiers célibataires.	Sous-officiers mariés.	*Observations.*
En mains	10	25	10	30	10	40	
Caisse d'épargne	25	10	30	10	40	10	

La part de l'indemnité versée à la Caisse générale d'épargne pour les volontaires de carrière et les rengagés peut être retirée savoir :

Pour les volontaires de carrière, 3 ans après l'expiration du service actif normal.

Pour les rengagés, 2 ans après l'expiration du dernier rengagement.

Par dérogation à la règle ci-dessus, elle peut être retirée partiellement ou totalement et par anticipation dans les cas suivants :

a) pour subvenir aux frais d'un mariage ou d'un premier établissement le retrait pourra être autorisé, s'il y a lieu en prévision du mariage ou de l'établissement précité.

b) en cas de maladie ou d'infirmité empêchant l'intéressé de pourvoir à sa subsistance.

c) si l'intéressé se trouve momentanément dans le besoin, notamment lors de son envoi en congé illimité.

d) pour permettre à l'intéressé d'effectuer des versements à la Caisse de retraite sous la garantie de l'Etat.

e) s'il s'agit d'un rengagé au service actif, pour venir en aide à sa famille; pour subvenir, s'il est marié, à de lourdes charges de ménage.

C. Montant et mode de payement de la rémunération des volontaires avec prime.

Régime antérieur à 1902.

Sous le régime antérieur à la loi de milice de 1902, la rémunération des volontaires avec prime était fixée à 1,600 francs pour toutes les armes, plus une haute-paie de dix centimes par jour de présence.

La prime de 1,600 francs était liquidée de la manière suivante :

Lors de l'homologation, 1re avance . . . . (Cette somme est inscrite dans un livret d'épargne.)	300	francs.
Lors de l'envoi en congé illimité	500	—
Lors de la libération (expiration 8e année) . .	550	—
Au moment du congédiement (10e année) . .	250	—
Soit . . .	1,600	francs.

Régime de 1902 à 1906.

A partir du 2 octobre 1902, la rémunération des volontaires avec prime varie suivant les armes; elle est de :

1,700 francs dans la cavalerie et l'artillerie à cheval;

1,600 francs pour l'artillerie montée et le train;

1,550 francs pour le bataillon d'administration;

1,525 francs pour l'artillerie de forteresse et les compagnies spéciales d'artillerie et du génie;

1,500 francs pour l'infanterie.

D'autre part, la haute-paie de 10 centimes par jour est supprimée.

La prime d'engagement est payable comme suit :

1° Lors de l'homologation de l'engagement :

400 francs dans la cavalerie et dans l'artillerie à cheval;

300 francs dans l'artillerie montée ou dans le train;

250 francs dans le bataillon d'administration ;

225 francs dans l'artillerie de forteresse, dans les compagnies spéciales d'artillerie ou dans le génie;

200 francs dans l'infanterie.

2° Après le 30 septembre 1904 (expiration de l'année de service prenant cours le 1er octobre 1903), et après l'accomplissement de chacune des années suivantes du terme de milice, cent francs.

La première avance était inscrite dans un livret d'épargne.

Ces dispositions restent en vigueur pour les années 1903-1904, 1904-1905, 1905-1906.

Régime de 1906 à 1907.

L'arrêté royal du 22 septembre 1906 apporte les modifications ci-après :

La rémunération est fixée à 1,600 francs, quelle que soit l'arme dans laquelle sert le volontaire;

Une prime complémentaire de dix francs par mois de service actif est allouée.

La prime de 1,600 francs est payable comme suit :

1° lors de l'homologation, 300 francs;

2° après le 30 septembre 1908 (expiration de l'année de service prenant cours le 1er octobre 1907), et après l'accomplissement de chacune des années suivantes du terme de milice, 100 francs.

Régime de 1907 à 1908.

Par l'arrêté royal du 26 septembre 1907, la prime d'engagement est portée de 1,600 à 1,800 francs.

Elle est liquidée de la manière suivante :

1° lors de l'homologation, 300 francs ;

2° dans le mois qui suit l'envoi en congé illimité, 500 francs, si le volontaire avec prime sert dans la cavalerie ou dans l'artillerie à cheval; 400 francs. s'il appartient à une autre arme, et

3° le reliquat par acomptes successifs de cent francs, payables après l'accomplissement de chaque année du terme de milice. — La prime complémentaire continué à être allouée.

Ces dernières dispositions sont en vigueur pour l'exercice courant.

D. — HOMMES DISTRAITS DU RANG.

Question de M. Hoyois.

Prière à M. le Ministre d'indiquer par régiment toutes les raisons pour lesquelles les hommes sont distraits du rang, toute ou partie de la journée, pour se livrer à des occupations ne constituant pas le service militaire proprement dit, par exemple pour faire la cuisine, à titre d'ordonnances des officiers, etc., etc.

Réponse.

L'arrêté royal n° 14315 en date du 30 septembre 1902, pris en exécution du litt. N de l'article 100 de la loi sur la milice, et publié au *Moniteur* du 29 octobre 1902, détermine, sous forme de tableaux, la nature des emplois dans les corps de troupe de l'armée qui sont confiés à des militaires ayant accompli la durée du service actif exigé d'eux par la loi.

Cet arrêté, ainsi que l'instruction qui en règle l'application, figurent sous le 1° dans les brochures ci-jointes.

Question de M. Hoyois.

Prière à M. le Ministre d'indiquer par régiment le nombre des hommes ainsi distraits du service militaire proprement dit.

Réponse.

Ci-dessous un état indiquant numériquement, par corps, à la date du 30 septembre 1908, le nombre de militaires de rang inférieur préposés aux services en question, d'après les derniers relevés fournis à la fin de chaque année de milice.

DÉSIGNATION DES CORPS.	SOUS-OFFICIERS.	CAPORAUX ou BRIGADIERS.	SOLDATS.	TOTAUX.	*Observations.*
1er régiment de ligne . .	3	3	65	71	
2e —	3	1	68	72	
3e —	3	3	59	65	
4e —	1	2	63	66	
5e —	1	1	62	64	
6e —	»	3	69	72	
7e —	1	1	48	50	
8e —	1	4	58	63	
9e —	2	1	74	77	
10e —	2	2	63	67	
11e —	1	5	75	81	
12e —	»	3	64	67	
13e —	4	2	65	71	
14e —	4	2	66	72	
1er chasseurs à pied . . .	1	4	61	66	
2e —	1	2	66	69	
3e —	»	2	62	64	
Carabiniers	6	1	109	116	
Grenadiers	2	2	65	69	
Bataillon d'administration .	»	»	22	22	
Corps de correction. . .	3	3	»	6	
1er chasseurs à cheval . . .	»	3	63	66	
2e —	»	4	94	98	
1er guides	»	4	90	94	
2e —	1	2	89	92	
1er lanciers	3	1	68	72	
2e —	1	3	85	89	
3e —	»	3	77	80	
4e —	1	4	90	95	
1er d'artillerie	»	2	88	90	
2e —	3	3	106	112	
3e —	2	5	107	114	
4e —	1	6	104	111	
Artillerie forteresse d'Anvers	20	9	127	156	
— de Liége.	5	1	55.	61	
— de Namur	1	3	37	41	
Compagnie d'artificiers . .	»	»	5	5	
— d'ouvriers. . .	»	»	1	1	
— d'armuriers . .	»	»	1	1	
Génie	4	2	68	74	
Compagnie de télégraphistes	»	»	7	7	
— de torpilleurs et artificiers	1	»	10	11	
Compagnie de chemin de fer	»	»	3	3	
— de pontonniers.	1	1	15	17	
— d'ouvriers et d'aérostiers.	»	»	4	4	
Train.	5	4	54	63	
Totaux . . .	88	107	2,732	2,927	

QUESTION DE M. HOYOIS.

Prière également d'indiquer par régiment le nombre des hommes distraits du service militaire proprement dit pour des services de gardes, avec indication précise de ces gardes.

RÉPONSE.

Le service de garde, qui constitue une des branches de l'instruction technique et, partant, une excellente préparation au service en campagne, est réglé journellement, dans chaque place, par les soins de l'autorité territoriale ; toutes les troupes de la garnison y concourent proportionnellement à leurs effectifs.

Il n'est donc pas possible d'indiquer, par régiment, le nombre d'hommes qui, par ce fait, ne participent pas aux exercices du régiment, le nombre d'hommes de garde à fournir par les corps étant variable.

Ci-dessous un

TABLEAU donnant le relevé journalier des troupes participant au service de garde — gardes de police comprises — dans toutes les garnisons du pays, au 15 janvier 1909.

PLACES.	ARMES.	Sous-officiers caporaux, clairons et soldats.	*Observations.*
Gand.	Infanterie . .	45	
	Artillerie . .	11	
	Cavalerie . .	6	
Termonde	Infanterie . .	24	
	Artillerie . .	3	
Audenarde	Infanterie . .	1	
	Cavalerie . .	9	
Alost.	Infanterie . .	5	
Saint-Nicolas	Infanterie . .	6	
Beveren-Waes	Cavalerie . .	5	
Bruges	Infanterie . .	13	
	Cavalerie . .	7	
Ostende	Infanterie . .	24	
Ypres	Infanterie . .	6	
	Cavalerie . .	7	
Menin	Infanterie . .	3	
Courtrai	Infanterie . .	1	
Anvers	Infanterie . .	492	
	Artillerie . .	123	
	Génie . . .	41	
	A reporter	750	

PLACES.	ARMES.	Sous-officiers, caporaux, clairons et soldats.	*Observations.*
Malines	Infanterie	4	
	Artillerie	13	
Lierre	Infanterie	5	
	Artillerie	8	
Contich	Infanterie	6	
Saint-Bernard	Infanterie	6	
Brasschaet	Artillerie	25	
Merxplas	Infanterie	28	
Liége	Infanterie	19	
	Cavalerie	7	
	Génie	6	
	Artillerie	77	
Verviers	Infanterie	6	
Huy	Infanterie	1	
	Artillerie	1	
Arlon	Infanterie	6	
Bouillon	Infanterie	2	
Hasselt	Infanterie	12	
Camp de Beverloo	Infanterie	28	
	Train	4	
Bruxelles	Infanterie	105	
	Cavalerie	18	
	Artillerie	12	
	Train	5	
Lacken	Infanterie	63	
	Cavalerie	5	
Louvain	Infanterie	21	
	Artillerie	55	
Diest	Infanterie	13	
Tirlemont	Artillerie	6	
Vilvorde	Infanterie	20	
Wavre	Infanterie	3	
Nivelles	Infanterie	1	
Mons	Infanterie	23	
	Cavalerie	16	
Tournai	Infanterie	13	
	Cavalerie	6	
Charleroi	Infanterie	13	
Ath	Infanterie	5	
Namur	Infanterie	25	
	Cavalerie	6	
	Artillerie	45	
	Génie	5	
	Total	1,280	

QUESTION DE M. HOÏOIS.

Comment se fait-il que les chiffres indiqués par certains témoins entendus par la Commission, comme étant ceux des hommes de leur régiment distraits pour services spéciaux à Laeken, c'est-à-dire pour des raisons ne tenant en rien à l'accomplissement du service militaire proprement dit, ne semblent pas figurer dans les tableaux fournis par M. le Ministre de la Guerre en réponse à une question posée le 16 avril par M. Hoyois? S'ils y figurent, à quel endroit exactement de ces tableaux, et combien d'hommes représentent-ils ?

RÉPONSE.

Le tableau donnant le relevé journalier des troupes participant au service de garde — remis en réponse à une question posée par M. Hoyois, le 16 avril — accuse 63 sous-officiers, caporaux et soldats d'infanterie de garde journellement à Laeken (domaine royal).

Ces gardes sont fournies par le régiment des grenadiers, dont un détachement tient garnison dans cette résidence. Si l'on compte que chaque homme doit avoir au moins trois nuits de repos, on conçoit, sans peine, que l'effectif du détachement doit comprendre au minimum $4 \times 63 = 252$ troupes, chiffre auquel il faut ajouter une certaine réserve pour parer aux imprévus, manquants, malades, etc., et assurer les divers services accessoires dans le détachement.

Il est à remarquer que les hommes du détachement de Laeken ne sont exonérés d'aucun service militaire proprement dit : le personnel disponible assiste journellement à des exercices, à des théories, etc., au même titre qu'un bataillon détaché de l'état-major de son régiment.

Ces hommes ne devaient donc pas figurer dans le tableau réclamé par M. Hoyois le 16 avril 1909.

A ce jour, l'effectif en troupes d'infanterie du détachement de Laeken s'élève à 288 hommes.

E. — LA CAISSE DE REMPLACEMENT.

QUESTION DE M. MÉLOT.

Quel est le règlement d'administration de la Caisse de remplacement ?

RÉPONSE.

Le règlement organique de la Caisse de remplacement est contenu dans divers arrêtés royaux pris en exécution de l'article 77 de la loi sur la milice du 3 juin 1870. Ci-joint copie des dispositions qui sont encore en vigueur :

Arrêté royal du 10 novembre 1870, n° 1903.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Vu l'article 77 de la loi sur la milice du 3 juin 1870, ainsi conçu :

« Le Département de la Guerre est autorisé à faire des remplacements en dehors des prescriptions énoncées aux articles précédents ;

» Un arrêté royal détermine le mode et les conditions de ces remplacements et organise la Caisse dans laquelle les fonds qui en proviendront seront versés. »

. . . . . .

Art. 21. — La Caisse de remplacement par le Département de la Guerre est substituée, à dater du 1er janvier 1871, à la Caisse spéciale de pensions, instituée par l'arrêté royal du 3 septembre 1848.

Son avoir se compose :

1° De l'avoir de ladite Caisse spéciale de pensions, dont elle remplira les obligations ;

2° Des sommes payées par les miliciens que le Département de la Guerre aura fait remplacer ;

3° Des intérêts produits par les sommes à payer aux volontaires avec prime lors de l'expiration de leur engagement.

Art. 22. — Cet avoir est placé en rentes sur l'État et les placements sont faits au nom de la Caisse de remplacement.

Les intérêts des capitaux, également inscrits à son nom, lui sont portés en compte par l'administration du Trésor.

Art. 23. — L'administration de cette Caisse est remise à un conseil nommé par Nous.

Art. 24. — Un règlement spécial détermine les fonctions de ce conseil, ainsi que le mode d'administration de la Caisse.

Arrêté royal du 20 novembre 1870, n° 1930.

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Vu l'article 77 de la loi de milice du 3 juin 1870 ;

Vu les articles 21, 22, 23 et 24 de notre arrêté du 10 novembre 1870, n° 1903 ;

Sur la proposition de nos Ministres de la Guerre et des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1er. — Un conseil nommé par Nous administre la Caisse de remplacement par le Département de la Guerre, conformément aux dispositions suivantes :

Art. 2. — Les sommes provenant du remplacement par le Département de la Guerre sont versées à la Caisse des receveurs de l'enregistrement.

Art. 3. — Ces recouvrements sont renseignés parmi les recettes pour compte de la Trésorerie, afin d'être centralisés dans les écritures du Département des Finances ; ils sont mis par le Ministre des Finances à la disposition de la Caisse de remplacement, sur la demande du Ministre de la Guerre.

Art. 4. — La comptabilité de la Caisse est établie au Ministère de la Guerre, sous la surveillance du Ministre.

Il est tenu :

a) Un état permanent des volontaires avec prime ayant des droits éventuels à la pension ;

b) Un registre où chaque volontaire avec prime a son compte courant établi par doit et avoir ;

c) Un compte général avec chaque corps ;

d) Un compte spécial des fonds de la Caisse qui permette d'en apprécier, en tout temps, la situation.

Art. 5. — Le directeur général de la Trésorerie ouvre un compte courant à la Caisse.

Tous les trois mois il transmet au Ministre de la Guerre un extrait de ce compte.

L'état trimestriel de la situation est remis au conseil, qui le vérifie et fait, s'il y a lieu, des observations.

Art. 6. — Le Ministre de la Guerre statue sur les placements qui lui sont proposés par le Conseil de la Caisse ; ils sont faits, au nom de la Caisse et par l'intermédiaire du Ministre des Finances, en rentes sur l'État. Toute inscription nominative de rente porte l'annotation suivante :

« La présente inscription ne peut être transférée qu'au vu d'un avis du » Conseil de la Caisse de remplacement par le Département de la Guerre. »

Art. 7. — Les intérêts des capitaux inscrits au nom de la Caisse lui sont portés en compte par l'administration de la Trésorerie.

Art. 8. — Le compte et le bilan de la Caisse sont dressés chaque année par le Conseil et arrêtés par le Ministre de la Guerre. Toutefois, le Conseil arrête le compte général tous les trois mois.

Art. 9. — Les sommes à payer aux volontaires avec prime et leur haute paie sont avancées pour la caisse par le conseil d'administration des corps.

Art. 10. — A la demande du Ministre de la Guerre, le Ministre des Finance, délivre des mandats au profit :

A) : Des conseils d'administration pour le remboursement des avances dont il est parlé à l'article 9 ;

B) : Des officiers de milice, pour les indemnités qui leur sont allouées ;

C) : Des parties versantes, en cas de remboursement du prix de remplacement ;

Le montant de ces mandats est porté, par le directeur général de la Trésorerie, aux debet de la Caisse.

Les mandats acquittés sont renvoyés au Département de la Guerre.

Art. 11. La pension annuelle et viagère de 200 francs due aux volontaires avec prime qui ont accompli deux termes libérant des miliciens, leur est accordée par arrêté royal, rendu sur le rapport du Ministre de la Guerre et d'après l'avis du conseil de la caisse.

Le volontaire pensionné indique à son chef de corps le chef-lieu d'arrondissement où il désire toucher sa pension, et celui-ci en informe le Département de la Guerre.

Si le pensionné change de résidence, il doit en donner connaissance au Département de la Guerre.

Art. 12. — Les pensions sont payées par l'intermédiaire de l'administration de la Trésorerie.

Le paiement a lieu sur des états collectifs dressés au ministère de la guerre. Ces états sont transmis aux agents du Trésor par l'administration de la Trésorerie, qui leur ouvre les crédits nécessaires.

Art. 13. — Les pensions prennent cours à dater du 1er du mois suivant l'expiration du dernier terme d'engagement. Elles sont acquittées intégralement pour tout mois commencé. Elles sont payées par trimestre, sur la production du certificat de vie délivré par le bourgmestre du lieu du domicile du pensionné.

Art. 14. — Indépendamment des attributions spéciales résultant du présent arrêté, le conseil émet son avis sur toutes les affaires relatives à l'administration de la Caisse qui lui sont soumises par le Ministre de la Guerre. Il lui fait telles propositions qu'il juge utiles aux intérêts de la Caisse.

Art. 15. — Lorsque le nombre de demandes de remplacement est trop considérable pour que le Département de la Guerre puisse satisfaire à toutes, le même conseil procède à un tirage au sort pour établir l'ordre de priorité des remplacements à effectuer. *Remplacé par l'art. 16 de l'arrêté royal du 4 octobre 1873.* (*Voir ci-après.*)

Art. 16. — Nos Ministres de la Guerre et de Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne l'exécution du présent arrêté.

Arrêté royal du 4 octobre 1873

Art. 16. — Chaque année, aussitôt que la position des miliciens qui auront effectué le versement exigé par l'article 64L de la loi du 18 septembre 1873 sera fixée, une commission nommée par Nous procédera publiquement au tirage au sort établissant l'ordre de priorité des remplacements.

Arrêté royal du 4 octobre 1873, *n°* 3160.

Art. 12. — Le Ministre de la Guerre établit provisoirement, dans les arrondissements administratifs où la chose est nécessaire, des officiers de milice autorisés à recevoir des engagements avec prime.

Question de M. Mélot.

Par qui la caisse de remplacement est-elle gérée?

Réponse.

Elle est administrée par un conseil de cinq membres, savoir :

Le général commandant la province de Brabant ;

Le directeur général de la 2e Dion Gle du Ministère de la Guerre ;

Le directeur général de la 6e Dion Gle ;

Le directeur du recrutement ;

Un sous-intendant secrétaire.

Ce conseil se réunit et arrête les comptes tous les trois mois et statue sur les placements qui sont à faire en rente sur l'État.

QUESTION DE M. MÉLOT.

La Caisse de remplacement est-elle sous le contrôle de la Cour des Comptes?

RÉPONSE.

Des comptes annuels sont remis au contrôle de la Cour des Comptes.

VII.

Questions diverses.

A. — LES STATISTIQUES DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE, ET LES STATISTIQUES RELATIVES AUX EFFECTIFS DE PAIX.

QUESTION DE M. POULLET.

Le rapport de la section centrale chargée d'examiner la proposition de l'honorable M. Snoy signale les divergences de chiffres qui existent entre les statistiques des effectifs de paix publiées par l'Annuaire statistique, celles fournies en annexe au budget de la guerre, etc.

RÉPONSE.

Le rapport de la section centrale relatif à la proposition tendant à constituer une commission d'enquête chargée de rechercher les résultats de la loi du 21 mars 1902, attire l'attention sur les différences qui existent entre les chiffres visant le pied de paix, donnés annuellement par le Département de la Guerre dans le budget, dans l'annuaire statistique, et les chiffres cités par le Ministre de la Guerre, dans la séance du 24 novembre 1908.

A la dernière page du budget figure, en effet, un tableau récapitulatif de l'effectif. Ce tableau est la reproduction de la dernière page de l'annexe à l'arrêté royal du 24 novembre 1902, portant organisation de l'armée sur le pied de paix, comme suite à la loi du 21 mars 1902, arrêté légèrement modifié par ceux du 4 juin 1904, du 5 janvier 1905, du 2 août 1905 et du 26 novembre 1907.

Comme le dit le rapport, il donne les effectifs organiques de l'armée en temps de paix. En dehors de l'élément troupes, il comporte *les civils militarisés et les civils ressortissant aux services de l'artillerie et du génie.* Il fait complètement abstraction de la gendarmerie.

L'annuaire statistique dans son tableau « effectif par catégorie des hommes en solde » ne comprend ni *les civils militarisés, ni les civils ressortissant aux services de l'artillerie et du génie, mais bien la gendarmerie.*

Les chiffres cités par le Ministre de la Guerre, le 24 novembre, comprennent *les civils militarisés, mais non les civils ressortissant aux services de l'artillerie et du génie, ni la gendarmerie.*

Une comparaison ne pouvant s'établir que pour autant qu'on envisage les mêmes élements, et l'effectif de paix de 42,800 hommes, entendu par la loi de 1902, étant constitué en dehors de 1,800 civils-militaires, par les troupes de l'armée proprement dite, ce ne sont évidemment que ces catégories qu'il faut faire entrer en ligne de compte.

Il y a donc lieu de déduire des chiffres de la page 5 du rapport, en ce qui concerne le budget, tous les civils; en ce qui concerne l'annuaire statistique, la gendarmerie;
et de ceux de la page 6, les civils militarisés.

On obtient ainsi :

A. *Pour les budgets :*

		Civils.		
En 1900. . .	45,075 —	188	= 44,887	hommes.
— 1901. . .	45,094 —	188	= 44,906	—
— 1902. . .	45,094 —	188	= 44,906	—

		Civils.	Civils-militaires.		
— 1903. . .	43,034 —	(188 +	1,800)	= 41,046	hommes.
— 1904. . .	43,064 —	(218 +	1,800)	= 41,046	—
— 1905. . .	43,064 —	(218 +	1,800)	= 41,046	—
— 1906. . .	43,064 —	(218 +	1,800)	= 41,046	—
— 1907. . .	43,063 —	(217 +	1,800)	= 41,046	—
— 1908. . .	43,057 —	(211 +	1,800)	= 41,046	—
— 1909. . .	43,061 —	(209 +	1,800)	= 41,052	—

B. *Pour l'annuaire statistique :*

		Gendarmerie.		
En 1900. . .	45.708 —	2,808	= 42,900	hommes.
— 1901. . .	45,730 —	2,838	= 42,892	—
— 1902. . .	44,220 —	2,990	= 41,230	—
— 1903. . .	44,665 —	3,020	= 41,045	—
— 1904. . .	43,451 —	3,069	= 40,382	—
— 1905. . .	41,526 —	3,101	= 38,425	—
— 1906. . .	40,950 —	3,165	= 37,785	—
— 1907. . .	39,315 —	3.203	= 36,113	—
— 1908 . .	39,008 —	3,298	= 35,710	—

C. — *Pour les chiffres cités par le Ministre de la Guerre, le 24 novembre* 1908 :

		Civils militarisés.		
En 1900. . . .	42,800 —	1,800	= 41,000	hommes.
En 1902-03 . .	42,730 —	447	= 42,283	—
En 1903-04 . .	41,878 —	900	= 40,978	—
En 1904-05 . .	39,924 —	1,217	= 38,707	—
En 1905-06 . .	39,540 —	1,266	= 38,274	—
En 1906-07 . .	37,875 —	1,285	= 36,590	—
En 1907-08 . .	36,807 —	1,308	= 35,499	—

A noter d'autre part que, pour les budgets et les annuaires statistiques, les chiffres sont ceux de l'année civile, commençant le 1er janvier et finissant le 31 décembre, tandis que ceux produits le 24 novembre se rapportent à l'année de milice, commençant le 1er octobre de l'année et finissant le 30 septembre de l'année suivante.

Les choses étant ainsi mises au point, voyons la portée des chiffres en présence, en comparant tout d'abord ceux du budget et ceux de l'annuaire statistique, qui tous deux se rapportent à *l'année civile*.

Les différences sont :

Années.	Budget.	Annuaire.	Différences.
1900	44,887	42,898	— 1,989
1901	44,906	42,892	— 2,014
1902	44,906	41,230	— 3,676
1903	41,046	41,645	+ 599
1904	41,016	40,382	— 614
1905	41,046	38,425	— 2,621
1906	41,046	37,785	— 3,261
1907	41,046	36,113	— 4,933
1908	41,047	35,710	— 5,337

Mais ces différences ne sont pas telles dans le calcul des crédits, attendu que, du chapitre VII, il est opéré des déductions du chef des hommes en petites permissions et dans les hôpitaux.

Les écarts existant pendant les exercices 1900, 1901, 1902 montrent que l'effectif organique d'alors, supérieur à l'effectif organique actuel, n'était pas atteint.

La loi de 1902 a ramené cet effectif organique à 42,800, chiffre de l'effectif réalisé pendant l'exercice 1900, et qu'elle a eu pour but de maintenir.

Pendant les années 1903 et 1904, on peut dire que l'effectif organique a été sensiblement atteint. Pendant ces années, la réduction du temps de service découlant de la nouvelle loi n'a donc guère eu d'influence.

A partir de cette période, c'est-à-dire à partir du moment où commencent à disparaître les classes soumises à l'ancien régime (durée de service plus longue), le déficit s'accroît de plus en plus.

Le budget s'établit l'année avant celle où il doit servir et se base en fait sur les résultats obtenus pendant le cours de l'année qui précède celle où on le dresse, c'est-à-dire pour 1905, par exemple, sur les données de l'exercice 1903 ; il est donc certain que, tout au moins jusqu'au budget de 1906, il n'y avait pas lieu, dans les prévisions, de tenir compte du fléchissement dans les effectifs en solde.

Certes, on aurait pu par la suite tenir compte de ce fait dans le calcul des crédits nécessaires, mais c'eût été préjuger d'une manière défavorable, ouvertement et publiquement, dès le début de son application réelle, les résultats de la loi de 1902.

Le Département de la Guerre a cru plus sage de continuer à espérer la réalisation de l'effectif prévu par cette loi.

Le budget constitue une prévision, alors que les chiffres de l'annuaire statistique sont établis à postériori.

En principe, les deux éléments ne peuvent donc concorder.

Passons maintenant à l'examen comparatif des chiffres des années civile et de milice et prenons par exemple l'année civile 1906 et l'année de milice 1905-1906.

Les chiffres restant en présence sont respectivement 37,785 et 38,274, se répartissant comme suit par catégorie.

Volontaires de carrière (1)	12,928			Volontaires de carrière en service normal	8,802
Volontaires du contingent	61	Soit 24,857 pour le contg.		Volontaires de carrière rengagés	3,767
Volontaires avec prime	3,414			Pupilles	446
Miliciens	21,320			Rappelés	830
Remplaçants	62			Rengagés des autres catégories	1,333
Total	37,785			Contingents	23,096
				Total	38,274

Dans les 24,857 hommes du contingent de l'année civile sont compris les rappelés et les rengagés des autres catégories.

Pour comparer le contingent dans les deux années il faut donc à 23,096 ajouter 830 + 1,338 = 2,163 hommes, ce qui donne 23,096 + 830 + 1,333 = 25,259.

L'écart est donc de 25,259 — 24,857 = 402 hommes en faveur du contingent de l'année de milice 1905-1906.

D'autre part, les deux années, chevauchant l'une sur l'autre, ont une période identique du 1er janvier au 30 septembre, durant laquelle les effectifs totaux doivent être et sont absolument concordants, ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

→ Année de milice-moyenne journalière 38,274 ←

1905			1906											
Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
33,190	40,635	41,163	39,556	37,812	37,632	37,222	36,851	36.723	36,939	41,754	39,812	32,514	36,535	40,074

→ période identique de 9 mois ←

→ Année civile, moyenne journalière 37,785 ←

Les écarts d'effectif entre les deux années portent donc sur le premier trimestre de l'année de milice (4e trimestre de l'année 1905) et le 4e trimestre de l'année civile 1906, et doivent justifier la différence de 402 hommes.

Mais si l'on décompose par catégories les effectifs totaux des mois du 4e trimestre de l'année 1905 et ceux du 4e trimestre de l'année 1906, on aura :

(1) Y compris les pupilles.

4e trimestre 1905.

	EFFECTIF MOYEN EN					
	Volontaires de carrière.	Volontaires du contingent	Volontaires avec prime.	Miliciens.	Remplaçants.	Totaux.
Octobre	13,159	77	3,349	16,546	59	33,190
Novembre . . .	13,170	81	3,482	23,859	63	40,655
Décembre . . .	13,000	76	3,507	24,508	72	41,163
		234	10,338	64,895	194	
			75,659			

4e trimestre 1906.

	EFFECTIF MOYEN EN					
	Volontaires de carrière.	Volontaires de contingent	Volontaires avec prime.	Miliciens.	Remplaçants.	Totaux.
Octobre	12,855	45	2 876	16,707	55	32,514
Novembre . . .	12,744	44	2,965	20,723	61	36,535
Décembre . . .	12,698	50	3,010	24,244	72	40,074
		137	8,849	61,674(1)	186	
			70,846			

C'est-à-dire que le poste contingent a dépassé pendant les trois derniers mois de l'année 1905 de 75,659 — 70,846 = 4,813 hommes celui des trois derniers mois de l'année 1906.

En répartissant cet écart sur les douze mois de l'année de milice, on trouvera $\frac{4,813}{12} = 401$, au lieu de 402 hommes, qu'il fallait justifier.

Un raisonnement identique justifierait l'écart apparent entre les autres années civiles et de milice.

Question de M. Segers.

L'effectif de paix pour 1908 est, d'après le budget, de 41,047 hommes et, d'après l'annuaire statistique, de 35,710 hommes. Le premier chiffre est celui de l'effectif organique établi par prévision, pour lequel est réclamé le crédit du budget. Le second est l'effectif des hommes en solde, c'est-à-dire les hommes réellement payés.

---

(1) L'écart entre le nombre total des miliciens des deux années provient de ce que la classe de l'année a été appelée sous les armes à des dates différentes.

Qu'a fait le Département de la Guerre du crédit voté et non affecté aux 5,337 hommes (différence entre l'effectif prévu et l'effectif payé)?

Plusieurs de ces hommes n'étaient-ils pas inscrits aux feuillets-matricules, mais portés comme absents aux tableaux journaliers?

Et combien d'entre eux étaient envoyés en congé par interruption de service, et pour combien de temps?

RÉPONSE.

L'effectif qui sert de point de départ pour la détermination du budget est, pour l'élément troupes, de 41,046.

Mais il y a lieu de remarquer immédiatement que des déductions sont opérées aux articles 10 à 14, relatifs à la solde (voir les annexes du projet du budget), et à l'article 24, relatif à la nourriture (voir les développements), pour tenir compte des hommes en petite permission ou à l'hôpital.

Ces déductions correspondent à un effectif moyen de 3,671. En sorte que le budget comprend la solde et la nourriture pour un effectif de 37,375.

L'effectif de 35,710 figurant à l'annuaire statistique ne représente pas l'ensemble des hommes réellement payés, comme l'indique le texte de la question ici posée, mais bien les hommes compris dans la catégorie des présents (présents à leur unité, en petite permission, à l'hôpital, détachés, disciplinaires, correctionnaires).

L'effectif soldé constaté en 1908 est de 33.243 (la différence, 37.375 — 33,243, soit 4,132, et non 5,337, représente, au regard du budget, le déficit de l'effectif soldé prévu).

Ainsi qu'il a été répondu, le 8 décembre dernier, à l'honorable M. Bertrand et plus tard à la section centrale chargée de l'examen du budget de la Guerre pour 1909, « grâce au disponible qui résulte du manquement de l'effectif de paix, on a pu s'abstenir jusqu'à présent de solliciter des majorations pour certains crédits insuffisants aux articles 10 à 14 et 24. C'est ainsi que le renchérissement progressif des denrées alimentaires et fourragères occasionnera, en 1908, une majoration de dépenses d'environ 1,100,000 francs pour le pain et la viande, et, pour les fourrages, de 325,000 francs. Les causes économiques de cette situation pouvant disparaître ou s'atténuer, on n'a pas provisoirement modifié les articles correspondants du budget. »

Mais le projet de budget de 1909 tiendra compte de la réalité des faits.

Dans l'effectif de l'annuaire statistique ne sont pas compris les hommes manquants, en jugement, detenus dans les prisons civiles, en congé de convalescence, en congé limité, en congé par interruption de service.

L'effectif de 35,710 pour l'année 1908 comprend un effectif de 21,090 miliciens.

Les miliciens sont envoyés en congé par interruption de service pour un temps qui varie suivant les différentes armes.

Pendant ce temps, ils ne sont et ne doivent évidemment pas être portés comme présents dans les chiffres de l'annuaire statistique.

Question de M. Hoÿois.

Pourquoi, ainsi que cela résulte d'une réponse faite à une question antérieure de M. Segers, « l'effectif soldé et constaté » en 1908 a-t-il été de 33,243 hommes, alors que « l'effectif des hommes présents à leur unité » a été de 35,710? (1)

Et comment se fait-il que, tandis que le Département de la Guerre a indiqué à la Commission un déficit de 5,337 hommes (page 6 des premières réponses du Ministre) sur l'effectif de paix de 1908, le déficit de « l'effectif soldé et constaté » n'a été que de 4,132 (soit 37,375 – 33,243)? Le premier de ces chiffres étant celui de l'effectif de troupes prévu, en fait, au budget pour la solde et la nourriture.

Réponse.

L'effectif soldé constaté diffère de l'effectif des hommes présents, parce que ce dernier comprend, en plus, les militaires en congé sans solde (art. 85) et ceux qui sont à l'hôpital.

C'est la raison de l'écart entre les effectifs 33,243 et 35,710.

Le chiffre de 5,337 représente le déficit de l'effectif de paix en 1908.

Le chiffre de 4,132 a une portée moindre : c'est le résultat de la comparaison faite entre l'effectif soldé prévu réellement au budget : 37,375, et l'effectif soldé constaté : 33,243.

C'est pourquoi, dans la réponse à la question de M. le représentant Segers, il est dit que le chiffre 4,132 représente, au regard du budget, le déficit de l'effectif soldé prévu.

Ce chiffre 4,132 représente donc une partie seulement du déficit de l'effectif de paix 5,337. C'est le déficit d'un des éléments de l'effectif de paix, lequel comprend non seulement l'élément hommes soldés, mais aussi l'élément hommes en petite permission sans solde ou à l'hôpital.

B. — RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX EFFECTIFS ANTÉRIEURS A 1902.

Question de M. Mélot.

Quel était le chiffre moyen des effectifs de paix et des effectifs de guerre antérieurs à 1902? Quel était ce chiffre pour 1899, 1900 et 1901 ?

Au moyen de quels calculs ces chiffres ont-ils été établis ?

Réponse.

a) *Effectifs de paix :*

Les effectifs organiques du pied de paix étaient :

En 1899 . . .	45,090
— 1900 . . .	45,075
— 1901 . . .	45,094

(1) Voir plus haut, p. 193.

Les effectifs moyens n'étaient pas calculés par année de milice avant 1902. Mais, comme il a été établi (1), il y a concordance entre les chiffres de l'effectif moyen fournis par les corps et les chiffres de l'*Annuaire statistique*. Nous pouvons donc nous servir de ces derniers.

L'*Annuaire statistique* nous donne comme effectif moyen :

1899	42,612 —	2,787 gendarmes	= 39,825
1900	45,706 —	2,808 —	= 42,898
1901	45,730 —	2,838 —	= 42,892

Ces chiffres ont été obtenus en faisant la moyenne des chiffres récapitulés des situations périodiques fournies par les corps.

Rappelons, qu'à cette époque, les situations donnaient les effectifs au premier jour du mois ou du trimestre, ce qui pouvait donner lieu à des erreurs apparentes, parfois sensibles (2).

C'est à ce mode de calcul que l'on doit, sans doute, tout au moins partiellement, les écarts constatés, d'une année à l'autre, entre les chiffres publiés dans l'*Annuaire statistique*. Le lieutenant général Cousebant a voulu éviter ces erreurs en prescrivant en 1902 d'établir une moyenne journalière des présents.

b) *Effectifs de guerre.*

L'effectif de guerre administratif, tel qu'il figure dans l'*Annuaire statistique*, était de :

En 1899 . . .	163,834
— 1900 . . .	163,751
— 1901 . . .	163,810

Il s'obtenait par les mêmes opérations que celles indiquées ci-dessus.

Ces chiffres comprennent les gendarmes et la classe de milice de l'année, de juin à octobre, bien qu'elle ne soit pas encore sous les armes à ce moment.

Question de M. Hoïos.

Comment M. le Ministre de la Guerre explique-t-il que les effectifs organiques restant sensiblement les mêmes (45,000 *hommes*) *pour les années* 1899, 1900 *et* 1901, *les effectifs moyens, calculés, semble-t-il, de même façon, comportent une différence de* 3,000 *hommes en plus entre les années* 1899, *d'une part*, 1900 *et* 1901 *d'autre part?*

---

(1) Voir plus haut, p. 190 et suivantes.

(2) Voir plus haut, p. 72 et suivantes.

RÉPONSE.

L'annuaire statistique du royaume renseigne pour les années 1899 et 1900 les effectifs suivants par catégories :

CATÉGORIES.	1899	1900	Différences	
			en plus.	en moins.
Volontaires.	10,847	10,262	585	»
Volontaires avec prime	4,321	4,421	»	100
Miliciens	27,364	30,954	»	3,590
Remplaçants	80	69	11	»
Totaux. . .	42,612	45,706	596	3,690

Écart, en plus, pour 1900 : 3,094

Cette différence provient de plusieurs causes :

1° En 1899, la classe de la nouvelle levée n'a été mise en activité que le 2 octobre — le 1er octobre étant un dimanche — et n'a pas été portée en solde dans les situations trimestrielles de 1899 établies à la date du 1er octobre.

Comme cette classe comportait un effectif de 9,967 hommes en congé illimité le 1er octobre, il en résulte que les *effectifs moyens* donnés par les situations trimestrielles de 1899 étaient trop faibles de

$$\frac{9,997}{4} = 2,492 \text{ hommes (chiffre rond).}$$

2° En 1900, les hommes manquants, ainsi que les correctionnaires (1) et les disciplinaires (2), furent compris dans les effectifs en solde, alors qu'ils ne l'avaient pas été dans ceux de 1899.

Or, si l'on procède en 1899 comme en 1900, c'est-à-dire si l'on ajoute aux effectifs de 1899 les manquants, les correctionnaires et les disciplinaires, on retrouve 588 hommes en plus pour cette dernière année, ainsi que le montre le tableau ci-après :

	Manquants.	Correctionnaires.	Disciplinaires.
1er janvier 1899	113	432	128
1er avril —	58	426	125
1er juillet —	65	397	112
1er octobre —	48	345	105
Totaux	284	1,600	470
Moyennes . . .	71	400	117

soit globalement 588 hommes.

(1) et (2) Cette catégorie de militaires figure également dans les « présents » aujourd'hui.

En résumé, si les situations de 1899 avaient contenu les mêmes éléments statistiques que celles de 1900, l'effectif de 1899 eût été supérieur de

2,492
588

3,080 hommes au chiffre de 42,612, accusé dans l'annuaire statistique du royaume, soit, à 14 hommes près, la différence de 3,094 hommes, constatée entre les chiffres totaux des deux exercices 1899 et 1900.

QUESTION DE M. HOYOIS.

Prière à Monsieur le Ministre d'indiquer, par régiment, combien des hommes portés au tableau des dates de départ en congé illimité et en congé limité des contingents de milice de 1899, 1900 *et* 1901, *sont partis en congé* A) *illimité et* B) *limité :*

a) *Le dernier jour du mois,* b) *l'avant-dernier jour,* c) *dans la dernière quinzaine, et ont néanmoins figuré au relevé de situation mensuelle et au relevé trimestriel* a) *du lendemain,* b) *du surlendemain,* c) *de la fin de la quinzaine?*

RÉPONSE.

Ci-joint les tableaux demandés.

Les hommes envoyés en congé limité ou illimité au cours d'un mois figuraient comme *présents* dans la situation établie à la date du premier de ce mois, attendu qu'ils se trouvaient sous les armes ce jour-là ; ils ne figuraient plus dans la situation établie au premier du mois suivant la date de leur départ en congé limité ou illimité.

Aucune situation d'effectifs n'étant établie à cette époque au dernier jour du mois, ainsi que cela se pratique depuis 1902, les militaires envoyés en congé imité ou illimité dans la dernière quinzaine d'un mois n'ont pu figurer dans des situations de fin de quinzaine, puisqu'elles n'existaient pas.

En conclusion, *dès* qu'un homme est parti en congé limité ou illimité, il ne figure plus parmi les « présents » dans les situations d'effectifs établies après son départ.

Tableau indiquant le nombre d'hommes appartenant aux contingents de 1895, 1896 et 1897 envoyés en congé limité ou illimité pendant l'année 1899.

CORPS.	Congé limité.		Congé illimité. Contingent de 1895.						Congé illimité — Contingent de 1896.							
	31 août. Contingent de 1896.	16 décembre. Contingent de 1897.	20 mai.	28 juin.	29 juin.	19 juillet.	16 septembre.	30 septembre.	31 janvier.	20 juin.	24 juin.	28 juin.	29 juin.	18 juillet.	19 juillet.	30 août.	30 septembre.
1er régiment de ligne	»	255	374	»	»	»	»	»	»	359	»	»	»	»	»	»	»
2e — —	»	254	365	»	»	»	»	»	»	»	331	»	»	»	»	»	»
3e — —	»	255	369	»	»	»	»	»	»	340	»	»	»	»	»	»	»
4e — —	»	235	365	»	»	»	»	»	»	»	350	»	»	»	»	»	»
5e — —	»	242	»	»	306	»	»	»	»	»	»	»	273	»	»	»	»
6e — —	»	279	»	»	380	»	»	»	»	»	»	»	»	455	»	»	»
7e — —	»	265	»	380	»	»	»	»	»	»	»	»	»	345	»	»	»
8e — —	»	269	»	384	»	»	»	»	»	»	»	333	»	»	»	»	»
9e — —	»	294	»	»	»	»	»	379	»	»	»	»	»	»	»	»	344
10e — —	»	265	»	»	»	343	»	»	»	»	»	»	»	»	315	»	»
11e — —	»	267	»	»	»	»	»	378	»	»	»	»	»	»	»	364	»
12e — —	»	262	»	»	»	»	»	368	»	»	»	»	»	»	»	»	381
13e — —	»	284	»	»	»	»	397	»	»	»	»	»	»	»	»	»	390
14e — —	»	319	»	»	»	»	414	»	»	»	»	»	»	»	»	»	406
1er chasseurs à pied	»	284	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2e — —	»	279	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3e — —	»	275	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Régiment des grenadiers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Régiment des carabiniers — 1er bataillon	390	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Régiment des carabiniers — 2e —																	
Régiment des carabiniers — 3e —																	
Régiment des carabiniers — 4e —																	
Artillerie de forteresse et compagnies spéciales	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	885
Génie et compagnies spéciales	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	371
Bataillon d'administration	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	206
Cavalerie	»	»	»	»	»	»	»	642	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Artillerie de campagne	»	»	»	»	»	»	»	523	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Train	»	»	»	»	»	»	»	»	96	»	»	»	»	»	»	»	»
TOTAUX	390	4,583	1,473	764	686	343	811	2,290	96	699	681	333	273	800	315	364	2,983

En 1900.

CORPS.	En congé limité 31 août (contingent de 1897).	Contingent de 1896. En congé illimité.						Contingent de 1897. En congé illimité.						
		25 mai.	21 juillet.	25 juillet.	26 juillet.	22 septembre.	29 septembre.	31 janvier.	25 mai.	24 juillet.	25 juillet.	26 juillet.	27 septembre.	29 septembre.
1er régiment de ligne. .	»	»	»	376	»	»	»	»	»	»	366	»	»	»
2e — — . .	»	»	»	369	»	»	»	»	»	»	374	»	»	»
3e — — . .	»	»	»	»	375	»	»	»	»	»	»	398	»	»
4e — — . .	»	»	»	»	372	»	»	»	»	»	»	370	»	»
5e — — . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
6e — — . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
7e — — . .	»	»	»	»	»	538	»	»	»	»	»	»	»	367
8e — — . .	»	»	»	»	»	565	»	»	»	»	»	»	»	575
9e — — . .	»	»	»	»	»	568	»	»	»	»	»	»	589	»
10e — — . .	»	»	»	»	»	586	»	»	»	»	»	»	»	559
11e — — . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
12e — — . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
13e — — . .	»	»	405	»	»	»	»	»	»	389	»	»	»	»
14e — — . .	»	»	417	»	»	»	»	»	»	398	»	»	»	»
1er chasseurs à pied . .	»	355	»	»	»	»	»	»	341	»	»	»	»	»
2e — — . .	»	391	»	»	»	»	»	»	392	»	»	»	»	»
3e — — . .	»	385	»	»	»	»	»	»	389	»	»	»	»	»
Régiment des genadiers .	249	354	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Régiment des Carabiniers — 1er bataillon.	»	»	»	»	121	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Régiment des Carabiniers — 2e —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Régiment des Carabiniers — 3e —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Régiment des Carabiniers — 4e —	»	113	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Artillerie de forteresse et compagnies spéciales .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	918
Régiment du génie et compagnies speciales. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	329
Bataillon d'administration.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	191
Cavalerie.	»	»	»	»	»	»	696	»	»	»	»	»	»	»
Artillerie de campagne. .	»	»	»	»	»	»	494	»	»	»	»	»	»	»
Train.	»	»	»	»	»	»	»	92	»	»	»	»	»	»
TOTAUX . . .	249	1,596	820	745	868	1,477	1,190	92	1,092	787	740	768	389	2,339

En 1901.

CORPS	Classes de 1898 et 1899.		Classe de 1897.					Classe de 1898.						
	En congé limité.		En congé illimité.					En congé illimité.						
	31 août, contingent de 1898.	17 décembre, contingent de 1899.	19 juillet.	21 juillet.	22 août.	25 août.	28 septembre.	31 janvier.	19 juillet.	21 juillet.	21 août.	22 août.	25 août.	28 septembre.
1er régiment de ligne .	»	285	387	»	»	»	»	»	376	»	»	»	»	»
2e — — . . .	»	262	387	»	»	»	»	»	336	»	»	»	»	»
3e — — . . .	»	305	»	394	»	»	»	»	»	390	»	»	»	»
4e — — . . .	»	264	»	366	»	»	»	»	»	338	»	»	»	»
5e — — . . .	»	270	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
6e — — . . .	»	242	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
7e — — . . .	»	305	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
8e — — . . .	»	246	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
9e — — . . .	»	322	»	»	399	»	»	»	»	»	»	384	»	»
10e — — . . .	»	261	»	»	373	»	»	»	»	»	»	318	»	»
11e — — . . .	»	256	»	»	»	391	»	»	»	»	»	»	355	»
12e — — . . .	»	282	»	»	»	387	»	»	»	»	»	»	351	»
13e — — . . .	»	362	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
14e — — . . .	»	358	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1er régim[t] de chasseurs à pied .	»	289	»	»	»	»	»	»	»	»	387	»	»	»
2e — — —	»	255	»	»	»	»	»	»	»	»	392	»	»	»
3e — — —	»	260	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grenadiers	286	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Carabiniers — 1er bataillon .	»	»	121	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Carabiniers — 2e —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Carabiniers — 3e —	»	»	»	»	124	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Carabiniers — 4e —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Artillerie de forteresse et compagnies spéciales	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	895
Régiment du génie et compagnies spéciales	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	375
Bataillon d'administration . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	185
Cavalerie	»	»	»	»	»	»	682	»	»	»	»	»	»	»
Artillerie de campagne . . .	»	»	»	»	»	»	523	»	»	»	»	»	»	»
Train	»	»	»	»	»	»	»	78	»	»	»	»	»	»
TOTAUX. . .	286	4,798	895	760	896	778	1,205	78	712	728	779	732	706	1,455

QUESTION DE M. SEGERS.

Quel est le chiffre des effectifs de paix de 1899, 1900, 1991 *en les calculant d'après les instructions nouvelles du* 10 *septembre* 1902?

RÉPONSE.

En réponse (1) à une question antérieure, il a été donné les raisons qui mettent obstacle à l'exécution du travail administratif susceptible de fournir les renseignements demandés (réorganisation de l'armée qui a donné lieu à une dispersion des archives de certains corps).

QUESTION DE M. HOYOIS.

M. SEGERS *ayant posé la question de savoir quel serait le chiffre des effectifs de paix de* 1908 *si on les calculait ainsi qu'on le faisait avant les instructions du* 10 *septembre* 1902, *le Département de la Guerre a dressé des statistiques sur la base des situations mensuelles arrêtées fin de chaque mois.*

Par contre, M. HOYOIS *ayant demandé comment s'expliquait une différence de* 3,000 *hommes entre l'effectif de paix de* 1899 *et ceux de* 1900 *et* 1901, *le Département de la Guerre a répondu que la différence provenait notamment de ce qu'un grand nombre d'hommes étaient entrés au service actif en octobre, non le* 1er *octobre, date des situations servant de base aux statistiques, mais le* 2.

Il en résulte donc que les situations servant de base avant 1902 *aux statistiques n'étaient pas celles au dernier jour du mois, mais celles du* 1er *du mois.*

1. *Comment cette contradiction s'explique-t-elle?*

2. *Prière de donner les statistiques demandées par M.* SEGERS *en les basant aussi sur les situations au premier jour des différents mois, et non sur les situations au dernier jour de ces divers mois.*

RÉPONSE.

1° Avant 1902 les corps transmettaient au Département de la Guerre une situation d'effectifs mensuellement et une trimestriellement, conformément à l'instruction ministérielle du 20 mars 1887, n° 81, modifiée par celles du 29 mars 1889, 2e Dion, n° 81, et du 16 novembre 1891, 2e Dion, n° 81. (Le texte de cette instruction avec ses modifications, ainsi que les modèles des situations mensuelles et trimestrielles, ont été remis à la Commission d'enquête parlementaire.)

L'examen des modèles permettra de constater que ces situations donnaient les effectifs en solde et hors solde au *premier jour* du mois et du trimestre.

Depuis lors, une instruction nouvelle, en date du 10 septembre 1902, 2e Dion Gle, n° 81, décréta l'établissement de situations mensuelles et trimestrielles donnant les effectifs au *dernier jour* du mois écoulé, afin de pouvoir établir la moyenne pour le mois. (L'instruction et les modèles des nouvelles situations furent également remis à la Commission.)

Afin que le Département de la Guerre connût, d'une façon précise,

(1) Voir plus haut, p. 91.

l'effectif moyen des présents durant toute l'année, deux colonnes ont été affectées spécialement à cet objet dans les nouvelles situations mensuelles et trimestrielles. Dans l'une de ces colonnes est inscrit le nombre total des journées de présence, dans chaque grade, durant le mois écoulé. Dans l'autre sont inscrits les chiffres que l'on obtient en divisant le nombre de journées de présence par le nombre de journées du mois.

2° Des explications qui précèdent il résulte qu'en l'état actuel des choses, le Département de la Guerre n'est pas à même de fournir, comme avant 1902, *des situations au premier jour du mois* mais bien des *situations, au dernier jour du mois écoulé*, celles-ci seules ayant été fournies réglementairement par les corps depuis 1902.

QUESTION DE M. HOÏOIS.

6° *Combien y avait-il dans les effectifs de* 1899, 1900 *et* 1901 :

a) *de volontaires âgés de moins de* 16 *ans?*

b) *de volontaires âgés de* 16 *à* 20 *ans ?*

RÉPONSE.

a) Depuis l'arrêté royal du 30 août 1894, les jeunes gens âgés de moins de 16 ans ne peuvent plus s'enrôler dans l'armée.

Cependant les pupilles de l'armée, qui forment une catégorie spéciale, figurent dans les effectifs.

Ils étaient au nombre moyen de : 389 en 1899; 400 en 1900; 451 en 1901.

b) En 1899 : 722 volontaires

— 1900 : 553 —

— 1901 : 616 —

de 16 ans et plus ont été enrôlés avant le tirage au sort pour un terme de huit années au moins.

C. — RENSEIGNEMENT COMPLÉMENTAIRE RELATIF AU VOLONTARIAT DE RÉSERVE.

QUESTION DE M. POULLET.

Quelle est la portée du mot « progressivement » qui figure dans la réponse faite à une question de M. Hoyois? (1) *Dans l'hypothèse où les régiments, pendant quatre ans de suite, recruteraient tous les volontaires de réserve qu'il leur serait permis de recruter, il y aurait, me semble-t-il, à l'effectif de guerre des quatre exercices correspondants, plus de 10,000 volontaires de réserve.*

RÉPONSE.

En fixant (déchet compris) au quart du total des volontaires de quatre ans et à la moitié du total des volontaires de deux ans le nombre de ces militaires à recruter annuellement, l'on répartit mieux la dépense sur chaque budget, et chaque classe de milice bénéficie ainsi des avantages accordés aux volontaires de réserve.

L'on trouve du reste mieux les volontaires qui conviennent en les puisant dans plusieurs classes de milice.

Telle est la portée du mot « progressivement » qui figure dans le dernier alinéa de la page 1 des réponses aux questions posées par M. Hoyois le 15 avril.

Si l'on engageait en une année le total des volontaires de réserve, le recrutement des volontaires de quatre ans ne pourrait plus se faire que tous les quatre ans et celui des volontaires de deux ans par période de deux ans.

Le recrutement des volontaires de réserve pendant quatre ans dans les limites actuellement réglementaires, fournirait :

4 × 2,392 (volontaires de 4 ans).
2 × 1,115 (volontaires de 2 ans).

Total 11,898, qui, tous déchets déduits, donneraient 10,000 hommes.

D. — RENSEIGNEMENT COMPLÉMENTAIRE RELATIF AU DROIT DE PRÉFÉRENCE RÉSERVÉ AUX VOLONTAIRES DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (TRAVAUX PUBLICS).

QUESTION DE M. SEGERS A MONSIEUR LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.

A. — *Quelles sont les mesures de publicité prises de* 1902 *à* 1909 *par le Département des Travaux Publics :*

1° *Pour faire connaître la loi de milice de* 1902 ?

2° *Pour faire connaître les avantages réservés aux volontaires et aux rengagés.*

B. — *Quel est le nombre d'emplois devenus vacants, par catégories et par année, dans le Département des Travaux Publics depuis* 1902 ?

(1) Voir p. 109.

Quel est le nombre de ces emplois attribués, par catégories et par année, depuis 1902 :

1° *aux anciens volontaires ;*

2° *aux anciens rengagés ;*

3° *aux anciens miliciens ;*

4° *à d'autres candidats ?*

RÉPONSE.

Bruxelles, le 11 mai 1909.

A Monsieur de Sadeleer, président de la Commission d'enquête militaire, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Comme suite à votre lettre du 22 avril dernier, j'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le texte de la réponse à la question posée par M. Segers en séance du 22 avril 1909 et relative aux avantages réservés aux anciens militaires en vue de l'obtention d'emplois ressortissants à mon Département.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

AUG. DELBEKE.

A. — Un arrêté royal du 31 mars 1908, paru au *Moniteur* du 9 avril suivant, détermine les emplois ressortissant au Département des Travaux publics pour l'obtention desquels un titre de préférence est accordé, à mérite égal :

a) aux sous-officiers, brigadiers et caporaux ayant au moins huit années de service actif ;

b) aux volontaires et anciens volontaires.

B. — Le relevé ci-joint indique, par catégories et par année, le nombre d'emplois devenus vacants dans le Département des Travaux publics de 1902 à 1909 ainsi que le nombre des dits emplois attribués à des candidats qui comptent des services militaires à leur actif.

Les renseignements font défaut pour pouvoir établir la nature — volontaires, miliciens, rengagés ou autres — des services militaires des candidats recrutés.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Relevé numérique, par catégories et par année, des emplois devenus vacants de 1902 à 1909.

Les emplois attribués à des candidats anciens militaires sont indiqués en caractères gras.

ANNÉES.	Hydrographes.	Auxiliaires de travaux.	Auxiliaires de bureau.	Expéditionnaires.	Gardes-rivière et gardes-canal.	Cantonniers maritimes.	Éclusiers.	Aides-éclusiers.	Gardes déversoirs.	Pontiers.	Aides-pontiers.	Gardiens de monument.	Veilleurs de nuit.	Irrigateurs.	Chauffeurs.	Concierges.	Messagers et gens de service.	Imprimeur.	Cantonniers routes.	Cantonniers voies navigables.	TOTAUX.	
																					Civils.	**Anciens militaires.**
1902 . .	»	6	52	»	2	1	»	5	5	»	19	»	1	»	1	1	1	»	25	5	122	»
	»	**2**	»	»	**1**	»	»	**1**	»	»	**1**	»	»	»	»	»	1	»	**10**	1	»	**20**
1903 . .	»	26	57	»	2	2	»	6	»	3	9	»	1	»	4	»	»	»	27	12	129	
	»	**2**	**4**	»	»	»	**1**	**1**	»	**1**	**1**	»	»	»	»	»	»	»	**6**	**1**	»	**18**
1904 . .	»	31	51	»	4	»	2	11	2	2	6	1	»	»	7	»	»	»	28	4	129	»
	»	**1**	»	»	»	»	»	**1**	»	»	**1**	»	»	»	»	»	»	»	**12**	**1**	»	**16**
1905 . .	»	23	52	»	1	1	2	2	4	4	1	2	»	»	1	»	1	»	17	1	94	»
	»	»	**3**	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	**12**	»	»	**15**
1906 . .	»	57	71	»	4	»	3	7	»	12	»	»	»	1	1	»	7	1	25	13	182	»
	1	**1**	**4**	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	**3**	**6**	»	**19**
1907 . .	»	54	85	»	3	»	4	11	»	9	3	2	»	»	»	»	7	»	30	6	194	»
	»	**6**	**9**	»	»	»	»	**1**	»	**2**	»	»	»	»	»	»	**6**	»	**10**	»	»	**31**
1908 . .	»	37	69	»	»	»	2	6	2	13	2	2	3	»	»	»	»	»	27	11	194	»
	»	**9**	**11**	»	»	»	**1**	»	**1**	»	»	»	**1**	»	»	»	**1**	»	**8**	**2**	»	**34**
1909 . .	»	3	6	**1**	»	»	»	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	»
	»	»	»	**1**	»	»	»	**1**	»	**1**	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	**3**
TOTAUX. .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,058	**159**

TABLE DES ANNEXES.

Annexe I. — Procès-verbaux d'enquête.

SÉANCE DU 26 MARS 1909.

Déposition de M. Wissocq, chef de division au Ministère de la Guerre.

Rappelés de 1900 . . . . . (1)
Calcul de l'effectif de 1900 . . . . . (1)
Façon actuelle de calculer l'effectif. . . . . (2)
Les congés sous l'ancien et le nouveau régime. . . . . (3)

Déposition du capitaine Féron, fonctionnaire au Ministère de la Guerre.

Les congés sous l'ancien et le nouveau régime. . . . . (3)
Rappelés de 1900. . . . . (4)

SÉANCE DU 31 MARS 1909.

Déposition de M. De Fraiteur, chef de bureau au Ministère de la Guerre.

Insuffisance de volontaires avec prime . . . . . (5)
Calcul de l'effectif de paix . . . . . (6)

Déposition de M. Van den Daelen, chef de bureau au Ministère de la Guerre.

Congés par interruption de service. . . . . (6)
Calcul des effectifs en 1902 . . . . . (7)
Congés de faveur. . . . . (8)

Déposition de M. Baudouin, adjudant secrétaire-archiviste au Ministère de la Guerre.

Rappelés de 1900 . . . . . (8,
Hommes envoyés en congé limité . . . . . (9)

SÉANCE DU 1 AVRIL 1909.

Déposition de M. Wouters, adjudant secrétaire-archiviste au Ministère de la Guerre.

Vérification des statistiques de présence . . . . . (10)

SÉANCE DU 6 AVRIL 1909.

Déposition de M. Wissocq (voir plus haut).

Établissement de la statistique des présences . . . . . (11)

SÉANCE DU 15 AVRIL 1909.

Déposition du colonel Nenquin.

Insuffisance des rengagés . . . . . (13)
État d'esprit à l'égard des volontaires . . . . . (14)
Insuffisance des effectifs. . . . . (14)

Déposition du colonel Scheere.

Insuffisance des rengagés . . . . . (15)
Volontaires de réserve . . . . . (15)
Insuffisance des effectifs. . . . . (16)

Déposition du colonel Coquilhat.

Insuffisance des rengagés . . . . . (16)
Volontaires de réserve . . . . . (17)
Insuffisance des effectifs. . . . . (17)

Déposition du colonel Keucker.

Insuffisance des rengagés . . . . . (18)
Volontaires de réserve . . . . . (18)
Insuffisance des effectifs. . . . . (18)
Congés . . . . . (19)

Déposition du colonel de Witte.

Rengagés et volontaires de réserve. . . . . (19)
Insuffisance des effectifs. . . . . (19)

Déposition du colonel Henri.

Insuffisance des rengagés . . . . . (20)
Insuffisance des effectifs. . . . . (20)
Situation des volontaires. . . . . (21)

SÉANCE DU 16 AVRIL 1909 (matin).

Déposition de M. Oscar Wilmet.

Motifs de non-rengagement. . . . . (22)
Emploi civil non obtenu. . . . . (22)

Déposition de M. Alphonse Casier.

Motifs de non-rengagement . . . . . (23)

Déposition de M. Louis Luyckx.

Motif de non-rengagement . . . . . (23)
Emploi civil non obtenu . . . . . (23)

Déposition de M. Eugène Henrard.

Non-rengagement . . . . . (24)

Déposition de M. Jean Leemans.

Motif du non-rengagement . . . . . (24)
État d'esprit à l'égard des volontaires . . . . . (24)

Déposition de M. Pierre Swerts.

Emploi civil non obtenu . . . . . (25)
État d'esprit à l'égard des volontaires . . . . . (25)

Déposition de M. Guillaume Dewit.

Motif du non-rengagement . . . . . (25)
État d'esprit à l'égard des volontaires . . . . . (25)

Déposition de M. Maurice Brandelaer.

État d'esprit à l'égard des volontaires . . . . . (26)
Congés . . . . . (26)

Déposition de M. Richard Pilloy.

Motifs du non-rengagement. . . . . (26)
La nourriture à l'armée . . . . . (26)
État d'esprit à l'égard des volontaires . . . . . (26)

SÉANCE DU 16 AVRIL 1909 (après-midi).

Déposition de M. Jean De Wit.

Motif du non-rengagement . . . . . (27)
Emploi civil non obtenu. . . . . (27)

Déposition de M. Léon Bertens.

La nourriture à l'armée . . . . . (28)

Déposition de M. Jean Weiland.

La nourriture à l'armée ; état d'esprit à l'égard des volontaires . . . . . (28)

Déposition de M. Hubert Demets.

Motifs du non-rengagement . . . . . (28)
La nourriture à l'armée ; l'état d'esprit à l'égard des volontaires . . . . . (28)

Déposition de M. Auguste Dechamps.

Motifs du non-rengagement . . . . . (29
La nourriture à l'armée ; l'état d'esprit à l'égard des volontaires . . . . . (29)

Déposition de M. Joseph Brogneaux.

La nourriture à l'armée . . . . . (29)

Déposition de M. Léon Briers.

Motifs du non-rengagement. — Nourriture à l'armée . . . . . (30,

Déposition de M. Élie Rolant.

Motifs du non-rengagement . . . . . (30)

Déposition de M. Deprettere.

Motifs du non-rengagement . . . . . (30)
Nourriture à l'armée ; état d'esprit à l'égard des volontaires . . . . . (30)

Déposition de M. Soyet.

Motifs du non-rengagement . . . . . (31)
État d'esprit à l'égard des volontaires . . . . . (31)

SÉANCE DU 20 AVRIL 1909.

Déposition de M. Vanderstraeten, chef de division au Gouvernement provincial du Brabant.

Volontaires refusés et conseils de revision . . . . . (32)
Déchets d'incorporation . . . . . (32)

Déposition de M. Priem, chef de division au Gouvernement provincial de la Flandre occidentale.

Volontaires refusés et conseils de revision . . . . . (33)
Déchets d'incorporation . . . . . (33)
Candidats volontaires résidant à l'étranger . . . . . (33)
Volontaires du contingent . . . . . (33)
Rémunération des volontaires de carrière et avec prime . . . . . (34)
Comité de recrutement de volontaires . . . . . (34)
Publicité donnée à la loi . . . . . (34)
Nombre de miliciens ayant versé la somme nécessaire en vue du remplacement. . . (34)

Déposition de M. Bogaerts, premier commis au Gouvernement provincial d'Anvers.

Volontaires refusés et conseils de revision . . . . . (35)
Déchets d'incorporation . . . . . (35)
Candidats volontaires résidant à l'étranger . . . . . (35)
Responsabilité des médecins militaires. . . . . (35)
État d'esprit à l'égard des volontaires . . . . . (35)

Déposition de M. Raes, chef de division au Gouvernement provincial de la Flandre orientale.

Volontaires refusés et conseils de revision . . . . . (36)
Déchets d'incorporation . . . . . (36)

Déposition de M. Toubeau, chef de bureau au Gouvernement provincial du Hainaut.

Volontaires refusés, conseils de revision et déchets d'incorporation . . . . . (36)

SÉANCE DU 21 AVRIL 1909.

Déposition de M. Guelff.

Refus de volontaires . . . . . (38) et (39)

Déposition de M. De Grelle.

Refus de volontaires et difficultés faites à l'admission. . . . . (39) (40) et (41)

Déposition de M. Strens.

Refus d'un volontaire admis ultérieurement comme milicien. . . . . (42)

Déposition de M. Sel.

Refus d'un volontaire suivi d'admission . . . . . (42) et (43)

Déposition de M. Verstraeten

Refus d'un volontaire suivi d'admission. . . . . (43)

SÉANCE DU 22 AVRIL 1909.

Déposition de M. Vermeulen.

Sévérité pour l'admission des volontaires . . . . . (45)
Propagande contre le volontariat . . . . . (45)

Déposition de M. Van Offel.

Décisions arbitraires quant à l'admission de volontaires . . . . . (46)
État d'esprit à l'égard des volontaires . . . . . (46)

Déposition de M. Muylaert.

Refus d'un volontaire admis ultérieurement comme milicien. . . . . (46)

Déposition de M. Van Audenhove.

Date de l'entrée en service et rémunération des volontaires avec prime. . . . . (47)

Déposition de M. De Dekker.

Refus d'un volontaire admis ultérieurement comme milicien. . . . . (47)

Déposition de M. Jacques.

Refus d'un volontaire admis ultérieurement comme milicien. . . . . (48)

Déposition de M. De Block.

Refus d'un volontaire avec prime admis ultérieurement . . . . . (48)

SÉANCE DU 22 AVRIL 1909.

Déposition de M. Dupont.

Refus de volontaires . . . . . (50)

Déposition de M. Pollart, médecin siégeant au conseil de revision du Brabant.

Examen des miliciens et volontaires devant le conseil de revision. . . . . (51)
Candidats volontaires refusés et admis le même jour . . . . . (51)
Responsabilités des médecins militaires . . . . . (51)

Déposition de M. Baert.

Insuffisance de la publicité faite à la loi. . . . . (52)
Volontaires refusés . . . . . (52)

Déposition de M. Baeckelant.

Refus de volontaires admis ultérieurement comme miliciens . . . . . (52)

Déposition de M. Théodore Van Houtte.

Refus de volontaires . . . . . (53)

Déposition de M. Émile Van Houtte.

Refus de volontaires avec prime . . . . . (53)

Déposition de M. Lingier.

Refus de volontaires. . . . . (54)

Déposition de M. Toeff

Refus d'un volontaire admis ultérieurement comme milicien . . . . . (55)

Déposition de M. Crabbé.

Refus d'un volontaire admis ultérieurement comme milicien. . . . . (55)

Déposition de M. Timmerman.

Volontaires avec prime refusés. . . . . (55)

Déposition de M. Van Tilborg.

Rémunération des volontaires avec prime . . . . . (56)

SÉANCE DU 23 AVRIL 1909 (matin).

Déposition de M. Polis.

Volontaire refusé. . . . . (58)

Déposition de M. Van den Bliecк.

Refus d'un volontaire admis ultérieurement comme milicien . . . . . (58)

Déposition de M. Fronville, médecin civil.

Volontaire refusé. . . . . (59)
Examen des candidats aux places pour l'administration des chemins de fer . . . . (59)

Déposition de M. Cochez, médecin militaire.

Examen des candidats par le médecin de bataillon et le médecin de régiment . . . (59)
Refus de volontaires. — Conseils de revision . . . . . (60)
Responsabilité des médecins militaires. . . . . (61)

Déposition de M. Wibin, médecin militaire.

Conseils de revision et volontaires refusés . . . . . (61)
Commissions provinciales . . . . . (61)
Examen des candidats par le médecin militaire . . . . . (62)
Appel des volontaires refusés . . . . . (62)

SÉANCE DU 23 AVRIL 1909 (après-midi).

Déposition de M. Verbeeren.

Difficultés d'admission pour des volontaires avec prime . . . . . (63)

Déposition de M. De Meester.

Refus de volontaires. . . . . (64)

Déposition de M. Huyghe.

Refus d'un volontaire admis ensuite comme milicien . . . . . (66)

Déposition de M. Beussé.

Emploi public non obtenu . . . . . (66)

Déposition de M. Blueckens.

Congé à longue échéance. . . . . (66)

Déposition de M. Vervaeck, médecin siégeant au conseil de revision du Brabant.

Examen des hommes au conseil de revision. . . . . (67)
Responsabilité du médecin militaire . . . . . (67)
Rigueur trop grande des conditions physiques exigées . . . . . (67)

Déposition du colonel Van Loo (7e rég. de ligne, Anvers).

État d'esprit du régiment à l'égard des volontaires. . . . . (68)
Nourriture des soldats . . . . . (68)
État d'esprit des sous-officiers . . . . . (68)
Insuffisance des effectifs. . . . . (68)
Volontaires de réserve . . . . . (69)
Insuffisance des rengagés . . . . . (69)

Déposition du colonel Malevé (14e de ligne, Liége).

Accueil fait aux volontaires à son régiment. . . . . (69)
Formalisme . . . . . (70)
Insuffisance des effectifs. . . . . (70)
Sous-officiers mariés. . . . . (70)
Volontaires de réserve . . . . . (70)

Déposition du colonel RUWET (anciennement 10e de ligne, Arlon).

Admission de volontaires . . . . . (71)
Incorporations . . . . . (71)
Insuffisance des effectifs . . . . . (71)
Volontaires de réserve . . . . . (71)

Annexe II. — Questions et réponses.

I. — LA QUESTION DES EFFECTIFS.

1. — Exposé général des bases de calcul adoptées pour établir la situation des effectifs . . (72)
2. — Les effectifs de paix.
A. — Exposé général des règles suivies pour établir la situation des effectifs de paix de l'année 1900 et pour escompter les rendements futurs de la loi du 21 mars 1902 . (75)
B. — Exposé des règles suivies pour établir l'effectif de paix actuel. . . . . (79)
1) Généralités . . . . . (79)
2) Questions spéciales . . . . . (81)
1° Les congés . . . . . (81)
a) Les congés dits de « petite permission » . . . . . (81)
b) Les congés par interruption de service . . . . . 82)
2° Les rappelés . . . . . (84)
C. — Statistiques relatives aux effectifs de paix . . . . . (85)
A. — Effectifs de paix moyens . . . . . (85)
a) Rendements escomptés. — Rendements obtenus. . . . . (85)
b) Effectifs de paix actuels calculés d'après le mode usité avant l'instruction du 10 septembre 1902 . . . . . (88)
c) Effectifs de paix moyens par catégorie . . . . . (90)
d) Effectifs de paix de 1900 et effectifs de paix actuels comparés. . . . . (91)
e) De quelques éléments de l'effectif de paix en particulier . . . . . (92)
1) Les rappelés . . . . . (92)
2) Les volontaires avec prime . . . . . (94)
3) Volontariat et gradés . . . . . (96)
4) Les congés de six semaines . . . . . (96)
B. — Autres statistiques relatives à l'effectif de l'armée en temps de paix. . . . . (96)
3. — Les effectifs de guerre . . . . . (108)
A. — Mode de calcul. — Règles générales. . . . . (108)
B. — Effectifs de guerre escomptés lors de la discussion de la loi de 1902 . . . . . (108)
C. — Les effectifs de guerre actuels . . . . . (109)
D. — Le volontariat de réserve . . . . . (109)
E. — Statistiques relatives aux effectifs de guerre . . . . . (110)
1) Effectif global à une date déterminée . . . . . (110)
2) Les revues annuelles et les effectifs de guerre . . . . . (122)
3) Effectifs moyens . . . . . (126)
4) Statistiques relatives à certains éléments des effectifs de guerre en particulier . . (132)

II. — L'ADMISSION DES ASPIRANTS VOLONTAIRES.

A. — Dispositions légales et réglementaires . . . . . (133)
B. — Renseignements statistiques . . . . . (136)
1) Renseignements relatifs à la période antérieure à la loi du 21 mars 1902 . . . . (136)
2) Renseignements relatifs à la période qui a suivi la mise en vigueur de la loi du 21 mars 1902 . . . . . (137)
3) Le droit d'appel devant le conseil de revision . . . . . (142)
4) Listes nominatives . . . . . (144)

III. — DROIT DE PRÉFÉRENCE RÉSERVÉ AUX VOLONTAIRES DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES . . . . . (148)

IV. — LA SANTÉ DES VOLONTAIRES ET DES MILICIENS PENDANT LEUR PRÉSENCE SOUS LES ARMES . . . . . (155)

V. — LA CONDUITE DES MILICIENS ET DES VOLONTAIRES PENDANT LEUR PRÉSENCE SOUS LES DRAPEAUX . . . . . (157)

VI. — QUESTIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DE L'ARMÉE . . . . . (166)

A. — Organisation de l'armée sur le pied de paix . . . . . (166)
B. — Répartition des classes de milice dans l'armée active et la réserve. . . . . (170)
C. — Solde et traitements. — Rémunération . . . . . (171)
I. — Solde et traitements . . . . . (171)
II. — Rémunération des miliciens et des volontaires . . . . . (177)
D. — Hommes distraits du rang . . . . . (181)
E. — La caisse de remplacement . . . . . (185)

VII. — QUESTIONS DIVERSES . . . . . (189)

A. — Les statistiques de l'annuaire statistique et les statistiques relatives aux effectifs de paix. . . . . (189)
B. — Renseignements relatifs aux effectifs antérieurs à 1902 . . . . . (195)
C. — Renseignement complémentaire relatif au volontariat de réserve . . . . . (204)
D. — Renseignement complémentaire relatif au droit de préférence réservé aux volontaires dans les administrations publiques (ministère des travaux publics) . . (204)

(1)

(N° 143.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 APRIL 1909.

Parlementair onderzoek ten einde na te gaan de uitslagen der wet van 21 Maart 1902, houdende wijziging van de wetten op de militie en op de vergelding der miliciens (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER POULLET.

MIJNE HEEREN,

De navorschingen van de Commissie van Onderzoek, door de Kamer gelast de uitslagen der wet van 21 Maart 1902 na te gaan, vergden, zoowel in de bureelen van het Ministerie van Oorlog als in de legerkorpsen, eene aanzienlijke vermeerdering van werk, benevens zoo lastige als afgewisselde opzoekingen.

Herhaaldelijk werd door onzen Voorzitter hulde gebracht aan het hoofd van het Departement van Oorlog wegens de zoo eerlijke, zoo dienstvaardige, zoo kostbare hulp, door hem en het onder zijne bevelen staande bestuur verleend aan de Commissie tot vervulling harer taak. Bij den aanvang van dit verslag stelt de Commissie er prijs op, zich aan te sluiten bij dit huldebewijs en het personeel van het Departement dank te zeggen voor den onvermoeibaren ijver en de onvermoeibare toewijding, waarvan het te dezer gelegenheid blijk gaf.

* * *

Gelast zijnde om na te gaan « of het vredeseffectief 42,800 man, het oorlogseffectief 180,000 man bereikt », diende de Commissie zich te bekommeren om een punt van bepaald algemeene strekking.

---

(1) Zie *Kamerst.*, nrs 36, 106, 109, 115; *Hand. der K.*, 3, 4, 5 en 10 Maart 1909.

(2) De Commissie bestond uit de heeren de Sadeleer, *voorzitter*, Bertrand, du Bus de Warnaffe, Hoyois, Hymans, Levie, Lorand (vervangen door den heer Mechelynck van af 27 April), Mansart, Mélot, Persoons, Poullet, Segers, Standaert, Van Cauwenbergh en Vandervelde.

De Bijlagen zullen later uitgedeeld worden.

Eerst en vooral moest zij onderzoeken in hoeverre nauwkeurig waren de militaire bescheiden, dienende tot grondslag van de statistische inlichtingen over de getalsterkte van de werkelijk dienstdoende manschappen.

Als antwoord op eene vraag, dienaangaande gericht tot het Departement van Oorlog, stuurde dit laatste aan de Commissie een algemeen overzicht der grondslagen van berekening, toegepast om den toestand der getalsterkte te bepalen. Dat stuk komt voor onder de bijlagen van dit verslag (1). Het zal volstaan, hier de hoofdtrekken van dit overzicht uiteen te zetten.

De statistieken, aan de Kamer geleverd door den Minister, steunden op de *staten van effectief*, door de korpshoofden den 10en van elke maand aan het Departement gezonden, volgens de algemeene onderrichting van 10 September 1902, die thans deze zaak regelt (2). Onder andere inlichtingen wordt in de staten, voor ieder korps, opgegeven zijne nauwkeurige getalsterkte op den laatsten dag der vorige maand. In de tabellen, betreffende die getalsterkte, worden de manschappen opgenomen in twee groote afdeelingen, die der « aanwezigen » en die der « afwezigen », beide onderverdeeld in een zeker getal ondergeschikte afdeelingen.

Aangezien er als 't ware dagelijks allerlei veranderingen in de korpsen ontstaan tengevolge van overlijden, afkeuring, vrijwilligers die dienst nemen, klassen met onbepaald verlof, binnengeroepenklassen, manschappen die met verlof gaan of terugkomen, is de getalsterkte van een korps *op een bepaalden dag eener maand* doorgaans niet dezelfde als die van het zelfde korps *op een anderen dag derzelfde maand*. Eveneens verschilt het getal manschappen, aangegeven als *aanwezig* of als *afwezig*, van dag tot dag.

Uit die gestadige veranderingen blijkt verder, dat de getalsterkte van een korps, op *den laatsten dag eener maand*, of die van de manschappen, op dien zelfden dag aangegeven als aanwezig of afwezig, over 't algemeen niet kan overeenkomen met de *dagelijksche gemiddelde* getalsterkte van dat korps en van zijne onderverdeelingen gedurende de maand.

Daar echter de Regeering verlangde ingelicht te zijn over de juiste gemiddelde getalsterkte, inzonderheid over het dagelijksch middelcijfer der manschappen gerangschikt onder de *aanwezigen*, beval de algemeene onderrichting van 10 September 1902 twee nieuwe kolommen te brengen in de tabellen der staten van effectief : in de eene kolom telt men te zamen het getal aanwezigen, vastgesteld op elken dag der maand; in de andere wordt opgegeven het dagelijksch middelcijfer van de aanwezigen gedurende dezelfde maand. Dit middelcijfer verkrijgt men door het geheel getal der manschappen, aanwezig op de verschillende dagen der maand, te deelen met het getal dagen der maand : 31, 30, enz.

Welken waarborg van nauwkeurigheid leveren deze stukken op?

Men mag zeggen dat de staten van effectief de meeste waarborgen van nauwkeurigheid opleveren.

---

(1) Zie *Bijlagen*, blz. 72 en volg.

(2) Zie deze onderrichting in het *Journal Militaire Officiel*, 1902, blz. 301.

Trouwens, de inlichtingen die zij bevatten zijn geput uit een kapitaal stuk, waarop berust gansch het bestuur van eene troepeneenheid, *het dagelijksch rapport.*

Het dagelijksch rapport omtrent elke eenheid — compagnie, batterij, eskadron — vermeldt inderdaad bij naam al de veranderingen, dag vóór dag ontstaan in het personeel der eenheid, en geeft, in den vorm van tabellen, de manschappen op die dagelijks aanwezig of afwezig zijn. Daar het dagelijksch rapport dient tot het vaststellen of nagaan van eene reeks andere stukken, strekkende tot het bepalen van elks recht op soldij, brood, vleesch, vergelding in zake van militie, hebben de militaire overheden, op de verschillende trappen van rangopvolging, tot plicht er voor te zorgen, dat bedoeld rapport streng nauwkeurig wordt opgemaakt (1).

* * *

Dit voorafgaande punt opgelost zijnde, hield de Commissie zich afzonderlijk en achtervolgens onledig met het nagaan van het vredes- en van het oorlogseffectief.

* * *

I. HET NAGAAN VAN HET VREDESEFFECTIEF.

1. De wijze van berekening.

Tijdens de beraadslaging over de wet van 21 Maart 1902, verklaarde de Regeering herhaaldelijk dat deze wet de handhaving van het gemiddeld vredeseffectief van het jaar 1900, zijnde 42,898 man, moest verzekeren. «Wij hebben u, zegde de heer de Smet de Naeyer (2) den 8^en^ November 1901 in de Kamer, opgegeven het werkelijk effectief, berekend naar het middelcijfer van de manschappen die, gedurende het jaar 1900, ter beschikking van het Departement van Oorlog waren, en wij vragen dat dit zelfde effectief, op dezelfde wijze berekend, worde gehandhaafd... Andermaal dien ik te verklaren dat onze inzichten volstrekt eerlijk zijn. Het vredeseffectief wordt morgen berekend zooals heden, niet naar louter theoretische opgaven, doch naar uitgemaakte feiten en statistieken die werkelijke toestanden opgeven. »

Alvorens over te gaan tot het eigenlijk onderzoek der cijfers van het vredeseffectief, onderzocht de Commissie bijgevolg een drieledig vraagtuk :

1° Heeft de Regeering, in de statistieken ter Kamer overgelegd, aan het begrip van vredeseffectief den zin behouden, welken zij daaraan hechtte bij de behandeling der wet van 21 Maart 1902? Anders gezegd, begrijpt het Departement van Oorlog thans in het vredeseffectief dezelfde soorten van manschappen als voorheen, volgens den toestand waarin zij bij het leger voorkomen?

---

(1) Zie dienaangaande eenige verklaringen bij het getuigenverhoor : *Bijlagen*, bl. 1, 2, 8, 9, 10, 11 en 12.

(2) *Handelingen der Kamer*, 1900-1901, blz. 2,701.

2° Ondergingen, tengevolge van veranderingen in de wet of in de reglementen, de toestanden, waarin de manschappen verkeeren en die eene gelijke benaming behielden, geen wijzigingen van aard om invloed uit te oefenen op de sterkte van het effectief?

3° Telt men wiskundig op dezelfde wijze als vroeger de manschappen die zich in den eenen of anderen van die toestanden bevinden?

*
* *

Alvorens op te geven den uitslag van de navorschingen der Commissie in deze drievoudige richting, moet, om elke dubbelzinnigheid weg te nemen, vooraf worden aangemerkt dat de achtbare Minister van Oorlog, in de wijze van opmaken van de effectief-staten of van berekenen van het vredeseffectief, *hoegenaamd niets nieuws heeft ingevoerd.*

De Commissie acht het een plicht te doen uitschijnen dat de onderrichting, op 10 September 1902 door generaal Cousebant d'Alkemade gericht tot de korpsoversten, in haar geheel werd gehandhaafd en bij voortduur zonder eenige verandering wordt toegepast voor het opmaken van de effectief-staten, waarop de berekening van het vredeseffectief steunt.

't Is deze onderrichting, die de Commissie bijgevolg heeft vergeleken met de vroegere doenwijze, om op te lossen de vraag of, in bovenbedoeld drievoudig opzicht, na de wet van 21 Maart 1902, veranderingen werden gebracht in de wijze waarop het vredeseffectief wordt vastgesteld.

*
* *

A. — *Soorten van manschappen begrepen in het vredeseffectief.*

Onderstaande tabel bewijst welke soorten van manschappen in het vredeseffectief werden begrepen bij de behandeling der wet 21 Maart 1902, en welke soorten van manschappen er in begrepen zijn sedert de onderrichting van 1902 (1).

Soorten van manschappen, begrepen in het vredeseffectief tijdens de beraadslaging over de wet van 21 Maart 1909 (2).	Soorten van manschappen, begrepen in het vredeseffectief sedert de onderrichting van 10 September 1902.
1. De manschappen, werkelijk aanwezig onder de wapens en bij de werkzaamheden in vredestijd.	1. De manschappen, werkelijk onder de wapens en aanwezig bij de werkzaamheden in vredestijd (de gemilitariseerde burgers inbegrepen).
2. De manschappen genietende het	2. De manschappen genietende

(1) Zie de *Bijlagen* van dit verslag, blz. 75 en volg.

(2) Zie, in de *Handelingen der Kamer*, 1900-1901, vergadering van 30 December 1901, de uitleggingen gegeven door generaal Cousebant d'Alkemade. Zij werden opgenomen in het Verslag der Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het voorstel Snoy, bl. 4, nota.

verlof voorzien bij artikel 85, § 1, der militiewet (thans artikel 85, litt. C en D).

3. De correctionnairen en disciplinairen.

4. De mannen in het hospitaal.

5. De pupillen.

6. De ontbrekenden.

7. Terechtstaande manschappen.

het verlof voorzien bij artikel 85 C en D (vroeger art. 85, § 1) der militiewet.

3. De correctionnairen en disciplinairen.

4. De mannen in het hospitaal.

6.

7.

Behalve de ontbrekende en terechtstaande manschappen, bevat het begrip van vredeseffectief, sedert 10 September 1902 evenals vóór dien datum, dezelfde soorten van manschappen, volgens den toestand waarin zij in vredestijd verkeeren.

De Commissie wilde weten in hoeverre het vredeseffectief van 1900 kon verzwaard zijn door het inschrijven van de *ontbrekende* en van de *terechtstaande* manschappen; met hoeveel het effectief van het laatste militiejaar kon verminderd zijn tengevolge van de omstandigheid dat die twee soorten van manschappen er niet waren bijgerekend.

Ziehier eene tabel die antwoordt op deze vraag (1) :

Jaar 1900.		Dienstjaar 1907-08.	
Ontbrekenden	72	Ontbrekenden	61
Terechtstaanden	51	Terechtstaanden	31
Te zamen. . .	123	Te zamen. . .	92

* * *

B. *Wijzigingen ontstaan in den toestand van de manschappen met verlof.*

Dit punt opgehelderd zijnde, moest het volgende worden verklaard : onderging de toestand van sommige soorten van manschappen, begrepen in het vredeseffectief, namelijk die van de manschappen met verlof, sedert de wet van 21 Maart 1902, niet zekere wijzigingen welke invloed konden hebben op de sterkte van het effectief, in getal of anderszins?

Trouwens, de gunstverloven, waarop de miliciens recht hadden onder de vroegere wet (vroeger art. 85, § 1), werden verminderd door de wet van 21 Maart 1902 (het tegenwoordig art. 85 C en D).

Anderdeels, terwijl vroeger de manschappen naar huis werden gezonden met *beperkt verlof* tijdens de onderbreking van hun diensttijd, voorzien bij § 3 en § 4 van artikel 85 (tegenwoordig art. 85, A), krijgen zij thans, gedurende deze zelfde onderbreking, een zoogezegd verlof door onderbreking van dienst, waarvan de practische regeling merkelijk verschilt met de beperkte verloven van vroeger.

De Commissie was bezorgd om den invloed welken deze wettelijke of

(1) Zie *Bijlagen*, bl. 76, nota.

reglementaire nieuwigheden konden uitoefenen op de sterkte, in getal of anderszins, van het vredeseffectief, en een groot deel van het mondeling onderzoek, waartoe de ambtenaren van het Departement van Oorlog werden opgeroepen, liep over dat punt (1).

Het vraagstuk der gunstverloven (vroeger artikel 85, § 1; thans artikel 85, C en D) en het vraagstuk der verloven, volgende uit de bepalingen van artikel 85 A (vroeger art. 85, § 3 en § 4), behooren afzonderlijk te worden onderzocht.

Een hoofdzakelijk kentecken onderscheidt ze. De tijd, door de manschappen doorgebracht met verlof krachtens art. 85, litt. C en D (vroeger art. 85, § 1), telt mede in den duur van hun diensttijd. Nemen we, bij voorbeeld, een voetganger van de linie-infanterie, wien de wet 20 maanden werkelijken dienst oplegt, te doen binnen een tijd van 24 maanden. Wij onderstellen dat hij, na zes maanden aanwezigheid onder de wapens, een verlof van vijftien dagen krijgt, door toepassing van art. 85, litt. C. Op 't oogenblik dat hij de kazerne verliet om gebruik te maken van dit verlof, moest hij nog gedurende 14 maanden werkelijk aanwezig zijn. Wanneer hij na zijn 15 dagen verlof terugkeert, dan heeft hij nog slechts 13 1/2 maanden te dienen. Dus telt de tijd, met verlof doorgebracht, mede in den ganschen duur van den te verrichten dienst.

Daarentegen telt de tijd, door de manschappen ten hunnent doorgebracht krachtens een verlof toegestaan door toepassing van art. 85, litt. A (vroeger art. 85, § 3 en § 4), niet mede in hun diensttijd. De voetganger, die ter kazerne terugkeert na dergelijk verlof te hebben genoten, moet nog juist het getal maanden werkelijken dienst doen, die hij moest leveren den dag waarop hij met verlof naar huis ging.

Laten wij ook nog aanmerken dat krachtens artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 September 1902 op de vergelding der miliciens, de militair die het verlof krijgt, voorzien bij art. 85, litt. C (vroeger art. 85, § 1), de vergelding geniet gedurende de eerste 8 dagen van zijne afwezigheid, terwijl hij, die verlof krijgt door toepassing van art. 85 A (vroeger art. 85, § 3 en § 4), geen aanspraak op de vergelding heeft.

Laten wij thans onderzoeken welk verband er bestaat tusschen die twee soorten van verlof en de wijze waarop het vredeseffectief wordt vastgesteld.

*
* *

Gunstverlof of klein verlof (Art. 85, Litt. C en D) (2).

Vóór de onderrichting van 10 September 1902, evenals na deze onderrichting, werden door de militaire overheid, op de effectief-staten, steeds

---

(1) Zie *Bijlagen*, bl. 1 tot 12.

(2) *Huidig artikel* 85, *C en D.*

C. — ... De miliciens, de vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers hebben

Vroeger artikel 85, § 1.

Art. 85. § 1. — De vrijwilligers en de plaatsvervangers hebben ieder recht op ge-

genoemd als *aanwezig* of met *soldij*, derhalve begrepen in het vredeseffectief de manschappen genietende het verlof voorzien bij artikel 85, Litt. C. en D (vroeger artikel 85, § 1), evengoed als zij die *werkelijk aanwezig* zijn ter kazerne of bij de oefeningen in vredestijd. Anders gezegd, het gansche cijfer van het vredeseffectief bestaat thans, zooals vroeger, uit al de manschappen van twee groepen militairen : 1° de soldaten *werkelijk aanwezig* bij hunne militaire werkzaamheden; 2° een zeker getal soldaten *fictief aanwezig*, met name zij die het verlof genieten, voorzien bij artikel 85 C en D (vroeger 85, § 1). 't Is omdat de eenen en de anderen gedurende den tijd van hunne *werkelijke* of *fictieve* aanwezigheid den actieven dienst verrichten, hun bij de wet voorgeschreven in tijd van vrede (1).

Uit deze wijze van opvatting van het vredeseffectief volgt, dat de verlenging of vermindering van den verloftijd, voorzien bij artikel 85, Litt. C en D (vroeger art. 85, § 1), geen invloed kan uitoefenen op de globale getalsterkte van een bepaald vredeseffectief, daar deze globale getalsterkte wordt gevormd door samentelling van de *werkelijk aanwezige* manschappen en de manschappen *met verlof*, door toepassing van de aangeduide wetsbepaling.

Doch de verlenging of de uitbreiding van den duur der verloven kan een merkelijken invloed uitoefenen op den min of meer zaakrijken aard van de getalsterkte aan manschappen, werkelijk aanwezig bij hunne militaire werkzaamheden. Zoo komt het, dat, vermits de wet van 11 Maart 1902 den duur van het bij artikel 85, § 1, der militiewet voorziene verlof verkortte, er in het vredeseffectief van het jaar 1900 meer manschappen met verlof zijn dan thans.

Daarvan volgt hier de vergelijkende tabel (2) :

Vredeseffectief van 1900.		Vredeseffectief van 1907-1908.	
1. Werkelijk aanwezige manschappen	39,329	1. Werkelijk aanwezige manschappen	35,543
2. Fictief aanwezige manschappen (art. 85, § 1).	3,569	2. Fictief aanwezige manschappen (art. 85, Litt. C. en D.).	1,264
Te zamen. . .	42,898	Te zamen. . .	36,807

Met andere woorden, elke wet, die den duur verkort van de verloven voorzien bij artikel 85, Litt. C en D (vroeger art. 85, § 1), vermeerdert het

---

ieder recht op gemiddeld vijftien dagen verlof per jaar gewonen werkelijken dienst.

D. — Deze termijn wordt gebracht tot op eene maand, wanneer het totaal van de vrijwilligers en de opnieuw dienst nemenden der verschillende klassen 18,300 man bereikt.

Merken wij ook aan het huidige artikel 100, litt. F. : « Te rekenen van den leeftijd van 18 jaar, zijn de vrijwilligers van beroep gelijkgesteld met de miliciens in zake van... en van de verloven. »

(1) Zie hierboven, bl. 5 en 6.

(2) Zie *Bijlagen*, tabel blz. 91.

middeld zes weken verlof per jaar werkelijken dienst.

N. B. De vrijwilligers van alle soorten hadden geen recht op die verloven. Werkelijk werden zij hun echter verleend.

getal manschappen, werkelijk aanwezig ter kazerne en bij de verrichtingen in vredestijd, en vermindert met een zelfde getal het gemiddeld cijfer van de manschappen met verlof; doch het totaal van de twee groepen te zamen blijft steeds gelijk.

Laten wij bij voorbeeld nemen het gemiddeld totaal effectief van het jaar 1907-1908. Uit kracht van artikel 85, Litt. C, hadden de manschappen recht op een gemiddeld verlof van vijftien dagen. Daar er altijd een zeker getal manschappen zijn die van elk verlof afzien, bedroeg het gemiddeld cijfer van den duur der verloven slechts dertien dagen. Het effectief van 36,807 werd dus, zooals blijkt uit bovenstaande tabel, verdeeld op de volgende wijze tusschen de groep werkelijk aanwezige manschappen en die der bij fictie als *aanwezig genoemde* mannen :

Werkelijk aanwezigen . . .	35,543 (1)
Fictief aanwezigen	1,264
Te zamen. . .	36,807

Onderstellen wij eene wet die den duur der verloven, voorzien bij artikel 85, Litt. C, verdubbelt of verdrievoudigt. Wat zal de uitwerking van deze wet zijn op de sterkte van het vredeseffectief?

Zij zal geen invloed hebben op het totale cijfer, dat 36,807 blijft; doch daardoor zal de verdeeling van de manschappen tusschen de twee groepen, welke te zamen het gansche vredeseffectief uitmaken, gevoelig gewijzigd worden.

Met een verlof van zes weken ('t is te zeggen verdriedubbeld), en ondersteld dat er altijd een zelfde getal manschappen zijn die van elk verlof afzien) zal de tabel den volgenden uitslag geven :

	Wettelijke duur der verloven	
	15 dagen.	6 weken.
Werkelijk aanwezigen . . .	35,543	33,015
Fictief aanwezigen	1,264	3,792
Te zamen. . .	36,807	36,807

Met een verlof van éene maand, geeft de tabel dezen uitslag :

	Wettelijke duur der verloven		
	Eene maand.	15 dagen.	6 weken.
Werkelijk aanwezigen. . .	34,279	35,543	33,015
Fictief aanwezigen	2,528	1,264	3,792
Te zamen. . .	36,807	36,807	36,807

Men weet dat den dag waarop het effectief van 42,800 man, waarop in 1902 werd gerekend, zal bestaan, de duur van het gunstverlof van rechtswege, krachtens artikel 85 D (2), van 15 dagen moet gaan tot éene maand.

---

(1) Met inbegrip van de gemilitariseerde burgers. Zie *Bijlagen*, tabel blz. 91.

(2) Zie den tekst hierboven, blz. 6.

De vergelijkende tabel van de werkelijk en van de fictief aanwezige manschappen in 1900 en onder de wet van 21 Maart 1902, zou er dan nagenoeg uitzien als volgt :

	Effectief van 1900.	Ondersteld dat het verhoopt effectief werkelijk bestaat.
Aanwezigen	39,329	40,370
Fictief aanwezigen . .	3,569	2,528
Te zamen. . .	42,898	42,898

Anders gezegd, met gelijke globale getalsterkte zouden er, onder de wet van 21 Maart 1902, zoo zij de verwachte uitslagen opleverde, nagenoeg 1,000 man meer zijn in de kazerne en bij de verrichtingen in vredestijd dan vroeger, en wel door den geregelden gang der gunstverloven, deze vroeger bepaald zijnde op zes weken, bij art. 85, § 1, en thans op eene maand, bij artikel 85, litt. D (wel te verstaan in de onderstelling dat de werwachte effectieven bereikt zijn) (1).

* * *

Het gebeurt dat, in uitzonderlijke gevallen, de militaire overheid aan de soldaten verlof van een langeren duur verleent dan is voorzien bij artikel 85 C en D, 't is te zeggen van meer dan éène maand. De manschappen, die het genieten, worden niet medegerekend bij het vredeseffectief, evenmin als vroeger bij het vredeseffectief werden medegerekend de manschappen die een verlof genoten van meer dan den normalen duur der verloven voorzien bij artikel 85, § 1, der vroegere wet.

Doch de normale duur kon vroeger zes weken bereiken ; uit deze verandering volgt, dat de manschappen, die vroeger een verlof van meer dan éène maand genoten, zonder zes weken te overschrijden, bij het effectief werden geteld, terwijl zij thans daarin niet zijn opgenomen.

De Commissie heeft getracht te weten met hoeveel manschappen het hedendaagsch effectief, vergeleken met dat van 1900, verminderd is ten

---

(1) Zoo er tusschen de cijfers van de manschappen met verlof (3,638 eenerzijds, 2,528 anderzijds) niet dezelfde verhouding bestaat als tusschen den duur der verloven (zes weken eenerzijds, vier weken anderzijds), dan volgt dit hieruit, dat, onder het vroegere stelsel, de wettelijke duur van zes weken werkelijk niet werd bereikt (werkelijk bedroeg de gemiddelde duur slechts éène maand); door het getal manschappen die verlof zouden genieten, indien de huidige effectieven voltallig waren, te brengen van 1,264 tot op 2,528, met andere woorden, door dit getal te verdubbelen, hebben wij eveneens ondersteld dat de gemiddelde duur der verloven onder het nieuw stelsel werkelijk niet zou bereiken de maand voorzien bij art. 85 D, evenmin als hij thans, werkelijk, de vijftien dagen bereikt, welke zijn voorzien bij art. 85 C.

Moest men, nadat het effectief van 42,800 is bereikt, werkelijk aan 41,000 manschappen (de gemilitariseerde burgers hebben geen recht op verloven) 30 dagen gunstverlof verleenen, dan zouden er werkelijk bijna evenveel manschappen met verlof zijn onder het nieuw stelsel dan er waren onder het oud stelsel : inderdaad $\frac{41,000 \times 30}{365}$ geeft het gemiddeld cijfer 3,369.

gevolge van de omstandigheid dat de manschappen met verlof van vijf of zes weken thans niet meer worden medegeteld in het vredeseffectief. Zij vroeg aan de Regeering hoeveel manschappen in den loop van het jaar 1907-1908 een verlof kregen van meer dan ééne maand, zonder zes weken te overschrijden.

Daarop is geantwoord, dat in 't geheel *negentien* man een verlof van meer dan ééne maand hadden gekregen (1) Dit verlof kon dus geen gevoeligen invloed hebben op de getalsterkte van het hedendaagsch effectief.

Zich altijd op hetzelfde standpunt plaatsend, trachtte de Commissie te weten met hoeveel het effectief van 1900 kon verzwaard zijn, in vergelijking met het hedendaagsch effectief, en wel tengevolge van de omstandigheid dat de manschappen met meer dan ééne maand verlof, dit verlof zes weken niet te boven gaande, vroeger werden medegerekend in het vredeseffectief, terwijl zij thans daarin niet meer worden medegeteld.

Dienaangaande kon de Regeering de Commissie niet inlichten, daar de staten, door de korpsen overgemaakt aan het Departement, wel opgeven het getal manschappen met verlof op een bepaalden datum, doch niet den duur van dit verlof.

Evenwel blijkt uit eene verklaring, in den Senaat afgelegd door den heer de Trooz, tijdens de behandeling der wet van 21 Maart 1902, dat het vredeseffectief van het jaar 1900 ten naaste bij een middelcijfer van 3,569 man met verlof telde. In dit cijfer waren begrepen de mannen, die een verlof van ééne maand en minder genoten (thans ook medegeteld in het effectief), en de mannen met meer dan ééne maand verlof, doch niet meer dan zes weken verlof (thans niet meer medegerekend in het vredeseffectief).

Het schijnt dat de manschappen, die meer dan ééne maand, doch niet meer dan zes weken verlof hebben, niet voor een ruim aandeel voorkwamen in het gansche cijfer van 3,569 man met verlof, want verlof van meer dan zes weken werd zelden toegestaan.

* * *

Verlof door onderbreking van dienst (Art. 85, A).

Art. 85, litt. A, der militiewet neemt aan, dat bij 't meerendeel der wapens de miliciens, de vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers (2) kunnen worden verplicht, hun gewonen werkelijken diensttijd uit te doen in verschillende tijdvakken, onderbroken door verlof. Zoo komt het dat de diensttijd van twintig maanden, waartoe de manschappen van de infanterie zijn gehouden, niet altijd onafgebroken moet uitgedaan worden, doch verdeeld is over verscheidene termijnen, afgebroken door verlof. Overigens, de duur van deze tijdvakken, evenals van deze verloven, wordt overgelaten aan het goedvinden van het Departement van Oorlog, met het volgend tweevoudig voorbehoud : de vereenigde termijnen van aanwezigheid onder de wapens mogen niet voor

(1) Zie *Bijlagen*, blz. 96.

(2) Zie, voor de vrijwilligers van beroep, de verder gemaakte opmerking, blz. 12.

gevolg hebben dat aan den militair een werkelijke dienst van meer dan 20 maanden wordt opgelegd; de gansche tijdruimte, waarover die 20 maanden kunnen verdeeld worden, mag 24 maanden niet te boven gaan. Dergelijke bepalingen regelen den dienst bij de andere wapens, behalve bij het bataljon van administratie, waar hij zonder tusschenpoos moet uitgedaan worden.

Op sommige tijdstippen des jaars, namelijk tijdens de schiet- en legeroefeningen, enz., behoort het aanwezig effectief der regimenten te worden versterkt. De verdeeling van den werkelijken dienst over een zeker getal termijnen strekt om dit desideratum te verwezenlijken, zonder de manschappen te verplichten tot eene verlenging van den duur hunner werkelijke aanwezigheid ter kazerne. Het laat trouwens toe, ze naar huis te zenden op een tijdperk dat hunne aanwezigheid minder noodzakelijk is, en ze binnen te roepen wanneer het effectief moet worden versterkt.

Ook heeft dit stelsel te allen tijde bestaan, ten minste voor de infanterie. Thans is het geregeld bij artikel 85, Litt. A; vroeger, bij artikel 85, § 3 en 4 (1).

Doch, zoo het stelsel ten allen tijde bestond, in de laatste jaren werd de toepassing daarvan door het Departement van Oorlog merkelijk gewijzigd. Vroeger deden de manschappen hun werkelijken tijd van aanwezigheid uit in slechts twee, overigens zeer ongelijke termijnen (2). De miliciens van de

---

(1) Huidig art. 85, Litt. A.

De miliciens, de vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers worden met onbepaald verlof naar huis gezonden, wanneer zij, te rekenen van den dag der oproeping onder de wapens van hun contingent, werkelijk dienst hebben gedaan gedurende den hierna bepaalden tijd :

Infanterie : twintig maanden, te doen binnen de vier en twintig maanden na de oproeping onder de wapens ; cavalerie en rijdende artillerie : zes en dertig maanden, te doen binnen de negen en dertig maanden na de oproeping onder de wapens ; bereden artillerie en trein : acht en twintig maanden, te doen binnen de dertig maanden na de oproeping onder de wapens ; vestingartillerie en bijzondere compagnieën artillerie : twee en twintig maanden, te doen binnen de vier en twintig maanden na de oproeping onder de wapens ; genie : twee en twintig maanden, te doen binnen de vier en dertig maanden na de oproeping onder de wapens ; bataljon van administratie : vier en twintig maanden, te doen zonder onderbreking.

Vroeger art. 85, § 3 en § 4.

Zij worden met onbepaald verlof gezonden, wanneer zij in den werkelijken dienst, te rekenen van den dag der oproeping onder de wapens van hun contigent, den hierna bepaalden tijd hebben doorgebracht :

Acht en twintig maanden, in den loop der eerste drie jaren, indien zij tot de linie-infanterie, tot de jagers te voet of tot den trein behooren ; zes en dertig maanden, gedurende de vier eerste jaren, indien zij behooren tot het grenadiersregiment of tot het carabiniersregiment ; drie jaren, indien zij behooren tot de belegeringsartillerie, tot het regiment van de genie, tot de compagnie der pontonniers, tot degene der vuurwerkers, of tot het bataljon van administratie ; vier jaren, indien zij behooren tot de batterijen te paard, tot de bereden batterijen of tot de eskadrons der cavalerie.

(2) Zie *Bijlagen*, bl. 82, uitleggingen daarover gegeven door de Regeering.

linie-infanterie, bijvoorbeeld, verplicht tot 28 maanden werkelijken dienst, uit te doen binnen een totalen tijd van 36 maanden, deden 26 1/2 tot 27 maanden achtereen uit en kregen daarna een beperkt verlof van verscheidene maanden tot de naaste schiet- of legeroefeningsperiode. Toen werden zij binnengeroepen voor zes weken of eene maand, om hun regelmatigen werkelijken dienst uit te doen (1). Dit beperkt verlof werd doorgaans gegeven aan eene gansche klas.

De aanzienlijke vermindering van den diensttijd, door de wet van 21 Maart 1902 gehuldigd, zette het Departement van Oorlog aan om de termijnen voor het voltrekken van den gewonen werkelijken dienst anders te regelen. In stede van in twee termijnen, onderbroken door een lang verlof, wordt de dienst voortaan gedaan in drie of vier termijnen, onderbroken door verlof van ongelijken, doorgaans korten duur, geheeten verlof door onderbreking van dienst, overeenkomend met het vroegere beperkt verlof. Anderdeels, terwijl het vroegere beperkt verlof doorgaans werd gegeven aan eene gansche klas, op hetzelfde oogenblik, kan het verlof door onderbreking van dienst thans persoonlijk worden gegeven.

Hoe heeft de verkorting van den diensttijd deze wijziging medegebracht?

Omdat vroeger, bijvoorbeeld voor de linieregimenten, de Regeering ieder jaar, in zekere mate (2), beschikte over drie militieklassen. Men kon dus op sommige tijdstippen des jaars eene gansche klas met bepaald verlof naar huis zenden, zonder de kazernen te ontvolken. Thans, tengevolge van de verkorting van den diensttijd, beschikt de Regeering elk jaar nog slechts over twee militieklassen (3). Moest men, zooals vroeger, eene gansche klas heenzenden voor verscheidene maanden, men zou de kazernen gedurende die zelfde maanden berooven van al de geoefende soldaten, er slechts de recruten latende. Daarom heeft men besloten de manschappen, met verlof heengezonden, gedurende den tijd hunner dienstonderbreking, persoonlijk heen te zenden, gedurende een ruim gedeelte des jaars (4).

Deze wijzigingen zijn overigens van geen belang met het oog op de getalsterkte van het vredeseffectief, want de verlofgangers door dienstonderbreking werden *nooit* medegerekend in de cijfers van dit effectief.

Dat volgt evenzeer uit de uitleggingen, in 1902 door generaal Cousebant d'Alkemade gegeven aan de Middenafdeeling, als uit de inlichtingen verstrekt door het Departement van Oorlog in het antwoord op de vragen der Commissie van onderzoek. Kapitein Féron, daarover bepaald ondervraagd in het mondeling getuigenverhoor, sprak dienaangaande op volstrekt uitdrukkelijke wijze (5).

---

(1) Zie daarover talrijke bijzonderheden in de *Bijlagen*, blz. 82, 84, 87, 92 en volg.

(2) De manschappen dienden bij de linietroepen inderdaad 28 maanden, te verdeelen over een tijd van 36 maanden, hetzij drie jaar.

(3) De 20 maanden werkelijken dienst, die de milicien bij de linietroepen moet uitdoen, behooren inderdaad te worden voltrokken binnen den tijd van 24 maanden, hetzij twee jaar.

(4) Zie de verklaringen van de korpshoofden, *Bijlagen*, blz. 13 en volg., alsmede blz. 68 en volg.

(5) Zie *Bijlagen*, bl. 5.

Toen generaal Cousebant d'Alkemade, bij omzendbrief van 24 Juni 1903, bestemd tot het uitleggen van de onderrichting van 10 September 1902 over de effectief-staten, de korpshoofden verwittigde dat de manschappen met dienstonderbrekend verlof in deze staten niet moeten worden opgenomen onder de *aanwezigen* en bijgevolg medegeteld in het vredeseffectief, handhaafde hij eenvoudig het vroegere stelsel in dit opzicht (1).

't Zal wellicht niet nutteloos zijn hier in herinnering te brengen dat, krachtens artikel 100 der wet op de militie, de beroepsvrijwilligers en zij, die eene nieuwe verbintenis aangaan, hunnen dienst op onafgebroken wijze voortzetten (behalve het gunstverlof, krachtens artikel 85, C en D). Zij krijgen dus geen verlof door onderbreking van dienst, aangenomen voor de miliciens, de vrijwilligers van het contingent, de vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers, met toepassing van artikel 85, Litt. A (vroeger, 85, § 3 en § 4).

* * *

In den loop van het getuigenverhoor, waarvan de verklaringen als bijlage in het verslag zijn opgenomen, waren de korpshoofden het er over eens, dat het verlof door onderbreking van dienst moet worden beschouwd als eene der oorzaken van de mindere getalsterkte, waarover zij klaagden; daardoor wordt het hun moeilijk of onmogelijk gemaakt, de regiments- of de bataljonsschool te doen verrichten bij de onder hunne bevelen staande korpsen (2).

* * *

C. — *Gevolgde wijze van berekening der manschappen op te nemen in het vredeseffectief, uit hoofde van den toestand waarin zij tijdens hun werkelijken dienst verkeeren.*

Hoe berekent men, om de effectief-staten op te maken, de manschappen die, krachtens den toestand waarin zij bij het leger verkeeren, bestemd zijn om te worden medegerekend bij het vredeseffectief?

Vóór de onderrichting van 10 September 1902, gaven de maandelijksche effectief-staten het gansche getal manschappen op, die den *eersten dag* van elke maand deel uitmaakten van het vredeseffectief. Men verkreeg den jaarlijkschen gemiddelden toestand door samentelling van de effectief-getallen vastgesteld den eersten dag van elke der twaalf maanden en dit totaal te deelen met twaalf. Sommige jaren liet men het zelfs bij de samentelling

---

(1) Ziehier een uittreksel uit dien omzendbrief, gedagteekend 24 Juni 1903 (2e alg. afd. Personeel en werving, 1e bestuur, 2e bureel, nr 81) : « Ik heb de eer u, tot richtsnoer, te berichten dat de militairen, aan wie verlof wordt verleend *door dienstonderbreking gedurende eene maand en minder,* op de effectief-staten moeten voorkomen, niet als « met klein verlof », maar wel als « met bepaald verlof », evenzeer als degenen die soortgelijk verlof voor een langeren duur verkrijgen... »

(2) Zie hunne verklaringen, *Bijlagen,* bl. 13 en volg., alsmede 68 en volg.

van de manschappen, door de staten opgegeven den eersten dag van elk kwartaal, en men bepaalde er zich bij, het totaal te deelen met 4 (1).

Sedert de onderrichting van 10 September 1902, werd in dat opzicht eene tweevoudige nieuwigheid ingevoerd : eerst en vooral vermelden de effectief-staten de manschappen, aanwezig den *laatsten dag* van elke maand ; vervolgens worden in eene van de twee voorbehouden kolommen, waarvan hierboven sprake is, door de korpshoofden opgegeven *al* de manschappen die aanwezig waren elken dag der maand ; in de andere kolom, *het dagelijksch middelcijfer der maand*, zooals blijkt uit de deeling van dit totaal met het getal dagen der maand. Telt men de twaalf maandelijksche gemiddelde cijfers te zamen en deelt men het totaal met 12, dan verkrijgt men voor het jaar het dagelijksch gemiddeld cijfer.

Met het oog op de wiskundige nauwkeurigheid, staat de nieuwe wijze van optelling der manschappen, opgenomen in het vredeseffectief, blijkbaar boven de vroegere. Zij geeft waarlijk het wiskundig nauwkeurig cijfer der aanwezige manschappen gedurende het jaar, want dit gemiddeld cijfer is afgeleid van de samentelling der aanwezigen, vastgesteld op *elken* dag van de 365 dagen des jaars.

Het gemiddeld cijfer, vroeger afgeleid uit de samentelling der vastgestelde aanwezigen op slechts enkele dagen (12 of 4) van het jaar, *kon* eigenlijk zeer onnauwkeurig zijn. Het gevaar van onnauwkeurigheid was vooral groot, wanneer men de berekening deed naar het getal aanwezigen, vastgesteld op den 1sten van elk kwartaal. Onderstellen wij eene gansche klas, onder de wapens geroepen den tweeden dag van een kwartaal (bijvoorbeeld, omdat de 1e dag een Zondag is) (2) en vóór het einde van het kwartaal naar huis gezonden met verlof, toch kwam hare werkelijke aanwezigheid ter kazerne niet in aanmerking bij het opmaken van het gemiddeld jaarlijksch vredeseffectief. Onderstellen wij eveneens eene gansche klas, met verlof heengezonden een dag of twee dagen na een van de vier bedoelde dagen, dan zou de werkelijke leemte, door haar vertrek gedurende een gansch kwartaal verwekt in de kazernen, niet terugwerken op het afgeleide middelcijfer der aanwezigen, bevonden op de vier aangeduide dagen.

Juist om de mogelijke onnauwkeurigheden van de vroegere wijze te vermijden, heeft men, bij de optelling van het vredeseffectief voor 1900, dat de Regeering wilde handhaven, afgetrokken van de maandstaten of de driemaandelijksche staten de manschappen behoorende tot binnengeroepen klassen en gebracht op het vredeseffectief in eene afzonderlijke afdeeling, volgens eene berekening steunende op een nauwkeurig middelcijfer. Het binnenkomen of vertrekken van gansche militieklassen is inderdaad de oorzaak die het meest kan bijdragen om de maandelijksche gemiddelde cijfers, afgeleid uit de effectief-staten op twaalf of op vier bepaalde dagen des jaars, onnauwkeurig te maken.

* * *

(1) Zie hierover omstandige uitleggingen in de *Bijlagen*, bl. 2.

(2) Het geval deed zich voor in 1899. Zie daarover de omstandige uitleggingen in de *Bijlagen*, bladz. 197.

Hoe het overigens ook moge gesteld zijn met de verbetering, door de onderrichting van 10 September gebracht in de wijze waarop de manschappen worden geteld, toch trachtte de Commissie zich feitelijk rekenschap te geven van het verschil dat, met het oog op het geheel bedrag van het effectief, deze of gene wijze van tellen kon teweegbrengen.

Bijgevolg vroeg zij, dat het Departement van Oorlog haar zou mededeelen de tabel van het effectief in 1900, berekend naar de wijze voorgeschreven bij de onderrichting van 10 September 1902, 't is te zeggen steunende op de vastgestelde aanwezigen, niet meer op 12 dagen van het jaar, maar wel op de 365 dagen.

Het Departement kon deze inlichting niet leveren (1), omdat de effectiefstaten van vóór de onderrichting van 10 September 1902 het Departement, zooals reeds werd gezegd (2), niet inlichten omtrent het maandelijksch gemiddeld cijfer van de dagelijks aanwezigen.

Hadden de korpsen de dagelijksche rapporten van 1900 in hun archief bewaard, dan kon men wellicht daarin de verlangde inlichtingen aantreffen. Doch de herinrichting des legers, namelijk in het opzicht van de vestingartillerie (3), heeft de archieven van sommige korpsen verspreid; het werk kon niet worden opgemaakt voor gansch het jaar en leverde derhalve weinig belang op.

De Commissie kon zich overigens op eene andere wijze inlichten omtrent de practische strekking van het verschil der berekeningen. Zij vroeg achtereenvolgens aan het Departement van Oorlog de tabel van het hedendaagsch vredeseffectief (namelijk, die na de wet van 1902) berekend naar de oude wijze van berekening, dus naar de toestanden vastgesteld op 12 of op 4 bepaalde dagen des jaars.

Deze tabel werd haar geleverd (4).

Daaruit volgt, wanneer men het dagelijksch gemiddeld cijfer, afgeleid uit de vastgestelde aanwezigen op elken dag des jaars (huidig stelsel), vergelijkt met het gemiddeld cijfer afgeleid uit de vastgestelde aanwezigheid op slechts twaalf dagen (vroeger stelsel), een verschil, volgens de jaren, van 17 tot 340 eenheden, nu ten voordeele van de eene wijze, dan ten voordeele van de andere wijze van berekening.

Zoo geeft de huidige wijze van berekening aan het effectief van het jaar 1908 eene gemiddelde getalsterkte van 37,023 man, hetzij 17 man meer dan de vroegere wijze van berekenen, die voor dat zelfde effectief het cijfer 37,006 opgeeft. Eveneens geeft de huidige wijze voor het effectief van 1905 een totaal van 39,686 man, hetzij 340 man meer dan met de vroegere wijze. Voor het effectief van 1901 geeft daarentegen de vroegere wijze 127 man meer op (41,510 tegen 41,383).

Het verschil is grooter, wanneer men de uitslagen, opgeleverd door de

---

(1) Zie de uitlegging van dit feit, *Bijlagen* bl. 91.

(2) Zie hierboven, bl. 2.

(3) Zie *Bijlagen*, bl. 166.

(4) Zie *Bijlagen*, bl. 90.

huidige wijze, vergelijkt met die, verkregen door berekening steunende op het effectief, vastgesteld op een dag van het kwartaal. Het verschilt van 244 tot 892 eenheden.

Zooals reeds is gezegd, werd elk effectief van 1900 berekend op grondslag van de werkelijk aanwezige troepen, vastgesteld op een dag van elke maand, niet op een dag van het kwartaal.

* * *

Deze punten opgehelderd zijnde, stelde een lid der Commissie een ontwerp van resolutie voor, waarin in uitdrukkelijke bewoordingen werden vastgesteld de veranderingen, door generaal Cousebant d'Alkemade, tengevolge van zijne onderrichting van 10 September 1902, gebracht in de wijze waarop het vredeseffectief wordt vastgesteld. Dit ontwerp ving aan als volgt :

« De Commissie stelt vast, dat sedert de wet van 1902 gewichtige veran-
« deringen door het Departement van Oorlog werden gebracht in de wijze
» om het gemiddeld effectief des legers op voet van vrede vast te stellen ».
Het zette vervolgens deze veranderingen uiteen en eindigde met het volgende besluit : « Uit deze vaststelling blijkt, dat de inlichtingen, door het Depar-
» tement van Oorlog geleverd, niet veroorloven eene nauwkeurige vergelij-
» king te maken tusschen het gemiddeld effectief van het leger in 1900 en
» het gemiddeld effectief van het leger na de wet van 1902. »

Het denkbeeld om in eene uitdrukkelijke resolutie te doen uitschijnen de nieuwigheden, door de onderrichting van 10 September 1902 gebracht in de wijze waarop het vredeseffectief wordt vastgesteld, werd door verscheidene leden bestreden. Volgens hen was het voldoende, de leden der Kamer in te lichten door middel van het verslag. Overigens konden zij niet instemmen met het gevolg dat de steller van de resolutie beweerde af te leiden uit de vastgestelde geschillen.

Tot staving van zijn voorstel deed het lid de volgende beschouwingen gelden. Een gedeelte van de beraadslaging in de Kamer, tijdens de interpellatie des heeren Snoy omtrent de uitslagen der wet van 1902, liep over de nieuwigheden gebracht in de wijze van berekening van het effectief, en het verslag van de Middenafdeeling had uitdrukkelijk aangestipt dat de Commissie van Onderzoek het vraagstuk moest ophelderen. Hadde het zulks niet gedaan, dan bleef de vergelijking hoogst nuttig. De Commissie is gelast de uitslagen der wet van 1902 vast te stellen; is niet het beste middel daartoe den toestand des legers vóór en na de wet te vergelijken? En vermits het onmogelijk is deze vergelijking te maken met eene stipte zekerheid, moet de Commissie deze onmogelijkheid doen uitkomen. Eindelijk, zoo de belangrijkheid van de veranderingen kan worden betwist, wat betreft de bepaling van het gemiddeld effectief, het is, volgens hem, moeilijk ze te betwisten, wanneer dient te worden bepaald het getal manschappen, werkelijk aanwezig ter kazerne. Het antwoord van het Departement van Oorlog, bedoeld door de resolutie, is dienaangaande kenschetsend. Hadde men in 1900,

om het effectief te bepalen, enkel de manschappen geteld, die aanwezig waren ter kazerne — dus na aftrek van de manschappen, naar huis gezonden met gunstverlof — het cijfer ware 39.529 geweest, doch niet 42,898. Hadde men anderdeels in 1907-1908 slechts geteld de mannen aanwezig ter kazerne, het cijfer ware 35,543 geweest, doch niet 36,807. Het verschil tusschen die twee jaren ware dus niet 6,091, maar wel 3,786 man geweest. Daarover behooren uitleggingen te worden gegeven en de Kamer dient op nauwkeurige wijze te worden ingelicht.

Een lid verklaart, dat hij het in beginsel met den voorsteller eens is over de feitelijke waarnemingen, in zijn ontwerp van resolutie uitgedrukt, en toonde zich bijgevolg geneigd er voor te stemmen, behoudens wijziging van sommige uitdrukkingen ten einde elke dubbelzinnigheid te vermijden. Volgens hem, nochtans, konden de vastgestelde veranderingen, met het oog op de vergelijking der cijfers van de getalsterkte in 1900 en 1907-08, slechts van gering belang zijn. De ontbrekenden, de terechtstaanden, de juiste dagelijksche gemiddelde cijfers of de dagelijksche gemiddelde cijfers afgeleid uit de maandstaten, dit alles verwekte, met het oog op de cijfers, slechts gering verschil. Hij kon derhalve niet komen tot de slotsom dat deze veranderingen eene nauwkeurige vergelijking tusschen het hedendaagsch effectief en het effectief dat de wet moest handhaven, onmogelijk maakten. Bijgevolg vroeg hij, om elke dubbelzinnigheid weg te nemen, dat, zoo het ontwerp van resolutie, waarbij worden vastgesteld de nieuwigheden ingevoerd door de onderrichting van 10 September 1902, werd aangenomen, het ontwerp van resolutie, door hem zelf overgelegd, betreffende de vergelijking van het effectief, verwacht van de wet van 21 Maart 1902, met het effectief, gegeven door dezelfde wet, uitdrukkelijk zou vermelden dat de wijze om de getalsterkte vast te stellen, ingevoerd bij de onderrichting van 10 September 1902, in elk geval die was, welke, « mutatis mutandis », de vroeger gevolgde wijze het meest nabijkwam. Aldus liet de Commissie elk harer leden oordeelen over de vraag, welken graad van gewichtigheid de ingevoerde veranderingen konden hebben, zich, wat haarzelve betreft, er toe bepalende vooreerst vast te stellen het stoffelijk feit van die veranderingen, vervolgens dit ander feit, dat, « mutatis mutandis », de nieuwe wijze van berekenen diegene was welke de vroegere wijze het meest nabijkwam.

De voorafgaande kwestie, tegen het in stemming leggen van het ontwerp van resolutie gesteld, werd verworpen met 8 stemmen tegen 7, en de resolutie werd aangenomen in de volgende bewoordingen, gewijzigd als hierna aangetoond :

Aangenomen resolutie.	Rechtvaardiging van de daarin gebrachte wijzigingen.
De Commissie stelt vast dat, sedert de wet van 1902, veranderingen door het Departement van Oorlog	Zooals werd gezegd, ving het ontwerp van resolutie aldus aan : « De Commissie stelt vast, dat sedert

werden gebracht in de wijze waarop het gemiddeld effectief des legers op voet van vrede wordt vastgesteld.

Deze veranderingen gelden namelijk de volgende punten :

1° Om het gemiddeld effectief van 1900 te bepalen, heeft men, ingevolge de toen van kracht zijnde onderrichtingen, met 12 of met 4 gedeeld het totaal van de aanwezigen op den eersten dag van elk der twaaf maanden of van elke der vier kwartalen van het jaar.

Wat betreft de binnengeroepenen, heeft men evenwel het gemiddeld getal van de in gansch het jaar binnengeroepenen geteld en het echte cijfer slechts afgetrokken van de driemaandelijksche staten waarop binnengeroepenen voorkwamen, dat is op 1 Juli : 4,739.

Sedert 10 September 1902, heeft men, om het gemiddeld effectief vast te stellen, het totaal van de op iederen dag des jaars aanwezigen gedeeld met 365.

2° Om het gemiddeld effectief van 1900 te bepalen heeft men, ingevolge de wet van dien tijd, als aanwezig geteld de manschappen met verlof van niet meer dan zes weken.

Sedert de wet van 1902, worden de mannen met verlof van meer dan één maand niet meer medegerekend.

3° Om het gemiddeld effectief van 1900 te bepalen, telde men als aanwezig de ontbrekenden en de terechtstaanden.

Sedert de wet van 1902 beschouwt men ze niet meer als aanwezig, maar als afwezig.

De Commissie kon van het Departement van Oorlog geene inlichtingen krijgen, die haar hadden in de wet van 1902, *gewichtige* veranderingen werden gebracht... »

De voorsteller stemde toe in de weglating van het woord *gewichtige*, nadat was aangemerkt dat de Commissie veeleer feiten had uit te wijzen dan eigenlijke oordeelvellingen uit te brengen.

In het ontwerp stond : « Wat betreft de binnengeroepenen, heeft men evenwel het gemiddeld getal van de in gansch het jaar binnengeroepenen geteld en het echte cijfer slechts afgetrokken *op een enkelen* driemaandelijkschen staat, hetzij op 1 Juli : 4,339 ». Deze tekst kon later doen onderstellen dat er op andere driemaandelijksche staten binnengeroepenen waren, die men niet had afgetrokken. Derhalve werd door een lid voorgesteld en door den steller van het ontwerp van resolutie aangenomen dat deze uitdrukkelijk zou vermelden dat de staat van Juli de eenige was waarop binnengeroepenen voorkwamen, bijgevolg de eenige waarvan er moesten worden afgetrokken. De verklaringen, ingewonnen tijdens het getuigenverhoor, hadden inderdaad zoo eenparig als uitdrukkelijk doen uitkomen, dat de driemaandelijksche staten van 1900 slechts bevatten de manschappen, binnengeroepen den 1n Juli (1).

(1) Zie *Bijlagen*, blz. 1, 4, enz.

staat gesteld, het gemiddeld effectief des legers voor 1900 te bepalen overeenkomstig de wijzen van berekening, aangenomen na de wet van 1902.

Zij kon enkel terugvinden het cijfer van 72 ontbrekende en van 51 terechtstaande manschappen, in 1900 als aanwezig geteld en niet meer medegerekend volgens de nieuwe wijzen.

Op deze twee vragen : 1° Wat ware het vredeseffectief van 1900 geweest, indien men het gemiddeld cijfer had berekend naar den staat van elken dag der maand, niet naar den staat van den eersten dag der maand? en 2° Hoeveel manschappen met meer dan ééne maand en min dan zes weken verlof werden als aanwezig opgegeven in het effectief van 1900?, antwoordde het Departement, dat in 1902 grondige wijzigingen werden gebracht in de legerinrichting; dat het archief van de vroegere korpsen, versmolten in nieuwe korpsen, verspreid was; dat voor de korpsen, die onveranderd waren gebleven, het antwoord op die vraag een aanzienlijk werk zou vergen, waarvan de duur niet kan worden bepaald.

Eene juiste inlichting betreffende de verlofgangers, als aanwezig voorkomende onder het effectief, werd geleverd als antwoord op eene vraag, gesteld door den heer Verslaggever. Het Departement van Oorlog heeft verklaard dat, in 1900, 3,569 man met klein verlof waren geteld als aanwezig; dat, in 1908, slechts 1,264 zich in dat geval bevonden.

In het ontwerp stond : « De eenige juiste inlichting over de verlofgangers, die als aanwezig op het effectief voorkomen, werd geleverd door getuige Féron, kapitein, gedetacheerd bij het Ministerie van Oorlog. Hij verklaarde, dat in 1900, 3,569 man met klein verlof werden medegerekend als aanwezig ; dat, in 1908, slechts 1,264 in dat geval verkeerden ».

Daar het Departement van Oorlog, in antwoord op eene vraag van

den Verslaggever, het cijfer der verlofgangers in 1900 en in 1907-08 hadden opgegeven, scheen het verkieslijk dit antwoord op te nemen in den tekst der resolutie. De inlichting betreffende de kleine verloven in 1900 werd door den heer de Trooz in den Senaat reeds gegeven ter vergadering van 19 Maart 1902.

Het slot van het ontwerp van resolutie luidde aldus : « Uit deze vaststelling blijkt, dat de inlichtingen, door het Departement van Oorlog geleverd, niet veroorloven eene nauwkeurige vergelijking te maken tusschen het gemiddeld effectief van het leger in 1900 en het gemiddeld effectief van het leger na de wet van 1902 ».

Dit slot werd ingetrokken om dezelfde redenen, waarom het woord *gewichtige* werd weggelaten uit het eerste lid van het ontwerp van resolutie.

* * *

2 Bepaling der cijfers van het effectief op voet van vrede.

A. *Ontwerpen van resolutiën onderworpen aan de Commissie.*

Deze punten geregeld zijnde, was de Commissie in staat, de van de wet van 21 Maart 1902 verwachte uitslagen te vergelijken met die welke daardoor eigenlijk werden verworven.

Het volgend ontwerp van resolutie werd haar dienaangaande onderworpen :

« De Commissie, overwegende dat, om na te gaan of het vredeseffectief » 42,800 en het oorlogseffectief 180,000 manschappen bereiken, men dient te » bepalen, volgens de wijze van berekenen gebruikt door den Minister van » Oorlog, — zijnde de wijze welke, *mutatis mutandis*, het stelsel van 1900 » het meest nabijkomt —, de getalsterkte van de verschillende bestanddeelen » die in aanmerking komen bij het samenstellen des legers :

» A. — Wat betreft het vredeseffectief, beslist achtereenvolgens te » bepalen voor de jaren 1907 en 1908 : 1° het getal vrijwilligers van beroep » in normalen dienst; 2° het getal vrijwilligers van beroep die opnieuw » dienst namen; 3° het getal opnieuw dienstnemenden van de andere soor- » ten; 4° het getal pupillen; 5° de opbrengst der contingenten (miliciens, » vrijwilligers met premie, contingent-vrijwilligers, plaatsvervangers); 6° het » getal gemilitariseerde burgers.

» Overwegende, dat die verschillende bestanddeelen de volgende op- » brengst gaven :

SOORTEN.	Geleverd getal.			Getal waarop werd gerekend.
	Burgerlijk jaar 1907.	Burgerlijk jaar 1908.	Militiejaar 1907-1908.	
1. Vrijwilligers van beroep in gewonen dienst	7,745	7,002	7,145	7,200
2. Vrijwilligers van beroep die opnieuw dienst namen	3,901	4,011	3,977	6,900
3. Andere manschappen die opnieuw dienst namen	1,261	1,239	1,231	2,000
4. Pupillen	426	449	445	400
5-6. Contingenten (miliciens, vrijwilligers met premie, vrijwilligers van het contingent, plaatsvervangers, binnengeroepenen)	22,780	23,009	22,701	24,500
7. Gemilitariseerde burgers	1,290	1,313	1,308	1,800

« Overwegende, dat op het getal, waarop men rekende voor bovenstaande soorten, het onderstaande te kort is, namelijk :

SOORTEN.	Tekort.		
	Burgerlijk jaar 1907.	Burgerlijk jaar 1908.	Militiejaar 1907-1908.
1. Vrijwilligers van beroep	+ 545	— 198	— 55
2. Vrijwilligers van beroep die opnieuw dienst namen.	— 2,999	— 2,889	— 2,923
3. Andere manschappen die opnieuw dienst namen	— 739	— 761	— 769
4. Pupillen	+ 26	+ 49	+ 45
5-6. Contingenten	— 1,720	— 1,491	— 1,799
7. Gemilitariseerde burgers	— 510	— 487	— 492
Voor te behouden totaal . . .	5,397	5,777	5,993

» Besluit de oorzaken van bedoeld tekort op te sporen. »

Alhoewel aannemende dat de vergelijking tusschen de getalsterkte op voet van vrede en de getalsterkte waarop men rekende, geschiedde op den grondslag aangeduid in dat ontwerp, onder de voorbehoudingen gemaakt aangaande de eerste overweging welke hij niet kon aannemen, onderwierp een lid aan de Commissie twee ontwerpen van bijkomende besluiten, het eene betreffende de volstrekte getalsterkte op voet van vrede, het andere betreffende de betrekkelijke getalsterkte op voet van vrede.

Die ontwerpen luidden als volgt :

1° Voorstel betreffende de volstrekte getalsterkte :

« De Commissie acht dat de volstrekte getalsterkte op voet van vrede ten » minste 42,800 man bereikt.

» Volstrekte getalsterkte heet de Commissie het gezamenlijk getal man- » schappen waarover het Departement kan beschikken in vredestijd, zonder » de manschappen binnen te roepen, die met onbepaald verlof zijn. »

2° Voorstel betreffende de betrekkelijke getalstekrte op voet van vrede :

« De Commissie acht dat de betrekkelijke getalsterkte op voet van vrede, dat wil zeggen de mannen, wezenlijk aanwezig in de kazerne of bij de oefeningen in vredestijd, evenmin als in 1902, 42,800 man bereikt. »

* * *

B. *Bepaling van het volstrekt vredeseffectief en van het betrekkelijk effectief.*

Het onderzoek van die ontwerpen lokte eene langdurige bespreking uit. Verscheidene leden achtten, dat de Commissie zich niet moest inlaten met theoretische bepalingen ; dat zij zich enkel met de getalsterkte op voet van vrede moest bezighouden uit het standpunt dat de voorbereidende werkzaamheden der wet van 21 Maart beheerschte ; dat het aannemen van die resolutiën, verre van licht over het vraagstuk te verspreiden, het zou dubbelzinnig maken en de openbare meening op het dwaalspoor brengen.

De steller van die ontwerpen loochende levendig dat hij het onderzoek van het vraagstuk wilde verwikkelen en de openbare meening op het dwaalspoor brengen. Volgens hem was het noodig, om de leden van het Parlement in te lichten, hunne aandacht er op te vestigen dat naast het begrip der getalsterkte op voet van vrede, volgens de beraadslaging over de wet van 21 Maart 1902, er nog andere bestonden in de aangenomen wijze van spreken en dat het behoorde dat de Commissie, om goed werk te verrichten, den schijn niet mocht hebben zulks niet te weten en ze te verzwijgen.

De voorsteller van het ontwerp van resolutie betreffende de vergelijking van het effectief, in 1902 verwacht, met dit verkregen in 1907-08, achtende dat de vaststellingen, in die bijkomende ontwerpen nopens het *volstrekt* vredeseffectief en het *betrekkelijk* vredeseffectief gedaan, in den grond nauwkeurig waren, verklaarde bereid te zijn, er voor te stemmen. Hij achtte niet dat de stemming ervan de openbare meening op het dwaalspoor en verwarring in het vraagstuk kon brengen.

Daar zijn ontwerp van resolutie, aan de Commissie onderworpen, de omstandige vergelijking maakte tusschen de getalsterkte waarop men rekende, en de verwezenlijkte getalsterkte, was dat juist van aard om elke mogelijke dubbelzinnigheid te beletten. Hij zag er geen bezwaar hoegenaamd in dat de

Commissie hare meening zou uitdrukken over de volstrekte getalsterkte en over de betrekkelijke getalsterkte op voet van vrede, evenals over de eigenlijke gezegde getalsterkte op voet van vrede, zooals deze bepaald werd door de Regeering tijdens de beraadslagingen over de wet van 21 Maart 1902.

Om elke mogelijke dubbelzinnigheid weg te ruimen, stelde dat lid voor, in de resolutie over de getalsterkte de woorden te lasschen : « heden evenals in 1900 ».

De aldus gewijzigde ontwerpen betreffende de volstrekte getalsterkte en de betrekkelijke getalsterkte werden aangenomen, met 8 stemmen tegen 6, in de volgende bewoordingen :

1. Resolutie betreffende de volstrekte getalsterkte :

« De Commissie acht dat de volstrekte getalsterkte op voet van vrede, » heden evenals in 1900, ten minste 42.800 man bereikt.

» Volstrekte getalsterkte heet de Commissie het gezamenlijk getal man- » schappen waarover het Ministerie kan beschikken in vredestijd zonder de » mannen binnen te roepen, die met onbepaald verlof zijn. »

2. Resolutie betreffende de betrekkelijke getalsterkte :

« De Commissie acht dat de betrekkelijke getalsterkte op voet van vrede, » met andere woorden, de mannen wezenlijk aanwezig in de kazerne of bij » de oefeningen in vredestijd, evenmin als in 1902, 42,800 man bereikt. »

Om de juiste beteekenis van die resolutiën te beseffen, dienen de volgende tabellen opgemaakt, waarvan de getallen getrokken zijn uit eene tabel door het Ministerie geleverd op eene vraag van de Commissie (1). Deze tabellen geven de juiste cijfers op èn van de volstrekte èn van de betrekkelijke getalsterkte op voet van vrede, zoowel in 1900 als op heden.

A. — Tabel der betrekkelijke getalsterkte op voet van vrede

Toestand der manschappen.	Jaar 1900.	Jaar 1907-1908.
Wezenlijk aanwezige manschappen (in de kazerne en bij de werkzaamheden op voet van vrede)	39,329	35,543

B. — Tabel der volstrekte getalsterkte op voet van vrede.

Toestand der manschappen.	Jaar 1900.	Jaar 1907-1908.
1° Werkelijk aanwezige manschappen.	39,329	35,543
2° Met klein verlof	3,369	1,264
3° Met bepaald verlof gedurende de onderbreking van hunnen diensttijd .	6,061	2,147
5° Met onbepaald verlof, onder voorbehoud van binnenroeping voor eene maand, zooals is voorzien bij artikel 85, laatste lid	8,072	11,494
Geheel bedrag. . .	57,031	50,448

(1) Zie *Bijlagen*, blz. 91.

*
* *

C. — *Bepaling van de eigenlijke getalsterkte op voet van vrede. Vaststelling van het tekort.*

Eindelijk, het onderwerp van resolutie betreffende de eigenlijke getalsterkte op voet van vrede en houdende vergelijking tusschen het getal manschappen waarop men rekende en de opgekomen manschappen, werd, op zijne beurt, aangenomen, te weten de beweegreden ervan met 10 stemmen tegen 3, en het besluit met 12 stemmen en 1 onthouding, dit besluit gewijzigd zijnde door toevoeging van de woorden : « mits het juist getal van het algeheel tekort later wordt bepaald. »

Het onderzoek van de oorzaken van het tekort in bijzondere gevallen kon immers tot de gevolgtrekking leiden dat sommige daarvan niet toe te schrijven zijn aan de wet van 21 maart 1902. Belast zijnde met het onderzoeken van de uitwerking dier wet, had de Commissie geene rekening te houden met de manschappen ontbrekende uit hoofde van andere oorzaken dan die toe te schrijven aan de toepassing of aan de werking van die wet.

De tekst van de aangenomen resolutie luidt :

« De Commissie, achtende dat, om na te gaan of de getalsterkte op voet van » vrede 42,800 man bereikt en die op voet van oorlog 180,000 man, er » moet bepaald worden, volgens de wijze van berekenen, door het Minis- » terie van Oorlog gebezigd en die de wijze van berekenen van 1902 *mutatis* » *mutandis* het naaste bijkomt, voor hoeveel de verschillende soorten » manschappen bijdragen in de samenstelling van het leger ;

» A. — Wat de getalsterkte op voet van vrede betreft, beslist zij, achter- » eenvolgens voor de jaren 1907 en 1908 te bepalen :

« 1° Het getal vrijwilligers van beroep in gewonen dienst ;

» 2° Het getal vrijwilligers van beroep die opnieuw dienst namen ;

» 3° Het getal andere manschappen die opnieuw dienst namen ;

» 4° Het getal pupillen ;

» 5° Het getal manschappen door het contingent geleverd (miliciens, vrij- » willigers met premie, vrijwilligers van het contingent, plaatsvervangers) ;

» 6° Het getal opnieuw binnengeroepen manschappen ;

» 7° Het getal gemilitariseerde burgers.

» Overwegende, dat die verschillende soorten manschappen de volgende » getallen leverden :

SOORTEN MANSCHAPPEN.	Geleverd getal.			GETAL waarop men rekende.
	Burgerlijk jaar 1907.	Burgerlijk jaar 1908.	Militiejaar 1907-1908.	
1. Vrijwilligers van beroep in gewonen dienst	7,745	7,002	7,145	7,200
2. Vrijwilligers van beroep die opnieuw dienst namen	3,901	4,011	3,977	6,900
3. Andere manschappen die opnieuw dienst namen	1,261	1,239	1,231	2,000
4. Pupillen	426	449	445	400
5-6. Contingenten (miliciens V. M. P., vrijwilligers van het contingent, plaatsvervangers, terug binnengeroepen).	22,780	23,009	22,701	24,500
7. Gemilitariseerde burgers	1,290	1,313	1,308	1,800

» Overwegende, dat op het onderstaand getal der manschappen, waarop » men rekende, het volgende getal mannen ontbreken, onder voorbehoud » het juist getal van de gezamenlijk ontbrekende manschappen later te » bepalen.

SOORTEN MANSCHAPPEN.	Ontbrekende manschappen.		
	Burgerlijk jaar 1907.	Burgerlijk jaar 1908.	Militiejaar 1907-1908.
1. Vrijwilligers van beroep	»	198	55
2. Vrijwilligers van beroep die opnieuw dienst namen	2,999	2,889	2,923
3. Andere manschappen die opnieuw dienst namen	739	761	769
4-5 Contingenten	1,720	1,491	1,799
6. Gemilitariseerde burgers	510	487	492

» Beslist de oorzaken van dat tekort na te gaan. »

II. — ONDERZOEK VAN HET GETAL MANSCHAPPEN OP VOET VAN OORLOG.

1. Toeneming van het getal manschappen op voet van oorlog sedert 1902.

Alhoewel de Kamers zich erbij bepaalden, van de toepassing der wet van 21 Maart 1902 de handhaving te eischen van de bestaande getalsterkte op

voet van vrede, hoopten zij daarentegen daardoor eene merkelijke vermeerdering te bekomen van de getalsterkte op voet van oorlog (1).

Zoodra de Commissie had kennis genomen van de omstandige inlichtingen verstrekt door het Ministerie van Oorlog, betreffende de getalsterkte op voet van oorlog (2), kon zij vaststellen dat dienaangaande de hoop van de vervaardigers der wet van 21 Maart 1902 in ruime mate werd verwezenlijkt. Mits voorbehoud later te onderzoeken of de getalsterkte op voet van oorlog thans 180,000 man bedraagt, gelastte zij haren Verslaggever den in de laatste jaren verwezenlijkten vooruitgang der getalsterkte op voet van oorlog in volle licht te stellen.

Die vooruitgang blijkt uit de volgende tabel. Sedert 1900 heeft de gemiddelde jaarlijksche administratieve getalsterkte voor *de troepen alleen*, (van af 1902, daarin begrepen de gemilitariseerde burgers) (3), de volgende cijfers bereikt :

1900	160.943
1901	160,972
1902	164,213
1903	166,594
1904	169,033
1905	170,979
1906	171,471
1907	170,826
1908	171,265

Begrijpt men in de administratieve getalsterkte op voet van oorlog de *officieren*, de *gendarmerie*, de *troepen* en de *gemilitariseerde burgers*, dan worden de jaarlijksche cijfers de volgende (4) :

1900	167,299
1901	167,360
1902	170,682
1903	173,279
1904	175,766
1905	177,735
1906	178,326
1907	177,730
1908	178,269

(1) Zie, *Bijlagen*, verschillende inlichtingen dienaangaande, bladz. 108 en vlg.

(2) Zie, namelijk, de statistieken in de *Bijlagen* overgedrukt bladz. 110 en vlg.

(3) Zonder de burgers, bedragen de cijfers.

1900	160,943
1901	160,972
1902	164,081
1903	166,272
1904	168,429
1905	170,211
1906	170,665
1907	169,984
1908	170,365

(4) Zie *Bijlagen*, tabel bl. 126.

Verscheidene leden hadden gewild dat de Commissie eene uitdrukkelijke resolutie zou aannemen, om den vastgestelden vooruitgang in de administratieve getalsterkte op voet van oorlog te boeken (1).

---

(1) Een der leden had inderdaad het volgend ontwerp van resolutie ingediend :

I.

De administratieve getalsterkte op voet van oorlog, zooals die voorkomt en voorheen steeds voorkwam in het Statistisch Jaarboek, bedroeg : in 1889, 163,854 manschappen; in 1900, 163,751 ; in 1901, 163,810 manschappen, met inbegrip, zooals voorheen altijd, van de gendarmen en de militieklas van het jaar van Juni tot October, alhoewel zij niet onder de wapens is geweest op dat oogenblik.

II.

Uit de tabellen, door den heer Minister van Oorlog verstrekt als antwoord op de vragen van den heer Poullet, blijkt :

a) Dat de getalsterkte op voet van oorlog gestadig is geklommen van af 1900 tot en met 1906 en dat ze thans, op enkele manschappen na, zoo groot is als in 1906;

b) Dat zij bedroeg, met inbegrip van de officieren en gendarmen :

In 1900.	167,299	manschappen.
— 1901.	167.360	—
— 1902.	170,682	—
— 1903.	173,279	—
— 1904.	175,766	—
— 1905	177,755	—
— 1906.	178,326	—
— 1907.	177,750	—
— 1908.	175,269	—

c) Dat het gelegen is, zooals gezegd is onder littera *a*, zelfs indien men enkel het getal manschappen der « troepen » in aanmerking neemt, zonder de officieren en gendarmen, dat getal manschappen bedragende respectievelijk :

Voor 1900. . .	160,943	manschappen.			
— 1901. . .	160,972	—			
— 1902. . .	164,081	—	, waarbij enkel 132 gemilitariseerde burgers die alle hunne militieplichten volbrachten.		
— 1903. . .	166,272	—	, waarbij enkel 322	—	—
— 1904. . .	168,429	—	— 604	—	—
— 1905. . .	170,211	—	— 768	—	—
— 1906. . .	170.665	—	— 806	—	—
— 1907. . .	169,984	—	— 842	—	—
— 1908. . .	170,365	—	— 900	—	—

d) Dat het gelegen is, zooals gezegd is onder litt. *a* en *c*, zelfs van het standpunt « troepen », « gemilitariseerde burgers » en « gendarmen » te zamen, na aftrek van de officieren, de getallen zijnde in dit geval als volgt :

							Totaal.
voor 1900	160,943	manschappen			plus 2,808	gendarmen	= 163,751
— 1901	160,972	—			+ 2,838	—	= 163,810
— 1902	164,081	—	plus enkel 132 burgers		+ 2,991	—	= 167,204
— 1903	166,272	—	+ 322		+ 3,020	—	= 169,614
— 1904	168 429	—	+ 604		+ 3,079	—	= 172,112
— 1905	170,211	—	+ 768		+ 3.111	—	= 174,090
— 1906	170,665	—	+ 806		+ 3,175	—	= 174.646
— 1907	169,984	—	+ 842		+ 3,218	—	= 174,044
— 1908	170,365	—	+ 900		+ 3,316	—	= 174,581

Anderen wierpen de voorafgaande kwestie op, daartoe steunende op redenen van stelsel. Toen de Commissie uitspraak gedaan had over de getalsterkte op voet van vrede, had zij het niet noodig geacht, over het gestadig verminderen van die getalsterkte eene stellige resolutie te stemmen. Waarom anders gehandeld voor de getalsterkte op voet van oorlog en een resolutie stemmen met het oog op de gestadige vermeerdering ervan? Het was voldoende dat het verslag dien vooruitgang in 't volle licht stelde. Anderzijds schijnt het verkieslijker, in zake van getalsterkte op voet van oorlog, rekening te houden met de getalsterkte, vastgesteld op bepaalde datums, en niet met de gemiddelde getalsterkte. Het ontwerp van resolutie steunde op gemiddelde cijfers. De ontwerpen betreffende het nagaan van het getal van 180,000 manschappen steunden integendeel op de getalsterkte op bepaalde datums. Door de twee stelsels te doen gepaard gaan, liep men gevaar verwarring te verwekken.

Achtereenvolgens gesteld tegen de twee paragrafen van het hierboven vermeld ontwerp van resolutie, werd de voorafgaande kwestie aangenomen, voor de eerste paragraaf, met 8 stemmen tegen 6 en 1 onthouding; voor de tweede, met 10 stemmen tegen 2 en 3 onthoudingen.

* * *

De bepalingen der wet van 21 Maart 1902, die tengevolge hadden de getalsterkte op voet van oorlog te vermeerderen, zijn vooral : 1° die, welke den vrijwilligersdienst bevorderen en bijgevolg het getal vrijwilligers deden toenemen; 2° die welke den diensttijd der vrijwilligers, vroeger op 8 jaar gesteld, verlengd hebben tot den duur van een militiedienstijd (13 jaar); die krachtens welke de gehuwden van de 11e, 12e en 13e klas worden opgeroepen ingeval van mobiliseering.

* * *

2. Het nagaan van het cijfer van 180,000 manschappen.

Gelast na te gaan of de getalsterkte op voet van vrede 180,000 manschappen bedraagt, had de Commissie eene voorafgaande kwestie op te lossen : zou zij steunen op de jaarlijksche gemiddelde getalsterkte ofwel op de getalsterkte op een bepaalden tijd? De meeste leden verkozen dit laatste stelsel. Derhalve werd door een lid aan de Commissie een ontwerp van resolutie onderworpen, waarbij het bestaande getal van 180,000 manschappen op 31 Januari laatstleden werd nagegaan.

Dat ontwerp luidde als volgt :

B. — Betreffende de getalsterkte op voet van oorlog.

« Overwegende, dat, op 31 Januari 1909, de administratieve getalsterkte op voet van oorlog bevat :

» A. Troepen, met inbegrip van de gemilitariseerde burgers : 169,637 manschappen;

» B. Troepen, burgers, gendarmen en officieren te zamen : 176,674 manschappen,

» Acht de Commissie dat de getalsterkte op voet van oorlog van 180,000

» man, na aftrek van het tekort bij de mobielmaking(1), thans enkel zou kun-
» nen bereikt worden door de 14e en de 15e militieklasse binnen te roepen. »

(1) Op den grond van een verlies van 5 t. h. bij de mobielmaking zou men 8,481 man moeten aftrekken van het getal 169,637 (troepen) en 8,833 man van het getal 176,674 (troepen, gendarmen, officieren, burgers, allen bijeen).

Evenzeer als de gemiddelde jaarlijksche getalsterkte op voet van vrede eene opvatting is die beantwoordt aan de wezenlijheid, evenzeer ook lokt de gemiddelde jaarlijksche getalsterkte op voet van oorlog tegenwerpingen uit. Wanneer de Regeering beschikt over de noodig geachte gemiddelde getalsterkte op voet van vrede, dan beschikt zij over iets dat feitelijk bestaat. Zij is bij machte om te voorzien in het onderricht der troepen en der kaders. Het is voldoende, den dienst derwijze te regelen dat men op ieder oogenblik van het jaar het getal aanwezige manschappen hebbe, die men noodig acht. Met de gemiddelde getalsterkte op voet van oorlog is het gansch anders gelegen. In ons land bevat de administratieve getalsterkte op voet van oorlog, gedurende vier maanden van het jaar (Juni tot September), 14 militieklassen. Daaruit volgt dat gedurende die maanden de getalsterkte op voet van oorlog grooter is dan gedurende de maanden vóór en na dat tijdperk. Zóó begreep in Januari 1908 de administratieve getalsterkte der troepen 167,349 man; in Augustus, 178,325 man; in December, 169,435 man. De gemiddelde getalsterkte voor één jaar wordt geleverd door de samentelling van al de manschappen ingeschreven op den laatsten dag van ieder der twaalf maanden, verdeeld met twaalf. Voor 1908 bedraagt zij 170,365 man. Daar het mobielmaken van het leger op voet van oorlog noodzakelijk plaats heeft op een bepaald tijdstip van het jaar, volgt daaruit dat die gemiddelde getalsterkte aan niets tastbaars, niets wezenlijks beantwoordt. Den dag der mobielmaking zou feitelijk de administratieve getalsterkte ofwel dat getal overtreffen (van Mei tot September, met eene niet geoefende klasse), ofwel beneden dat getal blijven : maar ze zou het nooit inderdaad bereiken.

Het schijnt dus verkieslijker te steunen op eene getalsterkte op een bepaalden datum. Maar op welken datum? De steller van het ontwerp had den datum van 31 Januari 1909 gekozen als zijnde het dichtst bij het tijdstip van het jaar waarop, door middel van de schouwingen (November-December) (1), het bestaan van de manschappen in persoon werd nagegaan. Het is, anderzijds, het tijdstip van het jaar waarop de administratieve getalsterkte slechts het geregeld getal, dertien klassen, begrijpt, die alle ruimschoots militair onderricht genoten.

De *administratieve* getalsterkte op voet van oorlog is niet volstrekt de *wezenlijk mobiel te maken getalsterkte*. Van daar, in het ontwerp van resolutie, de melding van het tekort bij de mobielmaking, door de Militaire Commissie op 5 t. h. geschat.

Een lid verklaarde tot de algemeene denkbeelden toe te treden, waarvan het ontwerp van resolutie uitging, tevens betreurende dat het niet volledig

(2) Zie, betreffende deze schouwingen, *Bijlagen*, bl. 122.

was. Zijns dunkens, had het ontwerp de kwestie moeten oplossen of men in de getalsterkte op voet van oorlog de gendarmen en de officieren moet begrijpen. Naar de meening der Militaire Commissie — dat lid is voornemens zulks in de Kamer te bewijzen —, moest de getalsterkte van 180,000 man uitsluitend bestaan uit strijdende soldaten. Een tekort van 5 t. h. bij de mobielmaking, toegepast op een leger tot wiens samenstelling de 13e en 14e militieklassen worden medegerekend, schijnt hem te gering geraamd. Mits deze voorbehoudingen, zal hij voor het ontwerp van resolutie stemmen.

Andere leden, alhoewel aannemende dat men niet mocht steunen op eene gemiddelde getalsterkte, konden niet toegeven dat de resolutie de getalsterkte op een enkele maand van het jaar in aanmerking neemt. Het scheen hun beter, de getalsterkte te nemen op ieder der twaalf maanden van het jaar, mits men uitlegt hoe het komt dat in sommige maanden de getalsterkte merkelijk grooter is. Een dier leden diende eene reeks amendementen in dien zin in. Ze werden aangenomen door den steller van het ontwerp.

Deze amendementen hadden ten doel, vooreerst, in den tekst zelf der resolutie op te nemen de cijfers van de administratieve getalsterkte op voet van oorlog voor elke maand van het jaar; verder, de slotbepaling van het ontwerp te wijzigen door de woorden : « *dat de getalsterkte op voet van* » *oorlog van 180,000 man, na aftrek van het tekort bij de mobielmaking,* » *thans enkel zou kunnen bereikt worden door de 14e en de 15e militieklasse* » *binnen te roepen* », te vervangen door deze woorden : « *de getalsterkte* » *op voet van oorlog van 180,000 man, enz., zou thans enkel kunnen bereikt* » *worden door het binnenroepen van manschappen deel uitmakende van de* » *klassen vóór de 13e.* » Immers, van Juli tot October, zou het, volgens den steller van het amendement, volstaan de 14e klas binnen te roepen om het cijfer van 180,000 man te bereiken.

Dat ontwerp van resolutie, aldus gewijzigd, werd goedgekeurd, met 12 stemmen tegen 3 onthoudingen, in deze bewoordingen :

« De Commissie, overwegende dat de administratieve getalsterkte op voet » van oorlog op den laatsten dag van iedere maand van 1908 en van 1909, » bedroeg :

» Troepen, met inbegrip van de gemilitariseerde burgers :

Januari 1908 . . .	167,349 man
Februari	167,513 —
Maart.	167,487 —
April	167,955 —
Mei	168,235 —
Juni	173,465 —
Juli	177,346 —
Augustus	178,325 —
September	179,150 —
October	169,557 —
November	169,473 —
December	169,433 —
Januari 1909 . . .	169,637 —
Februari.	169,750 —

» Indien men daarin begrijpt de gendarmen en de officieren, moeten die » cijfers verhoogd worden met :

» 1° Officieren in werkelijken dienst. .	3,468 man.
Reserveofficieren	220 —
» 2° Gendarmen	3,316 —
Totaal . .	7,004 man.

» Ongeveer, gemiddeld getal van 1908.

« In die totalen is begrepen, gedurende de maanden Juni, Juli, Augustus en September, de klasse van het jaar, die eerst op den volgenden 1n October onder de wapens wordt geroepen en die, in haar geheel, geen militair onderricht hoegenaamd ontving.

« In die totalen zijn begrepen de 2,000 tot 2,250 man, van den dienst ontslagen in vredestijd (art. 28 der militiewet) en die, ingeval van mobielmaking, zouden belast worden met voor het leger nuttige werkzaamheden.

« De Commissie acht dat de getalsterkte op voet van oorlog van 180,000 man, na aftrek (1) van het verlies bij de mobielmaking, thans maar zou kunnen bereikt worden door het binnenroepen van de manschappen behoorende tot de klassen vóór de 13e. »

(1) *Op grond van een verlies van 5 t. h. bij de mobielmaking, zou men, bijvoorbeeld op 1 Januari 1909, 8,481 man moeten aftrekken van de 169,657 (troepen) en 8,833 man van de 176,674 (troepen, gendarmen, officieren, burgers, te zamen).*

* * *

III. — DE OORZAKEN VAN HET VASTGESTELD TEKORT.

Het tekort voor de getalsterkte, zoowel op voet van vrede als op voet van oorlog, vastgesteld zijnde, lag het in de zending der Commissie de oorzaken ervan op te sporen.

Dat deed zij dan ook, eerst voor de getalsterkte op voet van oorlog, vervolgens voor de getalsterkte op voet van vrede.

* * *

A. Oorzaken van het tekort in de getalsterkte op voet van oorlog.

Een lid stelde voor, van het ontbreken van manschappen voor de getalsterkte op voet van oorlog te bepalen de drie volgende oorzaken, die achtereenvolgens werden besproken en in stemming gelegd, na gewijzigd te zijn geworden, zooals hieronder wordt uitgelegd.

Ontwerp van resolutie:

« De oorzaken van het tekort zijn :

» 1° Het belangrijk verlies, ondergaan door de 13 militieklassen » naarmate men zich verder verwijdert van het tijdstip waarop ze voor de » eerste maal onder de wapens werden geroepen.

» 2° Het verlies hieruit voortkomende, dat het minimum van 1,800 man, » waarop men rekende, niet altijd werd bereikt door de vrijwilligers van » beroep, en daarenboven het verlies hieruit voortkomende, dat ieder jaar de » vrijwilligers van beroep, die moeten loten, medegeteld werden als man- » schappen van het jaarlijksch contingent, dat aldus zooveel miliciens minder » opleverde (art. 5 der militiewet).

» 3° Het hoogst onbeduidend getal reservevrijwilligers die, eerst na » het jaar 1920, de 10,000 man zullen kunnen leveren, waarop men » gerekend had. »

* * *

De eerste opgegeven oorzaak, namelijk het het verlies ondergaan door de contingenten, lokte weinig of geen betwisting uit. Verscheidene leden stelden nochtans de voorafgaande kwestie tegen het vermelden van die oorzaak, als geen recht streeksch verband opleverende met de toepassing der wet van 21 Maart 1902. In zake van verlies, moest de Commissie zich enkel bezighouden met de oorzaken betreffende onvoorziene verliezen. Het gewoon verlies ondergaan door de contingenten werd voorzien door de vervaardgiers der wet van 21 Maart 1902. Men behoefde zich daarmede niet bezig te houden. Andere leden achtten, integendeel, dat het nuttig was ervan melding te maken, al ware het maar om te vermijden dat het gezamenlijk bedrag vna de vastgestelde ontbrekende manschappen aan de twee andere oorzaken zou toegeschreven worden.

De voorafgaande kwestie werd van de hand gewezen met 11 stemmen tegen 4 en het ontwerp aangenomen in de volgende bewoordingen :

« De oorzaken van het tekort zijn :

» 1° Het gewoon verlies, ondergaan door de dertien militieklassen, naarmate men zich verder verwijdert van het tijdstip waarop ze voor de eerste maal onder de wapens werden geroepen. »

* * *

De tweede oorzaak lokte evenmin betwisting uit. Er werd enkel voorgesteld, de bewoordingen ervan te wijzigen en ze aan te vullen door de aanwijzing van de belangrijkheid van het tekort dat er aan toe te schrijven is. Zij werd aangenomen in de volgende bewoordingen :

« 2° Het verlies voortkomende hieruit dat het minimum van 1,800 man, » waarop men rekende, niet altijd werd bereikt door de vrijwilligers van » beroep, en daarenboven het verlies hieruit voortkomende dat in verschei- » dene militiekantons, zeker getal vrijwilligers van beroep, die moesten » loten, werden medegerekend als manschappen van het jaarlijksch con- » tingent, dat aldus zooveel miliciens minder opleverde, zonder vergoeding » in andere kantons, of ten minste zonder voldoende vergoeding (art. 5 der » militiewet.)

» Dat verlies heeft voor gevolg, de getalsterkte op voet van oorlog op het » einde van 1908 te verminderen met 4,184 man ; hetzij met 3,766 man, als » men rekening houdt met eene afneming nagenoeg berekend op 10 t. h. ;

» het zou voor gevolg hebben, de getalsterkte op voet van oorlog op dertien » dienstjaren, met 8,073 man te verminderen, als men rekening houdt met » een verlies van 18 t. h. of 6,620 man (1). »

De beteekenis van artikel 5 der militiewet en zijn invloed op de getalsterkte der manschappen zullen verder uitgelegd worden bij het onderzoek van de oorzaken van het tekort voor de getalsterkte op voet van vrede.

* * *

Het onderzoek van de derde oorzaak, *de ontoereikendheid van het getal reservevrijwilligers waarop men rekende*, lokte langere betwistingen uit.

Die ontoereikendheid schreef een lid hieraan toe, dat het Ministerie van Oorlog het getal reservevrijwilligers, die mogen aangenomen worden, beperkt per jaar en per regiment. Hij stelde voor, het uitdrukkelijk vast te stellen door het ontwerp aan te vullen als volgt : « 3° De ontoereikendheid van het getal bijkomende reservevrijwilligers, *dat beperkt werd door het Ministerie van Oorlog* ».

Een ander lid vraagt om het ontwerp aan te vullen in een ander opzicht, door daarin op te nemen de tabel van de tot hiertoe aangeworven reservevrijwilligers (2).

Verscheidene leden waren geneigd om het eerste besluit aan te vullen met de tabel der reservevrijwilligers die mettertijd bij de getalsterkte op voet van oorlog zullen worden gevoegd. Zij konden zich echter niet aansluiten bij de meening dat de oorzaak van de ontoereikendheid van het getal reservevrijwilligers, ten minste uitsluitend, te wijten was aan het beperken tot een maximum door het Ministerie van Oorlog. Verscheidene korpsoversten verklaarden uitdrukkelijk dat zij het getal, voor hun regiment aangeduid,

---

(1) Zie *Bijlagen*, tabellen bl. 151 en 152.

(2) Dat lid stelde voor, de resolutie betreffende de reservevrijwilligers te doen luiden als volgt :

« Terwijl de militiewet het getal reservevrijwilligers, die mogen aangeworven worden (art. 100 dier wet), tot geen maximum hoegenaamd beperkt, noch voor het gansche leger, noch per regiment, blijkt uit de verklaringen van door de Commissie gehoorde getuigen : 1° dat het heel gemakkelijk ware, meer reservevrijwilligers aan te werven, uithoofde van de betrekkelijk aanzienlijke voordeelen die hun verschaft worden ; 2° dat in de regimenten, bij welke hunne werving is toegelaten door het Ministerie van Oorlog, die werving beperkt wordt tot een maximum, hetwelk het Ministerie van Oorlog niet toelaat te overschrijden ; 3° dat, bij de andere regimenten, geen werving van reservevrijwilligers hoegenaamd is toegelaten, noch geschiedt.

Uit de antwoorden, door den heer Minister van Oorlog verstrekt op de vragen gesteld door de Commissie, nadat deze die feiten had vastgesteld, blijkt : 1° dat « het getal aan te werven reservevrijwilligers jaarlijks bepaald wordt door het Ministerie van Oorlog » ; 2° « Dat die vrijwilligers, op 't oogenblik van hunne dienstneming, drie achtsten ontvangen van hunne algeheele vergelding ».

Uit dezelfde antwoorden van den heer Minister van Oorlog blijkt dat : « de maximumgetallen werden bepaald derwijze, dat trapsgewijze het totaal van 10,000 reservevrijwilligers geregeld en jaarlijks bereikt wordt » — hetgeen thans nog niet mogelijk is, omdat de

niet bereikten, omdat hunne mannen ervan walgden, den duur van hunnen diensttijd boven de 13 jaar te verlengen (1). Er dient daarenboven opgemerkt dat het beperkt maximum, door het Ministerie van Oorlog gesteld, derwijze werd berekend dat, indien ieder regiment de hem toegezegde werving verwezenlijkt, men op vier jaar 11,968 reservevrijwilligers moet bekomen, hetgeen na dertien jaar, gedurende vier dienstjaren, elk tekort afgetrokken, bij de getalsterkte op voet van oorlog de 10,000 reservevrijwilligers zal verschaffen, waarop men had gerekend.

Had het Ministerie van Oorlog moeten toelaten, de in sommige regimenten ontbrekende aan te werven reservevrijwilligers aan te vullen door aan andere regimenten van hetzelfde wapen te veroorloven het hun gesteld maximum getal te overschrijden? Op 't eerste gezicht willen die leden het wel aannemen; maar, bij gebrek aan volledige inlichtingen, hebben zij liever zich bij de stemming te onthouden, als onvoldoende ingelicht.

Het amendement, strekkende om bij het ontwerp van resolutie, betreffende de reservevrijwilligers, de bewoordingen op te nemen : « *waarvan het getal beperkt is geworden door het Ministerie van Oorlog* », werd verworpen met 8 stemmen tegen 4 en 2 onthoudingen.

De inlassching van de tabel wordt bij eenparigheid aangenomen.

De *derde oorzaak* wordt bijgevolg uitgedrukt als volgt :

3° *De ontoereikendheid op heden van het getal reservevrijwilligers.*

« reservevrijwilligers, in 1902 in 't leven geroepen, moeten, alvorens als dusdanig te dienen, een militiedienst van dertien jaar hebben uitgedaan ».

Uit de antwoorden van den heer Minister blijkt insgelijks dat die maximum's thans bedragen :

Regiment infanterie, buiten de karabiniers.	77 vrijwil.	van 4 jaar	en 39 vrijwil.	van 2 jaar.
Karabiniers	108	—	45	—
Vestingartillerie, te Antwerpen.	296	—	148	—
— te Luik	150	—	75	—
— te Namen	112	—	57	—
Genie-regiment.	224	—	55	—
Compagnies pontonniers, telegrafisten, werklieden bij den luchtvaartdienst, ieder . .	23	—	6	—
Compagnies van den spoorweg-, torpedo- en vuurwerkdienst, ieder.	19	—	5	—
Administratiebataljon.	9	—	5	—
Totaal . . .	2,392	—	1,115	—

Hetzij te zamen jaarlijks 3,507 reservevrijwilligers.

Uit de antwoorden, door den heer Minister verstrekt, blijkt eindelijk dat, « indien men rekening houdt met de onderteekende dienstnemingen » — in de voorwaarden waaronder zij thans aangenomen en vooral met het maximum getal aanwervingen, door het Ministerie van Oorlog opgelegd — « en indien men geen tekort hoegenaamd aftrekt, de administratieve getalsterkte op voet van oorlog zal verhoogd worden uit hoofde van de reservevrijwilligers ». (Hier volgt de bovenstaande tabel).

Zie *Bijlagen* (bl. 109, 110, 133, 240) : antwoorden bedoeld in dit ontwerp van resolutie.

(1) Zie *Bijlagen*, bl. 14, 70.

» Dat getal bedraagt :

Op 1 october	1908. . . .	11 man.
—	1909. . . .	27 —
—	1910. . . .	75 —
—	1911. . . .	158 —
—	1912. . . .	341 —
—	1913. . . .	1,562 —
—	1914. . . .	3,302 —
—	1915. . . .	4,783 —
—	1916. . . .	6,792 —
—	1917. . . .	7,793 —
—	1918. . . .	7,840 —

*
* *

Het ontwerp van resolutie, betreffende de oorzaken van het vastgesteld tekort voor de getalsterkte op voet van oorlog, wordt aangenomen met 12 stemmen en 3 onthoudingen.

*
* *

B. — Oorzaken van het tekort vastgesteld voor het effectief op voet van vrede.

Het algeheel bedrag van het getal manschappen der getalsterkte op voet van vrede hangt af van het afzonderlijk getal van iedere soort manschappen die er toe bijdragen, namelijk : het *contingent* (begrijpende de miliciens, de vrijwilligers van 't contingent, de vrijwilligers met premie en de plaatsvervangers), de *vrijwilligers van beroep*, de *vrijwilligers van beroep die bijteekenen*, de miliciens, de vrijwilligers van het contingent V. M. P., de plaatsvervangers die *bijteekenen*, de *pupillen* en de *terugbinnengeroepenen*.

Voor het nazien van de cijfers der getalsterkte op voet van vrede, had de Commissie gedacht te moeten werken per soort manschappen. Zij had het getal manschappen, geleverd door ieder bestanddeel der getalsterkte op voet van vrede, vergeleken met het getal manschappen waarop men voor ieder dier deelen had gerekend. Deze vergelijking had geleid, zooals hooger werd opgegeven, tot het vaststellen van het tekort aan manschappen bij ieder bestanddeel der getalsterkte op voet van vrede, buiten één : de pupillen. De Commissie achtte het redematig voor het bepalen van de oorzaken van dat tekort het zelfde stelsel te volgen, dat is te zeggen de oorzaken van dat tekort op te sporen per soort manschappen.

Twee leden der Commissie onderwierpen dus aan de beraadslagingen der Commissie een ontwerp van resolutie waarin de oorzaken van het ontbreken der manschappen waren aangeduid per bestanddeel. Hun ontwerp, waarop verschillende amendementen werden voorgesteld, diende tot grondslag aan de beraadslagingen der Commissie.

Dat ontwerp begon met de aanwijzing van de oorzaken van het ontbreken van manschappen bij het contingent.

*
* *

1. Oorzaken van het tekort aan manschappen door het contingent geleverd.

Dat getal manschappen hangt hoofdzakelijk af van het getal geleverde vrijwilligers met premiën en van het getal miliciens.

De Commissie stelde vast, dat voor dit soort van manschappen er een tekort was van 1,720 man in 1907; van 1,491 man in 1908; van 1,799 man voor het dienstjaar 1907-1908.

Het ontwerp van resolutie sprak over de oorzaken van dat tekort als volgt :

« Het ontbreken van de manschappen vastgesteld zijnde, schreef de Commissie dit aan de volgende oorzaken toe :

« Voor het contingent : 1° De Regeering heeft eerst in 1908 doen over-
» gaan tot de uitloting van prioriteit voorzien bij artikel 64 (6) der wet.
» Tot in 1909 was er uit dien hoofde een tekort, voortkomende van het
» ontoereikend getal vrijwilligers met premie. »

Een lid stelt voor, de laatste zinsnede van het ontwerp, van af de woorden *tot in 1909*, te vervangen door den volgenden tekst : « In 1908 was er inderdaad een tekort, voortkomend van het ontoereikend getal vrijwilligers met premie. Dat tekort was het gevolg hiervan, dat het Ministerie van Oorlog, in strijd met hetgeen verleden jaar werd gedaan, de aanwerving van dat soort vrijwilligers had gestaakt. Zoodra de werving opnieuw werd toegelaten, heeft het Ministerie van Oorlog genoeg vrijwilligers met premie en plaatsvervangers gekregen. Uit dien hoofde bestond er geen tekort meer op 31 December 1908. »

Volgens de inlichtingen, verstrekt door het Ministerie van Oorlog, bedroeg het tekort, veroorzaakt door de ontoereikende werving van vrijwilligers met premie, in 1907, 153 man; in 1908, 83 man; en voor het militiejaar 1907-08, 236 man (1).

De militiewet voorziet nochtans, dat de mogelijke plaatsvervanging en de instelling van den vrijwilligersdienst met premie nooit eene oorzaak zouden zijn van een tekort in het getal vereischte manschappen.

Wanneer het getal vrijwilligers met premie, aangeworven door het Ministerie van Oorlog, ontoereikend is om gevolg te geven aan de aanvragen naar plaatsvervanging, door de miliciens gedaan, beveelt artikel 64, n° 6, dat er eene loting zal plaats hebben tusschen de belanghebbenden : in dat geval geschiedt de plaatsvervanging naar de volgorde door die trekking aangewezen. De miliciens die geen plaatsvervanger krijgen vanwege het Ministerie van Oorlog, vóór den 1ⁿ October, worden overigens gemachtigd er rechtstreeks een te zoeken en vóór 1 Januari daaropvolgende een man aan te bieden die aanneemt in hunne plaats op te trekken. Vinden zij er geen, dan moeten zij persoonlijk dienst doen.

De eenvoudige toepassing van die schikkingen belet derhalve elk tekort

---

(1) Zie *Bijlagen*, blz. (94).

voor de getalsterkte. Op 30 September 1906 ontbraken er 593 vrijwilligers met premie ; op 30 September 1907 ontbraken er 670. Het Ministerie van Oorlog was dus gerechtigd reeds in 1906 te doen overgaan tot de loting voor de rangschikking, voorzien bij artikel 64, nr 6. De loting gaat echter niet zonder bezwaren voor de familiën. Het Departement van Oorlog aarzelt dus ertoe over te gaan, wanneer het de hoop koestert, het op zeker oogenblik bestaande tekort te kunnen aanvullen door later een grooter getal vrijwilligers aan te werven. Zoo heeft het eerst in September 1907 doen overgaan tot bedoelde loting, terwijl het gerechtigd ware geweest het reeds te doen in 1906.

Het ontwerp van resolutie stelt vast dat, indien men eerder tot die loting was overgegaan, het tekort aan manschappen, geleverd door de vrijwilligers met premie, niet zou bestaan hebben.

Het amendement, op het ontwerp van resolutie voorgesteld, schrijft het tekort aan manschappen, geleverd door de vrijwilligers met premie, toe aan eene tweede oorzaak. Het Ministerie van Oorlog zou op zeker oogenblik de werving van dat soort militairen gestaakt hebben.

Een lid doet, dienaangaande, opmerken dat hij dat feit niet nauwkeurig acht. Volgens de gebruikelijke handelwijze van het Departement, werft men na 30 September waarschijnlijk geen vrijwilligers met premie meer aan, bestemd ter vervanging van miliciens van het loopende jaar. De vrijwilligers met premie, na dien datum aangeworven, zijn bestemd om de miliciens van het volgende jaar te vervangen.

Als algemeene regel mogen er geen geworven worden om miliciens van het loopende jaar te vervangen. Maar de huidige Minister van Oorlog, verre van dien regel te hebben ingevoerd, heeft er mede afgebroken. In 1907 heeft hij bevolen na 30 September en tot het einde van het jaar voort te gaan met het werven van vrijwilligers met premie bestemd om de miliciens der lichting van 1907 te vervangen. Dat veroorloofde hem, van dat jaar af, niet over te gaan tot de loting voor rangschikking. In 1908 heeft hij insgelijks bevolen na 30 September voort te gaan met het aanwerven van vrijwilligers met premie, bestemd om miliciens der lichting van 1908 te vervangen. Dit gepaard gaande met de loting voor rangschikking, is het Ministerie er op die wijze in geslaagd vóór 31 December 1908 het vroegere tekort aan vrijwilligers met premie aan te vullen.

Dit zoo zijnde, kan dat lid het voorgestelde amendement niet goedkeuren.

Bij de stemming, wordt het ontwerp van resolutie aangenomen met 9 stemmen en 5 onthoudingen. Diensvolgens vervalt het amendement.

* * *

De Commissie gaat over tot het onderzoeken van de tweede oorzaak van het vastgesteld tekort aan manschappen van het contingent. Het ontwerp van resolutie duidde ze aldus aan :

« 2° Krachtens artikel 5 der wet, werden vrijwilligers van beroep mede-
» geteld als manschappen door het contingent geleverd, alvorens de

» getalsterkte vermeerderd was geworden met de 1,800 vrijwilligers waarop
» in 1902 werd gerekend. »

Een lid stelt voor, die bepaling aan te vullen als volgt :

« Dat tekort is hieraan te wijten dat niet al de militiekantons een getal
» vrijwilligers leveren, die moeten loten, gelijkstaande met hun evenredig
» aandeel in het gezamelijk getal der 1,800 vrijwilligers, bij artikel 5 voor-
» zien, en dat het overschot van vrijwilligers, door sommige kantons gele-
» verd, van het contingent wordt afgetrokken. »

Het ontwerp van resolutie, aldus gewijzigd, wordt aangenomen met 9 stemmen en 5 onthoudingen.

Artikel 5 van de wet op de militie luidt aldus :

« Art. 5. — *A*. Het contingent wordt verdeeld door den Koning over de
» provinciën en door den provinciegouverneur over de militiekantons...

» *B*. De verdeeling geschiedt naar verhouding van het getal ingeschre-
» venen der lichting.

. . . . . .

» *C*. De door het kanton verstrekte vrijwilligers van beroep worden
» bovenaan de lotingslijst ingeschreven, wanneer de wet hen verplicht tot
» inschrijving voor de militie.

» *D*. Overtreft hun getal het door het kanton, in een gezamenlijk bedrag
» van achttienhonderd vrijwilligers, te verstrekken aandeel, dan wordt het
» overschot, naar het getal, medegerekend in het contingent. »

De toepassing van artikel 5 D heeft in het contingent als geleverde manschappen doen medetellen (1) :

In 1902-1903.	167	vrijwilligers van beroep.
— 1903-1904.	392	—
— 1904-1905.	609	—
— 1905-1906.	685	—
— 1906-1907.	671	—
— 1907-1908.	429	—

Er zijn dus in elk dier jaren zooveel miliciens minder ingelijfd geworden.

Toen men, in 1902, het toekomstig getal manschappen berekende, door het contingent te leveren (2), ging men uit van de onderstelling dat de 13,300 man van het jaarlijksch contingent slechts zouden verminderd zijn door een gemiddeld cijfer van 188 ontslagenen, krachtens artikel 28 (bedienaars der eerediensten en onderwijzers) en met verlies van 5.80 t. h., na de binnenroeping. Men heeft er niet aan gedacht dat het, bovendien, elk jaar met eenige honderden mannen zou worden verminderd door toepassing van artikel 5 D.

---

(1) Zie de *Bijlagen*, bl. 131 en 132.

(2) Zie in de *Handelingen der Kamer*, zitting van 24 November 1908, de lijst der kantons die meer dan hun evenredig aandeel leverden in het getal van 1,800 vrijwilligers.

Welnu, het contingent is daarenboven feitelijk, met toepassing van artikel 5D, verminderd met het getal miliciens, in bovenstaande tabel opgegeven.

Bijgevolg kon het niet de verwachte opbrengst leveren.

*
* *

De derde oorzaak van het tekort, bevonden in het contingent, luidde aldus :

« 3° De wet heeft niet al de mogelijke maatregelen voorzien, ten einde » het tekort op de ingelijfden te verminderen. »

Volgens artikel 6 der militiewet, is elke Belg verplicht, binnen het jaar dat hij den leeftijd van 19 jaar bereikt, zich te doen inschrijven, ten einde deel te nemen aan de loting voor de lichting van het contingent van het volgende jaar. Volgens artikel 9, kan de inschrijving altijd ambtshalve worden gedaan door den burgemeester.

Zoo komt het, dat telken jare ambtshalve jongelingen worden ingeschreven, die sedert lang België verlieten, zonder inzicht er terug te keeren. Roept het nummer, bij de loting uitgekomen, hen op voor het contingent, dan is het voor dit laatste een zuiver verlies.

Een lid doet opmerken, dat in 1902 dit punt werd besproken. Het schijnt dus niet aannemelijk te zeggen, dat de wet deze oorzaak van tekort niet voorzag.

Een ander antwoordt, dat het verlies, door het contingent geleden uit hoofde van jongelingen die, met name, in Amerika verbleven, en niet terugkomen wanneer hun nummer hen oproept tot den dienst, uitdrukkelijk werd aangehaald door een der getuigen by het onderzoek (1), en dat de aandacht der Kamer dient te worden gevestigd op deze oorzaak van tekort.

Andere leden wijzen op het onbepaald, onduidelijk karakter van den tekst van het ontwerp.

Er wordt voorgesteld dezen te doen luiden als volgt :

» 3° De toepassing van de wet gaf aanleiding tot tekort bij de inlijving, » omdat sommige jongelingen, die het land hadden verlaten, waren inge- » schreven op de lijsten voor de loting. »

Deze tekst wordt aangenomen met 7 stemmen tegen 1 en 6 onthoudingen.

In 1905 verloor het contingent 157 man aan achterblijvers ; 173 man in 1906 en 202 man in 1907. Hier dient te worden aangemerkt, dat het niet uitsluitend jongelingen zijn, die voorgoed het land hebben verlaten.

De Commissie gaat over tot het onderzoek van de oorzaken van tekort op de opbrengst der vrijwilligers van beroep.

*
* *

---

(1) Zie de verklaring van den heer Raes, ambtenaar bij het provinciaal bestuur van Oost Vlaanderen. *Bijlagen*, bl. 36.

2. Oorzaken van het tekort bij de opbrengst aan vrijwilligers van beroep.

Volgens de raming in 1902, zouden de vrijwilligers van beroep eene globale gemiddelde aanwezigheid van 7,200 man aan het vredeseffectief verschaffen. Eerst waren er meer. In 1904-05 waren er aan vrijwilligers van beroep, 8,464 man; in 1905-06, gemiddeld 8,802; in 1906-07, gemiddeld 8,016 man. Sedert dien tijd, werd het geraamde getal niet meer bereikt. De Commissie vond een verlies van 198 man voor het burgerlijk jaar 1908, en van 55 voor het militiejaar 1907-08 (1).

Het ontwerp van resolutie, onderworpen aan de beraadslagingen van de Commissie, gaf de oorzaak van dit tekort volgenderwijs op :

Wat betreft de opbrengst van vrijwilligers van beroep :

« De militaire overheden waren strenger voor het aannemen dan de » militieraden.

» Zonder, in welk opzicht ook, de inzichten van de militaire overheden, » belast met het aanvaarden van de vrijwilligers, aan te klagen, doet de Com- » missie uitschijnen, dat zij over 't algemeen het volontariaat bleven » beschouwen als eene wijze van werving voor de kaders, veeleer dan als » eene wijze van werving van eenvoudige soldaten; zij doet uitschijnen, » dat de militaire dokter meer geneigd is de toelating te weigeren dan aan » te nemen, omdat hij, alleen belast met het eerste onderzoek van den can- » didaat-vrijwilliger, nooit heeft te verantwoorden over weigering van » toelating, terwijl hij, in geval van goedkeuring, over de beslissing moet » verantwoorden tegenover zijnen overste in graad, en hij zich moet recht- » vaardigen, in geval de toegelaten vrijwilliger later onbekwaam wordt » bevonden; ten slotte doet zij uitschijnen, dat er soms in het leger, evenals » bij vele besturen, een overdreven formalisme bestaat, dat soms het nauw- » keurig opmaken van de voor het aanvaarden van vrijwilligers vereischte » stukken moeilijk maakt. »

Een lid verklaart, dat hij in beginsel toetreedt tot de hoofdgedachte waarvan het eerste gedeelte van het ontwerp van resolutie uitgaat. Hij ook denkt dat er voor het aannemen van vrijwilligers feitelijk zwaardere vereischten zijn gesteld dan voor dat van miliciens. De oorzaak van dit feit werd volkomen in 't licht gesteld door het onderzoek. 't Is de handelwijze, gevolgd vóór het koninklijk besluit van 14 November 1908, bij welk besluit een recht van beroep bij de revisieraden werd toegestaan aan afgewezen vrijwilligers. Aangezien het de handelwijze van vóór dit besluit is die zekere moeilijkheden voor de aanvaarding verwekte, acht bedoeld lid het verkieslijk dat de beslissing uitdrukkelijk deze handelwijze zou beoogen, in stede van, zooals het ontwerp schijnt te doen, de militaire overheden rechtstreeks in de zaak te betrekken. Naast weinig afdoende verklaringen, zooals die betreffende vrijwilligers, eerst afgewezen, en een, twee, drie jaar later goedge-

(1) Zie hierboven, blz. 20,

keurd als miliciens, leverde het onderzoek aan de Commissie inlichtingen, die meer de aandacht verdienen. Wanneer men ziet dat een candidaat-vrijwilliger wordt afgewezen bij een regiment en weinig dagen nadien aangenomen bij een ander regiment van hetzelfde leger, moet men er natuurlijk uit afleiden, dat er niet steeds eenheid was in de toepassing van het koninklijk besluit van 28 Januari 1893, betreffende de gebrekkelijkheden die toelating tot den krijgsdienst verhinderen. Het koninklijk besluit, dat een beroep bij den revisieraad instelt, verzekert voortaan deze eenheid van rechtspraak. Ziet men, anderdeels, jongelingen afwijzen als vrijwilliger en eenige weken nadien aanvaarden als milicien, dan moet men daaruit besluiten dat de geschiktheid der candidaten-vrijwilligers en der miliciens niet steeds werd beoordeeld naar denzelfden feitelijken regel. Hier insgelijks heeft het koninklijk besluit van 14 November het gepaste hulpmiddel aangebracht. De militaire en de burgerlijke dokters der revisieraden hebben overigens uitgelegd hoe het kwam dat de vroegere handelwijze soms(1) kon neerkomen op eenheidmissende handelingen. De bataljons- of regimentsdokter die een candidaatvrijwilliger onderzoekt, staat alleen. Bij den revisieraad zijn er twee geneesheeren : de bataljons- of de regimentsdokter heeft niet het recht te bevelen dat de candidaat in observatie wordt gehouden ingeval van twijfel : hij moet hem voor den dienst afkeuren. De revisieraad kan tot dat verder onderzoek besluiten om den twijfel weg te nemen; voor een gansche reeks gebrekkelijkheden is de in observatiestelling noodzakelijk ; eindelijk, sommige gevallen zijn op zichzelf zeer kiesch om op te lossen, dus zijn tegenstrijdige uitspraken te begrijpen, zonder dat men ze behoeft toe te schrijven aan vooraf opgevatte beweegredenen. Dit lid stelde bijgevolg voor, het ontwerp aldus te doen luiden :

« *Betreffende de opbrengst aan vrijwilligers van beroep* doet de Com-
» missie uitschijnen, dat de wijze van toelating der vrijwilligers, zooals zij
» was geregeld vóór het koninklijk besluit van 14 November 1908, niet
» van aard was de op dat gebied wenschelijke beginselen van eenheid en
» van gelijkstelling van vrijwilligers met miliciens te waarborgen. »

Een lid verklaart in te stemmen met dit amendement, behoudens het aan te vullen als volgt :

« Zoo komt het, dat bij de eerste keuring van den candidaat, de mili-
» taire dokter, handelend zonder bijstand van een anderen geneesheer,
» gansch alleen aansprakelijk wordt voor de toelating ; dat hij daarenboven
» niet beschikt over al de middelen van onderzoek en in observatie-
» stelling, zooals wel het geval is met de twee geneesheeren bij den revi-
» sieraad; dat ingeval van afwijzing van den candidaat, de geneesheer,
» wetende dat er van die weigering in beroep kan worden gekomen, niet
» aansprakelijk is tegenover de overheden, terwijl het kan zijn dat hij, in
» geval van goedkeuring en van afkeuring wegens latere ongeschiktheid,
» vastgesteld onder dienst, redenen heeft op te geven aan zijne oversten in
» rang. »

---

(1) Vroeger kon men immers in beroep komen bij de *Provinciale Commissiën*.

Men mag, deed de voorsteller van het amendement opmerken, de militaire dokters geenszins laken; dit ware te hunnen opzichte onrechtvaardig, aangezien die dokters niet beschikken over de middelen om de jongelingen volkomen te onderzoeken.

De voorstellers van het oorspronkelijk ontwerp van resolutie drongen aan opdat het in stemming zou worden gelegd. Het koninklijk besluit van 14 November 1908, deden zij aanmerken, had de vrijwilligers en miliciens enkel gelijkgesteld met het oog op jurisdictie van beroep. Waar gezegd wordt: « De militaire overheden waren strenger voor het aannemen dan de militie- « raden » bedoelt men de keuring in eersten aanleg.

Deze tekst wordt in stemming gelegd en verworpen met 9 stemmen tegen 6.

Vervolgens wordt door de Commissie, met 4 stemmen tegen 2 en 9 onthoudingen, het volgend amendement goedgekeurd :

« *Betreffende de opbrengst aan vrijwilligers van beroep* doet de Com- » missie uitschijnen, dat de wijze van toelating der vrijwilligers, zooals zij » was geregeld vóór het koninklijk besluit van 8 November 1908, niet » van aard was de op dat gebied wenschelijke beginselen van eenheid en » van gelijkstelling van vrijwilligers met miliciens te waarborgen. »

En onderstaand amendement, met eenparigheid van stemmen :

« Zoo komt het, dat bij de eerste keuring van den candidaat de mili- » taire dokter, handelend zonder bijstand van een anderen geneesheer, » gansch alleen aansprakelijk wordt voor de toelating; dat hij daarenboven » niet beschikt over al de middelen van onderzoek en in observatie- » stelling, zooals wel het geval is met de twee geneesheeren bij den revi- » sieraad; dat ingeval van afwijzing van den candidaat, de geneesheer, » wetende dat er van die weigering in beroep kan worden gekomen, niet » aansprakelijk is tegenover de overheden, terwijl het kan zijn dat hij, in » geval van toelating en van afkeuring wegens latere angeschiktheid, vastge- » steld onder dienst, redenen heeft op te geven aan zijne oversten in rang. »

Een lid vraagt dat, naar aanleiding van het geneeskundig onderzoek der candidaten-vrijwilligers en der miliciens, het verslag de bijzondere aandacht der Kamer zou vestigen op de verklaring van een geneesheer, die werd gehoord en de meening uitdrukte dat het koninklijk besluit van 28 Januari 1893, betreffende de lichamelijke gebreken die zich tegen de toelating tot den dienst verzetten (1), te streng was.

*
* *

Daarna beraadslaagde de Commissie over de twee volgende paragrafen van het oorspronkelijk ontwerp van resolutie :

« Zonder, in welk opzicht ook, de inzichten van de militaire overheden, » belast met het aanvaarden van de vrijwilligers, aan te klagen, doet de » Commissie uitschijnen, dat zij over 't algemeen het volontariaat bleven

---

(1) Zie *Bijlagen*, blz. (67), verklaring van Dr Vervaeck, burgerlijk geneesheer.

» beschouwen als eene wijze van werving voor de kaders, veeleer dan als » eene wijze van werving van eenvoudige soldaten.

» Zij doet ook uitschijnen dat er soms in het leger een overdreven for- » malisme bestaat, 't welk het nauwkeurig opmaken van de voor het aan- » vaarden van vrijwilligers vereischte stukken moeilijk kon maken. »

Een lid verklaart zich niet te kunnen aansluiten bij die vaststellingen. Zijns dunkens, heeft het onderzoek die punten niet bewezen. Het is niet gebleken dat, op zich zelf beschouwd, de formaliteiten opgelegd aan de aanvragers-vrijwilligers overdreven zijn. Anderdeels, zoo er vrijwilligers zijn die werden afgewezen omdat hunne stukken niet in regel waren, hebben sommige korpsoversten verklaard dienaangaande heel toegevend te zijn geweest (1). Dat lid beseft ook niet welk verband er bestaat tusschen het min of meer groot getal vrijwilligers en de meening der militaire overheden als zouden de vrijwilligers van beroep bestemd zijn het kader uit te maken.

Waarop de indieners van het voorstel antwoordden :

« Dat, feitelijk, sommige militaire overheden, belast met het aannemen van vrijwilligers, bij voortduur de vrijwillige dienstneming hebben beschouwd als eene wijze van werving voor de kaders, zoo iets kon niet worden betwist na de verklaring gedaan door sommige korpsoversten. Met name de kolonels Malevé en Ruwet hebben verklaard, dat zij al de vrijwilligers van beroep rechtstreeks stuurden naar de regimentschool, belast met de opleiding van de kaders (2) ; dat zij zelfs maatregelen namen opdat die vrijwilligers niet zouden verplicht zijn een nacht over te brengen in de kazerne, tusschen het oogenblik der inlijving en het oogenblik van het intreden in de regimentaire school. Uit dit begrip van den vrijwilligersdienst moet volgen, dat de militaire overheid geneigd is om, zelfs onbewust, van een aanvrager-vrijwilliger meer hoedanigheden te eischen dan de militieraad er eischt van een milicien. En daar wezenlijk de militaire overheid lastiger is geweest bij het aannemen van manschappen dan de militieraden, is het vrij logisch, als men op beide vaststellingen let, ertoe te besluiten dat het een het gevolg is van het ander. »

Het eerste gedeelte van het ontwerp van resolutie wordt verworpen.

Het tweede gedeelte wordt in de volgende bewoordingen aangenomen met 8 stemmen tegen 6 en 1 onthouding :

« De Commissie stelt insgelijks vast, dat er soms bij 't leger een overdreven formalisme bestaat, 't welk het nauwkeurig opmaken van de voor het aanvaarden van vrijwilligers vereischte stukken moeielijk kan maken. »

Een lid stelt voor, de aanduiding van de oorzaken van het tekort aan vrijwilligers van beroep met de volgende bepaling aan te vullen :

« De Commissie is van oordeel, dat zich meer vrijwilligers van beroep » zouden aanbieden, indien hun, na een diensttermijn, bij recht van voor- » keur betrekkingen in de openbare besturen werden verzekerd. »

---

(1) Zie de *Bijlagen*, bladz. 69, 71.

(2) Zie de *Bijlagen*, bladz. 69 en 70.

Een lid merkt aan, dat dit desideratum reeds verwezenlijkt is. Artikel 100 van de militiewet, zooals het is opgesteld sedert de wet van 21 Maart 1902, luidt als volgt :

« ... Een koninklijk besluit bepaalt, in elk ministerieel Departement, den » aard van de bedieningen welke bij voorkeur worden verleend :

» *A*. Aan de onderofficieren, brigadiers en korporalen die ten minste acht » jaar werkelijken dienst tellen ;

» *B*. Aan de vrijwilligers en oud-vrijwilligers.

» Bij gelijke verdienste in eene zelfde soort, wordt de voorkeur geschon- » ken aan den candidaat die het langst werkelijken dienst bij het leger » gedaan heeft. »

Sedert de afkondiging van dezen tekst, hebben al de ministerieele departementen het bij de militiewet voorziene koninklijk besluit uitgevaardigd(1).

In de ministerieele departementen, die vooral zijn geroepen om eene uitkomst te bezorgen aan gewezen vrijwilligers, waren deze bepalingen reeds inderdaad doeltreffend. Bij de Financiën werden, op 2,606 betrekkingen van tijdelijk tolbeambte, sedert 1902 verleend, er 2,266 toevertrouwd aan gewezen militairen, te weten 1,262 aan gewezen vrijwilligers of aan mannen die eene nieuwe verbintenis hadden uitgedaan, en 998 aan gewezen miliciens.

Anderdeels, worden sedert 1898 door het Bestuur van spoorwegen prijskampen ingesteld, uitsluitend voor vrijwilligers en gewezen vrijwilligers om te worden toegelaten als hulpklerk (thans ordeklerk), wachter, enz. Dit lid zegt verder, dat het volgens hem te vreezen is dat, zoo men betrekkingen waarborgt *aan de eenvoudige vrijwilligers*, er geene meer zullen zijn die eene nieuwe verbintenis aangaan. Toch schijnt het hem toe, dat het bestaande stelsel kan worden verbeterd, ten minste wat betreft diegenen welke eene nieuwe verbintenis aangingen. Het ware te wenschen dat de belanghebbenden rechtstreeks uit het leger konden overgaan naar de betrekking waartoe ze worden geroepen. In het mondeling verhoor, hebben vele vrijwilligers geklaagd omdat zij, nadat ze reeds geruimen tijd het leger hadden verlaten, nog niet de betrekking hadden verkregen, waarvoor hun een recht van voorkeur is toegestaan (2).

Een lid merkt aan, dat er geene strijdigheid in bestaat, betrekkingen te

---

(1) Zie hier voor elk ministerieel departement den datum van het koninklijk besluit, dat de zaak regelt : Buitenlandsche Zaken, 24 December 1903; Landbouw : Boschbedienden, 6 September 1902; personeel in 't algemeen, 5 Januari 1904; Spoorwegen, Posterijen en Telegraaf, 23 Juli 1908; Financiën, 5 November 1908; Oorlog, 30 September 1902; Nijverheid en Arbeid, 15 Februari 1904; Binnenlandsche Zaken en Openbaar onderwijs, 27 Januari 1905; Justitie, 3 December 1903; Openbare Werken, 31 Maart 1908.

Al die koninklijke besluiten, met de daaraan toegevoegde tabellen, werden vereenigd in een boekje, waarvan elk lid der Commissie een exemplaar kreeg. Een exemplaar daarvan is neergelegd ter Greffie.

Zie ook in de *Bijlagen I*, blz. 148, het antwoord, door de verschillende ministerieele departementen gegeven op de vragen, hun dienaangaande gesteld door de Commissie van onderzoek.

(2) Zie *Bijlagen*, blz. 22, 23, 25, 27 en 28.

beloven zoowel aan eenvoudige vrijwilligers als aan hen die opnieuw dienst namen. In Frankrijk bestaat zulks. De betrekkingen, voorbehouden aan hen die opnieuw dienst namen, zijn voordeeliger dan die voorbehouden aan militairen met een kleiner getal dienstjaren.

Een lid verlangt uit te leggen waarom hij tegen het voorstel zal stemmen. Na verloop van zekeran tijd, kunnen bedoelde gunsten ongetwijfeld de werving van vrijwilligers aanwakkeren. Doch voor de regelmatige aanwerving van ambtenaren, acht hij het stelsel verwerpelijk. Hij neemt aan, dat men, bij gelijke verdienste, eene burgerlijke betrekking verleent aan vrijwilligers, doch voorrechten kan hij niet aannemen.

Een lid stelt voor, in het ontwerp van resolutie het woord « beter » in te lasschen en te zeggen : « indien betrekkingen hun beter waren verzekerd, enz. », en wel om niet te miskennen wat in dien zin reeds werd gedaan.

Aldus gewijzigd, wordt de resolutie aangenomen met 8 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen.

*
* *

Een lid stelt voor, de resolutie aan te vullen met de volgende toevoeging : « en indien de vergelding, toegekend aan vrijwilligers van beroep, hun » dadelijk na den werkelijken dienst werd uitbetaald ». Op dit punt werd in het onderzoek gewezen door sommige getuigen.

Een lid merkt aan, dat de regelen betreffende de uitbetaling van de vergelding der vrijwilligers van beroep hem toeschijnen in breeden zin te zijn opgevat. Hij kan niet aannemen, dat gansch de som wordt betaald bij het verlaten van 't leger. Dat zou eene jammerlijke geldverkwisting verwekken. Wellicht ware het te wenschen, dat indien een voorschot is gebillijkt, de uitbetaling spoediger geschiedt.

Het amendement wordt goedgekeurd met 8 stemmen tegen 2 en 4 onthoudingen, en wel in de volgende bewoordingen : « En indien de wijze van » uitbetaling der vergeldingen, aan de vrijwilligers van beroep verschuldigd, voordeeliger ware geregeld. »

*
* *

3 Oorzaken van het tekort van het getal opnieuw dienstnemenden.

De wetgever had, in 1902, verwacht dat de vrijwilligers die eene nieuwe verbintenis aangingen, 6,900 man zouden aanbrengen voor het vredeseffectief en de opnieuw dienstnemenden van de andere soorten, 2,000 man. De verhoopte uitslagen werden op verre na niet bereikt. Hierop was het, dat de Commissie het grootste verlies had aan te stippen (1).

Het tekort bedroeg voor het jaar 1907 : 2,999 + 739 = 3,738 man.
— — 1908 : 2,889 + 761 = 3,650 —
— — 1907-1908 : 2,923 + 769 = 3,692 —

(1) Zie hierboven, blz. 23.

Het aanwijzen van de oorzaak van het tekort vergde niet veel uitweiding. De korpshoofden, tijdens het mondeling verhoor gehoord, waren het eens om de oorzaak van de geringe dienstherneming hieraan toe te schrijven, dat de lagere graden, inzonderheid begeerd door de militairen, bij voorbeeld de graden van sergeant-majoor, eerste-sergeant, opperwachtmeester, eerste-wachtmeester, enz., niet talrijk genoeg en te lang toevertrouwd zijn aan dezelfde mannen, met het doel vernieuwing van diensttermijn uit te lokken (1).

De koninklijke besluiten, genomen ter uitvoering van artikel 100 der militiewet, verleenen, wel is waar, voor het toekennen van sommige betrekkingen, een recht van voorkeur aan onderofficieren, brigadiers en korporaals tellende ten minste acht jaren werkelijken dienst; doch wanneer die militairen niet kunnen hopen tot den verlangden graad van sergeant-majoor, enz., te geraken, verlaten zij het leger vóór dat zij acht jaren werkelijken dienst hebben uitgedaan.

De bij het onderzoek gehoorde vrijwilligers van beroep, die geene nieuwe verbintenis aangingen, hebben meest allen deze inlichting bevestigd. Ongetwijfeld teekenden sommigen geene nieuwe verbintenis, om louter persoonlijke redenen, doch andere verlieten het leger omdat zij geene hoop hadden ooit de begeerde graden te bereiken.

Bijgevolg bepaalde de Commissie de oorzaak van het tekort als volgt : « *Betreffende de opbrengst aan manschappen die opnieuw dienst namen,* is » de Commissie van oordeel dat dezen talrijker zouden geweest zijn, » indien, bij gemis van organieke graden, langen tijd bekleed door dezelfde » mannen, zij, die eene nieuwe verbintenis teekenden, zeker konden zijn » van eene burgerlijke betrekking, na een zekeren diensttijd. »

Deze bepaling werd aangenomen met 8 stemmen tegen 3 en 1 onthouding.

* * *

4. De opnieuw binnengeroepenen.

Artikel 85E der militiewet onderwerpt aan eene binnenroeping voor één maand, gedurende het 3de jaar van hunnen diensttermijn, de miliciens (2), V. M. P. en plaatsvervangers der infanterie, wier normale dienst 20 maanden bedraagt. De manschappen, uit krachte van deze bepaling binnengeroepen, zouden het vredeseffectief gemiddeld 900 man per jaar moeten aanbrengen (3). Feitelijk bedroeg de opbrengst, in 1907, maar 653 man en in 1908 slechts 604 (4).

Dit tekort is gemakkelijk uit te leggen. Het getal terug binnengeroepen

---

(1) Zie *Bijlagen*, bl. 13 en volg., alsmede 68 en volg.

(2) De vrijwilligers van beroep zijn niet onderworpen aan die binnenroeping. Zie *Bijlagen*, blz. 85 en 95.

(3) Zie *Bijlagen*, blz. 85 en volg.

(4) Zie *Bijlagen*, blz. 95.

manschappen hangt af van het aandeel, aan de infanterie toegekend in het gansche contingent, vermits alleen de manschappen der infanterie, behoorend tot het eigenlijk contingent (1), zijn onderworpen aan de binnenroeping voorzien bij artikel 85 E. Daar het gansche contingent in de laatste jaren niet meer werd bereikt, was het aandeel der infanterie naar verhouding kleiner en bijgevolg het getal binnengeroepenen insgelijks minder. Indien vrijwilligers meer hunne voorkeur gaven aan andere wapens, zou het aandeel in het contingent, toegekend aan de infanterie, verhoogd kunnen worden, en het getal der binnengeroepenen zou vermeerderen.

Diensvolgens bepaalt de Commissie de oorzaak van het tekort in deze bewoordingen :

« *Betreffende de opbrengst van terug binnengeroepenen,* was, dewijl er « niet genoeg vrijwilligers dienst namen bij de andere wapens dan de infan- « terie, het aandeel in het contingent, aan dat wapen toegekend, niet toe- « reikend om het cijfer van 900 terug binnengeroepenen op te leveren. »

Dit voorstel wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 1.

* * *

5. Gemilitariseerde burgers.

Artikel 100 (N) (O) (6) en (9) der militiewet zegt:

« (N) De verschillende bedieningen bij de troepenkorpsen worden, naar « gelang er plaatsen openvallen door het vertrek van de huidige titelvoer- « ders, toevertrouwd aan soldaten die den diensttijd, voorgeschreven bij « artikel 85, hebben uitgedaan of aan oud-soldaten die hunne militie-ver- « plichtingen hebben vervuld.

« (O) De aard van deze bedieningen en het getal harer titelvoerders « worden bij koninklijk besluit bepaald (2).

« (P) Een koninklijk besluit bepaalt insgelijks de diensten van de krijgsinrich- « tingen en de bedieningen, buiten de hooger bedoelde, welke zullen toever- « trouwd worden aan oud-soldaten die hunne militieverplichtingen vervuld « hebben en, bij dezer ontstentenis, aan aangestelden die niet bij de troepen- « korpsen van het leger gediend hebben.

« Het getal oud-militairen en aangestelden, die niet hebben gediend bij de « troepenkorpsen van het leger en worden geroepen tot de bedieningen « waarvan sprake in de drie vorige paragrafen, zal achttienhonderd niet te « boven gaan. »

Gemachtigd om, bij voorkomend geval, 1,800 gemilitariseerde burgers aan te werven, kon het Departement tot hiertoe dit getal niet bereiken. In 1907 waren er 310 man minder en 487 in 1908.

Dienvolgens bepaalde de Commissie de oorzaak van het tekort zooals volgt :

---

(1) Zie de nota hiervoren, nota (2).

(2) Het geldt de betrekkingen waarvan sprake is in de *Bijlagen*, bl. 181.

« Betreffende de opbrengst aan gemilitariseerde burgers, werd het cijfer « 1,800 niet bereikt, omdat de Regeering raadzaam oordeelde er minder te « werven. »

*
* *

6. Stemming over het geheel der resolutiën betreffende de oorzaken van het tekort op het vredeseffectief.

Vervolgens legt de voorzitter in stemming het geheel van den tekst der resolutie betreffende de oorzaken van het te kort, vastgesteld op het vredeseffectief.

Namens de liberale groep, vraagt een lid om de redenen van zijne onthouding te mogen opgeven. Hij doet het in de volgende bewoordingen :

« Wij kunnen ons niet vereenigen met het geheel der voorstellen die achtereenvolgens werden aangenomen, omdat zij enkel wijzen op ondergeschikte oorzaken, doch de wezenlijke, grondige redenen van het vastgestelde tekort niet aanduiden.

Volgens ons, moeten zij worden toegeschreven aan het stelsel der wet van 1902 en hebben zij tot grondslag de beginselen zelf van die wet.

Daarenboven achten wij, dat behalve het tekort op de vrijwilligers en het contingent, aan de Kamer dient te worden bekendgemaakt het niet minder gewichtig feit, vastgesteld door al de korpshoofden, dat het effectief, reeds ontoereikend, door de toepassing van het stelsel van dienstonderbrekend verlof, ontredderd en verminderd is. Naar ons oordeel, bewijst het onderzoek dat onze legerinrichting niet haar wezenlijk doel bereikt, dat is 's lands verdediging verzekeren, en dat zij eene volslagen omwerking vereischt, gesteund op de beginselen die door den heer Minister van Oorlog ter Kamer werden uiteengezet. »

Namens de socialistische groep geeft een ander lid aldus de redenen op waarom zijne partijgenooten en hij zich zullen onthouden : « Mijne partijgenooten en ik, wij onthouden ons over de voorstellen der heeren Mélot en du Bus, ons er toe bepalend te wijzen op het vastgestelde tekort. Dit laatste schijnt te doen denken dat het zou volstaan de vereischten voor de aanneming van vrijwilligers eenigzins te wijzigen en aan hen, die eene nieuwe verbintenis teekenen, een recht van voorkeur te verleenen voor het bekomen van betrekkingen, — over welk recht van voorkeur wij al onze voorbehoudingen maken — om dit tekort te doen ophouden en de hoofdgebreken der inrichting van 's lands verdediging te verhelpen. Welnu, dit is niet ons gevoelen.

Het onderzoek, waartoe wij overgingen, heeft bewezen dat de wet van 1902 schipbreuk leed. Het heeft ons bevestigd in de overtuiging dat, om de krijgslasten die op het land drukken te verlichten, men die lasten gelijk moet maken door den diensttijd te verkorten, doch ze niet mag opleggen aan een beperkt getal personen, geworven door middel van geld.

De voorstellen, die werden aangenomen, getuigen van eene andere strekking; daarom willen wij er onze goedkeuring niet aan geven. »

Als antwoord op eene van de gemaakte opmerkingen, zegt een lid dat de korpsoversten niet zoozeer de wet van 1902 afkeurden, dan wel de inrichting van het Belgisch leger, zooals deze werd opgevat door de militaire overheid, niet door den wetgever.

De voorstellen worden in hun geheel aangenomen met 9 stemmen en 6 onthoudingen.

*
* *

IV. BEPALING VAN HET GANSCHE CIJFER VAN HET TEKORT VASTGESTELD VOOR HET VREDESEFFECTIEF.

De oorzaken van de verschillende verliezen uitgemaakt zijnde, was de Commissie in staat de verliezen op te tellen, die in betrekking staan tot de toepassing der wet van 21 Maart 1902.

Het volgend ontwerp van resolutie werd aan de beraadslaging der Commissie onderwerpen :

« De Commissie, overwegende dat het tekort, voortspruitende uit het » volontariaat met premie, werd aangevuld; dat het van het Departement » van Oorlog afhangt ditgene betreffende gemilitariseerde burgers aan te » vullen; dat er geene reden bestaat om stil te blijven bij het tekort op » weer binnengeroepenen, waarvan de oorzaken werden opgegeven in » eene voorgaande resolutie;

» Overwegende dat die verliezen waren :

	1907	1908	1907-1908
Vrijwilligers met premie (1). . .	153	118	236
Burgers (2).	610	487	492
Opnieuw binnengeroepenen (3) .	247	276	296
Totaal. . .	910	901	1,024

Bepaalt de Commissie het gansche getal der verliezen als volgt (4) :

1907	1908	1907-1908
4,482 (4)	4,876 (5)	4,969 (6)

Een lid is geneigd voor het ontwerp van resolutie te stemmen, indien de Commissie er wil bijvoegen eene vaststelling betreffende de belangrijkheid van het tekort, die zou luiden als volgt :

« De Commissie is, wat betreft de belangrijkheid van het tekort, van » oordeel dat, zoo men, in stede van in het gemiddeld effectief van 1900 mede

---

(1) Tot staving van deze cijfers, zie hierboven, blz. 34.

(2) Id., zie hierboven, blz. 44.

(3) Id., zie hierboven, blz. 43.

(4) 5397 (zie hierboven, blz. 20.) — 910 = 4487.

(5) 5777 (zie hierboven, blz. 20.) — 901 = 4876.

(6) 5993 (zie hierboven, blz. 20.) — 1024 = 4969.

» te tellen de afwezigen voor twee weken en minder, men evenals in 1900
» de afwezigen medetelde voor zes weken en minder, en daarbij begreep
» de ontbrekenden en de terechtstaanden, de hierboven vastgestelde ver-
» liezen aangevuld zouden zijn tot een bedrag van (2,305 + 72 + 51 man)
» 2.428 man. »

Tot staving van zijn voorstel, zegde dat lid : Men mag niet uit het oog verliezen, dat het vredeseffectief van 't jaar 1900 gemiddeld 3,569 man met klein verlof telde, terwijl het hedendaagsch effectief slechts 1,264 man van dat soort bevat. Het totale verlies van 4,969 man, dat het ontwerp van resolutie voorstelt voorgoed te bepalen, komt niet overeen met een merkelijk tekort, een wezenlijk tekort in de kazernen. Van dit tekort behoort men af te trekken de 2,305 manschappen met verlof, die het vredeseffectief van 1900 meer telde dan dit van heden.

Verscheidene leden doen opmerken, dat de Commissie zich reeds breedvoerig heeft beziggehouden met de werking van het verlof van veertien dagen en met die van het verlof van zes weken op de sterkte van het effectief; dat het niet mogelijk is daarop terug te komen. Overigens heeft de Commissie, door eene resolutie te stemmen over het betrekkelijk vredeseffectief, 't is te zeggen het effectief van de manschappen werkelijk aanwezig bij hunne militaire plichten, het vraagstuk, door het ontwerp van aanvullende resolutie opgeworpen, reeds opgelost.

Daarenboven doet een lid aanmerken, dat van 't oogenblik dat het hedendaagsch effectief voltallig zou zijn, 't is te zeggen de 42,000 man zou tellen, die werden verwacht van de wet van 1902, het getal manschappen met verlof zou verdubbelen, krachtens artikel 85D, hierboven breedvoerig uitgelegd : in stede van 1,264 man, zouden er dan 2,528 man zijn met verlof. Het verschil van 2,305, aangeduid tusschen het getal der manschappen met verlof in 1900 en het getal der manschappen met verlof bij het hedendaagsch effectief, ondersteld dat het voltallig zij, zou zich beperken tot een duizendtal manschappen (2,305 — 1,264), juist 1,041 man.

De resolutie betreffende het totaal verlies wordt aangenomen met 12 stemmen en 3 onthoudingen.

* * *

De Commissie, hare taak volvoerd hebbende, achten wij het ons tot plicht hier kortbondig op te sommen een uittreksel van de processen-verbaal van onze vergaderingen : « Op 't oogenblik van scheiden, dankt de voor-
» zitter zijne medeleden voor de werkdadigheid en den ijver door hen
» onafgebroken aan den dag gelegd bij de vervulling van de taak hun door
» de Kamer opgedragen. Met de verkleefde medewerking van allen voegde
» hij er bij, kon de Commissie hare werkzaamheden ten einde brengen
» binnen den tijd, door de Kamer bepaald. Uit naam van al zijne mede-
» leden, brengt een lid hulde aan de groote onpardigheid en aan het ver-
» nuftig beleid van den voorzitter. »

De Verslaggever, *De Voorzitter,*

P. POULLET. L. DE SADELEER.

TEKST VAN DE RESOLUTIËN AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

I.

Wijze van berekening der getalsterkte.

De Commissie stelt vast dat, sedert de wet van 1902, veranderingen door het Departement van Oorlog werden gebracht in de wijze waarop het gemiddeld effectief des legers op voet van vrede wordt vastgesteld.

Deze veranderingen betreffen namelijk de volgende punten :

1° — Om het gemiddeld effectief van 1900 te bepalen, heeft men, ingevolge de toen van kracht zijnde onderrichtingen, door 12 of door 4 gedeeld het totaal van de aanwezigen op den eersten dag van elke der twaalf maanden of van elke der vier kwartalen van het jaar.

Wat betreft de binnengeroepenen, heeft men evenwel het gemiddeld getal van de in gansch het jaar binnengeroepenen geteld en het echte cijfer slechts afgetrokken van de driemaandelijksche staten waarop binnengeroepenen voorkwamen, dat is op 1 Juli : 4,739.

Sedert 10 September 1902, heeft men, om het gemiddeld effectief vast te stellen, het totaal van de op iederen dag des jaars aanwezigen gedeeld door 365.

2° — Om het gemiddeld effectief van 1900 te bepalen heeft men, ingevolge de wet van dien tijd, als aanwezig geteld de manschappen met verlof van niet meer dan zes weken.

Sedert de wet van 1902, worden de mannen met verlof van meer dan éene maand niet meer als aanwezig medegerekend.

3° — Om het gemiddeld effectief van 1900 te bepalen, telde men als aanwezig de ontbrekenden en de terechtstaanden.

Sedert de wet 1902, beschouwt men ze niet meer als aanwezig, maar als afwezig.

De Commissie kon van het Département van Oorlog geene inlichtingen krijgen die haar hadde in staat gesteld het gemiddeld effectief des legers voor 1900 te bepalen overeenkomstig de wijze van berekening, aangenomen na de wet van 1902.

Zij kon enkel terugvinden het cijfer van 72 ontbrekende en van 51 terechtstaande manschappen, in 1900 als aanwezig geteld en niet meer medegerekend volgens de nieuwe wijze.

Op deze twee vragen :

1° — Wat ware het vredeseffectief van 1900 geweest, indien men het gemiddeld cijfer had berekend naar den staat van elken dag der maand, niet naar den staat van den eersten dag der maand?

2° Hoeveel manschappen met meer dan éene maand en min dan zes weken verlof werden als aanwezig opgegeven in het effectief van 1900?

Antwoordde het Departement :

dat er in 1902 grondige wijzigingen werden gebracht in de legerinrich-

ting; dat het archief van de vroegere korpsen, versmolten in nieuwe korpsen, verspreid was; dat voor de korpsen, die onveranderd waren gebleven, het antwoord op die vraag een aanzienlijk werk zou vergen, waarvan de duur niet kan worden bepaald.

Eene juiste inlichting betreffende de verlofgangers, als aanwezig voorkomende in het effectief, werd geleverd als antwoord op eene vraag gesteld door den heer Verslaggever. Het Departement van Oorlog heeft verklaard, dat, in 1900, 35,569 man met klein verlof waren geteld als aanwezig; dat, in 1908, slechts 1,264 zich in dat geval bevonden.

II.

Bepaling der cijfers van het effectief. Vaststelling van het tekort.

A. — Volstrekte getalsterkte op voet van vrede.

De Commissie acht dat thans de volstrekte getalsterkte op voet van vrede, evenals in 1900, ten minste 42,800 man bereikt.

Volstrekte getalsterkte heet de Commissie het gezamenlijk getal manschappen waarover het Ministerie van Oorlog kan beschikken in vredestijd, zonder de mannen binnen te roepen die met onbepaald verlof zijn.

B. — Betrekkelijke getalsterkte op voet van vrede.

De Commissie acht dat de betrekkelijke getalsterkte op voet van vrede, met andere woorden, de mannen wezenlijk aanwezig in de kazerne of bij de oefeningen in vredestijd, evenmin als in 1902, 42,800 man bereikt.

C. — Gemiddelde getalsterkte op voet van vreden. — Getalsterkte op voet van oorlog.

De Commissie, achtende dat, om na te gaan of de getalsterkte op voet van vrede 42,800 man bereikt en die op voet van oorlog 180,009 man, er moet bepaald worden, — volgens de wijze van berekenen door het Ministerie van Oorlog gebezigd en die de wij e van berekenen van 1902, *mutatis mutandis*, het meest nabijkomt; tot welk aantal de verschillende soorten manschappen bijdragen in de samenstelling van het leger :

Wat betreft de getalsterkte op voet van vrede.

Beslist, achtereenvolgens voor de jaren 1907 en 1908 te bepalen :

1° Het getal vrijwilligers van beroep in gewonen dienst;

2° Het getal vrijwilligers van beroep die opnieuw dienst namen;

3° Het getal andere manschappen die opnieuw dienst namen;

4° Het getal pupillen;

5° Het getal manschappen door het contingent geleverd (miliciens, vrijwilligers met premie, vrijwilligers van het contingent, plaatsvervangers);

6° Het getal opnieuw binnengeroepen manschappen;

7° Het getal gemilitariseerde burgers.

Overwegende, dat die verschillende soorten manschappen de volgende getallen leverden :

SOORTEN MANSCHAPPEN.	Geleverd getal.			GETAL waarop men rekende.
	Burgerlijk jaar. 1907.	Burgerlijk jaar. 1908.	militiejaar 1907-1908.	
1. Vrijwilligers van beroep in gewonen dienst	7,745	7,002	7,145	7,200
2. Vrijwilligers van beroep die opnieuw dienst namen	3,901	4,011	3,977	6,900
3. Andere manschappen die opnieuw dienst namen	1,261	1,239	1,231	2,000
4. Pupillen	426	449	445	400
5-6. Contingenten (miliciens V. M. P., vrijwilligers van het contingent, plaatsvervangers, terug binnengeroepen)	22,780	23,009	22,701	24,500
7. Gemilitariseerde burgers.	1,290	1,313	1,308	1,800

Overwegende, dat op het onderstaand getal der manschappen, waarop men rekende, het volgende getal mannen ontbreken, onder voorbehoud het juist getal van de gezamenlijk ontbrekende manschappen later te bepalen :

SOORTEN MANSCHAPPEN	Ontbrekende manschappen.		
	Burgerlijk jaar 1907.	Burgerlijk jaar 1908.	Militiejaar 1907-1908.
1. Vijwilligers van beroep	Geen tekort.	198	55
2. Vrijwilligers van beroep die opnieuw dienst namen	2,999	2,889	2,923
3. Andere manschappen die opnieuw dienst namen	739	761	769
4-5. Contingenten.	1,720	1,491	1,799
6. Gemilitariseerde burgers	510	487	492

beslist de oorzaken van die mindere getallen na te gaan.

Wat betreft de getalsterkte op voet van oorlog.

De Commissie, overwegende dat de administratieve getalsterkte op voet van oorlog op den laatsten dag van iedere maand van 1908 en van 1909 bedroeg :

Troepen, met inbegrip van de gemilitariseerde burgers :

Januari 1908.	167,349	man
Februari	167,513	—
Maart	167,487	—
April	167,955	—
Mei.	168,235	—
Juni	173,465	—
Juli.	177,346	—
Augustus	178,325	—
September	179,150	—
October	169,557	—
November.	169,473	—
December.	169,433	—
Januari 1909	169,637	—
Februari	169,750	—

Indien men daarin begrijpt de gendarmen en de officieren, moeten die cijfers verhoogd worden met :

1° Officieren in werkelijken dienst . .	3,468	man.
Reserveofficieren	220	—
2° Gendarmen	3,316	—
ongeveer, getal van 1908.		
Totaal . . .	7,004	man

In die totalen is begrepen, gedurende de maanden Juni, Juli, Augustus en September, de klasse van het jaar die eerst op den volgenden 1ⁿ October onder de wapens wordt geroepen en die, in haar geheel, geen militair onderricht ontving.

In die totalen zijn begrepen de 2,000 tot 2,250 man, van den dienst ontslagen in vredestijd (art. 28 der militiewet) en die, ingeval van mobielmaking, zouden belast worden met voor het leger nuttige verrichtingen.

De Commissie acht dat het oorlogseffectief van 180,000 man, na aftrek (1) van het verlies bij de mobielmaking, thans maar zou kunnen bereikt worden door het binnenroepen van de manschappen behoorende tot de klassen komende vóor de 13ᵈᵉ.

(1) *Op grond van een verlies van 5 t. h. bij de mobielmaking, zou men, bij voorbeeld, op 31 Januari 1909, 8,481 man moeten aftrekken van de 169,657 (troepen) en 8,835 man van de 176,674 (troepen, gendarmen, officieren, burgers, te zamen).*

III.

Oorzaken van het vastgesteld tekort.

Getalsterkte op voet van oorlog.

De oorzaken van het tekort zijn :

1° Het belangrijk verlies, ondergaan door de 13 militieklassen naarmate

men zich verwijdert van het tijdstip waarop ze voor de eerste maal onder de wapens werden geroepen.

2° Het verlies voortkomende hieruit, dat het minimum van 1,800 man, waarop men rekende, niet altijd werd bereikt door de vrijwilligers van beroep, en daarenboven het verlies hieruit voortkomende dat, in verscheidene militiekantons, zeker getal vrijwilligers van beroep, die moesten loten, werden medegerekend als manschappen van het jaarlijksch contingent, dat aldus zooveel miliciens minder opleverde (art. 3 der militiewet).

Dat verlies heeft tot gevolg het oorlogseffectief, op het einde van 1908, te verminderen met 4,184 man; hetzij met 3,766 man, als men rekening houdt met een verlies, nagenoeg berekend op 10 t. h.; het zou tot gevolg hebben het oorlogseffectief, voor dertien dienstjaren, met 8,073 man te verminderen, als men rekening houdt met een verlies van 18 t. h. of 6,620 man.

3° De ontoereikendheid, op heden, van het getal reserve-vrijwilligers :

Dat getal bedraagt :

Op 1 October	1908.	11 man.
—	1909.	27 —
—	1910.	75 —
—	1911.	158 —
—	1912.	341 —
—	1913.	1,562 —
—	1914.	3,302 —
—	1915.	4,783 —
—	1916.	6,792 —
—	1917.	7,793 —
—	1918.	7,840 —

B. — Getalsterkte op voet van vrede.

Het ontbreken van de manschappen vastgesteld zijnde, schreef de Commissie dit aan de volgende oorzaken toe :

a. Voor het contingent :

1° De Regeering heeft eerst in 1908 doen overgaan tot de uitloting van prioriteit, voorzien bij artikel 64 (6) der wet; tot in 1909 was er uit dien hoofde een tekort, voortkomende van het ontoereikend getal vrijwilligers met premie;

2° Krachtens artikel 5 der wet, werden vrijwilligers van beroep medegeteld als manschappen in het contingent, alvorens de getalsterkte vermeerderd was geworden met de 1,800 vrijwilligers waarop in 1902 werd gerekend.

Dat tekort is hieraan te wijten, dat niet al de militiekantons een getal vrijwilligers leveren, die moeten loten, gelijkstaande met hun evenredig aandeel in het gezamenlijk getal der 1,800 vrijwilligers, bij artikel 5 voorzien, en dat de meerdere vrijwilligers, door sommige kantons geleverd, van het contingent worden afgetrokken.

3° De toepassing van de wet gaf aanleiding tot tekort bij de inlijving, omdat sommige jongelingen, die het land hadden verlaten, waren ingeschreven op de lijsten voor de loting.

b. Betreffende de opbrengst aan vrijwilligers van beroep :

Doet de Commissie uitschijnen, dat de wijze van toelating der vrijwilligers, zooals zij was geregeld vóór het koninklijk besluit van 8 November 1908, niet van aard was om de op dat gebied wenschelijke beginselen van eenheid en van gelijkstelling van vrijwilligers met miliciens te waarborgen.

Zoo komt het, dat bij de eerste keuring van den candidaat de militaire dokter, handelende zonder bijstand van eenen geneesheer, gansch alleen aansprakelijk is voor de toelating; dat hij daarenboven niet beschikt over al de middelen van onderzoek en in observatiestelling, zooals wel het geval is met de twee geneesheeren bij den revisieraad ; dat ingeval van afwijzing van den candidaat, de geneesheer, wetende dat er van die weigering in beroep kan worden gekomen, niet aansprakelijk is tegenover de overheden, terwijl het kan zijn dat hij, ingeval van toelating en van afkeuring wegens latere ongeschiktheid, vastgesteld onder dienst, redenen heeft op te geven aan zijne oversten in rang.

De Commissie stelt insgelijks vast,dat er soms bij het leger een overdreven formalisme bestaat, dat het nauwkeurig opmaken van de voor het aanvaarden van vrijwilligers vereischte stukken moeielijk kan maken.

De Commissie is van oordeel, dat zich meer vrijwilligers van beroep zouden hebben aangeboden, indien hun, na een diensttermijn, bij recht van voorkeur betrekkingen in de openbare besturen beter waren verzekerd geweest en indien de wijze van uitbetaling der vergeldingen,aan de vrijwilligers van beroep verschuldigd, voordeeliger ware geregeld.

c. Betreffende de opbrengst aan manschappen die opnieuw dienst namen, is de Commissie van oordeel dat dezen talrijker zouden geweest zijn, indien, bij gemis van organieke graden, langen tijd bekleed door dezelfde mannen, zij, die eene nieuwe verbintenis teekenden, zeker konden zijn van eene burgerlijke betrekking, na een bepaalden diensttijd.

d. Betreffende de opbrengst aan terug binnengeroepenen, was, dewijl er niet genoeg vrijwilligers dienst namen bij de andere wapens dan de infanterie, het aandeel in het contingent, aan dat wapen toegekend, niet toereikend om het cijfer van 900 terug binnengeroepenen op te leveren.

e. Betreffende de opbrengst aan *gemilitariseerde burgers*, werd het cijfer 1,800 niet bereikt, omdat de Regeering raadzaam oordeelde er minder te werven.

IV.

Bepaling van het gansche cijfer van het tekort vastgesteld voor de gemiddelde getalsterkte op voet van vrede.

De Commissie, overwegende dat het tekort, voortspruitende uit het volontariaat met premie, werd aangevuld; dat het van het Departement van Oorlog afhangt, dit betreffende gemilitariseerde burgers aan te vullen; dat er geene reden bestaat om stil te blijven bij het tekort op weer binnengeroepenen, waarvan de oorzaken werden aangegeven in eene voorgaande resolutie;

Overwegende, dat die verliezen wederzijds waren :

	1907.	1908.	1907-1908.
Vrijwilligers met premie . .	153	118	236
Burgers	610	487	492
Opnieuw binnengeroepenen .	247	296	296
Totaal. . .	910	901	1,024

Bepaalt de Commissie het gansche getal der verliezen als volgt :

1907.	1908.	1907-1908.
4,487	4,876	4,969

INHOUD

dz

Voorloopige vraag 1

I. Het nagaan van het vredeseffectief. 3

1. De wijze van berekening 3

A. Soorten manschappen begrepen in het vredeseffectief 4

B. Wijzigingen ontstaan in den toestand van de manschappen met verlof . . 5

Gunstverlof of klein verlof (art. 85, C en D) 6

Verlof door onderbreking van dienst (art. 85, A) 10

C. Wijze van berekening der manschappen op te nemen in het vredeseffectief 13

Resolutie betreffende de wijze van berekening. 17

2. Bepaling der cijfers van het effectief op voet van vrede 20

A. Ontwerpen van resolutiën onderworpen aan de Commissie 20

B. Bepaling van het volstrekt vredeseffectief en van het betrekkelijk effectief. 22

C. Bepaling van de eigenlijke getalsterkte op voet van vrede. Vaststelling van het tekort 24

II. Onderzoek naar de echtheid van het getal manschappen op voet van oorlog. 25

1. Toeneming van het getal manschappen op voet van oorlog sedert 1902. 25

2. Onderzoek van het cijfer van 180,000 manschappen 28

III. De oorzaken van het vastgesteld tekort 31

A. Getalsterkte op voet van oorlog 31

B. Getalsterkte op voet van vrede. 35

1. Tekort aan manschappen geleverd door het contingent 36

2. Tekort bij de opbrengst aan vrijwilligers van beroep 40

3. Tekort in het getal opnieuw dienstnemenden 45

4. Tekort in het getal opnieuw binnengeroepenen. 46

5. Tekort in het getal gemilitariseerde burgers. 47

IV. Bepaling van het gansche cijfer van het tekort vastgesteld voor het vredes-effectief 49

V. Tekst van de resolutiën aangenomen door de Commissie 51

(1)

(Bijlage van Nr 143)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

PARLEMENTAIR ONDERZOEK

TEN EINDE NA TE GAAN

DE

Uitslagen der wet van 21 Maart 1902

(wijzigingen in de wet op de militie
en in de wet op de vergelding der miliciens).

BIJLAGEN I EN II

VAN HET

VERSLAG DER COMMISSIE VAN ONDERZOEK.

BIJLAGE I.

PROCESSEN-VERBAAL DER COMMISSIE VAN ONDERZOEK.

GETUIGENVERHOOR.

VERGADERING VAN 26 MAART 1909.

Ten jare negentienhonderd negen, den 26ⁿ Maart, te 10 uur 's voormiddags, zijn wij, voorzitter en secretaris der Commissie van parlementair onderzoek, in tegenwoordigheid van de Kamerleden Bertrand, du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Lorand, Mansart, Mélot, Persoons, Poullet, Segers, Standaert en Van Cauwenbergh, deeluitmakende van bedoelde Commissie, overgegaan, in de lokalen van het voorzitterschap der Kamer, tot het niet openbaar verhoor van de getuigen, opgeroepen door den heer Voorzitter, en wier verklaringen luiden als hierna geboekt :

Bij het oproepen van zijn naam, doet elke getuige kennen : zijn familienaam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn beroep en verblijf, waarna hij wordt aangezocht den volgenden eed af te leggen, overeenkomstig artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering en het Besluit van 4 November 1814 : « Ik zweer te spreken zonder haat en zonder vrees, geheel de waarheid te zeggen en niets dan de waarheid, zoo helpe mij God ».

Verklaring van den heer Wissocq.

De eerst gehoorde getuige verklaart te heeten Wissocq, Alfred, oud 51 jaar, afdeelingshoofd bij het Ministerie van Oorlog, wonende te Sint-Joost-ten-Oode.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

De manschappen van 1900, binnengeroepen voor de schiet- en legeroefeningen, konden niet worden ingeschreven op een anderen driemaandelijkschen staat dan die welke was opgemaakt den 1ᵉⁿ Juli. Om de getalsterkte van 1900 te berekenen, werden medegeteld al de manschappen met verlof van niet meer dan zes weken. Getuige voegt erbij, dat aanzienlijke plotselinge verschillen zich voordeden. Zóó werd eene klas, den 2ᵉ in stede van den 1ᵉ tot den werkelijken dienst opgeroepen, niet vermeld in de driemaandelijksche tabellen, vastgesteld op 1 October, wat op het algemeen gemiddeld cijfer een verschil van een duizendtal man minder kon geven. Een ander feit : Klassen, den 2ᵉⁿ Juli opnieuw binnengeroepen — het geval

bestaat — voor eene gansche maand en den 31ºn Juli met onbepaald verlof huiswaarts gezonden, waren niet begrepen in het getal werkelijk dienstdoende manschappen, waarvan de tabellen om de drie maanden en om de maand worden opgemaakt, en wel omdat die troepen den eersten dag van de maand of van het kwartaal niet aanwezig waren.

Heden ten dage is de berekening volkomen nauwkeurig.

Ondervraagd zijnde, verklaart de getuige : De manschappen, niet aanwezig den eersten dag van de maand of van het kwartaal, werden niet vermeld in de driemaandelijksche of maandelijksche staten; was een militie-contingent den eersten dag der maand aanwezig, het werd in zijn geheel aangerekend voor de gansche maand, zelfs indien het den 2n of 3n der maand met verlof heenging. Doch dit gebeurde zeer zelden; het geval kan, zegt getuige, zich hebben voorgedaan, maar bevestigen kan ik het niet.

Het cijfer van 42,800 man werd opgegeven volgens de staten die voorhanden zijn in het Ministerie van Oorlog en werden opgemaakt volgens de regelen van kracht vóór 1902, behalve wat aangaat de terug opgeroepenen van 1900; voor dezen nam men een gemiddeld cijfer, ten einde de gemiddelde getalsterkte voor dat jaar nauwkeuriger te bepalen.

Op verzoek van verscheidene leden, geeft de getuige nauwkeurige uitleggingen over de wekelijksche en dagelijksche tabellen onder de thans bestaande regeling. Het dagelijksch gemiddeld cijfer wordt vastgesteld door de optelling van al de aanwezige manschappen, en het algemeen totaal wordt gedeeld door 30 of 31, volgens de maand. Vroeger, dat is vóór 1902, werden opgegeven als aanwezig gedurende de heele maand, de aanwezigen op den eersten dag der maand, volgens de dagelijksche verslagen. Het kon dus gebeuren dat dit cijfer niet overeenkwam met het gemiddeld cijfer der aanwezigen gedurende de heele maand. De berekeningen van 1900 steunden op oorkonden die bestaan in het Departement van Oorlog en volgens de nota, voorkomend op bladzijde 15 der antwoorden van den Minister aan de Commissie. Het cijfer der aanwezigen op 1 Januari, 1 April en 1 October komt voor op die bladzijde en is het cijfer van de manschappen, aanwezig den eersten dag van elk van die kwartalen. De tegenwoordige wijze van berekening wordt toegepast sedert 10 September 1902; doch de berekeningen van 1900, met andere woorden het cijfer van 42,800 man, steunden insgelijks op eene berekening van de maandelijksche staten, voorkomende op bladzijde 14, en op de berekening van de driemaandelijksche staten, voorkomende op bladzijde 15, volgens de stukken die voorhanden zijn in het Ministerie van Oorlog. Men zou op een andere wijze de berekening niet kunnen maken. Te dien tijde werd het dagelijksch gemiddeld cijfer niet opgenomen. Dus kon de berekening niet naar de thans bestaande grondslagen worden gemaakt. Deze uitleggingen werden, overigens, den 19n Maart 1902 in den Senaat gegeven door den heer de Trooz, sprekende namens den Minister van Oorlog.

Kortom, in 1902 werd een gebrekkig stelsel vervangen door een stelsel dat de werkelijke gemiddelde getalsterkte nauwkeurig opgeeft, terwijl zij in 1900 niet wiskundig juist kon zijn.

Er werden drie wijzen toegepast : het driemaandelijksch stelsel, vóór 1900 ; het stelsel van 1900, steunende op den maandelijkschen en driemaandelijkschen toestand den eersten dag van elke maand ; eindelijk, het huidige stelsel, steunende op de aanwezigheid per dag. Betreffende de verloven bepaalde het reglement, onder het beheer der vroegere wet, dat voor verlof van niet meer dan zes weken de manschappen worden gerekend als zijnde met klein verlof, en zij kwamen voor op den staat van de werkelijk dienstdoende manschappen. Thans worden de manschappen met meer dan één maand verlof beschouwd als zijnde met bepaald verlof. Al de manschappen met verlof van min dan ééne maand, komen dus voor onder de werkelijk dienstdoende.

Getuige verklaart dat hij niet kan zeggen of, ten aanzien van den huidigen toestand, in het effectief van 1900 werden medegerekend de manschappen met meer dan ééne maand, doch niet meer dan zes weken verlof, want de verloftijd werd verminderd naar verhouding van de inkorting van den diensttijd. Vroeger, met 28 maanden dienst, hadden de manschappen recht op 84 dagen verlof ; thans hebben zij 20 maanden dienst en 60 dagen verlof. Deze toestand volgt uit de wet en die verloven worden beschouwd als vacantie. Zijn er thans minder manschappen ter kazerne, dan is het omdat het getal werkelijk dienstdoende manschappen veel minder bedraagt en niet is wat de wetgevers voorzagen. De wet heeft niet opgeleverd wat men er van verwachtte. Vermits de manschappen thans maar 20 maanden werkelijke aanwezigheid hebben, tegen vroeger 28 maanden, waren er noodzakelijk te dien tijde meer manschappen onder de wapens dan nu. Vroeger eischte men bij de genie 36 maanden dienst met zes weken verlof per jaar. Thans dienen de manschappen 22 maanden op de 34. 't Is dus niet mogelijk dat met de huidige regeling evenveel manschappen ter kazerne aanwezig zijn dan met de vroegere regeling. Het jaar 1900 was een van de regelmatigste, omdat er niet de minste veranderlijkheid voorkwam ; geene werkstaking, geene binnenroeping, geene gebeurtenis verbrak den geregelden gang der oproepingen.

Getuige kan niet zeggen of er verschil zou zijn, indien het thans bestaande stelsel werd genomen tot grondslag der berekening van het getal werkelijk dienstdoende manschappen in 1900. Dit ware moeilijk, zooniet onmogelijk.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige Wissocq.

Verklaring van kapitein FÉRON.

De tweede getuige, die gehoord wordt, is de heer Féron, Hendrik, 42 jaar, kapitein bij de infanterie, gedetacheerd bij het Ministerie van Oorlog, wonende te Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

De kapitein heeft in het Ministerie van Oorlog een persoonlijk werk te

verrichten; hij herziet ook de staten die door de regimenten geleverd worden betreffende het getal manschappen aanwezig ter kazerne. De manschappen met vijftien dagen verlof worden ingeschreven als zijnde met klein verlof. Getuige kent niet het getal der manschappen met bepaald verlof; de hem overgemaakte tabellen bevatten hieromtrent geene bijzonderheden; hij kan niet zeggen of de toepassing van het huidige stelsel op de regeling van vóór 1902, een verschil van effectief hadde opgeleverd. De regelingen zijn niet dezelfde; geene vergelijking is mogelijk; getuige weet niet of men thans nog verlof voor zes weken verleent, zooals onder de regeling van vóór 1902. De manschappen, die aan beterhand of onvrijwillig ziek zijn, kunnen verlof krijgen voor meer dan ééne maand; dit telt niet als verlof met onderbreking van dienst.

Onder de regeling van 1900, werden al de manschappen met verlof van min dan zes weken beschouwd als zijnde met klein verlof, dat wil zeggen dat zij werden geteld als aanwezig; overtreft het verlof thans eene maand, dan worden zij als afwezig gerekend. In 1900 werden manschappen met verlof van zes weken of minder, medegeteld onder de werkelijk dienstdoende manschappen. Thans kunnen zij niet meer hebben dan vijftien dagen, en ze worden insgelijks medegeteld. Gedurende het loopende jaar verkeerden 1,264 in dat geval; in 1900 waren aldus 3,569 manschappen met verlof, volgens de verklaring, den 19n Maart 1902, in den Senaat afgelegd door den heer de Trooz. 't Is niet mogelijk vergelijkingen te maken over die verschillen, daar de twee stelsels elkaar niet gelijken. Op verzoek van den heer Segers, beslist de Commissie de volgende vraag van den Antwerpschen Volksvertegenwoordiger op te nemen in het proces-verbaal:

« Onderstellen wij een contingent van 12,000 man, verplicht tot een jaar » dienst met zes weken verlof. Het volstrekt effectief, met andere woorden, » al de manschappen beschikbaar op een gegeven oogenblik, bedraagt » 12,000 man. Het gemiddeld effectief, werkelijk aanwezig, dat wij betrek- » kelijk effectief zullen noemen, bedraagt nagenoeg, wanneer zes weken » worden gerekend voor anderhalve maand, 12,000 vermenigvuldigd » met 10.5 = 10,500 man.

» Onderstellen wij anderzijds — 't is de tegenwoordige toestand — dat » de wet het volgende jaar den dienst bepaalt op elf maanden, uit te doen » binnen het jaar van de oproeping, met vijftien dagen verlof. Het volstrekt » effectief zal hetzelfde zijn : 12,000. Het betrekkelijk effectief insgelijks, » 10,500, vermits er juist hetzelfde aantal manschappen ter kazerne zullen » zijn. Welnu, voor het eerste jaar zal de statistiek van het Departement » van Oorlog 12,000 man opgeven, de wettelijke verloven gerekend zijnde » als aanwezigheid. Voor het tweede jaar zal zij enkel 11,000 man opgeven, » de maand verlof bij onderbreking van dienst gerekend zijnde als afwezig- » heid. Dus zijn er 1,000 man minder op het papier, alhoewel het echte » aantal volkomen gelijk is. Denkt ge dat dit logisch is? »

Als antwoord op deze vraag verklaart de getuige dat, wanneer zes weken verlof worden verleend aan een zelfde getal manschappen onder de vroegere regeling, en vijftien dagen onder de thans bestaande, er onvermijdelijk

meer manschappen onder de wapens zullen zijn met de huidige regeling, mits beide stelsels volkomen gelijk zijn.

Getuige zegt dat men, om het aan de Commissie opgegeven cijfer van 42,800 man te bepalen, zich heeft bediend van de driemaandelijksche staten, de opnieuw binnengeroepen manschappen afgetrokken zijnde van het getal der aanwezigen op 1 Juli. De getuige weet niet of in 1900, den 1n Januari, April, Juli en October, binnenroepingen plaats hadden. In de stukken, waarop men steunde om aan de Commissie te antwoorden, werden afgetrokken de manschappen binnengeroepen den 1n Juli. Wij hebben ons bediend van de stukken, overgelegd bij het Departement van Oorlog, betreffende den toestand in 1900. Volgens den toestand die werd nagegaan, werden geene manschappen den 1n Januari, 1n April en 1n October 1900 binnengeroepen.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Féron.

VERGADERING VAN 31 MAART 1909.

Ten jare negentienhonderd negen, den 31en Maart, te halftwee 's namiddags, zijn wij, voorzitter en secretaris der Commissie van parlementair onderzoek, in tegenwoordigheid van de Kamerleden du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Lorand, Mansart, Mélot, Persoons, Poullet, Segers, Standaert, Van Cauwenbergh en Vandervelde, deel uitmakende van bedoelde Commissie, overgegaan, in de zaal van de 4e afdeeling der Kamer, tot het niet openbaar verhoor van de getuigen, opgeroepen door den heer Voorzitter, en wier verklaringen luiden als hierna geboekt :

Bij het afroepen van zijn naam, doet elke getuige kennen : zijn familienaam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn beroep en verblijf, waarna hij wordt aangezocht den volgenden eed af te leggen, overeenkomstig artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering en het Besluit van 4 November 1814 : « Ik zweer te spreken zonder haat en zonder vrees, geheel de waarheid te zeggen en niets dan de waarheid, zoo helpe mij God ».

Verklaring van den heer DE FRAITEUR.

De eerste getuige, die wordt gehoord, is de heer De Fraiteur, Julius, 50 jaar, bureelhoofd bij het Departement van Oorlog, wonende te Brussel; hij legt den vereischten eed af, waarna hij verklaart :

Het tekort, tengevolge van de vervanging der miliciens van 1906, bedroeg 593 man. Dit cijfer werd door den Minister van Oorlog opgegeven in de Kamer en is nauwkeurig. Bedoeld tekort bestaat slechts in schijn; het bestaat voor het effectief op voet van vrede, doch niet voor het effectief op oorlogsvoet. Trouwens, vroeger was er een overschot.

In 1907 kwam eene « stoornis » voor in het effectief op voet van vrede; doch de manschappen zijn binnengekomen in 1908 en waren nog aanwezig toen de militieklas reeds met verlof was. Zij hadden het effectief op voet van vrede verzwakt tijdens het binnenkomen van de klas en versterkten het op 't oogenblik van het heengaan van de klas. Deze vrijwilligers ontbraken aan het effectief gedurende het laatste kwartaal van het burgerlijk jaar 1907 en het eerste kwartaal van 1908. Sommige ontbraken nog gedurende het tweede kwartaal van 1908. Daardoor had men op sommige oogenblikken te veel manschappen, en op andere ontbraken er. Zóó komt het, bijvoorbeeld, dat in 1909 het effectief op voet van vrede zal kunnen versterkt zijn, alsmede in 1910. Dit overschot kan niet worden bepaald tenzij na eene tamelijk langdurige berekening. In elk geval bedraagt het voorzeker min dan 593 man. Er valt echter op te merken, dat het ontbrekende gedeeltelijk is vergoed, omdat de diensttijd der vrijwilligers nagenoeg van eene maand tot twaalf maanden langer duurt dan die der miliciens. Het verlies in 1906 had geen invloed op het effectief op oorlogsvoet. De overschotten, waarvan ik sprak, kwamen voort uit een hooger aantal vrijwilligers met premie, aangezien vrijwilligers van dit slag nooit worden afgewezen. Waren al de man-

schappen voltallig geweest op 1 Januari 1908, men hadde 667 man meer gehad; dit verlies ontstond alleen uit de klas van 1907. Om het gansche getal der ontbrekenden, bevonden op 1 Januari 1908, te bekomen, moet men er bijvoegen het verlies van 593 man, waarvan ik sprak naar aanleiding van de klas van 1906.

Getuige is van oordeel dat het ontoereikend getal vrijwilligers met premie, op 1 October, het effectief op voet van vrede niet kan schaden, zoo die manschappen nadien aanwezig zijn. Het verlies in 1906 werd later niet aangevuld; trouwens, vroeger was er een overschot. Dit verlies bedroeg 593 man voor het effectief op voet van vrede; de bevindingen, wat betreft het verlies, verschillen volgens den datum waarvan men uitgaat.

Ik houd mij bezig met de toelating van de vrijwilligers met premie en van de plaatsvervangers; het berekenen van het effectief op voet van vrede behoort niet tot mijne bevoegdheden. Nochtans, zoo men het aantal werkelijk dienstdoende manschappen bepaalt volgens de werkelijke dagelijksche aanwezigheid, met het oog op het militiejaar, zal het tekort worden gevoeld; doch zonder berekeningen te maken, kan ik niet juist opgeven in welke mate het tekort zich zou voordoen.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, De Fraiteur.

Verklaring van den heer Pieter VAN DEN DAELEN.

De tweede getuige, die wordt gehoord, is de heer Pieter Van den Daelen, 38 jaar, wonende te Elsene, onder-bureelhoofd bij het Ministerie van Oorlog.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

In het Ministerie van Oorlog behooren tot mijne werkzaamheden de militiewet en de onderrichtingen, behalve wat betreft de vrijwilligers met premie.

Verlof bij onderbreking van dienst valt buiten den geregelden werkelijken dienst. De diensttijd bedraagt thans twintig maanden voor de infanterie; de verloven bij onderbreking van dienst zijn begrepen tusschen de vier en twintig en de twintig maanden; de andere verloven onderbreken niet den diensttijd. Indien de wet, in stede van te zeggen dat de manschappen twintig maanden dienen in den loop van de vier en twintig, met vijftien dagen verlof per jaar, bepaalde dat zij vier en twintig maanden moeten dienen, gedurende dewelke zij vijf maanden verlof krijgen, de uitkomst ware dezelfde voor de vereischte aanwezigheid, doch niet in het opzicht van de vergelding en van de qualificeering van den dienst noch van het verlof. Eigenlijk verplicht de wet de manschappen tot nagenoeg negentien maanden aanwezigheid : er wordt tweemaal verlof gegeven voor vijftien dagen, zonder dat daardoor de diensttijd wordt onderbroken. Vermits het Departement van Oorlog de gunstverloven van niet meer dan ééne maand voor de

berekening van de getalsterkte in aanmerking neemt, zou dezelve aanzienlijker zijn in de voormelde onderstelling, doch de verhouding daarvan kan ik niet nauwkeurig opgeven.

In 1902 had de heer Helleputte uitgerekend wat het effectief opleverde onder de vroegere wet. Hij had eene volledige tabel opgemaakt voor elk wapen, met aftrek van de verloven; daartegenover maakte hij eene berekening naar het nieuwe stelsel, met den verminderden dienstijd zonder verlof. Doch de heer Helleputte hield rekening met het nieuwe contingent, zonder verlof, vergeleken met het vroegere contingent, elk verlof afgerekend. De heer Helleputte steunde op een contingent — mijn geheugen is eenigszins in de war, want dit alles is tamelijk lang geleden — met zes weken verlof, terwijl er, naar zijne opvatting, met het nieuwere stelsel geen verlof bestond. Hadde men in aanmerking genomen dat een contingent moet steunen op een werkelijk bestanddeel in plants van een theoretisch, dan kon dit debat niet ontstaan. Volgens mij is daaraan het eerste misverstand te wijten.

Na ondervraging verklaart de getuige dat de vraagstukken betreffende de getalsterkte op oorlogsvoet niet tot zijne bevoegdheden behooren. Moest er thans gerekend worden als vóór 1902, we zouden niet de 42,800 man hebben, welke de vroegere wet beoogde. Dit zou, in de berekening, een verschil van 6,000 man onderstellen, terwijl het 2,500 kan bedragen met het terechtgewezen stelsel van den heer Helleputte, rekening gehouden met de vijftien dagen verlof.

Op verzoek van den heer Mélot, beslist de Commissie de volgende vraag van dit lid op te nemen in het proces-verbaal :

« Ontstond het verschil tusschen het gevoelen van den heer Helleputte » en dit van den Minister van Oorlog niet uit een verschillende uitlegging » van de woorden « getalsterkte op voet van vrede ? »

« Met getalsterkte op voet van vrede bedoelde de heer Helleputte het » aantal manschappen, werkelijk aanwezig ter kazerne en in dienst bij » vredestijd.

» Met getalsterkte op voet van vrede bedoelde de heer Minister van Oorlog » het gemiddeld aantal manschappen opgegeven als aanwezig, zelfs toen zij » met verlof bij hunne familie waren, en niet ter kazerne.

» De heer Helleputte bedoelde eene wezenlijkheid ; de heer Minister eene fictie. »

Getuige meent dat het werkelijk aldus is gesteld, doch die zaken behooren niet tot zijn dienst. Evenwel, zegt hij, denk ik dat dit wel wezenlijk de meening was, die door den Minister van Oorlog werd uitgedrukt.

Het amendement van den heer Helleputte, warbij de vrijwiligers per kanton werden afgetrokken, gaf aanleiding tot een aanzienlijk tekort, dat mag worden geraamd op nagenoeg 1,200 man voor het effectief op voet van vrede. Doch dit heeft niets gemeen met het verschil van 4,000 man tengevolge van een tekort in de statistieken, in de geschriften.

Na ondervraging verklaart de getuige dat er in 1900 insgelijks manschappen in onderbroken dienst waren en dat zij in geen van beide gevallen kunnen medegerekend worden in het effectief op voet van vrede.

Vroeger gold dit verlof met onderbreking van dienst voor al de manschappen van eene klas ; thans wordt het geregeld voor iederen militair, opdat het belang des legers zou overeenkomen met het welgevallen van de miliciens. Doch aan dergelijk onderscheid hecht de getuige niet veel belang.

De manschappen hebben geen persoonlijk recht, maar wel een eventueel recht op de onderbrekende verloven ; het Departement van Oorlog heeft het recht ze twintig maanden te doen dienen zonder onderbreking, behalve die van de vijftien dagen verlof, waarop zij insgelijks recht hebben.

De miliciens, die hunnen diensttijd verlengen, zijn « miliciens die opnieuw dienst nemen », voor zooveel zij eene dienstverlenging voor twee jaren onderteekenen. Zij die hunnen diensttijd vooruitloopen of vrijwillig langer onder de wapens blijven, zijn « miliciens » die afzien van het verlof.

Er bestaan verloven met onderbreking van dienst voor 15, 8 dagen, zelfs voor één dag ; maar ik denk dat de militair met dienstonderbrekend verlof nooit werd beschouwd als zijnde onder de wapens. Wellicht werd dit gedaan om de vergissingen op te sporen, die werden begaan in zeker regiment, doch ik kan het niet bepaald bevestigen.

Hij die afziet van dienstonderbrekend verlof, wordt steeds medegeteld in het effectief ; hij ontvangt echter geen vergoeding. De manschappen, die afzien van de kleine verloven, worden altijd beschouwd als aanwezig.

Na ondervraging, verklaart de getuige dat verscheidene vraagstukken zijnen dienst niet raken.

Hij zegt verder : Indien een contingent van 12,000 man een jaar onder de wapens blijft, met zes weken klein verlof, dan zijn er nagenoeg in 't geheel 10,500 man werkelijk aanwezig ter kazerne. Blijft een contingent van 12,000 man elf maanden onder de wapens, met vijftien dagen klein verlof, dan zijn die mannen tien en half maanden onder de wapens. In het eerste geval vermeldt de statistiek van het Departement 12,000 man ; in het tweede, 11,000. Dat heeft de Minister bewezen.

Nogmaals ondervraagd, verklaart de getuige dat dit verschil voortspruit uit de wijze van berekenen. Naar gelang de wet bepaalt dat er vijftien dagen of zes weken verlof zijn, zal het effectief ter kazerne onveranderd blijven, doch het door de statistiek opgegeven effectief zal niet hetzelfde zijn. Opdat de statistiek thans 12,000 man opgeve, moeten meer manschappen ter kazerne aanwezig zijn dan vóór 1902, aangezien het verlof gemiddeld dertien dagen bedraagt en vroeger vijf en dertig beliep.

Getuige zegt dat verscheidene tot hem gerichte vragen zijnen dienst niet raken.

Behalve verlof voor vijftien dagen, kan de Minister steeds verlof als gunst schenken ; doch zij die aldus met verlof gaan, kunnen geene soldij trekken, tenzij in uitzonderlijke gevallen, door de onderrichtingen bepaald. Dergelijke verloven zijn evenwel eene uitzondering, vermits het gemiddeld aantal voor 1908 slechts dertien dagen bereikt.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, P. Van den Daele.

Verklaring van den heer ALFRED BAUDOUIN.

De derde gehoorde getuige is de heer Baudouin, Alfred, 38 jaar, adjudant, secretaris-archivist bij het Ministerie van Oorlog, wonende te Etterbeek.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

In het Ministerie is hij belast met het nazien en centraliseeren van de maandelijksche staten der regimenten. Hij denkt niet dat de regimenten de driemaandelijksche en maandelijksche verslagen van vóór 1902 konden bewaren ; hij kan niet zeggen of er toen verkeerde berekeningen werden gemaakt. Hij zegt dat op 1 Januari, 1 April en 1 October 1900, geen manschappen opnieuw waren binnengeroepen. De cijfers op blz. 14 der eerste antwoorden van den Minister van Oorlog op de eerste vragen der Commissie werden niet door den getuige bepaald ; derhalve kan hij niet antwoorden op de hem dienaangaande gestelde vragen. Daarentegen nam hij deel aan het opmaken van de cijfers die voorkomen op blz. 15 van bedoelde antwoorden.

De manschappen, in 1908 met bepaald verlof ontslagen, tellen in de statistiek van dat jaar tot een bedrag van 2,142, wat nagenoeg een gemiddeld cijfer is. Zoo men thans den staat den laatsten dag der maand opmaakt in stede van den eersten dag, dan is het om het gemiddeld effectief der maand te bepalen. De oorspronkelijke bescheiden berusten bij het korps. Een dubbel daarvan wordt overgemaakt aan het Departement van Oorlog, dat ze herziet en bij voorkomend geval naar het korps terugstuurt om te worden herzien. Eerst na terechtwijzing door de regimenten kunnen zij in het Ministerie worden samengevoegd ; doch wij begeven ons niet naar de regimenten om de oorspronkelijke stukken te onderzoeken.

Ondervraagd zijnde, zegt de getuige dat de manschappen van het contingent van 1898 en die van het contingent van 1897, in 1900 met bepaald verlof ontslagen, nagenoeg 7,000 bedroegen, doch van dit cijfer is hij niet heel zeker.

Ten aanzien van het effectief op voet van vrede, dat 42,800 man bedroeg, kon dit aanleiding geven tot een tekort van 1/24 van 7,000, wel te verstaan, indien deze 7,000 man werden ingeschreven op den maandelijkschen staat van den eersten dag der maand ; ik kan evenwel niet zeggen of de berekeningen aldus geschiedden. In elk geval, zijn ze niet begrepen in de 42,800 man, vermeld op blz. 15. Daarentegen werden de manschappen, binnengekomen na den 1ⁿ der maand, niet medegeteld in de statistiek der maand ; dit kon opwegen tegen het tekort.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, Baudouin.

VERGADERING VAN 1 APRIL 1908.

Ten jare negentienhonderd en negen, den 1n April, te 10 1/2 uur 's voormiddags, zijn wij, voorzitter en secretaris der Commissie van parlementair onderzoek, in tegenwoordigheid van de Kamerleden du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Lorand, Mélot, Persoons, Poullet, Segers, Van Cauwenbergh en Vandervelde, deel uitmakende van bedoelde Commissie, overgegaan in de zaal van de 4e afdeeling der Kamer, tot het niet openbaar verhoor van de getuigen, opgeroepen door den heer Voorzitter en wier verklaringen luiden als hierna is geboekt :

Bij het afroepen van zijn naam, doet elke getuige kennen : zijn familienaam, zijn voornaam, zijn ouderdom, zijn beroep en verblijf, waarna hij wordt aangezocht den volgenden eed af te leggen, overeenkomstig artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering en het Besluit van 4 November 1814 : « Ik zweer te spreken zonder haat en zonder vrees, geheel de waarheid te zeggen en niets dan de waarheid, zoo helpe mij God.»

Verklaring van den heer WOUTERS.

De getuige, die wordt gehoord, is de heer Wauters, Jan, adjudant, secretaris-archivist bij het Departement van Oorlog, te Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik behoor tot het 2e bureel, 2e algemeen bestuur van het Departement van Oorlog, waar ik de statistieken opneem. Daar ik eerst sedert 1903 in het Ministerie werkzaam ben, kan ik niet zeggen of er werd gemist in de opgaaf van de getalsterkte van vóór 1902. Het is waar, dat vóór 1902 de manschappen met zes weken verlof werden beschouwd als aanwezig. Sedert dien tijd worden enkel medegerekend de manschappen met niet meer dan eene maand verlof.

Getuige kan geene inlichtingen geven over de getalsterkte op voet van oorlog ; daarmede laat zijn bureel zich niet in. Hij legt uit op welke wijze de staten A en B, die door de regimenten zijn verstrekt, worden onderzocht; wijken de berekeningen, door de regimenten gemaakt, te zeer af van de werkelijkheid, dan worden ze teruggestuurd naar de korpsen, die ze nagaan en ze op hunne beurt terugsturen aan het Departement van Oorlog, na ze, bij voorkomend geval, te hebben gewijzigd.

Ondervraagd zijnde, zegt de getuige dat het model A — driemaandelijksche statistieken — en het model B — maandelijksche statistieken — worden bewaard in het archief van het Departement van Oorlog.

De oorspronkelijke stukken, met name de dagelijksche verslagen, blijven bij het archief der regimenten. Wij gaan geen onderzoek doen in de regimenten.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige Wouters.

VERGADERING VAN 6 APRIL 1909

Ten jare negentien honderd en negen, den 6e April, te 2 uur s' namiddags, zijn wij, voorzitter en secretaris der Commissie van parlementair onderzoek, in tegenwoordigheid van de Kamerleden Bertrand, du Bus de Warnaffe, Hoyois, Hymans, Levie, Lorand, Mansart, Persoons, Poullet, Segers, Standaert, Van Cauwenbergh en Vandervelde, deel uitmakende van bedoelde Commissie, overgegaan, in de zaal der vierde afdeeling van de Kamer, tot het niet openbaar verhoor van den getuige, opgeroepen door den heer Voorzitter en wiens verklaringen luiden als hierna is geboekt :

Verklaring van den heer WISSOCQ.

Op ondervraging verklaart de getuige, die reeds ter vergadering van 26 Maart werd gehoord en toen den vereischten eed aflegde, dat de compagnieën elken dag een dagelijksch verslag opmaken. Het regiment van den trein neemt de dagelijksche verslagen op, met daarin al de eenheden der detachementen; met andere woorden, voor het detachement van Antwerpen bevat het dagelijksch verslag de eerste, de tweede, de vijfde, de zesde compagnie en de depot-compagnie ; voor het detachement van Brussel, bevat het de vierde en de zevende compagnie; hier moet ik doen opmerken dat twee compagnieën van het tweede bataljon, met name de vijfde en de zesde, dus te Antwerpen, deel uitmaken van hetzelfde bataljon als dit dat te Brussel ligt; ten slotte, het derde detachement bevattende de derde compagnie, gedetacheerd naar het kamp van Beverloo. Elk dezer laatste twee detachementen stuurt wekelijks de opname der dagelijksche verslagen van de afgeloopen week. Doch op de keerzijde van het dagelijksch verslag wordt enkel de getalsterkte gebracht van den laatsten dag voor elke eenheid. Aldus zal men in de wekelijksche verslagen, geleverd door het detachement van Brussel, enkel de getalsterkte vinden van de vierde en de zevende compagnie op den Zaterdag van elke week. Men gaat aldus te werk omdat alle dagen, buiten het wekelijksch verslag om, de detachementen aan hunne korspoversten, overeenkomstig artikel 1 van het reglement op de binnendiensten, een beknoptere tabel sturen, vermeldende de getalsterkte van de eenheden der verschillende detachementen. De korpsoverste kent dus de getalsterkte elken dag; doch om de maandelijksche en driemaandelijksche staten vast te stellen, nemen de compagnieën tot grondslag hunne bijzondere staten zooals zij aan de Commisie overgemaakt werden voor de vierde en zevende compagnie. Het cijfer van het wekelijksch verslag is geen gemiddeld cijfer, maar wel het cijfer van den laatsten dag der week.

Op ondervraging, bevestigt de getuige dat het gemiddeld cijfer van het effectief van het jaar wezenlijk zijn moet het gemiddeld getal van de dagelijks aanwezige manschappen, vastgesteld in de dagelijksche verslagen. Het is niet mogelijk een gemiddeld getal in den blinde op te geven.

Het Departement van Oorlog ziet nauwkeurig al de cijfers na, die het ontvangt. De wekelijksche opnamen der dagelijksche verslagen zijn voor de

korpsoversten bestemd. Het cijfer, dat op het maandelijksch verslag wordt gebracht, is het gemiddeld getal der dagelijks aanwezige manschappen gedurende gansch de maand. Indien er een te groot verschil was, zou het Ministerie van Oorlog het overigens gewaar worden en uitlegging vragen. Ik geloof niet dat er misslagen voorkomen, want deze zijn stoffelijk onmogelijk doordien voor de opname van de bons voor vleesch of brood, bijvoorbeeld, het noodig is dat op het einde der maand deze opname overeenstemme met de getalsterkte, op het dagelijksch verslag gebracht. Indien eene compagnie driehonderd rantsoenen vleesch ontvangen heeft, moeten er klaarblijkend driehonderd manschappen aanwezig zijn; evenzoo voor de opmaking der leeningstabellen, met name om vast te stellen dat men recht heeft op soldij, moeten de cijfers, op de tabellen gebracht, ook kloppen met de getalsterkte, op het dagelijksch verslag gebracht. Eveneens is dit het geval voor de getalsterkte, dagelijks opgegeven voor de huishouding der onderofficieren en soldaten; deze moet insgelijks kloppen met de getalsterkte op het dagelijksch verslag. Volgens het reglement op den binnendienst, houden de officieren-rekenplichtigen van de compagnieën af het bedrag der aan de huishouding verschuldigde sommen. Het verschil van het bedrag van de leeningstabel moet juist uitkomen met de eigenlijke soldij, in handen der manschappen betaald, zooniet wordt men onmiddellijk gewaar dat van wederszijde verkeerde rekeningen gemaakt werden. Het is eene boekhouding. Om de dagelijksche verslagen te verkrijgen van de compagnieën van geheel het regiment van den trein, zou men die moeten vragen te Antwerpen en te Beverloo. Dit regiment bevindt zich in een bijzonderen toestand. Met de aan de Commissie toegezonden stukken kon men niet nagaan of de cijfers van de maandelijksche verslagen kloppen met het gemiddeld getal der dagelijks aanwezige manschappen, omdat men ons de verslagen gevraagd heeft van het regiment van den trein. Indien men het doel van de gevraagde stukken nader bepaald had, hadden wij verklaard dat men, om tot dit onderzoek over te gaan, de dagelijksche verslagen moest vragen van de zeven compagnieën en van het depot van het regiment van den trein. Thans zijn deze stukken in het bezit der Commissie.

Getuige geeft daarna, aangaande dagelijksche, wekelijksche en maandelijksche tabellen, nadere uitleggingen over de wijze waarop men het cijfer der bij het regiment aanwezige manschappen berekent. Deze stukken komen inderdaad uit het regiment van den trein.

Na voorlezing verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Wissocq.

VERGADERING VAN 15 APRIL 1909.

Ten jare negentien honderd en negen, den 15n April, te 2 uur 's namiddags, zijn wij, voorzitter en secretaris der Commissie van parlementair onderzoek, in tegenwoordigheid van de Kamerleden Bertrand, du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Mansart, Persoons, Poullet, Segers, Standaert, Van Cauwenbergh en Vandervelde, deel uitmakende van bedoelde Commissie, overgegaan, in de zaal van de 4e afdeeling der Kamer, tot het openbaar verhoor van de getuigen, opgeroepen door den heer Voorzitter en wier verklaringen luiden als hierna is geboekt :

Bij het afroepen van zijn naam doet elke getuige kennen : zijn familienaam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn beroep en verblijf, waarna hij wordt aangezocht den volgenden eed af te leggen, overeenkomstig artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering en het Besluit van 4 November 1814 : « Ik zweer te spreken zonder haat en zonder vrees, geheel de waarheid te zeggen, en niets dan de waarheid, zoo helpe mij God ».

Verklaring van kolonel NENQUIN.

De eerste getuige, die gehoord wordt, is kolonel Alfred-Jozef Nenquin, 57 jaar oud, kolonel stafadjunct, bevel voerende over het 2e linieregiment, te Gent.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

In den loop van het jaar 1908, weigerden 68 vrijwilligers eene nieuwe dienstneming aan te gaan. De hoofdoorzaak hiervan is dat het hun onmogelijk is op te klimmen tot den graad van eersten sergeant-majoor, sergeant-majoor en van eersten sergeant ; daar al deze graden bezet zijn, verkiezen zij eene plaats in het burgerlijk leven te zoeken.

Op 15 eerste sergeanten-majoor, heb ik 13 gehuwden ; op 21 sergeanten-majoor zijn insgelijks 13 gehuwd ; van de 6 eerste sergeanten zijn er 5 gehuwd.

Het 2e linieregiment telt wellicht het grootste getal vrijwilligers. Al de korporaals, uitgenomen drie, zijn vrijwilligers. Buiten de kaders heb ik in de regimentschool 110 tot 115 vrijwilligers. Deze toestand is des te hachelijker, daar ik mijne jongelingen aangespoord heb tot werken ; verleden jaar stelde ik er 31 voor tot de voorbereidende proef voor het eerste onderluitenantschap voor het kader en 8 tot de militaire school. Dit jaar stel ik er 33 voor tot de voorbereidende proef voor het onderluitenantschap voor het kader, en 11 tot de militaire school.

Thans heb ik in mijn regiment 9 candidaten-onderluitenant ; geen enkel werd verleden jaar benoemd, zoodat ik dit jaar dezelfde onderofficieren moet voorstellen als candidaten-onderluitenant, en aan de nieuwe kan ik niets aanbieden.

In elke mijner compagnieën heb ik gemiddeld 8 soldaten beroepsvrijwilligers, die letterlijk « vastgeankerd » liggen en aan wie ik geen bevordering kan verleenen.

Het getal sergeanten verminderde niet, het kader is steeds voltallig, doch al de sergeanten doen geen dienst bij de compagnieën; er zijn er die dienst doen in de kadettenschool, in de regimentschool, in het Ministerie van Oorlog, in de militaire school.

Vrijwilligers worden behandeld zooals miliciens; daaraan houd ik bijzonder de hand.

Op ondervraging verklaart de getuige dat in zijn regiment geen geest van vijandschap heerscht tegen de vrijwilligers, zelfs niet tegen de vrijwilligers met premie. Wat mij betreft, zegt hij, ik hecht eraan tegen dien staat van zaken in te gaan : zelfs de planton in mijn kantoor is een vrijwilliger met premie. Sergeanten verlaten het leger ook; daar zij geen eerste sergeant, sergeant-majoor of sergeant-rekenplichtige kunnen worden, verkiezen zij in het burgerlijk leven terug te keeren of nemen dienst in Congo; ik ken er velen die in dit geval verkeeren.

De kolonel heeft de gehuwde onderofficieren veroorloofd, in burgerkleeding uit te gaan buiten de diensturen — allen maken van dit oorlof gebruik. Aan de onderofficieren laat hij toe, tot middernacht uit te blijven; de commandanten van de compagnieën mogen verlof geven voor den nacht. Zekere onderofficieren, gehuisvest in de militaire gebouwen, genieten het voordeel dier huisvesting; de andere, die elders wonen, ontvangen geen vergoeding voor huisvesting. Alle officieren verlangen natuurlijk een pensioen te ontvangen, evenals allen eene vergoeding voor hunne huisvesting wenschen.

Aangaande de middelen tot verbetering van den hachelijken toestand van de nieuwe dienstneming, meent de getuige dat de bevordering sneller moest zijn voor de onderofficieren die candidaat zijn tot het onderluitenantschap.

Anderdeels zou men het aftreden der onderofficierén moeten vergemakkelijken door hun plaatsen te geven in de burgerlijke besturen; tot heden werden weinig gunsten verleend aan de onderofficieren. Zij moeten dezelfde examens afleggen als de burgers, en over het algemeen worden zij afgewezen. In elk geval moest men de kaders kunnen verjongen. Zoodra de manschappen overgaan in de tweede militicklas, worden theorieën gehouden ten bate der nieuwe dienstnemingen voor het vrijwilligerschap in de reserve. Dit geeft echter weinig uitslag. Geene verplichting wordt de manschappen opgelegd, en nochtans weigeren zij te teekenen.

Op ondervraging verklaart de kolonel dat hij op dit oogenblik 400 manschappen onder de wapens heeft; bij de wapenschouwing van 8 April had hij er 800; manschappen van de klas van 1908 zijn met Paaschverlof. Zoodra zij terugkeeren, gaan de manschappen der klas van 1907 met verlof bij onderbreking van dienst.

Indien men aan de manschappen van een zelfde bataljon terzelfder tijd verlof bij onderbreking van dienst kon geven, zouden wij de noodige manschappen hebben voor het onderricht van dit bataljon; doch, daar de manschappen met verlof kunnen gaan wanneer zij het vragen, is er altijd

effectief te kort. Juist op het oogenblik waarop de manschappen de regimentschool zouden moeten volgen en onderricht worden in de gezamenlijke oefeningen, moet men hun verlof geven. De manschappen vertrekken met verlof bij onderbreking van diensttijd wanneer zij het verlangen, en aldus is het effectief zeer dikwijls ontoereikend. Aldus in den zomer, wanneer men regimentschool zou moeten kunnen houden, is men genoodzaakt bataljonsoefeningen te doen.

Op ondervraging, verklaart de getuige dat hij niet gelooft dat meer nieuwe dienstnemingen zouden aangegaan worden, indien de termijn daarvan minder lang was. Op vier en twintig maanden blijven de manschappen slechts twintig maanden in dienst; het ware verkieslijk, met het oog op het militair onderricht, hen twintig achtereenvolgende maanden onder de wapens te hebben.

Op ondervraging, verklaart de getuige dat, wanneer het eerste gedeelte van het onderricht afgeloopen is, de manschappen overgaan in de bataljonsschool. Met onze verminderde getalsterkte kunnen wij het onderricht enkel per bataljon inrichten. In mijn regiment zijn drie bataljons; slechts één kan gevormd worden, zoodat het bataljonshoofd, dat naar het oefeningsplein gaat, verplicht is de manschappen van gansch het regiment mede te nemen; voor het onderricht der manschappen is dit zonder belang, doch het is van groot belang voor het onderricht der kaders.

In 1907 heb ik nooit manschappen genoeg gehad om regimentsoefeningen te maken. In 1908, dank zij de schiet- en oefeningsperiode die vroeger plaats vond, heb ik gedurende anderhalve maand regimentsoefeningen kunnen maken.

Op ondervraging, voegt de getuige erbij dat het kader uitmuntend is, doch het ware nog beter, indien het meer « practisch » onderricht kon hebben.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Nenquin.

Verklaring van kolonel Léon SCHEERE.

De tweede getuige, die gehoord wordt, verklaart te heeten Léon Scheere, 53 jaar oud, kolonel bevel voerende over het 3e regiment jagers te voet, te Doornik.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt hij zich uit als volgt :

Zoo de manschappen weigeren nieuwe dienstnemingen aan te gaan, dan is dit omdat de plaatsen van eersten sergeant-majoor, van sergeant-majoor en van eerste sergeant, alle door gehuwden bezet zijn.

Op 42 heb ik er 34 in dit geval. Daaruit volgt dat de korporaals naar die graden niet kunnen dingen. Gebrek aan bevordering is dus de reden van hun vertrek uit het leger.

De kolonel kan niet zeggen dat men de vrijwilligers, die zich voorstellen tot burgerlijke ambten, afwees ten bate van burgers.

Hij weet niet of onderofficieren klaagden over de verplichting het uniform te dragen.

Getuige verklaart dat men, krachtens het reglement uitgevaardigd door de wet van 1902, aan de miliciens de voordeelen doet kennen van de dienstnemingen bij de reserve. Wat mij betreft, zegt hij, ik heb het maximumcijfer der nieuwe dienstnemingen voor vier jaar, aangeduid door het Ministerie van Oorlog, uitgeput ; nog eenige nieuwe dienstnemingen voor twee jaar moeten geteekend worden.

Op ondervraging, verklaart de kolonel dat, krachtens de bewoordingen zelf der wet, men geene dienstneming voor drie jaar kan aangaan als vrijwilliger der reserve. Hij verklaart bovendien dat de effectieven onder zijn bevel ontoereikend zijn, omdat hij talrijke verloven bij onderbreking van dienst heeft moeten toestaan. Alleen gedurende de eerste dagen van Juni, en dan slechts voor ten hoogste veertien dagen, zal zijn regiment voltallig zijn; die tijd is merkelijk te kort. Als men daarvan aftrekt de Zondagen, de Zaterdagen, de dagen tot de schietoefeningen voorbehouden, dan blijft er schier geen tijd meer over voor het algemeen onderricht. Deze toestand is een uitzondering voor dit jaar, want ik ben verplicht eene maand detachement te Antwerpen te leveren. Over 't algemeen is het regiment slechts voltallig, wanneer de nieuwe klas binnenkomt, dat is gedurende het eerste tijdvak van het voorbereidend onderricht. Het ware te wenschen dat de diensttijd in eens kon afloopen.

Voor de bataljonsoefeningen zal ik dit jaar te Doornik, uit hoofde van ons vertrek naar het kamp, slechts één bataljon hebben, in stede van twee voltallige bataljons; mijn derde bataljon is immers gedetacheerd te Brussel. Deze toestand heeft geen bezwaar voor de manschappen, maar wel voor de kaders. Deze zijn goed, zelfs uitmuntend; zij zouden nog beter zijn, indien de bataljons voltallig waren. Dit is klaarblijkend, daar wij geheel ons kader niet aan het onderricht kunnen zetten. Wij zijn verplicht twee bataljons tot een enkel te versmelten; dat heeft zijn bezwaren, met het oog op het practisch onderricht der kaders.

Op ondervraging, verklaart de getuige dat, zoo men erin slaagde de hoogere graden der onderofficieren te ontruimen, de bevordering regelmatiger zou zijn dan thans, en dat men meer nieuwe dienstnemingen zou hebben.

Eigenlijk, treden de onderofficieren weinig in de openbare besturen, omdat zij over 't algemeen de vereischte acht jaren dienst niet hebben. Bij uitzondering treden zij in de besturen. Getuige kan niet zeggen of door verkorting van den diensttijd bij nieuwe dienstnemingen, deze zouden toenemen. Meer afwisseling van onderofficieren zou het onderricht der soldaten niet schaden.

De korporaals en de onderofficieren liggen thans « vastgeankerd » uit hoofde van de gehuwde eerste sergeanten en sergeanten-majoor. Bij de korporaals en de soldaten vindt men het minst nieuwe dienstnemingen. Verleden jaar had ik 10 onderofficieren, 11 korporaals en 22 beroepsvrijwilligers die geen nieuwe dienstneming aangingen.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Scheere.

Verklaring van kolonel EDMOND COQUILHAT.

De derde getuige, die gehoord wordt, is kolonel Edmond Coquilhat, 56 jaar oud, bevel voerende over het 2e regiment artillerie, te Mechelen.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Daar hij slechts sedert drie maanden over zijn regiment bevel voert, kan de kolonel enkel redenen van algemeenen aard opgeven, waardoor de nieuwe dienstnemingen worden verhinderd. De hoofdwachtmeesters en de adjudanten-onderofficiers zijn gehuwd. Zij achten zich gelukkig in hun ambt en verlaten het niet. De brigadiers en wachtmeesters, die vastgeankerd liggen, verlaten het leger.

Anderdeels, is het goedkoop wonen te Mechelen nog eene reden om de eersten aan te zetten, op hun post te blijven.

Getuige is van meening dat, zoo zekere ambten in de openbare besturen voorbehouden bleven aan de hoofdwachtmeesters, meer plaatsen zouden openvallen. Thans blijven zij in het leger en weigeren de ambten in het burgerlijk leven, vreezende het zekere te laten varen voor het onzekere.

Anderdeels zou er wellicht voordeel bij zijn, den tijd voor het op pensioen stellen der onderofficieren te vervroegen. Daar zij zeker zijn hunne volledige wedde te trekken tot den leeftijd van 60 jaar, behouden zij natuurlijk hun ambt.

De verandering in het bedrag der soldij gaf geen aanleiding tot klachten, omdat de beslissing geene terugwerkende kracht heeft gehad : de oudere behielden hunne vroegere soldij.

Getuige verklaart dat hij niet verplicht is zich bezig te houden met het aanwerven van nieuwe dienstnemers. Hij meent te mogen zeggen dat er bij de veldartillerie geene reserve-vrijwilligers noodig zijn.

Op ondervraging, voegt de getuige er bij dat op dit oogenblik de oefeningen plaats hebben en het regiment dus voltallig is. Het ontoereikend getal manschappen schaadt de onderrichting der soldaten niet, maar wel die van de eenheid, dit wil zeggen van de batterij of de groep. Bij de veldartillerie zijn voerlieden en kanonniers ; zij kunnen zich dus gedurig oefenen. Doch de batterij is de eenheid voor de artillerie ; bij gebrek aan manschappen gaat men dus naar de oefening met twee of drie stukken in stede van zes die eene batterij uitmaken. De kapitein voert bijgevolg geen bevel meer over een front van 100 meter, doch enkel van 20 of 30 meter ; hetzelfde geldt voor de groep batterijen die, onvoltallig zijnde, belet dat samenoefening gehouden wordt. Uit een zeker oogpunt is de invloed van het gebrek aan manschappen aanzienlijker op het onderricht der officieren, der onderofficieren, der

eenheden, dan op den soldaat zelf ; toch is het niet te betwisten dat dit gebrek ook een betrekkelijken invloed heeft op het onderricht der manschappen. Deze toestand doet zich schier geheel het jaar voor, behalve tijdens de schietoefeningen in de polygoon en tijdens de groote krijgsoefeningen te velde. Indien de manschappen zonder onderbreking konden dienen, zouden ze wellicht aan deze bezwaren ontsnappen, doch dan zou de diensttijd ook moeten verlengd worden ; op dit oogenblik zijn er manschappen genoeg in het regiment ; indien er gedurende gansch het jaar zooveel waren, dan zou het steeds zoo zijn. Doch daartoe zou het noodig zijn, den diensttijd te verlengen of het contingent te verhoogen.

Op ondervraging, verklaart de getuige dat de verloven worden toegestaan volgens de noodwendigheden.

Er zijn gedurende het jaar tijdstippen, waarop de getalsterkte gansch ontoereikend is. De kaders der onderofficieren zijn goed, uitmuntend, doch zij zouden nog beter zijn, indien er meer manschappen waren.

De kolonel meent er te moeten bijvoegen dat de veldartillerie te Antwerpen hare zending heel en al mist. Men gebruikt ze tot een echten treindienst ; het zou noodig zijn burgers te gebruiken, namelijk tot het vervoer van water van Zwijndrecht naar het fort van Calloo.

Na voorlezing, verklaart getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, Coquilhat.

Verklaring van kolonel KEUCKER.

De vierde getuige, die gehoord wordt, is kolonel Albert Keucker, 57 jaar oud, bevel voerende over het regiment grenadiers, te Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Het gebrek aan nieuwe dienstnemingen heeft algemeene oorzaken. De bevordering gaat zeer langzaam in zekere klassen van de lagere kaders. Vooral de eerste sergeanten-majoor en de eerste sergeanten verlaten hunne plaats niet en de bevordering is geheel en al gestremd in het kader der sergeanten. De vrijwilligers, de korporaals en inzonderheid de sergeanten vinden geen toekomst in het leger en zoeken eene plaats in het burgerlijk leven. De ouderen zijn meestal gehuwd ; zij worden goed betaald, achten zich gelukkig en gaan niet heen. Zelfs wanneer ze gelegenheid hebben om in het burgerleven te treden, verkiezen zij bij het leger te blijven. Velen onder hen wonen in de stad en, alhoewel zij geene vergoeding voor huisvesting genieten, blijven zij toch bij het leger. In de kazerne heb ik zes of zeven gezinnen van onderofficier ; de andere wonen in de stad.

De kolonel bereikt regelmatig het getal reserve-vrijwilligers, door de ministerieele onderrichtingen bepaald.

Mijn regiment, zegt hij, verkeert in een hachelijken toestand, wat betreft

de getalsterkte, inzonderheid uit hoofde van het detachement te Laken, dat noodzakelijk altijd voltallig moet zijn. Er zijn tijdstippen in het jaar waarop ik nauwelijks 60 of 70 manschappen heb in geheel mijn regiment in garnizoen te Brussel; te Laken telt het detachement geregeld nagenoeg 230 manschappen. Van af 15 September, wanneer eene klas met onbepaald verlof vertrekt, tot 15 Maart, beschik ik slechts over ééne klas om den dienst te verrichten, en dan heb ik te Brussel slechts 60 of 70 manschappen beschikbaar voor de diensten en voor de oefeningen der klas.

Van af 15 November heb ik eene klas recruten die, niet gevormd zijnde, tot 15 Maart geen deel kan nemen aan welken dienst ook.

De bataljons- en regimentsoefeningen verschillen met de jaren; aldus dit jaar, van Paschen tot einde Juni, zal ik tot beide kunnen doen overgaan, zelfs met volledige effectieven. Ik beschik thans te Brussel over eene getalsterkte van 420 manschappen voor de oefeningen te Brussel; ik kan dus bataljons vormen van 200 manschappen en compagnieën van 50. Dit is een aanzienlijk effectief, want nooit zou ik over een hooger effectief kunnen beschikken.

Het ware voorzeker verkieslijk, de manschappen gedurende twintig achtereenvolgende maanden onder de wapens te hebben; doch in dit geval zou ik gedurende vier maanden zonder manschappen zitten in de kazerne te Brussel en te Laken.

De verloven voor vijf dagen, die ik dit jaar verleende, zijn dienstonderbrekende verloven; daar ik verloven van twee maanden met onderbreking van dienst moet toestaan, sta ik deze toe op de wijze die het best overeenkomt met het belang van den dienst, en wel zonder rekening te houden met de kleine verloven die in den loop van het jaar worden verleend.

Na voorlezing verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Keucker.

Verklaring van kolonel Léon de WITTE.

De vijfde getuige, die gehoord wordt, verklaart te heeten Léon de Witte, 53 jaar oud, bevel voerende over het eerste regiment gidsen, te Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Zij die eene vaste plaats bekleeden bij de ruiterij, — ik spreek van mijn regiment — de hoofdwachtmeesters, de ordonnansen der officieren, de hoefsmeden, de muzikanten hebben nieuwe dienstnemingen aangegaan. De wachtmeesters, de brigadiers en de simpele ruiters achten hunnen toestand niet vast genoeg en teekenen schier geene nieuwe dienstneming.

Op ondervraging verklaart de getuige dat bij de ruiterij geene reservevrijwilligers zijn.

De vermindering van soldij belette mijne soldaten niet, de benoeming van ruiter der eerste klasse te aanvaarden; zij deden afstand van hun belang om de strepen der eerste klasse te bekomen, waarover ik hen geluk-

wenschte. Dit was echter een overgangstijdperk; het klimt op tot de inwerkingtreding der wet van 1902.

Betreffende de effectieven, betreurt de kolonel te moeten zeggen dat deze niet toereikend zijn om regimentsoefeningen te houden. Om mijn regiment eere aan te doen, zegde hij, heb ik voor de wapenschouwing van 8 April alles moeten ontredderen; ik nam de manschappen die de politiewacht hielden, tot mijne koks toe, om mijn regiment deftig te doen voorkomen. Aldus had ik met al mijne aanwezige manschappen, geen enkel zijnde met verlof, 345 man te paard in de rangen. Om de regimentsoefeningen mogelijk te maken, zijn er minstens 72 manschappen te paard noodig voor elk eskadron. Dit getal heb ik niet, zelfs niet wanneer ik 4 eskadrons vorm in stede van 5. Dan kom ik slechts tot 66 manschappen. Dit komt hoofdzakelijk hierdoor, dat ik, in stede van 165 miliciens, er slechts 70 kreeg in 't geheel voor het jaar 1907.

Men rekent inderdaad onder mijn effectief mijne 60 muzikanten en mijne « onbeschikbare », met name de manschappen wier eerste onderricht niet genoeg gevorderd is om hen het paard te laten berijden; een dertigtal verkeeren in dit geval; zij moesten den dienst in de kazerne verrichten gedurende de wapenschouwing, hoe gevaarlijk deze toestand ook scheen. Twee jaar geleden gaf men mij 40 manschappen meer uit hoofde van de muziek.

Op ondervraging, verklaart de getuige dat hij om de 14 dagen een detachement van 25 man moet leveren te Laken, afwisselend met het 2e regiment gidsen.

Van April tot September is het effectief ontoereikend; in October, November en December heb ik vier klassen, doch alsdan moet ik de dienstonderbrekende verloven toestaan; zooveel mogelijk sta ik deze toe van October tot Maart; ik ben verplicht aldus te handelen om een toereikend getal manschappen te hebben in den zomer. In Januari, Februari en Maart heb ik schier geene oudere soldaten, de eskadrons werken afzonderlijk met 25 manschappen; de aanwezige manschappen moeten de paarden om de beurt afrijden.

Na voorlezing verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*): De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, de Witte.

Verklaring van kolonel HENRI.

De zesde getuige, die gehoord wordt, verklaart te heeten Jules Henri, 58 jaar, kolonel der vestingartillerie van de versterkte stelling Luik, te Luik.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

De reden waarom tal van vrijwilligers geene nieuwe dienstneming aangaan, heeft verschillende oorzaken; sommige vinden dat de bevordering te langzaam gaat en verkiezen eene plaats in het burgerlijk leven; andere

hebben genoeg van het soldatenleven. Doch over 't algemeen is het bij gebrek aan bevordering dat zij het leger verlaten. Vooral de artillerie heeft een kader van gehuwde onderofficieren in zeer gunstigen toestand, waaruit volgt dat de bevordering der onderofficieren nag trager is dan die der officieren. Wat deze betreft, slaat de artillerie het record.

Op 1000 manschappen onder mijn bevel zijn 121 gehuwd. Ik heb 74 gehuwde onderofficieren, waaronder 25 wachtmeesters, 12 gehuwde brigadiers en 35 gehuwde kanonniers. Al deze manschappen behouden hunne plaats. Deze is zeer schoon. Een adjudant van het materieel, 1e klasse, trekt 199.50 fr. in de maand; hij heeft daarenboven vrije woning. Een adjudant der 2e klasse trekt 182.50 fr.; de batterij-adjudant en de opperwachtmeester trekken 146,50 fr. en 143,80 fr., doch zonder genot van woning. De plaatsen in het burgerlijk leven, hoe verlokkend ook, zouden hen niet bekoren; doch men zou plaatsen in de burgerlijke besturen moeten verleenen aan de jonge onderofficieren. Bij de vestingartillerie teekenen al de manschappen als reserve-vrijwilliger; ik werf ze aan voor Antwerpen, niet voor Luik. Elk jaar bereikt men het cijfer, bepaald door het Ministerie van Oorlog. Dit legt de manschappen slechts verplichtingen op voor de verre toekomst, en het geeft hun 50 frank.

Het ontoereikend getal manschappen hindert niet veel de vestingartillerie; ook klaagt getuige niet over de effectieven; daar er schier geene plaatsen openvallen in de artillerie, zijn er ook geen benoemingen te doen, en zóó wordt verklaard dat wij minder vrijwilligers hebben dan in het begin. Ingeval van mobilisatie of binnenroeping, zouden wij een groot getal onderofficieren te kort komen.

In 1904 hadden wij 62 beroepsvrijwilligers;
In 1905, 51;
In 1906, 33;
In 1907, 27;
In 1908, 36.

Het afnemen dier getallen wordt niet vergoed door de waarde der vrijwilligers : ze zijn steeds minder geleerd, zij nemen dienst om kost en inwoning te hebben, en ik ben verplicht mijne brigadiers onder de miliciens te zoeken.

De beroepsvrijwilligers zijn de bedorven kinderen in het leger; de vrijwilligers met premie worden op dezelfde wijze behandeld als al de andere soldaten.

Na voorlezing verklaart getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris ; de getuige, Henri.

VERGADERING VAN 16 APRIL 1909.

Ten jare negentienhonderd en negen, den 16n April, te halfelf 's voormiddags, zijn wij, voorzitter en secretaris der Commissie van parlementair onderzoek, in tegenwoordigheid van de Kamerleden du Bus de Warnaffe, Hoyois, Hymans, Mansart, Persoons, Segers, Van Cauwenbergh en Vandervelde, deel uitmakende van bedoelde Commissie, overgegaan, in de zaal van de 4e afdeeling der Kamer, tot het openbaar verhoor van de getuigen, opgeroepen door den heer Voorzitter en wier verklaringen luiden als hierna geboekt :

Bij het oproepen van zijn naam, doet elke getuige kennen : zijn familienaam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn beroep en verblijf, waarna hij wordt aangezocht den volgenden eed af te leggen, overeenkomstig artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering en het Besluit van 4 November 1814 : « Ik zweer te spreken zonder haat en zonder vrees, geheel de waarheid te zeggen en niets dan de waarheid, zoo helpe mij God ».

Verklaring van den heer Oscar WILMET.

De eerste getuige, die wordt gehoord, is de heer Oscar Wilmet, gewezen korporaal bij het 2e linie, in garnizoen te Gent, meubelmaker, wonende te Mechelen.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich in 't Vlaamsch uit als volgt :

Ik heb het leger verlaten, omdat er geene bevordering was. Ik ben nog zonder bediening, zooals nog andere makkers uit het leger, die koetsier of metserknaap zijn. De oorzaak ervan is, dat er te veel gehuwde onderofficieren aangetroffen worden, die het leger niet willen verlaten. Ik zou in dienst gebleven zijn, indien ik bevordering had mogen verhopen. Ik ben tevreden geweest over mijne oversten. Ik werd zoo goed behandeld als de anderen, dat wil zeggen als de miliciens. Had ik zeker geweest eene plaats te bekomen, dan zou ik bij het leger gebleven zijn. Ik heb drie jaren gediend. Ik werd nooit gestraft. Ik zou nogmaals dienst voor twee jaar genomen hebben, indien ik had mogen hopen eene plaats van een openbaar bestuur te bekomen. Gedurende negen maanden heb ik de regimentaire school gevolgd. Ik heb het examen van onderofficier niet afgelegd, omdat er geene hoop bestond onderofficier te worden. Il ben ontgoocheld geweest. Ik werd altijd goed betaald en had niet te klagen.

Op vraag verklaart de getuige eene plaats aangevraagd te hebben bij het centraal kleederenmagazijn, een of twee maanden alvorens uit den dienst te treden. Er werd hem geantwoord dat hij opgeschreven was. Hij heeft niets bekomen.

Ik heb nog, vervolgt getuige, in dienst zijnde, eene plaats gevraagd bij den Timber. Ik heb de vraag vernieuwd twee maanden nadat ik het leger verlaten had. Nogmaals heeft men mij geantwoord dat ik altijd opgeschreven was.

Op vraag of getuige wist dat men die plaatsen maar begaf aan vrijwilligers die meer dan één termijn gediend hadden, verklaart de getuige dat hij dit

niet wist. Hij weet dat personen, die nooit soldaat geweest waren, zulke plaatsen bekomen hadden, en dus ten nadeele van oud-militairen.

Op vraag of getuige wist recht te hebben op eene plaats, verklaart de getuige dat niemand het hem ooit gezegd heeft. Hij meende een recht van voorkeur te bezitten. Twee maanden na in onbepaald verlof te zijn gezonden, heeft getuige gevraagd als manœuverman in het arsenaal te Mechelen in dienst te treden, doch hij heeft geen antwoord bekomen.

Op vraag verklaart getuige dat niemand, comiteit of ander, hem aangezet heeft vrijwilliger te worden en dat hij uit eigen beweging dienst heeft genomen.

Na voorlezing, verklaart getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Du Catillon ; de getuige, Oscar Wilmet.

Verklaring van den heer Alfons CASIER.

De tweede getuige, die wordt gehoord, is de heer Alfons Casier, 22 jaar, gewezen korporaal bij het 3e linie, in garnizoen te Oostende, opnemer bij den dienst van electriciteit der stad Brussel, wonende te Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik heb dienst genomen als beroepsvrijwilliger. Daar ik goeden dienst deed, kon ik eene nieuwe verbintenis aangaan ; ik dacht echter dat de voordeelen, die het leger opleverde, niet konden opwegen tegen die welke ik in het burgerlijk leven kon aantreffen. Van in het begin was ik er toe besloten, niet meer dan één enkel termijn te dienen, in de hoop na afloop daarvan eene betrekking te kunnen bekomen. Vele van mijne makkers verkeerden in hetzelfde geval, doch ik weet niet om welke reden zij geene nieuwe verbintenis teekenden.

Ik wist dat ik, dewijl ik soldaat was geweest, een recht van voorkeur zou hebben voor de plaatsen, begeven door openbare besturen. Ik kreeg er eene bij den electriciteitsdienst der stad Brussel. In het bestuur van den Staat heb ik geene betrekking aangevraagd.

Naar voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, Casier.

Verklaring van den heer Lodewijk LUYCKX.

De derde getuige, die wordt gehoord, is de heer Lodewijk Luyckx, gewezen korporaal bij het 6e lienieregiment, inpakker, wonende te Schaarbeek.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik heb dienst genomen als beroepsvrijwilliger. Ik deed goeden dienst. Ik

teekende geene nieuwe verbintenis, omdat ik eene door mij aangevraagde plaats bij het depot of de plaats van korporaal-dokter niet kon bekomen.

Om tot deze laatste betrekking te kunnen benoemd worden, had ik afgezien van alle bevordering.

Insgelijks vroeg ik eene plaats in het bestuur van spoorwegen. Mij werd geantwooord dat mijn verzoek « welwillend zou worden onderzocht ».

Het gold eene plaats van locomotieven-schoonmaker.

Ik ken drie gewezen vrijwilligers die bij den Staat niets verkregen.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, Luyckx.

Verklaring van den heer Eugeen HENRARD.

De vierde getuige, die wordt gehoord, is de heer Eugeen Henrard, 28 jaar, gewezen eerste-sergeant bij het 5e linie, handelaar, te Sint-Joost-ten-Oode.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Negen jaren en drie maanden ben ik bij het leger geweest. Ik trad er in als vrijwilliger en teekende tweemaal eene nieuwe verbintenis. Ik verliet het leger om den handel over te nemen, welken ik thans nog bedrijf.

Ik ben ter regimentsschool geweest en werd daar, evenals het meerendeel van de onderofficieren, opgeleid voor het vak. Toen ik bij het leger kwam, hoopte ik voor goed de militaire loopbaan te volgen, doch legde mij daar niet naar behooren op toe.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, Henrard.

Verklaring van den heer Jan LEEMANS.

De vijfde getuige, die wordt gehoord, is de heer Jan Leemans, 22 jaar, gewezen korporaal bij het 7e linie, ontvanger bij de Brusselsche Tramwegen, wonende te Etterbeek.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik heb dienst genomen als beroepsvrijwilliger en goeden dienst gedaan. Ik verliet het leger, omdat het mij niet beviel. Het eten was er niet al te goed. Terwijl ik nog onder dienst was, heb ik mijne plaats bij de Tramwegen aangevraagd. Vier maanden later werd ik benoemd.

Na ondervraging, zegt getuige dat het eene dwaasheid van zijnentwege was, toen hij dienst nam. Hij dacht aan niets anders dan uit het leger te treden.

Verder zegt hij : Bij het 7e linie hadden de officieren geen hoogen dunk

van de beroepsvrijwilligers. Zoodra er iets verkeerds gebeurde, hadden de vrijwilligers het te verduren. « 't Is, zegde men, nogmaals een vrijwilliger die het deed. 't Ware veel beter, zoo zij thuis bleven. »

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Leemans.

Verklaring van den heer PIETER SWERTS.

De zesde getuige, die wordt gehoord, is de heer Pieter Swerts, 21 jaar, gewezen korporaal bij het 7e linie, schoenmaker, wonende te Leuven.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik heb een diensttermijn uitgedaan als beroepsvrijwilliger. Mijn dienst was goed en ik hoopte eene plaats te kunnen bekomen in het centraal kleedingmagazijn. Reeds vijf maanden wacht ik daarop. Ik heb ook eene plaats als gendarme aangevraagd. Vier maanden geleden legde ik mijn examen af en wacht nog steeds.

Ik was zeer tevreden bij het leger. De officieren behandelden ons goed. Toch liet de voeding soms te wenschen over. Toen ik in het leger trad, hoopte ik, na mijne eerste verbintenis, eene plaats in het bestuur te verwerven. Ik dacht dat ik een recht van voorkeur had.

Na voorlezing, volhardt de getuige in zijne verklaringen en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Swerts.

Verklaring van den heer WILLEM DEWIT.

De zevende getuige, die wordt gehoord, is de heer Willem Dewit, 22 jaar, gewezen korporaal bij het 9e linie, koetsier, te Etterbeek.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik heb eene verbintenis als vrijwilliger geteekend, ten einde den graad van eersten sergeant of sergeant-majoor te verwerven. Daar er geene plaats openviel, trad ik liever uit het leger. Tenauwernood kregen oude onderofficieren nu en dan bevordering. Over 't algemeen hadden de vrijwilligers minder aanzien dan de miliciens. Om eene nietigheid werden wij gestraft. Ten gevolge van de straffen, door mij opgeloopen in de regimentsschool te Bouillon, moest ik vier jaren wachten op den graad van korporaal. Ik verwierf hem eerst één jaar voordat ik het leger verliet. De eerste sergeant-majoor en sergeanten zegden ons meermaals : « 't Ware voor u beter tehuis te blijven dan dienst te nemen als vrijwilliger ». Aldus sprak nooit een officier tot ons.

Ik heb eene plaats aangevraagd bij den spoorweg, en ook eene plaats van

gevangenbewaarder te Sint-Gillis. Ik kreeg ontvangbericht van mijne aanvraag, doch wacht noch steeds. Insgelijks heb ik eene plaats in het stadhuis van Brussel aangevraagd, doch verkreeg ze niet.

Ik had niet te klagen over de voeding : doorgaans was ze goed.

Na ondervraging, zegt getuige dat naar zijne meening de beroepsvrijwilligers strenger werden gestraft dan de miliciens.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Dewit.

Verklaring van den heer BRANDELAER.

De achtste getuige, die wordt gehoord, is de heer Maurits Brandelaer, 26 jaar, gewezen sergeant-majoor bij de grenadiers, boekhouder, te Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik heb dienst genomen als beroepsvrijwilliger en eene nieuwe verbintenis geteekend. Ik trouwde één jaar voordat ik het regiment verliet; uit dien hoofde was mijne soldij ontoereikend voor mijn huishouden en ik zocht naar eene meer winstgevende burgerlijke betrekking.

Ik was hoogst voldaan over mijn dienst bij het leger; de officieren waren goed; de voeding was behoorlijk. Eerst diende ik vier jaar en half bij het 1e jagers te voet; ik was er sergeant en zeer gelukkig. Toen ik bij de grenadiers kwam, werd ik secretaris van den kolonel.

Nooit bevond ik dat de beroepsvrijwilligers niet gaarne werden gezien; integendeel stelde ik steeds vast dat men meer eerbied had voor de vrijwilligers dan voor de miliciens.

Aan diegenen hunner, die zich niet goed gedroegen, heb ik hooren zeggen dat zij krachtens de nieuwe wet werden bezoldigd en derhalve hunnen dienst behoorlijk moesten verrichten.

Vóór de wet van 1902 waren er meer manschappen; het dienstonderbrekend verlof ontnam veel manschappen aan de uniteiten. Over 't algemeen, denk ik, verkozen de manschappen de vroegere regeling; thans worden zij verplicht met verlof te gaan; volgens mij, valt het niet te betwijfelen dat zi liever hunne twintig maanden achtereen zouden uitdoen. Boerenzonen krijgen verlof op tijdstippen dat er ten hunnent niets is te verrichten, en wanneer zij er noodig zouden zijn voor den veldarbeid, mogen zij niet heengaan.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Brandelaer.

Verklaring van den heer PILLOY.

De negende getuige, die wordt gehoord, is de heer Richard Pilloy, 22 jaar, gewezen korporaal bij de karabiniers, beambte bij de Brusselsche Tramwegen, wonende te Elsene.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik heb een diensttermijn uitgedaan bij de karabiniers als beroepsvrijwilliger; ik teekende geene nieuwe verbintenis, omdat ik, niet genoeg Fransch kennende en eene eerste maal niet geslaagd zijnde in het examen, vreesde geene bevordering meer te bekomen. Ik hoopte later eene plaats in een bestuur te krijgen. Ik was bij het leger zeer tevreden. De voeding was niet altijd goed, vooral de aardappelen waren het niet. Des middags kon het er nog door, maar des avonds deugden zij niet; ook gingen de helft der manschappen in de stad avondmalen. In de kazerne zeggen de oude soldaten tot de vrijwilligers, dat het voor hen beter ware te deserteeren dan bij het leger te blijven. De officieren en onderofficieren spraken niet aldus.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Pilloy.

VERGADERING VAN 16 APRIL 1908 ('S NAMIDDAGS)

Ten jare negentienhonderd en negen, te 2 uur 's namiddags, zijn wij, voorzitter en secretaris der Commissie van parlementair onderzoek, in tegenwoordigheid van de Kamerleden Bertrand, Hoyois, Mansart, Persoons, Poullet, Van Cauwenbergh en Vandervelde, deel uitmakende van bedoelde Commissie, overgegaan, in de zaal van de 4e alfdeeling der Kamer, tot het openbaar verhoor van de getuigen, opgeroepen door den heer Voorzitter en wier verklaringen luiden als hierna geboekt :

Bij het afroepen van zijn naam, doet elke getuige kennen : zijn familienaam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn beroep en verblijf, waarna hij wordt aangezocht den volgenden eed af te leggen, overeenkomstig artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering en het Besluit van 4 November 1814 : « Ik zweer te spreken zonder haat en zonder vrees, geheel de waarheid te zeggen en niets dan de waarheid, zoo helpe mij God. »

Verklaring van den heer JAN DE WIT.

De eerste getuige, die wordt gehoord, is de heer Jan De Wit, 22 jaar, gewezen wachtmeester bij het 2e jagers te paard, bediende, te Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik heb dienst genomen als vrijwilliger bij het 2e jagers te paard ; ik deed er goeden dienst, doch men vroeg mij niet om eene nieuwe verbintenis te teekenen. Een mijner makkers, die insgelijks goeden dienst had gedaan en wachtmeester was, verliet het leger onder dezelfde omstandigheden. Zelfs heeft hij daarover geschreven aan een volksvertegenwoordiger. Het scheen mij toe dat de oversten meer welwillend waren te mijnen opzichte, toen ik eerst in het leger trad, dan later. Naarmate ik in graad verhoogde, ondervond ik meer moeilijkheid vanwege mijne overheid ; de mij opgelegde straffen werden steeds strenger. De voeding was goed voor de brigadiers en soldaten, die van de onderofficieren was even goed. Toen ik mijne verbintenis teekende, hoopte ik in het leger mijne loopbaan te maken. Ik vroeg aan eene plaats van incasseerder bij de Nationale Bank. Er werd mij geantwoord dat geen gevolg kon worden gegeven aan mijne aanvraag.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De Voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, De Wit.

Verklaring van den heer LEO BERTENS.

De tweede getuige, die wordt gehoord, is den heer Leo Bertens, gewezen brigadier bij het 1e lansiers, 22 jaar, ontvanger bij de *Tramways Économiques* te Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik teekende eene eerste verbintenis als beroepsvrijwilliger, doch geene

tweede, omdat ik eene plaats vond bij den tramweg. Ik was zeer voldaan over mijn verblijf bij het leger. De bevordering der beroepsvrijwilligers ging heel traagzaam. Ik deed vijf jaren dienst, legde mijne examens af als onderofficier en ware misschien in 1905 benoemd, hadde ik niet eenige straffen opgeloopen. Zelfs werden er benoemd, die na mij waren binnengekomen. Toen ik in dienst trad, hoopte ik officier te worden. De voeding was goed en de vrijwilligers werden zoo goed behandeld als de miliciens.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De Voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, Leo Bertens.

Verklaring van den heer JAN WEILAND.

De derde getuige, die wordt gehoord, is de heer Jan Weiland, gewezen brigadier bij het 2e lansiers, 25 jaar, stoker, te Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Op den leeftijd van 17 jaar teekende ik eene verbintenis als beroepsvrijwilliger ; ik teekende er geen tweede, omdat ik geen lust meer had in den wapenhandel. Ook had ik eene burgerlijke betrekking gevonden. Ik weet niet of anderen het leger verlaten uit hoofde van trage bevordering. De voeding was goed en ik heb niet bevonden dat de beroepsvrijwilligers minder goed werden behandeld dan de miliciens.

Na ondervraging, verklaart de getuige dat hij dienst nam omdat hij verlangde soldaat te worden, buiten elk ander bijzonder doel.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en ondertekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, Jan Weiland.

Verklaring van den heer HUIBERT DEMETS.

De vierde getuige, die wordt gehoord, is de heer Huibert Demets, 22 jaar, gewezen wachtmeester-foerier bij het 3e lansiers, bediende te Molenbeek.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik nam dienst als beroepsvrijwilliger op den leeftijd van 18 jaar. Ik verliet het leger zonder eene nieuwe verbintenis te teekenen, omdat de bevordering zoo traagzaam kwam, zooniet volkomen uitbleef, en ook omdat het mij niet werd gevraagd. Ik had maar eene enkele, niet erge straf gekregen. Toen ik dienst nam, hoopte ik nochtans mijne loopbaan bij het leger te vinden. Al de makkers, die ik ken, verlieten het leger om dezelfde redenen. In mijn regiment waren er onder de onderofficieren meer miliciens dan vrijwilligers, ofschooon dezen het examen zoo goed aflegden als genen.

Beroepsvrijwilligers en miliciens werden even goed behandeld. De voeding was goed, doch kostte duur. In Augustus jongstleden vroeg ik om

eene plaats van sluismeester bij de bruggen en wegen; tot nog toe kreeg ik geen antwoord.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en teekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, H. Demets.

Verklaring van den heer AUGUSTIJN DESCHAMPS.

De vijfde getuige, die wordt gehoord, is de heer Augustijn Deschamps, 24 jaar, gewezen brigadier bij het 1ste gidsen, ijzerdraaier, wonende te Rijsel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Op twintigjarigen leeftijd teekende ik eene verbintenis als beroepsvrijwilliger. Ik zag af van den dienst, uit hoofde van de trage bevordering. Ik had nooit straf en kon niet hopen onderofficier te worden. Anderdeels dacht ik dat burgerlijke betrekkingen voordeeliger waren dan die aangeboden aan de onderofficieren. Vele van mijne makkers verlieten het leger om dezelfde redenen. Ik was zeer tevreden over mijn verblijf bij het leger. De beroepsvrijwilligers werden zoo goed behandeld als de miliciens. De voeding was goed. Er waren zooveel candidaten voor plaatsen bij den spoorweg dat ik er zelf geene aanvroeg. Toen ik dienst nam, dacht ik mijne loopbaan bij het leger te maken. Er werd mij niet gevraagd om eene nieuwe verbintenis te onderteekenen. Hadde men het gedaan, ik zou toch geweigerd hebben, omdat de bevordering zoolang uitbleef.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, A. Deschamps.

Verklaring van den heer JOZEF BROGNEAUX.

De zesde getuige, die wordt gehoord, is de heer Jozef Brogneaux, 24 jaar, gewezen wachtmeester bij het 2e gidsen, bediende, te Elsene.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Op den leeftijd van 20 jaar teekende ik eene verbintenis als beroepsvrijwilliger. Ik hoopte bij het leger te blijven. Om familieredenen keerde ik huiswaarts. Bij het leger was ik heel gelukkig. Onder geen enkel opzicht had ik te klagen, en ik denk niet dat er te klagen was over trage bevordering. Ter kazerne was de voeding goed.

Na voorlezing, volhardt de getuige in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, J. Brogneaux.

Verklaring van den heer LEO BRIERS.

De zevende getuige, die wordt gehoord, is de heer Leo Briers, 22 jaar, gewezen kanonnier der 1e klasse bij het 3e artillerie, koetsier, te Schaarbeek.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Op den leeftijd van 16 jaar teekende ik eene verbintenis als beroepsvrijwilliger. Na vijf jaren dienst verliet ik het leger, omdat ik wel zag dat daar voor mij geene toekomst was. De voeding ter kazerne was goed. De beroepsvrijwilligers werden zoo goed behandeld als de miliciens. De officieren waren goed voor de manschappen. Ik heb gevraagd om eene plaats bij de Brusselsche Tramwegen, doch was daartoe niet oud genoeg. Eene plaats in een bestuur van den Staat heb ik niet aangevraagd. Ik werd niet aangezocht om eene nieuwe verbintenis te teekenen, en bij mijn weten werd dit evenmin aan anderen gevraagd. Doch hadde men het gevraagd, voor geen geld ter wereld hadde ik het gedaan.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, L. Briers.

Verklaring van den heer ELIAS ROLANT.

De achtste getuige, die wordt gehoord, is de heer Elias Rolant, gewezen brigadier bij het 4e artillerie, 22 jaar, dameskleermaker, te Schaarbeek.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Uit onbedachtzaamheid teekende ik, op den leeftijd van zeventien jaar en half, eene verbintenis als beroepsvrijwilliger. Ik verliet het leger, omdat er geene bevordering komt. Voor beroepsvrijwilligers is er geen hoegenaamd uitzicht in de toekomst. Het meerendeel mijner makkers, insgelijks beroepsvrijwilligers, verlieten het leger om dezelfde redenen, ofschoon zij zeer goeden dienst hadden gedaan.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, E. Rolant.

Verklaring van den heer DEPRETTERE.

De negende getuige, die wordt gehoord, is de heer Deprettere, 24 jaar, schrijnwerker, te Sint-Joost-ten-Oode, gewezen kanonnier bij den 1en sector van de versterkte stelling Antwerpen.

Na den eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in het Vlaamsch als volgt :

Ik had geloot, ik was dus 19 jaar oud wanneer ik in het leger trad. Ik

was er tevreden. Ik had de bekwaamheid niet om onderofficier te worden. Er zijn ook kameraden die daarom het leger verlaten hebben, daar er geen kans was hooger te klimmen. Ik heb niet te klagen gehad over het eten en over de officieren. Dezen maakten geen verschil tusschen miliciens en vrijwilligers. Ik ben timmerman-schrijnwerker.

Op aanvraag, verklaart de getuige soldaat geweest te zijn om geen burgerwacht te worden. Ik ben drie jaar bij het leger geweest. »

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Du Catillon; de getuige, Deprettere.

Verklaring van den heer EUGEEN SOVET.

De tiende getuige, die wordt gehoord, is de heer Joris-Eugeen Sovet, 24 jaar, gewezen wachtmeester bij de vestingartillerie, boekhouder, te Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik heb eene verbintenis als beroepsvrijwilliger geteekend op 20jarigen leeftijd. Daar ik geene bevordering had te verwachten, verkoos ik eene burgerlijke betrekking waar te nemen op een jongen leeftijd. Al de posten zijn bezet door gehuwde onderofficieren en bij de vestingartillerie is er geene bevordering.

Het meerendeel mijner makkers verkeerden in hetzelfde geval als ik.

Er wordt geen onderscheid gemaakt tusschen beroepsvrijwilligers en miliciens; al wie kon lezen en schrijven trad overigens in de school om zich toe te leggen op het examen van onderofficier.

Mijn kolonel heeft bij mij sterk aangedrongen opdat ik eene nieuwe verbintenis zou teekenen. Ik trad in het leger vooral om gemakkelijker aan eene burgerlijke betrekking te geraken. Ik heb geen stappen gedaan om eene betrekking bij een bestuur van den Staat te erlangen.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Sovet.

VERGADERING VAN 20 APRIL 1909.

Ten jare negetienhonderd en negen, den 20n April, te 2 uur 's namiddags, zijn wij, voorzitter en secretaris der Commissie van parlementair onderzoek, in tegenwoordigheid van de Kamerleden Bertrand, du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoÿois, Mansart, Mélot, Poullet, Segers, Standaert en Van Cauwenbergh, deel uitmakende van bedoelde Commissie, overgegaan, in de zaal van de 4e afdeeling der Kamer, tot het openbaar verhoor van de getuigen, opgeroepen door den heer Voorzitter en wier verklaringen luiden als hierna geboekt :

Bij het oproepen van hun naam, doet elke getuige kennen : zijn familienaam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn beroep en verblijf, waarna hij wordt aangezocht den volgenden eed af te leggen, overeenkomstig artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering en het Besluit van 4 November 1814 : « Ik zweer te spreken zonder haat en zonder vrees, geheel de waarheid te zeggen en niets dan de waarheid, zoo helpe mij God ».

Verklaring van den heer VANDERSTRAETEN.

De eerste getuige, die wordt gehoord, is de heer Ernest Vanderstraeten, 58 jaar, afdeelingshoofd bij het provinciaal bestuur, aangesteld bij den dienst der militie, wonende te Elsene.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

De gouverneur belast mij met het bestuur van den militiedienst van Brabant. Sedert meer dan vijf en twintig jaar verricht ik dat werk ; het bevat al de verschillende verrichtingen ten opzichte van de militie. Het is mij niet mogelijk inlichtingen te geven over de hindernissen die de candidaten-vrijwilligers zouden hebben ontmoet. Ik weet dat sedert het besluit van 8 November 1908, de afgewezen vrijwilligers in beroep kunnen komen bij den revisieraad. Voor de helft der afgewezenen moest deze raad genomen beslissingen verbreken. Een honderdtal van die afgewezenen zijn tot gisteren voor den revisieraad verschenen en in de verhouding van schier juist 50 t.h. werden de eerste beslissingen gewijzigd. Nooit bestond er geschil tusschen de burgerlijke en de militaire geneesheeren die deel uitmaakten van den raad ; geen verschil van meening bestaat zelfs tusschen de geneesheeren en de andere leden der Commissie. Zoodra er verschillend wordt geoordeeld over den staat der gezondheid van een belanghebbende, sturen de leden hem bij eenparigheid naar het krijgshospitaal tot nadere waarneming. Nooit duurden de verrichtingen betreffende de milicians lang genoeg om een tekort te veroorzaken op het cijfer der ingelijfde manschappen. In Brabant kwam er nooit een man tekort ; steeds werd het contingent geleverd op den bepaalden datum, behalve verleden jaar, toen er, bij uitzondering en voor de eerste maal, bij mijn weten, èn wel uit hoofde van de moeilijkheden bij het werven van vrijwilligers, een licht tekort was ; doch dit duurde niet lang : het was maar eene kortstondige oorzaak.

Na ondervraging, verklaart de getuige dat hij niet kan zeggen of de akten van beroep uitgaan van den plaatscommandant. De akten van beroep worden overgemaakt door de militaire overheid, zonder dat er melding wordt gemaakt van wien het beroep uitgaat.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Vanderstraeten.

Verklaring van den heer HENDRIK PRIEM.

De tweede getuige, die wordt gehoord, is de heer Hendrik Priem, 40 jaar, afdeelingshoofd bij het provinciaal bestuur te Brugge, wonende te Brugge.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik houd mij vooral bezig met de militiezaken : het inlijven van de miliciens, het gereedmaken van de stukken voor de zittingen van den revisieraad, enz. Ik weet niet of de dienstneming van vrijwilligers ooit werd gedwarsboomd door de militaire overheid. Bij mijn weten zijn, ten gevolge van de uitvoering van het besluit van 8 November 1908, nagenoeg 70 vrijwilligers voor den revisieraad verschenen, zoodat er schier iedere week voor dien raad komen. Gemiddeld een veertigtal op 70 eerst afgewezenen werden goedgekeurd; van de vrijwilligers met premie werden nagenoeg 20 toegelaten op de 40 die in beroep kwamen; onder een dertigtal beroepsvrijwilligers, werden nagenoeg twintig voor den dienst goedgekeurd. Nooit bemerkte ik dat er geschillen ontstonden tusschen de geneesheeren; ik meen te mogen zeggen dat doorgaans, volgens ik er van heb gehoord, de geneesheeren het eens zijn; de andere leden vereenigen zich met hun oordeel.

Behalve verleden jaar, was er nooit een tekort op het contingent, te leveren door West-Vlaanderen; twee of drie miliciens, die na 1 October ongeschikt werden bevonden, kon men niet vervangen in het contingent, en ten gevolge daarvan was er een tekort. Om dit voortaan te verhelpen, zullen de manschappen waarschijnlijk eene maand vroeger ingelijfd worden; doch er kan een nieuw tekort ontstaan, indien sommigen ziek werden of intusschentijd tot den dienst ongeschikt geraakten. Jongelingen, die in Frankrijk verblijven, kunnen in België niet worden toegelaten als vrijwilligers, zelfs indien zij in 't bezit zijn van een getuigschrift, afgeleverd door den consul in de plaats waar zij verblijven. 't Kan zijn dat daardoor een tekort ontstaat in het getal vrijwilligers, doch dienaangaande kan ik geen nauwkeurig cijfer opgeven. Het geval heeft zich echter voorgedaan en herhaaldelijk verwittigden wij daarover den Minister. Ik weet niet of, vóór het besluit van 8 November 1908, afgewezen miliciens zijn verschenen voor de Commissie van beroep, eene uitsluitend militaire commissie, die toen handelde krachtens het koninklijk besluit van 20 December 1889. Den maatregel, die den

8n November 1908 werd genomen, acht ik uitnemend, omdat er waarschijnlijk meer eenheid zal zijn in de rechtspraak ten aanzien van miliciens en vrijwilligers. Sedert 1902 is het aantal vrijwilligers, die den leeftijd voor de militie hebben bereikt, toegenomen in de verhouding van nagenoeg 50 tot 250. Er komen weinig vrijwilligers van het contingent; van het eerste jaar waren er 15; nadien daalde het getal achtereenvolgens tot 6, 3, zelfs 2. De reden daarvan is, dat de toestand der beroepsvrijwilligers oneindig beter is dan die der vrijwilligers van het contingent.

Ik weet niet of beroepsvrijwilligers zich beklaagden over eene maand dienst zonder vergelding, uit hoofde van den datum waarop zij onder de wapens werden geroepen. Maar toch wordt er dikwijls geklaagd over hindernis, toegebracht aan het uitbetalen van de vergelding.

Na ondervraging, zegt de getuige te weten dat vrijwilligers met premie tot in den jongsten tijd in dienst moesten treden op 't oogenblik dat de verbintenis was geteekend, ofschoon de werkelijke diensttijd maar den 1n October aanving. Slechts sedert een paar jaren worden zij voor dezen dienst betaald.

Bij mijn weten, bestaat in West-Vlaanderen geen comiteit voor het werven van vrijwilligers. Ik denk dat tal van belanghebbenden de wet op de vrijwillige dienstnemingen niet kennen. Eerst kort vóór de loting, worden onder de lotelingen vlugschriften rondgedeeld, inzonderheid met het oog op het werven van vrijwilligers van het contingent; doch, aangezien die vrijwillige dienstneming weinig aantrek vindt bij het volk, leveren deze vlugschriften, de eenige die worden rondgedeeld, weinig uitslag op.

Vooral in de garnizoensteden vindt men het grootst getal beroepsvrijwilligers. Ook denk ik dat men meer beroepsvrijwilligers zou aantreffen, indien er meer ruchtbaarheid aan de zaak werd gegeven. Werd de vergoeding der beroepsvrijwilligers hun uitbetaald onmiddellijk na hun werkelijken dienst, voorzeker zou het aantal vrijwilligers toenemen.

De samengevoegde onderrichtingen ten gebruike van de militaire overheden, betreffende de wet van 1902, werden in Juni laatstleden aan de provinciën toegezonden, namelijk de nieuwe algemeene onderrichtingen, die deze van 1874 wijzigen : zij gaan uit van de nieuwe wet van 1902. Doch die onderrichtingen verschenen reeds vroeger en werden geleidelijk medegedeeld aan de provinciale overheden.

In West-Vlaanderen hadden talrijke miliciens 200 frank gestort, ten einde een plaatsvervanger te bekomen. Dit getal neemt gestadig toe; in onze provincie waren er 875 voor de loting van dit jaar. Vooral de landbouwers — in de verhouding van 40 tot 50 ten honderd — doen in West-Vlaanderen hunne zonen vervangen. Ook werklieden en bedienden doen het.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Priem.

Verklaring van den heer BOGAERTS.

De derde getuige, die wordt gehoord, is de heer Arthur Bogaerts, 35 jaar, eerste klerk bij het provinciaal bestuur, belast met de militiezaken te Antwerpen, wonende te Borgerhout.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik ben werkzaam in het militiebureel der provincie Antwerpen. Sedert het koninklijk besluit van 8 November laatstleden in werking trad, verschenen 39 beroepsvrijwilligers voor den revisieraad. 9 werden toegelaten; onder de vrijwilligers met premie, werden 2 op 27 goedgekeurd. Vrijwilligers van het contingent kwamen niet in beroep.

Ontstaat er verschil van meening tusschen geneesheeren en is er twijfel over de gebrekkelijkheid, dan wordt de man tot nadere waarneming naar het krijgshospitaal gestuurd.

In de provincie Antwerpen was er geen tekort op het door de provincie te leveren contingent, behalve verleden jaar, en wel hierdoor, dat wij steeds te laat (in de tweede helft van September, ofschoon de manschappen den 1n October moeten binnenkomen) de staten ontvangen van de aanvullende storting, te doen door hen die een plaatsvervanger vragen. Verleden jaar was er maar een enkel man te kort. Soms hadden wij te Antwerpen ten hoogste drie man te kort. De verrichtingen van den revisieraad worden door mij bijgewoond; volgens mij, zouden de militaire geneesheeren meer toegevend zijn voor de goedkeuring, sedert het in werking treden van het koninklijk besluit van 8 November 1908.

Een jongeling, die zich in Nederland had gevestigd, had de meeste moeite verleden jaar om het model 32 te bekomen. Eindelijk bekwam hij het dan toch na lange briefwisseling.

Getuige verklaart dat, bij de inlijving, de militaire geneesheeren zeggen dat zij hunne beslissingen wat betreft de miliciens liever later zien verbreken dan een man aan te nemen, dien zij lichamelijk ongeschikt vinden voor den dienst. En wel, ten einde hunne verantwoordelijkheid voor de toekomst te dekken.

Over 't algemeen, in den raad, geeft de burgerlijke dokter, die nog jong is, toe voor 't gezag van den krijgsdokter die ouder is dan hij.

Toen ik onder dienst was, heb ik hooren zeggen dat men bij het 5e linie vrijwilligers weigerde, omdat het Antwerpenaren waren.

Op ondervraging, verklaart getuige dat die gezegden dagteekenen van vóór tien jaar, dat hij zich niet kan herinneren van wien hij ze hoorde, maar dat zulks algemeen bekend was in het garnizoen van Antwerpen. Hij voegt erbij dat volgens hetgeen hij hoorde zeggen, de onderofficieren de jongelingen aanraden geen dienstneming te onderteekenen; en dat gebeurt wijl de onderofficieren te Antwerpen slecht gezien zijn bij het volk, en dat zij, in hun afkeer, nog erger dan een negatieve propaganda uitoefenen tegen de vrijwillige dientsnemming.

De officieren, anderzijds, ontmoedigen de onderofficieren en zeggen hun dat, vermits zij goed betaald worden onder de huidige wet, zij goeden dienst moeten doen.

Op ondervraging, verklaart de getuige dat het getuigschrift model 32 maar eens per jaar wordt afgeleverd aan de aanvragers vrijwilligers; zóó spreekt overigens de wet.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijn gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Bogaerts.

Verklaring van den heer Jozef RAES.

De vierde getuige, die wordt gehoord, is de heer Jozef Raes, doctor in de rechten, 47 jaar, afdeelingsoverste bij het provincial bestuur, belast met de militiezaken te Gent, woonachtig te Gent.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik ben belast met het bestuur der militiezaken bij het Provinciaal bestuur en ik woonde al de vergaderingen bij, uitgenomen in Februari laatstleden, door den reviseraad gehouden krachtens het koninklijk besluit van 8 November 1908.

Tot op 15 April laatstleden zijn er in 't geheel 103 gevallen van beroep geweest : 44 vanwege beroepsvrijwilligers waarvan 24 beslissingen werden verbroken, en 59 vanwege vrijwilligers met premie waarvan 25 beslissingen werden verbroken. Er zijn dit jaar geene gevallen van beroep geweest vanwege vrijwilligers van het contingent, omdat er geen vrijwilligers van het contingent waren. Verleden jaar was er een geval Al de beslissingen werden genomen bij volkomene overeenstemming tusschen de burgerlijke geneesheeren en de krijgsdokters, uitgenomen voor een enkel geval, waarover zij integendeel het volkomen oneens waren.

Oost-Vlaanderen heeft nooit manschappen tekort geleverd voor zijn contingent, tenzij verleden jaar, toen er vier man tekort waren, doordien wij te laat werden verwittigd dat wij nog mannen moesten doen inlijven, die door het Ministerie van Oorlog niet waren vervangen geworden. Naar ik weet, zijn er voor onze provincie geen jongelingen geweest, die in den vreemde verbleven en moeite hadden om hunne dienstneming aan te gaan. Persoonlijk heb ik geen feiten gezien van propaganda tegen vrijwillige dienstneming.

Ik kan niet van buiten zeggen hoeveel miliciens onzer provincie zich niet zullen aanbieden in de maand October. Ik zie geen middel om in die verhezen te voorzien. Dat gebeurt gewoonlijk met lieden die in Amerika verblijven. Zij vragen om ingeschreven te worden, maar wanneer zij vernemen dat hun een slecht nummer is te beurt gevallen, blijven zij over 't algemeen zorgvuldig ginder. Verleden jaar hebben twee hunner reiskosten gevraagd om hun dienst te komen doen, maar men heeft hun dat vlakaf geweigerd.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Raes.

Verklaring van den heer TOUBEAU.

De vijfde getuige, die wordt gehoord, is de heer Gustaaf Toubeau, 49 jaar, bureeloverste bij het Provinciaal Bestuur te Bergen, woonachtig te Bergen.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik ben belast met sommige militiezaken der provincie. Ik woon de beraadslagingen van den Revisieraad niet bij. Ten gevolge van het koninklijk besluit van 8 November 1908, ontvingen wij zeven akten van beroep voor die beroepsvrijwilligers, waarvan er twee werden aangenomen. Twaalf vrijwilligers met premie kwamen in hooger beroep en zes verkregen verbreking. Naar ik weet, ontstond er nooit eenig geschil tusschen de burgerlijke en de militaire dokters. Verleden jaar leverde Henegouw twaalf man te weinig voor het contingent, door de provincie te leveren. Daar Henegouw voor zijn aandeel nagenoeg het vijfde moet leveren van het gansche contingent, zijn er altijd eenige mannen tekort geweest. In 1902, één man; in 1903, 3; in 1904, 3; in 1905, 5; in 1906, 8; in 1907, 13; in 1908, 12. Ik weet niet of jonge Belgen, in den vreemde verblijvende, moeite hadden om het getuigschrift 32 te bekomen. Ik weet niet of jongelingen, die dienst wilden nemen, hun besluit hebben zien tegenwerken.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Toubeau.

VERGADERING VAN 21 APRIL 1909 ('s namiddags.)

Ten jare negentienhonderd en negen, den 21ⁿ April, te 2 uur 's namiddags, zijn wij, voorzitter en secretaris der Commissie van parlementair onderzoek, in tegenwoordigheid van de Kamerleden du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Mansart, Mélot, Persoons, Van Cauwenbergh en Vandervelde, deel uitmakende van bedoelde Commissie, overgegaan, in de zaal van de vierde afdeeling der Kamer, tot het openbaar verhoor van de getuigen opgeroepen door den heer voorzitter en wier verklaringen luiden als hierna is geboekt :

Bij het oproepen van zijn naam, doet elke getuige kennen : zijn familienaam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn beroep en verblijf, waarna hij wordt aangezocht den volgenden eed af te leggen, overeenkomstig artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering, en het Besluit van 4 November 1814 : « Ik zweer te spreken zonder haat en zonder vrees, geheel de waarheid te zeggen en niets dan de waarheid, zoo helpe mij God. »

Verklaring van den heer François GUELFF.

De eerste getuige, die wordt gehoord, is de heer François Guelff, 38 jaar, dokter in de geneeskunde, te Meix-devant-Virton.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik stel er eerst en vooral prijs op, zeker te zijn dat de namen, die ik zal aanhalen, niet bekend zullen gemaakt worden. Ik voeg erbij dat de inlichtingen, die ik zal verstrekken aan de Commissie voor dewelke ik vroeg om te verschijnen, mij mondeling werden toevertrouwd en dat ik alle redens heb om hunne echtheid aan te nemen.

Twee jongelingen, die ik sedert 1902 verpleeg, boden zich aan als vrijwilligers; een der twee werd geweigerd wegens aderspatten. Welnu, de bloedaders waren niet ziekelijk gezwollen. De andere, scheel op een oog, beweert heel goed te zien; daar ik hem echter niet lang genoeg kon in onderzoek nemen, kan ik daarover geen uitspraak doen.

Een ander jongeling werd eene eerste maal geweigerd bij het 2ᵉ linieregiment, waarbij hij zich aanbood als beroepsvrijwilliger, wegens mismaaktheid van den kleinen vinger van zijn rechterhand. Vervolgens werd hij te Aarlen aangenomen. Twee jaar is hij bij het 12ᵉ linieregiment geweest; vandaar werd hij overgezonden naar het 2ᵉ jagers te paard, waar hij nog is; intusschen had hij een goed nummer getrokken.

Een ander werd geweigerd voor zweetvoeten; kort daarop, in 1906, werd hij aangenomen als beroepsvrijwilliger of als milicien : dat laatste weet ik niet.

In December 1908 boden zich verscheidene jongelingen aan, als beroepsvrijwilligers, meen ik, te Aarlen, waar men ze geschikt bevond voor den dienst. Zij werden naar Namen gezonden, van waar zij na drie dagen werden teruggezonden : men zegde hun dat men soldaten genoeg had. Daar

er geen sprake is van lichaamsgebrek, mag ik zeggen dat een dier jongelingen is zekere Nicolas Octave, van Houdregnies, kanton Virton; de namen der andere jongelingen ken ik niet.

In Augustus 1908 bood zich een jongeling aan voor de militaire overheid te Aarlen, waar hij werd aangenomen en dan gezonden naar het 14e linie, te Luik. Na twee weken werd hij afgekeurd wegens mismaaktheid van zijn kleinen teen en ook wegens aderspatten. Men heeft hem nochtans gezegd — naar hetgeen hij mij verklaarde — dat hij zich mocht aanbieden als vrijwilliger met premie en dat hij zou aangenomen worden.

Ik voor mij heb dien jongeling onderzocht en ik heb enkel bevonden dat zijn teen weinig of niet mismaakt was, maar aderspatten heb ik bij hem niet bespeurd. Omtrent denzelfden tijd, werden verscheidene vrijwilligers — of er negen waren, kan ik niet juist zeggen — weggezonden uit het 14e linie, in garnizoen te Luik, om reden dat « de kaders volledig waren »; zoo zegden zij mij toch. Een dier jongelingen was uit mijne streek en een mijner klanten als dokter.

Ik kan niet zeggen of zij zich eerst te Luik, dan wel te Aarlen hadden aangeboden.

Een jongeling uit Ethe bood zich aan in 1903, voorzien van een getuigschrift afgeleverd door Dr Gracia. Hij werd geweigerd voor zweetvoeten. En in 1906 werd hij goedgekeurd als milicien en deed zijn dienst uit bij de karabiniers te Brussel.

Ik ken insgelijks jongelingen uit Gérouville die ik verpleegd heb — verscheidene onder hen hebben gevraagd om gehoord te worden — en die zich hebben aangeboden als vrijwilligers. Zij werden geweigerd ; doch drie ervan werden later aangenomen als miliciens. Ik heb er verscheidene van onderzocht en hun zelfs een getuigschrift afgeleverd van geschiktheid voor den dienst.

Die talrijke weigeringen van vrijwilligers sloegen onze jongens met ontmoediging. Ik ken er persoonlijk drie, die wenschen dienst te nemen bij het leger als vrijwilligers en het niet durven wagen te verschijnen voor de krijgsdokters.

Van 1897 tot 1902 ben ik lid geweest van den revisieraad te Aarlen, en ik kon nagaan dat de jonge geneesheeren gemakkelijk den invloed van de krijgsdokters ondergaan.

Op ondervraging, verklaart getuige dat de burgerlijke geneesheeren, ten getale van zeven of acht, om de beurt opgeroepen werden om deel uit te maken van den revisieraad der provincie.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, Guelff.

Verklaring van den heer EDOUARD DEGRELLE.

De tweede getuige, die wordt gehoord, verklaart te heeten Edouard Degrelle, 37 jaar, brouwer, provinciaal raadslid, te Bouillon.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik kan de Commissie drie bekende feiten mededeelen betreffende de weigering van verscheidene aanvragers-vrijwilligers.

In 1904, nadat zich een onder hen vruchteloos had aangeboden achtereenvolgens bij het 10e, bij het 13e, bij het 14e en bij het 9e linie, besloot ik ertoe, op verzoek zijner ouders, hem te vergezellen naar Aarlen, bij het 10e linie. Daar ik kolonel Duflot kende, ging ik hem spreken. Hij stuurde mij met zijne aanbeveling bij den sergeant-majoor, die mij verklaarde dat de stukken niet in regel waren ; de stempel van het gemeentebestuur van Belvaux stond niet in het vereischte vak. Ik wilde toen terugkeeren naar Belvaux om den stempel te doen herslaan,doch de kolonel drong aan om de stukken te doen aannemen, en ik kon den aanvrager vergezellen bij den krijgsdokter. Dat was, meen ik, Dr Marchal of Dr Dubois, bij wien ik mij had doen aanbevelen door een bevriend officier. De dokter verklaarde mij eerst dat hij den jongeling niet kon aannemen, omdat hij een kwetsuur had aan zijn oog; feitelijk had hij eene lichte kwetsuur aan de oppervlakte van zijn oogscheel. Ik heb toen uitgelegd dat die jongen de week te voren keien had geklopt,en dat het kon zijn dat eene kleine scherf in zijn oog was gesprongen ; (hij is thans een uitmuntend schutter en draagt zelfs de streep der schutters).

In de kazerne gekomen, zegde men mij opnieuw : we kunnen hem niet aannemen, hij heeft een kwaden tand. 't Kostte mij geen moeite om te bewijzen dat de aanvrager een uitmuntend gebit had. En ten slotte, dank aan den officier die mij vergezelde, onderteekende de geneesheer zijne aanvaarding, om mij dienst te bewijzen. Het kostte mij verder uiterst veel tijd en moeite om den regimentsdokter te vinden. Eindelijk, na nieuwe moeilijkheden, kon ik tegen den avond de stukken krijgen, die de jongen noodig had om naar de regimentsschool van Philippeville te worden gestuurd.

Twee weken later wilde men hem terugzenden naar het regiment, uit hoofde van ontoereikend onderzoek. Gelukkiglijk kende ik daar een onderofficier, zoon van een tolbeambte, wien ik schreef. Hij kwam tusschen beide en eindelijk toch is mijn jongeling gebleven. Heden staat hij in graad gelijk met een sergeant.

Een ander feit :

Zekere R... (1) bood zich aan in 1906 bij het 11e linie te Hasselt. Men zegde hem dat hij zich moest laten opereeren voor aanwassen in zijn neus.

---

(1) Krachtens eene beslissing van de Commissie, worden de personen, waarvan sprake is in het getuigenverhoor, slechts door de eerste letter van hunnen naam aangeduid in de gedrukte stukken, wanneer het hunne lichaamsgesteldheid of hun gedrag geldt.

Na de operatie bood hij zich terug aan bij het 11e en werd geweigerd. Toen bood hij zich aan bij het 5e linie te Antwerpen. Men zegde hem dat hij zich opnieuw moest laten opereeren. Dan heeft hij zich aangeboden met een getuigschrift van Dr Lenoir, bevestigende dat hij volkomen genezen was. Hij werd geweigerd bij het 11e en bij het 5e; dan bood hij zich aan bij het 10e linie, waar een geneesheer hem geschikt en een andere hem ongeschikt verklaarde. Opnieuw werd hij geweigerd. Hij zegde mij dat telkens hij zich aanbood, er 5 of 6 aanvragers waren, die allen of nagenoeg allen insgelijks werden geweigerd.

Een andere jongen van Bouillon, dien ik niet wil noemen (1), werd viermaal geweigerd alvorens aangenomen te worden.

Een jongeling bood zich aan bij het 10e linie te Aarlen, hoofdplaats der provincie, om onderzocht te worden en om ingelijfd te worden in een ander regiment. Hij werd geweigerd, omdat hij niet wilde ingelijfd worden bij het 10e.

Gisteren zegde men mij dat een ander uit Bouillon geweigerd werd, omdat hij drie pond minder woog dan het vereischt gewicht.

Zekere C..., zoon van een brigadier der douanen, te Bouillon, werd tweemaal geweigerd, en vervolgens bij zijne derde aanbieding aangenomen.

A. P... werd eenmaal geweigerd en vervolgens aangenomen. De eerste maal had de bataljonsgeneesheer hem aangenomen en de regimentsgeneesheer weigerde hem.

Hetzelfde gebeurde met den genaamden F..., thans bij het leger.

In hetzelfde geval verkeert G..., van Rochehaut, die op een zelfden dag geweigerd werd bij het 9e linieregiment en aangenomen bij de karabiniers.

M. P..., van Sugny, werd geweigerd als vrijwilliger en hetzelfde jaar aangenomen als milicien.

D..., van Vrigne-au-Bois, werd geweigerd als vrijwilliger en aangenomen als milicien insgelijks hetzelfde jaar; hij dient thans bij het 1e lansiers, 3e eskadron.

Daareven ontmoette ik op den trein een man, die gekomen was om zijn zoon dienst te doen nemen en moest terugkeeren omdat op twee der stukken, welke hij overlegde, de naam der moeder niet juist was geschreven: tweemaal was de naam in één woord geschreven en de derde maal in twee woorden (De Vigne).

Overigens, dikwijls kan men vaststellen dat de gemeentesecretarissen weinig op de hoogte zijn van de wijze waarop de stukken moeten opgesteld zijn; dat is zoo waar dat de commandant van Bouillon de aandacht van het gemeentebestuur van Corbion erop heeft gevestigd. Vier jongelingen hebben zich tot viermaal toe moeten heraanbieden uit hoofde van onnauwkeurigheden in de stukken.

Ik ken persoonlijk verscheidene jongelingen uit Bouillon, die bereid

---

(1) De naam van dien jongeling werd schriftelijk medegedeeld aan den heer voorzitter der Commissie.

zijn dienst te nemen en die beducht zijn voor de schande welke altijd gepaard gaat met eene niet-toelating.

Daarbij voeg ik eene beschouwing van algemeenen aard.

Vele jongelingen wenschten eerst bij het leger dienst te nemen, ten einde eene of andere der talrijke betrekkingen te bekomen, die later te krijgen zijn, zooals die van tolbeambte, gendarme, boschwachter, treinwachter, alle betrekkingen waaraan de Luxemburgers veel prijs hechten.

Op ondervraging, verklaart de getuige dat hij dien toestand vaststelt zonder naar de oorzaken er van te zoeken.

Hij verklaart, insgelijks op ondervraging, dat hij niet kan gelooven dat de militaire overheid meer eischend zou wezen, omdat er te veel aanvragers-vrijwilligers zijn in Luxemburg.

In elk geval, aarzelen de jongelingen in Luxemburg, waar de afstanden groot en lastig zijn, om reizen te ondernemen zonder kans van welslagen.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Degrelle.

Verklaring van den heer STRENS.

De derde getuige, die wordt gehoord, is de heer Frans Strens, 49 jaar, wapenmaker, te Florennes.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Mijn zoon heeft zich in Januari 1906, in mijn bijzijn, aangeboden bij het 13e linie te Namen. Eerst weigerde men hem, omdat op de stukken, welke hij overlegde, de naam mijner vrouw slecht geschreven was. Mijne vrouw zaliger heette Meraux. Men had een lichte fout begaan in den naam. 's Anderendaags bood hij zich terug aan en de geneesheer weigerde hem, omdat zijn een neusgat kleiner was dan het andere. Men zond hem in onderzoek, en na verloop van twee dagen weigerde men hem voorgoed, alhoewel hij den geneesheer bewezen had, door kruit op de buitenzijde van zijn hand weg te blazen met zijne twee neusgaten, dat beide opperbest hun werk konden verrichten. 's Anderendaags heb ik mijn zoon doen onderzoeken door een burgerlijk dokter, die mij verklaarde niets ongewoons bij hem te vinden. Daar ik onderofficier ben geweest bij het 1ste jagers, ging ik hem aanbieden bij dat regiment, na mij te hebben doen aanbevelen door een der majoors. De dokter, die hem moest onderzoeken, beval hem zich uit te kleeden en bevond onmiddellijk dat er iets haperde aan een zijner neusgaten. Hij vroeg of hij ronkte 's nachts en ik antwoordde neen, maar dat hij droomde. Mijn zoon werd aangenomen en ingelijfd. Er was bij de drie weken verloopen tusschen mijne aanvraag bij het 13e linie en bij het 1ste jagers. Hij deed drie jaar dienst uit, en nam, onder andere, deel aan de groote legeroefeningen, zonder ooit te zijn achtergebleven noch in 't hospitaal te hebben moeten verblijven. Hij is korporaal geworden, en had hij mij niet moeten komen vervangen in

mijne schermzaal, hij zou hebben bijgeteekend. Gedurende al den tijd van zijn dienst, is mijn zoon nooit naar het hospitaal moeten gaan.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Strens.

Verklaring van den heer SEL.

De vierde getuige, die wordt gehoord, is de heer Gustave Sel, 37 jaar, beamte, woonachtig te Manage.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in 't Vlaamsch als volgt :

Ik heb een zoon die geweigerd is geweest. Hij was student te Carlsbourg, waar hij drie jaar verbleef. Bij het groot verlof had hij mij gevraagd om in het leger te treden. Hij was dan nog geen 18 jaar oud. Ik heb hem daartoe de toestemming gegeven einde September 1905. Dan heeft mijn zoon zich aangeboden te Luik om aangenomen te worden als beroepsvrijwilliger bij het 2e regiment lansiers. Hij heeft er zich gansch alleen aangeboden, doch werd geweigerd. Denzelfden dag dat hij naar Luik geweest was, is hij weenend teruggekomen, zeggende dat hij geweigerd was als zijnde ongeschikt voor den dienst (impropre au service). Men heeft hem geene bijzondere reden gegeven, doch de militaire geneesheer had hem gezegd dat hij zich niet meer mocht aanbieden bij een ander regiment. Twee dagen nadat hij teruggekomen was uit Luik, waar hij geweigerd was, heb ik hem aangeraden zich aan te bieden te Leuven. Hij antwoordde mij : Het is nutteloos nog pogingen te doen, daar de militaire geneesheer gezegd heeft dat ik mij nergens meer mocht aanbieden. Daarop heb ik hem geantwoord : « Scheur uw briefje van Luik stuk, want gij hebt het recht u nog voor te stellen in een ander regiment ». Ik heb zelf eene zekere ondervinding daarvan, want ik ben zelf soldaat geweest. Dan is mijn zoon den volgenden Maandag, dus twee dagen nadien, naar Leuven gegaan, alwaar hij onderzocht en gekeurd werd door twee militaire geneesheeren en waar hij aangenomen werd. Bij het 4e regiment der artillerie te Leuven was hij te klein voor de bereden artillerie. Hij is veertien dagen te Leuven gebleven in de kazerne en dan is een ministerieel bevel gekomen dat hij mocht kiezen tusschen een regiment voetvolk of het 2e regiment jagers te paard te Bergen. Hij heeft dit laatste regiment verkozen. Mijn zoon is nog in het leger, bij dit laatste regiment waar hij brigadier benoemd is. Het is nu het 4e jaar dat hij dient. Hij zal echter waarschijnlijk geene verbintenis meer nemen. Mijn zoon heeft immers moeilijkheden gehad met den eersten hoofdwachtmeester wegens eene dienstzaak, — eene moeilijkheid die begonnen is met het kuischen van een koer. De hoofdwachtmeester had hem met den krijgsraad bedreigd. Dan is hij gaan loopen naar Maubeuge. Ik heb hem teruggebracht naar zijn regiment te Bergen. Hij is voor geen krijgsraad verwezen geweest, maar heeft daarvoor vier dagen cachot bekomen. Na die straf te hebben uitgedaan, heeft hij opnieuw zijnen dienst van brigadier waargenomen. Negen maanden nadien is hij naar het depot van het regiment te Beveren-Waas gezonden

geweest om er schrijfwerk te doen, daar hij goed geleerd is. Thans bevindt hij zich, na een jaar depot, weer in het regiment, waar hij schrijft op het bureel van den kapitein-bevelhebber Plumat. Hij is goed gezien door zijne oversten en doet ook goeden dienst.

Ik ken nog eenen anderen jongeling, E... D..., van Calcken, meen ik, die omtrent twee jaar geleden zich voorgesteld heeft als beroepsvrijwilliger bij de artillerie. Hij werd dan afgekeurd door den regimentsgeneesheer wegens zijne oogen. Omtrent een jaar nadien heeft hij een slecht nummer getrokken en dan werd hij goedgekeurd en ingelijfd bij het 3e regiment artillerie te paard, 23e batterij. Hij is nog altijd in dienst en kleermaker bij het regiment; dus moeten zijne oogen goed zijn, volgens mij.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Du Catillon; de getuige, G. Sel.

Verklaring van den heer VERSTRAETEN.

De vijfde getuige, die wordt gehoord, is de heer Adriaan Verstraeten, 20 jaar, aardewerker, te Strombeek-Bever.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in het Vlaamsch als volgt :

Op 23 Maart 1909 ben ik naar het bureel der plaats te Brussel, Koningstraat, gegaan om mij aan te bieden als vrijwilliger met premie. Te Brussel heeft men mij onderzocht en mij zonder gebreken bevonden. Men heeft mij dan naar Luik gestuurd, waar ik nogmaals onderzocht werd. Te Brussel zegde men mij dat ik goedgekeurd was om dienst te nemen bij het 8e regiment artillerie te Luik. Daar werd ik nogmaals onderzocht door een geneesheer in het Vlaamsch. Hij sprak redelijk goed Vlaamsch. Ik heb hem goed verstaan. De geneesheer heeft mij niets gezegd, ja of neen, betrekkelijk mijne aanvaarding. Dan ben ik geroepen geweest bij den « chef » (ik weet niet welken graad hij bekleedde), en deze heeft mij gezegd dat hij mij niet goed bevonden had. Dan werd ik geroepen bij den kolonel. Deze verklaarde mij dat de geneesheer bevonden had dat mijn gehoor te slap was. Ik voeg er bij dat ik zeer verwonderd geweest ben te hooren spreken van mijn slecht gehoor, te meer daar ik heb kunnen antwoorden op alle vragen, behalve ééne, die ik moest hervragen door : « Wat belieft u ? » Ik had die vraag niet verstaan. Men heeft mij nogmaals de vraag gesteld en dan heb ik kunnen antwoorden.

Op vraag verklaart getuige onderzocht geweest te zijn te Luik door den geneesheer door middel van een tuig in het oor gesloten en een spiegel. Te Brussel is dit niet gebeurd. De geneesheer te Brussel heeft met mij gesproken en ik heb hem op al zijne vragen geantwoord.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Du Catillon; de getuige, Verstraeten.

VERGADERING VAN 22 APRIL 1909.

Ten jare negentien honderd en negen, te halfelf 's morgens, zijn wij, voorzitter en secretaris der Commissie van parlementair onderzoek, in tegenwoordigheid van de heeren du Bus de Warnaffe, Hoyois, Levie, Lorand, Mélot, Poullet en Van Cauwenbergh, leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, deel uitmakende van bedoelde Commissie, overgegaan, in de zaal van de vierde afdeeling der Kamer, tot het openbaar verhoor van de getuigen, opgeroepen door den heer Voorzitter en wier verklaringen luiden als hierna is geboekt.

Bij het oproepen van zijn naam doet elke getuige kennen : zijn familienaam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn beroep en verblijf, waarna hij wordt aangezocht den volgenden eed af te leggen, overeenkomstig artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering en het Besluit van 4 November 1814 : « Ik zweer te spreken zonder haat en zonder vrees, geheel de waarheid te zeggen en niets dan de waarheid, zoo helpe mij God ».

Verklaring van den heer Julius VERMEULEN.

De eerste getuige, die wordt gehoord, is de heer Julius Vermeulen, 44 jaar, handelsreiziger, gepensionneerd sergeant-majoor, wonende te Ronse.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik drukte den wensch uit, aan de Commissie eenige inlichtingen te verschaffen over hetgeen ik heb kunnen nagaan gedurende mijn verblijf bij het leger. Ik werd op pensioen gesteld in September 1908, na sergeant-majoor te zijn geweest in het depot en verder bij de regimentsschool van het 3e linie. In het depot had ik de gelegenheid, heel dikwijls het geneeskundig onderzoek der aanvragers-vrijwilligers bij te wonen. Ik heb kunnen vaststellen dat, onmiddellijk na de nieuwe wet, de krijgsdokters uiterst nauwziende zijn geweest, in elk geval meer dan vroeger. Ik weet dat twee aanvragers, geweigerd bij het 3e, twee maand nadien werden aangenomen bij een ander regiment. Ik heb een jongeling zien weigeren, die op het zicht een goed soldaat moest zijn. Hij had breede schouders en ruime borst; al mijne gezellen-onderofficiers zijn getroffen geweest door de strengheid die de krijgsdokters lieten blijken van af de toepassing der wet van 1902, en het is onbetwistbaar dat zulks veel jongelingen, die wenschten dienst te nemen, heeft moeten ontmoedigen. Ik meen dat men veel meer manschappen zou hebben bekomen, indien men wat minder nauwziende was geweest, want de wet van 1902 is eene schoone wet, die onze vrijwilligers en onze onderofficiers eene prachtige betrekking verschaft. 't Beste bewijs daarvan is dat de onderofficieren blijven. De oud-onderofficieren maken thans propaganda tegen den vrijwilligersdienst, omdat zij afgunstig zijn van de schoone betrekking, aan de beroepsvrijwilligers verstrekt.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Vermeulen.

Verklaring van den heer FRANS VAN OFFEL.

De tweede getuige, die wordt gehoord is, de heer Frans Van Offel, 33 jaar, oud brigadiergeneesheer, te Stabroek.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in het Vlaamsch als volgt :

Ik ben in het depot van het 7^e regiment grof geschut brigadier-dokter geweest, en wel gedurende drie jaar. Ik ben in 't geheel gedurende 5 jaar en 6 maand in het leger geweest. Na het depot verlaten te hebben, ben ik als wachtmeester naar het fort van Rupelmonde gegaan. Het aanvaarden van vrijwilligers door den regimentsgeneesheer verschilde naar de dagen, naar gelang hij van goede of kwade luim was. Hij had oogenblikken van strengheid en toegevendheid. Ik ben vooral naar het leger gegaan om beide talen te eeren. Ik heb daarom mijn examen in de regimentsschool afgelegd. Heeft mijn examen de leden der jury niet bevallen, altijd zeker is het dat men de militianen van de school bevoordeeld heeft ten nadeele van de vrijwilligers. De school telde dan 60 militianen en slechts 20 vrijwilligers, hoewel er wel honderd vrijwilligers in de school wilden treden. De militianen hadden ook de voorkeur voor het bekleeden der graden. Ik heb dit persoonlijk bestatigd. De bevoegde overheid was meer genegen voor de militianen dan voor de vrijwilligers. Ik herinner mij dat het grootste getal vrijwilligers niet goed gekomen was in het regiment. Aan mij zelf werd gezegd dat ik een « crève-de-faim », een hongerlijder was, en andere onaangenaamheden meer. Dit gebeurde wanneer ik binnenkwam in het leger. Ik heb ook bestatigd dat, wanneer ik naar de regimentsschool wilde terugkeeren, ik verplicht was den koer te kuischen om mij te ontmoedigen. Na een jaar ben ik er in gelukt, de school te volgen en brigadier te worden. Ik ben in het leger getreden den 23^n October 1896. Ik heb dus het leger verlaten vóór de wet van 1902.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, du Catillon; de getuige, Van Offel.

Verklaring van den heer THEOFIEL MUYLAERT.

De derde getuige, die wordt gehoord, is de heer Muylaert, Theofiel, 23 jaar, candidaat-brievenbesteller, te Ninove, woonachtig te Oultre.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in het Vlaamsch als volgt :

Ik heb mij als beroepsvrijwilliger aangeboden in 1902 voor het 2^e linie-regiment. Daar ben ik niet aanvaard geweest. Dan was ik 17 jaar oud. Twee

jaren later heb ik een slecht nummer getrokken en ben ingelijfd geweest bij het 10e linieregiment. Ik ken een mijner makkers, die zich met mij aangeboden heeft voor het 2e linieregiment. Hij werd ook niet aanvaard. Thans is hij briefdrager te Aspelare.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*): De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Du Catillon; de getuige Muylaert.

Verklaring van den heer Benedictus VAN AUDENHOVE.

De vierde getuige, die wordt gehoord, is de heer Van Audenhove, Benedictus, 26 jaar, werkman ter statie van Turn en Taxis te Brussel, woonachtig te Erembodegem.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in 't Vlaamsch als volgt:

Ik ben als vrijwilliger met premie aangenomen geweest bij het 4e regiment lansiers, 1e escadron. Ik heb ondervonden dat, wanneer men vóór October in dienst treedt, men die maanden tot October moet uitdoen, en zij tellen niet mede tot den bepaalden diensttijd. Als een man, vrijwilliger met premie, maar 39 maanden dienst moet doen, dan gebeurt het dat hij 46 maanden onder de wapens blijft. Dit is mijn geval geweest. Toen ik in het huwelijk getreden ben op 3 Juni 1908, heb ik 200 frank gevraagd op het geld dat ik te goed had in het Ministerie van Oorlog, doch ik heb niets bekomen, omdat ik me niet bevond in gevallen voorzien bij de reglementen om die som te trekken. Ik heb daarom 200 frank schulden moeten maken. Volgens mij en de algemeene begeerte zou het veel beter zijn dat de vrijwilligers hun geld kregen als zij het noodig zouden hebben.

Als wij, vrijwilligers met premie, in het leger treden, overhandigt men ons een spaarboekje van 300 frank, waarop jaarlijks 100 frank wordt bijgeschreven. Dit geld brengt geenen interest op, het tegenovergestelde van hetgeen gebeurt met de andere soldaten, vrijwilligers en militianen.

Op 1 October moeten de 100 frank uitbetaald worden, doch het is November of December als dit geld toekomt. In plaats van 100 frank, bekomen wij slechts fr. 99.70, daar de kosten van postwissel afgetrokken worden. Indien er meer gemak gegeven werd om geld te trekken, dan zou het getal vrijwilligers met premie merkelijk vermeerderen. Ik heb niet te klagen gehad over mijne oversten. Ik heb gediend onder drie verschillige majoors en bevelhebbers, en altijd heb ik het verlof verkregen, dat ik verlangd had. Ik heb 246 dagen verlof bekomen gedurende den werkelijken diensttijd. Nooit heeft men mij verplicht in verlof te gaan. Ik heb het gevraagd, wanneer ik begeerde naar huis te gaan. Ik ben in dienst getreden op 6 Maart 1903.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*): De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, du Catillon; de getuige, Van Audenhove.

Verklaring van den heer ALEXANDER DEDEKKER.

De vijfde getuige, die wordt gehoord, is de heer Alexander Dedekker, bediende te Terbank, Leuven, 25 jaar oud.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik heb gevraagd om door de Commissie gehoord te worden, ten einde haar de volgende feiten mede te deelen :

Toen ik omtrent 18 jaar was, bood ik mij aan te Leuven om aangenomen te worden als vrijwilliger bij de jagers te paard. Ik werd geweigerd ; waarom weet ik niet. Twee jaar later moest ik loten; ik trok een slecht nummer en werd ingelijfd bij de lansiers te Namen. Ik heb het leger verlaten in December 1907; men had er geen bezwaren bij gevonden om mij bij de lansiers te aanvaarden.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en teekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Dedekker.

Verklaring van den heer QUIRIN JACQUES.

De zesde getuige, die wordt gehoord, is de heer Quirin Jacques, 23 jaar, bediende, te Thienen.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt den getuige zich uit als volgt :

Ik heb gevraagd om door de Commissie gehoord te worden, ten einde haar mede te deelen dat ik, toen ik mij aanbood bij het artillerie-regiment te Thienen om dienst te nemen bij de gidsen, geweigerd werd wegens zwak gezicht. Eenige maanden later moest ik loten en trok ik een slecht nummer. Men heeft mij toen ingelijfd bij de spoorwegcompagnie der genie, en mijne oogen werden toen uitmuntend bevonden. Ik had overigens nooit geleden aan mijne oogen; mijn gewoon geneesheer had mij altijd verklaard dat mijne oogen uitmuntend waren en nooit heb ik er pijn aan gevoeld gedurende al den tijd dat ik bij het leger was. Zoo ik te Thienen werd afgekeurd, is het misschien wel om reden van de vierkante vakjes waarmede men mijne oogen wilde beproeven. Welnu, in stede van goed zwart en wit te zijn, waren die vakjes maar half afgeteekend met kromme lijnen. Die vakjes waren dus heel slecht te onderscheiden. De vierkante vakjes, integendeel, welke men ons te Brussel voorstelde, waren duidelijk afgeteekend en ik ondervond niet de minste moeite om ze te onderscheiden op de reglementaire afstanden. Zoo ik mij niet persoonlijk bij de gidsen heb begeven na mijne afwijzing te Thienen, dan is het op raad van den geneesheer, thans overleden, die het mij afraadde, daar hij het overbodig achtte.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Quirin Jacques.

Verklaring van den heer ARTHUR DE BLOCK.

De zevende getuige, die wordt gehoord, is de heer De Block, Arthur, 22 jaar, ruiter bij het 2e regiment jagers te Bergen, thans woonachtig te Moorsel-bij-Aalst.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt getuige zich uit in het Vlaamsch als volgt :

Ik heb mij te Aalst bij den officier der militie voorgesteld als vrijwilliger met premie in 1908. Ik ben er wel driemaal teruggekeerd, omdat de officier ons niet kon aanvaarden. Wij waren drie in getal. Ik was vergezeld van den werver van het leger. Driemaal werd ik dus teruggezonden, omdat de stukken niet in orde waren, zoo zegde de officier van militie. Het was een oude man. Ik had geen regiment aangeduid. Dit jaar, 17 Februari, heb ik mij nogmaals aangeboden bij denzelfden aanwerver. Ik ben zonder moeilijkheden na twee dagen ingelijfd geweest bij het 2e jagers te paard. In 1908 heb ik mij ook voorgesteld bij het 2e linieregiment te Gent. Men heeft mij afgekeurd, omdat ik op dit oogenblik wat brand op het lijf had. Die tijdelijke brand is later verdwenen.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, du Catillon; de getuige, De Block.

VERGADERING VAN 22 APRIL 1909 ('s namiddags).

Ten jare negentienhonderd en negen, te 2 uur 's namiddags, zijn wij, voorzitter en secretaris der Commissie van parlementair onderzoek, in tegenwoordigheid der heeren Bertrand, du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Lorand, Mansart, Mélot, Persoons, Poullet, Segers, Standaert en Van Cauwenbergh, leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, deel uitmakende van bedoelde Commissie, overgegaan, in de zaal van de 4e afdeeling der Kamer, tot het openbaar verhoor van de getuigen opgeroepen door den heer voorzitter en wier verklaringen luiden als hierna is geboekt :

Bij het oproepen van zijn naam, doet elke getuige kennen : zijn familienaam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn beroep en verblijf, waarna hij wordt aangezocht den volgenden eed af te leggen, overeenkomstig artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering en het Besluit van 4 November 1814 : « Ik zweer te spreken zonder haat en zonder vrees, geheel de waarheid te zeggen en niets dan de waarheid, zoo helpe mij God. »

Verklaring van den heer ARMAND DUPONT.

De eerste getuige, die wordt gehoord, Donderdag namoen, 22 April, is de heer Armand Dupont, 27 jaar, handelaar, te Gérouville.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik heb gevraagd om door de Commissie gehoord te worden ten einde haar ter kennis te brengen dat, sedert de toepassing van de wet van 1902, zeven jongelingen van Gérouville zich hebben aangeboden als beroepsvrijwilligers en dat ze alle zeven achtereenvolgens werden geweigerd. Later werden er drie onder hen aangenomen als miliciens.

Die jongelingen waren A. B., in 1903 geweigerd wegens lichaamsgebrek, L. T., in 1904, C. H., in 1905, L. J., in 1906, L. G., in 1904, L. F., in 1905, E. A., ook in 1905. Na geweigerd te zijn geweest, werden L. G., L. F. en E. A. aangenomen als miliciens. De eerste is bij het 13e linie gegaan, waar hij nog in dienst was in Juli 1907 ; L. F. is bij het 3e artillerie sedert October 1908 ; eindelijk, E. A., op 19 Juli 1905 geweigerd wegens mismaaktheid van de ruggegraat, is ingelijfd geworden in 1905, op 18 Juli, zes dagen later, en geschikt verklaard voor den dienst door denzelfden geneesheer. Al die jongelingen woonden te Gérouville en te Limes. Onbetwistbaar hebben die achteenvolgende weigeringen de jongelingen, die in het leger wilden treden, ontmoedigd en afgetrokken van de militaire loopbaan.

De eerste onder die jongelingen, bij voorbeeld, A. B., zou graag opnieuw onderzocht worden.

Na voorlezing, verklaart getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, A. Dupont.

Verklaring van den heer Oscar POLLART.

De tweede getuige, die wordt gehoord, is de heer Oscar Pollart, burgerlijk geneesheer, 51 jaar, woonachtig te Sint Gillis-bij-Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Bij de twintig jaar ben ik lid van den revisieraad van Brabant. Een krijgsdokter woont het onderzoek bij terzelfder tijd als een burgerlijk geneesheer. 't Is heel zelden dat er verschil van meening ontstaat onder hen. Met mij is dat een enkele maal gebeurd.

Ik had een man ongeschikt verklaard, terwijl de militaire dokter hem geschikt bevond, en hij werd voor een tijd ten onderzoek gezonden naar het militair hospitaal. De revisieraad vereenigt zich nagenoeg altijd met de meening der geneesheeren. Nooit heb ik eenige vooringenomenheid vastgesteld, het onderzoek geschiedt altijd heel ernstig; en wat mij betreft, ik heb nooit vastgesteld dat de burgerlijke geneesheer den invloed ondergaat van den krijgsdokter; naar ik weet, is het tegenovergestelde ook nooit gebeurd. Het gelde miliciens of vrijwilligers, het onderzoek is altijd gelijk. Ik voor mij weet zelfs niet of ik te doen heb met candidaten-vrijwilligers, sedert het koninklijk besluit van November laatstleden.

Ik geloof dat het verschil van meening van wege de geneesheeren, ten gevolge waarvan een aanvrager, 's morgens geweigerd bij een regiment, 's namiddags wordt aangenomen bij een ander, hierdoor verklaarbaar is dat elk onderzoek vrij lastig mag heeten. Ingeval van hartziekte, bijvoorbeeld, kan het heel goed gebeuren dat een geneesheer een onregelmatigen pols vaststelt en dat een ander dien niet vaststelt. Anderzijds, onderzoekt men de mannen voor de gestalte in verhouding tot den omtrek van het lichaam. De eene geneesheer past de reglementen toe in engen zin en een andere in ruimeren zin. Zoo iets zou niet meer gebeuren, dunkt mij, indien het onderzoeken van de aanvragers opgedragen werd niet aan één, maar aan twee geneesheeren. Ik moet erbij voegen dat de krijgsdokter voor het aannemen van de aanvragers-vrijwilligers een diep besef heeft van zijne verantwoordelijkheid en aarzelt om geschikt voor den dienst te verklaren een man over wiens lichaamsgesteldheid hij twijfel koestert. Zóó keurt de geneesheer des te eerder een man af die hem twijfelachtig toeschijnt, daar hij daarmede zijne verantwoordelijkheid heel en al dekt.

Ik heb hoegenaamd geen verandering bespeurd in de handelwijze der krijgsdokters in den revisieraad van Brabant, sedert het besluit van 8 november 1908. Het onderzoek der mannen geschiedt met dezelfde nauwgezetheid als te voren door de dokters die er mede belast zijn. Op ondervraging, zegt getuige dat hij denkt dat de krijgsdokters, die een candidaat-vrijwilliger hebben onderzocht, zich er mede vergenoegen hem « geschikt » of « ongeschikt » te verklaren, zonder de redenen ervan op te geven. Zoo denk ik ten minste, voegt hij erbij.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, D. Pollart.

Verklaring van den heer BASIEL BAERT.

De derde getuige, die wordt gehoord, is de heer Basiel Baert, 75 jaar, burgemeester en provinciaal raadslid, te Diksmuide.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik vind dat er niet genoeg propaganda wordt gemaakt voor de vrijwillige dienstneming, en de jongens, die wenschen dienst te nemen, durven het niet doen, omdat men hun verwijt — zoo zegt men het toch — hunne ziel te hebben verkocht. Kortom, zij bieden zich niet aan.

Als voorzitter van den militieraad, ken ik jongelingen die als vrijwilligers werden geweigerd en vervolgens aangenomen als miliciens en ingelijfd. Ik heb er zoo twee gekend te Veurne, en er zijn er ieder jaar. Zekere C., van Kaaskerke, verklaarde mij eenige dagen geleden dat hij geweigerd werd, omdat hij veroordeeld was geweest wegens overtreding van de wet op de dronkenschap.

In mijn kanton zijn er werkelijk weinige jongens die wenschen dienst te nemen ; maar ik denk dat, zoo men wat meer propagande maakte, er zeker veel meer zouden zijn.

Voor zoover ik weet, bestaat er geen comiteit tot werving in mijne streek.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en teekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, Baert.

Verklaring van den heer BAEKELANDT.

De vierde getuige, die wordt gehoord, is de heer Hendrik Baekelandt, 58 jaar, dokter in de geneeskunde, te Aartrijke.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik had de gelegenheid twee candidaten-beroepsvrijwilligers te onderzoeken, die ik opperbest geschikt vond voor het leger. De een werd aangenomen ; de andere werd geweigerd in 1907, doch, in October laatstleden, werd hij goedgekeurd als milicien.

Ik kan de Commissie geen inlichtingen geven over de vereischten die men de miliciens stelt en onder welke de wet wordt toegepast sedert 1902. Er zijn slechts twee aanvragers geweest in mijne gemente.

Op ondervraging, verklaart getuige dat de militaire overheid zou gezegd hebben aan den jongeling, die eerst als vrijwilliger werd geweigerd en later goedgekeurd als loteling, dat hij niet bij het leger moest gaan, dat men met

hem zou lachen. Dat werd hem verzekerd door den vader van den loteling, die dacht dat men hem had geweigerd omdat een zijner oogholten ietwat lager stond dan de andere. De vader heeft mij verklaard dat zijn zoon een uitmuntend schutter is geworden en een prijs had gewonnen in het schieten per compagnie.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, Baekelandt.

Verklaring van den heer Theodoor VAN HOUTTE.

De vijfde getuige, die wordt gehoord, is de heer Theodoor Van Houtte, 55 jaar, geneesheer, te Diksmuide.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik ben in de gelegenheid geweest aanvragers-vrijwilligers te onderzoeken, die later door de krijgsoverheid werden geweigerd en die ik geschikt voor den dienst had bevonden. Er zijn er veel geweest, geloof ik, maar ik zag ze niet allen weder. In elk geval, herinner ik mij dat ik, in 1905, twee sterke, kloek gebouwde kerels onderzocht, die ik volkomen geschikt bevond ; ze werden nochtans geweigerd. Een van beiden, met name B..., uit Oostkerke-bij-Diksmuide, werd het volgende jaar ingelijfd als milicien bij de karabiniers. Ik heb er nog een ander gekend, door eene overheid geweigerd voor zweetvoeten, en later door eene andere overheid wegens zwakheid op zijne oogen. Ik, voor mij, had niet vastgesteld dat hij zweetvoeten had, en de man verklaarde mij daarenboven dat hij daarmee niet was behept ; en ik heb zooal wat ervaring, daar het straks dertig jaar zal zijn dat ik lid ben van den militieraad van Diksmuide als geneesheer.

Gezien dat alles, heb ik later aan jongelingen, die ik beschouwde als niet volstrekt zonder gebreken, ontraden zich nog aan te bieden. In den beginne waren er veel ; maar stilaan is hun getal zeer verminderd ; de geweigerden, die steeds talrijker worden, ontmoedigen den ijver der anderen. Ik meen dat er meer dan één geneesheer zou moeten aangesteld worden om de aanvragers-vrijwilligers te onderzoeken, des te meer daar er, naar ik weet, willekeur bestaat.

Ik heb een jongeling gekend wien ik had afgeraden zich te gaan aanbieden, omdat ik hem niet zonder gebreken bevond ; hij antwoordde mij : ik ken een middel, ik weet iemand die moet aangesproken worden, en ik zal slagen ; en, inderdaad, hij werd aangenomen.

Ongetwijfeld kleeft er eene soort van smet op de jongelingen die geweigerd zijn geworden.

Op ondervraging, verklaart getuige dat vier geneesheeren om de beurt worden opgeroepen om ieder jaar deel uit te maken van den militieraad van Diksmuide.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Th. Van Houtte.

Verklaring van den heer EMIEL VAN HOUTTE.

De zesde getuige, die wordt gehoord, is de heer Emiel Van Houtte, 48 jaar, veldwachter en werver, te Slijpe.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

In 1902 werd zekere R., aanvrager-vrijwilliger met premie, geweigerd door de militaire overheid te Oostende, om reden « dat hij nog geen volwassen man was » (hij was op zijn twintigste jaar). Acht dagen nadien werd hij geweigerd om dezelfde reden door de provinciale militaire overheid; 't was nochtans een welgebouwde kerel; thans is hij getrouwd en heeft hij kinderen.

In 1904 werd zekere Julius Maes van mijn dorp door mijn toedoen bij de artillerie ingelijfd als milicien en ik moest de 200 frank teruggeven, die ik had getrokken voor hem als vrijwilliger met premie. Hij had zich op een goed lot betrouwd, maar was er in gevallen. Ik ben tot tweemaal toe gestraft geweest met eene afhouding van 100 frank door het Ministerie van Oorlog.

Veel jonge vrijwilligers met premie klagen dat de diensttijd, dien zij leveren vóór de maand October, niet vergeld wordt, en daaruit volgt dat verscheidene jongens, die wenschen op te gaan als vrijwilligers met premie, het niet doen. Anderen, beneden de 18 jaren, willen geen dienst nemen omdat hunne ouders de vergelding niet trekken vóór dien ouderdom. Ik ben werver sedert een twintigtal jaren, en ik houd mij evenveel bezig met de beroepsvrijwilligers als met de vrijwilligers met premie.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Ed. Van Houtte.

Verklaring van den heer SERAFIEN LINGIER.

De zevende getuige, die wordt gehoord, is de heer Serafien Lingier, 46 jaar, bediende bij het gemeentebestuur van Ghistel in West-Vlaanderen.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in 't Vlaamsch als volgt :

V... E..., van Zande, wilde zich aanbieden als vrijwilliger; de vader woonde te Zevecote. Ik liet hem eerst onderzoeken door een burgerlijk geneesheer, die hem goedkeurde en naar Oostende zond. Aldaar werd hij door een militairen geneesheer ook goedgekeurd. De jongen werd bij de kanonniers te voet gestuurd. Na eenigen tijd werd hij teruggezonden.

Hij was nochtans een schoone en kloeke jongen. Ik ken de reden niet waarom hij teruggezonden werd.

Ik heb nog twee jongelingen gekend die afgekeurd werden. De vrees afgekeurd te worden, weerhoudt talrijke jongelingen, zich aan te geven voor den dienst, omdat eene afkeuring op den buiten eene zekere spotternij verwekt.

Op aanvraag, verklaart de getuige officieel aangesteld te zijn als aanwervingsagent sedert omtrent twintig jaar.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, du Catillon; de getuige, Lingier.

Verklaring van den heer PIETER-JAN TOPFF.

De achtste getuige, die gehoord wordt, is de heer Topff, Pieter-Jan, 60 jaar oud, metser, te Overpelt (Limburg).

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in 't Vlaamsch als volgt :

Ik heb een neef, H. T..., die geweigerd is geweest als vrijwilliger. In 1905, denk ik, heeft hij een slecht nummer getrokken en dan is hij goedgekeurd en ingelijfd geweest als militiaan. Ik weet niet om welke redenen hij de eerste maal geweigerd geweest was. Ik weet niet juist hoeveel tijd verliep tusschen het oogenblik waarop hij geweigerd was en het oogenblik waarop hij aangenomen werd, doch ik denk dat het omtrent een jaar is.

Na voorlezing, verklaart getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, du Catillon ; de getuige Topff.

Verklaring van den heer FRANS CRABBÉ.

De negende getuige, die gehoord wordt, is de heer Frans Crabbé, 20 jaar oud, landbouwer, wonende te Oud-Heverlee.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in 't Vlaamsch als volgt :

Ik heb mij in April 1908 aangeboden als beroepsvrijwilliger te Leuven, bij den plaatscommandant, maar ik ben er geweigerd geweest. Nu echter dat ik geloot heb, dit jaar, werd ik goedgekeurd. De eerste maal zegde men mij dat mijne stukken niet in regel waren.

Op aanvraag, verklaart de getuige niet in beroep gekomen te zijn.

Ik ben op 27 Maart goedgekeurd geweest door den militieraad. Andere jongelingen verkeeren in hetzelfde geval als ik. Een jongen mijner gemeente heeft zich vóór vier jaar aangeboden als beroepsvrijwilliger en tweemaal werd hij afgekeurd.

In 1906, meen ik, heeft hij een slecht nummer getrokken en hij heeft tot verleden jaar zijnen dienst gedaan; dan verliet hij het leger.

Op aanvraag, verklaart de getuige dat hij tweemaal bij den plaatscommandant te Leuven was, dat de eerste maal zijne stukken niet in regel waren en dat men hem dan eene tweede maal teruggezonden heeft met dezelfde stukken, meent hij.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, du Catillon; de getuige, Crabbe.

Verklaring van den heer KAREL TIMMERMAN.

De tiende getuige, die gehoord werd, is de heer Karel Timmerman, 57 jaar oud, veldwachter, te Moore, bij Oostende.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in 't Vlaamsch als volgt :

Ik ben aanwervingsagent sedert meer dan 25 jaar. In 1903 of 1904 had ik een jongen die vrijwilliger met premie wilde worden. Ik zond hem dus naar Oostende. De jongen werd afgekeurd wegens zijne oogen. In beroep werd hij ook afgekeurd, hoewel een burgerlijk geneesheer van gevoelen geweest was dat hij zou aangenomen geweest zijn.

In 1906 werd een jongen goedgekeurd te Oostende. De militaire geneesheer zegde zelfs : « Ge zijt een goede soldaat ». Dan begaf hij zich naar zijn regiment te Charleroi en werd er afgekeurd.

Twee of drie jaren geleden was er een struische, kloeke jongen, die zich als vrijwilliger met premie aangeboden had, afgekeurd geweest. Later werd hij goedgekeurd als militiaan en is nog in dienst. Ik weet niet welke tijd daar tusschen was.

Op aanvraag, antwoordt de getuige dat jongens, die afgekeurd worden, dit duchten, en dat andere jongelingen soms ook daarvoor schrik gevoelen, uit vrees van spotternij, en daarom durven zij zich niet meer aanbieden.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, du Catillon; de getuige, Timmermans.

Verklaring van den heer VAN TILBORG.

De elfde getuige, die gehoord werd, is de heer Jaak Van Tilborg, 32 jaar oud, hoofdagent in bier, te Antwerpen.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in 't Vlaamsch als volgt :

Ik heb in het leger gediend als beroepsvrijwilliger en ben wachtmeester-foerier bij de vestingartillerie te Antwerpen geweest. Ik heb het leger verlaten op 3 December 1908 en heb nog te goed op mijne vergoeding de som van 1,300 frank. Ik ben omtrent vijftien jaar in het leger geweest. De mili-

tiaan kan zijne vergoeding trekken vijf jaar na zijnen werkelijken dienst en de beroepsvrijwilliger, die eene nieuwe verbintenis heeft aangegaan, kan het maar trekken twee jaar na het eindigen van de laatste verbintenis, dus voor mij in 1912. Hoe langer men in het leger blijft en hoe ouder men wordt, hoe langer men moet wachten.

Wanneer ik het leger verliet, vroeg ik om eene verbintenis te teekenen als reservevrijwilliger en men heeft mij dit geweigerd. De kolonel zegde mij dat ik dertien jaren dienst had (militietermijn) en dus het recht niet meer had te dienen en die verbintenis te teekenen. Het schijnt echter dat er nog oudere reservevrijwilligers zijn. Wanneer ik nog in dienst was, heb ik gevraagd dat een deel van mijn geld te mijner beschikking zou gesteld worden. Na eene lange briefwisseling met de Ministeriën van Financiën en Oorlog, heeft het Ministerie van Financiën mij gevraagd, het contract voor te brengen aangaande mijn nieuw beroep (nadat ik het leger zou verlaten hebben). Doch de reglementen verbieden ons, handel te drijven, en aldus zit ik tusschen twee vuren.

Op aanvraag, verklaart de getuige zich onderworpen te hebben aan de militaire reglementen en zijne vraag ingediend te hebben aan zijnen kolonel voordat hij het leger wilde verlaten.

Op de vraag of dit alles overeenkwam met de militaire reglementen, antwoordt de getuige dat hij het niet denkt. Volgens den getuige zouden zijne militaire oversten hem moeten ondersteund hebben bij het Ministerie van Financiën.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Du Catillon; de getuige, Van Tilborg.

VERGADERING VAN 23 APRIL 1909 ('s voormiddags).

Ten jare negentienhonderd en negen, den 23n April, te halfelf 's voormiddags, zijn wij, voorzitter en secretaris der Commissie van parlementair onderzoek, in tegenwoordigheid van de Kamerleden, de heeren du Bus de Warnaffe, Hoyois, Lorand, Mansart, Mélot, Persoons, Poullet en Segers, deel uitmakende van bedoelde Commissie, overgegaan, in de zaal der 4e afdeeling van de Kamer, tot het openbaar verhoor van de getuigen, opgeroepen door den voorzitter en wier verklaringen luiden als hierna geboekt :

Bij het afroepen van zijn naam doet elke getuige kennen : zijn familienaam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn beroep en verblijf, waarna hij wordt aangezocht den volgenden eed af te leggen, overeenkomstig artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering en het Besluit van 4 November 1814 : « Ik zweer te spreken zonder haat en zonder vrees, geheel de waarheid te zeggen, en niets dan de waarheid, zoo helpe mij God. »

Verklaring van den heer NICOLAAS POLIS.

De eerste getuige, die gehoord wordt, is de heer Nicolaas Polis, 56 jaar oud, boekhouder, te Borgerhout.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik heb een zoon die zich in de maand September 1906 aangeboden heeft als candidaat-beroepsvrijwilliger. Alvorens zich aan te melden bij het plaatskantoor te Antwerpen, was hij onderzocht geworden door dokter Van Aerschot, die bevonden had dat hij al de vereischten bezat om aangenomen te worden. Bij het Plaatskantoor werd hij afgewezen wegens slapte zijner oogen. Na deze beslissing, deed ik hem onderzoeken door den oogarts Demets, uit Antwerpen, die verklaarde dat zijn oogen goed waren ; bij het Plaatskantoor had men hem voorgesteld, hem tot onderzoek en waarneming naar het militaire gasthuis te zenden, doch daartoe gaf ik mijne toestemming niet. Dokter Van Aerschot, die de zaak vernam, scheen er niet in 't minst over verwonderd. Hij verklaarde mij een jongeling te kennen, die afgewezen werd en daarna toch aangenomen en ingelijfd werd. Dokter Van Aerschot is toegelaten geneesheer bij de Spoorwegen ; hij is een man van jaren en vol ervaring.

Na voorlezing, verklaart de getuige in zijne gezegden te volharden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, Polis.

Verklaring van den heer JAN VAN DEN BLIECK.

De tweede getuige, die wordt gehoord, is de heer Jan Van den Blieck, 19 1/2 jaar oud, goudsmid-uurwerkmaker, te Turnhout.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in 't Vlaamsch, als volgt :

Ik heb mij in 1906 voorgesteld als beroepsvrijwilliger. Ik werd onderzocht

door een geneesheer. Deze militaire geneesheer verklaarde mij dat ik mij « moede » zou maken, moest ik aan de krijgsoefeningen deelnemen.

Een ander geneesheer onderzocht mij en, wanneer hij mijn been zag, vroeg hij of de eerste geneesheer dit been gezien had. Ik ben dan gedurende drie dagen lang eenmaal onderzocht geweest. De geneesheer gaf mij een teeken op het been en dan werd ik teruggezonden naar huis.

Op 1 Februari 1909 heb ik geloot en later werd ik als militiaan te Turnhout door den militieraad goedgekeurd.

Er waren twee geneesheeren die mij onderzochten en goedkeurden.

Na voorlezing, verklaart de getuige in zijne gezegden te volharden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*): De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, du Catillon; de getuige Van den Bleeck.

Verklaring van den heer FRONVILLE.

De derde getuige, die wordt gehoord is, de heer Adelin Fronville, 41 jaar oud, burgerlijk geneesheer, te Namen.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Sedert zestien jaar reeds word ik geregeld geroepen om deel uit te maken van den militieraad te Namen. In mijne burgerlijke praktijk onderzocht ik omstreeks 1903-1904 een jongeling, 18 jaar oud, stoker bij de spoorwegen, die voornemens was dienst te nemen als vrijwilliger. Hij vroeg mij of ik meende dat hij voor den dienst geschikt was. Ik antwoordde hem bevestigend. Wel is waar, droeg hij op den rug een nog al groot litteeken, voortkomende van eene vroegere brandwonde. Daar het een los littecken was, en dit het dragen der uitrusting niet kon hinderen, en daar men strenger is in het aannemen van beambten bij de Spoorwegen dan van soldaten bij het leger, achtte ik hem volkomen geschikt voor den dienst. Ik ben overigens geneesheer bij de Spoorwegen en ik onderzoek candidaten bij honderden. Ik mag zeggen dat men er veel strenger is dan voor het opnemen in het leger. De minste aderspat, de minste vatbaarheid voor breuken volstaat om den candidaat voor goed te doen afwijzen. De jongeling bood zich aan bij het leger; hij verzekerde mij dat hij wegens dit litteeken afgewezen werd. En hij voegde erbij dat men bij zijne afwijzing zou gezegd hebben : indien gij een slecht nummer trekt, zal men u toch als milicien aannemen. Op ondervraging, verklaart de getuige dat zelfs eene genezen breuk, de minste verenging van het darmkanaal sedert eenige maanden volstaat om een werkman bij de Spoorwegen te doen afwijzen.

Na voorlezing, verklaart de getuige in zijne gezegden te volharden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris; de getuige, Fronville.

Verklaring van den heer COCHEZ.

De vierde getuige, die wordt gehoord, is de heer Cochez, Frans-Stanislas, 51 jaar oud, regimentsgeneesheer der eerste klasse, wonende te Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik ben militair geneesheer sedert 1883 en was achtereenvolgens gehecht aan de militaire gasthuizen te Brugge en te Leuven, daarna bataljonsgeneesheer te Bergen en bij het 2e gidsen te Brussel, regimentsgeneesheer te Antwerpen, en later bij de gidsen te Brussel; ten slotte, sedert 26 Maart jongstleden, ben ik gehecht aan het korps der gendarmerie. Sedert een twintigtal jaren heb ik de zittingen bijgewoond van de herzieningsraden te Antwerpen, Bergen, Brugge en Brussel. Ik heb, namelijk, ook de beraadslagingen bijgewoond van den raad te Brussel sedert het koninklijk besluit van 8 November laatstleden. Wat mij betreft, denk ik niet dat, indien dit besluit vroeger uitgevaardigd werd, er meer vrijwilligers in het leger zouden aangenomen geweest zijn. De burgerlijke en de militaire geneesheeren zijn het over 't algemeen eens. Gedurende twintig jaar was ik het steeds eens met den burgerlijk geneesheer. Bij den minsten twijfel, sturen wij den belanghebbende tot waarneming naar het militaire gasthuis, en het gebeurt zelden dat de beslissing van den raad in strijd is met het advies van de geneesheeren die den milicien of vrijwilliger onderzochten.

De bataljonsdokter is de eerste onder de militaire geneesheeren om den candidaat-vrijwilliger te onderzoeken. Indien deze voor den dienst « geschikt » wordt verklaard, moet hij verschijnen voor den regimentsdokter. Wordt hij « ongeschikt » geacht door den bataljonsdokter of door den regimentsdokter, dan kan hij in beroep komen bij den herzieningsraad.

Het schijnt niet mogelijk, dat een candidaat denzelfden dag onderzocht werd door geneesheeren van twee verschillende regimenten; in elk geval schijnt dit moeilijk.

Op ondervraging, verklaart de getuige dat de lichamelijke oorzaak, die een candidaat-vrijwilliger « ongeschikt » doet verklaren, ingeschreven wordt in het proces-verbaal van het geneeskundig onderzoek, dat onderteekend wordt door den geneesheer. De wijze, waarop het onderzoek geschiedt, en de lichamelijke vereischten zijn volstrekt dezelfde voor den milicien als voor den candidaat-vrijwilliger. De wijze, waarop de militaire geneesheeren hun besluit nemen, was steeds dezelfde. Zij hebben zeer nauwkeurige tabellen en wijken daar nooit van af. Wij hebben slechts een doel : soldaten aan te nemen, die bekwaam zijn om te velde te trekken.

De militaire geneesheer, die een eerste onderzoek doet, is dikwerf niet in staat zekere punten van lichamelijke bekwaamheid afdoende op te helderen : deze vergen een grondig onderzoek in het militaire gasthuis. Dit is de reden waarom de bataljonsdokter veel jongelingen afwijst, en dit is ook de verklaring van talrijke afwijzingen. Bovendien zijn onze bataljonsdokters jonge geneesheeren die niet stout genoeg zijn om de verantwoordelijkheid van al

te volstrekte beslissingen op zich te nemen; ook kan het gebeuren dat de bataljonsdokter, die manschappen aanvaardt welke later afgewezen worden, verplicht wordt uitlegging te geven over zijne beslissing, en dit is niet van aard om hem aangenaam te zijn. Voor het onderzoek van de oogen, het strottenhoofd, de ooren, is hij niet voldoende onderlegd; hij heeft de noodige werktuigen niet om zijne proefneming grondig te verrichten; en de oude geneesheeren zelf, zoo zij aarzelen, verklaren «ongeschikt», — dit woord is niet volstrekt het juiste, doch het behoort tot de algemeen gebruikte uitdrukkingen, — ten einde den herzieningsraad te laten beslissen. Er bestond overigens vóór het besluit van 8 november 1908 een provinciale militaire commissie voor hooger beroep. Ik kan het niet bepaald verzekeren, doch ik vermeen te mogen zeggen dat het gemiddeld aantal afwijzingen nagenoeg hetzelfde was onder het vroegere stelsel. De reden ligt overigens hierin, dat steeds de militaire geneesheer, die meer gewoon is aan dergelijk onderzoek, aan den burgerlijk geneesheer de redenen opgeeft waarom een jongeling afgewezen moet worden. De burgerlijke geneesheer blijft echter volkomen vrij, zulke beslissing te nemen als hem goeddunkt. Bovendien, wanneer een militair geneesheer eenen vrijwilliger onderzoekt, verliest hij niet uit het oog de mogelijke veinzerij van den candidaat, die voor het onderzoek van den geneesheer de gebreken tracht te verbergen welke hem zouden kunnen doen afwijzen, evenals integendeel de milicien met welbehagen deze gebreken uitstalt. De militaire geneesheer kent natuurlijk deze verschillende gemoedstoestanden en houdt er rekening mede in zijn onderzoek.

Op ondervraging, verklaart de getuige dat noch de bataljonsdokter noch de regimentsdokter gemachtigd zijn, een jongeling rechtstreeks tot waarneming naar het gasthuis te zenden. Vroeger, wat betreft de vrijwilligers, had alleen de Provinciale Commissie dit recht, en heden de herzieningsraad. Wordt een beroepsvrijwilliger aangenomen door den bataljonsdokter en door den regimentsdokter, dan is hij voor goed aangenomen.

Het gebeurt dat later een aangenomen soldaat afgekeurd moet worden. Zoo heb ik, vóór twee maanden, een jongeling aangenomen die eene geneeskundige bewerking ondergaan had aan een breuk; het littecken bleek mij alleszins zuiver genoeg om hem goed te keuren; veertien dagen later liep hij uit het leger weg. Toen men hem naar de reden vroeg, antwoordde hij, dat het littecken hem pijn deed, wanneer hij te paard moest zitten; dit had hij den geneesheer niet kunnen zeggen, omdat hij voor zijne opneming in het regiment nooit te paard gereden had.

Na voorlezing, verklaart de getuige in zijn gezegden te volharden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*): De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Cochez.

Verklaring van den heer WIBIN.

De vijfde getuige, die gehoord wordt, is de heer Jan Wibin, 48 jaar oud, regimentsdokter, te Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt getuige zich uit als volgt :

Ik ben militair geneesheer sedert 1885 en ben in dienst geweest bij het 5e, 7e en 8e linieregiment, bij de genie, bij de karabiniers, het 4e artillerie, de vestingartillerie en het 9e linie.

Sedert lang maak ik deel uit van de herzieningsraden, en ik mag zeggen dat ik het nooit oneens geweest ben met de burgerlijke geneesheeren. Sedert de toepassing van het koninklijk besluit van 8 November heb ik eene zitting van den herzieningsraad bijgewoond; zoo ik mij niet vergis, werden ons vier of vijf gevallen voorgelegd, en wij hebben een of twee beslissingen moeten verbreken. Ik geloof niet dat er meer vrijwilligers waren aangenomen geweest, zoo dit koninklijk besluit vroeger was uitgevaardigd. Ik heb dikwijls zittingen van de provinciale commissiën bijgewoond, vóór 8 november 1908. Ik heb bevonden dat dikwijls de beslissingen der militaire geneesheeren, betreffende vrijwilligers, afgewezen werden.

De Provinciale Commissie verbrak de beslissingen in beide zinnen, wanneer dit gewettigd bleek uit de tabellen. De regimentsdokter stelt eene ongeschiktheid vast, wanneer de jongeling op de grens staat tusschen geschiktheid en ongeschiktheid, dit wil zeggen wanneer wij twijfelen. Dan verklaren wij hem « ongeschikt », opdat hij voor den herzieningsraad zou kunnen verschijnen. Il zorg er overigens voor, dit klaar en duidelijk te kennen te geven aan de vrijwilligers die zich aanbieden, zoowel die met premie als die van beroep. Indien de jongeling kenteekenen verraadt die verdacht voorkomen, zoodat hij later zou kunnen ziek worden, verklaren wij hem ongeschikt, omdat wij twijfelen en den vrijwilliger uit dien twijfel zijn voordeel willen doen halen. Dit is in zijn eigen belang. Alhoewel nog zeer jong, moet de vrijwilliger de oefeningen te velde bijwonen, en hij zal misschien op zeker oogenblik de vermoeienis niet kunnen verdragen; en dit gebeurt, want in het kamp moeten wij steeds voor de oefeningen te velde eene keus doen onder de vrijwilligers, en ingeval van mobielmaking zouden wij hetzelfde moeten doen; het is mij voorgevallen dat ik er tot 20 op ongeveer 70 vrijstelde. Deze jongelingen zijn in hun vollen groei; zoodra zij ietwat vermoeid zijn, komt de uitputting, de hartkwaal, het rheumatisme, enz., die hun levenslang kunnen bijblijven. Wij zijn niet stelselmatig gekant tegen de aanneming van vrijwilligers; zóó hebben wij, de bataljonsdokters en ik, sedert 1906, 155 vrijwilligers met premie onderzocht, waarvan 112 werden aangenomen.

Wat mij betreft, wanneer ik jongelingen ongeschikt acht, doe ik hun opmerken dat zij krachtens de wet het recht hebben op hooger beroep. Juist hetzelfde wordt in acht genomen, wanneer de jongeling zich aanmeldt bij den plaatscommandant of bij het regiment, en in beide gevallen legt men hem eene formule voor om hooger beroep aan te teekenen. De militaire geneesheeren maken geen onderscheid tusschen miliciens en candidaten-vrijwilligers; zij bezitten tabellen die zij gelijkelijk toepassen op de eenen gelijk op de anderen. Wanneer een candidaat onder de toepassing valt van de derde tabel, die een uitstel voorschrijft, wordt hij ongeschikt verklaard. Dit stelsel

werd ingevoerd sedert de toepassing der wet van 1902. Sedert 1902 heeft de jongeling het recht, hooger beroep aan te teekenen. De geneesheer is niet verplicht hem daartoe aan te zetten; doch de meesten mijner collega's, en ikzelf, hebben de gewoonte dit te doen.

Na voorlezing, verklaart de getuige in zijne gezegden te volharden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Wibin.

VERGADERING VAN 23 APRIL ('s namiddags).

Ten jare negentien honderd en negen, den 23n April, te 2 uur 's namiddags, zijn wij, voorzitter en secretaris der Commissie van parlementair onderzoek, in tegenwoordigheid van de heeren Bertrand, du Bus de Warnaffe, Hymans, Hoyois, Levie, Lorand, Mansart, Méiot, Persoons, Poullet, Segers en Van Cauwenberghe, deel uitmakende van bedoelde Commissie, overgegaan, in de zaal der 4e afdeeling van de Kamer, tot het openbaar verhoor van de getuigen opgeroepen door den heer voorzitter en wier verklaringen luiden zooals hierna is geboekt :

Bij het afroepen van zijn naam doet elke getuige kennen : zijn familienaam, zijne voornamen, zijn ouderdom, zijn beroep en verblijf, waarna hij wordt aangezocht den navolgenden eed af te leggen, overeenkomstig artikel 317 van het Wetboek van Strafvordering en het Besluit van 4 November 1814 : « Ik zweer te spreken zonder haat en zonder vrees, geheel de waarheid te zeggen, en niets dan de waarheid; zoo helpe mij God. »

Verklaring van den heer VERBEEREN.

De eerste getuige, die gehoord wordt, is de heer Verbeeren, Hippoliet, werver, te Aalst.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt hij zich uit in 't Vlaamsch als volgt :

Ik heb sedert vier-en-twintig jaren talrijke vrijwilligersmet premie voorgesteld. In 1908 heb ik 16 jongelingen gehad, die, na door een burgerlijk geneesheer evenals door den militairen geneesheer der pupillenschool goedgekeurd te zijn geweest, door het regiment teruggezonden werden. Vroeger, bij den vorigen officier van militie te Aalst, was het zeer moeilijk, vrijwilligers met premie te doen aannemen. Een nieuw officier van militie (een luitenant der pupillenschool) werd in October 1908 aangesteld. Met hem hebben wij geen moeilijkheden meer. Iedereen is ook tevreden over den militairen geneesheer. Op de vraag waarom er moeilijkheden ontstonden, antwoordt de getuige dat die moeilijkheden voortsproten uit het voorleggen van stukken, enz. De vroegere officier nam maar één man per agent aan. De jongelingen moeten gedurende drie dagen terugkeeren om de formaliteiten te vervullen. Heden gebeurt de aanvaarding op eenen enkelen dag ; zelfs om 3 uur nanoen is alles afgeloopen.

Op aanvraag, verklaart de getuige dat de jongelingen het moede werden om nog terug te keeren onder den vroegeren officier van militie en dikwijls geen gevolg aan hunne aanvraag meer gaven.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, du Catillon; de getuige, Verbeeren.

Verklaring van den heer DE MEESTER.

De tweede getuige, die gehoord wordt, is de heer Jozef De Meester, 42 jaar oud, koopman en schepen, te Rousselare.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Ik ken verschillende feiten betreffende het afwijzen van beroepsvrijwilligers : zekere G. D., 19 jaar oud, werd onderzocht door dokter Gits te Rousselare; deze achtte hem geschikt voor den dienst; hij werd echter door de militaire geneesheeren afgewezen. De jongeling kende de redenen dier afwijzing niet. Al wat hij kon zeggen is, dat de militaire geneesheeren hem langdurig de borst onderzocht hebben, zeggende : 't is geheel typisch. Nochtans drie maanden later, in Maart laatstleden meen ik, bood D... zich nogmaals aan en werd hij aangenomen in het 3e linieregiment.

De genaamde P. D..., geboren te Rousselare op 22 April 1888, werd in 1908 afgewezen als beroepsvrijwilliger en hetzelfde jaar ingelijfd bij de jagers te voet als milicien. Op ondervraging, verklaart getuige niet te weten of D... beroep aangeteekend had tegen de eerste beslissing van de militaire geneesheeren. Hij voegt erbij : de genaamde E. P..., uit Rousselare, werd in 1907 afgewezen als beroepsvrijwilliger en dit jaar goedgekeurd door den militieraad te Brugge. Ik weet ook niet, of hij beroep aangeteekend had tegen de beslissing waarbij hij als candidaat-vrijwilliger ongeschikt verklaard werd.

D. A., geboren te Ingelmunster op 16 April 1890, werd onderzocht door een geneesheer te Rousselare, die hem voor den dienst geschikt bevonden had. Hij had lichte aderspatten, gansch onbeduidend. Gisteren nog zegde mij de dokter, dat dit waarlijk een schandelijk geval was. Hij heeft zich nergens elders meer aangemeld en teekende geen hooger beroep aan, want, als men eens afgewezen wordt, « heeft men er genoeg van ».

Ik hecht eraan, nog een paar woorden te zeggen betreffende de vrijwilligers met premie. Zekere D. C., geboren te Rousselare op 6 November 1886, werd afgewezen in 1907 op 31 December; hij droeg lichte litteekens van brandwonden in de lenden; deze brandwonden had hij gekregen vóór meer dan twaalf jaar. Hij had in de kolenmijnen gewerkt, wat veeleer zware arbeid is. De genaamde S. A., geboren te Rousselare op 18 September 1884, werd aangenomen te Brugge. Toen hij in het depot aankwam, werd hij afgewezen wegens zwakke oogen; hij beweert nochtans zeer goed te zien. De genaamde R. C., geboren te Rousselare op 4 Mei 1885, werd onderzocht en voor den dienst geschikt bevonden door een geneesheer te Rousselare. Hij werd afgewezen wegens hartkloppingen ; er dient aangemerkt te worden dat die jongelingen verplicht zijn zich te ontkleeden voor den raad; daardoor zijn ze ontroerd en dit legt de hartkloppingen uit. De burgerlijke geneesheer, die hem onderzocht, verklaarde : als men dezen afwijst, moet men ze allen afwijzen, hij is veel sterker dan wij allen.

De genaamde De C. O., geboren te Beveren bij Rousselare op 4 October 1887, werd afgewezen wegens ondergane veroordeeling. Hij werd voor-

waardelijk tot 30 frank boete veroordeeld wegens slagen en wonden, en tot 15 frank wegens braak van afsluiting, politiestraffen. L. J. werd afgewezen wegens zwakte van lichaamsgestel; sedert werd hij aangenomen als werkman bij den spoorweg, waar, gelijk men weet, zwakke personen niet aangenomen worden.

A. D., geboren te Rousselare op 16 November 1886, werd eerst te Brugge aangenomen door de militaire geneesheeren; veertien dagen later werd hij afgewezen in het depot.

L. H., geboren te Rousselare op 14 Januari 1882, werd afgewezen; hij had nauwelijks te bespeuren aderspatten, als 't ware onzichtbaar.

V. C., geboren te Rousselare op 29 Maart 1881, werd aangenomen te Brugge en afgewezen in het depot dierzelfde stad.

M. A., werd insgelijks afgewezen wegens aderspatten, na door een burgerlijk geneesheer te Rousselare goedgekeurd geweest te zijn.

Ik voeg erbij dat ik vier geneesheeren van de stad ondervraagd heb, en allen zijn het eens om te verklaren dat men veel moeilijker is voor de vrijwilligers dan voor de miliciens. Drie dezer geneesheeren maken gewoonlijk deel uit van den militieraad; een hunner zegde mij dat men de vrijwilligers afwees, wanneer de aderspatten microscopische spatten waren; nochtans zegt de wet dat « de aderspatten zeer uitgestrekt moeten zijn, er uitzien als werkelijke gezwellen, gebarsten zijn of gereed tot barsten ». De jongelingen waarover ik spreek, zouden, mijns dunkens en naar de meening der geneesheeren die zitting hebben in den militieraad, voorzeker als miliciens aangenomen geworden zijn. Naar het zeggen van dokter Gits, deelen al de geneesheeren van Isegem deze meening. In den loop der jaren 1907 en 1908, bedroeg het getal dergenen die lichte aderspatten hadden, vijf; vier hunner werden door de geneesheeren van Rousselare voor den dienst geschikt geacht. Gedurende dezelfde jaren werden van Rousselare vijf vrijwilligers met premie aangenomen, en achttien afgewezen.

Op ondervraging, verklaart getuige dat deze afwijzingen voor gevolg hebben het getal vrijwilligers te verminderen. Moet het zoo voortgaan, zegt hij, dan zullen er weldra geen meer zijn.

Tien beroepsvrijwilligers werden aangenomen in 1907, 1908 en 1909; vier werden afgewezen. Als schepen van Rousselare is getuige met deze feiten bekend; de inlichtingen, door hem verschaft, gaan gedeeltelijk uit van geneesheeren. De andere weet ik uit goede bron, en ik behoud ze als echt en waarachtig.

Na voorlezing, verklaart de getuige in zijne gezegden te volharden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*): De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, De Meester.

Verklaring van den heer Triphon-Theophiel HUYGHE.

De derde getuige, die wordt gehoord, is de heer Huyghe, Triphon-Theophiel, 26 jaar oud, vlaskoopman, te Oost-Nukerke, bij Rousselare.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in 't Vlaamsch als volgt:

Ik heb mij in het begin van 1903 voorgesteld als vrijwilliger van het contingent en werd afgekeurd wegens aderspatten. Een veertiental dagen nadien, daar ik een slecht nummer getrokken had, werd ik goedgekeurd te Rousselare en te Brugge. Overal heb ik gezegd dat ik afgekeurd werd en op den militieraad spotten de heeren van den raad met mij. Ik heb mijn vollen termijn uitgedaan bij het 6e linieregiment zonder ziek te wezen.

Op aanvraag, verklaart de getuige dat, toen hij de eerste maal als vrijwilliger van het contingent afgekeurd werd, hij niet in beroep kwam. Dit gebeurde te Brugge.

Ik wist niet dat ik in beroep kon komen en men heeft het mij niet gezegd.

Na voorlezing, verklaart de getuige in zijne gezegden te volharden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) De Voorzitter, de Sadeleer: de secretaris, Patris; de getuige, Triphon.

Verklaring van den heer BEUSSÉ.

De vierde getuige, die gehoord wordt, is de heer Beussé, Florent, 24 jaar oud, tramwattman. te Antwerpen.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in 't Vlaamsch als volgt:

Ik heb in het leger gediend als vrijwilliger. Ik ben binnengegaan als beroepsvrijwilliger den 19n Mei 1903. Ik ben er drie jaar gebleven; in 1906 had ik gedaan. Dan heb ik gevraagd om mijn examen van treinwachter te mogen doen, maar dit werd mij geweigerd. Men heeft mij geantwoord dat mijne manier van dienen bij het leger het niet toeliet. Ik heb daar nochtans geene enkele straf gehad, alleen voor kleinigheden. Vóór ik soldaat was, ben ik «facteur» geweest bij de maatschappij Mechelen-Terneuzen.

Ik heb ook gevraagd om eene plaats te bekomen als tolbeambte, maar men heeft mij hetzelfde geantwoord als in het Ministerie van Spoorwegen. Dan werd ik aangenomen als ontvanger aan den tram te Antwerpen, waar ik door mijne vraag geen moeilijkheden tegenkwam om aanvaard te worden. Ik ben als ontvanger benoemd sedert één jaar en twee maanden.

Na voorlezing, verklaart de getuige in zijne gezegden te volharden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Fischer; de getuige, Beusse.

Verklaring van den heer BLUECKENS.

De vijfde getuige, die gehoord werdt, is de heer Blueckens, Corneel, 51 jaar oud, koffiehuisbediende, te Antwerpen.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit in 't Vlaamsch als volgt :

Ik heb een zoon in het leger, telegraphist der genie, wiens diensttijd in October eindigt. Mijn zoon heeft gevraagd om een verlof van acht opeenvolgende maanden te bekomen. Dat werd hem toegestaan. Mijn zoon is militiaan.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, du Catillon; de getuige, Blueckens.

Verklaring van den heer VERVAECK.

De zesde getuige, die gehoord wordt, is de heer Louis Vervaeck, 37 jaar oud, doctor in de geneeskunde, te Brussel.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Sedert een tiental jaren reeds, maak ik deel uit van den revisieraad van Brabant. Ik had de gelegenheid er zitting te hebben in April laatstleden. Ik weet niet of ik milicien of vrijwilligers te keuren heb gehad, wij kennen hunne hoedanigheid niet; zelden zijn de burgelijke geneesheeren het nieteens met de militaire; de verwijzing tot waarneming in het militaire gasthuis is de regel in twijfelachtige gevallen ; ongeveer 6 of 7 jongelingen op 60 worden aldus naar het gasthuis gezonden. Vroeger was men niet strenger dan heden, de toestand is steeds dezelfde.

Op ondervraging, drukt getuige de meening uit dat het nuttig zijn zou, een burgerlijk geneesheer, die den candidaat vertegenwoordigt, naast den militairen geneesheer te stellen die het belang van het leger vertegenwoordigt op het oogenblek der inlijving. Ik ben van gevoelen dat de zittingen van den militieraad veel te lang zijn; het is een geneesheer, hoe nauwgezet ook, niet mogelijk, gedurende drie achtereenvolgende uren voldoende aandacht aan den dag te leggen ; dit is eene te groote geestesinspanning ; vóór een tiental jaren had de raad aldus 100 jongelingen op drie uren tijds te keuren.

Op ondervraging, verklaart getuige dat men, naar zijne meening, alle belang zou hebben de verantwoordelijkheid van den militairen geneesheer te verminderen door hem een burgerlijk geneesheer toe te voegen. Nooit heeft hij hooren zeggen, dat militaire geneesheeren, die jongelingen geschikt verklaard hadden welke later afgekeurd werden, door hunne oversten werden lastig gevallen. Indien het mij toegelaten is eene persoonlijke meening uit te drukken, zal ik erbij voegen dat de eischen der militaire geneesheeren bij de eerste keuring soms overdreven zijn. Zoo gebeurt het dat tal van jongelingen, afgewezen door militaire geneesheeren, later geschikt verklaard worden. Verleden jaar was deze verhouding nagenoeg 12 t. h. Ik spreek van miliciens die afgewezen werden tijdens de inlijving ; zoo weigert de militaire overheid 45 tot 50 t. h. jongelingen die reeds door den militieraad geschikt werden verklaard. In 1907, op 15,277 miliciens werden een weinig meer dan de helft, 58 t. h. goedgekeurd en 42 t. h. afgewezen. Op 6,437

man, die ongeschikt werden geacht op het oogenblik der inlijving, werden 1,962 goedgekeurd door den revisieraad, en aldus klimt de verhouding der goedgekeurden van 52 tot 70 t. h. Welis waar, zijn er onder deze jongelingen, lotelingen die zich voor den raad niet aanboden. Zij die afgekeurd worden bij de inlijving, zijn het niet voor goed. Zij moeten nog onderzocht worden.

Op ondervraging, verklaart de getuige dat, naar zijne meening, de tabel van het Ministerie van Oorlog te streng is wat betreft de zwakheid van het lichaamsgestel en de gestalte. Voor de gestalte is men in Duitschland niet zoo veeleischend. In Frankrijk let men minder op het lichaamsgestel, doch men moet er bijvoegen dat er aldaar verzachte diensten bestaan; de omvang der borstkas en de verhouding der gestalte zijn belangrijke bestanddeelen, doch men zou ook rekening moeten houden met de spierkracht. Deze keurt men niet met de noodige werktuigen.

De bepaling van de zwakheid van het lichaamsgestel is overigens enkel een kwestie van persoonlijke zienswijze, steunende op de gestalte, de ontwikkeling der spieren en den omvang der borstkas. Men zou er het gewicht moeten bijvoegen, doch daartoe hebben wij de noodige werktuigen niet.

Na voorlezing, verklaart de getuige in zijne gezegden te volharden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Dewaet.

Verklaring van den heer VAN LOO.

De zevende getuige, die wordt gehoord, is de heer Richard Van Loo, 55 jaar oud, luitenant-kolonel, bevel voerende over het 7e linieregiment, te Antwerpen.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Sedert zeven jaar behoor ik tot het 7e linieregiment; ik ken dus de officieren en onderofficieren, en kan verzekeren dat de bevestiging, die men tegen mij aanvoert, onnauwkeurig en lasterlijk is. Nooit, bij mijn weten, heerschte er een vijandelijke geest tegen de vrijwilligers. De getuige, die gezegd heeft dat de vrijwilligers in het regiment slecht gezien werden, sprak eene beschuldiging uit die volstrekt ongegrond is. Over het voedsel kan ik zeggen dat de « bemiddelaars », dit wil zeggen een korporaal en een soldaat uit elk bataljon, verkozen in verschillende compagnieën, en die dus de vertegenwoordigers van het bataljon zijn, om de acht dagen verzocht worden hun oordeel uit te drukken over de hoedanigheid der spijzen; en over 't algemeen, ik mag zeggen altijd, want ik heb de werkzaamheden van de huishouding bestuurd, tracht men in de mate van het mogelijke de manschappen te bevredigen.

Op ondervraging, verklaart de kolonel niet te weten dat zekere onderofficieren candidaten-vrijwilligers trachten te ontmoedigen door het geven van verkeerde inlichtingen over den dienst; zulks geloof ik niet. In elk geval, in

mijn regiment vragen de onderofficieren om in het regiment terug te komen : drie onder hen hebben nog vóór korten tijd gevraagd om te mogen terugkomen. Vele jaren geleden, werden de onderofficieren te Antwerpen niet gaarne gezien ; doch in de laatste jaren veranderde deze geestestoestand, en ik mag zeggen dat thans de onderofficieren te Antwerpen zeer geacht worden.

Op ondervraging, voegt getuige erbij : Nooit heb ik regimentsoefeningen in goede voorwaarden kunnen houden, dit wil zeggen met drie bataljons van vier compagnieën hebbende elk drie pelotons. Behalve in het kamp, wanneer de klassen voor een maand of zes weken binnengeroepen zijn, heb ik nooit regimentsoefeningen kunnen houden dan met geraamten van bataljons, en ik ben verplicht, om er te komen, aan de bataljonsoversten toe te laten, beurtelings een bataljon te vormen met al de manschappen van het regiment. De reden ervan is dat men de manschappen met verlof moet wegzenden bij onderbreking van diensttijd.

Thans zijn vele manschappen van 1907 met verlof, en, met de andere, hebben wij slechts onder de wapens de klas van 1908.

Ik ondervind geene moeilijkheden bij het aanwerven van reservevrijwilligers ; de manschappen gaan gewillig nieuwe dienstneming aan. Dat beroepsvrijwilligers geene nieuwe dienstneming aangaan, heeft verchillende oorzaken. Vooreerst zijn er die, meenende niet goed behandeld te zijn, er niet aan houden in het regiment te blijven ; andere, hebbende den pas afgesneden door de gehuwde onderofficieren — ik heb er ongeveer vijftig op honderd en twintig, — verlaten het leger; andere nog vertrekken om persoonlijke redenen.

Op ondervraging, verklaart getuige dat de gehuwde onderofficieren dikwijls nog in het regiment zijn op dertigjarigen leeftijd; eens die leeftijd bereikt, zijn tal van plaatsen voor hen gesloten in de burgerlijke besturen, en, daar zij zielenlast hebben, blijven zij in de kazerne. Het is waarschijnlijk dat, zoo de plaatsen die zij bekleeden moesten openvallen, er meer vrijwillige dienstnemingen zouden zijn ; bovendien, sommige onder hen ontvangen eene jaarwedde van 2,000 frank met bijgelden, enz., en zouden bezwaarlijk eene gelijkwaardige plaats in het burgerlijk leven vinden, zij blijven dus in de kazerne.

Het kader der onderofficieren is uitmuntend ; wanneer een onderofficier de diensten niet meer bewijst die men terecht van hem vergen kan, laat men hem niet toe, eene nieuwe dienstneming aan te gaan. Doch men geeft nog al licht toelating aan de onderofficieren om in den echt te treden. Eens gehuwd, blijven zij in dienst, en dit zou later voor gevolg kunnen hebben, dat het kader uit manschappen zou samengesteld zijn, welke ouder zijn dan wenschelijk is.

Op ondervraging, voegt de kolonel erbij, dat de korpsoversten zeer welwillend zijn voor de vrijwilligers ; zij sturen naar de regimentsschool al wie het verlangt. In den loop der laatste zeven jaren boden zich 400 vrijwilligers aan bij het 7e linieregiment, 311 werden aangenomen; sedert October laatstleden, boden zich 40 vrijwilligers aan : 28 werden aangenomen; op de 12 die afgewezen werden, teekenden 6 hooger beroep aan, en slechts éene beslissing werd afgewezen.

Na voorlezing, verklaart de getuige in zijne gezegden te volharden en teekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*): De voorzitter, de Sadeleer; de secretaris, Patris; de getuige, Van Loo.

Verklaring van den heer MALEVÉ.

De achtste getuige, die gehoord wordt, is de heer Karel Malevé, 58 jaar, kolonel bevel voerende over het 14e linieregiment, te Luik.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt :

Nooit ontmoetten de vrijwilligers, die zich bij mijn regiment aanboden, eenige moeilijkheid, zooals een getuige zou beweerd hebben. Ik kan niet anders dan stellig loochenen wat hij verder verklaarde, namelijk dat men vrijwilligers zou afgewezen hebben onder voorwendsel dat « de kaders voltallig waren ». Ik alleen kon zoo iets verklaard hebben, en ik deed het niet. Ik heb steeds de vrijwillige dienstneming aangemoedigd, en wel zoodanig dat ik sedert 1 October 1905, onder de candidaten-vrijwilligers, 23 jongelingen gehad heb, die niet voorzien waren van de noodige stukken, of wier stukken niet in regel waren; ondanks dit, gelukte ik erin hunne stukken te krijgen en ik deed hen aannemen. Wanneer de vrijwilligers zich vroeg genoeg des morgens aanbieden, draag ik er zorg voor, dat zij zooveel mogelijk denzelfden dag gekeurd, uitgerust en naar de school gezonden worden. Nog een ander feit : een jongeling, die den dag zelf zijner aankomst door den geneesheer niet kon gekeurd worden en die door een slecht soldaat opgestookt werd, kwam niet meer terug. 's Anderendaags liet ik het feit onderzoeken, en, toen ik het gebeurde vernam, heb ik eene kamer in gereedheid doen brengen, waar de candidaten-vrijwilligers den nacht kunnen doorbrengen; bovendien heb ik een onderofficier gelast hen te bewaken.

Sedert ik bevel voer over het 14e, heb ik nooit regimentsoefeningen kunnen houden. Ik beschik thans over 583 manschappen. Mijne majoors hebben elk geen 200 man, en zij zouden er ongeveer 400 moeten hebben. Mijne majoors kunnen geene bataljonsoefeningen houden. Einde Mei zal ik 220 manschappen onder de wapens hebben voor heel mijn regiment, genoeg om twee compagnieën te vormen in stede van twaalf. Deze toestand is te wijten aan de verloven met onderbreking van diensttijd en aan de ontoereikendheid der effectieven. Wat de onderofficieren betreft, de gehuwde blijven steeds in dienst. Op 100 heb ik er 75, en van deze 75 gehuwde wonen er 63 in de stad. Wil ik nachtoefening houden, dan moet ik 65 soldaten op zoek zenden naar mijne 63 onderofficieren. Zekeren dag heb ik, tot proefneming, alarm doen blazen te 2 uur 's morgens; na 30 tot 40 minuten kwamen de vlugsten voor den dag. En nochtans in een garnizoen als Luik, moet men steeds klaar zijn op het eerste sein. Wat hun ouderdom betreft, ben ik verplicht hen in dienst te houden tot zij volkomen uitgeput zijn. Men begrijpt licht dat dit al te ver gaat, en dat men van zoo oude menschen de vereischte diensten niet verwachten kan.

Op ondervraging, verklaart de kolonel dat hij tot op 20 Juni, 220 manschappen onder de wapens zal hebben ; van 20 Juni tot 8 Juli zal ik 600 man hebben, en van deze 18 dagen zal ik er 6 kunnen besteden aan oefeningen, indien het niet te veel regent.

Van deze 18 dagen moeten inderdaad afgetrokken worden drie Zondagen, drie Zaterdagen voor de schouwing, drie Maandagen voor schietoefeningen, den velddienst voor de voorposten, enz. En dan nog zal ik slechts één bataljon kunnen in 't gelid brengen. Van 3 Augustus tot 15 September gaat de klas van 1907 met verlof ; maar dan moet nog verlof gegeven worden aan de koks, aan de oppassers, aan hen die om verschillende redenen geen verlof kregen in het jaar, en dan nogmaals zullen de effectieven niet voltallig zijn.

Op ondervraging, verklaart de kolonel dat hij min of meer reservevrijwilligers vindt. De slimmerikken weten dat dit 30 of 40 frank opbrengt, naar gelang de nieuwe dienstneming 2 of 4 jaar bedraagt.

Na voorlezing, verklaart de getuige te volharden in zijne gezegden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De Voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris; de getuige, Malevé.

Verklaring van den heer RUWET.

De negende getuige, die wordt gehoord, is de heer Joris Ruwet, 57 jaar oud, gewezen kolonel bevelhebber over het 10e linieregiment te Aarlen, thans aangesteld als bevelvoerder over de tweede brigade voetvolk, te Brugge.

Na den vereischten eed te hebben afgelegd, drukt de getuige zich uit als volgt:

Ik heb het bevel gevoerd over het 10e linieregiment, te Aarlen, tot einde December laatstleden ; ik weet niet dat ooit moeilijkheden zouden opgerezen zijn, die de candidaten-vrijwilligers zouden weerhouden hebben. Al mijne officieren en onderofficieren hielden er de hand aan. Ik had bevel gegeven dat deze jongelingen afzonderlijk zouden slapen en zoo spoedig mogelijk naar de school zouden gezonden worden. Tot 8 November laatstleden werden al de candidaten, door den bataljonsdokter « geschikt » of « ongeschikt » verklaard, onderworpen aan de keuring van den regimentsdokter. Te Aarlen meldden zich weinig vrijwilligers aan, omdat het regiment te Aarlen is en de school te Philippeville. De vrijwilligers verkiezen een beter gelegen regiment. Daar ik geene vrijwilligers kreeg, heb ik getracht er aan te werven, en ik heb er eenige gevonden. Doch er zijn ook jongelingen die zich bij het Plaatskantoor aanmelden. Ook toen ik plaatscommandant was, meen ik mij te herinneren dat vele van hen zich aldaar aanmeldden en er werden aangenomen. In mijne hoedanigheid van bevelhebber der provincie, heb ik vier inlijvingen bijgewoond te Aarlen en twee te Brugge. De inlijvingen worden zeer nauwkeurig gedaan. De jongeling komt voor, ontkleed tot aan den gordel, en wordt nauwkeurig onderzocht door den bataljonsen door den regimentsdokter, als hij ongeschikt wordt verklaard. In elke zitting zijn nieuwe geneesheeren van dienst. Op ondervraging, verklaart de getuige dat het kader gevormd wordt in de regimentsschool.

Hij voegt erbij : Noch als luitenant-kolonel, noch als kolonel heb ik regimentsoefeningen kunnen houden. Gisteren hield ik wapenschouwing te Oostende, en ik kon slechts één bataljon vormen. Deze toestand is te wijten aan de verloven met onderbreking van diensttijd.

Getuige verklaart, op ondervraging, dat het regiment te Oostende een bataljon heeft te Ieperen ; het 10e linie had een bataljon te Leuven. Bataljonsoefeningen kon ik in zeer geringe mate houden, voegt hij er bij, en ik moest van twee bataljons één enkel maken met drie compagnieën.

In het 10e linieregiment kon ik zooveel reservevrijwilligers krijgen als ik maar wilde.

Na voorlezing, verklaart de getuige in zijne gezegden te volharden en onderteekent met ons, voorzitter en secretaris.

(*Handt.*) : De voorzitter, de Sadeleer ; de secretaris, Patris ; de getuige, Ruwet.

BIJLAGE II.

Vragen gesteld aan de Regeering en antwoorden door deze gegeven, gerangschikt naar orde van zaken

I.

Het effectief des legers.

1. — ALGEMEEN OVERZICHT DER GRONDSLAGEN VAN BEREKENING AANGENOMEN TOT VASTSTELLING VAN DEN TOESTAND VAN HET EFFECTIEF.

VRAAG VAN DE HEEREN HYMANS, SEGERS EN MÉLOT.

De Commissie verlangt al de elementen nuttig tot het volbrengen van hare zending en een algemeen verslag over den toestand van de legersterkte en de gronds agen van berekening aangenom en tot vaststelling van dien toestand, zoowel nu als vóór het in werking treden van de wet van 1902.

De Commissie vraagt ook mededeeling van de onderrichtingen volgens welke de hoofden van korpsen iedere maand de gemiddelde toestanden berekenen. (*Onderrichtingen van vóór 10 September 1902 en die van September 1902.*)

ANTWOORD.

De grondslag van de administratie van eene troepeneenheid is het dagelijksch rapport; dit behelst, eenerzijds, met namen, al de verplaatsingen dag voor dag in het personeel voorgekomen, en, anderzijds, onder vorm van tabellen, het effectief dat dagelijks aanwezig en afwezig is : dit totaal der aanwezigen en afwezigen moet gelijkstaan met het getal der stambladen in de eenheid bestaande. (Bijgaand model van het dagelijksch rapport, Bijlage I.)(1)

(1) Dit model is, met de overige terzelfder tijd medegedeelde stukken, neergelegd ter griffie van de Kamer.

De tabellen worden nagezien niet alleen door middel van de persoonlijke controlebladen (1) en van de naamlijst, maar ook door de nominatieve verplaatsingen vermeld aan den recto van dat rapport, zoodra zij zich voordoen.

De rapporten van al die eenheden worden dagelijks samengevat per bataljon of groep. (Hiernevens bijlage II)

De rapporten van bataljon of groep dienen tot vaststelling van den dagelijkschen toestand van het regiment.

De dagelijksche rapporten der bataljons worden iedere week ter hand gesteld aan den dienstdoenden officier van administratie (artikel 8 van het reglement op den huiselijken dienst der infanterie), die aldus de verplaatsingen nagaat, gebracht op de staten die wekelijks geleverd worden door de compagnieën tot rechtvaardiging van verrichtingen van allerlei aard.

Elke dwaling zou dus aan het licht komen door dit toezicht op stukken van verschillenden oorsprong, want zij zou een geldelijk verlies meebrengen voor den commandant van eenheid, die haar zou hebben begaan.

Men mag dus zeggen dat de dagelijksche rapporten volkomen juist zijn, daar sommige gegevens elkaar wederzijds bevestigen, de officier-rekenplichtige, hoofd van dienst, nagaande welke inschrijvingen er op voorkomen ;

---

(1) Vraag van den heer Segers.

Opdat de Commissie zich door eigen ervaring rekenschap kunne geven van den staat van aanwezigheid naast de inschrijvingen op de stambladen, gelieve de heer Minister, als voorbeeld, haar ter inzage te geven de dagverslagen van 1908 van eenzelfde korps (bij voorbeeld, het treinregiment) en de stambladen van het korps.

Antwoord.

« De dagelijksche verslagen en de stambladen van al de manschappen, die deel uitgemaakt hebben van het treinregiment in 1908, werden bij hoogdringendheid gevraagd aan dit korps dat detachementen heeft te Brussel, te Antwerpen en in het kamp van Beverloo. Deze oorkonden moeten dus verzameld worden door den korpsoverste, die insgelijks de persoonlijke bladen moet opzoeken van de manschappen die in 1908 ophielden tot het leger te behooren, welke bladen in het archief berusten.

Zij zullen zoo spoedig mogelijk aan de Commissie overgemaakt worden. »

De overmaking der bedoelde oorkonden aan de Commissie ging vergezeld van de volgende nota :

« Hierbij de dagelijksche verslagen, door het regiment van den trein opgemaakt in den loop van 1908, alsmede de stambladen van al de mannen die gedurende dat jaar deel uitmaakten van het korps.

Er valt op te merken, zooals reeds uitgelegd werd in het antwoord op eene andere vraag van den heer Segers, bladzijde 135, dat het getal bladen volgens het getal inkomenden en vertrekkenden verschilt.

Om eene juiste vergelijking te maken, op 1 April, bij voorbeeld, moeten afgetrokken worden :

1° De bladen van hen die, van 1 Januari tot 1 April, deel uitmaakten van het korps, doch er op dezen laatsten datum niet meer toebehoorden.

2° De bladen dergenen die het korps binnentraden na 1 April, en die natuurlijk op dien datum nog niet medegeteld waren.

daarenboven wordt de administratie in het algemeen op vaste tijden nagezien door de majoors, de luitenant-kolonels, de korpsoversten en de generaals.

De korpsen vinden in die dagelijksche rapporten de elementen, noodig tot vaststelling van den toestand van het effectief, regelmatig overgemaakt aan het Departement van Oorlog, waar zij worden samengevat, na onderzoek.

De samenvatting laat toe de gemiddelde cijfers vast te stellen die voorkomen in het statistisch jaarboek, en uit ditzelfde werk zijn getrokken de statistische inlichtingen, aan het Parlement verschaft door den Minister van Oorlog.

Vóór 1902 leverden de korpen aan het Departement van Oorlog een *maandelijkschen en driemaandelijkschen* staat van het effectief [ministeriecle instructie van 20 Maart 1887, nr 81, gewijzigd door die van 29 Maart 1889, 2e Afd., nr 81, en die van 16 November 1891, 2e Afd., nr 81 (hierbij de tekst van deze instructie met hare wijzigingen (bijlage III), alsook een model van den maandelijkschen toestand (bijlage IV), en van den driemaandelijkschen toestand (bijlage V) van dien tijd].

Een onderzoek der modellen laat toe vast te stellen, dat deze toestanden gaven *het effectief met soldij en zonder soldij op den eersten dag van de maand en van het trimester.*

Het Departement van Oorlog, na onderzoek en samenvatting, deelde door 12 of 4 het verkregen totaal, ten einde het gemiddeld jaarlijksch effectief vast te stellen.

Sedertdien gaf de Minister van Oorlog, zich rekenschap willende geven van de opbrengst der verschillende factoren, die het vredeseffectief uitmaken, op 10 September 1902, 2e alg. afd., nr 81, eene *nieuwe instructie, betreffende het vaststellen van maandelijksche en driemaandelijksche statistieken* (instructie : bijlage VI ; maandelijksche toestand : bijlage VII ; driemaandelijksche toestand : bijlage VIII).

De vergelijking der oude en nieuwe modellen laat toe vast te stellen, dat er niets veranderd is wat betreft *het beginsel* van hetwelk men uitgaat voor de vaststelling der statistieken.

Onder beide stelsels worden dezelfde soorten militairen geteld als « aanwezig » of « met soldij » en als « afwezig en met verlof » of « zonder soldij ».

Nochtans komen de correctionnairen en de disciplinairen, die voorheen niet meetelden in het effectief met soldij, heden in de staten voor onder de « aanwezigen » ; de ontbrekende manschappen en de terechtstaanden, die voorheen begrepen werden onder de manschappen met soldij, komen thans voor onder de afwezigen.

Echter deed generaal Cousebant d'Alkemade terecht opmerken dat, als men steunde op het aanwezig en afwezig effectief op een bepaalden dag van de maand (den eersten dag, in deze, onder het oud stelsel), men niet eene voldoende juiste gedachte weergaf van het effectief.

Vertrok een militiecontingent met bepaald of onbepaald verlof op den derden dag van de maand, bijvoorbeeld, dan kwam het de geheele maand voor in de berekening der gemiddelde cijfers ; keerde het terug in den loop van

eene maand, dan werd zijne aanwezigheid niet begrepen in bovengenoemde berekening.

Ten einde meer nauwkeurigheid te bekomen, eene gestrenge nauwkeurigheid, mag men wel zeggen, beval het Hoofd van het Departement dat de nieuwe staten eene kolom zouden bevatten, meldende het gemiddeld cijfer der aanwezigen gedurende den loop der maand.

Dat gemiddeld effectief verkrijgt men zeer gemakkelijk, want het is voldoende, voor elke eenheid, de cijfers der aanwezigen, die dagelijks voorkomen op het dagrapport, bijeen te tellen en het verkregen totaal te deelen door het getal dagen van de maand.

Hetzelfde werk wordt gedaan per bataljon en dan per korps.

Het Departement van Oorlog verzekert zich van de juistheid der cijfers, die moeten overeenkomen, gaat over tot eene samenvatting voor het geheele leger en stelt een gemiddeld cijfer vast door de verkregen totalen door 12 te deelen.

2. — HET VREDESEFFECTIEF.

A. — ALGEMEEN OVERZICHT DER REGELS GEVOLGD OM DEN TOESTAND VAN HET VREDESEFFECTIEF VOOR HET JAAR 1900 VAST TE STELLEN EN TE BEREKENEN WAT, IN DE TOEKOMST, DE WET VAN 21 MAART 1902 ZAL GEVEN.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Hoe heeft de Regeering het cijfer van het effectief van vrede en van oorlog tijdens de bespreking van de wet van 1902 *vastgesteld? Heeft zij in die berekening de officieren meegeteld? Heeft zij die berekeningen vastgesteld, lettende op de manschappen met groot en klein verlof, en in welke mate?*

ANTWOORD.

Vredeseffectief (1).

Om het vredeseffectief te bepalen dat de wet van 1902 moest behouden, nam men voor elk wapen en dienst van het jaar 1900 het effectief met soldij op den eersten van elke maand in de maandelijksche staten, op dien dag vastgesteld; men nam dan het rekenkundig gemiddeld cijfer van die uitslagen op en men bekwam aldus de volgende tabellen :

Administratieve dienst	1,025
Infanterie (regimenten)	23,578
Korpsen van tucht en correctie . .	497
Cadetten	74

(1) Zie, op bladzijde 113, het vervolg van het antwoord voor het oorlogseffectief.

Pupillen.	400
Cavalerie	5,197
Bijzondere staf van de artillerie . .	116
Regimenten artillerie	7,991
Bijzondere compagnieën	512
Trein	407
Genie (regiment).	1,181
Bijzondere compagnieën	485
Militaire school	85
Totaal. . .	41,548
Bij dit getal voegde men . . .	1,350 (1)
Totaal. . .	42,898

Waren begrepen in die 42,898 mannen, de ontbrekende en de terechstaande, dat wil zeggen (2), een zeer weinig talrijk personeel (3).

---

(1) In 1900 werden, inderdaad, 6,905 man teruggeroepen voor zes weken en 7,558 man voor vier weken, dus een dagelijksch gemiddeld cijfer van 1,360 man of in rond cijfer 1,350. (Nota toegevoegd aan het antwoord van het Departement van Oorlog.) Zie verdere inlichtingen omtrent de teruggeroepenen op de bladzijden 85, 86, 97, 98 en 99.

(2) Vraag van den heer Segers.

Hoeveel « ontbrekende » en « terechtstaande » manschappen zijn begrepen in de tabel van 42,898 manschappen die, volgens den Minister, de getalsterkte op vredesvoet uitmaken in 1900 ?

Antwoord.

Ontbrekenden : 72.

Terechtstaanden : 51.

(3) Vraag van den heer Hoyois.

Waarom bevatten de getallen, aangehaald door den heer Minister van Oorlog ter Kamer, op 24 November 1908, en herhaald in zijn eerste antwoord aan de Commissie (bl. 79), niet de burgers afhangende van de diensten der genie en der artillerie, wanneer deze toch voorkomen op de samenvattende tabel der getalsterkte, vermeld op de begrooting?

Antwoord.

De burgers, afhangende van de diensten der genie en der artillerie, komen niet voor onder de getallen in de Kamer aangehaald op 24 November 1908, omdat de belanghebbenden niet werden gerekend in 1900 bij de bepaling van het vredeseffectief van 42,800 manschappen.

Alleen de 1,800 gemilitariseerde burgers, vervangende de militairen die zekere ambten vervullen, moeten in het vredeseffectief gerekend worden, zooals blijkt uit de verklaringen afgelegd door den Minister van Oorlog ter zitting van 16 October 1901 (*Handelingen*, bl. 2495) en van 16 December van hetzelfde jaar (*Handelingen*, bl. 240).

Vraag van den heer Segers.

Hoeveel burgers zijn er in de diensten der genie en der artillerie? Hoeveel waren er in 1900 ?

Antwoord.

Op 1 Maart 1909 :		In 1900 :	
Burgerlijke beambten in de artillerie	10	Burgerlijke beambten in de artillerie	11
Burgerlijke beambten in de genie	192	Burgerlijke beambten in de genie	192
	202		203

Waren in die 42,898 mannen niet begrepen: de mannen met bepaald verlof, dat wil zeggen :

a) De mannen met verlof tot herstel van gezondheid of met gunstverlof voor meer dan zes weken ;

b) De vrijwilligers met premie die, te rekenen van den eersten dag van het trimester, volgende op hunne toelating, den bepaalden diensttijd hadden vervuld als volgt :

28 maanden voor de infanterie van linie, de jagers te voet en den trein;

36 maanden voor de grenadiers, de carabiniers, de vestingartillerie en de bijzondere compagnieën, de genie en de bijzondere compagnieën, het bataljon van administratie;

48 maanden voor de cavalerie en de jagers te paard;

c) De miliciens van de infanterie die niet geheel den werkelijken diensttijd hadden vervuld, voorgeschreven door artikel 85 van de wet op de militie, of die konden teruggeroepen worden voor eene maand en die naar huis werden teruggezonden tot de eerstkomende periode voor schietoefeningen en manœuvers.

Neemt men als grondslag de driemaandelijksche staten van het jaar 1900, dan kan dit cijfer van 42,898 man ook nog worden vastgesteld op de volgende wijze.

Inderdaad, volgens deze staten waren er :

	Contingent in dienst 8 eerste klassen.	Contingenten van de reserve (9e en volgende klassen.)	Cadetten.	Totalen.
Op 1 Januari 1900. .	42,256	468	76	42.800
Op 1 April 1900. .	41,885	465	74	42,422
Op 1 Juli 1900. .	46,173	437	77	46,687
Op 1 October 1900. .	47,565	456	77	48.098
			Totaal. . .	180.007

De teruggeroepenen, voorkomende in de opgave van 1 Juli, waren ten getale van 4,739. Trekken wij die af, als zijnde een onzekere factor, om ze te vervangen door het gemiddelde der teruggeroepenen voor het geheele jaar, dat is 1,350 man.

Trekken wij ook 75 man der klasse van 1897 af van sommige regimenten, die om verschillende redenen en slechts eenige dagen werden behouden, na het naar huis zenden met onbepaald verlof van hunne klasse, op 29 September; zij kwamen bij toeval voor in de staten op 1 October.

Blijven dus over 180,007—4,739—75 =	175,193 man.	
Gemiddeld getal	$\frac{175,193}{4}$ =	43,798
Af te trekken de gendarmen (gemiddeld getal).		2,808
	Blijft. . .	40,990
Bij te voegen :		
Teruggeroepenen (gemiddeld getal)	1,350	
Correctionnairen »	376	
Disciplinairen »	110	
Ontbrekenden »	72	1,908
	Algemeen totaal . . .	42,898

Dit totaal van 42,898 man, waaronder 32,319 miliciens, vrijwilligers met premie, vrijwilligers van het contingent en plaatsvervangers, bracht er mijnen voorganger toe om, als volgt, per soorten, de nieuwe samenstelling te bepalen van het vredeseffectief :

1° Contingenten (miliciens, vrijwilligers met premie, vrijwilligers van het contingent, plaatsvervangers)	23,600
2° Vrijwilligers van beroep in gewonen dienst	7,200
3° — — weer dienst nemende	6,900
4° Weer dienstnemenden van andere soorten	2,000
5° Pupillen	400
6° Teruggeroepenen	900
7° Burgerlijken	1,800
Algemeen totaal . . .	42,800

Het cijfer van 23,000 man, dat wil zeggen de opbrengst van het contingent, werd berekend als volgt :

Van de jaarlijksche lichting van 13,300 man werden 188 man afgetrokken, vrijgesteld krachtens artikel 28 van de wet op de militie. Dus bleven er 13,300 — 188 = 13,112 man. Van die 13,112 man trekt men vervolgens af 3.80 t. h., uit hoofde van gewoon verlies na de oproeping tot den werkelijken dienst, dus :

$$13,112 - \frac{38}{100}\ 13,112 = 12,614 \text{ man.}$$

De gemiddelde duur van den dienst, onder het nieuw regiem, 23 maanden 035 zijnde, moest dus het werkelijk effectief, door het contingent geleverd, zijn :

$$\frac{12,614 \times 23,035}{12} = 24,214.$$

Mijn voorganger bracht dit cijfer op 24,500 (zitting van 30 October 1901), rekening houdende met eene bijkomende opbrengst van het contingent, voortkomende uit de tegenwoordigheid in de rangen van sommige bijzondere soorten, zooals : manschappen die vóór de oproeping van hunne klasse kwamen, andere teruggeroepen bij strafmaatregel, correctionnairen behoorende tot andere klassen.

Door van die 24,500 man af te trekken de teruggeroepenen, geschat op een getal van 900, en die afzonderlijk voorkomen onder rubriek 6°, kwam men eindelijk tot de hierbovengenoemde 23,600 man.

Het cijfer van 7,200 vrijwilligers van beroep in gewonen dienst werd bepaald door het voorzien van 1,800 jaarlijksche dienstnemingen voor eenen gemiddelden diensttijd van 4 jaren (1,800 × 4) = 7,200.

Het cijfer van 6,900 vrijwilligers van beroep, weder dienst nemende, werd bepaald door het steunen op een gemiddeld getal van 835 vrijwilligers van beroep der jaren 1897, 1898, 1899, 1900, welke gaven in 1900 :

7,829 vrijwilligers medetellende in het effectief, waarvan 3,237 werden vermeld als dienende langer dan den gewonen tijd van hun vertrek met onbepaald verlof.

Op 1,800 vrijwilligers, jaarlijks ingeschreven, past dus de verhouding:

$$835 : 1,800 = 3,257 : x. \; x = \frac{1,800 \times 3,237}{835} = 6,900.$$

Het getal van weder dienst nemende miliciens werd geschat op 2,000; dat der burgers die gebruikt werden tot diensten, te voren door militairen vervuld, op 1,800; dat der teruggeroepenen, op 900. Het getal pupillen bleef hetzelfde.

Heeft de Regeering in hare berekeningen de officieren begrepen?

De officieren zijn daarin niet begrepen.

Heeft de Regeering die berekeningen vastgesteld, lettende op de manschappen met groot en met klein verlof, en in welke mate?

De manschappen met verlof voor 42 dagen en minder werden meegeteld in het effectief, maar die met bepaald en onbepaald verlof werden daarvan afgetrokken.

Het verlof van 42 dagen was eene gunst door de wet voorzien, maar niet een verlof *onderbrekende* den werkelijken dienst.

Ingeval van nood, konden de manschappen met wettelijk verlof worden teruggeroepen *zonder dat de terugroeping invloed had op de vervulling van den nog te loopen termijn*, dat niet het geval is voor het *verlof door onderbreking van dienst*, dat de werking der wet van 1902 heeft doen instellen en dat inderdaad overeenkomt met het vroeger bepaald verlof.

Door de vermindering van den diensttijd kwam de wetgever ertoe om van zes weken op vijftien dagen te verminderen (of op eene maand, indien het getal vrijwilligers en weer dienst nemenden der verschillende soorten 18,300 bedraagt) het verlof toegestaan aan onze miliciens bij wijze van vacantie om zich te gaan opknappen in den schoot hunner familie.

Van weerskanten moet men dus den man, die in vacantie is, beschouwen als aanwezig, en dat heeft het Departement van Oorlog altijd gedaan.

B — OVERZICHT DER REGELEN GEVOLGD VOOR DE VASTSTELLING VAN HET TEGENWOORDIG VREDESEFFECTIEF.

1. — ALGEMEENE BEGRIPPEN.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Hoe stelt de Regeering het huidig cijfer vast van het vredeseffectief en van het oorlogseffectief? (1)

(1) Zie, wat het oorlogseffectief betreft, bladzijde 115.

In welke mate telt zij in hare berekeningen de tegenwoordigheid van de officieren in krijgsdienst en van hen die met groot of met klein verlof zijn?

ANTWOORD.

Voor het bepalen van het gemiddeld vredeseffectief maakt men gebruik, nu, zooals vóór 1902, van de staten, maandelijks vastgesteld door de korpsen en samengevat door het Departement van Oorlog.

Eertijds bediende men zich, voor die bepaling, van het effectief op den eersten dag der maand of van het trimester. Thans — wij hebben in het algemeen overzicht gezegd waarom — neemt men in ieder korps en voor iedere maand het gemiddeld cijfer der dagelijks aanwezigen gedurende de maand.

Het quotient door 12 van de som der maandelijksche gemiddelde cijfers zal het jaarlijksch gemiddeld getal geven.

De aldus verkregen gemiddelde cijfers zijn onbetwistbaar meer juist. Zijn begrepen in het effectief, de manschappen aanwezig bij hunne eenheid, met klein verlof van niet meer dan eene maand, in het hospitaal, gedetacheerden, disciplinairen en correctionnairen.

Zijn daarin niet begrepen : de ontbrekende manschappen, de terechtstaande manschappen, de manschappen opgesloten in burgerlijke gevangenissen, diegenen met verlof tot herstel van gezondheid, met verlof voor meer dan eene maand (dit wordt zeer zelden toegestaan) (1), of met verlof door onderbreking van werkelijken dienst (wat gelijkstaat met het bepaald verlof van voorheen).

Omdat men onder het oud regiem in het vredeseffectief begreep de manschappen met verlof voor niet meer dan zes weken en dat men thans er alleen in meetelt zij die met verlof zijn van niet meer dan eene maand, heeft men daaruit afgeleid dat de wijze om het effectief te berekenen sedert 1902 in hoofdzaak veranderd is.

Daar het bedoeld verlof een gunstbewijs is — hetwelk de militaire overheid desnoods mag intrekken —, spreekt het van zelf dat zij, die er gebruik van maken, moeten geteld worden in het effectief op den voet van vrede, dat wil zeggen, onder de manschappen waarover de Minister bij elk voorkomend geval de vrije beschikking heeft, zonder zijn toevlucht te moeten nemen tot een Koninklijk Besluit, waarbij de uitvoering van artikel 83 van de militiewet wordt ingetrokken.

Dat kan aldus niet zijn met het onderbrekend verlof, door de tegenwoordige wet bedoeld, dat wil zeggen, met het verlof waardoor de werkelijke dienst niet op doorgaande wijze wordt vervuld. Zoo doet de infanterie slechts 20 maanden in de 24, die volgen op het oproepen onder de wapenen; de cavalerie, 30 in de 36, enz.

Afwezigheden van dien aard kunnen natuurlijk niet worden beschouwd als gewoon verlof, want, zoodra een soldaat het getal maanden van werke-

---

(1) Zie verder bladzijde 101, voor de juiste cijfers daarover.

lijken dienst, voorzien bij artikel 85, heeft uitgediend, dit is te zeggen, van den dag af dat hij meegeteld is in het effectief voor dat getal maanden, kan hij niet meer onder de wapenen worden behouden en moet hij noodzakelijk met onbepaald verlof naar huis worden gezonden.

Beschouwt men het onderbrekend verlof als gunstverlof, dan komt men tot het besluit dat de manschappen inderdaad onder de wapenen zijn gedurende een getal maanden, hooger dan dat, hun door de wet opgelegd. Overigens, eertijds was die dienst niet doorgaande in al de wapenen : de linie-infanterie, met name, moest 28 maanden dienen van de 36. De manschappen van dat wapen volbracht enenkel 26 of 27 maanden aan één stuk en eene maand van terugroeping, *behalve de terugroeping door de wet voorzien, buiten den ter mijn van werkelijken dienst.*

Bij het einde van de 26e of 27e maand werden zij met *bepaald* verlof gezonden voor eenen tijd, gelijkstaande met de *onderbreking* van hunnen werkelijken dienst, en, van dan af, telden zij niet meer mee in het vredeseffectief.

Dit *bepaald* verlof dat, met het oog op den duur van den werkelijken dienst van dien tijd, zonder hinder voor den dienst en de algemeene opleiding van het leger kon worden verleend aan eene geheele klasse van militie, was het onderbrekend verlof van heden ; dus moet men dit laatste begrijpen in de berekening van het effectief.

Hierbij dient, daarenboven, opgemerkt dat, om te komen tot de bepaling van het gemiddeld effectief van 42,800, men tot grondslag heeft genomen, in de bespreking, den wezenlijken duur van den werkelijken dienst, en niet den tijd gedurende welken die dienst moet verricht worden.

Men mag dus beweren dat, onder het oud regiem, het vredeseffectief werd berekend als nu; is er misverstand, dan komt dit doordien men het onderbrekend verlof beschouwt als gewoon verlof, terwijl het inderdaad het *bepaald* verlof van voorheen is.

De officieren werden nooit meegeteld in geen enkel der tabellen van vredeseffectief, opgenomen in het statistisch jaarboek of waarvan sprake was in het Parlement.

2. BIJZONDERE VRAGEN.

1° Het verlof

a) Het zoogenaamd « klein verlof ».

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

De heer Minister van Oorlog heeft op eene mijner vragen geantwoord : « Werden niet begrepen in die 42,898 man (voorgewend vredeseffectief van 1900) de manschappen met bepaald verlof, dat wil zeggen : a) *de militairen met verlof tot herstel van gezondheid of met gunstverlof voor meer dan zes weken. »*

Dit verlof tot herstel van gezondheid of gunstverlof voor minder dan zes weken, is dat het verlof bekend onder den naam van « klein verlof », of is het een ander verlof en van welken aard?

ANTWOORD.

Onder het beheer van de militiewet vóór 1902, konden de miliciens en de plaatsvervangers gemiddeld zes weken verlof bekomen per jaar dienst.

Dat verlof — eigenlijk gezegd die vacantie — werd gerekend als werkelijke dienst, dat wil zeggen, dat de datum van het vertrek met onbepaald verlof van een soldaat niet werd beïnvloed door het feit dat hij al of niet een dergelijk verlof had genoten.

Het koninklijk besluit van 1 April 1898, in zijn eerste artikel ; verwijzing, bepaalde hieromtrent :

« Naar den aard van het verlof dat zij genieten, worden de militairen met » verlof aldus aangeduid :

» 1° *Militairen met klein verlof*, wanneer zij dit bekomen voor zes weken » en minder, welke ook de aard zij van dit verlof. »

De militiewet van 1902 heeft van zes weken op vijftien dagen verminderd den duur van het jaarlijksch verlof, onder voorbehoud dat die termijn op éene maand gebracht zal worden wanneer het totaal der vrijwilligers en der heraangenomenen van de verschillende soorten 18,300 man zal bereikt hebben.

Deze bepaling heeft de militaire overheid er toe gebracht, tot ééne maand te verminderen den duur van het verlof, genaamd « klein verlof » en medegerekend als aanwezigheid in het korps, uit het oogpunt van het vervullen van den normalen werkelijken dienst.

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 April 1903 (reglement voor de militairen met verlof) bepaalt als volgt in zijne verwijzing : « Volgens den » aard van het verlof dat zij genieten, worden de militairen van minderen » rang dan die van officier die zich niet met onbeperkt verlof bevinden, » aangeduid als :

» 1° *Militairen met klein verlof*, wanneer zij een verlof hebben van niet » hooger dan eene maand ;

» 2° *Militairen met bepaald verlof*, wanneer de duur van het verlof eene » maand te boven gaat. »

Het betreft de manschappen die niet met onbepaald verlof zijn, dat wil zeggen, zij die nog niet hebben vervuld den normalen werkelijken dienst, bepaald bij artikel 85 van de wet op de militie.

Men moet wel onderscheid maken tusschen het klein verlof (vacantie), dat geen invloed heeft op de vervulling van den normalen werkelijken dienst, en het *bepaald* verlof,—thans genaamd : verlof door onderbreking van dienst, — dat niet telt als werkelijke dienst en dat op de vervulling daarvan invloed heeft.

Er is dus in dit opzicht niets veranderd, behalve het quantum van het verlof, genaamd « klein verlof », hetwelk door den wetgever zelf bepaald is.

2. Verlof door onderbreking van dienst.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Op eene van mijne vragen heeft de heer Minister van Oorlog geantwoord :
« *De gemiddelde duur van den dienst onder het nieuw regiem zijnde*
» *23 maanden 035, moest dus het wezenlijk effectief, door het contingent*
» *geleverd, zijn :*

$$\text{» } \frac{12{,}614 \times 23.035}{12} = 24{,}214 \text{ »}$$

Dit antwoord veronderstelt dat, overeenkomstig wat schijnt geweest te zijn de regel vóór 1900, de dienst zooveel mogelijk moest geschieden zonder onderbreking.

Welnu, hoeveel van die 23,600 manschappen (hetzij 24,214 verminderd met de teruggeroepenen die onder eene bijzondere rubriek voorkomen in de tabel van den Minister) heeft men met bepaald verlof naar huis gezonden door onderbreking van dienst gedurende het militiejaar 1906-1907 en gedurende het militiejaar 1907-1908 ?

ANTWOORD.

Het is eene dwaling te gelooven dat vóór de wet van 1902, de werkelijke dienst, bepaald bij artikel 85, zonder onderbreking werd vervuld.

De manschappen van de linie-infanterie en van de jagers vervulden 28 maanden op de 36, en die van de grenadiers en de carabiniers 36 maanden op de 48.

Werkelijk dienden de eerste *zonder onderbreking* — het wettelijk verlof werd niet in aanmerking genomen —26 of 27 maanden; de andere, 35 maanden. Dan werden zij met bepaald verlof naar huis gezonden tot aan den tijd der schietoefeningen en der manœuvers van het volgende jaar.

Dat bepaald verlof *onderbrak hunnen werkelijken dienst.*

Heden moeten al de infanteristen 20 maanden dienen op de 24, die volgen op hunne oproeping onder de wapenen.

De militaire overheid, die den datum bepaalt van het oproepen tot den actieven dienst en dien van het zenden met onbepaald verlof van het contingent, had kunnen voorschrijven, in overeenkomst met het vroeger stelsel, dat deze manschappen zouden doen 19 maanden aan één stuk, dan een verlof bekomen van 4 maanden en vervolgens weer binnen gaan voor eene maand; dit zou wettig geweest zijn en er zou overeenkomst geweest zijn tusschen de twee stelsels zonder de minst mogelijke betwisting.

Maar daar dit stelsel nadeelig zou zijn voor de opleiding en den loop der diensten zou belemmeren, werd er besloten dat de korpsoversten meester zouden blijven om te bepalen de tijden waarop de werkelijke dienst zou worden onderbroken, en den duur van deze onderbreking, mits de normale termijn zou worden vervuld binnen het wettelijk tijdperk. Dit is de oorsprong van het verlof door onderbreking van dienst, dat niets anders

is dan het *bepaald* verlof van vroeger, behalve dat het van veranderlijken duur is en dat het kan verleend worden per persoon of per groep.

Overigens is het onderbrekend verlof niet *noodzakelijk* korter dan eene maand; moest men aannemen dat het moet beschouwd worden als klein verlof, indien minder dan eene maand, en als bepaald verlof, indien meer dan eene maand, dan zou men in het bespottelijke vallen.

Uit wat voorgaat volgt, dat *al* de miliciens, vrijwilligers van het contingent en vrijwilligers met premie, uitmakende het effectief van 1906-1907 en van 1907-1908, recht hadden op onderbrekend verlof.

Zij, die daarvan niet hebben genoten, hebben er van afgezien, ofwel werden er van beroofd om slecht levensgedrag, hetzij geheel, hetzij gedeeltelijk (artikel 87 van de militiewet.)

Onze effectiefstaten geven ons alleen het getal manschappen met bepaald verlof (door onderbreking van dienst) op den eersten dag van elke maand en spreken niet van den duur van dat verlof.

Men kan dus de vraag van den heer Slegers niet nauwkeurig beantwoorden, *wat de cijfers betreft;* maar dit punt wordt zonder belang tegenover bovenstaande uitleggingen.

VRAAG VAN DEN HEER HYMANS.

Wil de Minister van Oorlog ons zeggen welke regel wordt gevolgd bij de verleening der verloven door dienstonderbreking?

Worden ze verleend op enkele aanvraag vanwege de manschappen, op het tijdstip dat zij gelieven te verkiezen en voor den tijd dien zij aanduiden?

ANTWOORD.

Ten einde de opleiding niet te schaden en den gang der diensten niet te belemmeren, wordt het verleenen van de verloven door dienstonderbreking geregeld door de korpsoversten, onder toezicht van de Generaals. De miliciens kunnen er volgens de omstandigheden gebruik van maken, hetzij elk afzonderlijk, hetzij per groep (zie het antwoord op de vorige vraag, gesteld door den heer Segers).

Die handelwijze is de eenige waardoor de oversten kunnen regelen de datums voor de verloven, rekening houdende voor ieder korps met de diensten, waarin moet voorzien worden voor de verschillende garnizoenen, en met de oefeningen of manœuvers waaraan de verschillende eenheden moeten deelnemen.

Die verloven worden aan de laatst binnengekomenen enkel toegestaan na verloop van het eerste tijdstip der opleiding.

Verder herinnert een jaarlijksche omzendbrief aan de korpsoversten eene onderrichting van 1903, waarbij wordt voorgeschreven bedoelde verloven te verleenen op de tijdstippen welke het meest gunstig zijn voor de uitoefening van het beroep der manschappen die ze bekomen, *voor zooveel de vereischten van den dienst en van de opleiding der troepen het toelaten.*

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

Krijgen de vrijwilligers van beroep en de weder dienst nemenden der verschillende soorten het zoogenaamd verlof door onderbreking van dienst?

Hoeveel tijd brengt een vrijwilliger van beroep, die meer dan 18 jaar oud is en dienst neemt in een linieregiment, in werkelijkheid door onder de wapenen?

ANTWOORD.

De vrijwilligers van beroep en de wederdienstnemenden der verschillende soorten krijgen geen verlof, zoogenaamd door onderbreking van dienst; die militairen vervullen onafgebroken hunne verplichtingen.

De vrijwilliger van beroep, aangenomen na den ouderdom van 18 jaar, wordt, volgens artikel 100 (F), eerst met onbepaald verlof gezonden, nadat hij drie jaar in werkelijken dienst is geweest, welk ook het wapen zij, waartoe hij behoort.

Dus brengt hij werkelijk 36 maanden onder de wapenen door, daarin begrepen, wel te verstaan, het verlof bedoeld bij artikel 85 (C. en D.).

2° De teruggeroepenen (1).

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Telde het cijfer van 42,898 man, door den heer Minister van Oorlog opgegeven als uitmakende het vredeseffectief van 1900, geene andere teruggeroepenen als de 1,350 man, waarvan sprake is in de opsomming?

ANTWOORD.

Uit het oogpunt van de terugroepingen der militieklassen was het jaar 1900 normaal; geen enkel contingent werd teruggeroepen voor andere tijden dan die, voorzien bij artikel 85 der militiewet.

Behalve de 1,350 teruggeroepen manschappen (gemiddeld cijfer) werden er, in 1900, evenals in alle andere jaren, een zeker aantal militairen teruggeroepen onder de wapenen bij strafmaatregel, omdat zij de voorschriften van de instructie op de verlofgangers en de reservisten (thans genaamd « reglement voor de militairen met verlof ») hadden overtreden.

Dit cijfer verandert niet van een dienstjaar op een ander en heeft dus geen invloed op de te maken vergelijking.

Uit oorzaak van de herinrichting van 1902 zou men niet, zonder groote moeilijkheid, het getal kunnen vaststellen van die teruggeroepenen in 1900, evenmin als den duur van hun behoud onder de wapenen.

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

Zijn de vrijwilligers van beroep onderworpen aan de terugroepingen van éene maand, voorzien bij het laatste lid van artikel 85 der wet op de militie, wanneer zij behooren tot korpsen waarvan de miliciens zijn onderworpen aan die terugroeping?

Wanneer doen zij die maand van terugroeping?

ANTWOORD.

De terugroeping, voorzien bij artikel 85 (E) der militiewet, betreft alleen

(1) Zie ook bladzijde 97.

de manschappen, wier werkelijke dienst 20 maanden is; zij wordt dus niet toegepast op de vrijwilligers wier minste termijn van werkelijken dienst 36 maanden bedraagt.

De terugroepingen, toepasselijk op de vrijwilligers en waarvan sprake is in artikel 100 (F) van de wet, zijn terugroepingen die, bij voorkomend geval, door buitengewone gebeurtenissen noodzakelijk worden gemaakt.

C. STATISTIEKEN AANGAANDE HET VREDESEFFECTIEF.

A. — GEMIDDELD VREDESEFFECTIEF.

a) Verwachte opbrengst. — Verkregen opbrengst.

VRAAG VAN DEN HEER MÉLOT.

a) *Welk is het laagste cijfer dat de Regeering verwachtte door de wet van 1902 :*

1° *Van het contingent, vrijwilligers met premie, miliciens, vrijwilligers van beroep, plaatsvervangers ?*

2° *Van de soort « vrijwilligers van beroep » ?*

3° *Van de weer dienst nemenden van alle soorten ?*

4° *Van de soort « pupillen » ?*

5° *Van de soort « teruggeroepenen » en gedurende hoeveel weken ?*

6° *Van de soort « gemilitariseerde burgers » ?*

Welk is het eigenlijk cijfer verkregen uit deze verschillende soorten gedurende de burgerlijke jaren 1903, 1904, 1905, 1906, 1907 en 1908?

ANTWOORD.

Hierbij eene tabel, per soorten, het gemiddeld vredeseffectief gevende, door de Regeering voorzien tijdens de behandeling der militiewet van 1902, alsook het gemiddeld vredeseffectief genomen uit de staten van effectief der korpsen gedurende de jaren 1903, 1904, 1905, 1906, 1907 en 1908.

Aan deze tabel is toegevoegd eene bijlage, betrekking hebbende op de soldaten teruggeroepen gedurende diezelfde jaren, met aanduiding van het getal dagen van terugroeping.

Nochtans is het noodzakelijk op te merken dat, gedurende de overgangsperiode, dat is te zeggen gedurende de jaren 1903, 1904 en 1905, er manschappen waren die hetzelfde jaar werden teruggeroepen, de eene meestal voor ongeveer zes weken, om hunnen normalen werkelijken diensttijd uit te doen, de andere voor eene maand, krachtens artikel 85, laatste paragraaf van de militiewet. (Zie het antwoord gegeven aan den heer Hoijois betreffende eene vraagover de teruggeroepenen in 1900 en in 1906-1907 en 1907-1908, bladzijde 99 en antwoord op eene vraag van den heer Poullet, bladz. 98 en 99.

Tabel gevende, per soorten, het gemiddeld effectief van het leger gedurende de BURGERLIJKE JAREN 1903, 1904, 1905, 1906, 1907 en 1908.

SOORTEN.	EFFECTIEF voorzien door de REGEERING.	GEMIDDELD VREDESEFFECTIEF GEDURENDE DE JAREN						*Opmerkingen.*
		1903	1904	1905	1906	1907	1908	
1° Contingent	23,600	29,914	26,545	23,820	22,606	22,127	22,405	(1) Zie de bijlage van deze tabel.
2° Vrijwilligers van beroep in gewonen dienst	7,200	6,075	7,499	8.706	8,680	7,745	7,002	
3° Vrijwilligers van beroep die weder dienst namen.	6,900	3,298	3,615	3,683	3,803	3,901	4,011	
3° Weder dienst nemenden der andere soorten.	2,000	621	996	1,241	1,320	1,261	1,239	
4° Pupillen	400	437	445	489	444	426	449	
5° Teruggeroepenen (1)	900	1,300	1,282	526	932	653	604	
Totalen	41,000	41,645	40,382	38,425	37,785	36,113	35,710	
6° Gemilitariseerde burgers	1,800	552	1,001	1,261	1,270	1,290	1,313	
Algemeene totalen	42,800	42,197	41,383	39,686	39,055	37,403	37,023	

BIJLAGE VAN DE TABEL.

Getal manschappen teruggeroepen gedurende de jaren 1903, 1904, 1905, 1906, 1907 en 1908.

1903

7,516 man der klasse van 1899, onder de wapenen teruggeroepen voor eene maand, krachtens artikel 85, laatste §, van de vroegere militiewet.

5,961 man der klasse van 1900, voor zes weken onder de wapenen teruggeroepen om hunnen normalen werkelijken diensttijd te voleindigen, bepaald door artikel 85 van de vroegere militiewet.

1904

6,326 man der klasse van 1901, teruggeroepen voor zes weken om hunnen normalen werkelijken diensttijd te voleindigen, bepaald door artikel 85 van de vroegere militiewet.

470 man der klasse van 1900 — carabiniers — werden voor achttien dagen onder de wapenen teruggeroepen om den normalen werkelijken diensttijd te voleindigen (36 maanden), bepaald door artikel 85 van de vroegere militiewet, hebbende deze militairen gedurende vijf en dertig maanden en elf dagen zonder onderbreking actief gediend.

6,469 man der klasse van 1900 van de andere infanterie-regimenten, onder de wapenen teruggeroepen krachtens artikel 85, laatste §, van de vroegere militiewet.

1905

6,461 man der klasse van 1901, gedurende eene maand onder de wapenen teruggeroepen krachtens artikel 85, laatste §, van de vroegere militiewet.

1906

7,732 man der klasse van 1902 en
3,742 man der klasse van 1903, } teruggeroepen gedurende eene maand, krachtens artikel 87, § L, van de nieuwe militiewet.

1907

3,945 man der klasse van 1903 en
4,081 man der klasse van 1904, } Idem.

1908

3,461 man der klasse van 1904 en
4,037 man der klasse van 1905 } Idem.

B. TEGENWOORDIG VREDESEFFECTIEF UITGEREKEND VOLGENS DE WIJZE IN GEBRUIK VÓÓR DE ONDERRICHTING VAN 10 SEPTEMBER 1902

Vraag van den heer MÉLOT.

Uit het antwoord, door het Departement van Oorlog op de vragen van de Commissie gegeven, blijkt dat er verscheidene verschillen bestaan in de wijze van het vredeseffectief te berekenen vóór 10 September 1902 en na dien datum. Zou het Departement de Commissie willen zeggen :

Wat het bedrag van het vredeseffectief voor elk der jaren 1906-1907 en 1907-1908 zou geweest zijn, indien het gemiddeld cijfer berekend werd naar den toestand op den eersten dag van elke maand, en niet naar den toestand op elken dag van de maand?

ANTWOORD.

Hieronder de gemiddelde cijfers verkregen voor het vredeseffectief in de militiejaren 1906-1907 en 1907-1908, nemende den toestand op den laatsten dag van elke maand, en niet den toestand op elken dag der maand. De nieuwe maandelijksche staten geven de cijfers op den *laatsten* dag der maand.

MAAND.	Jaar 1906-1907.	Jaar 1907-1908.
31 October	32,709	30,958
30 November	40,021	38,205
31 December	39,422	37,788
31 Januari	38,292	37,225
28 Februari	37,691	36,993
31 Maart	36,943	36,284
30 April.	38,487	36,155
31 Mei	37,951	34,530
30 Juni	36,286	37,284
31 Juli	37,338	36,089
31 Augustus	36,864	36,023
30 September	29,010	28,642
Totalen. . .	441,014	426,173
Gemiddeld . .	36,751	35,514
Burgers. . .	1,285	1,308
	38,036	36,822

Vraag van den heer SEGERS.

Wat zou het bedrag zijn van het vredeseffectief voor 1908, indien men het uitrekende zooals gedaan werd vóór de onderrichtingen van 10 September 1902?

ANTWOORD.

Hierbij eene tabel, het vredeseffectief gevende voor 1908 (burgerlijk jaar), steunende eenerzijds op de maandelijksche staten, anderzijds op de driemaandelijksche staten.

Men moet opmerken dat eene dergelijke tabel, in antwoord op eene vraag van den heer Melot gegeven, doelt op het *militie*jaar, en niet op het burgerlijk jaar.

	Per maand.	Per trimester.	
	AANWEZIG EFFECTIEF.	AANWEZIG EFFECTIEF.	
	—	—	BURGERS.
1 Januari 1908 (toestand op 31 Dec. 1907)	37,788	37,788	1,298
1 Febr. — (— 31 Januari 1908)	37,225		
1 Maart — (— 29 Febr. —)	36,993		
1 April — (— 31 Maart —)	36,281	36,281	1,306
1 Mei — (— 30 April —)	36,155		
1 Juni — (— 31 Mei —)	34,530		
1 Juli — (— 30 Juni —)	37,284	37,284	1,317
1 August. — (— 31 Juli —)	36,089		
1 Sept. — (— 31 August. —)	36,023		
1 October — (— 30 Sept. —)	28,642	28,642	1,320
1 Novemb. — (— 31 October —)	31,805		
1 Decemb. — (— 30 Novemb. —)	38,953		
Totalen. . .	427,768	139,995	5,241
af te trekken . .		2,318. . . .	De teruggeroepenen begrepen in het effectief op 30 Juni 1908.
Gemiddeld getal.	35,649		
Burgers	1,312	137,677	
Gemiddeld getal	36,961	Gemiddeld getal 34,419	1,310
(1) Af te tellen de teruggeroepenen begrepen in het effectief op den laatsten dag der maand	559	bij te voegen 604	Gemiddeld getal der teruggeroepenen in 1908.
	36,402	1,310	Gemiddeld getal der burgers.
Gemiddeld getal der teruggeroepenen in 1908	604		
Algemeen gemiddeld getal (2) . . .	37,006	Algemeen gemiddeld getal (3). 36,333	

(1) 30 April, 1,543; 30 Juni, 2,318; 31 Juli, 1,594; 31 Augustus, 1,251 = 6,706 : 12 = 559 teruggeroepen.

(2) Niet inbegrepen : 61 ontbrekenden,
35 terechtstaanden
87 gevangenen,
256 met verlof tot herstel van gezondheid,
2,142 met bepaald verlof.
Totaal 2,581 man.

(3) Niet inbegrepen : 74 ontbrekenden,
34 terechtstaanden,
85 gevangenen,
247 met verlof tot herstel van gezondheid,
1,658 met bepaald verlof.
Totaal 2,098 man.

VRAAG VAN DEN HEER HYMANS.

Gelieve het globaal gemiddeld effectief van het leger op voet van vrede te doen kennen voor het vijfjarig tijdperk 1904-1908, *steunende op :*

1° *het thans in gebruik zijnde stelsel ;*

2° *het vroeger in gebruik zijnde stelsel, door dat effectief op eenen zekeren dag van de maand te nemen ;*

3° *het vroeger stelsel, door het effectief te nemen op eenen dag van elk trimester, zooals het gedaan werd voor* 1900.

Gelieve de mogelijke verschillen per jaar aan te duiden.

ANTWOORD.

JAREN.	GEMIDDELD VREDESEFFECTIEF.			VERSCHILLEN
	I. Tegenwoordig stelsel van berekening. Dagelijksch gemiddeld getal.	II. Berekeningen gegrond op het effectief op zekeren dag der maand.	III. Berekeningen gegrond op het effectief op zekeren dag van het trimester.	met III.
1904	41,383	41,510	40,936	447 ten gunste van I. 574 ten gunste van II.
1905	39,686	39,346	38,794	892 ten gunste van I. 552 ten gunste van II.
1906	39,055	39,149	38,755	300 ten gunste van I. 394 ten gunste van II.
1907	37,403	37,726	37,159	244 ten gunste van I. 567 ten gunste van II.
1908	37,023	37,006	36,333	690 ten gunste van I. 673 ten gunste van II.

c) **Gemiddeld vredeseffectief per soorten.**

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

Per soorten het gemiddeld vredeseffectief op te geven voor de jaren 1907 en 1908.

SOORTEN.	Burgerlijk jaar 1907 1 Januari tot 31 December.	Miliciejaar 1906-1907 1 October 1906 tot 30 September 1907.	Burgerlijk jaar 1908 1 Januari tot 31 December.	Miliciejaar 1907-1908 1 October 1907 tot 30 September 1908.
Vrijwilligers van beroep in gewonen dienst. . .	7,745	8,016	7,002	7,145
— — die weder dienst namen .	3,901	3,878	4,011	3,977
Weder dienst nemenden der andere soorten . .	1,261	1,271	1,239	1,231
Pupillen	426	427	449	445
Contingenten (1) Vrijwilligers van het contingent.	18	18	15	16
Contingenten (1) — met premie . .	2,680	2,779	2,839	2,617
Contingenten (1) Miliciens	20,036	20,154	20,107	20,020
Contingenten (1) Plaatsvervangers	46	47	48	48
Gemilitariseerde burgers (voor memorie) . . .	36,113 1,290	36,590 1,285	35,710 1,313	35,499 1,308

(1) De teruggeroepenen zijn begrepen onder de verschillende opschriften van de soort « contingenten ».

d) **Vergelijking tusschen het vredeseffectief voor 1900 en het tegenwoordig vredeseffectief.**

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

Men wenscht eene vergelijkende tabel van het vredeseffectief in 1900 en 1907-1908, opgemaakt naar de volgende grondslagen :

ANTWOORD.

I. — **Manschappen in het effectief begrepen of te begrijpen.**

STAND DER MANNEN.	Jaar 1900.	Jaar 1907-1908.
1. *Werkelijk aanwezig* . . . . (in de eenheid, gedetacheerd, in het hospitaal, in de tuchtcompagnie, enz.).	39,329	35,543 (1)
2. *Denkbeeldig aanwezig* . . . . (verlofgangers).	3,569	1,264 (2)
Totaal. . .	42,898	36,807

(1) Met inbegrip van de gemilitariseerde burgers.

(2) Indien de normale getalsterkte van 42,800 man bereikt was, zouden de manschappen recht hebben op gemiddeld eene maand verlof, en dat getal zou meer dan verdubbeld kunnen worden.

II. — **Manschappen in het effectief niet begrepen of niet te begrijpen.**

STAND DER MANNEN.	Jaar 1900.	Jaar 1907-1908.
1. Met bepaald verlof gedurende de onderbreking van hunnen dienst-tijd	6,061	2,147
2. Met onbepaald verlof, maar nog onderworpen aan eene terugroeping	8,072	11,494
Totaal. . .	14,133	13,641

VRAAG VAN DEN HEER MÉLOT.

A. Welke ware de getalsterkte op vredesvoet in 1900 geweest, indien het gemiddeld getal was berekend geworden naar den staat op iederen dag der maand en niet naar den staat op den eersten dag der maand?

B. Hoeveel manschappen met meer dan ééne maand en minder dan zes weken verlof, werden medegerekend als aanwezig voor de getalsterkte van 1900?

ANTWOORD.

A en *B*. — Overeenkomstig de in afschrift hierbijgevoegde onderrichtingen (1), werden in 1902 grondige veranderingen gebracht in de

(1) Zie nota, VI, *Vraagstukken betreffende de inrichting van het leger*.

legerinrichting; zóó werden namelijk het 5e, 6e, 7e, 8e en 9e regiment artillerie in nieuwe korpsen ingedeeld : vestingartillerie van Antwerpen, vestingartillerie van Luik en vestingartillerie van Namen. De bijzondere compagnieën artillerie en genie werden insgelijks heringericht en de manschappen van sommige eenheden gansch of gedeeltelijk opgenomen in andere.

Daar niet al de manschappen van een zelfde vroeger korps in een zelfde nieuw korps werden opgenomen, zijn de archieven verstrooid geworden en het ware niet mogelijk de gevraagde inlichtingen te bezorgen, zonder het leger, zooals het bestond vóór de hervorming, *bestuurlijk* opnieuw in het leven te roepen; dit zou een aanzienlijk werk wezen, waarvan men niet *a priori* zou kunnen zeggen hoelang het zal duren, en van welks volstrekt juisten uitslag men niet zeker zou zijn.

Weliswaar zou men de gewenschte inlichtingen kunnen verschaffen voor de korpsen waarvan de samenstelling onveranderd is gebleven; dat lastig werk, 't welk in de regimenten zou moeten gedaan worden, zou klaarblijkelijk luttel nut opleveren, vermits de vergelijking maar een gedeelte der getalsterkte zou betreffen.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Hoeveel manschappen met soldij waren er juist aanwezig in 1900?

ANTWOORD.

Om de daareven opgegeven redenen (herinrichting van het leger in 1902), ware het moeilijk, zooniet onmogelijk die inlichtingen te verschaffen op grond van gemiddelde dagelijksche getallen aanwezigen.

Daartoe zou men *het bestuur* van het leger, zooals het te dien tijde bestond, moeten opnieuw in het leven roepen, wat ontelbare ruilingen en verdeelingen van archieven zou veroorzaken.

e. — VAN SOMMIGE ELEMENTEN VAN HET VREDESEFFECTIEF IN HET BIJZONDER.

1. De teruggeroepenen.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Hoe hoog is het cijfer van teruggeroepenen, voorkomende in het totaal van het vredeseffectief van 1907 *en in dat van* 1908 ?

ANTWOORD.

Het gemiddeld getal der teruggeroepen manschappen was 722 in 1906-1907 en 604 in 1907-1908.

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

Waarom werd het getal der teruggeroepenen gemiddeld geschat, voor 1900, *op* 1,350 *man, en voor de toekomst slechts op* 900 *man? Met andere*

woorden, welke bepaling der wet van 26 Maart 1892 moest tot gevolg hebben eene vermindering van het gemiddeld getal teruggeroepenen?

Daar de terugroeping thans wordt uitgestrekt tot de vrijwilligers van beroep (art. 100 litt. F), tot de grenadiers en tot de carabiniers, schijnt het dat het getal teruggeroepenen grooter moest zijn dan vroeger.

ANTWOORD.

De teruggeroepenen werden niet geschat op 1,350 in 1902, zooals in 1900, omdat, onder het nieuw regiem, al de infanteristen 20 maanden werkelijken dienst doen op de 24, die volgen op de oproeping onder de wapenen, en later weder binnenkomen voor hunne enkele maand van terugroeping (art. 85, E.)

Onder het oud regiem, daarentegen, deden de soldaten van de linie-infanterie en van de jagers te voet 26 tot 26 1/2 maand werkelijken dienst aan één stuk en werden dan met *bepaald* verlof gezonden — door onderbreking van hunnen werkelijken dienst — tot aan de schietoefeningen en de manœuvers van het volgende jaar. Op dit tijdstip kwamen zij terug onder de wapenen om de 28 maanden werkelijken dienst uit te doen, die door de wet bepaald zijn. Zij moesten daarna nog hunne maand van terugroeping doen (art. 85).

Er waren dus, onder de vroegere wetgeving, manschappen die hetzelfde jaar teruggeroepen werden, de eenen gedurende 6 weken om hunnen wettelijken actieven diensttijd te voleindigen, de anderen voor éene maand, krachtens artikel 85, laatste paragraaf, van de militiewet.

Wat de vrijwilligers van beroep betreft, waarvan de actieve diensttijd 3, 4 of 5 jaar bedraagt, volgens hunnen ouderdom, toen zij ingelijfd werden, deze kunnen, krachtens artikel 85 van de nieuwe militiewet, niet meer teruggeroepen worden : alleen de mannen, die 20 maanden dienst moeten doen, zijn aan eene terugroeping van éene maand onderworpen. Doch, overeenkomstig artikel 100, F, kunnen de vrijwilligers, in buitengewone omstandigheden (onlusten, werkstakingen, enz.), onder de wapenen teruggeroepen worden evenals de miliciens, met onbepaald verlof, van de klas waartoe zij door hunne dienstneming behooren.

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

a) Hoe komt het dat, terwijl de terug binnengeroepenen op 900 man werden berekend, er maar 604 waren in 1907-1908 en 722 in 1906-1907?

b) Kan men, zonder langdurige opzoekingen, het getal manschappen opgeven, die terug binnengeroepen werden in het burgerlijk jaar 1907 en in het burgerlijk jaar 1908?

c) Ware het mogelijk, tot 900 terugbinnengeroepenen te komen?

ANTWOORD.

a) Het getal terugbinnengeroepenen hangt af van het aandeel dat aan de infanterie (alleen bedoeld in artikel 85, E, der wet) in het algeheel contingent wordt toegekend.

Daar dit laatste in de voorgaande jaren niet meer werd bereikt, is het getal terugbinnengeroepenen in evenredigheid verminderd.

b) Er waren :

In het burgerlijk jaar 1907 : 653 terugbinnengeroepenen.
— — 1908 : 604 —

c) Thans beloopt het aandeel van de lichting, toegekend aan de infanterie, nagenoeg 9,000 man, overeenkomende met ten hoogste 750 terugbinnengeroepenen $\left(\frac{9.000}{12}\right)$.

Indien, zooals werd voorzien, de vrijwilligers bij voorkeur meer dienst namen bij de andere wapens, dan zou het aandeel, in het contingent toegekend aan de infanterie, kunnen vermeerderd worden en derhalve zou het getal terugbinnengeroepenen gemakkelijker 900 bereiken.

N. B. — Het getal manschappen van het contingent, met inbegrip van de terugbinnengeroepenen, werd in 't geheel geraamd in 1901 op 24,500 man. (Zitting van 10 October 1901, bladz. 2495 en 2496.)

VRAAG VAN DEN HEER HOYOIS.

Waarom, terwijl (zooals blijkt uit een antwoord gegeven aan den heer Segers) het getal terugbinnengeroepenen (gemiddeld) in 1900 (jaar opgegeven als een gewoon jaar) 1,350 zou bedragen hebben, bedroeg het enkel 722 man in 1906-1907 en 604 man in 1907-1908 (zooals blijkt uit het antwoord op eene andere vraag van den heer Segers)?

ANTWOORD.

Zie het antwoord gegeven op dergelijke vraag van den heer volksvertegenwoordiger Poullet (voorgaande vraag).

2. De vrijwilligers met premie.

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

a) Is het mogelijk min of meer nauwkeurig het verlies te bepalen dat veroorzaakt werd, voor de burgerlijke jaren 1907 en 1908 en voor het militiejaar 1907-1908, door de ontreddering ontstaan in het aanwerven van de vrijwilligers met premie ?

Alhoewel er, op 30 September 1907, 670 vrijwilligers met premie ontbraken, volgt daaruit niet, schijnt het, dat het gemiddeld tekort voor de getalsterkte op vredesvoet, in 1907-1908, datzelfde getal manschappen bedroeg.

b) Is de laattijdige inlijving dier 670 vrijwilligers met premie niet vergoed geworden, voor het militiejaar 1907-1908, door de vroegtijdige inlijving van vrijwilligers met premie, ingelijfd in de plaats van miliciens van 1908?

c) Alhoewel er, op 30 September 1908, 900 vrijwilligers met premie ont-

braken, volgt daaruit niet, schijnt het, dat de getalsterkte op vredesvoet, voor het burgerlijk jaar 1908, datzelfde getal manschappen te kort had.

Kan men min of meer nauwkeurig het tekort uit dien hoofde berekenen ?

ANTWOORD.

a) Het tekort van 670 vrijwilligers met premie, dat op 30 September 1907 bestond, verminderde trapsgewijze tot op 8 April 1908, datum waarop 670 nieuwe inschrijvingen ontvangen werden.

Het tekort was van :

612	vrijwilligers met premie op	1 November 1907 ;
544	—	1 December 1907 ;
429	—	1 Januari 1908 ;
341	—	1 Februari 1908 ;
232	—	1 Maart 1908 ;
28	—	1 April 1908 ;
0	—	8 April 1908.

Het getal dagen aanwezigheid, dat ontbrak tengevolge van de te late inlijving van deze 670 vrijwilligers met premie, bedraagt ongeveer 86,250, wat overeenkomt met een tekort van 236 man voor het gemiddeld vredeseffectief van het militiejaar 1907-1908, hetzij 153 voor het effectief van het burgerlijk jaar 1907 en 83 voor het effectief van het jaar 1908.

b) Daarentegen heeft de te vroege inlijving van 1,070 vrijwilligers met premie, aangeworven van 8 April tot 30 September 1908 (welk tijdvak gelijk is voor de burgerlijke jaren en de militiejaren) in de plaats van de miliciens van 1908, met 85,125 dagen van aanwezigheid, hetzij 235 man gemiddeld per dag, het effectief vermeerderd van het militiejaar 1907-1908 en van het burgerlijk jaar 1908.

Tengevolge van die twee omstandigheden (670 vrijwilligers met premie voor 1907, aangenomen na 1 October 1907 en 1,070 vrijwilligers met premie voor 1908, aangenomen vóór 1 October 1908) ontstond er een dagelijksch verlies van 236 — 235 = 1 man voor het vredeseffectief der militie 1907-1908.

Er dient opgemerkt, dat indien de post « contingent » in 1907-1908 (22,097 in plaats van 23,600) geene rekening had gehouden met deze vervroegde inlijvingen, het getal 22,097 verminderd zou zijn met 235.

c) Het is in de veronderstelling dat de 1,970 miliciens, tot de prioriteitsloting van 15 September 1908 toegelaten, zouden volharden in hunne vraag om plaatsvervanging, dat de Minister kon verklaren dat er op 30 September 1908 een tekort van 900 vrijwilligers met premie bestond.

VRAAG VAN DEN HEER MÉLOT.

Hoeveel lotelingen, voor de militie aangewezen, hebben den prijs der plaatsvervanging gestort op ieder der jaren 1906 tot en met 1908 ?

ANTWOORD.

Lotingsjaar.	Getal vervangen miliciens.
1900	1,860
1901	1,844
1902	1,632
1903	1,713
1904	1,553
1905	1,541
1906	1,541
1907	1,590
1908	1,393

3. Vrijwillige dienstneming en gegradeerden.

VRAAG VAN DE HEEREN VANDERVELDE EN HYMANS.

Hoeveel, onder de vrijwilligers van beroep en de manschappen die opnieuw dienst namen, zijn er die als mindere gegradeerden en hoeveel die als gewone soldaten dienen?

ANTWOORD.

Onderstaande tabel, opgesteld volgens de staten van de korpsen op 30 September 1908, antwoordt op deze vraag:

SOORTEN.	VRIJWILLIGERS VAN BEROEP (1).			HERAANGENOMENEN VAN ANDERE SOORTEN.					Algemeene totalen.	*Opmerkingen.*
	In gewonen dienst.	Die weder dienst namen.	Totalen.	Vrijwilligers van het contingent.	Vrijwilligers met premie.	Miliciens.	Plaatsvervangers.	Totalen.		
Onderofficieren . . .	1,157	3,406	4,563	14	16	512	3	545	5,108	(1) Niet in begrepen 474 pupillen en 77 leerlingen van de militaire school, maar wel inbegrepen 84 militaire cadetten, waarvan 44 korporaals en 40 soldaten.
Korporaals of brigadiers.	2,587	244	2,831	3	71	149	2	225	3,056	
Hoornblazers, trompetters of soldaten . .	2,998	383	3,381	1	143	377	4	525	3,906	
Totalen. . .	6,742	4,033	10,775	18	230	1,038	9	1,295	12,070	

4. Het verlof van zes weken.

Vraag van den heer HYMANS.

Onder het stelsel, vóór de wet van 1902 in gebruik, werden de militairen, die een verlof van meer dan zes weken genoten, niet onder het aanwezig effectief begrepen; onder het stelsel, heden in gebruik, is de duur van dit verlof op één maand gebracht.

Hoeveel verloven van meer dan ééne maand werden gedurende het jaar 1908 toegestaan?

Van welken invloed waren deze afwezigheden op de opbrengst van het effectief?

ANTWOORD.

In den loop van het militiejaar 1907-1908 hebben slechts 19 militairen een verlof van meer dan ééne maand gekregen.

Dit getal heeft geen merkbaren invloed kunnen hebben op de opbrengst van het effectief gedurende genoemd dienstjaar.

B. — **Andere statistieken betreffende het effectief van het leger in vredestijd.**

Vraag van den heer DU BUS DE WARNAFFE.

Men vraagt de tabel van algemeen overzicht per korps, per wapen en per soort, voor het loopende militiejaar, van het vredeseffectief ingeschreven op de controles en waarover de Regeering theoretisch zou kunnen beschikken zonder eene klasse, met onbepaald verlof naar huis gezonden, terug te roepen.

ANTWOORD.

Hierbij de gevraagde tabel. Men moet nochtans opmerken dat onder de manschappen met *bepaald* verlof zijn begrepen diegenen, welke zich met verlof bevinden door onderbreking van actieven dienst. Indien, om de eene of de andere reden, deze manschappen onverwachts teruggeroepen moesten worden, zou de werkelijke diensttijd, dien zij nog te vervullen hebben, verkort zijn voor een tijdperk evenredig aan dat van de buitengewone binnenroeping onder de wapenen, dat is te zeggen, dat zij met *onbepaald* verlof naar huis zouden moeten gezonden worden vóór den door den Minister van Oorlog bepaalden datum.

Van af hun vertrek met onbepaald verlof, zou het vredeseffectief, waarover de Regeering theoretisch beschikken kan, zonder de contingenten met onbepaald verlof terug te roepen, dus worden verminderd met een getal manschappen gelijkstaande met het getal dat met onbepaald verlof naar huis werd gezonden, *vóór den voorzienen datum, rekenschap houdende met de dienstonderbrekende verloven.*

Gemiddeld getal voor de maanden October, November, December 1908 tot Januari 1909.

Gemiddeld getal voor de maanden October, November, December 1908 tot Januari 1909.

KORPSEN.	GEMIDDELD EFFECTIEF DER AANWEZIGEN.						TIJDELIJK AFWEZIGEN.						ALGEMEENE TOTALEN
	Vrijwilligers van beroep.	Vrijwilligers van het contingent.	Vrijwilligers met premie.	Miliciens.	Plaats-vervangers.	TOTALEN.	Ontbrekenden.	Terecht-staanden.	Opgesloten in de burgerlijke gevangenissen.	Met verlof tot herstel van gezondheid.	Met bepaald verlof.	TOTALEN.	
1ste linieregiment	313	1	105	590	3	1,012	1	1	1	9	14	26	1,038
2de —	412	3	133	581	4	1,133	1	»	3	4	8	16	1,149
3de —	310	»	104	557	2	973	1	1	3	7	32	44	1,017
4de —	349	1	132	572	»	1,054	1	1	2	6	20	30	1,084
5de —	309	1	111	590	»	1,011	3	1	3	7	13	27	1,038
6de —	268	»	67	609	»	944	1	»	3	5	12	21	965
7de —	287	»	89	559	1	936	1	1	3	8	9	22	958
8ste —	299	»	64	579	2	944	1	1	3	7	5	17	961
9de —	323	»	90	606	2	1,021	2	»	3	9	77	91	1,112
10de —	248	1	19	682	1	951	1	3	2	8	4	18	969
11de —	307	1	156	591	1	1,056	1	1	3	8	12	25	1,081
12de —	291	»	43	598	3	935	1	3	3	4	21	32	967
13de —	325	»	42	607	2	976	1	»	4	10	13	28	1,004
14de —	259	1	69	694	»	1,023	»	1	3	4	4	12	1,035
1ste jagers te voet	338	»	131	632	3	1,104	3	1	7	9	5	25	1,129
2de —	307	»	142	594	1	1,044	4	»	3	8	13	28	1,072
3de —	371	2	155	580	3	1,111	1	1	6	4	8	20	1,131
Grenadiers	313	»	108	689	1	1,111	1	»	1	9	2	13	1,124
Carabiniers	401	1	69	886	7	1,364	2	»	4	6	38	50	1,414
Totalen	6,030	12	1,829	11,796	36	19,703	27	16	60	132	310	545	20,248
Cadettenschool	78	»	»	»	»	78	»	»	»	»	»	»	78
Pupillenschool	463	»	»	»	»	463	»	»	»	»	»	»	463
Tucht en correctie	106	1	2	17	»	126	»	»	»	»	»	»	126
Totalen voor de infanterie	6,677	13	1,831	11,813	36	20,370	27	16	60	132	310	545	20,915
1ste jagers te paard	224	1	99	361	1	686	3	3	»	2	20	28	714
2de —	302	2	90	275	1	670	3	3	1	4	23	34	704
1ste gidsen	266	1	54	364	3	688	1	1	1	2	29	34	722
2de —	196	»	49	477	1	723	1	»	4	2	22	29	752
1ste lansiers	163	»	62	410	2	637	2	1	5	11	24	43	680

2de lansiers	194	»	93	415	»	702	2	»	3	4	18	27	729
3de —	175	1	85	404	1	666	4	2	2	7	32	47	713
4de —	220	»	106	375	»	701	1	3	2	2	29	37	738
Totalen voor de cavalerie	1,740	5	638	3,081	9	5,473	17	13	18	34	197	279	5,752
Bijzondere staf van de artillerie	59	»	5	46	»	110	»	»	»	»	»	»	110
Veld-Artillerie 1ste artillerie	255	»	44	655	2	956	1	2	2	8	23	36	992
Veld-Artillerie 2de —	201	1	124	756	1	1,083	2	1	3	6	29	41	1,124
Veld-Artillerie 3de —	187	1	47	693	2	930	1	4	2	2	14	23	953
Veld-Artillerie 4de —	127	1	62	797	2	989	1	3	1	11	21	37	1,026
Totalen	770	3	277	2,901	7	3,958	5	10	8	27	87	137	4,095
Versterkte plaats Antwerpen : 1ste sector te Antwerpen	131	»	40	172	1	344	»	»	»	1	2	3	347
2de — te Antwerpen	136	3	99	334	1	573	1	»	1	1	2	5	578
3de — te Antwerpen	91	»	38	182	2	313	»	»	»	»	2	2	315
4de — te Antwerpen	91	»	28	136	2	257	»	»	1	2	5	8	265
5de — te Antwerpen	95	1	31	128	»	255	»	1	2	»	5	8	263
Vestingartillerie te Dendermonde (28e, 29e en 30e batterijen).	40	1	16	75	1	133	»	»	»	»	»	»	133
Depot	21	»	1	11	»	33	»	»	1	1	»	2	35
Versterkte plaats Luik	217	1	109	639	3	969	2	1	»	13	13	29	998
— Namen	148	2	88	461	»	699	»	1	2	3	7	13	712
Totalen	970	8	450	2,138	10	3,576	3	3	7	21	36	70	3,646
Compagnie vuurwerkers	10	»	»	33	»	43	»	»	»	»	»	»	43
— werklieden	31	»	»	26	»	57	»	»	»	»	»	»	57
— wapensmeden	30	»	»	13	»	43	»	»	»	»	»	»	43
Totalen	71	»	»	72	»	143	»	»	»	»	»	»	143
Totalen voor de artillerie	1,870	11	732	5,157	17	7,787	8	13	15	48	123	207	7,994
Trein	130	»	109	140	»	379	»	1	1	1	6	9	388
Regiment der genie	305	2	74	347	1	729	2	1	1	2	423	429	1,158
Compagnie telegrafisten	17	»	»	86	»	103	»	»	»	1	37	38	141
— torpilleurs en vuurwerkers	10	»	»	50	»	60	»	»	»	»	25	25	85
— van spoorwegen	10	»	»	71	»	81	»	»	»	1	14	15	96
— pontonniers	15	»	4	73	»	92	»	»	1	1	44	46	138
— werklieden en luchtscheepwerkers.	10	»	»	67	»	77	»	»	»	1	35	36	113
Totalen van de genie.	367	2	78	694	1	1,142	2	1	2	6	578	589	1,731
Militaire school	77	»	»	»	»	77	»	»	»	»	»	»	77
Bataljon van administratie	478	»	4	352	3	837	»	»	»	8	3	11	848
Totalen voor het leger.	11,339	31	3,392	21,237	66	36,065	54	44	96	229	1,217	1,640	37,705

(1) Deze tabel behelst het gemiddeld getal voor de maanden October, November, December 1908 en Januari 1909, de statistiek voor Januari de laatste zijnde, die door het Departement van Oorlog werd nagezien.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Hoeveel manschappen van het vredeseffectief waren er in 1902 *op het stamregister ingeschreven en waarover men dus kon beschikken?*

Hoeveel waren er op hetzelfde stamregister ingeschreven in 1908?

ANTWOORD.

Hierbij eene tabel gevende de gevraagde inlichtingen, als grond nemende de toestanden op 31 December 1902 en 31 December 1908. Hier komt, wat de manschappen met bepaald verlof betreft (onderbrekend verlof onder het nieuw regiem), de opmerking te pas, gemaakt in antwoord op de vraag van den heer du Bus de Warnaffe (zie blz. 102), te weten, dat, ingeval de manschappen met verlof door onderbreking van dienst (bepaald), onverwachts teruggeroepen werden, de termijn van gewonen dienst, dien zij nog te doen zouden hebben, zou verkort worden met eenen zelfden tijd als die van de buitengewone terugroeping onder de wapenen.

DATUMS.	Aanwezigen										Afwezigen of met verlof.						Algemeene totalen.
	bij hunne eenheid.	met klein verlof.	in het hospitaal.	Gedetacheerd				Disciplinairen.	Correctionnairen.	Totalen.	Onthrekenden.	Terechtstaanden.	Opgesloten in burgerlijke gevangenissen.	Met verlof		Totalen.	
				in het korps.	in het depot.	in de school.	buiten het korps.							tot herstel van gezondheid.	bepaald.		
31 December 1902. (1)	21,374	12,625	696	1,250	938	2,201	1,249	103	289	40,725	49	49	122	336	7,398 (1)	7,954	48,679
31 December 1908. (2)	19,215	13,237	638	1,334	797	2,424	810	55	255	38,765	32	40	94	259	990	1,415	40,180

(1) Op 31 December 1902 verkeerde men nog onder de oude wetgeving : alle militieklassen (behalve die binnengekomen in 1902) deden eenen langeren diensttijd dan die heden gevergd wordt.

Anderzijds begreep de kolom, bepaald verlof, niet alleen de infanteristen die konden teruggeroepen worden, maar ook de vrijwilligers van beroep van alle wapenen, waarvan het contingent, waartoe zij behoorden, nog niet met *onbepepaald* verlof naar huis was gezonden.

(2) 1,314 gemilitariseerde burgers niet inbegrepen.

VRAAG VAN DEN HEER HOYOIS.

Ik verzoek den heer Minister, bij categorieën te leveren de tabel van het gemiddeld effectief der «aanwezigen», gedurende de maand Maart 1908, alsmede van het effectief der « tijdelijk afwezigen of de afwezigen met verlof » op den laatsten dag derzelfde maand (31 Maart 1908).

ANTWOORD.

Hiernevens de tabel.

KORPSEN.	Gemiddeld effectief der aanwezigen gedurende de gansche maand Maart 1908.						Tijdelijk afwezig of met verlof op 31 Maart 1908.						
	Vrijwilligers van beroep.	Vrijwilligers van het contingent.	Vrijwilligers met premie.	Miliciens.	Plaatsvervangers.	Totalen.	Ontbrekenden.	Terechtstaanden.	Gevangenen.	Met verlof tot herstel van gezondheid.	Met bepaald verlof.	Totalen.	Algemeene totalen.
1ste linieregiment	339	»	93	670	1	1,103	»	»	5	7	21	33	1,136
2de —	416	6	114	600	»	1,136	6	»	4	5	103	118	1,254
3de —	319	»	49	656	1	1,025	11	»	2	9	93	115	1,140
4de —	364	»	72	697	»	1,133	6	»	5	5	42	58	1,191
5de —	310	»	74	694	»	1,078	2	1	3	3	12	21	1,099
6de —	268	»	55	695	»	1,018	2	»	1	11	24	38	1,056
7de —	302	»	53	672	»	1,027	12	»	7	15	23	57	1,084
8ste —	286	»	27	707	3	1,023	2	»	1	11	»	14	1,037
9de —	321	»	60	820	1	1,202	2	»	2	9	3	16	1,218
10de —	247	»	14	797	»	1,058	2	3	3	13	20	41	1,099
11de —	308	1	77	699	»	1,085	»	2	2	13	47	64	1,149
12de —	293	»	33	699	2	1,027	1	1	1	9	68	80	1,107
13de —	331	»	26	718	3	1,078	»	»	3	23	18	44	1,122
14de —	271	3	61	836	»	1,171	1	»	3	7	»	11	1,182
1ste jagers te voet	342	»	123	722	4	1,191	8	1	6	7	22	44	1,235
2de —	318	»	137	679	1	1,135	9	»	7	6	33	55	1,190
3de —	379	2	146	672	3	1,202	13	2	2	5	6	28	1,230
Grenadiers	308	1	49	827	4	1,189	1	»	3	8	5	17	1,206
Carabiniers.	393	»	55	1,088	4	1,540	1	»	3	10	24	38	1,578
Totalen . .	6,115	13	1,318	13,948	27	21,421	79	10	63	176	564	892	22,313
Cadettenschool.	75	»	»	»	»	75	»	»	»	»	»	»	75
Pupillenschool.	424	»	»	»	»	424	»	»	»	3	»	3	427
Tucht en correctie	97	2	1	24	»	124	»	»	»	»	1	1	125
Totalen voor de infanterie .	6,711	15	1,319	13,972	27	22,044	79	10	63	179	565	896	22,940
1ste jagers te paard	233	»	88	296	3	620	2	5	1	»	19	27	647
2de — . . .	316	2	77	213	1	609	4	3	1	6	10	24	633
1ste gidsen.	252	1	44	310	3	610	1	»	4	3	16	24	634

KORPSEN.	Gemiddeld effectief der aanwezigen gedurende de gansche maand Maart 1908.						Voorloopig afwezig of met verlof op 31 Maart 1908.						
	Vrijwilligers van beroep.	Vrijwilligers van het contingent.	Vrijwilligers met premie.	Miliciens.	Plaatsvervangers.	Totalen.	Onthrekenden.	Tusschistaanden.	Gevangenen.	Met verlof tot herstel van gezondheid.	Met verlof bepaald.	Totalen.	Algemeene Totalen.
2de gidsen	187	»	43	386	1	617	2	»	3	3	13	21	638
1ste lansiers	176	3	64	339	4	586	»	»	1	11	12	24	610
2de —	196	»	76	312	»	584	»	»	6	1	26	33	617
3de —	181	1	73	349	»	604	4	1	3	4	25	37	641
4de —	244	1	103	326	»	674	1	1	3	1	20	26	700
Totalen voor de cavalerie .	1,785	8	568	2,531	12	4,904	14	10	22	29	141	216	5,120
Particuliere staf van de artillerie	108	»	»	»	»	108	»	»	»	»	»	»	108
Veld artillerie: 1ste artillerie. .	240	»	56	538	2	836	2	»	»	2	6	10	846
Veld artillerie: 2de —	217	1	119	590	»	927	»	3	1	6	25	35	962
Veld artillerie: 3de —	201	1	47	572	3	824	1	1	1	4	2	9	833
Veld artillerie: 4de —	125	1	58	720	3	907	»	»	4	11	2	17	924
Totalen. . .	783	3	280	2,420	8	3,494	3	4	6	23	35	71	3,565
Versterkte plaats van Antwerpen													
1ste sector. te Antwerpen	131	»	37	162	»	330	3	»	»	2	7	12	342
2de — te Antwerpen	197	3	101	330	1	632	4	1	»	3	12	20	652
3de — te Antwerpen	85	1	39	182	3	310	»	»	»	3	4	7	317
4de — te Antwerpen	91	»	27	129	2	249	»	»	2	1	10	13	262
5de — te Antwerpen	99	1	34	125	»	259	1	»	»	2	9	12	271
Vestingartillerie te Dendermonde (28ste, 29ste en 50ste batterijen).	37	1	16	65	»	119	2	»	»	1	4	7	126
Depot	25	»	1	8	»	34	»	»	1	»	1	2	36
Versterkte plaats van Luik . .	235	1	116	602	3	957	»	»	»	8	32	40	997
— van Namen .	159	2	82	434	»	677	1	»	»	3	40	44	721
Totalen. . .	1,059	9	453	2,037	9	3,567	11	1	3	23	119	157	3,724

KORPSEN.	Gemiddeld effectief van de aanwezigen gedurende de gansche maand Maart 1908.						Tijdelijk afwezig of in verlof op 31 Maart 1908.						
	Vrijwilligers van beroep.	Vrijwilligers van het contingent.	Vrijwilligers met premie.	Miliciens.	Plaatsvervangers.	Totalen.	Ontbrekenden.	Terechtstaanden	Gevangenen.	Met verlof tot herstel van gezondheid.	Met beperkt verlof.	Totalen.	Algemeene totalen.
Compagnie van vuurwerkers .	11	»	»	33	»	44	»	»	»	»	»	»	44
Compagnie van werklieden. .	31	»	»	24	»	55	»	»	»	»	»	»	55
Compagnie van wapensmeden .	29	»	»	16	»	45	»	»	»	»	»	»	45
Totalen. . .	71	»	»	73	»	144	»	»	»	»	»	»	144
Totalen voor de artillerie .	2,021	12	733	4,530	17	7,313	14	5	9	46	154	228	7,541
Trein	105	»	82	118	»	305	13	»	1	»	5	19	324
Regiment der genie	308	2	51	495	1	857	2	2	2	9	399	414	1,271
Compagnie van telegrafisten .	20	»	1	81	»	102	»	»	»	1	53	54	156
Compagnie van torpilleurs en vuurwerkers	10	»	»	48	»	58	»	»	»	1	37	38	96
Compagnie van spoorwegen .	11	»	»	66	»	77	»	»	»	»	37	37	114
Compagnie van pontonniers .	12	»	1	78	»	91	»	»	»	»	59	59	150
— van werklieden en luchtscheepwerkers.	9	»	1	63	»	73	1	»	»	1	55	57	130
Totalen voor de genie .	370	2	54	831	1	1,258	3	2	2	12	640	659	1,917
Militaire school	77	»	»	»	»	77	»	»	»	»	»	»	77
Bataljon van administratie . .	464	1	3	356	3	827	»	»	»	5	2	7	834
Totalen voor het leger. .	11,533	38	2,759	22,338	60	36,728	123	27	97	271	1,507	2,025	38,753

VRAAG VAN DEN HEER HOIJOS.

Ik verzoek den heer Minister te willen doen kennen, per regiment, onder vorm van tabel :

1° *Het getal vrijwilligers van iedere soort ;* 2° *het totaal vrijwilligers van alle soorten, in Maart* 1908 (*daarin begrepen de tijdelijk afwezige manschappen*), *het geheel in denzelfden vorm als de tabel, in antwoord gegeven op de tweede vraag van den heer du Bus de Warnaffe* (bl. 104).

Opgave, per soorten, van de aanwezige en tijdelijk afwezige militairen op 31 Maart 1908.

KORPSEN.	Vrijwilligers van beroep.		Vrijwilligers van het contingent.		Heraangenomen miliciens.		Heraangenomen vrijwilligers met premie		Heraangenomen plaatsvervangers.		Totaal.		NIET heraangenomen miliciens.		NIET heraangenomen vrijwilligers met premie		NIET heraangenomen plaatsvervangers.		Totaal.		Algemeen totaal.	
	Aanwezigen.	Tijdelijk afwezigen.	Aanwezigen.	Tijdelijk afwezigen.	Aanwezigen.	Tijdelijk afwezigen.	Aanwezigen.	Tijdelijk afwezigen.	Aanwezigen.	Tijdelijk afwezigen.	Aanwezigen.	Tijdelijk afwezigen.	Aanwezigen.	Tijdelijk afwezigen.	Aanwezigen.	Tijdelijk afwezigen.	Aanwezigen.	Tijdelijk afwezigen.	Aanwezigen.	Tijdelijk afwezigen.	Aanwezigen.	Tijdelijk afwezigen.
1ste linieregiment	336	4	»	»	22	»	10	»	»	»	368	4	660	28	84	1	1	»	745	29	1,113	33
2de —	413	1	4	»	4	»	7	»	»	»	428	1	575	103	110	14	»	»	685	117	1,113	118
3de —	319	»	»	»	9	»	4	»	»	»	332	»	636	111	47	4	1	»	684	115	1,016	115
4de —	364	4	»	»	17	»	3	»	»	»	384	4	679	52	71	2	»	»	750	54	1,134	58
5de —	311	5	»	»	23	»	4	1	»	»	338	6	684	14	68	1	»	»	752	15	1,090	21
6de —	268	3	»	»	11	»	7	»	»	»	286	3	680	32	50	1	»	»	730	33	1,016	38
7de —	300	12	»	»	14	»	1	»	»	»	315	12	657	40	53	5	»	»	710	45	1,025	57
8ste —	285	7	»	»	4	»	1	»	»	»	290	7	710	7	28	»	3	»	741	7	1,031	14
9de —	321	3	»	»	14	»	2	»	»	»	337	3	801	13	57	»	1	»	859	13	1,196	16
10de —	248	1	»	»	27	1	2	»	»	»	277	2	793	39	14	»	»	»	807	39	1,084	41
11de —	307	6	1	1	23	»	8	1	»	»	341	8	676	53	71	3	»	»	747	56	1,088	64
12de —	293	6	»	»	9	»	1	»	1	»	304	6	710	70	30	4	1	»	741	74	1,045	80
13de —	331	5	»	»	21	»	10	»	»	»	362	5	719	37	17	2	3	»	739	39	1,101	44
14de —	271	3	3	»	24	»	4	»	»	»	302	3	842	7	61	1	»	»	903	8	1,205	11
1ste jagers te voet	342	8	»	»	20	»	1	»	2	»	365	8	675	33	126	3	2	»	803	36	1,168	44
2de —	319	6	»	»	20	»	7	»	1	»	347	6	686	37	132	11	»	1	818	49	1,165	55
3de —	375	5	2	»	29	»	9	»	»	»	415	5	653	19	143	4	2	»	798	23	1,213	28
Grenadiers	313	10	1	»	33	»	2	»	»	»	349	10	798	6	52	1	4	»	854	7	1,203	17
Carabiniers	392	2	»	»	37	1	4	»	»	»	433	3	1,075	33	50	2	4	»	1,129	35	1,562	38
Totalen	6,108	93	11	1	363	2	87	2	4	»	6,573	98	13,709	734	1,264	59	22	1	14,995	794	21,568	892
Cadettenschool	78	»	»	»	»	»	»	»	»	»	78	»	»	»	»	»	»	»	»	»	78	»
Pupillen —	437	3	»	»	»	»	»	»	»	»	437	3	»	»	»	»	»	»	»	»	437	3
Tucht en correctie	97	»	2	»	15	»	»	»	»	»	114	»	9	»	1	1	»	»	10	1	124	1
Totalen voor de infanterie	6,720	96	13	1	378	2	87	2	4	»	7,202	101	13,718	734	1,265	60	22	1	15,005	795	22,207	896
1ste jagers te paard	233	5	»	»	14	»	8	»	»	»	255	5	279	21	80	1	3	»	362	22	617	27
2de —	314	8	2	»	14	»	8	»	1	»	339	8	202	13	67	3	»	»	269	16	608	24
1ste gidsen	253	2	1	»	29	»	8	»	»	»	291	2	286	20	36	2	3	»	325	22	616	24
2de —	187	3	»	»	32	»	14	»	»	»	233	3	362	18	30	»	1	»	393	18	626	21
1ste lansiers	176	4	3	»	14	1	14	»	1	»	208	5	328	16	50	3	3	»	376	19	584	24
2de —	202	4	»	»	16	»	8	»	»	»	226	4	300	26	72	3	»	»	372	29	598	33
3de —	177	4	1	»	11	»	14	»	»	»	203	4	322	30	58	3	»	»	380	33	583	37
4de —	243	4	1	»	20	»	12	»	»	»	276	4	306	19	91	3	»	»	397	22	673	26
Totalen voor de cavalerie	1,785	34	8	»	150	1	86	»	2	»	2,031	35	2,380	163	484	18	10	»	2,874	181	4,905	216
Bijzondere staf van de artillerie	57	»	»	»	46	»	5	»	»	»	108	»	»	»	»	»	»	»	»	»	108	»
Veld-Artillerie: 1ste artillerie	239	»	»	»	21	»	4	»	»	»	264	»	390	10	27	»	1	»	418	10	682	10
Veld-Artillerie: 2de —	219	5	1	»	36	»	7	»	»	»	263	5	443	27	93	3	»	»	536	30	799	35
Veld-Artillerie: 3de —	201	3	1	»	28	»	8	»	»	»	238	3	402	5	34	1	3	»	439	6	677	9
Veld-Artillerie: 4de —	125	1	1	»	37	»	6	»	»	»	169	1	546	»	43	16	2	»	591	16	760	17
Totalen	784	9	3	»	122	»	25	»	»	»	934	9	1,781	42	197	20	6	»	1,984	62	2,918	71
Versterkte plaats van Antwerpen																						
1ste sector te Antwerpen	129	»	»	»	12	»	1	»	»	»	142	»	154	10	33	2	»	»	187	12	329	12
2de — te Antwerpen	198	1	3	»	26	»	2	»	»	»	229	1	305	15	103	4	1	»	409	19	638	20
3de — te Antwerpen	85	»	1	»	14	»	4	»	»	»	104	»	165	7	37	»	3	»	205	7	309	7
4de — te Antwerpen	91	1	»	»	9	»	3	»	»	»	103	1	117	10	27	2	2	»	146	12	249	13
5de — te Antwerpen	99	»	1	»	5	»	1	»	»	»	106	»	119	11	33	1	»	»	152	12	258	12
Vestingartillerie te Dendermonde (28ste, 29ste en 30ste batterijen)	37	»	1	»	7	»	»	»	»	»	45	»	58	5	16	2	»	»	74	7	119	7
Depot	24	1	»	»	3	»	»	»	»	»	27	1	5	1	1	»	»	»	6	1	33	2
Versterkte plaats van Luik	234	1	1	»	73	»	4	»	1	»	313	1	521	34	111	5	3	»	635	40	948	40
— Namen	159	1	2	»	64	»	3	»	»	»	228	1	358	35	75	8	»	»	433	43	661	44
Totalen	1,056	5	9	»	213	»	18	»	1	»	1,297	5	1,802	128	436	24	9	»	2,247	153	3,544	157
Compagnie vuurwerkers	11	»	»	»	4	»	»	»	»	»	15	»	32	»	»	»	»	»	32	»	47	»
— arbeiders	31	»	»	»	5	»	»	»	»	»	36	»	19	»	»	»	»	»	19	»	55	»
— wapenmakers	29	»	»	»	5	»	»	»	»	»	34	»	11	»	»	»	»	»	11	»	45	»
Totalen	71	»	»	»	14	»	»	»	»	»	85	»	62	»	»	»	»	»	62	»	147	»
Totalen voor de artillerie	1,968	14	12	»	395	»	48	»	1	»	2,424	14	3,645	170	633	44	15	»	4,293	215	6,717	228
Trein	104	2	»	1	12	»	5	»	»	»	121	3	83	11	73	5	»	»	156	16	277	19
Regiment der genie	307	7	2	»	16	»	3	»	»	»	328	7	491	368	51	39	1	»	543	407	871	414
Compagnie van telegrafisten	20	»	»	»	1	»	»	»	»	»	21	»	80	54	1	»	»	»	81	54	102	54
— van torpilleurs en vuurwerkers	9	»	»	»	1	»	»	»	»	»	10	»	47	38	»	»	»	»	47	38	57	38
— van spoorwegen	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	»	65	37	»	»	»	»	65	37	76	37
— pontonniers	12	»	»	»	1	»	»	»	»	»	13	»	77	57	1	2	»	»	78	59	91	59
— arbeiders en luchtscheepwerkers	9	»	»	»	2	»	»	»	»	»	11	»	61	57	1	»	»	»	62	57	73	57
Totalen voor de genie	368	7	2	»	21	»	3	»	»	»	394	7	821	610	54	41	1	»	876	652	1,270	658
Militaire school	77	»	»	»	»	»	»	»	»	»	77	»	»	»	»	»	»	»	»	»	77	»
Bataljon van administratie	464	2	1	»	61	»	3	»	1	»	530	2	296	5	»	»	2	»	298	5	828	7
Totalen voor het leger	14,486	155	36	2	1,017	3	232	2	8	»	12,779	162	20,943	1,694	2,509	168	50	1	23,502	1,864	36,281	2,025

3. — HET OORLOGSEFFECTIEF.

A. — WIJZE VAN BEREKENING — ALGEMEENE REGELS

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Hoe heeft de Regeering de cijfers vastgesteld van het vredeseffectief en van het oorlogseffectief, tijdens de bespreking van de wet van 1902, *enz.?* (1)

ANTWOORD.

Het administratief oorlogseffectief, zooals het voorkomt in het statistisch jaarboek, werd altijd berekend door het nemen van het algemeen effectief, opgegeven in de statistieken geleverd door de korpsen, een totaal makende van die gegevens voor het jaar en het resultaat daarvan deelende door 12.

B — VERWACHT OORLOGSEFFECTIEF TIJDENS DE BESPREKING VAN DE WET VAN 1902.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Welk is het cijfer van oorlogseffectief waarop de Regeering rekende in 1902? *Hoe berekende zij dat cijfer? Kwam het niet overeen met het cijfer, vastgesteld in zijn verslag door den verslageer in den Senaat?*

ANTWOORD.

Op eene vraag, den 24n October 1901 gesteld door den heer Colfs, die wenschte het cijfer te kennen van het oorlogseffectief, hetwelk zou voortspruiten uit het ontwerp, heeft luitenant generaal Cousebant d'Alkemade geantwoord : « Het oorlogseffectief van het ontwerp der Regeering hangt af van twee elementen : de opbrengst der contingenten en die der vrijwilligers. Past men op de jaarlijksche contingenten van 13,300 man een verlies toe van 18 t. h., en een tekort van 5 t. h. op de mobilisatie, dan zal hunne opbrengst ongeveer 133,000 man zijn. Wat de opbrengst van de vrijwilligers betreft, men kan die niet juist bepalen. »

Anderzijds, verklaarde luitenant generaal Cousebant d'Alkemade, in de zitting van 25 November 1901, dat, uit hoofde van de uitbreiding van het volontariaat, « dat ongeveer 13,000 man zou opbrengen, en uit hoofde van de terugroeping der gehuwden en der weduwnaars met kinderen van de vroegere klassen, de vermeerdering van het oorlogseffectief ongeveer 33,000 man zou bedragen. Maar daarenboven zijn er ook de vrijwilligers van de reserve. Wat zal dit element ons geven? Hier kan ik slechts eene veronderstelling maken ».

Echter heeft, herhaaldelijk, in het Parlement luitenant generaal Cousebant de cijfers aangehaald van 180,000 man, met name, den 25n October 1905, toen hij zegde : « Wij hebben 180,000 man werkelijk effectief noodig. »

---

(1) Zie de vraag hierboven, blz. 79.

De berekeningen van den heer Hubert zijn berekeningen van vooruitzicht, ten einde tegenover elkander te stellen het cijfer dat men volgens hem kon bereiken, met het cijfer van 180,000 man, geëischt door de Gemengde Commissie van 1900-1901.

C. — HET TEGENWOORDIG OORLOGSEFFECTIEF.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Hoe stelt de Regeering het tegenwoordig cijfer vast van het vredeseffectief en van het oorlogseffectief, enz. ? (1)

ANTWOORD.

Het administratief oorlogseffectief, zooals het voorkomt in het Statistisch Jaarboek, wordt altijd berekend door het nemen van het algemeen effectief, opgegeven in de statistieken geleverd door de korpsen, een totaal makende van die gegevens voor het jaar en het resultaat daarvan deelende door 12.

Eene andere statistiek, onmiddellijk opgemaakt na de wapenschouwingen, die plaats hebben in November-December, laat ook toe, zich rekenschap te geven van het effectief ingeschreven op de contrôleregisters en, bijgevolg, door deze te verminderen met 5 t. h., van het effectief vatbaar voor mobielverklaring.

D. — DE RESERVEVRIJWILLIGERS.

VRAAG VAN DEN HEER HOYOIS.

Waarom worden er geen reservevrijwilligers geworven bij de veldartillerie ?

ANTWOORD.

De reservevrijwilligers moeten het aanvullend aantal manschappen leveren, dat gevoegd wordt bij de vrijwilligers van beroep en van het contingent, wat aangaat het oorlogseffectief.

De veldartillerie kan hare verschillende oorlogstroepen samenstellen door middel van hare dertien militieklassen; het was bijgevolg niet noodig, haar reservevrijwilligers toe te kennen.

VRAAG VAN DEN HEER HOYOIS.

Is het waar dat het hoogste getal reservevrijwilligers, zoowel voor vier als voor twee jaar, door het Departement van Oorlog wordt bepaald per regiment ?

Welk is het hoogste getal voor elk regiment ?

ANTWOORD.

In de verzameling der onderrichtingen betreffende de wet op de militie, waarvan een exemplaar werd medegedeeld aan elk lid van de Commissie,

---

(1) Zie vraag, hooger gesteld, bl. 83.

zijn vermeld de korpsen waarin de reservevrijwilligers worden geworven; die onderrichtingen bepalen dat het getal reservevrijwilligers elk jaar wordt vastgesteld door het Departement van Oorlog.

Sedert 1902 is op de begrooting een krediet uitgetrokken tot het werven van de vrijwilligers van die soort, welke de 3/8 van het geheel bedrag hunner vergelding ontvangen op 't oogenblik hunner dienstneming.

De hoogste cijfers voor elk regiment of voor elke eenheid werden, sedert 1902, bepaald zooals hieronder is aangewezen, zóó dat, geleidelijk, het geheel bedrag van de 10,000 verwachte reservevrijwilligers geregeld en elk jaar wordt bereikt. (De reservevrijwilligers, in 1902 in 't leven geroepen, moeten, alvorens dienst te nemen als zoodanig, gediend hebben gedurende een militietermijn van dertien jaar.)

Regiment infanterie, behalve de carabiniers.	77 vrijw.	van 4 jaar en	39 vrijw.	van 2 jaar.
Carabiniers . . .	108	—	45	—
Vestingartillerie te Antwerpen	296	—	148	—
Vestingartillerie te Luik	150	—	75	—
Vestingartillerie te Namen	112	—	57	—
Regiment der genie.	224	—	55	—
Compagnieën van de pontonniers, telegrafisten, werklieden en luchtscheepwerkers, elke	23	—	6	—
Compagnieën van den spoorweg, van de torpilleurs en vuurwerkers, elke	19	—	5	—
Bataljon van administratie	9	—	5	—
Te zamen. . .	2,392	vrijw. van 4 jaar en	1,115	vrijw. van 2 jaar,

hetzij een jaarlijksch totaal van 3,507 reservevrijwilligers.

In 1907-1908, hebben de korpsen er 2,813 geworven. Zoo sommige het beperkt getal niet hebben bereikt, dan integendeel gingen andere het te boven; op die wijze werden de vorige verliezen vergoed.

In 1907-1908 ontbraken 377 reservevrijwilligers van vier jaar en 317 reservevrijwilligers van twee jaar.

Vraag van den heer Hoijos.

Waarom worden er niet of kunnen er niet worden geworden reservevrijwilligers voor andere diensttermijnen dan twee jaar?

ANTWOORD.

Het reservevolontariaat werd ingesteld door artikel 100 van de wet op de militie; bij dit artikel zijn enkel dienstnemingen als reservevrijwilliger voor twee en voor vier jaar voorzien.

E. — STATISTIEKEN BETREFFENDE HET OORLOGSEFFECTIEF.

1. — Globaal effectief op een bepaalden datum.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Hoeveel manschappen zijn thans ingeschreven op de stamboeken ?

ANTWOORD.

Volgens de staten der korpsen, opgemaakt op 31 Januari 1909, de laatste die konden nagezien worden in het Departement van Oorlog, komen 168,711 manschappen (zonder de officieren en de gendarmen) op dien datum voor, op de controleboeken van het leger en, bijgevolg, in de stamboeken.

VRAGEN VAN DEN HEER POULLET.

a) Zijn de 168,711 manschappen, die voorkomen op de controleboeken van het leger, dezelfde als die welke voorkomen in het administratief oorlogseffectief ?

ANTWOORD.

Ja, op 31 Januari 1909. Doch jaarlijks berekent men voor het jaar een gemiddeld getal, ten behoeve van het Statistisch Jaarboek.

b) Bevatten zij de reserve-vrijwilligers ?

Ja, doch het getal is onbeduidend : thans 8.

c) Bevatten zij de pupillen, de vrijwilligers 16 en 17 jaar oud, de gemilitariseerde burgers ?

Ja, de pupillen en de vrijwilligers die 16 en 17 jaar oud zijn.

Er waren 386 gemilitariseerde burgers die hun militieplicht (13 jaar) nog niet volbracht hadden en voorloopig werden aangenomen.

Zij komen voor in het contingent ten zelfden titel als elk ander militair die ingeval van oorlog kan binnengeroepen worden.

VRAAG VAN DEN HEER MÉLOT.

Welk was de getalsterkte van het leger op oorlogsvoet, den laatsten dag van elke maand van 1907, 1908 en 1909 ?

ANTWOORD.

Volgende tabel geeft deze getalsterkte op :

MAAND.	JAAR 1907.			JAAR 1908.			JAAR 1909.			*Aanmerkingen.*
	Troepen.	Gemilitariseerde burgers die aan al hunne militaire verplichtingen voldaan hebben.	Totaal.	Troepen.	Gemilitariseerde burgers die aan al hunne militaire verplichtingen voldaan hebben.	Totaal.	Troepen.	Gemilitariseerde burgers die aan al hunne militaire verplichtingen voldaan hebben.	Totaal.	
Januari . . .	167,141	826	167,967	166,466	883	167,349	168,711	926	169,637	De staten, vastgesteld op 31 Maart 1909, werden nog niet nagezien.
Februari . . .	167,173	826	167,999	166,631	882	167,513	168,829	921	169,750	
Maart	167,042	827	167,869	166,603	884	167,487	»	»	»	
April	167,527	830	168,357	166,969	886	167,855	»	»	»	
Mei	167,552	826	168,308	167,338	897	168,235	»	»	»	
Juni	172,814	831	173,645	172,570	895	173,465	»	»	»	
Juli	176,297	829	177,126	176,453	893	177,346	»	»	»	
Augustus . . .	177,250	844	178,094	177,431	894	178,325	»	»	»	
September . .	177,794	845	178,639	178,250	900	179,150	»	»	»	
October . . .	166,491	870	167,361	168,628	929	169,557	»	»	»	
November. . .	166,397	876	167,273	168,545	928	169,473	»	»	»	
December. . .	166,374	876	167,250	168,505	928	169,433	»	»	»	
Totaal . . .	2,039,782	10,106	2,049,888	2,044,389	10,799	2,055,188	»	»	»	
Gemiddeld getal.	169,984	842	170,826	170,365	900	171,265	»	»	»	

VRAAG VAN DEN HEER MÉLOT.

Welk zou, buiten de miliciens opgeteld in de verslagen over de schouwingen (1) van 1908, bij mobielmaking in November-December 1908, het getal manschappen onder de wapens geweest zijn?

Het aantal manschappen onder de wapenen. (Verzoek in het totaal mede te tellen : de manschappen van de klas van 1906 behoorende tot de artillerie te paard, tot de cavalerie, tot de bereden artillerie en tot den trein, evenals die van de klassen van 1907 en 1908 van alle wapens, alsook de militairen met bepaald verlof bij onderbreking van diensttijd of om gezondheidsredenen. Verzoek ze per reeksen op te geven evenals in het Statistisch Jaarboek, met inbegrip der gendarmen.)

ANTWOORD.

De staten, op 30 November 1908, bieden geen gelegenheid tot optelling per klassen (vrijwilligers, miliciens, enz., zooals geschiedt in het Statistisch Jaarboek) van de manschappen die niet met onbepaald verlof zijn, aanwezig of tijdelijk afwezig op dien datum, aangezien, eensdeels, het effectief op den laatsten dag der maand werkelijk verschilt met het gemiddeld effectief, uit oorzaak van het binnenroepen tot den werkelijken dienst van de klas infanterie op 16 November; aangezien, anderdeels, de manschappen van bedoelde klassen, die tijdelijk afwezig zijn, begrepen worden onder het algemeen effectief der « afwezigen of met verlof ».

Men kan dus het gevraagde effectief slechts opgeven per wapen, en niet per reeks. (Zie bijgaande tabel.)

Voor de maand December, zijn de staten driemaandelijksch (uitvoeriger) en was het mogelijk het effectief per reeksen op te geven volgens wapen en klassen, behalve de klas der « tijdelijk afwezigen », die insgelijks begrepen worden onder het algemeen effectief der « afwezigen met verlof ».

(1) Zie bl. 129.

Staat op den laatsten dag

KORPSEN.	OFFICIEREN. aanwezigen.	OFFICIEREN. in dienst buiten hun korps.	OFFICIEREN. met verlof voor meer dan 15 dagen.	OFFICIEREN. afwezig om andere redenen.	OFFICIEREN. Totaal.	OFFICIEREN. Paarden.	Aanwezigen: bij hunne eenheid.	Aanwezigen: klein verlof.	Aanwezigen: in het gasthuis.	Aanwezigen: Gedetacheerd. in hun korps.	Aanwezigen: Gedetacheerd. in het depot.	Aanwezigen: Gedetacheerd. in de school.	Aanwezigen: buiten het korps.	Aanwezigen: bij de tuchtcompagnie.	Aanwezigen: bij de correctie.	Aanwezigen: Totaal.	Afwezigen of: Ontbrekenden.	Afwezigen of: Terechtstaanden.	Afwezigen of: Opgesloten in burgerlijke gevangenissen.	Afwezigen of: Met verlof tot herstel van gezondheid.	Afwezigen of: Met verlof bepaald.	Afwezigen of: Met verlof Onbepaald werkelijke contingenten.	Afwezigen of: Met verlof Onbepaald reserve-contingenten.
Infanterie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	22,457	42	16	72	104	204	»	»
Cavalerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5,654	24	15	18	33	267	»	»
Artillerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7,934	8	15	13	49	81	»	»
Genie en bijzondere comp.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	928	2	»	1	5	590	423 (1)	»
Gendarmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3,362	»	»	1	16	»	»	»
Andere korpsen	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,980	»	1	»	8	9	»	»
Totaal	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	42,315	76	47	105	215	1,151	423	»
																						Burgers.	

Maand December 1908

Infanterie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	22,448	22	15	60	158	266	»	»
Cavalerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5,076	5	18	18	35	68	829 (2)	»
Artillerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7,901	4	7	14	54	82	75 (3)	»
Genie en bijzondere comp.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,375	1	»	1	3	570	»	»
Gendarmerie	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3,342	»	»	»	14	»	»	»
Andere korpsen	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,965	»	»	1	9	4	»	»
Totaal	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	42,107 (4)	32	40	94	273	990	994	»
																						Burgers.	

van 30 November 1908.

TROEPEN.

MET VERLOF		ALGEMEEN TOTAAL.	Getal dagen aanwezigheid voor heel de maand.	Gemiddelde dagelijksche getalsterkte der aanwezigen.	Gemiddelde dagelijksche getalsterkte der aanwezigen bestaande uit					Burgerlijke beambten.	PAARDEN					
											bij het korps.		Gedetacheerd buiten het korps		TOTAAL.	
Reserve-vrijwilligers.	TOTAAL.				Vrijwilligers van beroep.	vrijwilligers van het contingent.	vrijwilligers met premie.	milicions.	plaatsvervangers.		Rijpaarden.	Trekpaarden.	Rijpaarden.	Trekpaarden.	Rijpaarden.	Trekpaarden.
»	438	22,895														
»	357	6,011														
»	466	8,100														
»	1,021	1,949														
»	17	3,379														
»	18	1,998														
»	2.017	44,332														
»	»	1,314														
»	»	45,646														

(1) Militairen der nieuwe lichting, nog niet tot den werkelijken dienst geroepen.

(*laatste dag der maand*).

»	321	22,969
»	973	6,049
»	236	8,137
»	575	1,950
»	14	3,356
»	14	1,979
»	2,333	44,440
»	»	1,314
»	»	45,754

(2) Militairen van de klasse van 1905 met onbepaald verlof op 31 December 1908 (volgens de opgaven mod. JJ).

(3) — — — — — — (artillerie te paard).

(4) Reeksen.

Het getal 42,107 wordt verdeeld als volgt :

Leger . . .	10,380	29	3,604	23,683	69	38,765
	1,477	30	349	1,464	22	3,342
TOTAAL. . .	11,857	59	3,953	25,147	91	42,107

VRAGEN VAN DEN HEER MÉLOT.

Zou de heer Minister aan de Commissie niet kunnen laten weten :

1° Hoeveel officieren er zijn in werkelijken dienst, in niet werkelijken dienst of bij de reserve?

ANTWOORD.

In werkelijken dienst : 3,483, waarvan 68 deel uitmaken van het korps der gendarmerie.

In niet werkelijken dienst : 48, waarvan 4 behooren tot het korps der gendarmerie.

Met verlof zonder soldij : 4.

Reserve : 220.

2° Hoeveel leerlingen er zijn in de oefeningschool?

66

3° Hoeveel gemilitariseerde burgers er zijn?

Voorgoed aangenomen op 1 December 1908	928
Voorloopig aangenomen, daar zij niet aan al de verplichtingen in zake van militie hebben voldaan	386
Te zamen. . .	1,314

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Hoe talrijk was in 1908 en hoe talrijk is thans het effectief, ingeschreven op de stambladen der verschillende korpsen, na aftrek van de verslagen der eenheden en derhalve van het effectief dagelijks aanwezig in, of afwezig uit de eenheid?

In het antwoord dient een onderscheid te worden gemaakt tusschen het vredeseffectief, ingeschreven op bedoelde stambladen, en het oorlogseffectief.

Hoeveel zijn er in 1908, onder deze ingeschrevenen van het vredeseffectief, die volgens de tabellen der aanwezigen en afwezigen :

1° met bepaald verlof waren (bij onderbreking van diensttijd);

2° hoeveel ontbrekende en niet-vervangen vrijwilligers met premie ;

3° afwezig om andere redenen?

ANTWOORD.

De vraag is niet genoeg bepaald.

Zoodra een man in het leger treedt, wordt hij ingeschreven op het stamboek en een los stamblad wordt opgemaakt voor de eenheid waarbij hij wordt ingelijfd.

Zoodra hij het leger voorgoed verlaat (met verlof, met afkeuring, als deserteur), wordt zijn los stamblad naar het archief gezonden.

Het getal losse bladen, liggende in den bundel die ze moet bevatten, is dus gelijk met het algemeen effectief van de eenheid, *dagelijks* opgegeven.

Indien op een bepaalden dag, de eenheid eene algemeene getalsterkte opgeeft van 250 manschappen, zullen er 250 losse bladen zijn; indien, den dag daarna, dit effectief daalt tot 248, zullen er nog slechts 248 bladen in den daartoe bestaanden bundel liggen.

Dagelijks komt dus het getal losse bladen overeen met het getal manschappen van het effectief.

De bladen worden niet afzonderlijk ingedeeld voor de manschappen in werkelijken dienst en voor de manschappen met onbepaald verlof; zij worden gerangschikt in de volgorde van het stamboek.

Hieruit volgt dat het door den heer Segers gevraagd effectief slechts kan getrokken worden uit de staten van het korps.

Volgende inlichtingen zullen wellicht het best op de weinig bepaalde vraag van den heer Segers antwoorden :

1° De gemiddelde getalsterkte voor het jaar 1908, die in het Statistisch Jaarboek zal voorkomen, is :

Officieren in werkelijken dienst . .	3,468	
Reserve-officieren.	220	
	3,688,	waaronder niet

worden begrepen 66 leerlingen onderluitenants van de oefenschool, 4 officieren met verlof zonder soldij, 48 officieren buiten werkelijken dienst, 15 kapelmeesters gelijkgesteld met officieren.

Troepen. Gemiddelde algemeene getalsterkte . .	173,681	
Gemilitariseerde burgers die de dienstverplichtingen volbracht hebben.	900	
	174,581	waaronder

3,316 gendarmen.

Dit getal 174,581 wordt verdeeld als volgt :

Aanwezigen (bij hunne eenheid, met klein verlof, in het gasthuis, gedetacheerden, bij de tuchtcompagnie, bij de correctie).	35,710
Tijdelijk afwezigen en met verlof (ontbrekenden, terechtstaanden, opgeslotenen, met verlof wegens ziekte, met bepaald verlof)	2,576
Met onbepaald verlof :	
Werkelijke contingenten	75,841
Reservecontingenten.	56,238
Totale getalsterkte van het leger . . .	170,365
Gendarmerie	3,316
Gemilitariseerden.	900
Algemeen totaal . . .	174,581

2° De algemeene getalsterkte op 31 Januari 1909 was :

Officieren in werkelijken dienst	3,468
Reserve-officieren.	220
	3,688 waaron-

der niet begrepen 66 leerlingen onderluitenants van de oefenschool, 4 officieren met verlof zonder soldij, 48 buiten werkelijken dienst, 15 kapelmeesters gelijkgesteld met onderluitenants.

Troepen. Algemeene getalsterkte	172,060	
Gemilitariseerde burgers die hunnen militieplicht hebben volbracht	926	
	172,986	waaronder begrepen 3,349 gendarmen.

Dit getal 172,986 wordt verdeeld als volgt :

Aanwezigen	38,495
Tijdelijk afwezigen	1,672
Met onbepaald verlof :	
Werkelijke contingenten	72,553
Reservecontingenten.	55,991
	168,711
Gendarmerie	3,349
Gemilitariseerde burgers	926
Algemeen totaal . . .	172,986

De manschappen met verlof bij onderbreking van diensttijd worden vermeld onder de « tijdelijk afwezigen of met verlof. »

89 vrijwilligers met premie ontbraken en moesten vervangen worden krachtens artikel 75ter van de militiewet. Zij werden vervangen en het Departement van Oorlog beschikt nog over een zeker getal (een dertigtal), om de leemten aan te vullen die zich nog mochten voordoen.

Vraag van den heer Mélot.

Welke is de algemeene opsomming, per korps, per wapen en per soort manschappen, van de getalsterkte des legers (buiten de officieren), ingeschreven op de aanwezigheidstabellen op den dag van 30 September 1908?

Antwoord.

Het Ministerie heeft die opsomming reeds verschaft. Zij is ter inzage neergelegd ter Griffie. Hieronder staat de samenvatting daarvan per wapen.

Daar de klas van 1895 de bij artikel 2 der wet op de militie vereischte dertien jaren dienst had uitgedaan, werd ze 's anderendaags, 1 October 1908, voorgoed weggezonden.

Algemeene samenvatting, per wapen en per soorten, van de legersterkte op 30 September 1908.

KLASSEN	INFANTERIE inbegrepen de cadettenschool. Tucht en correctie.						CAVALERIE.						VELD- EN VESTINGARTILLERIE. Bijzondere compagnieën.					
	Vrijwilligers van beroep.	Vrijwilligers van het contingent.	V. M. P.	Miliciens.	Plaatsvervangers.	Totaal.	Vrijwilligers van beroep.	Vrijwilligers van het contingent.	V. M. P.	Miliciens.	Plaatsvervangers.	Totaal.	Vrijwilligers van beroep.	Vrijwilligers van het contingent.	V. M. P.	Miliciens.	Plaatsvervangers.	Totaal.
vóór 1895	749	»	22	93	1	865	260	»	8	9	»	277	411	1	11	72	»	495
van 1895	58	»	977	6,249	6	7,290	4	»	10	5	»	19	19	»	278	1,828	»	2,125
— 1896	131	»	842	6,377	7	7,357	13	»	9	4	»	26	31	»	209	1,733	6	1,973
— 1897	264	1	1,033	6,441	16	7,755	14	»	3	8	»	25	65	1	254	1,772	5	2,007
— 1898	366	1	1,093	6,525	8	7,791	20	»	9	14	»	43	76	6	245	1,761	4	2,092
— 1899	417	17	1,067	6,503	5	8,009	25	1	10	16	1	55	106	15	245	1,788	2	2,151
— 1900	447	7	657	6,372	6	7,489	36	1	22	153	»	212	110	6	252	1,663	6	2,037
— 1901	441	13	886	6,486	11	7,837	98	4	91	809	3	1,005	79	5	289	1,487	3	1,863
— 1902	661	23	1,085	6,788	14	8,571	144	3	125	987	3	1,262	156	16	325	1,645	13	2,151
— 1903	1,074	28	1,028	6,844	12	8,986	334	1	130	999	4	1,468	419	13	332	1,680	9	2,453
— 1904	1,194	4	826	6,976	7	9,007	331	2	166	861	2	1,382	403	»	355	1,744	5	2,507
— 1905	1,171	1	782	6,985	13	8,950	372	»	161	865	3	1,401	379	2	298	1,725	7	2,411
— 1906	997	4	497	6,893	9	8,402	346	2	138	865	1	1,352	298	1	275	1,786	8	2,368
— 1907	899	1	903	7,061	11	8,875	276	»	165	701	3	1,145	282	»	290	1,759	7	2,338
— 1908	850	1	546	7,044	9	8,250	274	»	108	972	1	1,355	252	1	232	2,325	1	2,811
— 1909	479	»	»	»	»	479	85	»	»	»	»	85	69	»	»	»	»	69
— 1910	190	»	»	»	»	190	23	»	»	»	»	23	27	»	»	»	»	27
Vrijwilligers oude stelsel.	»	»	»	»	»	12	5	»	»	»	»	5	5	»	»	»	»	5
Reservevrijwilligers . .	»	»	»	(a) 5	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pupillenschool . . .	»	»	»	»	»	474	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Militaire school (b) 77.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Totaal (b) 77.	10,874	101	12,044	93,440	133	116,592	2,680	14	1,155	7,266	25	11,138	3,187	67	3,866	24,766	76	31,962

a) Voortkomende uit de reeks der miliciens.

b) Leerlingen van de militaire school, binnengekomen als burgers en behoorende tot geen enkel troepenkorps.

TREIN, GENIE VERSCHILLENDE COMPAGNIEËN.						BATALJON VAN ADMINISTRATIE.						ALGEMEEN TOTAAL van het eigenlijke leger.	GENDARMERIE.						ALGEMEEN TOTAAL.
Vrijwilligers van beroep.	Vrijwilligers van het contingent.	V. M. P.	Miliciens.	Plaatsvervangers.	Totaal.	Vrijwilligers van beroep.	Vrijwilligers van het contingent.	V. M. P.	Miliciens.	Plaatsvervangers.	Totaal.		Vrijwilligers van beroep.	Vrijwilligers van het contingent.	V. M. P.	Miliciens.	Plaatsvervangers.	Totaal.	
42	»	6	21	»	69	197	»	2	17	1	217	»	1,011	»	125	727	11	1,874	»
7	»	142	1,142	»	1,291	8	»	»	393	2	403	»	»	»	4	32	3	39	»
8	»	139	1,115	3	1,265	8	»	1	420	1	430	»	»	»	16	60	»	76	»
28	1	142	1,092	4	1,267	14	»	»	397	2	413	»	»	»	17	73	»	90	»
51	»	155	1,095	3	1,304	9	»	2	417	1	429	»	»	1	18	53	»	72	»
57	4	151	1,082	»	1,297	14	»	1	401	»	416	»	5	2	22	73	»	104	»
68	4	115	1,079	4	1,270	6	»	1	412	1	420	»	10	8	36	87	»	141	»
34	3	78	823	3	641	8	1	»	412	1	422	»	11	8	28	88	»	135	»
61	4	101	471	1	638	16	»	1	275	1	293	»	21	6	21	74	2	127	»
162	3	90	495	»	748	30	»	2	264	4	306	»	97	3	20	72	1	193	»
151	»	70	476	»	697	44	1	»	284	»	329	»	96	1	23	66	1	187	»
92	»	62	478	1	633	32	»	»	277	»	309	»	54	»	20	42	1	117	»
93	»	45	499	»	633	56	»	»	289	1	346	»	14	»	»	10	»	24	»
56	»	61	544	»	661	61	»	1	298	»	360	»	4	»	»	»	»	4	»
75	1	61	504	»	641	72	»	»	167	»	239	»	4	»	»	»	»	4	»
37	»	»	»	»	37	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
17	»	»	»	»	17	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2	»	»	»	»	2	33	»	»	»	»	33	»	148	»	»	»	»	148	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1,041	20	1,419	10,614	19	13,113	617	2	11	4,723	15	5,368	178,250	1,478	29	330	1,459	19	3,335	181,385

2. — De aarlijksche schouwingen en de getalsterkte op voet van oorlog.

VRAAG VAN DEN HEER MÉLOT.

Welke zijn de getallen opgegeven door de jaarlijksche schouwingen die het effectief bepalen van de heengezonden klassen van 1895-1896 tot 1907-1908?

ANTWOORD.

Hierbij twee staten met de getallen opgegeven door de schouwingen gedaan in 1907 en 1908, die de effectieven bepaalden der heengezonden klassen van 1895-1896 tot 1907-1908.

De schikking dier staten is gedaan naar het model W, voorgeschreven door paragraaf 151 van de Onderrichting gevoegd bij het reglement voor de militairen met verlof.

Hierbij een exemplaar van dit reglement. Het model W staat op bladzijde 143.

Paragraaf 151 van de Onderrichting komt voor op bladzijde 79.

De staten model W, geleverd door de districtscommandanten in 1907 en 1908, en die tot grondslag gediend hebben bij het opstellen van beide hierbij gevoegde staten, berusten in het 2e bureel (mobielmaking) van het 1e Algemeen Bestuur.

De cijfers, op de twee hierbij gevoegde staten gebracht, geven slechts een klein gedeelte van de aanduidingen, wat betreft het tekort bij mobielmaking.

Inderdaad :

a) De militairen begrepen onder het opschrift : verblijvende in den vreemde (1), die zich bij hun korps niet zouden vervoegen in de eerste dagen van het op oorlogsvoet stellen van het leger, zouden geteld worden in het tekort bij mobielmaking; beide hierbij gevoegde staten geven elk meer dan 6,000 man op, die in den vreemde verblijven.

b) Anderdeels, al de soorten van « verhinderden », behalve de verhinderden, die zich in een bedelaarsgesticht of toevluchtshuis bevinden (zie § 158 van de Onderrichting gevoegd bij het reglement voor militairen met verlof), moeten grootendeels geteld worden onder het tekort bij mobielmaking.

c) Hetzelfde geldt voor de manschappen begrepen onder al de soorten van « ontbrekenden ».

In 1870 bedroeg, volgens het verslag van generaal Guillaume, Minister van Oorlog, het tekort bij mobielmaking 12.5 t. h. (bladz. 258 van de processen-verbaal der Commissie van 1900-1901, belast met de studie der vraagstukken betreffende den militairen toestand); doch, dank zij de maatregelen sedert 1870 genomen, om de verrichtingen der mobilisatie regelmatiger te doen werken, schatte de subcommissie het tekort bij de mobielmaking op 5 t. h. (zie bladz 258 ibid.).

Aldus luidt ook de meening van den Minister van Oorlog Cousebant d'Alkemade. (Zitting van 22 October 1901, bl. 2540, *Handelingen der Kamer.*)

(1) Vrijgesteld van de schouwingen, krachtens artikel 17 van het reglement voor de militairen met verlof.

MODEL W.

§ 151 van de Onderrichting gevoegd bij het reglement voor militairen met verlof.

Verslag over de schouwingen gehouden in 1907.

De klassen met onbepaald verlof van 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 en 1905 — deze laatste gedeeltelijk — hebben de schouwingen in 1907 bijgewoond. De manschappen van de klas van 1905, behoorende tot de artillerie te paard, tot de cavalerie, tot de bereden artillerie en tot den trein, evenals die van de klassen van 1906 en 1907, van alle wapens, werden beschouwd als aanwezig bij hun korps in November-December 1907. De militairen met bepaald verlof of met ziekverlof worden tot de schouwing niet uitgenoodigd.

	BIJZONDERHEDEN.			GETAL.
Militairen	die de schouwing bijgewoond hebben			112,931
	die de schouwing vrijgesteld.	Artikel 17 van het reglement voor militairen met verlof (verblijvende in den vreemde)		6,309
		Artikel 28, 3e lid, van hetzelfde reglement (in dienst van den Staat, de provinciën of de gemeenten)		1,348
		Artikel 29 van hetzelfde reglement (werklieden die van den Maandag tot den Zaterdag afwezig blijven)		1,425
		Artikel 30 van hetzelfde reglement (militairen die van verblijf veranderen na de vaststelling van den datum der schouwing in hunne gemeente, en die verplicht zijn de gemeente vóór dien datum te verlaten)		135
	die de schouwing niet bijwoonden	Vrijgestelden	op hooger bevel	191
			artikel 28 van de militiewet (vrijgesteld van dienst in vredestijd)	1,982
		Verhinderd	in het gasthuis of het krankzinnigengesticht	112
			in hechtenis	175
			ziek te huis	459
			in een bedelaarsgesticht of een toevluchtshuis	64
		Ontbrekenden	in den vreemde, die het vereischte getuigschrift niet hebben opgestuurd	151
			zonder bekende geldige reden	280
			tengevolge van nalatigheid bij de inschrijving of de bijeenroeping	12
			Totaal (1)	125,574

(1) Totaal gelijkstaande met het getal manschappen met onbepaald verlof, ingeschreven op de registers voor mobielmaking op het oogenblik der schouwingen.

MODEL W.

§ 151 van de Onderrichting gevoegd bij het reglement voor militairen met verlof.

Verslag over de schouwingen gehouden in 1908.

De klassen met onbepaald verlof van 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905 en 1906 — deze laatste gedeeltelijk — hebben de schouwingen van 1908 bijgewoond. De manschappen van de klas van 1906, behoorende tot de artillerie te paard, tot de cavalerie, tot de bereden artillerie en tot den trein, evenals die van de klassen van 1907 en 1908, van alle wapens, werden beschouwd als aanwezig bij hun korps in November-December 1908. De militairen met bepaald verlof of met ziekverlof worden tot de schouwing niet uitgenoodigd.

	BIJZONDERHEDEN.			GETAL.
Militairen	die de schouwing bijgewoond hebben			113,686
	die de schouwing niet bijwoonden	van de schouwing vrijgesteld.	Artikel 17 van het reglement voor militairen met verlof (verblijvende in den vreemde)	6,253
			Artikel 28: 1e lid van hetzelfde reglement (geval van overmacht)	9
			Artikel 28: 3e lid van hetzelfde reglement (in dienst van den Staat, de provinciën of de gemeenten)	1,746
			Artikel 29 van hetzelfde reglement (werklieden die van den Maandag tot den Zaterdag afwezig blijven)	1,576
			Artikel 30 van hetzelfde reglement (militairen die van verblijf veranderen na de vaststelling van den datum der schouwing in hunne gemeente, en die verplicht zijn de gemeente vóór dien datum te verlaten)	119
		Vrijgestelden.	op hooger bevel	133
			artikel 28 van de militiewet (vrijgesteld van dienst in vredestijd)	2,045
		Verhinderd.	in het gasthuis of het krankzinnigengesticht	135
			in hechtenis	167
			ziek te huis	495
			in een bedelaarsgesticht of een toevluchtshuis	84
		Ontbrekenden.	in den vreemde, die het vereischte getuigschrift niet hebben opgestuurd	127
			zonder bekende geldige reden	232
			tengevolge van nalatigheid bij de inschrijving of de bijeenroeping	7
			Totaal (1)	126,814

(1) Totaal gelijkstaande met het getal manschappen met onbepaald verlof, ingeschreven op de registers voor mobielmaking op het oogenblik der schouwingen.

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

Verzoek de tabel aan te vullen op bladzijde 12 van de eerste antwoorden (bl. 130), voegende bij de 126,814 manschappen over wie de schouwing van 1908 gehouden werd, de manschappen die deel uitmaken van de globale getalsterkte van het leger en niet moesten medegeteld worden. Met andere woorden, men vraagt de ontleding van de globale getalsterkte op den volgenden voet :

Aanwezigen . . . . . .
Ontbrekenden . . . . . .
Terechtstaanden . . . . . .
Opgesloten en in de burgerlijke gevangenissen . . . . . .
Met ziekverlof. . . . . .
Met onbepaald verlof (bij onderbreking van diensttijd). . . . . .

Totaal . . .

. . . . .

Met onbepaald verlof (werkelijke contingenten) . . . . . .
Met onbepaald verlof (reserve-contingenten) . . . . . .
Reservevrijwilligers . . . . . .

Totaal . . .

ANTWOORD.

Het getal 126,814 is het volstrekt getal militairen met onbepaald verlof, die tot de schouwing konden geroepen worden tusschen 3 November en 15 December 1908; het is dus noch een gemiddeld getal van de manschappen met onbepaald verlof, noch het getal manschappen die zich *op een bepaalden datum* in dien toestand bevonden.

Er dient opgemerkt te worden dat van 3 November tot 15 December zekere manschappen overgaan van den werkelijken dienst naar het onbepaald verlof.

Indien men bij het getal 126,814 het getal voegde van de aanwezigen en tijdelijk afwezigen — daaronder dus niet begrepen de manschappen met onbepaald verlof — *op een gestelden datum* tusschen 3 November en 15 December, ofwel het gemiddeld getal der gedurende dit tijdvak aanwezigen en tijdelijk afwezigen, kan men het *werkelijk* getal van de globale getalsterkte van het leger niet krijgen.

Door de aanvulling van de tabel met deze gegevens zou men een totaal verkrijgen, dat tot verwarring aanleiding zou geven.

Overigens vermeldt eene tabel, gehecht aan het antwoord op de vraag van den heer Melot (bl. 119), het aanwezig en tijdelijk afwezig effectief — dit

wil zeggen, daaronder niet begrepen de manschappen met onbepaald verlof — den laatsten dag van elk der maanden November en December 1908.

5. — Gemiddeld effectief.

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

Gelieve de tabel mede te deelen, voor de jaren 1900 tot en met 1908, van het administratief oorlogseffectief (enkel het globaal totaal getal der troepen, buiten de officieren en de gendarmerie).

ANTWOORD.

Het Statistisch Jaarboek voor 1908 is nog niet verschenen, en dus werd ook nog niet bekendgemaakt de administratieve gemiddelde getalsterkte op oorlogsvoet voor 1908.

Ziehier, voor de gevraagde jaren, de administratieve getalsterkte (daaronder niet begrepen de officieren, de gendarmen en gemilitariseerden die hunnen dienstplicht volbracht hebben).

1900	160,943
1901	160,972
1902	164,081
1903	166,272
1904	168,429
1905	170,211
1906	170,665
1907	169,984
1908	170,365

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

Wordt gevraagd : de tabel, voor de jaren 1900 tot en met 1908, van de administratieve getalsterkte op oorlogsvoet (enkel het globaal totaal getal der troepen, daaronder begrepen de officieren en de gendarmen).

ANTWOORD.

Het Statistisch Jaarboek voor 1908 is nog niet verschenen, en dus werd voor dit jaar nog niet bekendgemaakt de administratieve getalsterkte op oorlogsvoet.

Ziehier, voor de jaren 1900 tot 1908, de administratieve getalsterkte op oorlogsvoet :

1900 (1).		1901 (1).	
Officieren	3,548	Officieren	3.550
Troepen	160,943	Troepen	160,972
Gendarmen	2.808	Gendarmen	2,838
Totaal. . .	167.299	Totaal. . .	167,360

(1) Vóór 1902 waren er noch officieren van de reserve, noch gemilitariseerde burgers.

1902.

Officieren	3,478
Troepen	164,081
Gendarmen	2,991
Gemilitariseerde burgers die geheel hun militie-plicht volbrachten . .	132
Totaal. . .	170,682

1903.

Officieren in werkelijken dienst	3,476
Reserve-officieren. . .	179
Troepen	166,272
Gendarmen	3,020
Gemilitariseerde burgers die geheel hun militie-plicht volbrachten . .	332
Totaal. . .	173,279

1904.

Officieren in werkelijken dienst	3,473
Reserve-officieren. . .	181
Troepen	168,429
Gendarmen	3,079
Gemilitariseerde burgers die geheel hun militie-plicht volbrachten . .	604
Totaal. . .	175,766

1905.

Officieren in werkelijken dienst	3,470
Reserve-officieren. . .	175
Troepen	170,211
Gendarmen	3,111
Gemilitariseerde burgers die geheel hun militie-plicht volbrachten . .	768
Totaal. . .	177,735

1906.

Officieren in werkelijken dienst	3,491
Reserve-officieren . . .	189
Troepen	170,665
Gendarmen	3,175
Gemilitariseerde burgers die geheel hun militie-plicht volbrachten . .	806
Totaal. . .	178,326

1907.

Officieren in werkelijken dienst	3,482
Reserve-officieren. . .	204
Troepen	169,984
Gendarmen	3,218
Gemilitariseerde burgers die geheel hun militie-plicht volbrachten . .	842
Totaal. . .	177,730

1908.

Officieren in werkelijken dienst	3,468
Reserve-officieren . . .	220
Troepen	170,365
Gendarmen	3,316
Gemilitariseerde burgers die geheel hun militie-plicht volbrachten . .	900
Totaal. . .	178,269

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

Zijn in de 170,365 manschappen, die de administratieve getalsterkte op oorlogsvoet voor 1908 (troepen) uitmaken, begrepen : de reservevrijwilligers, de pupillen, de vrijwilligers die 16 en 17 jaar oud zijn, de gemilitariseerde burgers?

ANTWOORD.

De 170,365 manschappen, die de administratieve getalsterkte op oorlogsvoet uitmaken, bevatten de reservevrijwilligers, de pupillen en de vrijwilligers die 16 en 17 jaar oud zijn.

Zij bevatten niet de gemilitariseerde burgers, die vermeld worden onder eene bijzondere benaming in de op aanvraag van den heer Segers verschafte tabel. (Zie blz. 122.)

VRAAG VAN DEN HEER MÉLOT.

Zijn de 2,243, overeenkomstig artikel 28 van de militiewet, in vredestijd vrijgestelden begrepen onder de 178,269 manschappen, opgegeven in het antwoord op eene vroegere vraag als uitmakende, voor 1908, de administratieve getalsterkte op oorlogsvoet?

ANTWOORD.

Ja, de 2,243 van dienst vrijgestelden in vredestijd zijn begrepen onder de 178,269 manschappen van de getalsterkte op oorlogsvoet.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Worden de recruten van het contingent des legers, ingelijfd van Mei tot October, gerekend bij de getalsterkte van het leger van af den dag hunner inlijving, ofwel eerst op 1 October?

ANTWOORD.

De manschappen der nieuwe lichting worden, bij hunne inlijving, dat is zoodra zij overgeleverd zijn aan de militaire macht, medegeteld voor de berekeningen tot bepaling der administratieve getalsterkte van het leger welke jaarlijks vermeld wordt in het Statistisch Jaarboek. (Zie ons antwoord op de eerste vragen, gesteld door de Commissie tot onderzoek, bladz. 196.)

VRAAG VAN DEN HEER HYMANS.

Hoeveel jongelingen die nog hun militietijd niet uitgedaan hebben en die in dienst zijn bij de douanen en bij de spoorwegen, zouden, ingeval van mobielmaking van het leger, bij die besturen in dienst blijven?

Telt men in de bestuurslijsten van de oorlogsdiensten de jongelingen mede, die werden weggezonden wegens lichamelijke ongeschiktheid en geen werkelijken dienst deden?

Zoo ja, hoeveel dergelijke jongelingen zijn er gemiddeld per regiment en per klas?

ANTWOORD.

Ingeval van mobielmaking van het leger, zal geen enkele militair, werkzaam bij de douanen, in dienst blijven bij dat bestuur.

Daarentegen zijn er thans 58 militairen, met onbepaald verlof en werkzaam bij den telegraafdienst, die, ten einde te kunnen medehelpen aan den drukken telegraafdienst gedurende de eerste dagen der mobielmaking van het leger (art. 48 van het reglement voor de militairen met verlof), eerst den 4n dag der mobielmaking zouden binnenkomen (met een vrijgeleide op zak).

De manschappen, voorgoed naar huis gezonden wegens lichaamsgebreken, worden niet meer medegeteld in de bestuurslijsten der getalsterkte, van af den dag waarop ze worden weggezonden.

VRAAG VAN DEN HEER HYMANS.

Ik heb vroeger gevraagd of men de jongelingen, die werden afgedankt wegens lichaamsgebreken en die geen werkelijken dienst deden, medetelt in de administratieve contrôles der getalsterkte op oorlogsvoet, en hoeveel dergelijke jongelingen er waren. Het Ministerie van Oorlog antwoordde mij :

« De manschappen, voorgoed naar huis gezonden wegens lichaamsgebre-
» ken, worden niet meer medegeteld in de administratieve contrôles der
» getalsterkte, van af den dag waarop ze worden weggezonden. »

Om nauwkeuriger te spreken, wenschte ik het getal te weten :

1° Van de manschappen voor de laatste 13 militieklassen die, na geneeskundig onderzoek, bij hun binnenkomen voor den werkelijken dienst, met verlof werden weggezonden wegens onvrijwillige ziekte en noch uitrusting noch militair onderricht ontvingen ;

2° Van de manschappen die om dezelfde redenen werden gebezigd bij een vasten dienst gedurende hun werkelijken dienst (§ 126 en volgende der algemeene onderrichting voor de toepassing van de militiewet.)

ANTWOORD.

Zie hieronderstaande tabel.

TABEL VERMELDENDE VOOR DE LAATSTE DERTIEN MILITIEKLASSEN :

1° Het getal mannen die, na afzonderlijk onderzoek tijdens hun binnenkomen voor den werkelijken dienst, met verlof werden weggezonden wegens onvrijwillige ziekte en noch uitrusting noch militair onderricht kregen.

2° Het getal manschappen die, om dezelfde oorzaken, benuttigd zijn geworden voor een vasten dienst gedurende hunnen diensttijd.

	MILITIEKLAS.													
	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908	TE ZAMEN.
1° Getal mannen, met verlof van één jaar weggezonden wegens onvrijwillige ziekte	32	29	30	66	88	105	97	86	73	96	75	77	86	940
2° Getal manschappen, benuttigd voor een vasten dienst.	22	11	24	16	17	15	35	16	6	8	4	6	6	186
Te zamen. . .	54	40	54	82	105	120	132	102	79	104	79	83	92	1,126

VRAAG VAN DEN HEER MANSART.

Hoe groot zou, ingeval van mobielmaking, het verlies aan manschappen wezen, dat in de laatste dertien jaar werd waargenomen wegens lichaamsgebreken,— manschappen die niettemin op de contrôlelijsten van het leger werden behouden ?

ANTWOORD.

Het getal militairen der laatste dertien militieklassen (1896-1908), die met verlof werden weggezonden wegens lichaamsgebreken of, om dezelfde reden, in de depots gebezigd bij een vasten dienst, en die niettemin op de contrôlelijsten werden behouden, is ingedeeld als volgt :

Militairen met een jaar verlof wegens onvrijwillige ziekte	1,565
Militairen, werkzaam bij een vasten dienst wegens lichaamsgebreken	309
Militairen thans met verlof wegens longtering.	25
Hetzij te samen (1). . .	1,897

In dat getal van 1,897 man zijn begrepen een zeker getal overledenen, afgedankten, enz.... Men kan het eenigszins juister maken, mits men rekening houdt met het geregeld verlies, geraamd op 18 t. h. voor 13 contingenten. Dan vermindert het getal ontbrekenden tot 1,556.

Deze laatste berekening is echter maar benaderend.

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

Kan men het verlies bij de getalsterkte op oorlogsvoet, op het einde van het burgerlijk jaar 1908 of op 31 Januari 1909, min of meer nauwkeurig berekenen :

1° Tengevolge van de omstandigheid, dat een zeker getal vrijwilligers van beroep, die moesten loten, sedert het dienstjaar 1902-1903 werden medegeteld als manschappen van het contingent (art. 5 der militiewet)?

2° Omdat het getal vrijwilligers van beroep, in sommige dienstjaren, te rekenen van 1902-1903, niet gemiddeld 1,800 man bedroeg, zooals men had verwacht?

ANTWOORD.

1° Het verlies, veroorzaakt door het feit, dat een zeker getal vrijwilligers van beroep, die moesten loten, werden medegeteld als manschappen van het contingent (art. 5 der militiewet) bedraagt : 167 man in 1902-1903, 392 in 1903-1904, 609 in 1904-1905, 685 in 1905-1906, 671 in 1906-1907, 429 in 1907-1908, hetzij te zamen 2,953 man.

---

(1) Dit getal verschilt met het getal (2,052), vermeld in het antwoord op eene vraag van den heer Hymans (zie bl. 162). Immers in die 1,897 zijn niet begrepen :

1° De vrijwilligers van vóór 1901, die, naar luid van de toenmalige wet, slechts 8 jaar dienst deden;

2° De milicieus behoorende tot klassen van vóór 1896.

Trekt men daarvan af het geregeld verlies, nagenoeg op 10 t. h. geraamd voor die zes klassen, dan is bedoeld tekort verminderd tot een bedrag van 2,658 man;

2° De ontbrekende of de boventallige vrijwilligers van beroep op het getal 1800 waren ten getale van :

In 1902-1903.	— 781	
— 1903-1904.	— 252	
— 1904-1905.	— 45	
— 1905-1906.		+ 89
— 1906-1907.		+ 126
— 1907-1908.	— 268	
Het zij te zamen. .	— 1,446	+ 215

Feitelijk bedraagt het tekort dus 1,446 — 215 = 1,231 man.

Houdt men, zooals daareven, rekening met het geregeld verlies, op 10 t. h. geraamd voor die zes klassen, dan mag men daaruit afleiden dat bedoeld tekort nagenoeg 1,108 man bedraagt.

Vraag van den heer Poullet.

Kan men bij benadering bepalen hoe groot het tekort zijn zou, indien de hierboven aangewezen toestand moest voorkomen gedurende dertien achtereenvolgende jaren?

Ik vraag dat men steune op het gemiddeld bedrag van het tekort, welk zich voordeed, in het dubbel vermeld opzicht, gedurende de dienstjaren 1906-1907 en 1907-1908.

Ik vraag ook dat men in het antwoord rekening houde met het geregeld verlies (men zegge welk verlies men bedoelt), en niet met het bijzonder verlies ingeval van mobielmaking.

Antwoord.

Er ontbraken 545 (— 671 + 126) man, die moesten loten in 1906-1907, en 697 (— 429 — 268) man in 1907-1908, hetzij gemiddeld per jaar een tekort van 621 man.

Daarop steunende, zou het gezamenlijk tekort op dertien dienstjaren bedragen : 621 × 13 of 8,073 man. Trekt men daarvan af het geregeld verlies, geraamd op 18 t. h., dan zou dat tekort slechts 8,073 × 0.82 = 6,620 man bedragen.

4. Statistieken betreffende sommige bestanddeelen der getalsterkte op oorlogsvoet in het bijzonder.

VRAAG VAN DEN HEER MÉLOT.

Hoeveel bedroeg, op 30 September 1908, het getal :

1° Officieren in werkelijken dienst, in niet werkelijken dienst, en bij de reserve?

2° Gelijkgestelden met officieren?

3° Miliciens die door de wet zijn vrijgesteld in vredestijd en, ingeval van mobielmaking, zouden werkzaam zijn bij diensten ten nutte van het leger, overeenkomstig artikel 28 der miliciewet?

4° Leerlingen der oefeningschool?

ANTWOORD.

1° Officieren in werkelijken dienst : 3,111, waarvan 68 tot de gendarmerie behooren,

Officieren in niet werkelijken dienst : 44, waarvan 4 tot de gendarmerie behooren,

Officieren met verlof zonder soldij : 5,

Officieren van de reserve : 220;

2° Gelijkgestelden met officieren : 383 in werkelijken dienst en 1 in niet werkelijken dienst;

3° 2,243 vrijgestelden in vredestijd;

4° Leerlingen bij de oefeningschool : 40.

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

Hoeveel reservevrijwilligers moeten er volgens de thans onderteekende dienstnemingen gevoegd worden bij het oorlogseffectief der jaren 1908, 1909, 1910, 1911, enz.?

ANTWOORD.

Zoo men rekening houdt met de onderteekende dienstnemingen en men daarvan geen enkel verlies aftrekt, dan zou het administratief oorlogseffectief vermeerderd worden uit hoofde van de reservevrijwilligers :

Op 1 October	1908, met. . . .	11	man.
—	1909, —	27	—
—	1910, —	75	—
—	1911, —	158	—
—	1912, —	341	—
—	1913, —	1,562	—
—	1914, —	3,302	—
—	1915, —	4,783	—
—	1916, —	6,792	—
—	1917, —	7,793	—
—	1918, —	7,840	—

II.

De aanneming der aspirant-vrijwilligers

A. — Wettelijke en reglementaire bepalingen.

VRAAG.

Zou de heer Minister aan de Commissie willen mededeelen de tabel der lichaamsgebreken en ziekten, welke recht geven op vrijstelling, zooals ze met onderrichtingen en opmerkingen is ter hand gesteld aan de militaire dokters? Is het volgens die tabel dat de vrijwilligers geweigerd worden?

ANTWOORD.

Hiernevens die tabel (1).

VRAAG VAN DEN HEER VAN CAUWENBERGH.

Bestaan er, of hebben er bestaan, instructiën aan de officieren, deel uitmakende van de militie- of revisieraden, en aan de militaire dokters omtrent de wijze van keuring der physische geschiktheid der miliciens en, bijzonderlijk, de reden van vrijstelling, genaamd zwakheid van gestel?

Zoo ja, welke zijn die instructiën?

Bestaan er, of hebben er bestaan, bijzondere en verschillende instructiën voor de aanneming der vrijwilligers?

Zoo ja, welke zijn die instructiën?

---

(1) De tabellen der lichaamsgebreken en ziekten, welke recht geven op definitieve of op tijdelijke vrijstelling van den krijgsdienst, werden, in nakoming van artikel 23, § 3, van de militiewet, goedgekeurd bij Koninklijk Besluit van 28 Januari 1893, en als bijlage van dat besluit uitgegeven.

§ 2 van artikel 1 van dit besluit luidt : « Zullen aangezien worden als niet geschikt voor den dienst, de plaatsvervangers, alsmede de vrijwilligers, met of zonder premie, die aangetast zijn door de eene of andere dezer lichaamsgebreken of ziekten. »

Bij de tabel, door het Departement van Oorlog geleverd, was een exemplaar gevoegd van de *Instructie betreffende den militieraad* Behalve onderrichtingen betreffende de mogelijke plaatsvervanging van het militair lid der militieraden, enz., houdt deze onderrichtingen :

« 6° De militaire leden van genoemde raden zullen er met zorg op letten, dat men niet voor den dienst aanwijze miliciens die te zwak zijn of aangetast door lichaamsgebreken en kwalen, van aard om hen voor den dienst ongeschikt te maken. Men moet vooral uit het leger verwijderen, mannen die aangetast zouden schijnen door longtering of zwakheid van gestel, alsook de teere en ziekelijke personen, bij wie de vermoeienissen van den dienst later kiemen zouden ontwikkelen van ziekten of kwalen

» 7° Indien, niettegenstaandehet advies van het militair lid, de raad toch voor den dienst zou aanwijzen miliciens die daartoe niet geschikt schijnen, zal die officier onmiddellijk deze manschappen doen kennen aan den commandant der provincie, die daarvan zal nota nemen, ten einde ze nogmaals te verwijzen tot onderzoek naar den raad van revisie, wanneer zij hem door de burgerlijke overheden zullen worden overgegeven. »

Een exemplaar dier tabel is neergelegd ter griffie.

ANTWOORD.

De lichaamsgebreken en ziekten, die recht geven op vrijstelling, zijn bepaald in de tabellen, gevoegd bij het koninklijk besluit van 28 Januari 1893 (zie antwoord op de voorgaande vraag).

Nr 63, bladzijde 39 van de tabel waarvan sprake op de voorgaande bladzijde, handelt over de zwakheid van gestel.

De instructie, jaarlijks gegeven aan de officieren, leden der militieraden, bepaalt zich tot eenige kleine voorschriften (1). (Zie antwoord op de voorgaande vraag.

Er bestaan geene bijzondere instructiën betreffende vrijwilligers, daar de bepalingen der bovengemelde tabellen algemeen zijn.

VRAAG VAN DEN HEER STANDAERT.

Bestaat er niet, in elk regiment, een register waarin de militaire dokters den naam schrijven van elken vrijwilliger dien zij weigeren, en de ziekte waarom hij geweigerd wordt?

ANTWOORD.

Door geene enkele instructie werd ooit het houden van zulk een register voorgeschreven.

VRAAG VAN DEN HEER HOIJOIS.

Is het waar dat de heer Minister van Oorlog het recht heeft, de dienstneming van een vrijwilliger op te zeggen, wanneer deze zulks aanvraagt binnen drie maand na zijne inlijving?

Zoo ja, hoeveel vrijwilligers hebben, ieder jaar, sedert het in werking treden der wet van 1902, dergelijke vraag om opzegging ingediend en welke redens gaven zij op?

Is het waar dat, ingeval van dergelijke opzegging, de ouders van den vrijwillige verplicht zijn, aan den Staat de onderhoudskosten terug te betalen, door den vrijwilliger veroorzaakt gedurende zijne aanwezigheid bij het leger?

ANTWOORD.

Bij de behandeling der wet van 1902, legde luitenant generaal Cousebant d'Alkemade de volgende verklaring af (vergadering van 16 October 1901, *Handelingen*, bl. 2497):

« ... Wij hebben er geen belang bij, bij het leger te houden mannen die » zich bedrogen over de keuze van hun beroep; daarom ben ik geneigd

(1) Zie voorgaande nota.

» om, mits sommige voorwaarden, toe te stemmen in het opzeggen van » dienstneming ten bate van de vrijwilligers beneden 18 jaar. Dat zal beter » zijn dan een hoogeren leeftijd te stellen voor de dienstneming ; soortge- » lijke verhooging zou tot gevolg hebben het leger te berooven van een » aantal dergelijke vrijwilligers. »

Om deze belofte gestand te doen, voerde men artikel 9 van het Koninklijk Besluit van 12 September 1902 in ; dat artikel luidt :

« Onze Minister van Oorlog bepaalt de voorwaarden mits welke een vrij- » williger, in dienst getreden vóór den leeftijd van 18 jaar, opzegging van » zijn dienstneming kan bekomen, indien hij daartoe de vraag indient » drie maanden na zijne inschrijving. »

Deze voorwaarden, door de onderrichtingen bepaald en waarvan de belanghebbenden kennis krijgen bij hunne dienstneming, zijn :

1° De terugbetaling van de gelden, getrokken ten laste van den Staat ;

2° Een gedrag dat den vrijwilliger niet onwaardig maakt van de gunst welke hij zou vragen.

Wat de eerste dier voorwaarden betreft, heeft het Ministerie van Oorlog uit menschlievendheid als regel aangenomen, de jongelingen, wier ouders een getuigschrift van onvermogen overleggen, te ontslaan van de terug- betaling.

Het getal opzeggingen bedroeg :

Van 1 October	1902	tot 30 September	1903.	72
—	1903	—	1904.	100
—	1904	—	1905.	112
—	1905	—	1906.	102
—	1906	—	1907.	88
—	1907	—	1908.	89

De redenen, opgegeven door de belanghebbenden, kunnen onder een en dezelfde hoofding vermeld worden : Gebrek aan geschiktheid voor den militairen dienst.

B — STATISTISCHE INLICHTINGEN.

1 — Inlichtingen betreffende het tijdvak vóór de wet van 21 Maart 1902.

VRAAG VAN DEN HEER PERSOONS.

Welk is het gemiddeld getal miliciens, vrijgesteld om physische oor- zaken gedurende de tien jaren die aan de toepassing van de wet van 21 Maart 1902 voorafgingen?

ANTWOORD.

Onderstaande tabel geeft de gevraagde inlichtingen.

JAREN.	Miliciens voorgoed vrijgesteld.		Miliciens voor één jaar vrijgesteld.	
	Ongeneeslijke lichaamsgebreken.	Gebrek aan lengte.	Geneeslijke lichaamsgebreken.	Gebrek aan lengte.
1893	2,234	8	3,695	632
1894	2,473	13	3,092	481
1895	2,408	19	3,042	563
1896	2,794	15	3,514	512
1897	2,768	12	3,228	489
1898	3,175	17	3,629	493
1899	2.809	9	3,127	412
1900	3,335	9	3,374	430
1901	3,049	10	3,373	515
1902	2,813	9	3,147	432
Totalen	27,858	121	33,221	4,959
Gemiddeld . . .	2,785	12	3,322	495
Algemeen gemiddeld getal	6,615			

VRAAG VAN DEN HEER PERSOONS.

Welk is, gedurende hetzelfde tijdsverloop, het gemiddeld getal vrijwilligers, geweigerd om dezelfde physische redenen ?

ANTWOORD.

Het is slechts na het in werking treden van de wet van 1902, dat het Departement van Oorlog zich rekenschap heeft doen geven van het getal der vrijwilligers-verbintenissen. Het kan dus op deze vraag geen antwoord geven.

VRAAG VAN DEN HEER PERSOONS.

Tengevolge van welke lichaamsgebreken, kwetsuren, aandoeningen of ziekten werden zij respectievelijk vrijgesteld of geweigerd ?

ANTWOORD.

Het Departement van Oorlog bezit hieromtrent niets anders dan bovenstaande rangschikking.

2. — INLICHTINGEN BETREFFENDE HET TIJDVAK VOLGENDE OP HET IN WERKING TREDEN VAN DE WET VAN 21 MAART 1902.

VRAAG VAN DEN HEER PERSOONS.

Welk is het gemiddeld getal miliciens, vrijgesteld om physische redenen gedurende de dienstjaren 1902-1903, 1903-1904, 1904-1905, 1906-1907, 1907-1908?

ANTWOORD.

DIENSTJAREN.	Miliciens voorgoed vrijgesteld.		Miliciens voor één jaar vrijgesteld.	
	Ongeneeslijke lichaamsgebreken.	Gebrek aan lengte.	Geneeslijke lichaamsgebreken.	Gebrek aan lengte.
1902-1903 . . . Lichting 1903.	2,825	12	3,084	420
1903-1904 . . .	2,890	8	3,214	488
1904-1905 . . .	2,452	9	2,771	402
1905-1906 . . .	2,788	9	2,654	416
1906-1907 . . .	2,930	7	3,024	382
1907-1908 . . .	3,326	6	3,581	403
Totalen. . .	17,211	51	18,328	2,511
Gemiddeld . . .	2,868	8	3,055	418
Algemeen gemiddeld getal	6,350			

VRAAG.

Welk is, gedurende dezelfde dienstjaren, het gemiddeld getal vrijwilligers, geweigerd om physische oorzaken?

ANTWOORD.

Onderstaande tabel antwoordt op de vraag.

DIENSTJAREN.	Physische ongeschiktheid.	Gebrek aan lengte.	*Opmerkingen.*
1903-1904	1,529	137	Het Departement van Oorlog bezit deze gegevens niet voor het dienstjaar 1902-1903.
1904-1905	1,197	103	
1905-1906	868	42	
1906-1907	636	21	
1907-1908	714	34	
Totalen . . .	4,944	337	
Gemiddeld . . .	988	67	
Algemeen gemiddeld getal . .	1,056		

VRAAG VAN DEN HEER PERSOONS.

Hoe zijn opgegeven de redenen van vrijstelling of van weigering der beroepsvrijwilligers, gedurende de dienstjaren 1902-1903, 1903-1904, 1904-1905, 1905-1906, 1906-1907 en 1907-1908?

ANTWOORD.

Onderstaande tabel vermeldt de aandoeningen of de lichaamsgebreken die de candidaten-beroepsvrijwilligers deden weigeren.

Echter, zooals reeds gezegd werd, bezit het Departement van Oorlog de noodige inlichtingen slechts van af 1 April 1905.

AANWIJZING DER AANDOENINGEN of GEBREKEN.	Van 1 April 1905 tot 30 September 1905.	Van 1 October 1905 tot 30 September 1906.	Van 1 October 1906 tot 30 September 1907.	Van 1 October 1907 tot 30 September 1908.	*Opmerkingen.*
Zwakheid van gestel . . .	219	337	247	278	
Zwakheid van het gezichtsvermogen en oogziekten . .	89	161	137	145	
Zwakheid van het gehoor en oorziekten	10	32	24	30	
Neusziekten (stinkende neus, verettering, neuspolypen en gezwellen	6	12	7	19	
Uitgestrekt bederf van het tandengestel	8	5	5	4	
Keelziekten.	»	1	1	2	
Zware krankheden van in de borst gelegen organen . .	21	48	20	35	
Krankheden der teeldeelen of der pisbuizen	27	57	38	44	
Hardnekkige, erge of aanstekelijke huidziekten . . .	8	15	12	9	
Uitgestrekte of licht opengaande lidteekens	14	16	14	20	
Groot kropgezwel	»	3	4	5	
Bepaald erkende darmbreuk.	16	16	14	14	
Groote aderspatten . . .	13	24	21	23	
Erge zweetvoeten met opsplijting der huid	22	50	48	22	
Misvormdheid der leden van de ribbenkast	17	15	9	17	
Misvormdheid der bovenleden	2	4	7	4	
Misvormdheid der onderleden.	22	36	18	38	
Verscheidene gebreken . .	7	36 (1)	10	5	(1) waarvan 30 niet heel nauwkeurig bepaald.
Totalen. . .	501	868	636	714	

VRAAG VAN DEN HEER PERSOONS.

Welk is het gemiddeld cijfer van de miliciens, eenmaal of meermaals vrijgesteld en daarna voor den dienst goedgekeurd :

a) Gedurende het tijdperk vóór 1902?

b) Gedurende elk der dienstjaren 1902-1903, 1903-1904, 1904-1905, 1905-1906, 1906-1907, 1907-1908 ?

ANTWOORD.

Het antwoord volgt :

Vóór de wet van 1902.		Na de wet van 1902.	
Lichtingen.	Getal.	Lichtingen.	Getal.
1893	2,438	1903	1,403
1894	1,899	1904	1,153
1895	1,533	1905	1,518
1896	1,367	1906	1,267
1897	1,656	1907	1,089
1898	1,386	1908	998
1899	1,601		
1900	1,375		
1901	1,406		
1902	1,527		

Het is onmogelijk de afgewezenen om physische redenen, die naderhand voor den dienst goedgekeurd werden, afzonderlijk aan te wijzen; de hierboven gegeven cijfers duiden diegenen aan, welke om verschillende zedelijke of physische redenen aangenomen werden, nadat zij een of meer keeren werden uitgesteld.

VRAAG VAN DEN HEER PERSOONS.

Wat is het gemiddelde van de vrijwilligers die, nadat zij eene eerste maal verdaagd of geweigerd werden, naderhand geschikt voor den dienst werden bevonden :

a) Gedurende het tijdperk vóór 1902?

b) Gedurende elk der dienstjaren, aangeduid in de voorgaande vraag?

ANTWOORD.

Zooals hierboven al gezegd werd (bl. 145), begint het Departement van Oorlog, om aan die vraag te kunnen voldoen, het nazien en schikken van de dossiers van de beroepsvrijwilligers, maar alleen van af 1 April 1905.

LATER ANTWOORD.

DIENSTJAREN.	Vrijwilligers van beroep aangenomen nadat zij geweigerd werden :					*Opmerkingen.*
	één keer.	twee keeren	drie keeren	vier keeren	elf keeren	
Van 1 April tot 30 September 1905 . . .	64	5	1	1	»	
Van 1 October 1905 tot 30 September 1906.	134	19	3	»	»	
Van 1 October 1906 tot 30 September 1907.	101	10	1	1	»	
Van 1 October 1907 tot 30 September 1908.	110	6	1	»	1	

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

De Commissie verzoekt den heer Minister van Oorlog, haar de opname te willen geven, per militiekanton, van de beroepsvrijwilligers, die geweigerd werden in 1906, 1907 en 1908, alsmede de opname van diegene onder hen die later als miliciens ingelijfd werden.

ANTWOORD.

De gegevens, waarover het Departement van Oorlog beschikt, zijn niet voldoende om de geweigerde beroepsvrijwilligers per militiekanton te rangschikken.

Wat het tweede punt van de vraag betreft, een dergelijk werk werd reeds voor het jaar 1906 gedaan.

Daaruit blijkt, dat ongeveer 159 jongelingen, door hunnen ouderdom geschikt om aan het samenstellen van het contingent der lichting 1906 deel te nemen, zich voorstelden om geworven te worden als beroepsvrijwilligers, maar niet konden aangenomen worden, omdat zij aan de vereischte physische voorwaarden niet beantwoordden.

Zeven van hen werden, eenige maanden nadat zij geweigerd werden, als miliciens ingelijfd, en twaalf andere werden naar het contingent verzonden door de revisieraden (1).

VRAAG VAN DEN HEER HOIJOIS.

Op eene vorige vraag van de Commissie (1) antwoordde de heer Minister : *a*) 159 jongelingen, oud genoeg om deel te nemen aan de loting voor 1906, boden zich aan om dienst te nemen als vrijwilligers van beroep, maar konden niet aangenomen worden omdat zij de vereischte lichaamsgesteldheid niet bezaten ; *b*) 7 onder hen werden, eenige maanden nadat men ze geweigerd had, ingelijfd als miliciens en 12 andere werden door de revisieraden in het contingent opgenomen.

De heer Minister gelieve te zeggen : *a*) hoeveel dier 159 jongelingen een slecht nummer hadden getrokken, en *b*) hoeveel onder hen werden vrijgesteld van den dienst, hetzij voorgoed, hetzij voor één jaar, om andere redenen dan lichaamsgebreken ?

ANTWOORD.

Van de 159 bedoelde jongelingen zijn er : *a*) 83, die in het lot vielen ; 19 (7 + 12, zooals werd gezegd) werden ingelijfd als miliciens ; *b*) 40 die uitgesteld werden en 24 die voorgoed werden uitgesteld. Het Ministerie van Oorlog kan echter de redenen der vrijstelling of der uitstelling niet opgeven.

Het vraagt inlichtingen aan de gouverneurs der provinciën.

---

(1) Zie de vorige vraag.

C. — Het recht van beroep voor den revisieraad.

VRAAG VAN DEN HEER DU BUS DE WARNAFFE.

Welk was, sedert het in werking treden van het koninklijk besluit van 8 November 1908, per provincie, het getal der beroepen, voor de revisieraden gebracht door candidaten-vrijwilligers, geweigerd om physische ongeschiktheid? Hoevele daarvan werden gegrond bevonden? Zonder de namen te noemen van hen die in beroep kwamen, welke waren de oorzaken van physische ongeschiktheid, welke de niet aanneming dier candidaten-vrijwilligers hadden veroorzaakt?

ANTWOORD.

Bijgevoegde tabel beantwoordt die vraag.

REDENEN VAN WEIGERING	Antwerpen.	Brabant.	West-Vlaanderen.	Oost-Vlaanderen.	Henegouw	Luik.	Limburg.	Luxemburg.	Namen.
Gevallen waarin het beroep als gegrond erkend werd.									
Zwakheid van gestel	2	3	3	3	1	»	»	»	3
— — en gezichtsvermogen	»	1	»	»	»	»	»	1	»
— van gezichtsvermogen	»	5	»	2	1	1	»	»	»
— — en zware krankheid van het hart	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Zware krankheid van het hart	1	2	1	»	»	»	»	»	»
Liesbreuk	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Misvormdheid der leden van de ribbenkast	»	»	»	1	»	»	»	»	»
— — en oorsmeerklieren	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Misvormdheid van de ruggegraat	»	»	»	1	»	»	»	»	»
— van de linkerhand	»	1	»	»	»	»	»	»	»
— van het kakebeen	»	1	»	»	»	»	»	»	»
Aderspatten	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Stottering	»	»	»	»	»	1	»	»	»
Kromme beenen en lidteekens	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Platvoeten	1	»	»	»	»	»	»	»	1
Teeldeeladerspatjes	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Etterige ontsteking van het oor	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Oorsmeerklieren	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Hardnekkige huidziekte	»	1	»	»	»	»	»	»	»
Pijnlijke en licht opengaande lidteekens	»	3	»	1	»	»	»	»	»
Erge zweetvoeten	»	»	»	»	»	1	»	»	»
Totaal van gegronde beroepen	5	17	7	12	2	3	»	1	4
Behouden weigeringen.									
Zwakheid van gestel	5	5	3	7	2	6	»	1	1
— van gezichtsvermogen	3	2	3	3	»	1	»	1	3
Zware krankheid van het hart	3	3	1	»	»	1	»	»	»
Breuk	1	»	»	»	»	»	1	»	»
Misvormdheid van de borst	»	1	1	»	»	2	»	»	»
Teeldeeladerspatjes	2	1	»	»	»	»	»	»	»
Etterige ontsteking van het oor	2	»	»	2	»	»	»	»	»
Onherstelbaar verlies der bewegingen van den wijsvinger	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Misvormdheid van de ribbenkast	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Poliepen	»	2	»	»	»	»	»	»	»
Aderspatten	»	1	»	»	»	1	»	»	»
Misvormdheid van de onderleden	»	2	»	»	»	1	1	»	»
Pijnlijke en licht opengaande lidteekens	»	»	2	»	»	»	»	»	1
Chronische ooglidontsteeking	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Huidziekte	»	»	1	»	»	»	1	»	»
Gezwel van den rechtervoet	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Kwaadaardig gezwel der zaadstrengen	»	»	2	»	»	»	»	»	»
Scheelheid	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Over elkander liggende teenen	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Misvormdheid van den neus	»	»	»	»	2	»	»	»	»
Totaal van de behouden weigeringen	18	17	15	14	4	12	3	2	5
Algemeen totaal der gevallen van beroep	23	34	22	26	6	15	3	3	9

VRAAG VAN DEN HEER MÉLOT.

Hoeveel vrijwilligers kwamen er in beroep, toen de raad van beroep bestond uit de Provinciale Militaire Commissie?

Hoeveel zijn er thans?

ANTWOORD.

Onderstaande tabel antwoordt op die vraag:

MAAND.	Geweigerde vrijwilligers van beroep.	Die daarvan in beroep kwamen		Percents-getal der beroepen.	*Aanmerkingen.*
		bij de Provinciale Commissiën.	bij de revisieraden		
1908.					
September	134	62	»	46.26	
October	126	72	»	57.14	
November	108	62	»	57.40	
December	68	13	24	»	
1909.					
Januari.	136	»	65	47.79	
Februari	105	»	51	48.57	
Maart	116	»	59	50.86	

Door middel van deze tabel kan men eene vergelijking maken tusschen de maanden September, October en November 1908 — de laatste maanden gedurende welke alleen de provinciale commissiën optraden — en de eerste drie maanden, Januari, Februari en Maart 1909, gedurende welke alleen de revisieraden optraden.

VRAAG VAN DEN HEER HOYOIS.

Werd, tot op den dag dat de revisieraden begonnen uitspraak te doen over het beroep aangeteekend door de jongelingen die als vrijwilligers waren geweigerd geworden, door het Ministerie van Oorlog geen uitlegging en rechtvaardiging gevraagd aan de krijgsdokters die de vrijwilligers geschikt voor den dienst hadden bevonden?

ANTWOORD.

Aan de dokters vroeg het Ministerie van Oorlog uitlegging of rechtvaardiging, betreffende het oordeel dat zij geveld hadden over de geschiktheid der vrijwilligers, enkel wanneer het die inlichtingen noodig had om met kennis van zaken uitspraak te doen over eene te nemen beslissing. (Onder andere, afwijzing van een vrijwilliger wegens eene ziekte opgedaan, naar het scheen, vóór het in dienst treden.)

4. — NAAMLIJSTEN.

VRAAG VAN DEN HEER HOYOIS.

Ik verzoek den heer Minister, dat hij aan de Commissie mededeelde, per jaar, de naamlijst der vrijwilligers, geweigerd sedert het in werking treden der wet van 1902, de bepaalde oorzaken van de weigering, in welke regimenten zij voorkwamen, alsmede de overheid (hoofden van korpsen of dokters) die geroepen werd om uitspraak te doen.

ANTWOORD.

Het Departement van Oorlog bezit, tot beantwoording dier vraag, slechts gegevens van na 1 April 1905. Dan nog vraagt het onderzoek veel tijd; men is daarmede bezig op dit oogenblik.

VRAAG VAN DEN HEER HOYOIS.

Indien het Departement van Oorlog aan de Commissie niet alle mogelijke inlichtingen kan geven betreffende de jongelingen, die zich hebben aangemeld om eene vrijwillige verbintenis aan te gaan sedert het in werking treden van de wet van 1902 tot in 1905 (er in begrepen of niet) en die geweigerd werden, wie kan dan aan de Commissie bedoelde inlichtingen geven en, meer bepaaldelijk, de naamlijsten dier jongelingen?

ANTWOORD.

Alleen de korpsoversten en de plaatscommandanten zouden *misschien* de naamlijst kunnen opmaken der candidaten-beroepsvrijwilligers die werden geweigerd vóór de instelling van het beschrijvingsblad (1 April 1905).

Daar dient nog bijgevoegd dat niets deze officieren verplichtte de inlichtingen te bewaren, noodig tot het opmaken dier lijsten, daar deze vóór 1905 niet gevraagd werden en voor hen volstrekt nutteloos waren.

VRAAG VAN DEN HEER HOYOIS.

Welke, onder de jongelingen geweigerd als vrijwilligers sedert het in werking treden van de wet van 1902, werden later in het leger toegelaten, hetzij als vrijwilligers, hetzij als miliciens, of bij de gendarmerie?

Welke is de datum van de weigering of van de weigeringen die zij hadden opgeloopen? En welke was de datum van hunne latere aanneming bij het leger, hetzij als vrijwilligers, hetzij als miliciens, of bij de gendarmerie?

Welke overheid (met name aangeduid) heeft hen aangenomen in het leger of in de gendarmerie?

Werden zij, ten slotte, aangenomen als vrijwilligers? Verzoek aan te duiden in welk regiment.

ANTWOORD.

Hiernevens de naamlijsten der beroepsvrijwilligers, aangenomen van 1 April 1905 tot 30 September 1908, nadat zij eerst werden geweigerd.

Men dient op te merken dat de wettelijke voorwaarden van aanneming verschillen volgens de wapenen en de korpsen.

Wat betreft de lijst der jongelingen, ingelijfd als miliciens nadat zij geweigerd werden als vrijwilligers, bezit het Departement van Oorlog, zooals het reeds de eer had te antwoorden op eene vraag van den heer Segers (1), dit werk alleen voor het jaar 1906; en dan nog moest men, om aan die vraag te voldoen, met de burgerlijke en militaire overheden eene lijvige briefwisseling aanvatten, die verscheidene maanden duurde.

Hier bijgevoegd deze lijst (2).

Ik zal hier bijvoegen dat van de jongelingen, rechtstreeks aangenomen bij de gendarmerie van 1 April 1908 tot 30 September 1908, geen enkel geweigerd was geweest als beroepsvrijwilliger gedurende hetzelfde tijdvak.

Wat betreft sommige commandanten van depot of plaatscommandanten, zou het moeilijk zijn ze aan te wijzen, met namen, op juiste datums. Overigens dient opgemerkt te worden dat de dienstnemingen, die niet werden ontvangen door de korpsoversten, aan hunne goedkeuring zijn onderworpen.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

a) Gelief mede te deelen voor 1907 en 1908 de lijst der candidaten-vrijwilligers die werden geweigerd als vrijwilligers en hetzelfde jaar of het volgende jaar werden ingelijfd als milicien?

b) Bestaan er dienaangaande geene lijsten die berusten op de militaire kantoren in elke provincie?

ANTWOORD.

a) Zie het antwoord op eene zelfde vraag, den 30n April gesteld door den heer Hoyois (3).

b) De provincie-commandanten bezitten dienaangaande geene inlichtingen, van welken aard ook.

VRAAG VAN DEN HEER HOŸOIS.

De heer Minister was zoo goed, in antwoord op eene mijner vragen, aan de Commissie eene naamlijst te geven van jongelingen, die zich aanboden als vrijwilligers en die geweigerd werden. Waarom bevat die lijst alleen de melding van eene enkele weigering voor elk dier jongelingen, terwijl uit de verklaringen der door de Commissie gehoorde getuigen blijkt, dat vele jongelingen meermalen geweigerd werden?

ANTWOORD.

Bedoelde vraag was opgesteld als volgt :

---

(1) Zie bl. 148.

(2) Zij is ter griffie neergelegd.

(3) Zie nota, bl. 154.

« Verzoek te geven, per jaar, de naamlijst der vrijwilligers geweigerd sedert het in werking treden der wet van 1902. »

Er was dus sprake van de namen der geweigerde vrijwilligers, niet van het aantal weigeringen van vrijwilligers.

Om de lijsten te volledigen in dien zin, zouden er omstreeks 3,000 dossiers opnieuw moeten onderzocht worden.

VRAAG VAN DEN HEER HOYOIS.

Ik verzoek den heer Minister, de naamlijst te volledigen der beroepsvrijwilligers, eerst geweigerd, dan aangenomen, hetzij als vrijwilligers, hetzij als miliciens, en door hem geleverd in antwoord op eene vraag van den heer Hoyois, er bijvoegende in aanvullende tabellen :

1° De aanduiding, bij naam, van de overheid die, in elk geval, geweigerd heeft ;

2° De juist bepaalde reden der weigering.

ANTWOORD.

Een exemplaar van de volledigde lijst werd ter hand gesteld aan het hoofd der bestuurlijke diensten van de Commissie (2). Wat betreft sommige commandementen, zal het moeilijk zijn ze bij namen op te geven op zoo juiste datums. Overigens dient opgemerkt dat de dienstnemingen, die niet werden ontvangen door de korpsoversten, aan hunne goedkeuring zijn onderworpen.

VRAAG.

De heer Minister, in de bijtabel die hij aan de Commissie zond in antwoord op mijne vraag aangaande de jongelingen, voorgoed als vrijwilligers aangenomen — na vroegere weigering als zoodanig —, gaf, bij misslag, den naam van den kolonel in de plaats van dien van den geneesheer die de jongelingen weigerde.

Verzoek de juiste aanduiding te willen geven.

ANTWOORD.

De vraag luidde als volgt :

Verzoek de naamlijst aan te vullen door toevoeging in bijkomende kolommen :

a) van de aanwijzing, bij naam, van de *overheid* die, in elk geval, weigerde ;

b) de juist bepaalde reden van de weigering.

De overheden, bevoegd tot het aanvaarden van de vrijwillige dienstnemingen, zijn vermeld in § 256 van de onderrichting op de militiewet. De militaire geneesheeren vergenoegen zich, die overheden enkel in te lichten omtrent de physische geschiktheid der candidaten. Het antwoord was dus wel een passend antwoord.

---

(1) Zie bl. 151.

(2) Deze lijst is neergelegd ter greffie.

Hoe het ook zij, om aan deze nieuwe vraag te voldoen, moet het Departement van Oorlog, na uit de signalementsbladen die der vrijwilligers, in de vraag bedoeld (ongeveer 500), te hebben getrokken, deze rangschikken per regiment en per plaats.

Het moet de korpsen en plaatsen verzoekende ermede overeenstemmende geneeskundige processen-verbaal mede te deelen.

Om al die inlichtingen bijeen te brengen, zijn er ongeveer 15 dagen noodig.

VRAAG VAN DEN HEER HOŸOIS.

De heer Minister heeft, eenerzijds, sedert April 1905, de lijst opgemaakt van de jongelingen die zich hebben aangemeld om eene vrijwillige verbintenis aan te gaan, en, anderzijds, die van de jongelingen, sedert dat zelfde tijdstip ingelijfd als miliciens :

1° Hoe komt het nu dat hij aan de Commissie alleen voor 1906 de lijst heeft geleverd van de jongelingen, eerst geweigerd als vrijwilligers en daarna ingelijfd als miliciens?

2° Tot welk ander ministerieel departement of tot welke overheid moet de Commissie zich wenden om voor elk der jaren 1905, 1907, 1908 en 1909, de lijst te bekomen van de jongelingen, eerst geweigerd als beroepsvrijwilligers en daarna ingelijfd als miliciens of bij de gendarmerie?

ANTWOORD.

1° Het Departement van Oorlog heeft deze inlichtingen kunnen geven voor 1906, omdat zij vroeger reeds gegeven werden aan een lid der Wetgevende Kamers.

Eerst moest het Departement van Oorlog in de beschrijvingsbladen doen opzoeken de vrijwilligers die oud genoeg waren om deel te nemen aan de loting; daarna moest zij eene briefwisseling van verscheidene maanden voeren met de burgerlijke overheden (gouverneurs) en de militaire overheden (korpsen), ten einde te kennen den toestand van die jongelingen met het oog op de militie.

2° Diezelfde overheden moesten de inlichtingen geven, ten einde voor 1907 en 1908 de jongelingen aan te wijzen, geweigerd als beroepsvrijwilligers en vervolgens ingelijfd als miliciens of bij de gendarmerie.

VRAAG VAN DEN HEER LORAND.

Kan het Ministerie van Oorlog niet doen nagaan door den gouverneur van Luxemburg of het waar is dat, sedert het in werking treden der wet van 1902, zeven jongelingen uit de gemeente Gérouville werden geweigerd als vrijwilligers, namelijk A. R., in 1903; T. L., in 1904; C. H., in 1905; L. J., in 1906; L. G., in 1904; L. V., in 1905; E. A., in 1905 ?

Werd L. G. vervolgens niet aangenomen als milicien bij het 13e linie ; L. V. bij het 3e artillerie ; E. A., eindelijk, in Juli 1905 geweigerd wegens misvormdheid van de roggegraat, werd die niet, zes dagen later, ingelijfd en door denzelfden geneesheer geschikt voor den dienst verklaard ?

Werden, anderzijds, niet zes jongelingen uit dezelfde gemeente als vrijwilligers van beroep aangenomen, namelijk : Jacquemin, Lodewijk; Lecomte, Ferdinand-Jozef; Braffort, Jan-Baptist; Bray, Oscar; Bray, Maximiliaan-Renaat; Dossogne, Remy-Nicolaas?

ANTWOORD.

De gouverneurs der provinciën worden niet verwittigd van de afwijzing der candidaten-vrijwilligers van beroep.

Van de eerste zeven jongelingen heeft het Ministerie van Oorlog geen namen kunnen vinden onder de candidaten-vrijwilligers, die werden geweigerd sedert April 1905 (datum waarop een verkenningsblad werd ingevoerd).

De genaamde G., L.-L., dient als milicien van 1907 bij het 13e linie; de naam van V. L. is niet te vinden in den stamboek van het 3e artillerie; wat A. E. betreft, dient men te weten bij welk regiment hij werd ingelijfd.

Verder, van de zes jongelingen bedoeld in het laatste lid der vraag, is alleen Bray, Oscar, als vrijwilliger van beroep te vinden op de verkenningsbladen. Deze jongeling nam dienst op 29 September 1906 bij de vestingartillerie der versterkte plaats Namen.

VRAAG VAN DEN HEER PERSOONS.

Uit de verklaring van den heer De Grelle, provinciaal raadslid te Bouillon, blijkt dat de genaamde C... als vrijwilliger werd aangenomen na tweemaal geweigerd te zijn geweest;

Dat A.-P... werd geweigerd door den bataljonsgeneesheer en aangenomen door den regimentsgeneesheer;

Dat de genaamde F... in 't zelfde geval verkeert;

Dat de genaamde G... denzelfden dag werd geweigerd bij het 9e linie en aangenomen bij de carabiniers;

Dat P..., van Sugny, geweigerd werd als vrijwilliger en, hetzelfde jaar, aangenomen als milicien;

Dat D..., van Vrigny-au-Bois, werd geweigerd als vrijwilliger en vervolgens aangenomen als milicien.

Kan de heer Minister de redenen dier verschillende weigeringen doen kennen?

ANTWOORD.

Er is geen spoor hoegenaamd van een der namen dier jongelingen te vinden, noch op de verkenningsbladen, noch op het stamboek.

Zekere P.., A.-E., geboren te Charleville (Frankrijk), den 21n December 1890, nam dienst op 27 Januari 1907 bij het 2e linie, maar vroeg, kort daarop, de verbreking van zijne dienstneming. Vervolgens werd hij, den 17n September 1907, aangenomen bij het 5e linie en geschikt voor den dienst verklaard door de twee geneesheeren die hem onderzachten.

III.

Recht van voorrang voor de vrijwilligers in de openbare besturen.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS TOT DEN HEER MINISTER VAN SPOORWEGEN, POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.

a) Welke maatregelen van ruchtbaarheid werden er genomen van 1902 tot 1909 door het Ministerie :

1° Om de militiewet van 1902 te doen kennen;

2° Om de voordeelen te doen kennen, voorbehouden aan de vrijwilligers en aan hen die bijteekenden?

b) Hoeveel ambten zijn er opengevallen, per soort en per jaar, bij ieder der besturen afhangende van het ministerie, sedert 1902?

c) Hoeveel ambten werden er toegekend, per soort en per jaar, sedert 1902 :

1° Aan de oud-vrijwilligers;

2° Aan hen die bijteekenden;

3° Aan de oud-miliciens;

4° Aan andere candidaten?

ANTWOORD.

Brussel, 26 April 1909.

Den heere de Sadeleer, Voorzitter der Commissie van parlementair onderzoek (1).

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer u ter kennis te brengen dat mijn Ministerie de inzichten der Wetgeving vooruitliep, wat betreft het toekennen bij voorkeur van sommige ambten aan de militairen en oud-militairen, door sedert 1898 wedstrijden in te richten, uitsluitend voorbehouden aan de vrijwilligers en oud-vrijwilligers voor het toelaten tot het ambt van hulpklerk (thans ordeklerk), wachter, enz. (Zie het hierbijgevoegd bericht A, in het *Staatsblad* van 1 Juli 1898 overgedrukt en uitgehangen in de statiën, post- en telegraafkantoren alsmede in de inrichtingen afhangende van het Ministerie van Oorlog.

Daarenboven, ter gelegenheid van de inrichting van iederen wedstrijd, namelijk voor het ambt van ordeklerk en van wachter, wordt door berichten, die dezelfde ruchtbaarheid krijgen, een oproep gedaan tot de vrijwilligers en de oud-vrijwilligers (zie *Bijlagen* B en C) en worden mededeelingen gestuurd aan de bijzonderste plaatselijke bladen door toedoen der postmeesters. Daarenboven werden nieuwe bijzondere orders uitgevaardigd op 11 Juli 1906 betreffende het personeel in 't algemeen, en op 21 December 1908 betreffende het arbeiderspersoneel.

(1) De in dit antwoord vermelde stukken zijn neergelegd ter griffie.

Een uittreksel uit de militiewet werd overgedrukt in het reglement van algemeen bestuur (zie *Bijlage* D, hoofdstuk 99).

Bijgaande tabellen antwoorden op de andere vragen van de Commissie van onderzoek.

Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de betuiging mijner hoogachting.

De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafen,

(*Ondert.*) HELLEPUTTE.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS
TOT DEN HEER MINISTER VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN.

Welke maatregelen van ruchtbaarheid werden er van 1902 tot 1909 genomen door het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, namelijk in de onderwijsgestichten :

1° Om de militiewet van 1902 te doen kennen;

2° Om de voordeelen te doen kennen voorbehouden aan de vrijwilligers en aan hen die bijteekenden?

ANTWOORD.

Brussel, 29 April 1909.

Den heere de Sadeleer, Voorzitter der Commissie van parlementair onderzoek.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer U ter kennis te brengen dat de maatregelen van ruchtbaarheid, genomen door mijne achtbare voorgangers in den zin door de Parlementaire Commissie aangeduid aan den Minister van Wetenschappen en Kunsten, zijn : de Koninklijke Besluiten van 27 Januari 1903 en 5 Januari 1904. Er werd kennis gegeven van die besluiten aan de bestuurders-opzieners, conservators en oversten van wetenschappelijke gestichten.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

(*Ondert.*) DESCAMPS.

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS TOT DEN MINISTER VAN FINANCIËN.

I. — Welke maatregelen van ruchtbaarheid werden genomen van 1902 tot 1909 door het Ministerie van Financiën: 1° Om de militiewet van 1902 te doen kennen; 2° om de voordeelen te doen kennen, voorbehouden aan de vrijwilligers en aan hen die bijteekenden?

II. — Hoeveel ambten zijn er opengevallen, per soort en per jaar, bij het Ministerie van Financiën en vooral bij den toldienst, sedert 1902?

III. — Hoeveel dier ambten werden er toegekend, per soort en per jaar, sedert 1902 : 1° aan de oud-vrijwilligers; 2° aan hen die bijteekenden; 3° aan de oud-miliciens; 4° aan andere candidaten?

ANTWOORD.

Brussel, 28 April 1909.

Den heere de Sadeleer, Voorzitter der Commissie van parlementair onderzoek.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer u het antwoord over te maken op de vraag die mij gesteld werd door de Commissie van parlementair onderzoek naar de toepassing van de militiewet van 21 Maart 1902.

Aanvaard, bid ik u, Mijnheer de Voorzitter, de betuiging mijner hoogachting.

De Minister van Financiën,

(*Ondert.*) JUL. LIEBAERT.

ANTWOORD.

I. — Mijn Bestuur had niet tot last, eene bijzondere ruchtbaarheid te geven aan de wet van 21 Maart 1902.

De uitvoering dier wet hoort enkel inzonderheid aan het Ministerie van Financiën voor het betalen van de militievergelding, welke uitgekeerd wordt door de militaire overheid; gedurende hun verblijf bij 't leger, worden de belanghebbenden op de hoogte gesteld van de wettelijke en bestuurlijke bepalingen betreffende de vergelding.

Voor 't overige levert de wet van 1902 enkel belang op voor het Ministerie van Financiën, evenals voor de andere ministeriën, met het oog op de toepassing van de voorkeur, verleend aan de oud-militairen, tot het bekomen van een burgerlijk ambt. Het Ministerie van Oorlog gelast zich ook, de belanghebbenden dienaangaande in te lichten door middel van algemeene onderrichtingen verstrekt aan de troepen.

II. — Bijgaande tabel behelst de gevraagde inlichtingen in zake de *aanvankelijke ambten* :

1° Bij het personeel in dienst van het Middenbestuur;

2° Bij den bijzonderen dienst van het zegel;

3° Bij den werkdadigen dienst der douanen.

Het personeel der diensten vermeld onder n^rs 1 en 2 is zeer weinig talrijk, en de ambten, die er openvallen, zijn zeldzaam; het zijn dus hoeveelheden die nagenoeg mogen verwaarloosd worden voor het plaatsen van oud-militairen.

Het korps der tolbeambten, in de vraag voornamelijk bedoeld, is zeer talrijk (thans 5,800 tot 5,900 man), en dit getal neemt nog gestadig toe. Het bevat de graden van luitenant, onderluitenant, brigadier, onderbrigadier, gepreposeerde en tijdelijk gepreposeerde; bovendien bestaat er een varend personeel, samengesteld uit 80 of 90 man, en bevattende de graden van schipper, onderschipper, machinist, machinist-stoker, matroos en kajuitjongen.

Om als gepreposeerde aangenomen te worden, moet men een beknopt examen afleggen.

De bestendige gepreposeerden worden, mits een bijzonder examen, toegelaten tot het ambt van beambte der accijnzen.

Te allen tijde werd bij de aanwerving van het tolpersoneel een ruim aandeel toegekend aan de oud-militairen; de daartoe gestelde regelen werden overeengebracht met de volgorde van de voorkeur, aangeduid bij artikel 4 van de wet van 1902.

Buiten bovengemelde groepen, sluit de inrichting der verschillende besturen, afhangende van het Departement van Financiën, de toepassing uit van bedoelde titels tot voorkeur. Bij deze besturen bestaan geene lagere ambten in de bureelen, zooals expeditionairs, ordeklerken, klasseerders, enz., die enkel een lager onderwijs vereischen.

Al de eigenlijke bestuurlijke ambten, zoowel bij het middenbestuur als in de buitendiensten, zijn « beroepsambten »; de aanvankelijke worden toegekend na examens, na wedstrijden met hooger leerprogramma, die naar de behoeften van den dienst geregeld worden uitgeschreven. Het programma der leerstoffen verschilt naar gelang van de taak van elk bestuur.

Oud-militairen kunnen niet vrijgesteld worden van de hoofdvereischte van den wedstrijd, en zij worden ook daartoe niet toegelaten dan mits den voorafgaanden proeftijd, waar deze door de reglementen vereischt wordt (art. 4, laatste lid van de wet van 1902).

De proeftijd wordt vereischt voor den toegang tot den wedstrijd voor de plaats van surnumerair bij het bestuur van rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, en bij het bestuur van registratie en domeinen. Hij bestaat uit het werken als bijzondere klerk, mits goedkeuring van de bestuurlijke overheid, bij een ambtenaar van het bestuur waartoe de candidaat zich bestemt. Het ambt van geagreëerd klerk is geen officieel ambt en wordt niet betaald door de Openbare Schatkist.

Brussel, 28 April 1909.

De Minister van Financiën,

(*Ondert.*) Jul. Liebaert.

MINISTERIE VAN FINANCIËN.

Ambten bij voorkeur aan oud-militairen toegekend.

JAAR.	Getal toegekende ambten					*Aanmerkingen.*
	Volledig getal	aan oud-vrijwilligers.	aan hen die bijteekenden.	aan oud-miliciens.	aan andere candidaten.	
	1° Hoofdbestuur.					
	Dienstpersoneel.					
	a) **Ambt van bode.**					
1902. . .	5	»	»	3	2	Het mannelijk dienstpersoneel bestaat uit deurwaarders, boden en kantoorknechten (vroeger vuurverzorgers). De deurwaardersambten worden als bevordering aan de boden toegekend.
1903. . .	1	»	»	1	»	
1904. . .	6	»	»	3	3	
1905. . .	1	»	»	»	1	
1906. . .	»	»	»	»	»	
1907. . .	»	»	»	»	»	
1908. . .	»	»	»	»	»	
Totaal. .	13	»	»	7	6	
	b) **Ambt van kantoorknecht.**					
1902. . .	»	»	»	»	»	
1903. . .	1	»	»	»	1	
1904. . .	1	»	»	»	1	
1905. . .	1	»	»	»	1	
1906. . .	»	»	»	»	»	
1907. . .	1	»	»	»	1	
1908 . .	»	»	»	»	»	
Totaal. .	4	»	»	»	4	

JAAR.	Getal toegekende ambten.					*Aanmerkingen.*
	Volledig getal.	aan oud-vrijwilligers.	aan hen die bijteekenden.	aan oud-milicien s.	aan andere candidaten.	

2° Bestuur der registratie en domeinen.

Bijzondere dienst van het zegel.

a. **Ambt van bladkeerder.**

1902 . .	»	»	»	»	»	Samenstelling van den dienst volgens rangorde :
1903 . .	»	»	»	»	»	I. Hoofdzegelaar en hoofd-teller.
1904 . .	4	»	1	»	3	II. Zegelaar en teller.
1905 . .	2	»	1	»	1	III. Bladkeerder.
1906 . .	1	»	»	»	1	*N. B.* Drie oud-onderofficieren weigerden het hun aangeboden ambt van bladkeerder : 1 in 1903 en 2 in 1904.
1907 . .	10	»	1	1	8	
1908 . .	2	»	»	»	2	
Totaal .	19	»	3	1	15	

3° Bestuur der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen.

Werkdadige dienst der douanen.

Ambt van tijdelijk gepreposeerde.

1902 . .	311	112	»	129	70	Samenstelling van het korps volgens rangorde.
1903 . .	321	98	1	172	50	Luitenant.
1904 . .	291	127	9	93	62	Onder-luitenant.
1905 . .	519	178	13	269	59	Brigadier.
1906 . .	309	214	19	63	13	Onder-brigadier.
1907 . .	613	290	30	221	72	Gepreposeerde onder-brigadier.
1908 . .	242	139	32	51	20	Tijdelijk gepreposeerde.
Totaal .	2,606	1,158	104	998	346	

IV.

De gezondheid der vrijwilligers en der miliciens tijdens hunne aanwezigheid onder de wapens.

VRAAG VAN DEN HEER HYMANS.

1° Hoe groot is het getal militairen van alle soorten, met éénjarig verlof voor physische ongeschiktheid of gebruikt in de depots voor een vasten dienst en op de contrôleregisters behouden van af 1896 tot 1908?

2° Hoeveel militairen van alle soorten zijn er op dit oogenblik:

a) Met verlof voor tuberculose?

b) Voorloopig op pensioen gesteld?

Worden deze laatsten behouden op de contrôleregisters en krachtens welke bepalingen?

ANTWOORD.

Onderstaande tabel beantwoordt deze twee vragen:

	JAREN.													Totalen	*Opmerkingen.*
	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908		
I. Militairen met éénjarig verlof voor onvrijwillige ziekte . .	93	92	75	101	169	245	165	149	127	155	121	131	121		(1) De militairen, voorloopig op pensioen gesteld, worden behouden op de contrôles van het korps, overeenkomstig eene bepaling van artikel 17 van het koninklijk besluit van 20 December 1889, nr 9448, regelende de uitvoering van de wet van 24 Mei 1858 op de militaire pensioenen. Hieronder dit artikel *in extenso*.
II. Militairen, gebruikt in een vasten dienst uit oorzaak van physische ongeschiktheid	31	28	20	34	33	30	37	27	12	15	11	16	14		
	124	120	95	135	202	275	202	176	139	148	132	147	158	2,029	De militairen van deze soort werden nooit medegeteld in het effectief.
a) Militairen thans met verlof voor tuberculose														23	
														2,052	
b) Militairen thans voorloopig op pensioen gesteld														(1) 552	

Koninklijk Besluit van 20 December 1889, nr 9448, de uitvoering regelende van de wet van 24 Mei 1838 op de militaire pensioenen.

Art. 17. — De militairen onder den graad van officier, aangetast door lichaamsgebreken die voor beterschap vatbaar zijn, maar voor het oogenblik recht geven op pensioen, ontvangen een voorloopig pensioen voor één jaar, dat kan worden vernieuwd wanneer de titels tot die uitkeering door een doktersonderzoek werden erkend.

Tijdens den duur van het pensioen worden die militairen behouden op de contrôleregisters van het korps, tenzij zij worden vrijgesteld van dienst.

VRAAG VAN DEN HEER PERSOONS.

Welk was jaarlijks, sedert het in werking treden van de wet van 1902, het getal miliciens die tijdens hunne inlijving werden vrijgesteld van den dienst of bijna onmiddellijk werden opgenomen in de hospitalen?

ANTWOORD.

Bijgevoegde staat beantwoordt deze vraag :

STAAT aanduidende, per jaar, sedert 1902, het getal miliciens die, tijdens hunne inlijving, werden vrijgesteld van den dienst of bijna onmiddellijk opgenomen in de hospitalen.

SOORTEN.	MILITIEKLASSEN.							ALGEMEEN TOTAAL.	OPMERKINGEN.
	1902	1903	1904	1905	1906	1907	1908		
1° Miliciens met éénjarig verlof voor onvrijwillige ziekte	97	86	73	96	75	77	86	590	Al die miliciens werden toegelaten in de hospitalen, terstond na hunne aankomst in het regiment.
2° Miliciens gebruikt in een vasten dienst, uit oorzaak van physische ongeschiktheid	35	16	6	8	4	6	6	81	
3° Afgekeurde miliciens .	103	104	68	106	100	101	62	644	
Totalen. . .	235	206	147	210	179	184	154	1,315	

VRAAG VAN DEN HEER PERSOONS.

Hoe groot was, jaarlijks, sedert het in werking treden van de wet van 1902, het getal vrijwilligers en het getal miliciens die in de militaire hospitalen werden opgenomen ?

ANTWOORD.

JAREN.	Vrijwilligers.	Miliciens.
1902 van 1 October tot 31 December.	1,143	3,470
1903	5,475	11,573
1904	6,674	11,817
1905	6,458	10,422
1906	6,716	14,049
1907	5,805	12,815
1908	5,251	13,156

V

Gedrag der miliciens en der vrijwilligers gedurende hunne aanwezigheid onder de wapens.

Vraag van de heeren Persoons, Lorand en Hymans.

Zou het Departement van Oorlog ons, volgens de verslagen van de korpsoversten, inlichtingen en, zoo mogelijk, statistieken kunnen geven over de waarde, uit intellectueel en zedelijk oogpunt, van de beroepsvrijwilligers, geworven onder het beheer der wet van 1902, en over den invloed daarvan op de waarde en den duur van het onderricht alsmede op de tucht?

Antwoord.

Geen enkele instructie schrijft voor, bijzondere verslagen te leveren over de waarde, uit intellectueel en zedelijk oogpunt, der beroepvrijwilligers geworven onder het beheer der wet van 1902, noch over den invloed daarvan op de waarde en den duur van het onderricht en op de tucht.

Hiernevens, bij wijze van aanduiding, tabellen, meldende het getal beroepsvrijwilligers die deserteerden, werden veroordeeld of ingelijfd in eene tuchtkompagnie van 6 April tot 31 October 1903, evenals in den loop van elk der volgende militiejaren tot en met dat van 1907-1908.

Staat van zedelijkheid en levensgedrag der vrijwilligers van beroep die aanwezig waren van 6 April 1902 tot 31 October 1903.

WAPEN.	Getal « aanwezige » vrijwilligers van beroep.	Zijn gedeserteerd	Zijn van desertie teruggekeerd.	Werden in eene compagnie van tucht geplaatst.	Werden in eene compagnie van correctie geplaatst.	Werden tot eene disciplinaire straf veroordeeld.	Werden tot eene gevangenisstraf veroordeeld.	Werden tot eene criminecle straf veroordeeld.	Werden tot andere straffen veroordeeld.	Werden uit het leger weggezonden.	Totalen.	Verhouding per honderd vrijwilligers.	*Opmerkingen.*
Infanterie (1)	2,253	21	8	3	3	9	12	»	2	1	59	2.62	(1) Onder dit getal zijn de militaire cadetten begrepen.
Cavalerie	623	19	8	»	5	8	7	»	6	»	53	8.50	
Artillerie	833	4	4	1	3	6	10	1	2	»	31	3.72	*Nota.* — Deze tabel berustte, zooals zij luidt, onder de archieven van het Departement van Oorlog.
Genie	141	1	»	»	»	»	1	»	»	»	2	1.41	
Bataljon van administratie.	21	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Trein	157	3	3	»	»	1	5	»	1	»	13	8.28	
Totalen. . .	4,028	48	23	4	11	24	35	1	11	1	158	3.92	

Staat van zedelijkheid en levensgedrag der vrijwilligers van beroep die aanwezig waren van 1 Octobre 1903 tot 30 September 1904.

WAPEN.	Getal « aanwezige » vrijwilligers van beroep.	zijn gedeserteerd.	werden uit het leger weggezonden.	werden in eene compagnie van tucht geplaatst.	werden in eene compagnie van correctie geplaatst.	werden tot eene disciplinaire straf veroordeeld.	werden tot eene gevangenisstraf veroordeeld.	werden tot eene crimineele straf veroordeeld.	werden tot andere straffen veroordeeld.	TOTALEN.	Verhouding per honderd vrijwilligers.	*Opmerkingen.*
Infanterie (1). . . .	6,183	115	6	14	31	29	61	3	23	282	4.56	(1) Met inbegrip van de militaire cadetten.
Cavalerie	1,559	71	6	5	11	26	29	»	9	157	10.07	
Artillerie	1,946	35	1	8	11	16	23	1	15	110	5.65	
Trein	238	5	»	1	4	»	5	»	»	15	6.30	
Genie	321	2	»	»	1	»	7	»	2	12	3.73	
Bataljon van administratie.	423	»	1	»	»	»	»	»	2	3	0.70	
Totalen. . .	10,670	228	14	28	58	71	125	4	51	579	5.42	

Staat van zedelijkheid en levensgedrag der vrijwilligers van beroep die aanwezig waren van 1 October 1904 tot 30 September 1905.

WAPEN.	Getal « aanwezige » vrijwilligers van beroep.	zijn gedeserteerd.	werden uit het leger weggezonden.	werden in eene compagnie van tucht geplaatst.	werden in eene compagnie van correctie geplaatst.	werden tot eene disciplinaire straf veroordeeld.	werden tot eene gevangenisstraf veroordeeld.	werden tot eene crimineele straf veroordeeld.	werden tot andere straffen veroordeeld.	Totalen.	Verhouding per honderd vrijwilligers.	*Omerkingen.*
Infanterie (1). . . .	6,857	122	10	12	53	30	89	4	19	339	4.94	(1) Inbegrepen de militaire cadetten.
Cavalerie	1,877	84	4	7	29	28	42	1	10	205	10.92	
Artillerie	2,268	35	2	5	14	16	20	»	15	107	4.72	
Trein	247	7	»	4	4	4	8	»	1	28	11.33	
Genie	389	7	»	1	3	5	5	»	1	22	5.66	
Bataljon van administ.	424	1	»	»	»	»	1	2	1	5	1.18	
Totalen. . .	12,062	256	16	29	103	83	165	7	47	706	5.85	

Staat van zedelijkheid en levensgedrag der vrijwilligers van beroep, die aanwezig waren van 1 October 1905 tot 30 September 1906.

WAPENS.	Getal « aanwezige » vrijwilligers van beroep.	Zijn gedeserteerd.	Werden uit het leger weggezonden.	Werden in eene compagnie van tucht geplaatst.	Werden in eene compagnie van correctie geplaatst.	Werden tot eene disciplinaire straf veroordeeld.	Werden tot eene gevangenisstraf veroordeeld.	Werden tot eene crimineele straf veroordeeld.	Werden tot andere straffen veroordeeld.	Totalen.	Verhouding per honderd vrijwilligers.	*Opmerkingen.*
Infanterie (1) . . .	7,057	124	5	19	56	43	148	5	44	444	6.29	(1) Inbegrepen de militaire cadetten.
Cavalerie	1,998	83	5	9	39	38	77	»	35	286	14.31	
Artillerie	2,386	47	»	8	9	18	51	»	21	154	6.45	
Trein	206	10	2	2	3	3	27	1	9	57	27.67	
Genie	416	4	1	3	1	3	2	»	6	20	4.80	
Bataljon van administratie.	438	2	»	»	2	»	2	»	1	7	1.60	
TOTALEN . .	12,501	270	13	41	110	105	307	6	116	968	7.74	

Staat van zedelijkheid en levensgedrag der vrijwilligers van beroep die aanwezig waren van 1 October 1906 tot 30 September 1907.

WAPENS.	Getal « aanwezige » vrijwilligers van beroep.	Zijn gedeserteerd.	Werden uit het leger weggezonden.	Werden in eene compagnie van tucht geplaatst.	Werden in eene compagnie van correctie geplaatst.	Werden tot eene disciplinaire straf veroordeeld.	Werden tot eene gevangenisstraf veroordeeld.	Werden tot eene criminecle straf veroordeeld.	Werden tot andere straffen veroordeeld.	TOTALEN.	Verhouding per honderd vrijwilligers.	*Opmerkingen*
Infanterie (1) . . .	6,771	128	10	21	46	35	86	1	26	353	5.21	(1) Inbegrepen de militaire cadetten.
Cavalerie	1,884	86	4	15	27	27	49	1	18	227	12.05	
Artillerie	2,194	33	4	4	17	24	36	»	13	131	5.97	
Trein	146	3	»	1	1	2	5	»	2	14	9.59	
Genie	389	4	»	1	1	»	5	»	2	13	3.34	
Bataljon van administratie	444	1	»	»	1	»	»	»	»	2	0.45	
TOTALEN . .	11,828	255	18	42	93	88	181	2	61	740	6.26	

Staat van zedelijkheid en levensgedrag der vrijwilligers van beroep die aanwezig waren van 1 October 1907 tot 30 September 1908.

WAPENS.	Getal «aanwezige» vrijwilligers van beroep	Zijn gedeserteerd.	Werden uit het leger weggezonden.	Werden in eene compagnie van tucht geplaatst.	Werden in eene compagnie van correctie geplaatst.	Werden tot eene disciplinaire straf veroordeeld.	Werden tot eene gevangenisstraf veroordeeld.	Werden tot eene crimineele straf veroordeeld.	Werden tot andere straffen veroordeeld.	Totalen.	Verhouding per honderd vrijwilligers.	*Opmerkingen.*
Infanterie (1). . . .	6,323	111	5	15	33	48	73	2	24	311	4.92	(1) Inbegrepen de militaire cadetten
Cavalerie	1,772	93	10	21	24	38	59	3	9	257	14.50	
Artillerie	2,009	25	4	3	12	25	29	»	16	114	5.67	
Trein	108	»	2	1	2	1	2	»	»	8	7.41	
Genie	371	10	»	»	4	6	5	»	1	26	7.00	
Bataljon van administratie.	462	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
TOTALEN. . .	11,045	239	21	40	75	118	168	5	51	716	6.48	

VRAAG VAN DE HEEREN LORAND, HYMANS EN PERSOONS.

Zou het Departement van Oorlog ons eene statistiek kunnen geven van de correctionnairen en de disciplinairen, per soorten (beroepsvrijwilligers, vrijwillers van het contingent, vrijwilligers met premie, miliciens, plaatsvervangers), op het einde van het jaar 1908 ?

ANTWOORD.

Hierbij eene tabel aanduidende, per soorten, het getal disciplinairen en correctionnairen op 31 December 1908.

Bijlage van den maandelijkschen staat van het korps van tucht en correctie.

KORPS VAN TUCHT EN CORRECTIE.

Staat, per soort, der disciplinairen en der correctionnairen op 31 December 1908.

COMPAGNIEËN	SOORTEN.	V. V. B. oud regiem.	KLASSEN VAN 1909	1908	1907	1906	1905	1904	1903	1902	1901	1900	1899	1898	1897	1896	Vorige klassen.	TOTALEN.	Recidivisten.	Niet recidivisten.
Disciplinairen. Compagnie van tucht.	Vrijwilligers van beroep	»	1	4	8	5	5	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	25	7	18
	— van het contingent.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	V. M. P.	»	»	»	3	6	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	5	6
	Miliciens	»	»	»	2	1	4	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	10	6	4
	Plaatsvervangers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Totalen	»	1	4	13	12	9	6	1	»	»	»	»	»	»	»	»	46	18	28
Correctionnairen. 1ste compagnie.	Vrijwilligers van beroep	2	»	2	3	5	11	4	3	1	»	»	»	»	»	»	»	31	12	19
	— van het contingent.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	1	
	V. M. P.	»	»	1	3	2	7	1	»	»	2	1	»	»	»	»	»	17	6	11
	Miliciens	»	»	»	4	5	5	4	1	1	3	1	2	»	»	1	2	29	11	18
	Plaatsvervangers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Totalen	2	»	3	10	12	23	9	4	2	5	2	3	»	»	1	2	78	30	48
2de compagnie.	Vrijwilligers van beroep	2	»	4	2	13	3	3	5	2	»	»	»	»	»	»	»	34	21	13
	— van het contingent.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	V. M. P.	»	»	»	2	3	5	3	»	»	»	1	1	2	1	1	»	19	11	8
	Miliciens	»	»	»	5	8	13	5	7	2	2	4	4	»	»	1		51	34	17
	Plaatsvervangers	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	
	Totalen	2	»	4	9	24	22	11	12	4	2	5	5	2	1	2	»	105	67	38
3de compagnie.	Vrijwilligers van beroep	2	»	»	»	2	6	4	8	1	1	»	»	»	»	»	»	24	24	»
	— van het contingent.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	V. M. P.	»	»	»	1	3	2	»	1	6	2	»	»	1	»	»	1	17	16	1
	Miliciens	»	»	»	1	»	3	1	3	2	4	6	2	1	1	2	2	28	27	1
	Plaatsvervangers	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	Totalen	2	»	»	2	5	11	5	12	9	7	6	2	2	1	2	3	69	67	2
	Algemeene totalen.	6	1	11	34	53	65	31	29	15	14	13	10	4	2	5	5	298	182	116

Opmerkingen.

	Totalen.	Bij de correctie.	Bij de tucht-compagnie
Vrijwilligers van beroep	114	89	25
— van het contingent.	1	1	»
— met premie	64	53	11
Miliciens	118	108	10
Plaatsvervangers	1	1	»
Totalen	298	252	46

Totalen per soorten.

VI.

Vragen betreffende de legerinrichting.

A — Legerinrichting op voet van vrede.

VRAAG VAN DEN HEER HOYOIS.

Ik verzoek den heer Minister, op juiste en omstandige wijze aan te duiden welke wijzigingen, bij voorkomend geval, vooral met het oog op hun aantal en hun getalsterkte, de eenheden onder welke het vredeseffectief wordt verdeeld hebben ondergaan.

Op welke van deze eenheden wordt de benaming van « tactische eenheid » toegepast ?

ANTWOORD.

Veranderingen, voorkomende in de legerinrichting op voet van vrede : 1° *Met het oog op het getal der eenheden.*

Tengevolge van de nieuwe militiewet van 21 Maart 1902, en ter uitvoering daarvan, heeft de legerinrichting op voet van vrede de volgende veranderingen ondergaan, welke werden bevestigd door het koninklijk besluit van 24 November 1902, nr 14353 (1).

---

(1) Het koninklijk besluit van 24 November 1902 werd medegedeeld aan de militaire overheden bij omzendbrief van 28 November 1902, luidende als volgt :

Brussel, 28 November 1902.

Aan al de militaire overheden en aan de compagnie- en districtsbevelhebbers van de gendarmerie.

MIJNE HEEREN,

Ik heb de eer u te laten weten dat een koninklijk besluit van 24 dezer, nr 14353, wijzigingen brengt in de legerinrichting op vredesvoet.

In afwachting dat de in druk gegeven tabellen, bijlagen bij dit besluit, verschijnen, vindt gij hierbij, in hare groote lijnen, de grondvesten der nieuwe inrichting.

INFANTERIE. Het regiment der karabiniers zal bestaan uit : 1 staf, 4 actieve bataljons, 1 reservebataljon (5e) en 3 vestingbataljons (6e, 7e en 8e).

De andere regimenten zullen bestaan uit 1 staf, 3 actieve bataljons, 1 reservebataljon (4e) en 2 vestingbataljons (5e en 6e).

De bataljons zullen samengesteld zijn uit den staf en uit 4 compagnieën (waarvan éene : cyclisten bij de actieve bataljons van het regiment der karabiniers).

Elk regiment zal nog bevatten 1 depot samengesteld uit 1 staf en 1 compagnie.

De infanterie zal nog hebben : 1 tucht-en corrrectiekorps van 4 compagnieën en 4 pelotons ;

1 cadettenschool ;

1 pupillenschool ;

Een tweede adjudant-majoor, met den graad van tweeden kapitein te voet, zal aan den staf van elk regiment worden toegevoegd.

a) *Bataljon van administratie:* Inrichting van eene afdeeling secretarissen-archivarissen.

De tweede kapiteins adjudant-majoors der actieve bataljons zullen vervangen worden door luitenanten adjudant-majoors; deze van de reservebataljons worden afgeschaft. Aan het hoofd van elke reserve- of vestingcompagnie zal staan een kapitein commandant of een tweede kapitein.

De CAVALERIE zal hare huidige inrichting behouden.

De VELDARTILLERIE, waarvan het jaarlijksch contingent wordt verhoogd met het oog op hare herinrichting, zal tijdelijk blijven wat zij is.

De VESTINGARTILLERIE zal ingericht worden, op vredesvoet, zooals op het oogenblik der mobielmaking, per versterkte stelling.

In elke dezer zal ze gerangschikt worden per sector.

Elke sector zal, naar gelang van zijne belangrijkheid, een of meer bataljons begrijpen.

De vestingartillerie der stelling Antwerpen, daaronder begrepen deze die te Dendermonde ligt, zal bestaan uit 30 actieve batterijen en 20 reservebatterijen, vereenigd in 8 bataljons.

Deze van de stelling Luik zal bestaan uit 12 actieve batterijen en 4 reservebatterijen, vereenigd in 4 bataljons.

Deze van de stelling Namen zal bestaan uit 9 actieve batterijen en 3 reservebatterijen, vereenigd in 3 bataljons.

De vestingartillerie van elke dezer drie stellingen zal daarenboven 1 depot begrijpen.

Bij de artillerie komt nog daarbij een staf (bijzondere diensten) en drie bijzondere compagnieën, namelijk :

1 van vuurwerkers;

1 van werklieden;

1 van geweermakers.

Het regiment der *genie* zal bestaan uit : 1 staf, 6 bataljons en 1 depot.

Het 1e (veld)bataljon en het 2e (vesting)bataljon zullen samengesteld zijn uit 1 staf en 4 actieve compagnieën.

Het 3e en 4e bataljon (vesting Namen en Luik) zullen bestaan elk uit 1 staf, 2 actieve compagnieën en 2 reservecompagnieën.

Het 5e en het 6e (vesting)bataljon zullen elk 1 staf hebben van 4 reservecompagnieën.

Het depot zal zijne huidige inrichting behouden.

De tweede kapiteins-adjudant-bataljonmajoors zullen vervangen worden door luitenanten-adjudant-majoors.

Er zal geen tweede kapiteins meer bestaan bij de actieve compagnieën ; een kapitein-commandant of een tweede kapiteins zal aan het hoofd van elke reservecompagnie worden gesteld.

De genie zal bestaan uit 1 staf (bijzondere dienst) en 5 bijzondere compagnieën, namelijk :

1 van den spoorweg,

1 van telegrafisten,

1 van pontonniers,

1 van werklieden en mannen van de luchtscheepvaart,

1 van torpedoboot-soldaten en vuurwerkers.

De 2 huidige compagnieën van telegrafisten zullen samengevoegd worden tot éene eenheid.

De officiers der pontonniers en de telegrafisten zullen een paard hebben in vredestijd.

De dienst der vuurwerkers zal overgaan tot de compagnie der torpedoboot-soldaten.

Het REGIMENT VAN DEN TREIN zal zijn huidige inrichting behouden.

Ten slotte, zal het BATALJON VAN ADMINISTRATIE vermeerderd worden met eene afdeeling

b) *Infanterie* : Inrichting van een *niet actief* bataljon per regiment.

c) *Vestingartillerie* : Opheffing der vijf bestaande regimenten en inrichting der artillerie per versterkte plaats (Antwerpen, Luik, Namen).

Gevolg : opheffing van zeven actieve batterijen en van twee depots ; inrichting van 20 niet actieve batterijen.

d) *Bijzondere compagnieën der artillerie :* Opheffing van de pontonniersdienst (waargenomen door de compagnie der pontonniers van de genie).

e) *Genie :* Inrichting van twee niet actieve bataljons.

Sedert het Koninklijk Besluit van 24 November 1902 heeft de legerinrichting op voet van vrede geene enkele wijziging ondergaan, uit oogpunt van het getal der organische eenheden ;

2° *Met het oog op de getalsterkte der eenheden.*

Het algemeen organisch effectief van het leger op voet van vrede, dat vóór 1902 bedroeg 44,902 man (niet inbegrepen de 188 burgers, behoorende tot de diensten van de artillerie en de genie) werd, bij Koninklijk Besluit van 24 November 1902 voornoemd, verlaagd tot 41,042 man, (niet inbegrepen de 1,800 gemilitariseerde burgers en de 188 burgers, behoorende tot de diensten van de artillerie en van de genie). (Algemeen effectief : 43,030). Dit algemeen organisch effectief bedraagt thans 43,003 (dus 27 man minder).

Dit verschil komt voort uit de schommelingen voortvloeinde uit de opvolgende organieke koninklijke besluiten waarbij, in bijzonderheden gewijzigd wordt de organieke samenstelling van de troepenkorpsen.

Opsomming daarvan :

	Meer.	Minder.
1° Koninklijk Besluit van 4 Juni 1904, benoemende kommiezen en toezichters van de genie	13	»
2° Koninklijk Besluit van 3 Januari 1905, benoemende eerste kleermakers-en schoenmakerswerklieden bij de cavalerie (16), de veldartillerie (8), den trein (2), de genie (2), het tuchtkorps en de correctie (2), het bataljon van administratie (2), de vestingartillerie van Antwerpen (2), Luik (2) en Namen (2).	38	»
Opheffing der meesters-schoenmakers en -kleermakers bij de infanterie (38), de cavalerie (16), het tuchtkorps en de correctie (2), de veldartillerie (8), de vestingartillerie (6), de genie (2), den trein (2), het bataljon van administratie (2).	»	76
3° Koninklijk Besluit van 2 Augustus 1905, brengende van 4 op 3 het getal der wapenschouwers	»	1
4° Ministerieele omzendbrief van 8 Januari 1908, wijzigende de samenstelling van de compagnie der spoorwegen en van het regiment van de genie	»	1
	51	78

---

van secretarissen-archivisten, ten getale van 18, met den graad van adjudant, onderofficier, sergeant-majoor, eersten sergeant of sergeant.

De datum waarop de nieuwe regeling moet in voege treden, zal later worden bepaald.

De Minister van Oorlog,

(*Get.*) A. Cousebant d'Alkemade.

Dus 78 — 51 = 27 man minder.

Sedert 1902 heeft het effectief der eenheden, deeluitmakende van het vredeseffectief, geene andere wijzigingen meer ondergaan.

Uit hoofdzakelijk organisch oogpunt maken de *compagnie*, voor de infanterie, het *eskadron*, voor de cavalerie, en de *batterij*, voor de artillerie, de *organische grondeenheden* van die wapenen uit.

In 't algemeen is de *lagere tactische eenheid* de compagnie, het eskadron of de batterij.

Vraag van den heer Mélot.

Is het getal officieren vermeerderd sedert 1900 en in welke mate ?

Antwoord.

Sedert 1900 werd alleen het aantal officieren der genie vermeerderd (omdat de kazerneering der gendarmerie ten laste van den Staat werd gelegd, krachtens de wet van 28 Juni 1899).

In 1900 was dat getal bepaald als volgt :

	Staf.		Troepen (Regiment en bijzondere compagnieën).	
	—		—	
Colonels	4		1	
Luitenant-colonels. .	7	52	1	94
Majoors	7		4	
Lagere officieren . .	34		88	
Te zamen. . .		146.		

De wet van 11 Mei 1904 (*Staatsblad*, 12 Mei 1904, bladz. 2324) bepaalde die cijfers als volgt :

	Staf.		Troepen (Regiment en bijzondere compagnieën).	
	—		—	
Colonels	4		1	
Luitenant-colonels. .	8	65	1	99
Majoors	9		5	
Lagere officieren . .	44		92	
Te zamen. .		164.		

Hetzij *18* officieren meer.

Bij deze 18 officieren dienen te worden gevoegd de eerste kapitein-kwartiermeester en de tweede kapitein bestuurder van den kleedijdienst bij de gendarmerie, die thans voorkomen op de inrichtingstabellen van het leger op vredesvoet. (Koninklijk besluit van 24 November 1902, nr 14353.)

Vóór 1902 kwamen die twee officieren voor op de begrooting der gendarmerie.

Het gezamenlijk getal officieren van het leger, dat, in 1900, 3,407 bedroeg, bedraagt dus heden 3,427 man.

B. — **Verdeeling der militieklassen in het actief leger en in de reserve.**

VRAAG VAN DEN HEER HYMANS.

Uit hoeveel militieklassen bestaan :
1° *De actieve bataljons ;*
2° *De reservebataljons van het leger te velde ;*
3° *De vestingbataljons ?*
Welk zou het overblijvend effectief zijn aan bruikbare mannen in de depots?

ANTWOORD.

In 1902 rekende het Departement van Oorlog, *in beginsel*, de bataljons op de volgende wijze te kunnen samenstellen :

Actieve bataljons. — Zes jongere militieklassen, daarin begrepen de beroepsvrijwilligers met onbepaald verlof, aan die klassen verbonden.

Reservebataljons. — 7ste en 8ste klassen, er inbegrepen de beroepsvrijwilligers met onbepaald verlof, aan die klassen verbonden.

Vestingbataljons. — 9ste, 10e, 11e, 12e en 13e klassen, er inbegrepen de beroepsvrijwilligers met onbepaald verlof, aan die klassen verbonden.

Voor het geval dat deze wensch niet zou verwezenlijkt worden, heeft het Departement van Oorlog bevolen, eerst de actieve eenheden, daarna de reserve-eenheden, eindelijk de vesting-eenheden voltallig te maken.

Op 1 October 1908 waren voltallig gemaakt de bataljons van het oorlogseffectief (1,046 man), aldus samengesteld (*tekort bij de mobilisatie niet afgetrokken*) :

Actieve bataljons. — De eerste zeven militieklassen, waarbij de lotelingen van 1908.

In ronde cijfers bedroeg de klas voor elk regiment linie, jagers te voet en grenadiers, ongeveer 400 tot 460 man, waarvan 37 tot 70, opgekomen vóór de oproeping van hunne klas, hun eerste tijdperk van onderricht hadden uitgedaan en, desnoods, hadden kunnen plaats nemen in de gemobiliseerde eenheden. Wat de andere militairen van deze klas betreft, ingeval het leger op voet van oorlog zou gesteld worden tusschen October en Mei, zouden zij in de depots worden geplaatst om daar nader onderricht te ontvangen. Daardoor zouden de actieve bataljons een tekort hebben geleden, bedragende voor het geheel der actieve bataljons een verlies van 7,182 man.

Reservebataljons. — De 8e, 9e en 10e klassen (1).

Vestingbataljons. — De 11e, 12e en 13e klassen.

---

(1) Volgens artikel 2 van de militiewet mogen de 11e, 12e en 13e militieklassen slechts worden gebruikt in de vestingen en in de hulpdiensten.

Zoo gevormd, zouden deze bataljons slechts een gemiddeld effectief van ongeveer 680 man hebben bereikt.

Onder die omstandigheden zou men, ten einde de regelmatige werking der depots ingeval van oorlog mogelijk te maken, van de bataljons der drie soorten een zeker getal bruikbare manschappen moeten afnemen.

C. — SOLDIJ EN JAARWEDDEN. — VERGELDING.

I. — Soldij en jaarwedden

VRAAG VAN DEN HEER HOYOIS.

Ik verzoek den heer Minister aan te duiden, per regiment :

a) Welke veranderingen — cijfers — gebracht werden, sedert 1902, respectievelijk in de soldij en de wedden der kaders en der officieren ;

b) Krachtens welke besluiten van de Wetgevende Macht ;

c) En welke veranderingen gebracht werden in de posten der begrootingen, tengevolge van die veranderingen in genoemde wedden en soldij ?

ANTWOORD.

a) De veranderingen, gebracht sedert 1902 in de soldij der troepen en der officieren, worden, voor de verschillende wapens, in de hierbijgevoegde tabellen aangeduid.

Tabel nr 1 voor de dagelijksche soldij.

Tabel nr 2 voor de wedde.

N. B. — Men herinnere zich :

1° Dat de éénmaking niet volledig was, in dezen zin, dat de *soldaten* der wapens waar de dienst het langst is, eene hoogere soldij hebben behouden ;

2° Dat al de militairen, die onder de wapens waren op het oogenblik waarop het koninklijk besluit van éénmaking verscheen, de vroegere soldij behouden zoolang zij in denzelfden toestand verkeeren.

Daarenboven werden al de afhoudingen afgeschaft die den militairen vroeger zeer dikwijls werden opgelegd, om de volgende redenen : de hooge schuld bij de kleedingmassa ; beschadiging van het beddegoed, van de wapens ; beschadiging van de kazerne, als gevolg van sommige zware straffen.

b) Deze wijzigingen in de wedden en de soldij werden geregeld bij koninklijke besluiten van 24 en 25 Augustus 1906, van 9 Augustus 1907 en van 26 September 1907.

Deze maatregelen werden goedgekeurd door de Wetgevende Macht die namelijk de amendementen stemde, desaangaande door de Regeering aangeboden.

Raadpleeg daarover :

1° Het verslag van de Middenafdeeling voor het ontwerp van begrooting voor 1907 (*Stukken der Kamer*, nr 178. Vergadering van 27 Juni 1907, bl. 18, 19, 20) ;

2° Het amendement op de begrooting voor het dienstjaar 1907, inge-

diend door de Regeering (*Stukken der Kamer*, nr 200. Vergadering van 17 Juli 1907);

3° Het verslag van de Commissie, belast met het onderzoek van het wetsontwerp, houdende de begrooting van het Ministerie van Oorlog voor het dienstjaar 1907. (*Stukken der Kamer*, nr 83, Vergadering van 30 Juli 1907);

4° De inleidende nota van het ontwerp van begrooting voor het dienstjaar 1908, bl. 4 en 5.

c) 1° Daar de Staat de kleedij van de troepen heeft overgenomen, kon hij de soldij eenvormig maken volgens den duur van den diensttijd. Uit dien hoofde zijn, namelijk, de posten van de begrooting betreffende de soldij der onderofficieren, korporalen en soldaten verminderd met 550,827 fr. 20 c.;

2° De posten van de begrooting, betreffende de wedde der officieren, werden vermeerderd met 662,525 frank.

Dagelijksche soldij betaald aan onderofficieren, korporaals en soldaten
(Koninklijk Besluit van 25 Augustus 1906, nr 15527. Idem van 9 Augustus 1907, nr 15955).

GRADEN.	Bedrag van de dagelijksche soldij verschuldigd aan de militairen		AANMERKINGEN.
	die de voordeelen van het oude stelsel blijven genieten.	onder het nieuwe stelsel	
Adjudant onderofficier	2.70		
Trompetter-majoor van de ruiterij			
Eerste sergeant-majoor of eerste opperwachtmeester (batterij adjudant) en militairen met dien graad . . — Infanterie, genie, vestingartillerie en compagnie wapenmakers en vuurwerkers	2 16	2 16	
— Compagnie werklieden	2 72		
— Cavalerie, trein en veldartillerie	2 45		
— Administratiebataljon (sergeant-majoor 1ste klas)	1 98		
Sergeant-majoor of opperwachtmeester en militairen met dien graad.			
Infanterie, gerechtelijke dienst, secretaris-archivist.	1 93	1.93	
Cavalerie en veldartillerie	2.35		
Trein	2.33		
Genie, vestingartillerie en compagnie wapenmakers en vuurwerkers	2 06		
Compagnie werklieden	2.62		
Administratiebataljon (sergeant-majoor 2e klas)	1.75	1.75	
Vuurwerkers — 2de et 4de regiment artillerie	2.35	1.93	
— 1ste en 3de regiment artillerie en vestingartillerie	2.29		
Trompetter-majoor van de artillerie	1.93		
Meester wapenmaker — Infanterie	1.93		
— Genie	2.06		
— Cavalerie	2.35		
Eerste sergeant, eerste wachtmeester en militairen met dien graad.			
Infanterie, gerechtelijke dienst, secretarissen-archivisten	1.57	1.57	
Genie	1.86		
Cavalerie	1.85		
Trein	1.83		
Administratiebataljon (sergeant 1ste klas; portier, kok en ziekenoppasser 1ste klas) — Afdeeling voedingsdienst	1.83 / 1.70 (1)		(1) Soldij vastgesteld bij koninklijk besluit van 11 Januari 1850.
— — gasthuizen	1.39		

GRADEN.	Bedrag van de dagelijksche soldij verschuldigd aan de militairen		AANMERKINGEN.
	die de voordeelen van het oude stelsel blijven genieten.	onder het nieuwe stelsel.	
Eerste sergeant-hoornblazer . { Infanterie	1.70	1.57	
Genie	1.99		
Sergeant- of wachtmeester-foerier en militairen met dien graad.			
Infanterie, gerechtelijke dienst en secretaris-archivist .	1.42		
Genie.	1.71		
Cavalerie en veldartillerie	1.70		
Vestingartillerie en compagnie wapenmakers en vuurwerkers	1.54	1.24	
Compagnie werklieden	1.95		
Trein.	1.68		
Administratiebataljon (sergeant 2e klas; portier, kok en zieken-oppasser 2e klas). { Afdeeling voedingsdienst .	1.42	1.42	
Afdeeling gasthuizen . . .	1.24		
Sergeant-hoornblazer . { Infanterie	1.70		
Genie	1.99		
Meester-wapenmaker . { Infanterie	1.42		
Genie	1.71		
Veld- en vestingartillerie, trein	1.54	1.24	
Cavalerie	1.70		
Meestergast kleermaker, laarzen- of schoenmaker . .	1.42		
Magazijnwachter bij de veldartillerie en den trein . .	1.54		
Sergeant der genie d.d. adjunct der genie . . .	1.71		
Leerling der militaire school	1.42		
Helper bij den hulpdienst	1.42		Enkel gedurende de manœuvers.
Hoefsmid	0.75		
Korporaal of brigadier en militairen met dien graad.			
Genie, vestingartillerie en compagnie wapenmakers en vuurwerkers	0.65		
Cavalerie	0.64		
Compagnie werklieden	0.75		
Trein en veldartillerie.	0.66	0.52	
Regiment grenadiers; tuchtkorps en correctiekorps; pupillenschool	0.54		
Andere regimenten infanterie	0.52		
Administratiebataljon. { Afdeeling voedingsdienst .	0.92		
Afdeeling gasthuizen . .	0.67	0.34	

GRADEN.	Bedrag van de dagelijksche soldij verschuldigd aan de militairen		AANMERKINGEN.
	die de voordeelen van het oude stelsel blijven genieten.	onder het nieuwe stelsel.	
Leerling van de militaire school en van de cadettenschool	0.52		
Korporaal-hoornblazer. Infanterie.	0.70	0.52	
Korporaal-hoornblazer. Genie	0.85		
Brigadier te voet van de artillerie	0.65		
Candidaat tot den hulpdienst	0.52		Enkel gedurende de manœuvers
Hoefsmid	0.55		
Trompetter-brigadier. Artillerie	1.25	0.68	
Trompetter-brigadier. Cavalerie		1.08	
Trompetter-brigadier. Trein		0.68	
Eerste werkman kleermaker, laarzen- of schoenmakers en	0.40		
Soldaat van de 1e klasse.			
Regiment grenadiers	0.33		
Andere regimenten infanterie	0.31		
Genie, vestingartillerie en compagnie wapenmakers en vuurwerkers	0.45	0.31	
Compagnie werklieden	0.65		
Administratiebataljon . . Afdeeling voedingsdienst.	0.67		
Administratiebataljon . . Id. gasthuizen	0.47	0.13	
Trein en batterijen te paard	0.49		
Bereden batterijen . . . Kanonnier	0.45	0.36	
Bereden batterijen . . . Voerman	0.49		
Cavalerie	0.45		
Soldaat van de 2e klasse.			
Grenadiers, pupillenschool, genie, vestingartillerie en compagnie wapenmakers en vuurwerkers	0.33		
Andere regimenten infanterie en fuselier van het regiment grenadiers	0.28	0.28	
Compagnie werklieden	0.45		
Administratiebataljon . . Afdeeling voedingsdienst.	0.62		
Administratiebataljon . . Id. gasthuizen	0.42	0.10	
Leerlingen van de militaire school en van de cadettenschool	0.28	0.28	
Trein en batterijen te paard	0.44		
Bereden batterijen . . . Kanonnier	0.33	0.33	
Bereden batterijen . . . Voerman	0.44		
Cavalerie	0.42		
Hoefsmid	0.50		

GRADEN.		Bedrag van de dagelijksche soldij verschuldigd aan de militairen		AANMERKINGEN.
		die de voordeelen van het oude stelsel blijven genieten.	onder het nieuwe stelsel.	
Hoornblazer. . .	Grenadiers, pupillenschool, tucht en correctie, andere regimenten infanterie	0.43		
	Genie	0.52		
Trompetter . . .	Cavalerie	1.05	0.90	
	Veldartillerie	1.05	0.50	
	Vestingartillerie en compagnie wapenmakers en vuurwerkers.	1.00		
	Trein	1.03		
Werkman : zadelmaker, paswerker, wagenmaker, smid en timmerman.	Batterijen te paard.	0.60	0.50	
	Trein, veld- en vestingartillerie .	0.54		
Pupillen van het leger		0.36		
Correctie en tucht.	bediende bij de werken	0.26	0.28	
	niet —	0.21	0.23	
Milicien van de nieuwe lichting of plaatsvervanger verwezen naar de keuring van den revisieraad, candidaat-brijwilliger met premie		0.28		

Verhooging van de wedde der lagere officieren.

Gevolgen van de Koninklijke Besluiten van 4 Augustus 1906 en 26 September 1907.

GRADEN.			Vroegere wedde.	Eengemaakte wedde.	Bijwedde voor bereden officieren.	Volledige nieuwe wedde.
Capitein com^t	bereden		5100	4600	600	5200
	niet bereden		4500			4600
Tweede capit^n	bereden	1ste klas.	4400	5700	600	4300
		2de klas.	4000			
	niet bereden	1ste klas.	3650			3700
		2de klas.	3350			
Luitenant	bereden		3250	2900	600	3500
	niet bereden		2650			2900
Onderluitenant	bereden		2950	2500	600	3100
	niet bereden		2500			2500

N. B. — Eene bijwedde van 200 frank per jaar wordt verleend aan de lagere officieren van de artillerie en van de genie, alsook aan de leerlingen onderluitenants van de militaire school, die dienst doen bij de vestingartillerie en bij de genie, in afwachting dat zij voorgoed bij deze wapens opgenomen worden.

II. — Vergelding der miliciens en der vrijwilligers.

Vraag van den heer Segers.

Ik verzoek de vergelijkende tabel te willen opmaken van het bedrag der vergelding en van de wijzen waarop deze vergoeding betaald wordt :

a) Voor de miliciens;

b) Voor de vrijwilligers van elke soort, vóór de toepassing der wet van 1902 en sedert deze toepassing.

1. Vergelijkende tabel van het bedrag der vergelding en van de wijzen van betaling dezer vergelding.

1. Vergelijkende tabel van het bedrag der vergelding

Vóór de wet van 21 Maart 1902

Toepassing der wet op de vergelding der miliciens vóór de wet van 1902.

A. Miliciens. — Luidens de wet van 26 Juni 1896, was de vergoeding dezelfde voor alle wapens : 50 frank in de maand. Deze vergoeding werd verdeeld in twee deelen : de eene helft toegekend aan den milicien en gestort op zijn naam in de Algemeene Spaarkas, en de andere helft aan de personen aangeduid in artikel 2 der wet van 5 April 1875 (vader, moeder of overlevende; bij ontstentenis van vader en moeder, aan de grootouders of overlevende; aan de vrouw van den milicien, zoo deze gehuwd is). Bij ontstentenis van rechthebbenden, werd dit gedeelte der vergoeding niet uitbetaald.

De vergoeding werd insgelijks toegekend voor de diensten volbracht in de gevallen voorzien bij artikel 87 der militiewet. Indien de binnengeroepen soldaat huisvader was, werd de vergoeding verhoogd met 50 centiemen per dag en per kind, zonder dat nochtans de verhooging meer dan één frank kon bedragen.

De sommen, die den militair toekomen en die op zijn naam in de Algemeene Spaarkas werden gestort, konden slechts ontvangen worden vijf jaar na afloop van den normalen werkelijken diensttermijn, behoudens de uitzonderingen door de Regeering toegelaten (huwelijk, aanvangen van eene handelszaak, ziekte, behoeftigheid).

B. Vrijwilligers. — De vrijwilligers van het contingent en de vrijwilligers in het contingent medegeteld ontvingen de vergoeding voorzien voor de miliciens, en wel onder dezelfde omstandigheden.

De vrijwilligers van beroep en de militairen met vernieuwde dienstneming ontvingen geene vergoeding.

en van de wijzen van betaling dezer vergelding.

Sedert de wet van 21 Maart 1902.

Toepassing der wet op de vergoeding der miliciens na de wet van 1902.

A. Miliciens. — Sedert de wet van 1902 is de vergoeding bepaald als volgt :
25 frank voor het voetvolk ;
30 frank voor de bereden troepen.

Van deze vergoeding wordt de som van 15 frank elke maand afgehouden ten bate der personen aangeduid in artikel 2 der wet van 5 April 1875.

Bij ontstentenis dier personen, zal de afhouding, voorzien bij het 3e lid van artikel 2, op schriftelijke aanvraag van den militair, kunnen gedaan worden ten bate zijner broeders of zusters minder dan 18 jaar oud, of ten bate van den persoon in deze aanvraag aangeduid, en die den militair zou opgenomen hebben of hem ten minste vijf jaar zou hebben verzorgd.

De vergoeding wordt ook toegekend voor de diensten volbracht in de gevallen voorzien bij artikel 87 van de militiewet. Indien de binnengeroepen soldaat huisvader is, wordt de vergoeding verhoogd met 50 centiemen per dag en per kind, zonder dat nochtans de verhooging meer dan één frank per dag kan bedragen.

N. B. — De vrijwilligers, in het contingent medegeteld, bestaan niet meer, sedert de wet van 21 Maart 1902 in werking trad.

B. Vrijwilligers. — De wet van 1902 kent de vergoeding toe aan de vrijwilligers van het contingent tot een bedrag van 30 frank in de maand, voor om 't even welk wapen ; zij wordt uitbetaald op dezelfde wijze als die der miliciens.

De vrijwilligers van beroep hebben recht, van af den leeftijd van 18 jaar, op eene vergoeding van 35 frank in de maand, waarop 15 frank geheven wordt ten bate van de personen aangeduid in artikel 2 der wet van 5 April 1875 ; de vrijwilligers ontvangen maandelijks 5 frank in handen ; de overige 15 frank worden gestort in de Algemeene Spaarkas.

De niet gegradeerden, na nieuwe dienstneming, worden vergoed met 35 frank per maand.
De korporaals of brigadiers — — — — 40 — —
De onderofficieren — — — — 50 — —

Deze vergoeding komt geheel en al toe aan de belanghebbenden en wordt verdeeld in twee deelen als volgt :

VERDEELING DER VERGOEDING	Ongehuwde soldaten.	Gehuwde soldaten.	Ongehuwde korporaals of brigadiers.	Gehuwde korporaals of brigadiers.	Ongehuwde onderofficieren	Gehuwde onderofficieren	*Aanmerkingen.*
In handen	10	25	10	30	10	40	
Spaarkas	25	10	30	10	40	10	

Het gedeelte der vergoeding, in de Spaarkas gestort ten behoeve van de vrijwilligers van beroep en van de opnieuw dienstnemenden, kan gelost worden als volgt :

Door de beroepsvrijwilligers, 3 jaar na afloop van den normalen werkelijken dienst ;

Door de opnieuw dienstnemenden, 2 jaar na afloop van de laatste dienstneming.

Met afwijking van den regel hierboven, kan de vergoeding geheel of gedeeltelijk bij voorbaat gelost worden in de volgende gevallen :

a) om de kosten te dekken van een huwelijk of van het oprichten eener zaak kan de lossing toegestaan worden, indien er grond voor is met het oog op dit huwelijk of op het oprichten dier zaak,

b) ingeval ziekte of gebrekkelijkheid den belanghebbende belet in zijn bestaan te voorzien ;

c) ingeval de belanghebbende tijdelijk in nood verkeert, namelijk bij zijn vertrek met onbepaald verlof ;

d) om den belanghebbende in staat te stellen, stortingen te doen in de Lijfrentekas onder waarborg van den Staat ;

e) bij het aangaan eener nieuwe dienstneming in den werkelijken dienst, om zijne familie te hulp te komen ; om, zoo hij gehuwd is, te voorzien in de zware lasten van zijn gezin.

2. Bedrag en wijze van betaling van de vergoeding der vrijwilligers met premie.

Stelsel vóór 1902.

Vóór de militiewet van 1902 was de vergoeding der vrijwilligers met premie bepaald op 1,600 frank voor alle wapens, boven eene hoogere soldij van 10 centiemen voor elken dag aanwezigheid.

De premie van 1,600 frank werd uitbetaald op de volgende wijze :

Bij de goedkeuring, een eerste voorschot . . .	300 frank.
(Deze som wordt ingeschreven op een spaarboekje.)	
Bij het vertrek met onbepaald verlof	500 —
Bij het ontslag (na verloop van het 8e jaar). . . .	550 —
Bij de afdanking (10e jaar).	250 —
Hetzij.	1,600 frank.

Stelsel van 1902 tot 1906.

Van af 2 October 1902, verschilt de vergoeding der vrijwilligers met premie naar gelang van de wapens ; zij bedraagt :

1,700 frank bij de cavalerie en de artillerie te paard ;

1,600 frank bij de bereden artillerie en den trein ;

1,550 frank bij het administratiebataljon ;

1,525 frank bij de vestingartillerie en de bijzondere compagnieën van de artillerie en van de genie ;

1,500 bij de infanterie.

Anderdeels werd de hoogere soldij van 10 centiemen daags afgeschaft.

De premie voor de dienstneming is betaalbaar als volgt :

1° Bij de goedkeuring :

400 frank bij de cavalerie en de artillerie te paard ;

300 frank bij de bereden artillerie of bij den trein ;

250 frank bij het administratiebataljon ;

225 frank bij de vestingartillerie, bij de bijzondere compagnieën van de artillerie of van de genie ;

200 frank bij de infanterie.

2° Na 30 September 1904 (verloop van het dienstjaar beginnende op 1 October 1903) en na verloop van elk der volgende jaren van den dienstermijn, honderd frank.

Het eerste voorschot werd ingeschreven op een spaarboekje.

Deze bepalingen blijven van kracht voor de jaren 1903-1904, 1904-1905, 1905-1906.

Stelsel van 1906-1907.

Het Koninklijk Besluit van 22 September 1906 voert de volgende wijzigingen in :

De vergoeding wordt bepaald op 1,600 frank, om 't even voor welk wapen;

Eene bijpremie van tien frank per maand werkelijken dienst wordt toegekend.

De premie van 1,600 frank is betaalbaar als volgt :

1° Bij de goedkeuring, 300 frank;

2° Na 30 September 1908 (verloop van het dienstjaar begonnen op 1 October 1907) en na verloop van elk der volgende jaren van den dienstermijn, honderd frank.

Stelsel van 1907-1908.

Bij Koninklijk Besluit van 26 September 1907 wordt de premie voor vrijwillige dienstneming gebracht van 1,600 op 1,800 frank.

Zij wordt uitbetaald als volgt :

1° Bij de goedkeuring, 300 frank;

2° Binnen de maand na het vertrek met onbepaald verlof, 500 frank, indien de vrijwilliger met premie bij de cavalerie of bij de artillerie te paard diende; 400 frank voor de andere wapens, en

3° Het overige bij achtereenvolgende afkortingen van honderd frank, betaalbaar na verloop van elk jaar van den dienstermijn. — De bijpremie wordt bij voortduur toegekend.

Deze bepalingen zijn van kracht voor het loopend dienstjaar.

D. — **Manschappen uit de rangen verwijderd.**

VRAAG VAN DEN HEER HOIJOIS.

De heer Minister gelieve voor elk regiment op te geven al de redenen waarom manschappen uit de rangen verwijderd worden, gedurende heel den dag of een gedeelte van den dag, om bezigheden te verrichten die niet behooren tot den eigenlijken militairen dienst, bijvoorbeeld om in hoedanigheid van oppassers van officieren keukenwerk te verrichten, enz.

ANTWOORD.

Het Koninklijk Besluit, nr 14315, van 30 September 1902, uitgevaardigd ter uitvoering van litt. N van artikel 100 der militiewet en bekendgemaakt in het *Staatsblad* van 29 October 1902, bepaalt, bij wijze van tabel, den aard der bezigheden in de troepenkorpsen van het leger, die toevertrouwd worden aan militairen, welke den door de wet van hen vereischten dienstermijn volbracht hebben.

Dit Besluit, alsook de onderrichting die zijne toepassing regelt, werd opgenomen onder nr 1 in de hierbijgevoegde boekjes.

VRAAG VAN DEN HEER HOIJOIS

De heer Minister gelieve voor elk regiment op te geven het getal manschappen die aldus aan den eigenlijken militairen dienst onttrokken worden.

ANTWOORD.

Hieronder een staat aanduidende met cijfers, per korps, op 30 September 1908, het getal militairen van ondergeschikten rang, belast met gemelde diensten, naar de laatste opgaven geleverd bij het einde van elk militiejaar.

AANDUIDING DER KORPSEN.	ONDER-OFFICIEREN.	KORPORAALS of BRIGADIERS.	SOLDATEN	TOTAAL.	*Aanmerkingen*
1e linieregiment	3	3	65	71	
2e —	3	1	68	72	
3e —	3	3	59	65	
4e —	1	2	63	66	
5e —	1	1	62	64	
6e —	»	3	69	72	
7e —	1	1	48	50	
8e —	1	4	58	63	
9e —	2	1	74	77	
10e —	2	2	63	67	
11e —	1	5	75	81	
12e —	»	3	64	67	
13e —	4	2	65	71	
14e —	4	2	66	72	
1e jagers te voet	1	4	61	66	
2e —	1	2	66	69	
3e —	»	2	62	64	
Carabiniers	6	1	109	116	
Grenadiers	2	2	65	69	
Administratie-batailjon . .	»	»	22	22	
Correctiekorps	3	3	»	6	
1e jagers te paard	»	3	63	66	
2e —	»	4	94	98	
1e gidsen	»	4	90	94	
2e —	1	2	89	92	
1e lansiers.	3	1	68	72	
2e —	1	3	85	89	
3e —	»	3	77	80	
4e —	1	4	90	95	
1e artillerie	»	2	88	90	
2e —	3	3	106	112	
3e —	2	5	107	114	
4e —	1	6	104	111	
Vestingartill. te Antwerpen.	20	9	127	156	
— Luik. . .	5	1	55	61	
— Namen . .	1	3	37	41	
Compagnie vuurwerkers. .	»	»	5	5	
— werklieden . .	»	»	1	1	
— wapenmakers .	»	»	1	1	
Genie	4	2	68	74	
Compagnie telegrafisten . .	»	»	7	7	
— torpilleurs en vuurwerkers	1	»	10	11	
Compagnie van den spoorweg	»	»	3	3	
— pontonniers . .	1	1	15	17	
— werklieden en luchtscheepwerkers. . .	»	»	4	4	
Trein.	5	4	54	63	
Totaal . . .	88	107	2,732	2,927	

VRAAG VAN DEN HEER HOÏOIS.

Men gelieve eveneens aan te duiden per regiment het getal manschappen, aan den eigenlijken militairen dienst onttrokken voor wachtdiensten, met juiste aanduiding dier wachten.

ANTWOORD.

De wachtdienst, die een tak is van het technisch onderricht, en bijgevolg eene uitstekende voorbereiding tot den dienst te velde, wordt dagelijks geregeld, in elke plaats, door de zorgen van de territoriale overheid; al de troepen van het garnizoen nemen er deel aan naar verhouding van hare getalsterkte.

Het is dus niet mogelijk, per regiment op te geven het getal manschappen dat hierdoor de regimentsoefeningen niet bijwoont, daar het getal te leveren manschappen voor de wacht verschillend is.

Hierbij eene

TABEL met de dagelijksche opgave van de troepen die deelnemen aan den wachtdienst — daaronder begrepen de politiewacht — in al de garnizoenen van het land, op 15 Januari 1909.

PLAATSEN.	WAPEN.	Onderofficieren korporaals, hoornblazers en soldaten.	*Aanmerkingen.*
Gent	Infanterie	45	
	Artillerie	11	
	Cavalerie	6	
Dendermonde	Infanterie	24	
	Artillerie	3	
Oudenaarde	Infanterie	1	
	Cavalerie	9	
Aalst	Infanterie	5	
Sint-Nicolaas	Infanterie	6	
Beveren-Waas	Cavalerie	5	
Brugge	Infanterie	13	
	Cavalerie	7	
Oostende	Infanterie	24	
Ieperen	Infanterie	6	
	Cavalerie	7	
Meenen	Infanterie	3	
Kortrijk	Infanterie	1	
Antwerpen	Infanterie	192	
	Artillerie	123	
	Genie	41	
	Over te dragen.	750	

PLAATSEN.	WAPEN.	Onderofficieren, korporalen, hoornblazers en soldaten.	*Aanmerkingen.*
Mechelen	Infanterie . .	4	
	Artillerie . .	13	
Lier	Infanterie . .	5	
	Artillerie . .	8	
Contich	Infanterie . .	6	
Saint-Bernard	Infanterie . .	6	
Brasschaat	Artillerie . .	25	
Merxplas.	Infanterie . .	28	
Luik	Infanterie . .	19	
	Cavalerie . .	7	
	Genie . . .	6	
	Artillerie . .	77	
Verviers	Infanterie . .	6	
Hoei	Infanterie . .	1	
	Artillerie . .	1	
Aarlen	Infanterie . .	6	
Bouillon	Infanterie . .	2	
Hasselt	Infanterie . .	12	
Kamp van Beverloo. . .	Infanterie . .	28	
	Trein . . .	4	
Brussel	Infanterie . .	105	
	Cavalerie . .	18	
	Artillerie . .	12	
	Trein . . .	5	
Laken	Infanterie . .	63	
	Cavalerie . .	5	
Leuven	Infanterie . .	21	
	Artillerie . .	55	
Diest.	Infanterie . .	13	
Thienen	Artillerie . .	6	
Vilvoorden	Infanterie . .	20	
Waver	Infanterie . .	3	
Nijvel	Infanterie . .	1	
Bergen	Infanterie . .	23	
	Cavalerie . .	16	
Doornik	Infanterie . .	13	
	Cavalerie . .	6	
Charleroi	Infanterie . .	13	
Ath	Infanterie . .	5	
Namen	Infanterie . .	25	
	Cavalerie . .	6	
	Artillerie . .	45	
	Genie . . .	5	
	Te zamen .	1,280	

VRAAG VAN DEN HEER HOÏOIS.

Hoe komt het dat de getallen opgegeven door sommige van de door de Commissie gehoorde getuigen, als zijnde die der manschappen van hun regiment voor bijzondere diensten te Laken, dat wil zeggen om redenen die niets gemeens hebben met het volbrengen van den eigenlijken krijgsdienst, uit hun korps onttrokken, niet schijnen voor te komen in de tabellen geleverd door den Minister van Oorlog bij zijn antwoord op eene vraag, door den heer Hoijois gesteld op 16 April? Zijn zij op die tabellen te vinden, waar is het dan juist, en hoeveel manschappen geldt het?

ANTWOORD.

De tabel met de dagelijksche opgave van het getal manschappen deelnemende aan den wachtdienst — overgemaakt als antwoord op eene vraag gesteld door den heer Hoijois, op 16 April — vermeldt 63 onderofficieren, korporaals en soldaten der infanterie, die dagelijks den wachtdienst doen te Laken (koninklijk domein).

Die wachten worden geleverd door het regiment grenadiers, waarvan een detachement te dier plaatse in garnizoen ligt. Als men in acht neemt dat ieder man ten minste drie nachten rust heeft, begrijpt men gemakkelijk dat het detachement te minste $4 \times 63 = 252$ man sterk moet zijn, waarbij nog wat reserve moet gevoegd worden voor de onvoorziene gevallen, de ontbrekenden, de zieken, enz., en voor de verschillende kleine diensten bij het detachement.

Merkt wel op dat de manschappen van het detachement te Laken van geen enkelen eigenlijken krijgsdienst ontslagen zijn : de beschikbare manschappen wonen dagelijks oefeningen bij, lessen, enz., evengoed als een bataljon gedetacheerd bij den staf van zijn regiment.

Die manschappen moesten dus niet voorkomen in de tabel, door den heer Hoijois gevraagd op 16n April 1909.

Op dit oogenblik is het detachement infanterie te Laken 288 man sterk.

E. — PLAATSVERVANGINGSKAS.

VRAAG VAN DEN HEER MÉLOT.

Welk is het reglement van beheer der plaatsvervangingskas?

ANTWOORD.

Het organiek reglement der plaatsvervangingskas is vervat in verschillende Koninklijke Besluiten uitgevaardigd ter uitvoering van artikel 77 der militiewet van 3 Juni 1870. Hieronder volgen de bepalingen die nog van kracht zijn :

Koninklijk besluit van 10 November 1870, n° 1903.

LEOPOLD II, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien artikel 77 der militiewet van 3 Juni 1870, luidende als volgt :

» Het Departement van Oorlog wordt gemachtigd om in de plaatsvervanging van miliciens te voorzien buiten de voorschriften van de vorige artikelen.

» Een koninklijk besluit bepaalt de wijze en de voorwaarden waarop die plaatsvervangingen gebeuren en richt de kas in, waarin de daaruit voort te spruiten gelden zullen gestort worden. »

. . . . . .

Art. 21. — De kas voor plaatsvervanging door het Departement van Oorlog komt, te beginnen met 1 Januari 1871, in de plaats van de bijzondere pensioenkas, ingesteld bij koninklijk besluit van 3 September 1848.

Haar vermogen bestaat uit :

1° Het tegoed van bedoelde bijzondere pensioenkas, waarvan zij de verplichtingen zal nakomen ;

2° De sommen betaald door de miliciens die het Departement van Oorlog heeft doen vervangen ;

3° De interesten opgebracht door de sommen te betalen aan de vrijwilligers met premie na verloop van hunne dienstneming.

Art. 22. — Dat vermogen wordt belegd in Staatsrenten en de beleggingen geschieden op naam van de plaatsvervangingskas.

De interesten der insgelijks op haren naam ingeschreven kapitalen worden op hare rekening gebracht door het bestuur der Schatkist.

Art. 23. — Het beheer dier kas wordt toevertrouwd aan eenen door Ons benoemden raad.

Art. 24. — Een bijzonder reglement bepaalt de werkzaamheden van dien raad en de wijze van beheer der kas.

Koninklijk besluit van 20 November 1870, N° 1930.

LEOPOLD II, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien artikel 77 der militiewet van 3 Juni 1870 ;

Gezien de artikelen 21, 22, 23 en 24 van ons besluit van 10 November 1870, N° 1903 ;

Op voorstel van onze Ministers van Oorlog en van Financiën,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

Eerste artikel. — Een door Ons benoemde raad beheert de kas voor plaatsvervanging door het Departement van Oorlog, overeenkomstig de navolgende bepalingen :

Art. 2. — De sommen voortkomende van de plaatsvervanging door het

Departement van Oorlog worden gestort in de kas van de ontvangers der registratie.

Art. 3. — Deze betalingen worden vermeld onder de ontvangsten voor rekening der Thesaurie, gecentraliseerd in de boeken van het Departemen van Financiën ; zij worden door den Minister van Financiën ter beschikking gesteld van de plaatsvervangingskas, op verzoek van den Minister van Oorlog.

Art. 4. — De comptabiliteit der kas is gevestigd in het Ministerie van Oorlog, onder het toezicht van den Minister.

Er wordt gehouden :

a. Een bestendige staat van de vrijwilligers met premie die mogelijk recht hebben op pensioen ;

b. Een boek waarop elke vrijwilliger met premie zijne loopende rekening heeft met *debet* en *tegoed* ;

c. Eene algemeene rekening met ieder korps;

d. Eene bijzondere rekening over de gelden der kas, waardoor men te allen tijde kan nagaan welke hare toestand is.

Art. 5. — De algemeene bestuurder der Thesaurie opent eene loopende rekening voor de kas.

Om de drie maanden maakt hij den Minister van Oorlog een uittreksel uit deze rekening over.

De driemaandelijksche kasopneming wordt gesteld in handen van den raad die haar naziet en, zoo daartoe reden bestaat, opmerkingen maakt.

Art. 6. — De Minister van Oorlog doet uitspraak over de geldbeleggingen die hem worden voorgesteld door den raad der kas ; zij geschieden, namens de kas en door de bemiddeling van den Minister van Financiën, in renten op den Staat. Elke nominatieve inschrijving van rente draagt de volgende nota:

« Deze inschrijving kan niet overgedragen worden dan op vertoon van » een advies van den raad der kas voor plaatsvervanging door het Depar- » tement van Oorlog. »

Art. 7. — De interesten der op naam der kas ingeschreven kapitalen worden haar in rekening gebracht door het beheer der Thesaurie.

Art. 8. — De rekening en de balans der kas worden ieder jaar opgemaakt door den raad en gesloten door den Minister van Oorlog. Evenwel stelt de raad om de drie maanden de algemeene rekening vast.

Art. 9. — De sommen te betalen aan de vrijwilligers met premie en hunne hooge soldij worden voor de kas voorgeschoten door den beheerraad der korpsen.

Art. 10. — Op verzoek van den Minister van Oorlog levert de Minister van Financiën mandaten af ten bate van :

a) De beheerraden voor de teruggave der voorschotten waarvan sprake is in artikel 9 ;

b) De militieofficieren, voor de hun toegekende vergoedingen ;

c) De stortende partijen, ingeval van teruggave van den prijs der plaats- vervangers.

Het bedrag dier mandaten wordt door den algemeenen bestuurder der Thesaurie op het debet der kas gebracht.

De als voldaan onderteekende mandaten worden naar het Departement van Oorlog teruggestuurd.

Art. 11. — De jaarlijksche lijfrente van 200 frank, verschuldigd aan de vrijwilligers met premie die twee termijnen vervulden ter vrijstelling van miliciens, wordt hun toegekend bij koninklijk besluit, verleend op het verslag van den Minister van Oorlog en volgens het advies van den raad der kas.

De gepensionneerde vrijwilliger duidt aan zijnen krijgsoverste de arrondissementshoofdplaats aan, waar hij zijn pensioen wenscht te trekken, en deze verwittigt het Departement van Oorlog.

Vestigt de gepensionneerde zich in eene andere verblijfplaats, dan moet hij daarvan kennis geven aan het Departement van Oorlog.

Art. 12. — De pensioenen worden uitbetaald door tusschenkomst van het beheer der Thesaurie.

De betaling geschiedt volgens collectieve staten, opgemaakt door het Ministerie van Oorlog. Deze staten worden aan de agenten der Schatkist overgemaakt door het beheer der Thesaurie dat hun de noodige kredieten opent.

Art. 13. — De pensioenen nemen een aanvang van af de eerste maand na afloop van den laatsten termijn van dienstneming. Zij worden geheel uitbetaald voor elke begonnen maand. Zij worden betaald per trimester, op vertoon van een levensbewijs, afgeleverd door den burgemeester der woonplaats van den gepensionneerde.

Art. 14. — Buiten de bijzondere bevoegdheden, voortspruitende uit dit besluit, brengt de raad zijn advies uit over al de zaken betreffende het beheer der kas, die hem onderworpen zijn door den Minister van Oorlog. Hij doet hem de voorstellen welke hij nuttig oordeelt voor de belangen der kas.

Art. 15. — Wanneer de aanvragen tot plaatsvervanging zoo talrijk zijn dat het Departement van Oorlog aan allen geen gevolg geven kan, gaat dezelfde raad over tot eene loting om de volgorde van de te verleenen plaatsvervangingen te bepalen. (Vervangen door artikel 16 van het koninklijk besluit van 4 October 1873. (*Zie hierna.*)

Art. 16. — Onze Ministers van Oorlog en Financiën worden, ieder voor wat hen aangaat, met de uitvoering van dit besluit belast.

Koninklijk besluit van 4 October 1873.

Art. 16. — Elk jaar, zoodra de toestand der miliciens die de storting, vereischt bij artikel 64L van de wet van 18 September 1873, hebben gedaan, is bepaald, gaat eene door Ons benoemde Commissie over, in 't openbaar, tot de loting waarbij de volgorde der plaatsvervangers wordt vastgesteld.

Koninklijk besluit van 4 October 1873 (nr 3160).

Art. 12. — De Minister van Oorlog vestigt voorloopig in de bestuursarrondissementen waar zulks noodig is, militie-officieren, gemachtigd om de dienstnemingen met premie te aanvaarden.

VRAAG VAN DEN HEER MÉLOT.

Door wie wordt de kas voor plaatsvervanging beheerd?

ANTWOORD.

Zij wordt beheerd door een raad van vijf leden, te weten :

De generaal bevelhebber der provincie Brabant;

De algemeene bestuurder van het 2e Alg. Best. van het Ministerie van Oorlog;

De algemeene bestuurder van het 6e Alg. Best.;

De bestuurder der werving;

Een onder-intendant secretaris.

Die raad vergadert en sluit de rekeningen om de drie maanden en doet uitspraak over de beleggingen die er te doen zijn in Staatsrenten.

VRAAG VAN DEN HEER MÉLOT.

Staat de kas voor plaatsvervanging onder toezicht der Rekenkamer?

ANTWOORD.

De jaarlijksche rekeningen worden overgemaakt aan den toezichtsdienst der Rekenkamer.

VII.

Verschillende vragen.

A. — DE STATISTIEKEN VAN HET STATISTISCH JAARBOEK, EN DE STATISTIEKEN BETREFFENDE DE GETALSTERKTE OP VREDESVOET.

VRAAG VAN DEN HEER POULLET.

Het verslag der Middenafdeeling belast, met het onderzoek van het voorstel van den achtbaren heer Snoy, vestigt de aandacht op het verschil tusschen de cijfers betreffende de getalsterkte op vredesvoet, vermeld in het Statistisch Jaarboek, en die opgegeven in de bijlagen der Begrooting van Oorlog, enz.

ANTWOORD.

Het verslag der Middenafdeeling betreffende het voorstel om eene commissie van onderzoek aan te stellen belast met het nagaan van de uitslagen der wet van 2 Maart 1902, vestigt de aandacht op het verschil tusschen de getalsterkte op vredesvoet, jaarlijks opgegeven door het Ministerie van Oorlog in zijne begrooting, in het statistisch jaarboek, en de getalsterkte aangegeven door den Minister van Oorlog, ter zitting van 24 November 1908.

Op het laatste blad der begrooting staat inderdaad een algemeen over-

zicht van de effectieven. Dit overzicht is overgenomen uit het laatste blad van de bijlage van het Koninklijk Besluit van 24 November 1902, houdende inrichting van het leger op vredesvoet, als gevolg op de wet van 21 Maart 1902, besluit dat eenigszins werd gewijzigd door die van 4 Juni 1904, van 5 Januari 1905, van 2 Augustus 1905 en van 26 November 1907.

Zooals het verslag zegt, geeft het de organieke getalsterkte van het leger op vredesvoet. Naast de eigenlijke militairen, begrijpt het de « gemilitariseerde burgers en de burgerlijke beambten werkzaam bij de artillerie en de genie. » Er wordt hoegenaamd geen melding gemaakt van de gendarmerie.

Het Statistisch Jaarboek, in zijne tabel « getalsterkte per soort manschappen met soldij », begrijpt « noch de gemilitariseerde burgers, noch de burgerlijke » beambtem werkzaam bij de artillerie en de genie, maar wel de gendarmerie. »

De cijfers, aangehaald door den Minister van Oorlog, op 24 November, begrijpen de « gemilitariseerde burgers, maar niet de burgerlijke beambten » bij de diensten der artillerie en der genie, noch de gendarmerie. »

Daar er enkel eene vergelijking kan gemaakt worden, voor zooveel men dezelfde bestanddeelen in acht neemt, en daar de getalsterkte op vredesvoet : 42,800 man, voorzien bij de wet van 1902, samengesteld is buiten de 1,800 gemilitariseerde burgers, uit de troepen van het eigenlijk leger, zijn het natuurlijk enkel die soorten van manschappen welke men in rekening moet brengen.

Bijgevolg moet men van de cijfers van bladzijde 3 van het verslag, wat betreft de begrooting, aftrekken al de burgers, en, wat betreft het statistisch jaarboek, de gendarmerie, en van de cijfers van bladzijde 6, de gemilitariseerde burgers.

Op die wijze bekomt men :

A. Voor de begrootingen :

	Burgers.			Gemilitariseerde burgers.		
In 1900. . .	45,075	—	188		= 44.887	man.
— 1901. . .	45.094	—	180		= 44,906	—
— 1902. . .	45,094	—	188		= 44,906	—
— 1903. . .	43,034	—	(188	+ 1,800)	= 41,046	man.
— 1904. . .	43,064	—	(218	+ 1,800)	= 41,046	—
— 1905. . .	43,064	—	(218	+ 1.800)	= 41,046	—
— 1906. . .	43,064	—	(218	+ 1,800)	= 41,046	—
— 1907. . .	43,063	—	(217	+ 1,800)	= 41,046	—
— 1908. . .	43,057	—	(211	+ 1,800)	= 41,046	—
— 1909. . .	43.061	—	(209	+ 1,800)	= 41,052	—

B. Voor het Statistisch Jaarboek :

	Gendarmerie.			
In 1900. . .	45,708	—	2,808	= 42,900 man.
— 1901. . .	45,730	—	2,838	= 42.892 —
— 1902. . .	44,220	—	2,990	= 41,230 —
— 1903. . .	44,665	—	3.020	= 41,045 —
— 1904. . .	43,451	—	3,069	= 40,382 —
— 1905. . .	41,526	—	3,101	= 38,428 —
— 1906. . .	40,950	—	3,165	= 37,785 —
— 1907. . .	39,515	—	3,203	= 36,113 —
— 1908. . .	39,008	—	3,298	= 35,710 —

C. Voor de cijfers opgegeven door den Minister van Oorlog, op 24 November 1908 :

		Gemilitariseerde burgers.		
In 1900. . . .	42,800	— 1,800	= 41,000	man.
— 1902-03 . .	42,730	— 447	= 42,283	—
— 1903-04 . .	41,878	— 900	= 40.978	—
— 1904-05 . .	39.924	— 1,217	= 38,707	—
— 1905-06 . .	39,540	— 1,266	= 38.274	—
— 1906-07 . .	37.875	— 1,285	= 36.590	—
— 1907-08 . .	36,807	— 1,308	= 35,499	—

Merkt wel anderzijds dat, voor de begrootingen en de statistische jaarboeken, werden genomen de cijfers van het burgerlijk jaar, beginnende op 1 Januari en eindigende op 31 December, terwijl de cijfers, medegedeeld op 24 November, die zijn van het militiejaar, beginnende op 1 October van het jaar en eindigende met 30 September van het volgende jaar.

Dit eenmaal vastgesteld zijnde, onderzoeken wij nu wat de onderscheidene cijfers beteekenen, door eerst en vooral eene vergelijking te maken tusschen die der begrooting en die van het Statistisch Jaarboek, welke beide het *burgerlijk jaar* betreffen.

Het verschil is als volgt :

Jaar.	Begrooting.	Jaarboek.	Verschil.
—	—	—	—
1900	44,887	42,898	— 1,989
1901	44,906	42,892	— 2,014
1902	44,906	41,230	— 5,676
1903	41,046	41,645	+ 599
1904	41,016	40,382	— 614
1905	41,046	38,425	— 2,621
1906	41,046	37,785	— 3,261
1907	41,046	36,113	— 4,933
1908	41,047	35,710	— 5,337

Dat verschil echter bestaat niet voor het berekenen van de kredieten, vermits van hoofdstuk VII aftrekkingen worden gedaan wegens de manschappen die weg zijn met kort verlof of in de hospitalen zijn.

Het verschil bestaande voor de dienstjaren 1900, 1901, 1902 bewijst dat de toenmalige organieke getalsterkte, grooter dan de huidige organieke getalsterkte, niet bereikt was.

De wet van 1902 heeft die organieke getalsterkte verminderd op 42,800 man ; dit getal werd verkregen gedurende het jaar 1900, en de wet heeft ten doel dit te handhaven.

Gedurende de jaren 1903 en 1904 mag men zeggen dat de organieke getalsterkte nagenoeg werd bereikt. Voor die jaren heeft de verkorting van den diensttijd, voortvloeiende uit de nieuwe wet, dus weinig of geen invloed uitgeoefend.

Van dan af, d. w. z. van 't oogenblik dat de klassen, onderworpen aan de oude wet (langeren diensttijd), beginnen te verdwijnen, groeit het tekort meer en meer aan.

De begrooting wordt opgemaakt het jaar vóór dit, waarvoor ze moet dienen, en steunt feitelijk op de uitslagen bekomen gedurende het jaar vóór dit waarin ze wordt voorgedragen, d. w. z. bijvoorbeeld voor 1905, op de uitslagen bekomen gedurende het jaar 1903 ; het is dus zeker en vast dat er, ten minste tot de begrooting van 1906, in de ramingen geen rekening diende gehouden te worden met het verminderen van het getal manschappen die soldij trekken.

Zeker kon men later met die vermindering rekening houden voor het berekenen van de noodige kredieten ; maar daardoor zou men vooraf, openlijk en openbaar, de uitslagen der wet van 1902, van af het oogenblik harer feitelijke toepassing, als ongunstig erkend hebben.

Het Ministerie van Oorlog achtte het wijzer, bij voortduur te hopen dat de getalsterkte, door de wet voorzien, zou bereikt worden.

De begrooting is eene raming, terwijl de cijfers van het Statistisch Jaarboek vastgesteld worden *a posteriori*.

In beginsel dus kunnen beide opgaven niet overeenkomen.

Vergelijken wij thans de cijfers van het burgerlijk jaar en van het militiejaar en nemen wij als voorbeeld het burgerlijk jaar 1906 en het militiejaar 1905-1906.

De onderscheidene cijfers zijn 37,785 en 38,274, ingedeeld als volgt per soort van manschappen.

Vrijwilligers van beroep (1) . .	12,928		Vrijwilligers van beroep in gewonen dienst	8,802	
Vrijwilligers van het contingent .	61	Hetzij 24,857 voor het contingent.	Vrijwilligers van beroep die een nieuwen diensttijd teekenden.	3,767	13,013
Vrijwilligers met premie . .	3,414		Pupillen	446	
Miliciens	21,320		Terugbinnengeroepenen . . .	830	
Plaatsvervangers	62		Andere manschappen die opnieuw dienst namen	1,333	
Te zamen. . .	37,785		Contingenten	23,096	
			Te zamen. . .	38,274	

In de 24,857 man van het contingent van het burgerlijk jaar zijn begrepen de andere soorten van manschappen die terug werden binnengeroepen of die eene nieuwe dienstneming teekenden.

Om de contingenten van beide jaren te vergelijken, moet men dus bij 23,096 voegen 830 + 1,338 of 2,163 man, wat ons geeft 23,096 + 830 + 1,333 of 25,259 man.

Er is dus 25,259 — 24,857 of 402 man verschil ten bate van het contingent van het militiejaar 1905-1906.

Anderzijds hebben de twee jaren, die zich in malkander doen voelen, een gemeenschappelijk gedeelte van 1 Januari tot 30 September, gedurende hetwelk de gezamenlijke getalsterkte volstrekt overeenkomt en moet overeenkomen, zooals onderstaande tabel aanwijst :

---

(1) Met inbegrip van de pupillen.

→ Militiejaar — Gemiddeld getal per dag 38,274 ←

1905			1906											
Oct.	Nov.	Dec.	Jan.	Febr.	Maart.	April.	Mei.	Juni.	Juli.	Aug.	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.
33,190	40,635	41,163	39,556	37,812	37,632	37,222	36,851	36.723	36,939	41,754	39,812	32,514	36,535	40,074

→ Gelijk tijdsverloop van 9 maanden ←

→ Burgerlijk jaar, gemiddeld getal per dag 37,785 ←

Het verschil tusschen de getalsterkte van beide jaren betreft dus het eerste kwartaal van het militiejaar (4e kwartaal van het jaar 1905) en het vierde kwartaal van het burgerlijk jaar 1906, en moet het verschil van 402 man uitmaken.

Als men echter het gezamenlijk getal manschappen der maanden van het 4e kwartaal van het jaar 1905 per soorten schikt en hetzelfde doet voor de maanden van het 4e kwartaal van het jaar 1906, dan heeft men :

4e trimester 1905.

	GEMIDDELD GETAL					
	Vrijwilligers van beroep.	Vrijwilligers van het contingent.	Vrijwilligers met premie.	Miliciens.	Plaats-vervangers.	Te zamen.
October	13,159	77	3,349	16,546	59	33,190
November . . .	13,170	81	3.482	23,839	63	40,635
December . . .	13,000	76	3,507	24,508	72	41,163
		234	10,338	64,893	194	
			75,659			

4e kwartaal 1906.

	GEMIDDELD GETAL					
	Vrijwilligers van beroep.	Vrijwilligers van het contingent	Vrijwilligers met premie.	Miliciens.	Plaats-vervangers.	Te zamen.
October	12,835	43	2.876	16,707	55	32,514
November . . .	12,744	44	2,965	20,723	61	36,535
December . . .	12,698	50	5,010	24,244	72	40,074
		137	8,849	61,674(1)	186	
			70,846			

(1) Het verschil tusschen het gezamenlijk getal miliciens van beide jaren is hieraan te wijten dat de klas van het jaar werd binnengeroepen op verschillende datums.

D. w. z. dat het bedrag van het contingent gedurende de laatste drie maanden van 1905, dit der laatste drie maanden van 1906 overtrof met 75,659 — 70,846 of 4,813 man.

Verdeelt men dat verschil over de twaalf maanden van het militiejaar, zoo bekomt men $\frac{4,813}{12} = 401$ in stede van 402 man, die wij moesten terugvinden.

Dezelfde redeneering zou het schijnbaar verschil wettigen tusschen de andere burgerlijke jaren en militiejaren.

Vraag van den heer Segers.

De getalsterkte op vredesvoet voor 1908 bedraagt, volgens de begrooting, 41,047 man, en volgens het Statistisch Jaarboek 35,710 man. Het eerste getal is de organieke getalsterkte vastgesteld bij raming, waarvoor het krediet op de begrooting staat uitgetrokken. Het tweede getal is dit der manschappen met soldij, d. w. z. de wezenlijk betaalde manschappen.

Wat heeft het Departement van Oorlog gedaan met het krediet, toegestaan doch niet gebruikt voor de 5,337 man (verschil tusschen het voorziene effectief en het betaalde effectief)?

Waren velen van die manschappen niet geboekt op de stambladen, doch op de dagelijksche tabellen aangegeven als afwezig?

Hoevelen hunner werden met verlof bij dienstonderbreking heengezonden en voor hoelang?

Antwoord.

Het effectief, dat dient tot uitgangspunt om de begrooting op te maken, bedraagt voor de troepen 41,046 man.

Doch onmiddellijk dient aangemerkt te worden, dat er vermindering is gebracht op de artikelen 10 tot 14 betreffende de soldij (zie de bijlagen van het ontwerp van begrooting), en op artikel 24 betreffende de voeding (zie de toelichting), ten einde rekening te houden met de manschappen met klein verlof of in het hospitaal.

Deze verminderingen komen overeen met een gemiddeld effectief van 3,671. Zoodat de begrooting de soldij en de voeding voorziet voor een effectief van 37,375.

Het effectief van 35,710, voorkomend in het Statistisch Jaarboek, begrijpt niet al de werkelijk betaalde manschappen, zooals de tekst der hier gestelde vraag zou doen denken, maar wel de manschappen begrepen in de klas der aanwezigen (aanwezig bij hunne eenheid, met klein verlof, in het hospitaal, gedetacheerd, bij de tuchtcompagnie, ter correctie.)

Het effectief, dat in 1908 soldij trok, bedraagt 33,243 (het verschil: 37,375 — 33,243 = hetzij 4,132, en niet 5,337, maakt ten opzichte van de begrooting het tekort uit op het voorzien soldijtrekkend effectief.)

Zooals den 8n December laatstleden werd geantwoord aan den achtbaren heer Bertrand, en later aan de Middenafdeeling belast met het onderzoek van de Begrooting van Oorlog voor 1909, « is het dank zij de beschikbare som tengevolge van het tekort in het effectief op voet van vrede, dat men tot nog toe geene verhooging moest aanvragen voor sommige ontoereikende kredieten onder de artikelen 10 tot 14 en 24. Zoo zal de toenemende prijsverhooging van eetwaren en voeder, in 1908, 1,100,000 frank meer vergen voor brood en vleesch en 325,000 frank meer voor voeder. Daar de economische oorzaken van dien toestand kunnen verdwijnen of verzachten, worden de bedoelde artikelen van de begrooting vooralsnu niet gewijzigd ».

Doch in het ontwerp van begrooting voor 1909 wordt rekening gehouden met de wezenlijke feiten.

In het effectief volgens het Statistisch Jaarboek zijn niet begrepen de manschappen die ontbreken, die terechtstaan, opgesloten zijn in burgerlijke gevangenissen, met ziekverlof, bepaald verlof of dienstonderbrekend verlof zijn.

Onder het effectief van 35,710 man voor 1908 zijn 21,090 miliciens begrepen.

De miliciens worden met dienstonderbrekend verlof heengezonden voor een tijd, verschillend naar gelang van de verschillende wapens.

Gedurende dien tijd zijn zij niet en moeten zij natuurlijk niet in de cijfers van het Statistisch Jaarboek worden aangeschreven als aanwezig.

Vraag van den heer Hoyois.

Waarom, zooals blijkt uit het antwoord gegeven op eene vroegere vraag van den heer Segers, bedroeg het « soldijtrekkend en vastgesteld effectief », in 1908, 33,243 man, terwijl het « effectief van de manschappen, aanwezig bij hunne eenheid », 35,710 man bedroeg ? (1).

En waarbij komt het, dat, terwijl het Departement van Oorlog aan de Commissie een tekort van 5,337 man opgaf (blz. 6 van de eerste antwoorden des Ministers) op het vredeseffectief van 1908, het tekort op het « soldijtrekkend en vastgesteld effectief » slechts 4,132 bedroeg (hetzij 37,375 — 33,243), het eerste van deze cijfers zijnde dit van het troepeneffectief, feitelijk op de begrooting voorzien voor soldij en voeding ?

Antwoord.

Het soldijtrekkend effectief verschilt met het effectief van de aanwezige manschappen, omdat daarenboven onder dit laatste zijn begrepen de militairen met verlof zonder soldij (art. 85) en die in het hospitaal.

Dit is de reden van het verschil tusschen de getalsterkte van 33,243 en 35,710.

Het cijfer 5,337 stelt het tekort voor op het vredeseffectief in 1908.

Het cijfer 4,132 is van minder belang : 't is het gevolg van de vergelijking

---

(1) Zie blz. 201.

tusschen het soldijtrekkend effectief, werkelijk voorzien op de begrooting : 37,375, en het bevonden soldijtrekkend effectief : 33,243.

Daarom wordt, in het antwoord op de vraag van den heer volksvertegenwoordiger Segers gezegd dat het cijfer 4,132 ten aanzien van de begroo-ting het tekort op het voorziene soldijtrekkend effectief uitmaakt.

Dit cijfer 4,132 stelt dus slechts een deel voor van het tekort op het vredeseffectief 5,337. 't Is het tekort op een der bestanddeelen van het vredeseffectief, waarin zijn begrepen niet enkel de soldijtrekkende manschappen, maar ook de manschappen met klein verlof zonder soldij of in het hospitaal.

B. — INLICHTINGEN BETREFFENDE DE GETALSTERKTE VÓÓR 1902.

Vraag van den heer Mélot.

Wat was het gemiddeld cijfer der getalsterkte op voet van vrede en op voet van oorlog vóór 1902? Hoeveel bedroeg dit cijfer in 1899, 1900 en 1901?

Door middel van welke berekening werden deze cijfers bepaald?

Antwoord.

a) *Vredeseffectief* :

De organieke getalsterkte op voet van vrede bedroeg :

In 1899	43,090
— 1900	45,075
— 1901	45,094

Vóór 1902 werd de gemiddelde getalsterkte niet berekend per militiejaar. Doch, zooals daareven is bewezen (1), komen de cijfers van de gemiddelde getalsterkte, opgegeven door de korpsen, overeen met die van het *Annuaire statistique*. Wij mogen dus deze laatste gebruiken.

Het *Annuaire statistique* geeft ons als gemiddelde getalsterkte :

In 1899.	42,612	— 2,787 gendarmen	= 39,825
— 1900.	45,706	— 2,808 —	= 42,898
— 1901.	45,730	— 2,838 —	= 42,892

Deze cijfers werden verkregen door opneming van de opgesomde gemiddelde cijfers der periodieke staten, geleverd door de korpsen.

Laten wij herinneren, dat te dien tijde de staten de getalsterkte op den eersten dag van de maand of van het kwartaal opgaven, hetgeen aanleiding kon geven tot schijnbare dwalingen, soms nog al beduidend (2).

Waarschijnlijk zijn de verschillen, van het eene jaar tot het andere vastgesteld in de cijfers van het *Annuaire statistique*, daaraan te wijten. Luitenant generaal Cousebant trachtte die dwalingen te vermijden door in 1902 te bevelen dat het gemiddeld cijfer der aanwezigen dagelijks zou worden opgenomen.

---

(1) Zie bl. 198 en volg.

(2) Zie bl. 76.

b) *Oorlogseffectief* :

Het administratief oorlogseffectief, zooals het voorkomt in het *Annuaire statistique*, bedroeg :

In 1899	163,834
— 1900	163,751
— 1901	165,810

Het werd verkregen door dezelfde berekeningen als hierboven zijn vermeld.

Onder deze cijfers zijn begrepen de gendarmen en de militieklas van het jaar, van Juni tot October, ofschoon zij op dat oogenblik nog niet onder de wapens is.

VRAAG VAN DEN HEER HOŸOIS.

Hoe legt de heer Minister van Oorlog uit, dat terwijl de organieke getalsterkte nagenoeg gelijk blijft (45,000 man) voor de jaren 1899, 1900 en 1901, het gemiddeld effectief, naar 't schijnt op dezelfde wijze berekend, een batig verschil oplevert van 3,000 man tusschen het jaar 1899 eensdeels, 1900 en 1901 anderdeels?

ANTWOORD.

Het Statistisch Jaarboek van het Rijk geeft voor de jaren 1899 en 1900 de getalsterkte per soort op :

SOORTEN.	1899	1900	Verschil	
			meer.	minder.
Vrijwilligers	10,847	10,262	585	»
Vrijwilligers met premie	4,321	4,421	»	100
Miliciens	27,364	30,954	»	3,590
Plaatsvervangers	80	69	11	»
Te zamen. . .	42,612	45,706	596	3,690

Batig verschil voor 1900 : 3,094

Dit verschil heeft menigvuldige oorzaken :

1° In 1899 trad de klas van de nieuwe lichting eerst den 2n October in werkelijken dienst — de 1ste October was een Zondag — en zij werd niet opgenomen in de driemaandelijksche staten van 1899, den 1sten October opgemaakt.

Daar er op 1 October 9,967 man van die klas met onbepaald verlof waren, volgt daaruit dat de *gemiddelde getalsterkte*, opgegeven door de driemaandelijksche staten, $\frac{9,997}{4} = 2,492$ man (rond cijfer) te weinig telde.

2° In 1900 werden de ontbrekende manschappen, alsmede die bij de correctie (1) en bij de tuchtcompagnie (2), begrepen in het soldijtrekkend effectief, terwijl zij niet begrepen werden in dit van 1899. Nu, indien men voor 1899 doet als voor 1900, d. w. z. indien men aan de getalsterkte van 1899 de ontbrekenden, correctionnairen en disciplinairen toevoegt, vindt men 588 man meer voor dat laatste jaar, zooals blijkt uit onderstaande tabel :

	Ontbrekenden.	Correctionnairen.	Disciplinairen
1 Januari 1899	113	452	128
1 April —	58	426	125
1 Juli —	65	397	112
1 October —	48	345	105
Te zamen . . .	284	1,600	470
Gemiddelde cijfers	71	400	117

of in het geheel 588 man.

Kortom, hadden de staten van 1899 dezelfde statistische bestanddeelen bevat als die van 1900, het effectief ware

2,492
588

3,080 man hooger geweest dan het cijfer 42,612, opgegeven in het Statistisch Jaarboek van het Rijk; dus, op 14 man na het verschil van 3,094 man, vastgesteld tusschen de gezamenlijke cijfers der dienstjaren 1899 en 1900.

Vraag van den heer Hoyois.

De heer Minister wordt verzocht, op te geven per regiment hoeveel van de manschappen, gebracht op de tabel der datums van vertrek met onbepaald en met bepaald verlof der militiecontingenten van 1899, 1900 en 1901, heengingen A) met onbepaald, B) met bepaald verlof :

a) Den laatsten dag der maand, *b*) den voorlaatsten dag, *c*) in de laatste halfmaand, en niettemin voorkwamen op den maandelijkschen en den driemaandelijkschen staat *a*) van 's anderendaags, *b*) van twee dagen nadien, *c*) van het einde der halfmaand ?

Antwoord.

Ziehier de aangevraagde tabellen.

De manschappen, met bepaald of met onbepaald verlof heengezonden in den loop van eene maand, kwamen als *aanwezig* voor op den staat, opgemaakt den eersten dag van die maand, aangezien zij zich dien dag onder de wapens bevonden; zij stonden niet meer op den staat, opgemaakt den eersten van de maand volgende op den dag waarop zij met bepaald of met onbepaald verlof heengingen.

---

(1) en (2) Deze soort van militairen komt thans insgelijks voor onder de « aanwezigen »

Daar te dien tijde geen enkele staat van effectief op den laatsten dag der maand werd opgemaakt, zooals sedert 1902 geschiedt, konden de militairen, in de laatste helft van eene maand heengezonden met bepaald of met onbepaald verlof, niet voorkomen op den staat van het einde der halfmaand, vermits zij niet bestonden.

Ten slotte, *zoodra* een man heengaat met bepaald of met onbepaald verlof, komt hij niet meer voor onder de « aanwezigen », op de staten van effectief opgemaakt na zijn heengaan.

Tabel opgevende het getal manschappen behoorende tot de contingenten van 1895, 1896 en 1897, gedurende het jaar 1899 naar huis gezonden met bepaald of onbepaald verlof.

KORPSEN.	Bepaald verlof.		Onbepaald verlof. Contingent van 1895.						Onbepaald verlof — Contingent van 1896.								
	31 Augustus, Contingent van 1896.	16 December, Contingent van 1897.	20 Mei.	28 Juni.	29 Juni.	19 Juli.	16 September.	30 September.	31 Januari.	20 Juni.	24 Juni.	28 Juni.	29 Juni.	18 Juli.	19 Juli.	30 Augustus.	30 September.
1ste linieregiment . . .	»	255	374	»	»	»	»	»	»	359	»	»	»	»	»	»	»
2e — . . .	»	254	365	»	»	»	»	»	»	»	331	»	»	»	»	»	»
3e — . . .	»	255	369	»	»	»	»	»	»	340	»	»	»	»	»	»	»
4e — . . .	»	235	365	»	»	»	»	»	»	»	350	»	»	»	»	»	»
5e — . . .	»	242	»	»	306	»	»	»	»	»	»	»	273	»	»	»	»
6e — . . .	»	279	»	»	380	»	»	»	»	»	»	»	»	455	»	»	»
7e — . . .	»	265	»	380	»	»	»	»	»	»	»	»	»	345	»	»	»
8ste — . . .	»	269	»	384	»	»	»	»	»	»	»	333	»	»	»	»	»
9e — . . .	»	294	»	»	»	»	»	379	»	»	»	»	»	»	»	»	344
10e — . . .	»	265	»	»	»	343	»	»	»	»	»	»	»	»	315	»	»
11e — . . .	»	267	»	»	»	»	»	378	»	»	»	»	»	»	»	364	»
12e — . . .	»	262	»	»	»	»	»	368	»	»	»	»	»	»	»	»	381
13e — . . .	»	284	»	»	»	»	397	»	»	»	»	»	»	»	»	»	390
14e — . . .	»	319	»	»	»	»	414	»	»	»	»	»	»	»	»	»	406
1ste jagers te voet . . .	»	284	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2e — — . .	»	279	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
3e — — . .	»	275	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Regiment grenadiers. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Regiment carabiniers. 1ste bataljon .	390	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Regiment carabiniers. 2e — .																	
Regiment carabiniers. 3e — .																	
Regiment carabiniers. 4e — .																	
Vestingartillerie en bijzondere compagnieën. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	885
Regiment der genie en bijzondere compagnieën. .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	371
Bataljon van administratie .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	206
Cavalerie	»	»	»	»	»	»	»	642	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Veldartillerie	»	»	»	»	»	»	»	523	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Trein	»	»	»	»	»	»	»	»	96	»	»	»	»	»	»	»	»
TE ZAMEN . . .	390	4,583	1,473	764	686	343	811	2,290	96	699	681	333	273	800	315	364	2,983

In 1900.

KORPSEN.	Met bepaald verlof 31 Augustus (contingent van 1897).	Contingent van 1896. met onbepaald verlof.						Contingent van 1897. met onbepaald verlof.						
		25 Mei.	21 Juli.	25 Juli.	26 Juli.	22 September.	29 September.	31 Januari.	25 Mei.	21 Juli.	25 Juli.	26 Juli.	27 September.	29 September.
1e linieregiment . . .	»	»	»	376	»	»	»	»	»	»	366	»	»	»
2e — . .	»	»	»	369	»	»	»	»	»	»	374	»	»	»
3e — .	»	»	»	»	375	»	»	»	»	»	»	398	»	»
4e — . .	»	»	»	»	372	»	»	»	»	»	»	370	»	»
5e — . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
6e — . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
7e — . .	»	»	»	»	»	358	»	»	»	»	»	»	»	367
8e — . .	»	»	»	»	»	365	»	»	»	»	»	»	»	37
9e — . .	»	»	»	»	»	368	»	»	»	»	»	»	389	»
10e — .	»	»	»	»	»	386	»	»	»	»	»	»	»	359
11e — . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
12e — . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
13e — . .	»	»	403	»	»	»	»	»	»	389	»	»	»	»
14e — . .	»	»	417	»	»	»	»	»	»	398	»	»	»	»
1e jagers te voet . . .	»	353	»	»	»	»	»	»	341	»	»	»	»	»
2e — — . . .	»	391	»	»	»	»	»	»	392	»	»	»	»	»
3e — — . . .	»	385	»	»	»	»	»	»	389	»	»	»	»	»
Regiment der grenadiers .	249	354	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Regiment der Carabiniers 1e bataljon .	»	»	»	»	121	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Regiment der Carabiniers 2e —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Regiment der Carabiniers 3e —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Regiment der Carabiniers 4e —	»	113	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vestingartillerie en bijzondere compagnieën . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	918
Regiment der genie en bijzondere compagnieën .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	329
Bataljon van administratie.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	191
Cavalerie.	»	»	»	»	»	»	696	»	»	»	»	»	»	»
Veldartillerie	»	»	»	»	»	»	494	»	»	»	»	»	»	»
Trein.	»	»	»	»	»	»	»	92	»	»	»	»	»	»
Te zamen. . .	249	1,396	820	745	868	1,477	1,190	92	1,002	787	740	768	389	2,839

In 1901.

KORPSEN.	Klassen van 1898 en 1899.		Klasse van 1897.					Klasse van 1898.						
	Met bepaald verlof.		Met onbepaald verlof.					Met onbepaald verlof.						
	31 Aug., Contingent van 1898	17 December, contingent van 1899.	19 Juli	21 Juli	22 Augustus.	23 Augustus.	28 September.	31 Januari.	19 Juli.	21 Juli.	21 Augustus.	22 Augustus.	23 Augustus.	28 September.
1ste linieregiment	»	285	387	»	»	»	»	»	376	»	»	»	»	»
2e —	»	262	387	»	»	»	»	»	336	»	»	»	»	»
3e —	»	305	»	394	»	»	»	»	»	390	»	»	»	»
4e —	»	264	»	366	»	»	»	»	»	338	»	»	»	»
5e —	»	270	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
6e —	»	242	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
7e —	»	305	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
8e —	»	246	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
9e —	»	322	»	»	399	»	»	»	»	»	»	384	»	»
10e —	»	261	»	»	373	»	»	»	»	»	»	348	»	»
11e —	»	256	»	»	»	391	»	»	»	»	»	»	355	»
12e —	»	282	»	»	»	387	»	»	»	»	»	»	351	»
13e —	»	302	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
14e —	»	338	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1ste jagers te voet	»	289	»	»	»	»	»	»	»	»	387	»	»	»
2e —	»	255	»	»	»	»	»	»	»	»	392	»	»	»
3e —	»	260	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Grenadiers	286	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Carabiniers 1e bataljon .	»	»	121	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Carabiniers 2e —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Carabiniers 3e —	»	»	»	»	124	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Carabiniers 4e —	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vestingartillerie en bijzondere compagnieën	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	895
Regiment der genie en bijzondere compagnieën. . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	375
Bataljon van administratie. .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	185
Cavalerie	»	»	»		»	»	682	»	»	»	»	»	»	»
Veldartillerie.	»	»	»	»	»	»	523	»	»	»	»	»	»	»
Trein.	»	»	»	»	»	»	»	78	»	»	»	»	»	»
TE ZAMEN. . .	286	4,798	895	760	896	778	1,205	78	712	728	779	752	706	1,455

VRAAG VAN DEN HEER SEGERS.

Welk is het cijfer van het vredeseffectief in 1899, 1900, 1901, indien men het berekent volgens de nieuwe onderrichtingen van 10 September 1902?

ANTWOORD.

In antwoord (1) op eene vroegere vraag, werd gezegd om welke redenen niet kan uitgevoerd worden het administratief werk waardoor men de gevraagde inlichtingen zou kunnen leveren (herinrichting van het leger, tengevolge waarvan het archief van sommige korpsen werd verstrooid).

VRAAG VAN DEN HEER HOYOIS.

Daar de heer Segers de vraag had gesteld wat het cijfer der getalsterkte op vredesvoet in 1908 zou zijn, indien men ze berekende zooals geschiedde vóór de onderrichtingen van 10 September 1902, heeft het Departement van Oorlog statistieken opgemaakt op den voet van de nieuwe maandelijksche staten, vastgesteld bij het einde van iedere maand.

Daarentegen had de heer Hoyois gevraagd hoe een verschil van 3,000 man tusschen het vredeseffectief van 1899 en dit van 1900 en 1901 verklaarbaar was. Het Departement van Oorlog antwoordde dat het verschil hieruit voortspruit, dat een groot getal manschappen in October in werkelijken dienst traden, niet den 1ⁿ October, datum van de staten die tot grondslag der statistieken dienen, maar den 2ⁿ.

Daaruit volgt dus, dat de staten, welke vóór 1902 dienden tot grondslag van de statistieken, niet die waren van den laatsten dag der maand, maar van den eersten.

1. Hoe is die strijdigheid uit te leggen?

2. Verzoek de statistieken te geven, door den heer Segers gevraagd, en daarbij te voegen de staten van den eersten dag der verschillende maanden, niet de staten van den laatsten dag dezer maanden.

ANTWOORD.

1° Vóór 1902, werd door de korpsen aan het Departement van Oorlog een maandelijksche en een driemaandelijksche staat van het effectief overgemaakt, ingevolge de ministerieele onderrichtingen van 20 Maart 1887, nr 81, gewijzigd door de onderrichtingen van 29 Maart 1889, 2e afd., nr 81, en van 16 November 1891, 2e afd., nr 81. (De tekst van deze onderrichting, benevens de wijzigingen, alsmede de modellen der maandelijksche en driemaandelijksche staten, werden overgemaakt aan de Commissie van parlementair onderzoek.)

Na inzage van de modellen kan men vaststellen dat deze staten het soldij-

(1) Zie bl. 95.

trekkend effectief en het effectief buiten soldij opgaven voor den *eersten dag* van de maand en van het kwartaal.

Sedert werd bij eene nieuwe onderrichting, in dato van 10 September 1902, 2e alg. afd., nr 81, bevolen, maandelijksche en driemaandelijksche staten op te maken met de getalsterkte op den *laatsten dag* der afgeloopen maand, om het gemiddeld cijfer voor de maand te kunnen opmaken. (De onderrichting en de modellen van de nieuwe staten worden insgelijks overgemaakt aan de Commissie.)

Opdat het Departement van Oorlog nauwkeurig het gemiddeld effectief van de gedurende gansch het jaar aanwezige manschappen zou kennen, worden daartoe op de nieuwe maandelijksche en driemaandelijksche staten twee bijzondere kolommen gelaten. In de eene kolom wordt ingeschreven het volledig getal van de dagen aanwezigheid, in elken graad, gedurende de afgeloopen maand. In de andere worden ingeschreven de cijfers die men verkrijgt door het deelen van het getal dagen aanwezigheid met het getal dagen der maand.

2° Uit bovenstaande uitleggingen blijkt, dat in den tegenwoordigen toestand het Departement van Oorlog niet bij machte is, zooals vóór 1902, te leveren *staten op den eersten dag der maand,* maar wel *staten op den laatsten dag der afgeloopen maand*, vermits alleen laatstgemelde, ingevolge de verordeningen, sedert 1902 door de korpsen werden ingeleverd.

VRAAG VAN DEN HEER HOŸOIS.

Hoe talrijk waren in het effectief van 1899, 1900 en 1901 :

a) de vrijwilligers minder dan 16 jaar oud?

b) de vrijwilligers van 16 tot 20 jaar oud?

ANTWOORD.

a) Sedert het Koninklijk Besluit van 30 Augustus 1894, kunnen jongelingen, minder dan 16 jaar oud, geen dienst nemen bij het leger.

Nochtans worden de pupillen van het leger, die eene bijzondere klasse uitmaken, in het effectief medegeteld.

In 1899 waren zij ten getale van 389 ; in 1900, 400; in 1901, 451.

b) In 1899 : 722 vrijwilligers.

In 1900 : 553 —

In 1901 : 616 —

16 jaar oud, en ouder nog, werden aangenomen vóór hunne loting voor een termijn van ten minste acht jaar.

C. — Aanvullende inlichting betreffende de reservevrijwilligers.

Vraag van den heer Poullet.

Wat beteekent het woord « trapsgewijze » dat voorkomt in het antwoord op eene vraag van den heer Hoijois? (1) Ondersteld dat de regimenten, vier jaar achtereen, al de reservevrijwilligers zouden werven die het hun toegelaten is te werven, zouden er, dunkt mij, bij de getalsterkte van het leger der vier dienstjaren waarvan sprake, meer dan 10,000 reservevrijwilligers zijn.

Antwoord.

Als men het getal jaarlijks te werven vrijwilligers van vier jaar, bepaalt (verlies inbegrepen) op het vierde van het geheel getal der vrijwilligers van vier jaar en op de helft van het geheel getal der vrijwilligers van twee jaar, dan verdeelt men beter de uitgaaf over iedere begrooting, en iedere militieklasse trekt aldus nut uit de voordeelen verleend aan de reservevrijwilligers.

Men vindt overigens beter de behoorlijke vrijwilligers door ze te nemen in verschillende militieklassen.

Dat is de beteekenis van het woord « trapsgewijze » dat te lezen staat in het laatste lid van bladzijde 1 der antwoorden op de vragen, door den heer Hoijois gesteld den 15n April.

Moest men al de reservevrijwilligers op één jaar werven, dan zou de werving van de vrijwilligers van vier jaar, nog enkel om de vier jaar kunnen geschieden, en die der vrijwilligers van twee jaar, om de twee jaar.

De werving van de reservevrijwilligers gedurende vier jaar, zooals die thans geregeld is door de verordeningen, zou opleveren :

4 × 2,392 (vrijwilligers van 4 jaar).
2 × 1,115 (— — 2 —).

Te zamen 11,898, wat, na aftrek van alle verlies, zou neerkomen op 10,000 man.

D. — AANVULLENDE INLICHTING BETREFFENDE DE VOORKEUR AAN DE VRIJWILLIGERS GEGEVEN IN DE OPENBARE BESTUREN (OPENBARE WERKEN).

Vraag van den heer Segers,
gericht tot den heer Minister van Openbare Werken.

1. — Welke maatregelen van ruchtbaarheid werden tusschen 1902 en 1909 genomen door het Ministerie van Openbare Werken :

1° Om de militiewet van 1902 te doen kennen ?

(1) Zie bl. 113.

2° Om de voordeelen te doen kennen voorbehouden aan de vrijwilligers en aan hen die bijteekenden ?

B. — Hoeveel ambten zijn er open gevallen, per soort en per jaar, bij het Ministerie van Openbare Werken sedert 1902 ?

Hoeveel dier ambten werden, per soort en per jaar, sedert 1902 toegekend aan :

1° Oud-vrijwilligers ;

2° Hen die bijteekenden ;

3° Oud-miliciens ;

4° Andere aanvragers ?

ANTWOORD.

Brussel, 11 Mei 1909.

Den Heere de Sadeleer, Voorzitter der Commissie van militair onderzoek, te Brussel.

Mijnheer de Voorzitter,

Als gevolg op uw schrijven van 22 April laatstleden heb ik de eer Ued. hierbij gevoegd den tekst te laten geworden van het antwoord op de vraag, gesteld door den heer Segers ter vergadering van 22 April 1909 en betreffende de voorkeur gegeven aan de oud-gedienden tot het bekomen van ambten bij mijn bestuur.

Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de betuiging mijner gevoelens van bijzondere hoogachting.

Aug. DELBEKE.

A. — Een koninklijk besluit van 31 Maart 1908, verschenen in het *Staatsblad* van 9 April daaropvolgende, bepaalt de betrekkingen bij het Bestuur van de Openbare Werken, waarvoor de voorkeur wordt gegeven, mits gelijke verdienste, aan :

a) de onderofficieren, brigadiers en korporaals met ten minste acht jaar werkelijken dienst ;

b) de vrijwilligers en oud-vrijwilligers.

B. — Bijgevoegde tabel vermeldt, per soort en per jaar, het getal betrekkingen, tusschen 1902 en 1909 opengevallen bij het Bestuur van de Openbare Werken, alsmede het getal dergelijke betrekkingen toegekend aan candidaten die vroeger bij het leger dienden.

De inlichtingen ontbreken om te kunnen vermelden den aard — vrijwilligers, miliciens, militairen die bijteekenden of andere — van den krijgsdienst der begunstigde candidaten.

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN.

Getal betrekkingen, per soort en per jaar, die openvielen van 1902 tot 1909.

De betrekkingen toegekend aan candidaten, oud-gedienden, staan in vetjes aangegeven.

JAAR.	Hydrographen.	Werken-helpers.	Kantoor-helpers.	Expeditionnairs.	Rivier- en vaartwachters.	Haven kantonniers	Sluismeesters.	Hulp-sluismeesters.	Verlaat-wachters.	Bruggewachters	Hulp-bruggewachters.	Monument-bewakers.	Nachtwakers.	Besproeiers.	Stokers.	Huisbewaarders.	Boden en dienstlieden.	Drukker.	Baankantonniers.	Vaartkantonniers.	TOTALEN.	
																					Burgers.	**Oud-gedienden.**
1902 . .	»	6	32	»	2	1	»	5	5	»	19	»	1	»	1	1	1	»	25	5	122	»
	»	**2**	»	»	**1**	»	»	**1**	»	»	**1**	»	»	»	»	»	1	»	**10**	1	»	**20**
1903 . .	»	26	37	»	2	2	»	6	»	3	9	»	1	»	4	»	»	»	27	12	129	»
	»	**2**	**4**	»	»	»	**1**	**1**	»	**1**	**1**	»	»	»	»	»	»	»	**6**	**2**	»	**18**
1904 . .	»	31	31	»	4	»	2	11	2	2	6	1	»	»	7	»	»	»	28	4	129	»
	»	**1**	»	»	»	»	»	**1**	»	»	**1**	»	»	»	»	»	»	»	**12**	**1**	»	**16**
1905 . .	»	25	32	»	1	1	2	2	4	4	1	2	»	»	1	»	1	»	17	1	94	»
	»	»	**3**	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	**12**	»	»	**15**
1906 . .	»	37	71	»	4	»	3	7	»	12	»	»	»	1	1	»	7	1	25	13	182	»
	1	**1**	**4**	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	**7**	**6**	»	**19**
1907 . .	»	54	85	»	3	»	4	11	»	9	3	2	»	»	»	»	7	»	30	6	194	»
	»	**6**	**9**	»	»	»	»	**1**	»	**2**	»	»	»	»	»	»	**6**	»	**10**	»	»	**34**
1908 . .	»	57	69	»	»	»	2	6	2	13	2	2	3	»	»	»	»	»	27	11	194	»
	»	**9**	**11**	»	»	»	**1**	»	**1**	»	»	»	**1**	»	»	»	**1**	»	**8**	**3**	»	**34**
1909 . .	»	3	6	1	»	»	»	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	14	»
	»	»	»	**1**	»	»	»	**1**	»	**1**	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	**3**
TOTALEN .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1,058	**159**

INHOUD VAN DE BIJLAGEN

Bijlage I. — Processen-verbaal van onderzoek.

VERGADERING VAN 26 MAART 1909.

Verklaring van den heer Wissocq, afdeelingshoofd bij het Ministerie van Oorlog.

Terug binnengeroepenen van 1900. . . . . (1)
Berekening van het effectief van 1900 . . . . . (2)
Tegenwoordige wijze om het effectief te berekenen . . . . . (3)
De verloven onder het oud en het nieuw stelsel . . . . . (3)

Verklaring van den heer Féron, ambtenaar bij het Ministerie van Oorlog.

De verloven onder het oud en het nieuw stelsel . . . . . (4)
Terug binnengeroepenen van 1900. . . . . (5)

VERGADERING VAN 31 MAART 1909.

Verklaring van den heer Fraiteur, bureelhoofd bij het Ministerie van Oorlog.

Ontoereikendheid van het getal vrijwilligers met premie . . . . . (6)
Berekening van het vredeseffectief . . . . . (7)

Verklaring van den heer Van den Daelen, eerste bureelhoofd bij het Ministerie van Oorlog.

Verloven bij onderbreking van dienst . . . . . (7)
Berekening van de effectieven in 1902 . . . . . (8)
Gunstverloven . . . . . (9)

Verklaring van den heer Baudouin, adjudant secretaris archivist bij het Ministerie van Oorlog.

Terug binnengeroepenen van 1900 . . . . . (10)
Manschappen met bepaald verlof heengezonden . . . . . (10)

VERGADERING VAN 1 APRIL 1909.

Verklaring van den heer Wouters, adjudant secretaris archivist bij het Ministerie van Oorlog.

Onderzoek van de staten van aanwezigheid. . . . . (11)

VERGADERING VAN 6 APRIL 1909.

Verklaring van den heer Wissocq (zie hierboven).

Opmaking van de statistiek der aanwezigen. . . . . (12)

VERGADERING VAN 15 APRIL 1909.

Verklaring van kolonel Nenquin.

Ontoereikend getal opnieuw dienstnemenden . . . . . (14)
Gestrengheid ten opzichte der vrijwilligers. . . . . (15)
Ontoereikendheid van de effectieven . . . . . (15)

Verklaring van kolonel SCHEERE.

Ontoereikend getal opnieuw dienstnemenden . . . . . (16)
Reserve-vrijwilligers . . . . . (17)
Ontoereikendheid van de effectieven . . . . . (17)

Verklaring van kolonel COQUILLAT.

Ontoereikend getal opnieuw dienstnemenden . . . . . (18)
Reserve-vrijwilligers . . . . . (18)
Ontoereikendheid van de effectieven . . . . . (19)

Verklaring van kolonel KEUCKER.

Ontoereikend getal opnieuw dienstnemenden . . . . . (19)
Reserve-vrijwilligers . . . . . (20)
Ontoereikendheid van de effectieven . . . . . (20)
Verloven . . . . . (20)

Verklaring van kolonel DE WITTE.

Opnieuw dienstnemenden . . . . . (20)
Ontoereikendheid van de effectieven . . . . . (21)

Verklaring van kolonel HENRI.

Ontoereikend getal opnieuw diestnemenden . . . . . (21)
Ontoereikendheid van de effectieven . . . . . (22)
Toestand van de vrijwilligers . . . . . (22)

VERGADERING VAN 16 APRIL 1909 ('s morgens).

Verklaring van den heer Oscar WILMET.

Oorzaken van niet hernieuwde dienstneming . . . . . (23)
Niet verkregen burgerlijke betrekking . . . . . (23)

Verklaring van den heer Alfons CASIER.

Oorzaken van niet hernieuwde dienstneming . . . . . (24)

Verklaring van den heer Lodewijk LUYCKX.

Oorzaken van niet hernieuwde dienstneming . . . . . (24)
Niet verkregen burgerlijke betrekking . . . . . (25)

Verklaring van den heer Eugene HENRARD.

Niet hernieuwing van dienstneming . . . . . (25)

Verklaring van den heer Jan LEEMANS.

Oorzaken van niet hernieuwde dienstneming . . . . . (25)
Gestemdheid ten opzichte van de vrijwilligers. . . . . (25)

Verklaring van den heer Pieter SWERTS.

Niet verkregen burgerlijke betrekking . . . . . (26)
Gestemdheid ten opzichte van de vrijwilligers. . . . . (26)

Verklaring van den heer Willem DEWIT.

Reden tot niet hernieuwde dienstneming . . . . . (26)
Gestemdheid ten opzichte van de vrijwilligers . . . . . (26)

Voorstel van den heer Maurits Brandelaer.

Gestemdheid ten opzichte van de vrijwilligers. . . . . (27)
Verloven . . . . . (27)

Verklaring van den heer Richard Pilloy.

Redenen tot niet hernieuwde dienstneming . . . . . (28)
De voeding bij het leger . . . . . (28)
Gestemdheid ten opzichte van de vrijwilligers. . . . . (28)

VERGADERING VAN 16 APRIL 1909 ('s namiddags).

Verklaring van den heer Jan De Wit.

Reden tot niet hernieuwde dienstneming . . . . . (29)
Niet verkregen burgerlijke betrekking . . . . . (29)

Verklaring van den heer Leo Bertens.

De voeding bij 't leger . . . . . (29)

Verklaring van den heer Weiland.

De voeding bij 't leger en de gestemdheid ten opzichte van de vrijwilligers. . . . (30

Verklaring van den heer Hubert Demets.

Redenen tot niet hernieuwde dienstneming . . . . . (30)
De voeding bij 't leger en de gestemdheid ten opzichte van de vrijwilligers . . . . (30)

Verklaring van den heer August Deschamps.

Redenen tot niet hernieuwde dienstneming . . . . . (31)
De voeding bij 't leger en de gestemdheid ten opzichte van de vrijwillers . . . . (31)

Verklaring van den heer Josef Brogneaux.

De voeding bij 't leger . . . . . (31)

Verklaring van den heer Leo Briers.

Redenen tot niet hernieuwde dienstneming. — Voeding bij 't leger . . . . . (32)

Verklaring van den heer Elias Rolant.

Redenen tot niet hernieuwde dienstneming . . . . . (32)

Verklaring van den heer Deprettere.

Redenen tot niet hernieuwde dienstneming . . . . . (32)
Voeding bij 't leger en gestemdheid ten opzichte van de vrijwilligers . . . . . (33)

Verklaring van den heer Sovet.

Redenen tot niet hernieuwde dienstneming . . . . . (33)
Voeding bij 't leger en gestemdheid ten opzichte van de vrijwilligers . . . . . (33)

VERGADERING VAN 20 APRIL 1909.

Verklaring van den heer Vanderstraeten, afdeelingshoofd bij het provinciaal bestuur van Brabant.

Afgewezen vrijwilligers en revisieraden . . . . . (34)
Tekort bij de inlijving . . . . . (34)

Verklaring van den heer Priem, afdeelingshoofd bij het provinciaal gouvernement van West-Vlaanderen.

Afgewezen vrijwilligers en revisieraden . . . . . (35)
Tekort op de inlijving . . . . . (35)
Candidaten vrijwilligers verblijvende in den vreemde. . . . . (35)
Vrijwilligers van het contingent. . . . . (36)
Vergelding der vrijwilligers van beroep en met premie . . . . . (36)
Comiteit tot werving van vrijwilligers . . . . . (36)
Bekendmaking van de wet . . . . . (36)
Getal miliciens die de noodige som tot plaatsvervanging hebben gestort. . . . . (36)

Verklaring van den heer Bogaerts, eersten commies bij het provinciaal gouvernement van Antwerpen.

Afgewezen vrijwilligers en revisieraden . . . . . (37)
Tekort op de inlijving . . . . . (37)
Candidaten vrijwilligers verblijvende in den vreemde . . . . . (37)
Aansprakelijkheid van de krijgsdokters. . . . . (37)
Gestemdheid ten opzichte van de vrijwilligers . . . . . (37)

Verklaring van den heer Raes, afdeelingshoofd bij het provinciaal gouvernement van Oost-Vlaanderen.

Afgewezen vrijwilligers in revisieraden. . . . . (38)
Tekort op de inlijving . . . . . (38)

Verklaring van den heer Toureau, bureelhoofd bij het provinciaal gouvernement van Namen.

Afgewezen vrijwilligers, revisieraden en tekort op de inlijving . . . . . (39)

VERGADERING VAN 21 APRIL 1909.

Verklaring van den heer Guelff.

Afwijzing van vrijwilligers . . . . . (40, 41)

Verklaring van den heer De Grelle.

Afwijzing van vrijwilligers en moeilijkheden voor het toelaten . . . . . (42, 43, 44)

Verklaring van den heer Strens.

Afwijzing van een vrijwilliger, later toegelaten als milicien . . . . . (44)

Verklaring van den heer Sel.

Afwijzing van een vrijwilliger, later toegelaten . . . . . (45)

Verklaring van den heer Verstraeten.

Afwijzing van een vrijwilliger, later toegelaten. . . . . (46)

VERGADERING VAN 22 APRIL 1909.

Verklaring van den heer Vermeulen.

Strengheid bij het aanvaarden van vrijwilligers . . . . . (47)
Propaganda tegen de vrijwilligers . . . . . (47)

Verklaring van den heer Van Offel.

Willekeurige beslissingen over het aanvaarden van vrijwilligers . . . . . (48)
Gestemdheid ten opzichte der vrijwilligers. . . . . (48)

Verklaring van den heer Muylaert.

Afwijzing van een vrijwilliger, later toegelaten als milicien . . . . . (48)

Verklaring van den heer Van Audenhove.

Datum der indiensttreding en vergelding van de vrijwilligers met premie . . . . (49)

Verklaring van den heer De Decker.

Afwijzing van een vrijwilliger, later toegelaten als milicien . . . . . (50)

Verklaring van den heer Jacques.

Afwijzing van een vrijwilliger, later toegelaten als milicien . . . . . (50)

Verklaring van den heer De Block.

Afwijzing van een vrijwilliger, later toegelaten als milicien . . . . . (51)

VERGADERING VAN 22 APRIL 1909.

Verklaring van den heer Dupont.

Afwijzing van vrijwilligers . . . . . (52)

Verklaring van den heer Pollart, geneesheer behoorend tot den revisieraad van Brabant.

Keuring van de miliciens en vrijwilligers door den revisieraad . . . . . (53)
Afgewezen candidaten vrijwilligers en denzelfden dag toegelaten. . . . . (53)
Aansprakelijkheid van de krijgsdokters. . . . . (53)

Verklaring van den heer Baert.

Ontoereikende bekendmaking van de wet . . . . . (54)
Afgewezen vrijwilligers . . . . . (54)

Verklaring van den heer Baeckelandt.

Afgewezen vrijwilligers, later toegelaten als miliciens. . . . . (54)

Verklaring van den heer Theodoor Van Houtte.

Afgewezen vrijwilligers . . . . . (55)

Verklaring van den heer Emiel Van Houtte.

Afwijzing van vrijwilligers met premie . . . . . (56)

Verklaring van den heer Lingier.

Afwijzing van vrijwilligers . . . . . (56)

Verklaring van den heer Topff.

Afwijzing van een vrijwilliger, later toegelaten als milicien . . . . . (57)

Verklaring van den heer Crabbé.

Afwijzing van een vrijwilliger, later toegelaten als milicien . . . . . (57)

Verklaring van den heer Timmerman.

Afgewezen vrijwilligers met premie . . . . . (58)

Verklaring van den heer Van Tilborg.

Vergelding van de vrijwilligers met premie. . . . . (58)

VERGADERING VAN 23 APRIL 1909 ('s morgens).

Verklaring van den heer POLIS.

Afgewezen vrijwilliger . . . . . (60)

Verklaring van den heer VAN DEN BLIECK.

Weigering van een vrijwilliger, later toegelaten als milicien . . . . . (60)

Verklaring van den heer FRONVILLE, burgerlijk geneesheer.

Afgewezen vrijwilliger . . . . . (61)
Keuring van de candidaten voor plaatsen aan 't spoorwegbeheer. . . . . (61)

Verklaring van den heer COCHEZ, krijgsdokter.

Keuring van de candidaten door den bataljons- en den regimentsdokter. . . . . (62)
Afwijzing van vrijwilligers. — Revisieraad. . . . . (62)
Aansprakelijkheid van de krijgsdokters. . . . . (63)

Verklaring van den heer WIBIN, krijgsdokter.

Revisieraad en afgewezen vrijwilligers. . . . . (64)
Provinciale commissiën . . . . . (64)
Keuring van de candidaten door den krijgsdokter . . . . . (65)
Beroep aangeteekend door afgewezen vrijwilligers . . . . . (65)

VERGADERING VAN 23 APRIL 1909 ('s namiddags).

Verklaring van den heer VERBEEREN.

Moeilijkheden voor het toelaten van vrijwilligers met premie. . . . . (66)

Verklaring van den heer DE MEESTER.

Afwijzing van vrijwilligers . . . . . (67)

Verklaring van den heer HUYGHE.

Afwijzing van een vrijwilliger, later toegelaten als milicien . . . . . (68)

Verklaring van den heer BEUSSÉ.

Niet verkregen burgerlijke betrekking . . . . . (69)

Verklaring van den heer BLUECKENS.

Langdurig verlof. . . . . (69)

Verklaring van den heer VERVAECK, geneesheer, behoorend tot den revisiraad van Brabant.

Keuring van de manschappen door den revisieraad . . . . . (70)
Aansprakelijkheid van den krijgsdokter . . . . . (70)
Te veel strengheid voor de vereischte lichaamsgesteldheid . . . . . (71)

Verklaring van kolonel VAN LOO (7ste linieregiment, te Antwerpen).

Gestemdheid in het regiment ten opzichte van de vrijwilligers . . . . . (71)
Voeding der soldaten . . . . . (71)
Gestemdheid der onder-officieren . . . . . (71)
Ontoereikendheid van de effectieven . . . . . (72)
Reserve-vrijwilligers . . . . . (72)
Ontoereikend getal opnieuw dienstnemenden . . . . . (72)

Verklaring van kolonel Malevé (14de linieregiment, te Luik).

Onthaal voorbehouden aan de vrijwilligers in zijn regiment . . . . . (73)
Formalisme . . . . . (73)
Ontoereikend effectief . . . . . (73)
Gehuwde onder-officieren . . . . . (73)
Reserve-vrijwilligers . . . . . (74)

Verklaring van kolonel Ruwet (vroeger bij 't 10de linieregiment, te Aarlen).

Toelating van vrijwilligers bij dat regiment . . . . . (74)
Inlijvingen . . . . . (74)
Ontoereikende effectieven . . . . . (75)
Reserve-vrijwilligers . . . . . (75)

Bijlage II. — Vragen en antwoorden.

I. — HET EFFECTIEF DES LEGERS.

1. — Algemeen overzicht der grondslagen van berekening aangenomen tot vaststelling van den toestand van het effectief . . . . . (76)
2. — Het vredeseffectief.
A. — Algemeen overzicht der regels gevolgd om den toestand van het vredeseffectief voor het jaar 1900 vast te stellen en te berekenen wat, in de toekomst, de wet van 21 Maart 1902 zal geven . . . . . (79)
B. — Overzicht der regelen gevolgd voor de vaststelling van het tegenwoordig vredeseffectief . . . . . (83)
1) Algemeene begrippen . . . . . (83)
2) Bijzondere vragen . . . . . (85)
1° Het verlof . . . . . (85)
a) Het zoogenaamd « klein verlof » . . . . . (85)
b) Verlof door onderbreking van dienst . . . . . (87)
2° De teruggeroepenen . . . . . (89)
C. — Statistieken aangaande het vredeseffectief . . . . . (90)
A. — Gemiddeld vredeseffectief . . . . . (90)
a) Verwachte opbrengst. — Verkregen opbrengst. . . . . (90)
b) Tegenwoordig vredeseffectief uitgerekend volgens de wijze in gebruik vóór de onderrichting van 10 September 1902 . . . . . (93)
c) Gemiddeld vredeseffectief per soorten . . . . . (95)
d) Vergelijking tusschen het vredeseffectief voor 1900 en het tegenwoordig vredeseffectief . . . . . (96)
e) Van sommige elementen van het vredeseffectief in het bijzonder . . . . . (97)
1) De teruggeroepenen. . . . . (97)
2) De vrijwilligers met premie. . . . . (99)
3) Vrijwillige dienstneming en gegradeerden. . . . . (101)
4) Het verlof van zes weken. . . . . (101)
B. — Andere statistieken betreffende het effectief van het leger in vredestijd . . . . (102)
3. — Het oorlogseffectief. . . . . (114)
A. — Wijze van berekening. — Algemeene regels . . . . . (114)
B. — Verwacht oorlogseffectief tijdens de bespreking der wet van 1902 . . . . . (114)
C. — Het tegenwoordig oorlogseffectief . . . . . (115)
D. — Vrijwilligers der reserve. . . . . (115)
E. — Statistieken betreffende het oorlogseffectief . . . . . (117)
1) Globaal effectief op een bepaalden datum . . . . . (117)
2) De jaarlijksche schouwingen en de getalsterkte op voet van oorlog . . . . . (128)
3) Gemiddeld effectief . . . . . (132)
4) Statistieken betreffende zekere bestanddeelen van het oorlogseffectief in 't bijzonder. (139)

. — DE AANNEMING DER ASPIRANT-VRIJWILLIGERS.

A. — Wettelijke en reglementaire bepalingen . . . . . (140)
B. — Statistische inlichtingen. . . . . (143)
1) Inlichtingen betreffende het tijdvak vóór de wet van 21 Maart 1902 . . . . . (143)
2) Inlichtingen betreffende het tijdvak volgende op het in werking treden van de wet van 21 Maart 1902. . . . . (144)
3) Het recht van beroep voor den revisieraad . . . . . (149)
4) Naamlijsten . . . . . (151)

III. — RECHT VAN VOORRANG VÓÓR DE VRIJWILLIGERS IN DE OPENBARE BESTUREN. . . . . (156)

IV. — DE GEZONDHEID DER VRIJWILLIGERS EN DER MILICIENS TIJDENS HUNNE AANWEZIGHEID ONDER DE WAPENS. . . . . (162)

V. — GEDRAG DER MILICIENS EN DER VRIJWILLIGERS GEDURENDE HUNNE AANWEZIGHEID ONDER DE WAPENS. . . . . (164)
VI. — VRAGEN BETREFFENDE DE LEGERINRICHTING. . . . . (173)

A. — Inrichting van het leger op voet van vrede . . . . . (173)
B. — Verdeeling der militieklassen in het actief leger en in de reserve . . . . . (177)
C. — Soldij en jaarwedden. — Vergelding . . . . . (178)
I. — Soldij en jaarwedden . . . . . (178)
II. — Vergelding der miliciens en der vrijwilligers . . . . . (184)
D. — Manschappen uit de rangen verwijderd . . . . . (189)
E. — Plaatsvervangingskas . . . . . (193)

VII. — VERSCHILLENDE VRAGEN . . . . . (197)

A. — De statistieken van het Statistisch Jaarboek en de statistieken betreffende de getalsterkte op vredesvoet . . . . . (197)
B. — Inlichtingen betreffende de getalsterkte vóór 1902 . . . . . (204)
C. — Aanvullende inlichting betreffende de reserve-vrijwilligers . . . . . (213)
D. — Aanvullende inlichting betreffende de voorkeur, aan de vrijwilligers gegeven in de openbare besturen (Ministerie van Openbare Werken) . . . . . (213)